

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du pôle juridique*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime*

*6 rue du verger*

*CS 40078*

*76192 Yvetot Cedex*

*[www.sdis76.fr](http://www.sdis76.fr)*



## **ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

---

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**  
6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex





## SOMMAIRE

### ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Titre
AG-2019-105	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Sylvain MONNIER, chef du service de la Restauration, Pôle financier
AG-2019-106	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Sylvain BABAULT, chef du service de la Commande publique au sein du Pôle Financier
AG-2019-107	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Blandine LEFORT, cheffe du service développement du volontariat
AG-2019-108	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Philippe RENAULT, chef du service Mise en œuvre opérationnelle, Groupement Opérations
AG-2019-109	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Ellen DEBEAURAIN, cheffe du service Opérations, Constructions et Réhabilitations, Groupement Immobilier
AG-2019-110	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Franck BRUGOT, chef du service Maintenance immobilière, Groupement Immobilier
AG-2019-111	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Christophe MARGRIT, chef du service Equipement, approvisionnements et logistiques, Groupement Technique
AG-2019-112	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Daniel MAROUSE, chef du service Contrôles des équipements et des matériels, Groupement Technique et logistique

N°	Date	Titre
AG-2019-113	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Julien RENAULT, chef du service Matériels roulants, Groupement Technique et logistique
AG-2019-114	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Angélique FREMAUX, cheffe du service Communication
AG-2019-115	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Loïc TETU, gestionnaire de parc, Groupement Technique et logistique
AG-2019-116	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant Christophe VIOGNE, chef du service technique EST, Groupement Technique et logistique
AG-2019-117	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jacques MENARD, chef d'atelier, Groupement Technique et logistique
AG-2019-118	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Thierry RAMOIN, chef d'atelier, Groupement Technique et logistique
AG-2019-119	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Thierry DELAFOSSE, chef des ateliers de Tourville-la-Rivière, Groupement Technique et logistique
AG-2019-120	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOULANGER, chef du service des Affaires budgétaires et financières, Pôle Financier
AG-2019-121	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alain LE GALLOU, chef du service du Système d'information opérationnel, Groupement Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations
AG-2019-122	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Benoît LAGON, chef du service Ressources et Analyses, Pôle Juridique
AG-2019-123	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant de 1 <sup>ère</sup> classe Cyril DUPRE, chef du service Gestion des temps et activités, Groupement des Ressources Humaines
AG-2019-124	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Céline LIDOR, cheffe du service Conseils et Contentieux, Pôle Juridique

N°	Date	Titre
AG-2019-125	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AUBER, chef du service Système d'information administratif et réseaux, Groupement Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations
AG-2019-126	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Gilles MARTIN, chef du service Téléphonie et transmission, Groupement Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations
AG-2019-127	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-Colonel Jean-Marc PARIS, chef du groupement en charge du pôle Stratégie et cohérence territoriale
AG-2019-128	23/10/2019	Arrêté portant abrogation d'un arrêté portant délégation de signature au Commandant Luc TACONNET, Groupement des Ressources humaines
AG-2019-129	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Sophie BONNAMY-LACUISSE, cheffe du service Gestion des emplois, effectifs, activités et compétences, Groupement des Ressources humaines
AG-2019-130	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Marie-Laure BREUGNOT, cheffe du service Mission aide au pilotage et info-valorisation, groupement Pilotage, Évaluation, Prospective et Systèmes d'informations
AG-2019-131	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Olivier BERNARD, chef du service Planification Accompagnement Prospective, Groupement Formation – Activités sportives
AG-2019-132	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Réjane PASQUIER, cheffe du service Soutien administration générale, Pôle Programmation et Soutien Techniques
AG-2019-133	23/10/2019	Arrêté portant abrogation d'un arrêté portant délégation de signature à Madame Sophie ROUSSILLE
AG-2019-134	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Aurélie SAMSON, chargée du Secrétariat général, Pôle Juridique
AG-2019-135	06/11/2019	Arrêté portant composition de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C

N°	Date	Titre
AG-2019-136	06/11/2019	Arrêté portant composition du comité technique compétent pour l'ensemble des agents du SDIS
AG-2019-137	06/11/2019	Arrêté portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
AG-2019-138	06/11/2019	Arrêté portant composition du comité de groupement Est
AG-2019-139	06/11/2019	Arrêté portant composition du comité de groupement Ouest
AG-2019-140	06/11/2019	Arrêté portant composition du comité de groupement Sud
AG-2019-141	19/11/2019	Arrêté portant désignation d'un détenteur de la carte achat
AG-2019-142	19/11/2019	Arrêté portant désignation d'un détenteur de la carte achat
AG-2019-143	19/11/2019	Arrêté portant désignation d'un détenteur de la carte achat
AG-2019-144	19/11/2019	Arrêté portant désignation d'un détenteur de la carte achat
AG-2019-145	19/11/2019	Arrêté portant désignation d'un détenteur de la carte achat
AG-2019-146	19/11/2019	Arrêté portant désignation d'un détenteur de la carte achat
AG-2019-147	19/11/2019	Arrêté portant désignation d'un détenteur de la carte achat
AG-2019-148	19/11/2019	Arrêté portant désignation d'un détenteur de la carte achat
AG-2019-149	19/11/2019	Arrêté portant désignation d'un détenteur de la carte achat
AG-2019-150	19/11/2019	Arrêté portant désignation d'un détenteur de la carte achat
AG-2019-151	23/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Odile COUROYER, cheffe du bureau Secrétariat de direction
AG-2019-152	14/11/2019	Arrêté portant constitution du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour le projet de construction du centre d'incendie et de secours de Fécamp
AG-2019-153	26/11/2019	Arrêté portant liste des candidats admis à concourir dans le cadre du concours de maîtrise d'œuvre pour le projet de construction du centre d'incendie et de secours de Fécamp

N°	Date	Titre
AG-2019-154	29/11/2019	Arrêté portant virement de crédits sur le budget principal
AG-2019-164	17/12/2019	Arrêté délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime



**Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime**

**ARRETE DE MONSIEUR  
LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL**

-----

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**

6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex



## **SOMMAIRE**

### **ARRETE DE MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL**

<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Titre</b>
AG-2019-166	20/12/2019	Arrêté portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences déléguées par Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime



---

## **DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Réunions du 14 novembre et du 05 décembre 2019**

---

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**  
6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex





## SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

-----

Séance	N°	Service instructeur	Titre
14/11/19	DBCA-2019-089	Pôle Financier	Avenant n°5 à la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le Sdis 27
14/11/19	DBCA-2019-090	Pôle Financier	Vente de matériels – mises à prix
14/11/19	DBCA-2019-091	Pôle Compétence humaine	Modifications du tableau des emplois budgétaires
14/11/19	DBCA-2019-092	Pôle Compétence humaine	Contrat d'apprentissage
14/11/19	DBCA-2019-093	Pôle Compétence humaine	Protection sociale – attribution du contrat de prévoyance
14/11/19	DBCA-2019-094	Pôle Compétence humaine	Protection sociale – choix du niveau de garantie et participation financière au contrat prévoyance
14/11/19	DBCA-2019-095	Pôle Compétence humaine	Conventions entre la communauté d'agglomération Caux Seine Agglo et le Sdis 76 pour l'utilisation des piscines intercommunales de Port-Jérôme-sur-Seine et de Bolbec
14/11/19	DBCA-2019-096	Pôle Compétence humaine	Compte personnel de formation – mise en place au sein du Sdis 76
14/11/19	DBCA-2019-097	Pôle Anticipation et action	Convention Grand Port Maritime de Rouen / Sdis 76
14/11/19	DBCA-2019-098	Pôle Anticipation et action	Recours gracieux sur titre de recette

<b>Séance</b>	<b>N°</b>	<b>Service instructeur</b>	<b>Titre</b>
05/12/19	DBCA-2019-099	Direction générale	Engagement différencié : définition des conditions de fin de période probatoire
05/12/19	DBCA-2019-100	Pôle Financier	Subvention 2020 - œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France
05/12/19	DBCA-2019-101	Pôle Financier	Subvention 2020 – Union régionale des sapeurs-pompiers du nord de la France
05/12/19	DBCA-2019-102	Pôle Financier	Subvention 2020 – Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime
05/12/19	DBCA-2019-103	Pôle Financier	Subvention 2020 – SP 76 Multisports
05/12/19	DBCA-2019-104	Pôle Financier	Subvention 2020 – Musée des sapeurs-pompiers de France
05/12/19	DBCA-2019-105	Pôle Financier	Subvention 2020 – Amicale du personnel du Sdis 76
05/12/19	DBCA-2019-106	Pôle Compétence humaine	Modifications des tableaux des emplois budgétaires
05/12/19	DBCA-2019-107	Pôle Compétence humaine	Taux d'encadrement du corps départemental en sous-officiers de sapeurs-pompiers volontaires
05/12/19	DBCA-2019-108	Pôle Compétence humaine	Convention de mise à disposition de site pour la réalisation d'entraînements et la formation du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP)
05/12/19	DBCA-2019-109	Pôle Compétence humaine	Convention de partenariat formation avec le Sdis de l'Eure
05/12/19	DBCA-2019-110	Pôle Compétence humaine	Convention de partenariat formation avec l'UIISC n°1
05/12/19	DBCA-2019-111	Pôle Juridique	Convention d'occupation temporaire du Grand Port Maritime du Havre au profit du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime - Centre d'incendie et de secours le Havre Sud
05/12/19	DBCA-2019-112	Pôle Juridique	Prise en charge des réparations d'effets personnels
05/12/19	DBCA-2019-113	Pôle Juridique	Mise en place du RIFSEEP



---

## **DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Réunions du 14 novembre et du 05 décembre 2019**

---

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**  
6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex



## SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

-----

Séance	N°	Service instructeur	Titre
14/11/19	DCA-2019-028	Pôle Programmation et soutien techniques	Bilan des émissions de gaz à effet de serre
14/11/19	DCA-2019-029	Pôle Programmation et soutien techniques	Plan pluriannuel d'équipement (2019-2022)
14/11/19	DCA-2019-030	Pôle Financier	Compte personnel de formation – création d'une provision
14/11/19	DCA-2019-031	Pôle Financier	Clôture de l'autorisation de programme relative au maintien en état de fonctionnement du système global d'information
14/11/19	DCA-2019-032	Pôle Financier	Clôture de l'autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels roulants
14/11/19	DCA-2019-033	Pôle Financier	Clôture de l'autorisation de programme relative à l'acquisition des matériels des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques
14/11/19	DCA-2019-034	Pôle Financier	Clôture de l'autorisation de programme relative à l'aménagement des locaux de la direction
14/11/19	DCA-2019-035	Pôle Financier	Clôture de l'autorisation de programme relative à la reconstruction d'une maison à feu au Centre départemental de formation de Saint-Valery-en-Caux
14/11/19	DCA-2019-036	Pôle Financier	Ajustement des autorisations de programme votées

Séance	N°	Service instructeur	Titre
14/11/19	DCA-2019-037	Pôle Financier	Création d'une autorisation de programme "reconstruction du Cis des Grandes-Ventes"
14/11/19	DCA-2019-038	Pôle Financier	Création d'une autorisation de programme "reconstruction du Cis de Malaunay-Montville"
14/11/19	DCA-2019-039	Pôle Financier	Création d'une autorisation de programme projet "E-secours"
14/11/19	DCA-2019-040	Pôle Financier	Budget principal 2019 - Décision modificative n°1
14/11/19	DCA-2019-041	Pôle Financier	Budget annexe restauration 2019 - Décision modificative n°1
14/11/19	DCA-2019-042	Pôle Financier	Orientations budgétaires 2020
14/11/19	DCA-2019-043	Pôle Financier	Evolution des ressources et des charges prévisibles pour l'année 2020
14/11/19	DCA-2019-044	Pôle Anticipation et action	Projet d'ajustement de l'organisation du Centre de traitement de l'alerte - Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CTA-CODIS)
14/11/19	DCA-2019-045	Direction générale	Organigramme du Sdis 76
14/11/19	DCA-2019-046	Pôle Juridique	Préparation du renouvellement du Conseil d'administration 2020
05/12/19	DCA-2019-047	Pôle Compétence humaine	Modification du tableau des emplois budgétaires
05/12/19	DCA-2019-048	Pôle Financier	Créances admises en non-valeur en 2019
05/12/19	DCA-2019-049	Pôle Financier	Clôture de l'autorisation de programme relative à la réhabilitation du groupement Ouest
05/12/19	DCA-2019-050	Pôle Financier	Actualisation des durées d'amortissement
05/12/19	DCA-2019-051	Pôle Financier	Contributions communales ou intercommunales pour 2020
05/12/19	DCA-2019-052	Pôle Financier	Actualisation de la tarification des prestations et des structures de formation
05/12/19	DCA-2019-053	Pôle Financier	Actualisation des tarifs appliqués aux non restitution des effets d'habillement ou restitution d'effets sales
05/12/19	DCA-2019-054	Pôle Financier	Actualisation des tarifs de la restauration

<b>Séance</b>	<b>N°</b>	<b>Service instructeur</b>	<b>Titre</b>
05/12/19	DCA-2019-055	Pôle Financier	Tarifs appliqués aux visites médicales
05/12/19	DCA-2019-056	Pôle Financier	Budget primitif 2020 - Budget principal
05/12/19	DCA-2019-057	Pôle Financier	Budget primitif 2020 - Budget annexe restauration
05/12/19	DCA-2019-058	Pôle Financier	Autorisation de souscrire un emprunt en 2020 et délégation afférente
05/12/19	DCA-2019-059	Pôle Anticipation et action	Rapport relatif à la mise à jour du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr)
05/12/19	DCA-2019-060	Pôle Anticipation et action	Rapport relatif à la mise à jour du Règlement opérationnel (Ro)

**ARRETE N°AG-2019-105**  
**portant délégation de signature à Monsieur Sylvain MONNIER,**  
**chef du service de la Restauration**  
**Pôle financier**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-024 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Sylvain MONNIER, chef du service de la Restauration, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
  - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
- **au titre de la gestion financière**
- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son service,
  - toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.
- **au titre de la commande publique**
- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
  - les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° 2017/AGAJ-024 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-105-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2019

Affichage : 19/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00





**ARRETE N°AG-2019-106**  
**portant délégation de signature à Monsieur Sylvain BABAULT,**  
**chef du service de la Commande publique**  
**au sein du Pôle Financier**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-025 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Sylvain BABAULT, chef du service de la Commande publique au sein du Pôle Financier, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité du service de la commande publique,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- **au titre de la gestion financière**
- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant le service de la Commande publique,
  - toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant le service de la Commande publique, à l'exception des certificats administratifs,
- **au titre de la commande publique**
- les actes liés à la préparation et à la passation des marchés publics ou accords-cadres, quelle que soit la procédure utilisée, à l'exception de leur signature et de leur notification,
  - les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités du service départemental,
  - les bons de commandes en lien avec l'activité du de la Commande publique dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT,

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sylvain BABAUT, chef du service de la Commande publique, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Reynald HAUCHARD, adjoint au chef du service de la commande publique.

## **ARTICLE 3 :**

L'arrêté n°2017/AGAJ-025 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

## **ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-106-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019  
Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-107**  
**portant délégation de signature au Capitaine Blandine LEFORT,**  
**cheffe du service développement du volontariat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-031 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Blandine LEFORT, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, cheffe du service développement du volontariat, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° 2017/GAGAJ-031 en date du 24 mai 2017 est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Notifié le

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-107-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-108**  
**portant délégation de signature au Commandant Philippe RENAULT,**  
**chef du service Mise en œuvre opérationnelle**  
**Goupement Opérations**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-034 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Philippe RENAULT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Mise en œuvre opérationnelle, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° 2017/AGAJ-034 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-108-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-109**  
**portant délégation de signature à Madame Ellen DEBEAURAIN,**  
**cheffe du service Opérations, Constructions et réhabilitations**  
**Groupeement Immobilier**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-041 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Ellen DEBEAURAIN, cheffe du service Opérations, constructions et réhabilitations, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs,

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° 2017/AGAJ-041 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 23 octobre 2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-109-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le



**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





**ARRETE N°AG-2019-110**  
**portant délégation de signature à Monsieur Franck BRUGOT,**  
**chef du service Maintenance immobilière**  
**Groupeement Immobilier**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-043 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Franck BRUGOT, chef du service Maintenance, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° 2017/AGAJ-043 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-110-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-111**  
**portant délégation de signature au Capitaine Christophe MARGRIT,**  
**chef du service Equipements, approvisionnements et logistiques**  
**Groupement Technique**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-046 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Christophe MARGRIT, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Equipements, approvisionnements et logistiques, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° 2017/AGAJ-0046 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-111-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Monsieur André GAUTIER**



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-112**  
**portant délégation de signature à Monsieur Daniel MAROUSE,**  
**chef du service Contrôles des équipements et des matériels**  
**Groupeement Technique et Logistique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-047 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Daniel MAROUSE, chef du service Contrôles des équipements et des matériels, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° 2017/AGAJ-047 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 23 octobre 2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-112-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le



**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N°AG-2019-113**  
**portant délégation de signature à Monsieur Julien RENAULT,**  
**chef du service Matériels roulants**  
**Groupement Technique et logistique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-048 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Julien RENAULT, chef du service Matériels roulants, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° 2017/AGAJ-048 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-113-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/11/2019

Affichage : 05/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-114**  
**portant délégation de signature à Madame Angélique FREMAUX,**  
**cheffe du service Communication**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-062 portant délégation de signature en date du 8 janvier 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Angélique FREMAUX, cheffe du service Communication, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2017/GAGAJ-062 en date du 8 janvier 2018 est abrogé à compter de la date de signature du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à Monsieur le Préfet et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-114-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-115**  
**portant délégation de signature à Monsieur Loic TETU**  
**gestionnaire de parc - groupement Technique et Logistique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-066 portant délégation de signature en date du 10 janvier 2018 portant délégation de signature,

Considérant qu'en l'état actuel de fonctionnement de la plateforme de l'Agence nationale de titres sécurisés (ANTS), il ne peut y avoir d'accès aux personnes morales (collectivités territoriales entre autre),

Considérant que l'ANTS préconise dans l'attente de l'évolution de sa plateforme que les personnes morales procède à la désignation d'un collaborateur qui agira pour le compte du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) via ses identifiants personnels.

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Monsieur Loic TETU est désigné en sa qualité de gestionnaire de parc au sein du groupement Technique et Logistique pour procéder à toute demande ou toute déclaration relative à la gestion des matériels roulants et navigants pour le compte du Sdis 76 sur la plateforme de l'ANTS.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° 2017/GAGAJ -66 en date du 10 janvier 2018 est abrogé

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-115-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-116**  
**portant délégation de signature au Lieutenant Christophe VIOGNE,**  
**chef du service technique EST**  
**du groupement Technique et logistique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/AGAJ-002 portant délégation de signature en date du 1<sup>er</sup> mars 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Christophe VIOGNE, lieutenant de sapeur-pompier professionnel, chef du service technique EST du groupement Technique et logistique, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations

individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° 2018/AGAJ-002 en date du 1<sup>er</sup> mars 2018 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-116-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-117**  
**portant délégation de signature à Monsieur Jacques MENARD,**  
**chef d'atelier**  
**du groupement Technique et logistique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/AGAJ-003 portant délégation de signature en date du 1<sup>er</sup> mars 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de l'atelier situé sur le territoire du groupement Ouest, délégation de signature est conférée à Monsieur Jacques MENARD, chef d'atelier du groupement Technique et logistique, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant l'activité de l'atelier, à l'exception des certificats administratifs.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2018/GAJ-003 du 1<sup>er</sup> mars 2018 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-117-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N°AG-2019-118**  
**portant délégation de signature à Monsieur Thierry RAMOIN,**  
**chef d'atelier**  
**du groupement Technique et logistique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/AGAJ-004 portant délégation de signature en date du 1<sup>er</sup> mars 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de l'atelier situé sur le territoire du groupement Sud au Cis ROUEN-GAMBETTA, délégation de signature est conférée à Monsieur Thierry RAMOIN, chef d'atelier du groupement Technique et logistique, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant l'activité de l'atelier, à l'exception des certificats administratifs.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2018/AGAJ-004 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-118-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N° AG-2019-119**  
**portant délégation de signature à Monsieur Thierry DELAFOSSE,**  
**chef des ateliers de Tourville-la-Rivière**  
**groupement Technique et logistique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/AGAJ-005 portant délégation de signature en date du 1<sup>er</sup> mars 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions des ateliers de Tourville-la-Rivière, délégation de signature est conférée à Monsieur Thierry DELAFOSSE, chef des ateliers, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant l'activité des ateliers, à l'exception des certificats administratifs.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2018/AGAJ-005 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-119-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-120**  
**portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOULANGER,**  
**chef du service des Affaires budgétaires et financières**  
**Pôle Financier**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/AGAJ-020 portant délégation de signature en date du 14 juin 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Jean-François BOULANGER, chef du service des Affaires budgétaires et financières du pôle Financier, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité du service des Affaires budgétaires et financières,
  - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant le service des Affaires budgétaires et financières,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant le service des Affaires budgétaires et financières, à l'exception des certificats administratifs,
- les bordereaux récapitulant les mandats de dépenses, emportant certification du service fait des dépenses concernées et attestant du caractère exécutoire des pièces justificatives jointes,
- les bordereaux récapitulant les titres de recettes, emportant attestation du caractère exécutoire des pièces justificatives et rendant exécutoires les titres joints,

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités du service des Affaires budgétaires et financières,
- les bons de commandes en lien avec l'activité du service des Affaires budgétaires et financières dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT,

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François BOULANGER, chef du service des Affaires budgétaires et financières, la délégation est exercée par Madame Karine TASSERIE, adjointe en charge de la préparation budgétaire et de la certification des comptes et par Madame Marina LOISEL, adjointe en charge de l'exécution du budget et du soutien aux groupements et services, chacune dans son périmètre de responsabilités.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté n°2018/AGAJ-020 en date du 14 juin 2018 est abrogé.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-120-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°AG-2019-121**  
**portant délégation de signature à Monsieur Alain LE GALLOU,**  
**chef du service du Système d'information opérationnel**  
**groupement Pilotage, Évaluation, Prospective et Systèmes d'informations**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-064 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Alain LE GALLOU, chef du service du Système d'information opérationnel, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,

Page n°1

- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°AG-2019-064 en date du 30 août 2019 du président du Conseil d'administration est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191105-AG-2019-121-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/11/2019

Affichage : 05/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-122**  
**portant délégation de signature au Commandant Benoit LAGON,**  
**chef du service Ressources et Analyses**  
**Pôle Juridique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-066 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Benoit LAGON, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Ressources et Analyses, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,

- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
  - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- **au titre de la gestion financière**
- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son service,
  - toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.
- **au titre de la commande publique**
- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
  - les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°AG-2019-066 du 30 août 2019 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-122-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Monsieur André GAUTIER**



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°AG-2019-123**  
**portant délégation de signature au Lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe Cyril DUPRE,**  
**chef du service Gestion des temps et activités**  
**Groupement des Ressources Humaines**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-067 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Cyril DUPRE, lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe de sapeur-pompier professionnel, chef du service Gestion des temps et activités, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,

- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° AG-2019-067 du 30 août 2018 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-123-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

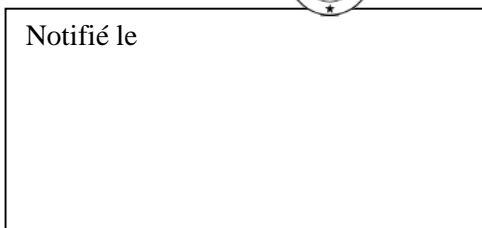
Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le



**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°AG-2019-124**  
**portant délégation de signature à Madame Céline LIDOR,**  
**cheffe du service Conseils et Contentieux**  
**Pôle Juridique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-070 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Céline LIDOR, cheffe du service Conseils et Contentieux, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,

Page n°1

- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration n°AG-2019-070 en date du 30 août 2019 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-124-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le



**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°AG-2019-125**  
**portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AUBER,**  
**chef du service Système d'information administratif et réseaux**  
**groupement Pilotage, Évaluation, Prospective et Systèmes d'informations**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-071 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Guillaume AUBER, chef du service Système d'information administratif et réseaux, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,

Page n°1

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°AG-2019-071 en date du 30 août 2019 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191025-AG-2019-125-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019  
Affichage : 25/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N°AG-2019- 126**  
**portant délégation de signature à Monsieur Gilles MARTIN,**  
**chef du service Téléphonie et Transmission**  
**groupement Pilotage, Évaluation, Prospective et Systèmes d'informations**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-072 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Gilles MARTIN, chef du service Téléphonie et Transmission, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,

Page n°1

- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2017/GAGAJ-072 en date du 30 août 2019 du président du Conseil d'administration est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-126-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 25/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le



**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-127**  
**portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Jean-Marc PARIS,**  
**chef de groupement en charge du pôle**  
**Stratégie et cohérence territoriale**

---  
Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-073 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Monsieur Jean-Marc PARIS, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef de groupement en charge du pôle Stratégie et cohérence territoriale, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son pôle.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané du directeur départemental, Monsieur Jean-Yves LAGALLE, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, et du directeur départemental adjoint, Marc VITALBO Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, délégation de signature est conférée à Monsieur Jean-Marc PARIS, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef de groupement en charge du pôle Stratégie et cohérence territoriale, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration et dans le cadre des attributions de son pôle, tous actes, arrêtés, décisions, pièces et correspondances dans la limite des crédits ouverts au budget et inférieur à 25 000 € HT, à l'exception :

- des rapports, des délibérations et des procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau,
- des ordres de réquisition du comptable,
- des conventions de transfert visées par la loi n°96.369 du 3 mai 1996,
- des lettres, autres que les simples transmissions, adressées aux ministres et parlementaires,
- des nominations des membres de conseils, commissions et comités institués par les lois et règlements applicables au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

## **ARTICLE 3 :**

L'arrêté n° AG-2019-073 du 30 août 2019 est abrogé.

## **ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191119-AG-2019-127-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 20/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 19 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-128**  
**portant abrogation d'un arrêté portant délégation de signature au Commandant**  
**Luc TACONNET,**  
**Groupement des Ressources humaines**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-074 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant le changement d'affectation du commandant Luc TACONNET,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

L'arrêté n°AG-2019-074 en date du 30 août 2019 portant délégation de signature en qualité de chef du service Gestion des emplois, effectifs, activités et compétences est abrogé.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

**Monsieur André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191025-AG-2019-128-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N°AG-2019-129**  
**portant délégation de signature à Madame Sophie BONNAMY-LACUISSE,**  
**cheffe du service Gestion des emplois, effectifs, activités et compétences**  
**Groupement des Ressources humaines**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-079 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

Considérant le changement d'affectation de Madame Sophie BONNAMY-LACUISSE,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Sophie BONNAMY-LACUISSE, attachée territoriale, cheffe du service Gestion des emplois, effectifs, activités et compétences, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°AG-2019-079 en date du 30 août 2019 portant délégation de signature est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Notifié le	Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur	YVETOT, le 23 octobre 2019
	076-287600019-20191023-AG-2019-129-1-AI	
	Accusé certifié exécutoire	
	Réception par le préfet : 25/10/2019 Affichage : 04/11/2019	
	Pour l'autorité compétente par délégation	
		<p>Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,</p>

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N°AG-2019-130**  
**portant délégation de signature à Madame Marie-Laure BREUGNOT,**  
**cheffe du service Mission aide au pilotage et info-valorisation**  
**groupement Pilotage, Évaluation, Prospective et Systèmes d'informations**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-075 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Marie-Laure BREUGNOT, cheffe du service Mission aide au pilotage et info-valorisation, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,

Page n°1

- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° AG-2019-07 du 30 août 2019 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-130-1-AI

Accusé certifié exécutoire

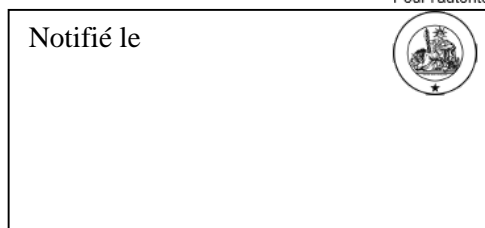
Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,



**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-131**  
**portant délégation de signature à Monsieur Olivier BERNARD,**  
**chef du service Planification Accompagnement Prospective**  
**Groupe Formation – Activités sportives**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-076 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Olivier BERNARD, chef du service Planification Accompagnement Prospective, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,

Page n°1

- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° AG-2019-076 du 30 août 2019 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-131-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le



Pour l'autorité compétente par délégation

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-132**  
**portant délégation de signature à Madame Réjane PASQUIER,**  
**cheffe du service Soutien administration générale**  
**Pôle Programmation et Soutien Techniques**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-078 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Réjane PASQUIER, cheffe du service Soutien administration générale, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son service,

Page n°1

- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son service par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son service,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son service, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son service,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son service dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration n°AG-2019-078 en date du 30 août 2019 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-132-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019  
Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le



**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-133**  
**portant abrogation d'un arrêté portant délégation de signature à Madame**  
**Sophie ROUSSILLE,**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-063 portant délégation de signature en date du 08 janvier 2018 portant délégation de signature,

Considérant le changement d'affectation de Madame Sophie ROUSSILLE,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

L'arrêté n° 2017/GAGAJ-063 en date du 8 janvier 2018 est abrogé.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à Monsieur le Préfet et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-133-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-134**  
**portant délégation de signature à Madame Aurélie SAMSON,**  
**chargée du Secrétariat général**  
**Pôle Juridique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-065 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Aurélie SAMSON, chargée du Secrétariat général, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité du secrétariat général,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence du secrétariat général par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant le secrétariat général,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant le secrétariat général, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités du secrétariat général,
- les bons de commandes en lien avec l'activité du secrétariat général dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n° AG-2019-065 en date du 30 août 2019 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-134-1-AI

Accusé certifié exécutoire

YVETOT, le 23 octobre 2019

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**A R R E T E N°AG-2019-135**  
**portant composition**  
**de la commission administrative paritaire**  
**des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- le décret n°97-279 du 24 mars 1997 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques des sapeurs-pompiers professionnels,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 14 octobre 2019 portant élections du Président,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 24 avril 2015 portant élection des représentants du département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime,
- l'arrêté n° AG-2019-086 en date du 15 octobre 2019 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 portant organisation des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et fixant pour la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C le nombre de sièges titulaires à six représentants du groupe hiérarchique supérieur,
- la liste présentée par le syndicat SA SP PATS 76 pour l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles du 06 décembre 2018,
- la délibération n°DCA-2019-002 du Conseil d'administration en date du 07 février 2019 portant désignation des membres du Conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Sdis 76,
- l'arrêté n°AG-2019-082 du Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 18 septembre 2019 modifiant la composition de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C,
- l'arrêté n°2019/GAP – 4534 du 18 septembre 2019 portant portant détachement pour stage suite à concours à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019,

Considérant qu'en application de l'article 6 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié « *lorsqu'un représentant suppléant se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, il est remplacé par le premier candidat non élu restant sur la même liste et relevant du même groupe hiérarchique* ».

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

## **ARRETE**

### **Article 1er :**

La commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C, instituée auprès du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composée comme suit :

### **Représentants de l'administration :**

#### **Titulaires :**

- Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, président de la commission administrative paritaire,
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> vice-présidente du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Pierrette CANU, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Didier REGNIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### **Suppléants :**

- Madame Dominique TESSIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Cécile SINEAU PATRY, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Louis ROUSSELIN, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Frédéric MARCHE, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.
- Madame Nacera VIEUBLE, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

### **Représentants du personnel :**

#### **Titulaires :**

- Monsieur Mathieu GIBASSIER,
- Monsieur Cyrille REBISCHUNG,
- Monsieur Gérald GRISEL,
- Monsieur Sébastien FILLIETTE,
- Monsieur Frédéric POUVREAU,
- Monsieur François JOUTEL.

**Suppléants :**

- Monsieur Yacine MOUFADDAL,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur Arnaud DUVAL,
- Madame Héloïse GASCOUIN,
- Monsieur Bertrand BOCLET,
- Monsieur Kévin VINCENT,

**Article 2 :**

L'arrêté n° AG-2019-082 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 18 septembre 2019 modifiant la composition de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C est abrogé.

**Article 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres la commission administrative susnommés et porté à la connaissance des personnels concernés.

**Article 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191106-AG-2019-135-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2019

Affichage : 07/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 06 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°3

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**A R R E T N°AG-2019-136**  
**portant composition**  
**du comité technique**  
**compétent pour l'ensemble des agents du SDIS**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- la loi n°2010-751 du 05 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social,
- le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- le décret n°97-279 du 24 mars 1997 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques des sapeurs-pompiers professionnels,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 14 octobre 2019 portant élections du Président,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 24 avril 2015 portant élection des représentants du département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° AG-2019-086 en date du 15 octobre 2019 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 portant organisation des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, instaurant la parité au comité technique et fixant le nombre de sièges titulaires à six,
- la liste présentée par le syndicat SA SP PATS 76 pour l'élection des représentants du personnel au comité technique,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles du 06 décembre 2018,
- la délibération n°DCA-2019-002 du Conseil d'administration en date du 07 février 2019 portant désignation des membres du Conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Sdis 76,
- l'arrêté n°AG-2019-081 du Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 18 septembre 2019 modifiant la composition du comité technique compétent pour l'ensemble des agents du Sdis 76,

Considérant qu'en application de l'article 6 du décret 85-565 du 30 mai 1985 : « *En cas de vacance du siège d'un représentant titulaire du personnel, le siège est attribué à un représentant suppléant de la même liste. En cas de vacance du siège d'un représentant suppléant du personnel, le siège est attribué au premier candidat non élu de la même liste.* »

Considérant que le siège de monsieur Guillaume PRUVOST, membre suppléant est vacant.

Considérant qu'il convient d'attribuer un siège de suppléant au premier candidat non élu sur la liste présentée par le syndicat CGT pour l'élection des représentants du personnel au comité technique.

Considérant que madame Magali DUFRESNE, monsieur Fabien FERNANDES, madame Véronique

WIPLIEZ, messieurs Joachim NABAIS, Gaëtan COWLEY et Fabien CLAPISSON ont fait part de leur refus de siéger au comité technique.

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

## **ARRETE**

### **Article 1er :**

Le comité technique départemental unique compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composé comme suit :

### **Représentants de l'administration :**

#### **Titulaires :**

- Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, désigné président du comité technique,
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> vice-présidente du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Pierre THEVENOT, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Bastien CORITON, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### **Suppléants :**

- Madame Dominique TESSIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Cécile SINEAU PATRY, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Louis ROUSSELIN, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Didier REGNIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Fabienne DUPARC, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

### **Représentants du personnel :**

#### **Titulaires :**

- Monsieur Mathieu GIBASSIER,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur Sébastien FILLIETTE,
- Madame Éloïse GASCOIN,
- Monsieur François JOUTEL,
- Monsieur Bertrand BOCLET,

**Suppléants :**

- Monsieur Matthieu DENIS,
- Monsieur Thierry LEMARIE,
- Monsieur Jérémy MENARD,
- Madame Gladys TEINTURIER
- Monsieur Kévin VINCENT,
- Monsieur Florent FIDELIN.

**Article 2 :**

L'arrêté n° AG-2019-081 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 18 septembre 2019 modifiant la composition du comité technique compétent pour l'ensemble des agents du Sdis 76 est abrogé.

**Article 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du comité technique susnommés et porté à la connaissance des personnels concernés.

**Article 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 06 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191106-AG-2019-136-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2019

Affichage : 07/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°3

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00





**A R R E T E N°AG-2019-137**  
**portant composition**  
**du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent**  
**pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de**  
**secours de la Seine-Maritime**

-----

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 14 octobre 2019 portant élections du Président,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 24 avril 2015 portant élection des représentants du département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° AG-2019-086 en date du 15 octobre 2019 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles du 06 décembre 2018,
- la délibération n°DCA-2019-002 du Conseil d'administration en date du 07 février 2019 portant désignation des membres du Conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Sdis 76,
- l'arrêté n°AG-2019-083 du 18 septembre 2019 portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

**ARRETE**

**Article 1er :**

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composé comme suit :

**Représentants de l'administration :**

**Titulaires :**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, Président ;
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Didier REGNIER, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Dominique TESSIER, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Pierrette CANU, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### **Suppléants :**

- Madame Cécile SINEAU-PATRY, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Jean-Louis ROUSSELIN, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Nacéra VIEUBLE, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Florence DURANDE, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Christelle MSICA GUEROUT, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Bastien CORITON, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### **Représentants du personnel :**

##### **Titulaires :**

- Monsieur Matthieu DENIS,
- Monsieur Thierry LEMARIE,
- Madame Eloïse GASCOIN,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur François JOUTEL,
- Madame Laure MORIOT,

##### **Suppléants :**

- Monsieur Jérémy MENARD,
- Monsieur Fabien DOUILLET,
- Monsieur Renaud JAN,
- Monsieur Yacine MOUFADDAL,
- Monsieur Guillaume SIMON,
- Monsieur Philippe SEVESTRE,

#### **Article 2 :**

L'arrêté n°AG-2019-083 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 18 septembre 2019 fixant la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime est abrogé.

### **Article 3 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du code de justice administrative.

YVETOT, le 06 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191106-AG-2019-137-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2019

Affichage : 07/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**A R R E T E N°AG-2019-138**  
**portant composition**  
**du comité de groupement Est**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2016 portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- l'arrêté n° AG-2019-086 en date du 15 octobre 2019 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération 2016-CA-11 du conseil d'administration en date du 29 avril 2016, portant création des comités de groupement
- le procès-verbal du tirage au sort des membres du 15 juin 2016,
- l'arrêté n°2016/GAP-1951 du 30 mai 2016 portant création des comités de groupement,
- l'arrêté n°2016/GAP-2621 du 29 juin 2016 portant composition du comité de groupement Est,
- la délibération n° DCA-2019-002 du 07 février 2019 du Conseil d'administration désignant les membres du conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** :

Le comité de groupement institué auprès du groupement territorial Est est composé comme suit :

**La présidence du comité de groupement** :

- Monsieur Nicolas BERTRAND, membre du Conseil d'administration, suppléé le cas échéant par monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration.

**Membre de droit** :

- Le chef de groupement territorial suppléé, le cas échéant, par l'adjoint au chef de groupement territorial.

**Membres titulaires** :

- Lieutenant Marc WAWRZYNIAK, chef de centre de Neufchâtel-En-Bray,
- Lieutenant Emmanuel MALLET, chef de centre de Forges-Les-Eaux,
- Adjudant-chef Stéphane BOULENGER, adjoint au chef de centre de Bailly-En-Rivière,
- Médecin-commandant Denis DULIEU, membre du service de santé et de secours médical,

**Membres suppléants :**

- Lieutenant Christophe LECANU, chef du centre de Blangy-Sur-Bresle,
- Adjudant-chef Denis GUERIN, adjoint au chef de centre de Blangy-Sur-Bresle,
- Infirmier principal Sébastien BRUYNEEL, membre du service de santé et de secours médical,
- Sergent-chef Frédéric BOU, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

**Article 2 :** L'arrêté n°AG-2019-010 du 12 février 2019 est abrogé.

**Article 3 :**

Monsieur le directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du comité de groupement susnommés et porté à la connaissance des personnels concernés.

**Article 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 06 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191106-AG-2019-138-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2019

Affichage : 07/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**A R R E T E N°AG-2019-139**  
**portant composition**  
**du comité de groupement Ouest**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2016 portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- l'arrêté n° AG-2019-086 en date du 15 octobre 2019 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération 2016-CA-11 du conseil d'administration en date du 29 avril 2016, portant création des comités de groupement
- le procès-verbal du tirage au sort des membres du 15 juin 2016,
- l'arrêté n°2016/GAP-1951 du 30 mai 2016 portant création des comités de groupement,
- l'arrêté n°AG-2019-008 du 12 février 2019 portant composition du comité de groupement Ouest,
- la délibération n° DCA-2019-001 du 07 février 2019 du Conseil d'administration portant élection du 3<sup>ème</sup> vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° DCA-2019-002 du 07 février 2019 du Conseil d'administration désignant les membres du conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le comité de groupement institué auprès du groupement territorial Ouest est composé comme suit :

**La présidence du comité de groupement :**

- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> vice-présidente du Conseil d'administration, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, supplée le cas échéant par monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration.

**Membre de droit :**

- Le chef de groupement territorial suppléé, le cas échéant, par l'adjoint au chef de groupement territorial.

### **Membres titulaires :**

- Lieutenant hors classe François COLLEMAN, chef de centre de Fécamp,
- Capitaine Antoine ROQUIGNY, chef de centre de Goderville,
- Lieutenant Patrick BELLENGER, adjoint au chef de centre de Valmont,
- Médecin-commandant Cécilia MOULUN, membre du service de santé et de secours médical,
- Adjudant-chef Angela RENARD, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

### **Membres suppléants :**

- Commandant Thomy CHAUVEL, chef de centre du Havre Nord,
- Lieutenant Hervé PASQUIER, adjoint au chef de centre de Goderville,
- Médecin hors classe Jean-Luc FORT, membre du service de santé et de secours médical,
- Adjudant-chef Bruno FORTINI, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

**Article 2 :** L'arrêté n°AG-2019-008 en date du 12 février 2019 est abrogé.

**Article 3 :** Monsieur le directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du comité de groupement susnommés et porté à la connaissance des personnels concernés.

**Article 4 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires en application de l'article R 421-1 du Code de justice administrative.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191106-AG-2019-139-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2019

Affichage : 07/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 06 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**A R R E T E N°AG-2019-140**  
**portant composition**  
**du comité de groupement Sud**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2016 portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- l'arrêté n° AG-2019-086 en date du 15 octobre 2019 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération 2016-CA-11 du conseil d'administration en date du 29 avril 2016, portant création des comités de groupement
- le procès-verbal du tirage au sort des membres du 15 juin 2016,
- l'arrêté n°2016/GAP-1951 du 30 mai 2016 portant création des comités de groupement,
- l'arrêté n°AG-2019-009 du 12 février 2019 portant composition du comité de groupement Sud,
- la délibération n° DCA-2019-002 du 07 février 2019 du Conseil d'administration désignant les membres du conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** :

Le comité de groupement institué auprès du groupement territorial Sud est composé comme suit :

**La présidence du comité de groupement** :

- Monsieur Guillaume COUTEY, membre du Conseil d'administration, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, suppléé le cas échéant par monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration.

**Membre de droit** :

- Le chef de groupement territorial suppléé, le cas échéant, par l'adjoint au chef de groupement territorial.

**Membres titulaires** :

- Capitaine Sébastien RICHARD, chef de centre de Barentin,
- Lieutenant Thierry CHEVALIER, chef de centre de Duclair,
- Lieutenant Julien PREMONT, adjoint au chef de centre de Saint-Aubin-Lès-Elbeuf,
- Infirmière Karine BONHOMME, membre du service de santé et de secours médical,



**Membres suppléants :**

- Lieutenant William BONTE, chef de centre de Grand-Quevilly,
- Capitaine Philippe ANQUETIL, chef du centre de Franqueville-Saint-Pierre,
- Expert-psychologue Fritzia LOUIS MARIE, membre du service de santé et de secours médical,
- Caporal-chef Florian LEBLOND, membre du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

**Article 2 :** L'arrêté n°AG-2019-009 du 12 février 2019 est abrogé.

**Article 3 :**

Monsieur le directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du comité de groupement susnommés et porté à la connaissance des personnels concernés.

**Article 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 06 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191106-AG-2019-140-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/11/2019

Affichage : 07/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N° AG-2019-141**  
**Portant désignation d'un détenteur de la carte achat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-33 ;
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiant portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiant portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la délibération n°2016-BCA-64 du Bureau du conseil d'administration en date du 06 juillet 2016 relative à la mise en place de la carte achat ;
- la délibération n°2017-BCA-54 du Bureau du conseil d'administration en date du 05 juillet 2017 relative à la poursuite du dispositif de carte achat ;
- l'arrêté du président de département n° AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;

Considérant que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achat décidé par le Bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, il est nécessaire que soient désignés nominativement les porteurs de la carte d'achat ainsi que les périmètres d'habilitation,

Sur proposition du directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Monsieur Fabien COCAGNE est désigné détenteur de la carte achat émise par la société bancaire jusqu'à la fin du contrat liant le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à cette société ou jusqu'à son affectation à un poste ne nécessitant plus son utilisation.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur Fabien COCAGNE pourra faire usage de cette carte pour tout achat pour le compte du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, auprès de fournisseurs, dans la limite d'accréditation fixée par le directeur départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 19 novembre 2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191119-AG-2019-141-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 20/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N° AG-2019-142**  
**Portant désignation d'un détenteur de la carte achat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-33 ;
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiant portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiant portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la délibération n°2016-BCA-64 du Bureau du conseil d'administration en date du 06 juillet 2016 relative à la mise en place de la carte achat ;
- la délibération n°2017-BCA-54 du Bureau du conseil d'administration en date du 05 juillet 2017 relative à la poursuite du dispositif de carte achat ;
- l'arrêté du président de département n° AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;

Considérant que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achat décidé par le Bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, il est nécessaire que soient désignés nominativement les porteurs de la carte d'achat ainsi que les périmètres d'habilitation,

Sur proposition du directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Monsieur Frédéric CUISSINAT est désigné détenteur de la carte achat émise par la société bancaire jusqu'à la fin du contrat liant le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à cette société ou jusqu'à son affectation à un poste ne nécessitant plus son utilisation.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur Frédéric CUISSINAT pourra faire usage de cette carte pour tout achat pour le compte du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, auprès de fournisseurs, dans la limite d'accréditation fixée par le directeur départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 19 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
076-287600019-20191119-AG-2019-142-AI  
Accusé certifié exécutoire  
Réception par le préfet : 19/11/2019  
Affichage : 20/11/2019  
Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N° AG-2019-143**  
**Portant désignation d'un détenteur de la carte achat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-33 ;
  - la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiant portant droits et obligations des fonctionnaires ;
  - la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiant portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
  - la délibération n°2016-BCA-64 du Bureau du conseil d'administration en date du 06 juillet 2016 relative à la mise en place de la carte achat ;
  - la délibération n°2017-BCA-54 du Bureau du conseil d'administration en date du 05 juillet 2017 relative à la poursuite du dispositif de carte achat ;
- 
- l'arrêté du président de département n° AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
  - le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;

Considérant que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achat décidé par le Bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, il est nécessaire que soient désignés nominativement les porteurs de la carte d'achat ainsi que les périmètres d'habilitation,

Sur proposition du directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Monsieur Christophe DEVAUX est désigné détenteur de la carte achat émise par la société bancaire jusqu'à la fin du contrat liant le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à cette société ou jusqu'à son affectation à un poste ne nécessitant plus son utilisation.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur Christophe DEVAUX pourra faire usage de cette carte pour tout achat pour le compte du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, auprès de fournisseurs, dans la limite d'accréditation fixée par le directeur départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 19 novembre 2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191119-AG-2019-143-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 20/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N° AG-2019-144**  
**Portant désignation d'un détenteur de la carte achat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-33 ;
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiant portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiant portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la délibération n°2016-BCA-64 du Bureau du conseil d'administration en date du 06 juillet 2016 relative à la mise en place de la carte achat ;
- la délibération n°2017-BCA-54 du Bureau du conseil d'administration en date du 05 juillet 2017 relative à la poursuite du dispositif de carte achat ;
- l'arrêté du président de département n° AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;

Considérant que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achat décidé par le Bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, il est nécessaire que soient désignés nominativement les porteurs de la carte d'achat ainsi que les périmètres d'habilitation,

Sur proposition du directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Madame Glawdys FOIRE est désignée détentrice de la carte achat émise par la société bancaire jusqu'à la fin du contrat liant le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à cette société ou jusqu'à son affectation à un poste ne nécessitant plus son utilisation.



## **ARTICLE 2 :**

Madame Glawdys FOIRE pourra faire usage de cette carte pour tout achat pour le compte du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, auprès de fournisseurs, dans la limite d'accréditation fixée par le directeur départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 19 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191119-AG-2019-144-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 20/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N° AG-2019-145**  
**Portant désignation d'un détenteur de la carte achat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-33 ;
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiant portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiant portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la délibération n°2016-BCA-64 du Bureau du conseil d'administration en date du 06 juillet 2016 relative à la mise en place de la carte achat ;
- la délibération n°2017-BCA-54 du Bureau du conseil d'administration en date du 05 juillet 2017 relative à la poursuite du dispositif de carte achat ;
- l'arrêté du président de département n° AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;

Considérant que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achat décidé par le Bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, il est nécessaire que soient désignés nominativement les porteurs de la carte d'achat ainsi que les périmètres d'habilitation,

Sur proposition du directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Monsieur Gilles GODEBOUT est désigné détenteur de la carte achat émise par la société bancaire jusqu'à la fin du contrat liant le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à cette société ou jusqu'à son affectation à un poste ne nécessitant plus son utilisation.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur Gilles GODEBOUT pourra faire usage de cette carte pour tout achat pour le compte du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, auprès de fournisseurs, dans la limite d'accréditation fixée par le directeur départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 19 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191119-AG-2019-145-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 20/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N° AG-2019-146**  
**Portant désignation d'un détenteur de la carte achat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-33 ;
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiant portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiant portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la délibération n°2016-BCA-64 du Bureau du conseil d'administration en date du 06 juillet 2016 relative à la mise en place de la carte achat ;
- la délibération n°2017-BCA-54 du Bureau du conseil d'administration en date du 05 juillet 2017 relative à la poursuite du dispositif de carte achat ;
- l'arrêté du président de département n° AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;

Considérant que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achat décidé par le Bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, il est nécessaire que soient désignés nominativement les porteurs de la carte d'achat ainsi que les périmètres d'habilitation,

Sur proposition du directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Madame Claise GRISEL est désignée détentrice de la carte achat émise par la société bancaire jusqu'à la fin du contrat liant le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à cette société ou jusqu'à son affectation à un poste ne nécessitant plus son utilisation.

## **ARTICLE 2 :**

Madame Claise GRISEL pourra faire usage de cette carte pour tout achat pour le compte du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, auprès de fournisseurs, dans la limite d'accréditation fixée par le directeur départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 19 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191119-AG-2019-146-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 20/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N° AG-2019-147**  
**Portant désignation d'un détenteur de la carte achat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-33 ;
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiant portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiant portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la délibération n°2016-BCA-64 du Bureau du conseil d'administration en date du 06 juillet 2016 relative à la mise en place de la carte achat ;
- la délibération n°2017-BCA-54 du Bureau du conseil d'administration en date du 05 juillet 2017 relative à la poursuite du dispositif de carte achat ;
- l'arrêté du président de département n° AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;

Considérant que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achat décidé par le Bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, il est nécessaire que soient désignés nominativement les porteurs de la carte d'achat ainsi que les périmètres d'habilitation,

Sur proposition du directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Monsieur Adrien HOULE est désigné détenteur de la carte achat émise par la société bancaire jusqu'à la fin du contrat liant le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à cette société ou jusqu'à son affectation à un poste ne nécessitant plus son utilisation.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur Adrien HOULE pourra faire usage de cette carte pour tout achat pour le compte du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, auprès de fournisseurs, dans la limite d'accréditation fixée par le directeur départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 19 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191119-AG-2019-147-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/11/2019

Affichage : 20/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N° AG-2019-148**  
**Portant désignation d'un détenteur de la carte achat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-33 ;
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiant portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiant portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la délibération n°2016-BCA-64 du Bureau du conseil d'administration en date du 06 juillet 2016 relative à la mise en place de la carte achat ;
- la délibération n°2017-BCA-54 du Bureau du conseil d'administration en date du 05 juillet 2017 relative à la poursuite du dispositif de carte achat ;
- l'arrêté du président de département n° AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;

Considérant que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achat décidé par le Bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, il est nécessaire que soient désignés nominativement les porteurs de la carte d'achat ainsi que les périmètres d'habilitation,

Sur proposition du directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Madame Ludivine LESENNE est désignée détentrice de la carte achat émise par la société bancaire jusqu'à la fin du contrat liant le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à cette société ou jusqu'à son affectation à un poste ne nécessitant plus son utilisation.



## **ARTICLE 2 :**

Madame Ludivine LESENNE pourra faire usage de cette carte pour tout achat pour le compte du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, auprès de fournisseurs, dans la limite d'accréditation fixée par le directeur départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 19 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191119-AG-2019-148-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 20/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N° AG-2019-149**  
**Portant désignation d'un détenteur de la carte achat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-33 ;
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiant portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiant portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la délibération n°2016-BCA-64 du Bureau du conseil d'administration en date du 06 juillet 2016 relative à la mise en place de la carte achat ;
- la délibération n°2017-BCA-54 du Bureau du conseil d'administration en date du 05 juillet 2017 relative à la poursuite du dispositif de carte achat ;
- l'arrêté du président de département n° AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;

Considérant que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achat décidé par le Bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, il est nécessaire que soient désignés nominativement les porteurs de la carte d'achat ainsi que les périmètres d'habilitation,

Sur proposition du directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Monsieur Erwan MAHE est désigné détenteur de la carte achat émise par la société bancaire jusqu'à la fin du contrat liant le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à cette société ou jusqu'à son affectation à un poste ne nécessitant plus son utilisation.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur Erwan MAHE pourra faire usage de cette carte pour tout achat pour le compte du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, auprès de fournisseurs, dans la limite d'accréditation fixée par le directeur départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 19 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191119-AG-2019-149-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 20/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N° AG-2019-150**  
**Portant désignation d'un détenteur de la carte achat**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-33 ;
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiant portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiant portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la délibération n°2016-BCA-64 du Bureau du conseil d'administration en date du 06 juillet 2016 relative à la mise en place de la carte achat ;
- la délibération n°2017-BCA-54 du Bureau du conseil d'administration en date du 05 juillet 2017 relative à la poursuite du dispositif de carte achat ;
- l'arrêté du président de département n° AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 29 juin 2016 ;

Considérant que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achat décidé par le Bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, il est nécessaire que soient désignés nominativement les porteurs de la carte d'achat ainsi que les périmètres d'habilitation,

Sur proposition du directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Madame Christine SAINGIER est désignée détentrice de la carte achat émise par la société bancaire jusqu'à la fin du contrat liant le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à cette société ou jusqu'à son affectation à un poste ne nécessitant plus son utilisation.

## **ARTICLE 2 :**

Madame Christine SAINGIER pourra faire usage de cette carte pour tout achat pour le compte du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, auprès de fournisseurs, dans la limite d'accréditation fixée par le directeur départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 19 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191119-AG-2019-150-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 20/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-151**  
**portant délégation de signature à Madame Odile COUROYER,**  
**cheffe du bureau Secrétariat de direction**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-038 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son bureau, délégation de signature est conférée à Madame Odile COUROYER, cheffe de bureau Secrétariat de direction, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son bureau,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son bureau par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son bureau,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son bureau, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son bureau,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son bureau dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Odile COUROYER, cheffe du bureau Secrétariat de direction, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Madame Virginie LEVASSEUR.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté n° 2017/AGAJ-038 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191023-AG-2019-151-1-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/10/2019

Affichage : 04/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 23 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

du mois de :

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°



**ARRETE N° AG - 2019 -152**  
**Portant constitution du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour le**  
**projet de construction du centre d'incendie et de secours de Fécamp**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- l'article n°8 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- les articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-30 ;
- l'arrêté du président de département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- la délibération n°2018-CA-22 du Conseil d'administration portant création de l'autorisation de l'autorisation de programme (AP) relative à la reconstruction du centre d'incendie et de secours de Fécamp ;
- la délibération n°2017-CA-32 du Conseil d'administration relatif au bilan du groupe de travail et propositions concernant la Nouvelle Politique Immobilière ;
- la délibération n°2018-CA-10 du Conseil d'administration portant sur les modalités de désignation des équipes de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la Nouvelle Politique Immobilière.

Considérant l'estimation du montant des travaux et par voie de conséquence celui de la mission de maîtrise d'œuvre,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Un concours est organisé en vue d'attribuer à son lauréat un marché de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation du centre d'incendie et de secours de Fécamp.

**ARTICLE 2** :

Le jury du concours est ainsi constitué :

- Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'Administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Président du jury),
- Monsieur Sébastien TASSERIE, membre de la commission d'appel d'offres,
- Madame Sophie ALLAIS, membre de la commission d'appel d'offres,
- Monsieur Philippe LEROY, membre de la commission d'appel d'offres,
- Monsieur Bastien CORITON, membre de la commission d'appel d'offres,
- Madame Maria-Dolorès GAUTHIER-HURTADO, membre suppléante de la commission d'appel d'offres,
- Madame Dominique TESSIER, adjointe au Maire à la ville de Fécamp,
- Monsieur le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Sophie FIQUET, architecte désignée par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Normandie,
- Monsieur Joachim ENGELHARD, architecte désigné par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Normandie,



- Monsieur Nicolas METERREAU, architecte désigné par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Normandie,
- Monsieur Éric PIARD, architecte désigné par le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Seine-Maritime

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191114-AG-2019-152-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2019

Affichage : 14/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Yvetot, le 14 novembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N° AG-2019-153**  
**Portant liste des candidats admis à concourir dans le cadre du concours de maîtrise d'œuvre pour le projet de construction du centre d'incendie et de secours de Fécamp**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- l'article n°8 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- les articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-30 ;
- l'arrêté du président de département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- la délibération n°2017-CA-32 du Conseil d'administration relatif au bilan du groupe de travail et propositions concernant la Nouvelle Politique Immobilière ;
- la délibération n°2018-CA-22 du Conseil d'administration portant création de l'autorisation de l'autorisation de programme (AP) relative à la construction du centre d'incendie et de secours de Fécamp ;
- la délibération n°2018-CA-10 du Conseil d'administration portant sur les modalités de désignation des équipes de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la Nouvelle Politique Immobilière,
- l'avis rendu le 18 novembre 2019 par le jury de concours.

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Les équipes admises à participer à la seconde phase du concours susvisé, citées dans l'ordre de réception de leur candidature sont :

**1<sup>ère</sup> Equipe :** Mandataire : SARL L'ATELIER DU MOULIN  
Cotraitant : OTEIS SAS

**2<sup>ème</sup> Equipe :** Mandataire : EN ACT ARCHITECTURE  
Cotraitants : LANOIRE & COURRIAN  
EGIS BATIMENTS CENTRE-OUEST  
ARC EN SITE

**3<sup>ème</sup> Equipe :** Mandataire : STUDIO 02 ARCHITECTES SARL  
Cotraitant : EGIS BATIMENTS CENTRE-OUEST

## **ARTICLE 2 :**

En cas de désistement d'une des équipes listées à l'article 1<sup>er</sup>, l'équipe suivante sera repêchée et admise à la seconde phase du concours :

Mandataire : MU ARCHITECTURE  
Cotraitant : EGIS BATIMENTS CENTRE-OUEST

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 26 novembre 2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191126-AG-2019-153-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/11/2019

Affichage : 26/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N° AG-2019-154**  
**Portant virement de crédits sur le budget principal**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours ;
- le budget principal pour l'exercice 2019 modifié, et notamment les crédits inscrits en section de fonctionnement, au compte « 022 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 2 756 350,11 € ;
- l'insuffisance de crédits en section de fonctionnement, notamment aux chapitres 011 « Charges à caractère général » et 67 « Charges exceptionnelles » ;

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** : Il est procédé au virement de crédits suivant en section de fonctionnement du budget principal pour l'exercice 2019 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en €
022	DR	Dépenses imprévues	- 123 600,00 €
60622	DR	Carburant	6 000,00 €
60631	DR	Fournitures d'entretien	1 800,00 €
60661	DR	Médicaments	3 500,00 €
6068	DR	Autres matières et fournitures	2 000,00 €
61551	DR	Matériel roulant	11 000,00 €
6227	DR	Frais d'actes et de contentieux	53 200,00 €
6262	DR	Frais de télécommunications	15 000,00 €
6718	DR	Autres charges exceptionnelles	14 100,00 €
673	DR	Titres annulés	17 000,00 €
<b>Total de la décision modificative en section de fonctionnement</b>			<b>0,00 €</b>

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre



ARTICLE 2 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur départemental,  
**Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191129-AG-2019-154-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/12/2019

Affichage : 02/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**ARRETE N°AG-2019-164**  
**portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO,**  
**directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours**  
**de la Seine-Maritime**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- le décret n°2016-2002 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels ;
- le décret n°2016-2003 du 30 décembre 2016 relatif à l'emploi de directeur départemental et directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours ;
- l'arrêté conjoint en date des 14 mars 2017 et 20 mars 2017 de Monsieur le ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant détachement de Monsieur Marc VITALBO, sur l'emploi fonctionnel de directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté conjoint en date du 1<sup>er</sup> août 2019 portant nomination de Monsieur Rémy WECLAWIAK en qualité de colonel stagiaire au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-088 en date du 15 octobre 2019 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>ER</sup> :

Dans le cadre de la gestion administrative et financière du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, délégation de signature est conférée à Monsieur Marc VITALBO, colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration, tous actes, arrêtés, décisions, pièces et correspondances dans la limite des crédits ouverts au budget à l'exception :

- des rapports, des délibérations et des procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau,
- des ordres de réquisition du comptable,
- des conventions de transfert visées par la loi n°96.369 du 3 mai 1996,
- des lettres, autres que les simples transmissions, adressées aux ministres et parlementaires,
- des nominations des membres de conseils, commissions et comités institués par les lois et règlements applicables au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

### ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc VITALBO, colonel hors-classe de sapeurs-pompiers professionnels, directeur départemental adjoint, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Rémy WECLAWIAK, colonel stagiaire de sapeurs-pompiers professionnels.

### ARTICLE 3 :

L'arrêté n°AG-2019-088 en date du 15 octobre 2019 est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

### ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours et Monsieur le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

### ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 17 décembre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191217-AG-2019-164-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2019

Affichage : 17/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**ARRETE N°AG-2019-166**  
**portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences**  
**délégées par Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime.**

---  
Le Directeur départemental des  
Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1424-1 et suivant ;
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- les décrets n°95-260 du 8 mars 1995 et n°97-645 du 31 mai 1997 relatifs à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 consolidé relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- le décret n°2016-2002 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels ;
- le décret n°2016-2003 du 30 décembre 2016 relatif à l'emploi de directeur départemental et directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours ;
- le décret du Président de la République du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant nomination de M. Pierre-André DURAND en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté conjoint en date des 14 et 8 mars 2017 de Monsieur le ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant recrutement de Monsieur Jean-Yves LAGALLE par le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté conjoint en date des 14 et 20 mars 2017 de Monsieur le ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant détachement de Monsieur Jean-Yves LAGALLE sur l'emploi fonctionnel de directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté conjoint en date du 1<sup>er</sup> août 2019 de Monsieur le ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant détachement portant nomination de Monsieur Rémy WECLAWIAK en qualité de colonel stagiaire au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté conjoint de Madame la préfète de la Seine-Maritime et de Monsieur le Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant changement d'affectation du lieutenant-colonel Jean-Michel BOYER en qualité de chef de groupement faisant fonction de chef de pôle action, anticipation en date du 15 mai 2018 ;
- l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2011 portant création de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2011 portant création de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;
- l'arrêté préfectoral n°19-105 du 23 avril 2019 portant délégation de signature de Monsieur le préfet de la Seine-Maritime à Monsieur le colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;

**ARRETE**



## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

En application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 susvisé, subdélégation de ma signature est donnée au colonel Rémy WECLAWIAK, colonel stagiaire à l'effet de signer toutes les décisions, instructions et correspondances relatives :

- à la direction opérationnelle du corps départemental des sapeurs-pompiers, notamment la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie ;
- à la direction des actions de prévention relevant du service départemental d'incendie et de secours ;
- Aux affectations individuelles de défense des sapeurs-pompiers ;
- Aux diplômes et attestations résultant de la participation des sapeurs-pompiers aux formations et qualifications.

Sont exclues du champ de cette délégation :

- Les correspondances adressées au Président de la République, au Premier Ministre, aux ministres et aux parlementaires,
- Les avis et actes décisionnels relatifs à la carrière du directeur départemental adjoint du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et ceux concernant le médecin-chef du Service de santé et de secours médical de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultanée du directeur départemental, Monsieur Jean-Yves LAGALLE, colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, et du colonel Rémy WECLAWIAK, colonel stagiaire de sapeurs-pompiers professionnels, subdélégation de ma signature est conférée au lieutenant-colonel Jean-Michel BOYER, chef de groupement faisant fonction de chef du pôle Action, anticipation, à l'effet de signer toutes les décisions, instructions et correspondances relatives :

- à la direction des actions de prévention relevant du service départemental d'incendie et de secours ;

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191220-AG-2019-166-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2019

Affichage : 23/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

YVETOT, le 20 décembre 2019

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

**Colonel hors-classe Jean-Yves LAGALLE**

du mois de :

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

N°DBCA-2019-089

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**AVENANT N°5 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE  
COMMANDES AVEC LE SDIS 27**

Le 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- le code de la commande publique, notamment ses articles L2113-6 à L2113-8 et R2332-15 relatifs aux groupements de commandes,
- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,
- la délibération du Bureau n°2016-BCA-13 du 27 janvier 2016 relative à la conclusion d'une convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,
- la délibération du Bureau n°2016-BCA-65 du 06 juillet 2016 portant avenant n°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,
- la délibération du Bureau n°2017-BCA-06 du 1er février 2017 portant avenant n°2 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,
- la délibération du Bureau n°2017-BCA-13 du 1er mars 2017 portant avenant n°3 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,
- la délibération du Bureau n°2018-BCA-102 du 05 décembre 2018 portant avenant n°4 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27.

\*  
\* \*

Par délibération en date du 27 janvier 2016, une convention de groupement de commandes avec le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure (Sdis 27) a été signée.

Le groupement de commandes vise à la réalisation de consultations conjointes dans un souci d'amélioration continue de l'efficacité dans la commande publique. Depuis sa constitution, la convention a été modifiée à différentes reprises afin de faire entrer de nouveaux domaines dans le champ de la convention.

Le premier marché groupé, relatif à l'acquisition des matériels spécialisés de plongée nautique et sauvetage aquatique arrivant à échéance, il vous est proposé de poursuivre la synergie mise en œuvre entre nos deux Sdis.

La poursuite de notre collaboration suppose la signature d'un avenant à la convention afin de modifier son article n°4 relatif à la désignation du coordonnateur.

Ainsi, il est proposé de désigner comme coordonnateur le Sdis 27 pour la consultation relative à la fourniture et la livraison de matériels spécialisés de plongée nautique et de sauvetage aquatique.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191115-DBCA-2019-089-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2019

Affichage : 18/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

**AVENANT N°5 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE  
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR PLUSIEURS MARCHES  
DE FOURNITURES ET SERVICES**

**Entre les soussignés :**

**Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure**, sis 8 rue du Docteur Michel Baudoux – CS 70613 - 27006 Evreux Cedex, représenté par Monsieur Pascal LEHONGRE, Président du conseil d'administration du SDIS (CASDIS) de l'Eure, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 25 janvier 2016, ci-après dénommé « le SDIS 27 »

**et**

**Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime**, sis 6 rue du Verger – CS 40078 – 76192 Yvetot Cedex, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du SDIS (CASDIS) de la Seine-Maritime, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 27 janvier 2016, ci-après dénommé « le SDIS 76 »

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'avenant n°5 à la convention**

Le présent avenant n°5 a pour objet :

- de désigner le coordonnateur de groupement pour la consultation concernant la fourniture et la livraison de matériels spécialisés de plongée nautique et de sauvetage aquatique.

**Article 2 : Modification des clauses de la convention**

**2.1 Modification de l'article 4 de la convention « désignation du coordonnateur »**

L'article 4 est modifié comme suit :

Pour l'année 2019, le coordonnateur du groupement pour la procédure indiquée ci-dessous sera le SDIS 27, représenté par Monsieur Pascal LEHONGRE, Président du conseil d'administration du SDIS 27 :

- Fourniture et livraison de matériels spécialisés de plongée nautique et de sauvetage aquatique.

Pour les autres projets d'achats, le coordonnateur sera désigné par avenant après délibération des assemblées délibérantes des membres du groupement.

**Article 3 : Dispositions générales**

Toutes les autres clauses et conditions de la convention initiale qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant demeurent applicables.

Le présent avenant entrera en application à compter de la signature du dernier des membres.

A Evreux, le

A Yvetot, le

Le président du CASDIS de l'Eure

Le Président du CASDIS de la Seine-Maritime

Pascal LEHONGRE

André GAUTIER

N°DBCA-2019-090

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**VENTE DE MATERIELS – MISES A PRIX**

Le 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- la loi n°2000-642 modifiée du 10 juillet 2000, portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, supprimant le monopole des commissaires-priseurs,
- le code général des collectivités territoriales,
- l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,
- la délibération du Bureau du conseil d'administration n° 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014, approuvant le principe de ventes aux enchères des biens dépréciés ou inutilisés du Sdis 76,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

\*  
\* \*

Il est envisagé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agora store.

### MATERIELS MOBILES D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix acquisition	Mise à prix initiale *
98009	1998	2144	PEUGEOT BOXER	4820 SB 76	32 499	29 615,79 €	1 000 €
025473	2002	2144	CITROËN JUMPER	1377 VH 76	142 720	27 250,02 €	1 500 €
2004000000042	2004	21561	CITROËN BERLINGO	9782 WH 76	165 505	16 638,22 €	1 000 €
2005000000245	2005	21561	RENAULT CLIO 2	8559 XQ 76	162 868	12 683,22 €	1 500 €

## MATERIELS DIVERS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix unitaire initiale *
Sans objet	Non connu	Non connu	1 caisse orange Sécurité Civile	Non déterminable	Non déterminable	20 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 4 pneus CONTINENTAL 165/65 R14 (neufs)	Non déterminable	Non déterminable	100 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 4 pneus CONTINENTAL 165/65 R14 (neufs)	Non déterminable	Non déterminable	100 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 4 pneus CONTINENTAL 165/65 R14 (neufs)	Non déterminable	Non déterminable	100 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 4 pneus CONTINENTAL 165/65 R14 (neufs)	Non déterminable	Non déterminable	100 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 5 pneus CONTINENTAL 215/75 R16C (neufs)	Non déterminable	Non déterminable	125 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 8 pneus MICHELIN 175/65 R14 (taux d'usure 70 %) + 4 jantes	Non déterminable	Non déterminable	50 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 28 pneus CONTINENTAL 195/65 R15 95H (neufs)	Non déterminable	Non déterminable	700 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 4 roues d'occasion (pneus MICHELIN 205/65 R16C - taux d'usure 50 %)	Non déterminable	Non déterminable	50 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 8 roues d'occasion (pneus MICHELIN 215/65 R16C - taux d'usure 50 %)	Non déterminable	Non déterminable	100 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 10 roues d'occasion (pneus MICHELIN 175/65 R14 - taux d'usure 80 %)	Non déterminable	Non déterminable	50 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 14 roues d'occasion (pneus MICHELIN 195/65 R15 - taux d'usure 60 %)	Non déterminable	Non déterminable	150 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 20 roues d'occasion (pneus MICHELIN 195/55 R16 - taux d'usure 50 %)	Non déterminable	Non déterminable	250 €

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix unitaire initiale *
Sans objet	Non connu	60632	33 coupe-câbles électriques	Non déterminable	40,87 €	15 €
0320030436	2003	21470	1 treuil à câble	EXPE-SPELEMAT	4 498,46 €	300 €
0320030443	2003	21470	1 civière de relevage	FERNO France	564,42 €	50 €
2005000000400	2005	21562	1 casque F2 X-TREM avec lampe	DUMONT SECURITE	91,16 €	20 €
2005000000446	2005	2183	15 ordinateurs de bureau	UGAP	713,29 €	30 €
2007000000220	2007	2158	15 éthylotests électroniques IR PRO 3000	SERES ENVIRONNEMENT	908,96 €	30 €
2007000000031	2007	21578	1 compresseur FINI 100 litres	F2I DISTRIBUTION	484,35 €	30 €
2009000000054	2009	21578	2 compresseurs FINI 100 litres	F2I DISTRIBUTION	525,04 €	30 €

*\* En cas d'enchère ou négociation infructueuse, la cession pourra être réalisée à un montant inférieur à la mise à prix initiale.*

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191115-DBCA-2019-090-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2019

Affichage : 18/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



N°DBCA-2019-091

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES**

Le 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

## **I - Création et suppression de postes**

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :** néant
- **Suppression :** néant

## **II - Ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier**

- 1 poste de sergent transformé en poste d'adjudant ;
- 1 poste d'adjudant transformé en poste de caporal-chef ;
- 1 poste d'adjudant transformé en poste de caporal ;
- 1 poste d'adjudant transformé en poste de sapeur ;

## **III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels**

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Chargé (e) de l'administration générale du pôle et coordination des territoires, adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe à rédacteur principal 1<sup>ère</sup> classe, au sein du Pôle stratégie et cohérence territoriale ;
- Magasinier (e) et chauffeur livreur (se) logisticien (ne), adjoint technique à agent de maîtrise, au sein du groupement technique et logistique ;
- Technicien(ne) hygiène et sécurité, rédacteur à rédacteur principal 1<sup>ère</sup> classe ou technicien à technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe, au sein du pôle santé et bien-être ;
- Juriste, rédacteur à rédacteur principal 1<sup>ère</sup> classe, au sein du pôle juridique.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191115-DBCA-2019-091-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2019

Affichage : 18/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/11/19				ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		BCA du 10/10/2019	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 14/11/2019	Titulaires	Contractuels	Mis à disposition	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	0	2	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	1			1	1	0	0	1	0
	Lieutenant Colonel	9			9	8	0	0	8	-1
A2	Commandant	24			24	23	0	1	24	0
	Capitaine	33			33	25	0	2	27	-6
B1	Lieutenant hors classe	7			7	6	0	0	6	-1
B2	Lieutenant 1ère classe	41			41	33	0	1	34	-7
B3	Lieutenant 2ème classe	23			23	13	0	0	13	-10
C1	Adjudants	234	1	3	232	231	0	0	231	-1
	Sergents	159		1	158	156	0	0	156	-2
C2	Caporal-chef	57	1		58	57	0	0	57	-1
	Caporal	278	1		279	276	0	0	276	-3
C3	Sapeur	33	1		34	33	0	0	33	-1
FILIERE SPP hors SSSM		899	4	4	899	862	0	4	866	-33
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	0	1	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	0	2	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	0	1	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	4			4	4	0	0	4	0
A	Infirmier de classe supérieure	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	0	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	0	0	0	-1
A2	Attachés Territoriaux	11			11	7	2	0	9	-2
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	31	5	0	36	-3
C	Adjointes Administratifs	95			95	89	2	0	91	-4
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	127	9	0	136	-10
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	0	11	0
B	Techniciens territoriaux	28			28	19	4	0	23	-5
C1	Agents de Maîtrise	28			28	26	2	0	28	0
C2	Adjointes Techniques*	40			40	34	1	0	35	-5
FILIERE TECHNIQUE		107	0	0	107	85	12	0	97	-10
TOTAUX		1165	4	4	1165	1086	22	4	1112	-53
	Caporal	8			8	0	0	0	0	-8
	Adjudant-chef	1			1	0	0	0	0	-1
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	0	0	0	0	-9

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	3
Engagés de service civique	1
Apprenti	2
Emplois d'avenir	0
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

\* effectif non permanent ( remplacement maladie, surcroît d'activité, maternité....)

N°DBCA-2019-092

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONTRAT D'APPRENTISSAGE**

Le 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code du travail,*
- *le code de l'éducation nationale,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Conformément à la réglementation en vigueur, l'apprentissage permet à des personnes âgées de 15 à 25 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou administration. Peut devenir apprenti un jeune qui atteint l'âge de 15 ans (entre la date de la rentrée scolaire et le 31 décembre) et qui est inscrit, sous statut scolaire, dans un lycée professionnel ou dans un centre de formation d'apprentis. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Ce dispositif présente un intérêt tant pour le jeune accueilli que pour le service accueillant, compte tenu du diplôme préparé et des qualifications requises. Pour mémoire, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) s'est engagé depuis maintenant 9 ans à recruter des jeunes sous ce type de contrat.

Le Sdis 76 souhaite poursuivre son engagement par le recours à un contrat d'apprentissage dans le cadre d'une formation de niveau master « Manager des opérations logistiques internationales » dès le 1<sup>er</sup> décembre 2019, pour une durée de 3 ans. L'apprenti sera affecté au groupement technique et logistique de la Direction départementale. Les missions confiées, au cours des trois années, évolueront sur le rythme d'acquisition des blocs de compétences :

- 1<sup>ère</sup> année : Ecosystème, Processus et concepts clés
- 2<sup>ème</sup> année : Exécution et contrôle des opérations
- 3<sup>ème</sup> année : Analyse et stratégie décisionnelle

Au regard de sa formation initiale, l'apprenti sera en mesure de proposer des ajustements et de contribuer à la mise en œuvre des procédures du service le cas échéant.

Il convient d'autoriser le président à signer tout document relatif à ce dispositif.

\*

\*\*

Les avis suivants ont été recueillis :

- le comité technique du Sdis, lors de sa séance du 14 novembre 2019 :

- pour le collège des représentants de l'administration, un avis favorable a été émis à l'unanimité ;
- pour le collège des représentants du personnel, un avis favorable a été émis à l'unanimité.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191115-DBCA-2019-092-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2019

Affichage : 18/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**André GAUTIER**



N°DBCA-2019-093

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**PROTECTION SOCIALE  
ATTRIBUTION DU CONTRAT PREVOYANCE**

Le 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Vu :

- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 22 bis,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88-2,*
- *le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,*
- *la délibération n°DBCA-2019-060 du 03 juillet 2019 portant choix de la procédure et autorisations dans le cadre de la protection sociale,*
- *la délibération du conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *le rapport d'analyses des offres du cabinet ACE CONSULTANT.*

\*

\* \*

Conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles leurs agents souscrivent.

Sont éligibles, au titre du risque prévoyance (*risques liés à l'incapacité, l'invalidité et au décès*), les contrats et règlements répondant à des critères sociaux de solidarité proposés par des mutuelles, des institutions de prévoyance et des entreprises d'assurance légalement établies en France.

Par délibération du 03 juillet 2019, prise après avis du Comité technique réuni à la même date, le Président du Conseil d'administration a été autorisé à lancer une procédure de mise en concurrence en vue de souscrire une convention de participation pour couvrir le risque prévoyance.

La consultation a été effectuée du 29 juillet 2019 au 16 septembre 2019 12h. Cinq offres ont été transmises et validées.

Conformément à l'article 18 du décret n°2011-1474, « *la collectivité territoriale ou l'établissement public, fonde son choix, par délibération, après avis du comité technique, sur les principes de solidarité et sur les critères suivants :*

*1° Le rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé ;*

*2° Le degré effectif de solidarité entre les adhérents ou les souscripteurs, intergénérationnelle, en fonction de la rémunération et, pour le risque « santé », familiale ;*

*3° La maîtrise financière du dispositif ;*

*4° Les moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques ;*

*5° Tout autre critère objectif respectant l'obligation de transparence et de non-discrimination, adapté à la couverture de la population intéressée. »*

Sur la base du cahier des charges tenant compte de ces critères, les cinq candidats ont proposé une offre dont la synthèse est jointe en annexe de ce rapport.

Au regard de ces offres et à l'appui du rapport d'analyse effectué par le cabinet ACE CONSULTANT, l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères pondérés émane de la MNT que ce soit avec la solution de base ou les variantes. Le ratio prestations/cotisations/qualité de service est d'un excellent niveau pour ce candidat le mieux-disant.

En effet, la MNT propose notamment, un gel des taux de cotisations pendant une période de 4 ans et aucune possibilité de résiliation du contrat pendant cette même période. Les éventuelles augmentations de taux de cotisations au-delà des quatre ans seront limitées à 5 % par an.

Considérant l'ensemble des éléments fournis et à la suite des réunions de travail des 11 et 28 octobre 2019 associant les représentants du personnel, le Président propose d'attribuer le contrat prévoyance à :

- La **Mutuelle Nationale Territoriale** (MNT), dont le siège social est situé 04 rue d'Athènes 75009 PARIS, n° SIREN 775 678 584

\*

\*\*

Les avis suivants ont été recueillis :

- le comité technique du Sdis, lors de sa séance du 14 novembre 2019 :
- pour le collège des représentants de l'administration, un avis favorable a été émis à l'unanimité à l'attribution du contrat de prévoyance à la Mutuelle Nationale Territoriale ;
- pour le collège des représentants du personnel, un avis favorable a été émis à l'unanimité à l'attribution du contrat de prévoyance à la Mutuelle Nationale Territoriale.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité l'attribution du contrat de prévoyance à la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT).*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191115-DBCA-2019-093-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2019

Affichage : 18/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

## Annexe

### TARIFS

		GARANTIES			INTERIALE	MNSP	MNT	PREVIFRANCE	TERRITORIALE
SOLUTION DE BASE			INCAPACITE						
	SOLUTION DE BASE GARANTIES INCAPACITE / INVALIDITE	OBLIGATOIRE	SOLUTION 1	85 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	0,33%	0,33%	0,43%	0,41%	0,49%
			SOLUTION 2	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	0,43%	0,42%	0,55%	0,54%	0,61%
		FACULTATIF	INVALIDITE						
			SOLUTION 1	85 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage en invalidité	0,40%	0,25%	0,22%	0,48%	0,53%
			SOLUTION 2	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage en invalidité	0,52%	0,32%	0,32%	0,62%	0,69%
			PERTE DE RETRAITE						
			FACULTATIF POUR L'AGENT. 100 % du traitement ou salaire de référence annuel net		0,35%	0,33%	0,13%	0,40%	0,31%
			DECES/PTIA						
	SOLUTION DE BASE GARANTIE DECES		FACULTATIF POUR L'AGENT. 100 % du traitement ou salaire de référence annuel net		0,40%	0,20%	0,29%	0,30%	0,31%
VARIANTE GARANTIE DECES	OBLIGATOIRE		DECES/PTIA						
		OBLIGATOIRE POUR L'AGENT. 100 % du traitement ou salaire de référence annuel net		0,30%	0,18%	0,24%	0,24%	0,31%	

					INTERIALE	MNSP	MNT	PREVIFRANCE	TERRITORIA	
VARIANTE			INCAPACITE							
	VARIANTE 1 GARANTIES INCAPACITE / INVALIDITE	OBLIGATOIRE	SOLUTION 1	90 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	0,37%	0,37%	0,49%	0,46%	0,55%	
			SOLUTION 2	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	0,43%	0,42%	0,55%	0,54%	0,61%	
		FACULTATIF	INVALIDITE							
			SOLUTION 1	90 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage en invalidité	0,43%	0,28%	0,24%	0,56%	0,61%	
			SOLUTION 2	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage en invalidité	0,52%	0,32%	0,32%	0,62%	0,69%	
			PERTE DE RETRAITE							
			FACULTATIF POUR L'AGENT. 100 % du traitement ou salaire de référence annuel net			0,35%	0,33%	0,13%	0,40%	0,31%
	SOLUTION DE BASE GARANTIE DECES	FACULTATIF	DECES/PTIA							
			FACULTATIF POUR L'AGENT. 100 % du traitement ou salaire de référence annuel net			0,40%	0,20%	0,29%	0,30%	0,31%
	VARIANTE GARANTIE DECES	OBLIGATOIRE	DECES/PTIA							
			OBLIGATOIRE POUR L'AGENT. 100 % du traitement ou salaire de référence annuel net			0,30%	0,18%	0,24%	0,24%	0,31%

				INTERIALE	MNSP	MNT	PREVIFRANCE	TERRITORIA	
VARIANTE			INCAPACITE						
	VARIANTE 2 GARANTIES INCAPACITE / INVALIDITE	OBLIGATOIRE	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement		0,43%	0,42%	0,55%	0,51%	0,61%
		FACULTATIF	INVALIDITE						
	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage en invalidité			0,52%	0,32%	0,32%	0,60%	0,69%	
	PERTE DE RETRAITE								
	FACULTATIF POUR L'AGENT. 100 % du traitement ou salaire de référence annuel net			0,35%	0,09%	0,13%	0,40%	0,31%	
	SOLUTION DE BASE GARANTIE DECES		DECES/PTIA						
		FACULTATIF POUR L'AGENT. 100 % du traitement ou salaire de référence annuel net		0,40%	0,20%	0,29%	0,30%	0,31%	
	VARIANTE GARANTIE DECES	OBLIGATOIRE	DECES/PTIA						
		OBLIGATOIRE POUR L'AGENT. 100 % du traitement ou salaire de référence annuel net		0,30%	0,18%	0,24%	0,24%	0,31%	

### ENGAGEMENT TARIFAIRE

### INTERIALE MUTUELLE

#### Pérennité tarifaire de la convention

		Position	NOTE
<b>ENGAGEMENT 1</b>	L'organisme d'assurance accepte de ne pas majorer le taux de prime <u>unitaire</u> et parallèlement de ne pas résilier le contrat durant <b>2 ans</b>	OUI	<b>2</b>
	Au-delà des deux ans de la période de stabilité, l'organisme d'assurance accepte de plafonner une éventuelle majoration annuelle du taux de cotisation à <b>2%</b> au-delà de la période de stabilité <b>(*)</b>	OUI	<b>5</b>
<b>NOTE ENGAGEMENT TARIFAIRE :</b>			<b>7</b>

### MNSP

#### Pérennité tarifaire de la convention

		Position	NOTE
<b>ENGAGEMENT 1</b>	L'organisme d'assurance accepte de ne pas majorer le taux de prime <u>unitaire</u> et parallèlement de ne pas résilier le contrat durant <b>2 ans</b>	OUI	<b>2</b>
	Au-delà des deux ans de la période de stabilité, l'organisme d'assurance accepte de plafonner une éventuelle majoration annuelle du taux de cotisation à <b>2%</b> au-delà de la période de stabilité <b>(*)</b>	NON	<b>0</b>
<b>NOTE ENGAGEMENT TARIFAIRE :</b>			<b>2</b>

### MNT

#### Pérennité tarifaire de la convention

		Position	NOTE
<b>ENGAGEMENT 3</b>	L'organisme d'assurance accepte de ne pas majorer le taux de prime <u>unitaire</u> et parallèlement de ne pas résilier le contrat durant <b>4 ans</b>	OUI	<b>10</b>
	Au-delà des trois ans de la période de stabilité, l'organisme d'assurance accepte de plafonner une éventuelle majoration annuelle du taux de cotisation à <b>5%</b> au-delà de la période de stabilité <b>(*)</b>	OUI	<b>5</b>
<b>NOTE ENGAGEMENT TARIFAIRE :</b>			<b>15</b>

### PREVIFRANCE

#### Pérennité tarifaire de la convention

		Position	NOTE
<b>ENGAGEMENT 3</b>	L'organisme d'assurance accepte de ne pas majorer le taux de prime <u>unitaire</u> et parallèlement de ne pas résilier le contrat durant <b>4 ans</b>	OUI	<b>10</b>
	Au-delà des trois ans de la période de stabilité, l'organisme d'assurance accepte de plafonner une éventuelle majoration annuelle du taux de cotisation à <b>5%</b> au-delà de la période de stabilité <b>(*)</b>	OUI	<b>5</b>
<b>NOTE ENGAGEMENT TARIFAIRE :</b>			<b>15</b>

**TERRITORIA MUTUELLE****Pérennité tarifaire de la convention**

<b>ENGAGEMENT 2</b>	L'organisme d'assurance accepte de ne pas majorer le taux de prime <u>unitaire</u> et parallèlement de ne pas résilier le contrat durant <b>3 ans</b>	OUI	<b>6</b>
	Au-delà des trois ans de la période de stabilité, l'organisme d'assurance accepte de plafonner une éventuelle majoration annuelle du taux de cotisation à <b>3%</b> au-delà de la période de stabilité (*)	NON	<b>0</b>
<b>NOTE ENGAGEMENT TARIFAIRE :</b>			<b>6</b>

**ADEQUATION DES GARANTIES /RESPECT DU CAHIER DES CHARGES**

CANDIDATS	ADEQUATION DES GARANTIES / RESPECT CAHIER DES CHARGES (20 points)
INTERIALE MUTUELLE	20,00
MNSP	15,50
MNT	20,00
PREVIFRANCE	20,00
TERRITORIA MUTUELLE	20,00

## **DEGRE EFFECTIF DE SOLIDARITE ENTRE LES ADHERENTS**

<b>DEGRE EFFECTIF DE SOLIDARITE ENTRE LES ADHERENTS</b>	<b>INTERIALE MUTUELLE</b>	<b>MNSP</b>	<b>MNT</b>	<b>PREVIFRANCE</b>	<b>TERRITORIA</b>
<b>Note et tableau consignant le montant des transferts intergénérationnels</b>					
a) Sur la base de l'adhésion totale des agents.	Note et tableau fournis	Note et tableau fournis	Note et tableau fournis	Note et tableau fournis	Note et tableau fournis
b) Sur la base d'adhésion retenue par le candidat	Note et tableau fournis	Note et tableau fournis	Note et tableau fournis	Note et tableau fournis	Note et tableau fournis
	tx d'adhésions de 77% année 1 à 85% année 6	tx d'adhésions 80%	tx d'adhésions de 80%	tx d'adhésions de 90% à 92%	tx d'adhésions 80%
<b>NOTATION (5 points)</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>

## **MAITRISE FINANCIERE DU DISPOSITIF :**

<b>MAITRISE FINANCIERE DU DISPOSITIF</b>	<b>INTERIALE MUTUELLE</b>	<b>MNSP</b>	<b>MNT</b>	<b>PREVIFRANCE</b>	<b>TERRITORIA</b>
<b>NOTE sur la politique de développement et les prévisions d'adhésions</b>	Note fournie - prévisions	Note fournie - prévisions	Note fournie - prévisions	Note fournie - prévisions	Note fournie - prévisions
<b>Comptes prévisionnels de résultats pour les 5 premiers exercices sur la base de :</b>					
a) L'ensemble de la population éligible adhère au dispositif	Fourni	Fourni	Fourni	Fourni	Fourni
b) Seuls les agents envisagés selon les prévisions d'adhésion, adhèrent au dispositif.	Fourni	Fourni	Fourni	Fourni	Fourni
<b>Projection sur la durée de la convention de l'équilibre technique.</b>	Fournie -	Fournie -	Fournie -	Fournie -	Fournie -
	taux d'adhésions de 77% année 1 à 85% année 6	taux d'adhésions 80%	taux d'adhésions de 80%	taux d'adhésions de 90% à 92%	taux d'adhésions 80%
<b>NOTATION (5 points)</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>



**MOYENS DESTINES A ASSURER UNE COUVERTURE EFFECTIVE DES PLUS AGES**  
**ET DES PLUS EXPOSES AUX RISQUES**

	INTERIALE	MNSP	MNT	PREVIFRANCE	TERRITORIA
Fourniture de la note décrivant l'implication du candidat en matière de prévention en regard des plus âgés et des plus exposés. Fourniture d'une liste d'actions de prévention réalisables (gratuites) en regard des personnes concernées.	Diagnostic - relation face à face, par courrier, par téléphone, via internet.	Communication ciblée ; Parcours de prévention complet autour du bien vivre son âge. Prévention des risques cardiovasculaires, cancer.	Plan de communication spécifique - interlocuteurs dédiés- accompagnement dans l'aménagement de poste et /ou reclassement.	CAS (conseil accompagnement santé - téléassistance).	Communication ciblée - RV individuels -campagne de prévention - service MUTNOV (outil digital)
<b>REMARQUES GENERALES</b>	Dispositions du décret non respectées	Dispositions du décret respectées	Dispositions du décret respectées	Dispositions du décret respectées	Dispositions du décret respectées
<b>NOTE (barème sur 5 points)</b>	5	5	5	5	5

**QUALITE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET DE LA COMMUNICATION - MEMOIRE DE GESTION**

CANDIDATS	MÉMOIRE DE GESTION (sur 20 points)
<b>INTERIALE MUTUELLE</b>	18,50
<b>MNSP</b>	16,50
<b>MNT</b>	20,00
<b>PREVIFRANCE</b>	18,25
<b>TERRITORIA MUTUELLE</b>	20,00

## SYNTHESE DES OFFRES

TOTAL TAUX SOLUTION DE BASE + GARANTIE DECES FACULTATIVE									
CANDIDATS	ADEQUATION DES GARANTIES / RESPECT CAHIER DES CHARGES (20 points)	TARIF (sur 30 points)	ENGAGEMENT TARIFAIRE (15 points)	DEGRE EFFECTIF DE SOLIDARITE (5 points)	MAITRISE FINANCIERE DU DISPOSITIF (5 points)	MOYENS POUR LES PLUS EXPOSES (5 points)	MÉMOIRE DE GESTION (sur 20 points)	NOTE FINALE	CLASSEMENT
MNT	20,00	28,61	15,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>98,61</b>	<b>1</b>
PREVIFRANCE	20,00	20,18	15,00	5,00	5,00	5,00	18,25	<b>88,43</b>	<b>2</b>
INTERIALE MUTUELLE	20,00	22,84	7,00	5,00	5,00	5,00	18,50	<b>83,34</b>	<b>3</b>
TERRITORIA MUTUELLE	20,00	18,88	6,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>79,88</b>	<b>4</b>
MNSP	15,50	30,00	2,00	5,00	5,00	5,00	16,50	<b>79,00</b>	<b>5</b>

TOTAL TAUX SOLUTION DE BASE + GARANTIE DECES OBLIGATOIRE :									
CANDIDATS	ADEQUATION DES GARANTIES / RESPECT CAHIER DES CHARGES (20 points)	TARIF (sur 30 points)	ENGAGEMENT TARIFAIRE (15 points)	DEGRE EFFECTIF DE SOLIDARITE (5 points)	MAITRISE FINANCIERE DU DISPOSITIF (5 points)	MOYENS POUR LES PLUS EXPOSES (5 points)	MÉMOIRE DE GESTION (sur 20 points)	NOTE FINALE	CLASSEMENT
MNT	20,00	29,05	15,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>99,05</b>	<b>1</b>
PREVIFRANCE	20,00	20,41	15,00	5,00	5,00	5,00	18,25	<b>88,66</b>	<b>2</b>
INTERIALE MUTUELLE	20,00	23,56	7,00	5,00	5,00	5,00	18,50	<b>84,06</b>	<b>3</b>
TERRITORIA MUTUELLE	20,00	18,67	6,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>79,67</b>	<b>4</b>
MNSP	15,50	30,00	2,00	5,00	5,00	5,00	16,50	<b>79,00</b>	<b>5</b>

TOTAL TAUX VARIANTE 1 + GARANTIE DECES FACULTATIVE :									
CANDIDATS	ADEQUATION DES GARANTIES / RESPECT CAHIER DES CHARGES (20 points)	TARIF (sur 30 points)	ENGAGEMENT TARIFAIRE (15 points)	DEGRE EFFECTIF DE SOLIDARITE (5 points)	MAITRISE FINANCIERE DU DISPOSITIF (5 points)	MOYENS POUR LES PLUS EXPOSES (5 points)	MÉMOIRE DE GESTION (sur 20 points)	NOTE FINALE	CLASSEMENT
MNT	20,00	28,51	15,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>98,51</b>	<b>1</b>
PREVIFRANCE	20,00	20,00	15,00	5,00	5,00	5,00	18,25	<b>88,25</b>	<b>2</b>
INTERIALE MUTUELLE	20,00	23,04	7,00	5,00	5,00	5,00	18,50	<b>83,54</b>	<b>3</b>
TERRITORIA MUTUELLE	20,00	18,70	6,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>79,70</b>	<b>4</b>
MNSP	15,50	30,00	2,00	5,00	5,00	5,00	16,50	<b>79,00</b>	<b>5</b>

TOTAL TAUX VARIANTE 1 + GARANTIE DECES OBLIGATOIRE :									
CANDIDATS	ADEQUATION DES GARANTIES / RESPECT CAHIER DES CHARGES (20 points)	TARIF (sur 30 points)	ENGAGEMENT TARIFAIRE (15 points)	DEGRE EFFECTIF DE SOLIDARITE (5 points)	MAITRISE FINANCIERE DU DISPOSITIF (5 points)	MOYENS POUR LES PLUS EXPOSES (5 points)	MÉMOIRE DE GESTION (sur 20 points)	NOTE FINALE	CLASSEMENT
MNT	20,00	28,93	15,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>98,93</b>	<b>1</b>
PREVIFRANCE	20,00	20,21	15,00	5,00	5,00	5,00	18,25	<b>88,46</b>	<b>2</b>
INTERIALE MUTUELLE	20,00	23,75	7,00	5,00	5,00	5,00	18,50	<b>84,25</b>	<b>3</b>
TERRITORIA MUTUELLE	20,00	18,51	6,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>79,51</b>	<b>4</b>
MNSP	15,50	30,00	2,00	5,00	5,00	5,00	16,50	<b>79,00</b>	<b>5</b>

TOTAL TAUX VARIANTE 2 + GARANTIE DECES FACULTATIVE :									
CANDIDATS	ADEQUATION DES GARANTIES / RESPECT CAHIER DES CHARGES (20 points)	TARIF (sur 30 points)	ENGAGEMENT TARIFAIRE (15 points)	DEGRE EFFECTIF DE SOLIDARITE (5 points)	MAITRISE FINANCIERE DU DISPOSITIF (5 points)	MOYENS POUR LES PLUS EXPOSES (5 points)	MÉMOIRE DE GESTION (sur 20 points)	NOTE FINALE	CLASSEMENT
MNT	20,00	23,95	15,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>93,95</b>	<b>1</b>
PREVIFRANCE	20,00	17,07	15,00	5,00	5,00	5,00	18,25	<b>85,32</b>	<b>2</b>
MNSP	15,50	30,00	2,00	5,00	5,00	5,00	16,50	<b>79,00</b>	<b>3</b>
INTERIALE MUTUELLE	20,00	18,18	7,00	5,00	5,00	5,00	18,50	<b>78,68</b>	<b>4</b>
TERRITORIA MUTUELLE	20,00	16,09	6,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>78,36</b>	<b>5</b>

TOTAL TAUX VARIANTE 2 + GARANTIE DECES OBLIGATOIRE :									
CANDIDATS	ADEQUATION DES GARANTIES / RESPECT CAHIER DES CHARGES (20 points)	TARIF (sur 30 points)	ENGAGEMENT TARIFAIRE (15 points)	DEGRE EFFECTIF DE SOLIDARITE (5 points)	MAITRISE FINANCIERE DU DISPOSITIF (5 points)	MOYENS POUR LES PLUS EXPOSES (5 points)	MÉMOIRE DE GESTION (sur 20 points)	NOTE FINALE	CLASSEMENT
MNT	20,00	24,44	15,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>94,44</b>	<b>1</b>
PREVIFRANCE	20,00	17,31	15,00	5,00	5,00	5,00	18,25	<b>85,56</b>	<b>2</b>
INTERIALE MUTUELLE	20,00	18,94	7,00	5,00	5,00	5,00	18,50	<b>79,44</b>	<b>3</b>
MNSP	15,50	30,00	2,00	5,00	5,00	5,00	16,50	<b>79,00</b>	<b>4</b>
TERRITORIA MUTUELLE	20,00	15,78	6,00	5,00	5,00	5,00	20,00	<b>76,78</b>	<b>5</b>

N°DBCA-2019-094

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**PROTECTION SOCIALE  
CHOIX DU NIVEAU DE GARANTIE ET PARTICIPATION FINANCIERE  
AU CONTRAT PREVOYANCE**

Le 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 22 bis,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88-2,*
- *le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,*
- *la délibération n°DBCA-2019-060 du 03 juillet 2019 portant choix de la procédure et autorisations dans le cadre de la protection sociale,*
- *la délibération du conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du conseil d'administration au bureau,*
- *le rapport d'analyses des offres du cabinet ACE CONSULTANT.*

\*

\* \*

Conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles leurs agents souscrivent.

Il a été décidé dans le cadre du nouveau contrat de maintenir une participation employeur, afin de permettre aux agents de bénéficier d'une couverture de base prise en charge par le service.

Les agents bénéficieront en outre d'un dispositif d'option leur permettant d'accéder à un niveau de couverture supérieur moyennant une contribution supplémentaire de leur part.

Le Bureau du conseil d'administration du 3 juillet 2019 a validé le maintien d'une enveloppe budgétaire prévisionnelle de 160 000 euros par an pour cette participation financière.

Les membres du comité technique ont émis un avis favorable pour l'attribution du contrat au candidat proposé par le Président : la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT).

A l'appui du rapport d'analyse de l'assistant de maîtrise d'ouvrage et des réunions de travail des 11 et 28 octobre 2019 associant les représentants du personnel, les hypothèses suivantes ont été plus particulièrement étudiées :

- 85% du traitement de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement
- 85% du traitement de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement + décès
- 95% du traitement de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement
- 95% du traitement de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement + décès

**Différentiel de coût cumulé entre la couverture à 85% et 95 % avec et sans décès**

	Sans décès		Avec décès	
	85%	95%	85%	95%
2020	162 578 €	207 948 €	253 319 €	298 689 €
2021	162 578 €	207 948 €	253 319 €	298 689 €
2022	162 578 €	207 948 €	253 319 €	298 689 €
2023	162 578 €	207 948 €	253 319 €	298 689 €
2024	170 707 €	218 345 €	265 985 €	313 623 €
2025	179 242 €	229 263 €	279 284 €	329 305 €
2026	188 204 €	240 726 €	293 248 €	345 770 €
<b>Total</b>	<b>1 188 466 €</b>	<b>1 520 126 €</b>	<b>1 851 794 €</b>	<b>2 183 454 €</b>
Delta entre les options sur la durée des contrats		331 660 €		331 660 €
			663 328 €	994 988 €
<b>Delta annuel par rapport au budget alloué</b>	<b>+ 2 578 €</b>	<b>+ 47 948 €</b>	<b>+ 93 319 €</b>	<b>+ 138 689 €</b>

Considérant les coûts envisagés et les échanges avec les représentants du personnel, il est proposé aux membres du comité technique d'émettre un avis sur le choix de la prise en charge entre les deux solutions suivantes :

- 85% du traitement de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement, sans la garantie décès,
- 95% du traitement de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement, sans la garantie décès.

*La valeur de la participation financière est estimée entre 3,28 € et 45,13 € par mois et par agent pour la prise en charge sur la base de 85 %,*

*La valeur de la participation financière est estimée entre 4,20 € et 57,72 € par mois et par agent pour la prise en charge sur la base de 95 %.*

Du choix qui sera opéré en termes de participation du Sdis, découlera le choix de la solution des garanties proposées :

Participation sur la base de 85 % :

	<b>INCAPACITE</b>		<b>TAUX DE COTISATION DU CONTRAT</b>	<b>TAUX A LA CHARGE DES AGENTS</b>
<b>Obligatoire</b>	Solution 1	85% du traitement de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	0.43%	0%
	Solution 2	95% du traitement de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	0.55%	0.12%
<b>Facultatif</b>	<b>INVALIDITE</b>			
	Solution 1	85% du traitement de référence mensuel net à compter du passage en invalidité	0.22%	0.22%
	Solution 2	95% du traitement de référence mensuel net à compter du passage en invalidité	0.32%	0.32%
	<b>PERTE DE RETRAITE</b>			
	100% du traitement de référence annuel net		0.13%	0.13%
	<b>DECES/PTIA</b>			
	100% du traitement de référence annuel net		0.29%	0.29%

Participation sur la base de 95 % :

	<b>INCAPACITE</b>	<b>TAUX DE COTISATION DU CONTRAT</b>	<b>TAUX A LA CHARGE DES AGENTS</b>
<b>Obligatoire</b>	95% du traitement de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	0.55%	0%
<b>Facultatif</b>	<b>INVALIDITE</b>		
	95% du traitement de référence mensuel net à compter du passage en invalidité	0.32%	0.32%
	<b>PERTE DE RETRAITE</b>		
	100% du traitement de référence annuel net	0.13%	0.13%
	<b>DECES/PTIA</b>		
	100% du traitement de référence annuel net	0.29%	0.29%

Il est demandé aux membres du comité technique d'émettre un avis sur la participation financière du service et sur le niveau de garantie retenue.

\*

\*\*

Les avis suivants ont été recueillis :

- le comité technique du Sdis, lors de sa séance du 14 novembre 2019 :
- pour le collège des représentants de l'administration, un avis favorable a été émis à l'unanimité pour le choix de la variante 2, soit une prise en charge à 95% du traitement mensuel net à compter du passage à demi-traitement sans capital décès, et la prise en charge intégrale par le service du taux de cotisation incapacité ;
- pour le collège des représentants du personnel, un avis favorable a été émis à l'unanimité pour le choix de la variante 2, soit une prise en charge à 95% du traitement mensuel net à compter du passage à demi-traitement sans capital décès, et la prise en charge intégrale par le service du taux de cotisation incapacité.

\*

\* \*



*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité le choix de la variante 2, soit une prise en charge à 95% du traitement mensuel net à compter du passage à demi-traitement sans capital décès. La participation financière du service est estimée entre 4,20 € et 57,72 € par mois et par agent pour la prise en charge de la garantie incapacité 95%.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191115-DBCA-2019-094-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2019

Affichage : 18/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

N°DBCA-2019-095

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTIONS ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CAUX SEINE  
AGGLO ET LE SDIS 76 POUR L'UTILISATION DES PISCINES INTERCOMMUNALES  
DE PORT-JEROME-SUR-SEINE ET DE BOLBEC**

Le 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\*\*

Dans le cadre du maintien opérationnel des agents des Centres d'incendie et de secours de Notre-Dame-de-Gravenchon et de Bolbec, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a sollicité la communauté d'agglomération Caux Seine Agglo afin d'y pratiquer des séances d'activité physique en milieu aquatique.

Ces conventions sont conclues pour une durée de 1 an à compter de leur signature. Elles définissent les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Ces conventions sont établies à titre gracieux.

Il convient d'approuver les termes des conventions, d'autoriser le Président à les signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer les conventions ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191115-DBCA-2019-095-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2019

Affichage : 18/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

**Rattachée à la délibération Db.265/09-19****CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN EQUIPEMENT INTERCOMMUNAL AU  
PROFIT DES SAPEURS-POMPIERS DU CIS DE BOLBEC****Entre**

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (Sdis) de la Seine-Maritime**, dont le siège est situé, 6 rue du Verger CS40078, 76192 YVETOT Cedex, représenté par le Président du Conseil d'Administration, **Monsieur André GAUTIER**, dûment habilité,

Ci-après désignée par les termes « le bénéficiaire »,

d'une part,

**Et**

**Caux Seine agglo** dont le siège est à LILLEBONNE (Seine-Maritime) 76170, Maison de l'Intercommunalité, Allée du Câtillon, créée en application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République, et d'un arrêté de Madame la Préfète du Département de Seine Maritime en date du 9 janvier 2019, inscrite au répertoire prévu par le décret n° 73-314 du 14 mars 1973, modifié, portant création d'un système national d'identification et d'un répertoire des entreprises et de leurs établissements sous le numéro SIREN 200 010 700, représentée par **Monsieur Jean-Claude WEISS**, Président, élu à cette fonction suivant la délibération D.151/04-14 du Conseil communautaire en date du 17 avril 2014, et spécialement habilité à agir aux présentes en vertu de la délibération Db.265/09-19 en date du 10 septembre 2019, visée par la Sous-Préfecture du HAVRE, le 11 septembre 2019,

Ci-après désignée par les termes « Caux Seine agglo »,

d'autre part.

## PREAMBULE

Dans le cadre des obligations statutaires de maintien de leur condition physique, les sapeurs-pompiers de la caserne de Bolbec ont besoin, pour réaliser leur activité, d'utiliser les installations sportives de la piscine intercommunale de Bolbec. Caux Seine agglo est gestionnaire de la piscine intercommunale de Bolbec.

Les conditions de cette collaboration sont exclusivement régies par les seules dispositions de la présente convention.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités et les conditions selon lesquelles le gestionnaire mettra à disposition du bénéficiaire, dans le cadre d'une occupation privative du domaine public, les installations sportives de la piscine intercommunale de Bolbec dont il a la gestion exclusive,
- de définir les modalités et les conditions selon lesquelles le bénéficiaire les occupera.

### Article 2 : Destination et conditions d'utilisation des biens mis à disposition

#### 2-1 Destination du bien

Le bénéficiaire déclare connaître parfaitement les lieux et leurs contraintes pour les avoir visités au cours d'un repérage à l'issue duquel les exigences techniques ont été définies.

Le gestionnaire déclare avoir la pleine et entière gestion du bien susvisé et la pleine capacité juridique à effectuer la présente mise à disposition. Il garantit au bénéficiaire de tout recours tendant à contester cette mise à disposition, en tout ou partie, de la part de quelconque éventuel ayant droit.

La présente mise à disposition est destinée à permettre au bénéficiaire d'utiliser les installations sportives de la piscine intercommunale de Bolbec en vue d'y :

- pratiquer une activité physique en piscine, selon les modalités définies ci-après.

#### 2-2 Calendrier et Horaires

Le bénéficiaire doit respecter strictement le calendrier des attributions et les plages horaires qui lui sont réservées, compte tenu des périodes de vacances scolaires, fermeture technique et fermeture exceptionnelle (animation, ...) connues à la date de signature de la présente convention.

Les horaires définis sont :

- le mercredi de 14h30 à 16h00 et les jeudi et vendredi de 12h00 à 13h10 en période scolaire,
- le jeudi de 14h30 à 16h00 et le vendredi de 12h00 à 13h30 pendant les vacances scolaires réparties en cinq périodes.

Il sera possible d'installer une ligne d'eau dans le bassin sportif sous certaines conditions, la décision sera laissée à l'appréciation des maîtres-nageurs.

Afin d'éviter des croisements de flux d'usagers et d'autoriser le nettoyage des locaux, le bénéficiaire devra libérer les lieux 20 minutes, au plus tard, après les plages horaires définies ci-dessus.

Lorsque l'équipement sportif ne sera pas utilisable du fait de Caux Seine agglo, ou non utilisé par les sapeurs-pompiers, chacune des parties devra en être informée au préalable. Le bénéficiaire devra supporter la non utilisation des installations sportives du fait du gestionnaire sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation quelles qu'en soient l'importance et la durée.

#### 2-3 Accès aux activités organisées et à l'équipement

L'accès aux activités durant les créneaux mentionnés à l'article 2-2 est strictement réservé aux pompiers du CIS de Bolbec encadrés par un supérieur.

Le bénéficiaire s'engage à vérifier l'aptitude physique de ses pratiquants.

Les personnels pourront toutefois accéder à l'équipement durant ces périodes, pour des raisons de sécurité ou de maintenance.

### **Article 3 : Obligations à la charge du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les biens mis à disposition conformément à l'usage défini à l'article 2-1 ci-dessus. Aucune autre utilisation ne pourra être faite sans l'accord écrit et préalable du gestionnaire.

Le bénéficiaire s'engage de manière générale à utiliser les biens mis à disposition en bon père de famille, respecter tous les aménagements réalisés par le gestionnaire et à informer immédiatement le gestionnaire de tout dysfonctionnement ou de toute détérioration. Au terme de la présente convention, le bénéficiaire supportera les travaux inhérents à la remise en l'état des lieux pour les dégradations pour lesquelles il aura été reconnu responsable.

L'occupation privative du domaine public étant nominative, le bénéficiaire ne peut en aucun cas céder à qui que ce soit les droits résultant de la présente convention.

Le bénéficiaire est tenu de faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exercice de son activité sans que le gestionnaire puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.

Le bénéficiaire se conformera aux règles d'utilisation et aux consignes de sécurité prescrites par le gestionnaire.

D'une manière générale, le bénéficiaire devra strictement respecter le règlement intérieur, affiché dans les locaux. En cas de non-respect des présentes, Caux Seine agglo pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations et révoquer de plein droit la présente convention.

Le bénéficiaire devra prendre connaissance des consignes de sécurité et devra informer le responsable d'établissement de toutes les observations permettant de maintenir de bonnes conditions d'accueil.

En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à utiliser les biens mis à dispositions conformément à un usage normal du domaine public.

### **Article 4 : Durée et modification de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an. Elle prend effet à compter de la date de signature des présentes.

Toutefois, à l'expiration de son terme, elle pourra être renouvelée par décision expresse des organes délibérants.

Les dispositions de la présente pourront être modifiées à la demande de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, les clauses en vigueur demeureront intégralement applicables jusqu'à la date d'accord des parties sur les nouvelles dispositions.

Toute disposition nouvelle ou modification devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

### **Article 5 : Dispositions Financières**

La présente mise à disposition est consentie à titre gracieux.

En dehors des créneaux mentionnés à l'article 2-2 : les sapeurs-pompiers devront s'acquitter du droit d'entrée.

### **Article 6 : Police - Hygiène - Sécurité**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la salubrité, la police, la sécurité et, le cas échéant, le code du travail, de sorte que le gestionnaire ne puisse être ni recherché, ni inquiété.

De manière générale, le bénéficiaire garantit, dans le cadre de son activité, la sécurité de ses participants, préposés et de toutes les personnes qu'il accueille dans les biens mis à disposition.

## **Article 7 : Assurance - Responsabilité**

### **7-1 Assurance**

Le bénéficiaire doit souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité et les risques de dommages matériels et corporels pouvant résulter des activités exercées dans les équipements mis à disposition. Il lui appartient de fournir une attestation d'assurance au responsable d'établissement à la signature de la présente convention et avant toute activité.

Il lui appartient également de faire assurer, par une compagnie solvable, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature causés par l'incendie et le vol aux biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition.

La police souscrite couvrira ses biens meubles, les activités pratiquées dans les locaux, sa responsabilité locative, sa responsabilité à l'égard des tiers.

Le bénéficiaire s'engage à produire à toute réquisition du gestionnaire les attestations d'assurance correspondantes et à justifier du paiement des primes dès l'entrée en jouissance.

En cas de sinistre, le bénéficiaire ne pourra réclamer au gestionnaire aucune indemnité pour privation de jouissance.

### **7-2 Responsabilité**

Le bénéficiaire assume la pleine et entière responsabilité de ses participants, préposés et de toutes les personnes qu'il accueille et activités exercées dans les biens mis à disposition.

Le bénéficiaire répond seul des dommages de toute nature subis par ses membres et notamment des dommages aux personnes résultant du non-respect des règles d'hygiène et de sécurité visées à l'article 6 des présentes ; il est expressément convenu que le gestionnaire ne peut être inquiété ou voir sa responsabilité recherchée à ce sujet.

Il est également convenu d'une façon expresse entre le bénéficiaire et le gestionnaire que celui-ci ne pourra à aucun titre être rendu responsable des vols dont le bénéficiaire pourrait être victime dans les lieux mis à disposition.

Le gestionnaire assure le bien et s'engage à le maintenir en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. En aucun cas sa responsabilité ne peut être engagée sur tout autre fondement que le défaut d'entretien normal du domaine public.

## **Article 8 : Entretien - Réparation - Travaux**

### **8-1 Entretien**

Le bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux mis à sa disposition en bon état permanent, dans le cadre de son activité, pendant toute la durée de la mise à disposition.

Il informe sans délai le gestionnaire de tout dysfonctionnement.

### **8-2 Transformations**

Le bénéficiaire ne peut apporter aucune modification (travaux, mise en place de signalétique, affichage...), démolition, ou réaliser quelque construction affectant les biens mis à sa disposition sans avoir préalablement obtenu l'accord écrit du gestionnaire.

### **8-3 Travaux réalisés par Caux Seine agglo**

Le bénéficiaire devra souffrir sans aucune indemnité, quelles qu'en soient l'importance et la durée, tous les travaux et réparations que Caux Seine agglo jugerait nécessaire d'effectuer sans pouvoir réclamer aucune indemnité, quand bien même ces travaux dureraient plus de quarante jours.



## **Article 9 : Résiliation de la convention - Clause résolutoire**

9-1 - Chacune des parties pourra résilier la présente convention à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception moyennant un délai de préavis d'un mois avant la fin souhaitée de la mise à disposition. Cette clause s'appliquera notamment dans le cas où le bénéficiaire souhaiterait quitter les lieux.

9-2 - La présente convention peut être résiliée par le gestionnaire à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception en cas d'inexécution par le bénéficiaire de l'une quelconque de ses obligations et notamment de ses obligations en matière de sécurité.

Cette résiliation interviendra de plein droit à défaut pour le bénéficiaire d'avoir satisfait à ses obligations quinze jours après réception de la mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation.

9-3 - A raison du caractère administratif du contrat, le gestionnaire peut, pour tous motifs tirés de l'intérêt général, résilier à tout moment et sans indemnité la présente convention.

La résiliation est alors notifiée par lettre recommandée avec avis de réception six mois avant sa prise d'effet.

## **Article 10 : Expiration de la convention**

La mise à disposition prendra fin au terme de la présente convention sans que le bénéficiaire puisse prétendre à aucun maintien dans les lieux ni à une quelconque indemnisation de la part du gestionnaire.

## **Article 11 : Intégralité de la convention**

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucun document ne peut engendrer d'obligation au titre des présentes s'il n'est l'objet d'un avenant signé par les Parties.

## **Article 12 : Non-Validité Partielle**

Si une ou plusieurs dispositions des présentes sont tenues pour non valides par une loi ou un règlement, ou déclarées telles par décision définitive d'une juridiction compétente, elles sont réputées non écrites, les autres dispositions des présentes gardant toute leur force et leur portée.

## **Article 13 : Permanence des clauses**

Le fait que l'une des Parties n'ait pas exigé l'application d'une disposition quelconque de la présente convention, et que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette Partie découlant de ladite disposition.

## **Article 14 : Litiges**

A défaut d'accord amiable que les Parties s'efforceront de privilégier, les différends portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Rouen.

La partie, la plus diligente qui procédera à la saisine du tribunal, devra en informer préalablement l'autre partie dans un délai de quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 15 : Divers**

### **Représentants de l'application de la convention**

Les interlocuteurs privilégiés de l'application de la convention sont :

- Caux Seine agglo représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude WEISS,
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime représenté par le Président du Conseil d'Administration, Monsieur André GAUTIER.

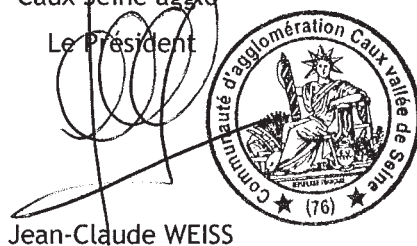


Rattachée à la délibération Db.265/09-19

Tout aménagement de la présente convention devra être abordé avec le responsable d'établissement, Monsieur Christian LEMAITRE.

Fait à Lillebonne, le 12 septembre 2019

En 2 exemplaires originaux

Caux Seine agglo  
Le Président

Jean-Claude WEISS

Le SDIS de la Seine-Maritime  
Le Président du Conseil d'Administration

André GAUTIER

Projet

**Rattachée à la délibération Db.262/09-19****CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN EQUIPEMENT INTERCOMMUNAL AU  
PROFIT DES SAPEURS-POMPIERS DU CIS DE PORT-JEROME-SUR-SEINE****Entre**

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Seine-Maritime**, dont le siège est situé, 6 rue du Verger CS40078, 76192 YVETOT Cedex, représenté par le Président du Conseil d'administration, **Monsieur André GAUTIER**, dûment habilité,

Ci-après désigné par les termes « le bénéficiaire »,

d'une part,

**Et**

**Caux Seine agglo** dont le siège est à LILLEBONNE (Seine-Maritime) 76170, Maison de l'Intercommunalité, Allée du Câtillon, créée en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République, et d'un arrêté de Madame la Préfète du Département de Seine Maritime en date du 9 janvier 2019, inscrite au répertoire prévu par le décret n°73-314 du 14 mars 1973, modifié, portant création d'un système national d'identification et d'un répertoire des entreprises et de leurs établissements sous le numéro SIREN 200 010 700, représentée par **Monsieur Jean-Claude WEISS**, Président, élu à cette fonction suivant la délibération D.151/04-14 du Conseil communautaire en date du 17 avril 2014, et spécialement habilité à agir aux présentes en vertu de la délibération Db.262/09-19 en date du 10 septembre 2019, visée par la Sous-Préfecture du HAVRE, le 11 septembre 2019,

Ci-après désignée par les termes « Caux Seine agglo »,

d'autre part.

## PREAMBULE

Dans le cadre de l'exercice de leurs activités sportives, les sapeurs-pompiers de Port-Jérôme-sur-Seine ont besoin, pour les nécessités de leur activité, d'utiliser les installations sportives de la piscine intercommunale de Port-Jérôme-sur-Seine. Caux Seine agglo est gestionnaire de la piscine intercommunale de Port-Jérôme-sur-Seine.

Les conditions de cette collaboration sont exclusivement régies par les seules dispositions de la présente convention.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités et les conditions selon lesquelles le gestionnaire mettra à disposition du bénéficiaire, à titre gratuit et dans le cadre d'une occupation privative du domaine public, les installations sportives de la piscine intercommunale de Port-Jérôme-sur-Seine dont il a la gestion exclusive,
- de définir les modalités et les conditions selon lesquelles le bénéficiaire les occupera.

### Article 2 : Destination et conditions d'utilisation des biens mis à disposition

#### 2-1 Destination du bien

Le bénéficiaire déclare connaître parfaitement les lieux et leurs contraintes pour les avoir visités au cours d'un repérage à l'issue duquel les exigences techniques ont été définies.

Le gestionnaire déclare avoir la pleine et entière gestion du bien susvisé et la pleine capacité juridique à effectuer la présente mise à disposition. Il garantit au bénéficiaire de tout recours tendant à contester cette mise à disposition, en tout ou partie, de la part de quelconque éventuel ayant droit.

La présente mise à disposition est destinée à permettre au bénéficiaire d'utiliser les installations sportives de la piscine intercommunale de Port-Jérôme-sur-Seine en vue d'y :

- pratiquer des activités sportives, selon les modalités définies ci-après.

#### 2-2 Calendrier et Horaires

Le bénéficiaire doit respecter strictement le calendrier des attributions et les plages horaires qui lui sont réservées, compte tenu des périodes de vacances scolaires, fermeture technique et fermetures exceptionnelles (animation, ...) connues à la date de signature de la présente convention.

Les horaires définis sont :

- Uniquement en période scolaire ; le mardi et vendredi de chaque semaine, de 16h00 à 18h00 avec 1 couloir de nage.

Afin d'éviter des croisements de flux d'usagers et d'autoriser le nettoyage des locaux, le bénéficiaire devra libérer les lieux 20 minutes, au plus tard, après les plages horaires définies ci-dessus.

Lorsque l'équipement sportif ne sera pas utilisable du fait de Caux Seine agglo, ou non utilisé par les sapeurs-pompiers du Cis de Port-Jérôme-sur-Seine, chacune des parties devra en être informée au préalable. Le bénéficiaire devra supporter la non utilisation des installations sportives du fait du gestionnaire sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation quelles qu'en soient l'importance et la durée.

#### 2-3 Accès aux activités organisées et à l'équipement

L'accès aux activités durant les créneaux mentionnés à l'article 2-2 est strictement réservé aux sapeurs-pompiers encadrés par un supérieur.

Le bénéficiaire s'engage à vérifier l'aptitude physique de ses pratiquants.

Les personnels pourront toutefois accéder à l'équipement durant ces périodes, pour des raisons de sécurité ou de maintenance.

### **Article 3 : Obligations à la charge du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les biens mis à disposition conformément à l'usage défini à l'article 2-1 ci-dessus. Aucune autre utilisation ne pourra être faite sans l'accord écrit et préalable du gestionnaire.

Le bénéficiaire s'engage de manière générale à utiliser les biens mis à disposition en bon père de famille, respecter tous les aménagements réalisés par le gestionnaire et à informer immédiatement le gestionnaire de tout dysfonctionnement ou de toute détérioration. Au terme de la présente convention, le bénéficiaire supportera les travaux inhérents à la remise en l'état des lieux pour les dégradations pour lesquelles il aura été reconnu responsable.

L'occupation privative du domaine public étant nominative, le bénéficiaire ne peut en aucun cas céder à qui que ce soit les droits résultant de la présente convention.

Le bénéficiaire est tenu de faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exercice de son activité sans que le gestionnaire puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.

Le bénéficiaire se conformera aux règles d'utilisation et aux consignes de sécurité prescrites par le gestionnaire.

D'une manière générale, le bénéficiaire devra strictement respecter le règlement intérieur, affiché dans les locaux. En cas de non-respect des présentes, Caux Seine agglo pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations et révoquer de plein droit la présente convention.

Le bénéficiaire devra prendre connaissance des consignes de sécurité et devra informer le responsable d'établissement de toutes les observations permettant de maintenir de bonnes conditions d'accueil.

En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à utiliser les biens mis à dispositions conformément à un usage normal du domaine public.

### **Article 4 : Durée et modification de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an. Elle prend effet à compter de la date de signature des présentes.

Toutefois, à l'expiration de son terme, elle pourra être renouvelée par décision expresse des organes délibérants.

Les dispositions de la présente pourront être modifiées à la demande de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, les clauses en vigueur demeureront intégralement applicables jusqu'à la date d'accord des parties sur les nouvelles dispositions.

Toute disposition nouvelle ou modification devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

### **Article 5 : Dispositions Financières**

La présente mise à disposition est consentie à titre gracieux.

En dehors des créneaux mentionnés à l'article 2-2 : les sapeurs-pompiers devront s'acquitter du droit d'entrée.

### **Article 6 : Police - Hygiène - Sécurité**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la salubrité, la police, la sécurité et, le cas échéant, le code du travail, de sorte que le gestionnaire ne puisse être ni recherché, ni inquiété.

De manière générale, le bénéficiaire garantit, dans le cadre de son activité, la sécurité de ses participants, préposés et de toutes les personnes qu'il accueille dans les biens mis à disposition.

## **Article 7 : Assurance - Responsabilité**

### **7-1 Assurance**

Le bénéficiaire doit souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité et les risques de dommages matériels et corporels pouvant résulter des activités exercées dans les équipements mis à disposition. Il lui appartient de fournir une attestation d'assurance au responsable d'établissement à la signature de la présente convention et avant toute activité.

Il lui appartient également de faire assurer, par une compagnie solvable, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature causés par l'incendie et le vol aux biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition.

La police souscrite couvrira ses biens meubles, les activités pratiquées dans les locaux, sa responsabilité locative, sa responsabilité à l'égard des tiers.

Le bénéficiaire s'engage à produire à toute réquisition du gestionnaire les attestations d'assurance correspondantes et à justifier du paiement des primes dès l'entrée en jouissance.

En cas de sinistre, le bénéficiaire ne pourra réclamer au gestionnaire aucune indemnité pour privation de jouissance.

### **7-2 Responsabilité**

Le bénéficiaire assume la pleine et entière responsabilité de ses participants, préposés et de toutes les personnes qu'il accueille et activités exercées dans les biens mis à disposition.

Le bénéficiaire répond seul des dommages de toute nature subis par ses membres et notamment des dommages aux personnes résultant du non-respect des règles d'hygiène et de sécurité visées à l'article 6 des présentes ; il est expressément convenu que le gestionnaire ne peut être inquiété ou voir sa responsabilité recherchée à ce sujet.

Il est également convenu d'une façon expresse entre le bénéficiaire et le gestionnaire que celui-ci ne pourra à aucun titre être rendu responsable des vols dont le bénéficiaire pourrait être victime dans les lieux mis à disposition.

Le gestionnaire assure le bien et s'engage à le maintenir en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. En aucun cas sa responsabilité ne peut être engagée sur tout autre fondement que le défaut d'entretien normal du domaine public.

## **Article 8 : Entretien - Réparation - Travaux**

### **8-1 Entretien**

Le bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux mis à sa disposition en bon état permanent, dans le cadre de son activité, pendant toute la durée de la mise à disposition.

Il informe sans délai le gestionnaire de tout dysfonctionnement.

### **8-2 Transformations**

Le bénéficiaire ne peut apporter aucune modification (travaux, mise en place de signalétique, affichage...), démolition, ou réaliser quelque construction affectant les biens mis à sa disposition sans avoir préalablement obtenu l'accord écrit du gestionnaire.

### **8-3 Travaux réalisés par le gestionnaire**

Le bénéficiaire devra souffrir sans aucune indemnité, quelles qu'en soient l'importance et la durée, tous les travaux et réparations que le gestionnaire jugerait nécessaire d'effectuer sans pouvoir réclamer aucune indemnité, quand bien même ces travaux dureraient plus de quarante jours.



## **Article 9 : Résiliation de la convention - Clause résolutoire**

9-1 - Chacune des parties pourra résilier la présente convention à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception moyennant un délai de préavis d'un mois avant la fin souhaitée de la mise à disposition. Cette clause s'appliquera notamment dans le cas où le bénéficiaire souhaiterait quitter les lieux.

9-2 - La présente convention peut être résiliée par le gestionnaire à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception en cas d'inexécution par le bénéficiaire de l'une quelconque de ses obligations et notamment de ses obligations en matière de sécurité.

Cette résiliation interviendra de plein droit à défaut pour le bénéficiaire d'avoir satisfait à ses obligations quinze jours après réception de la mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation.

9-3 - A raison du caractère administratif du contrat, le gestionnaire peut, pour tous motifs tirés de l'intérêt général, résilier à tout moment et sans indemnité la présente convention.

La résiliation est alors notifiée par lettre recommandée avec avis de réception six mois avant sa prise d'effet.

## **Article 10 : Expiration de la convention**

La mise à disposition prendra fin au terme de la présente convention sans que le bénéficiaire puisse prétendre à aucun maintien dans les lieux ni à une quelconque indemnisation de la part du gestionnaire.

## **Article 11 : Intégralité de la convention**

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucun document ne peut engendrer d'obligation au titre des présentes s'il n'est l'objet d'un avenant signé par les Parties.

## **Article 12 : Non-Validité Partielle**

Si une ou plusieurs dispositions des présentes sont tenues pour non valides par une loi ou un règlement, ou déclarées telles par décision définitive d'une juridiction compétente, elles sont réputées non écrites, les autres dispositions des présentes gardant toute leur force et leur portée.

## **Article 13 : Permanence des clauses**

Le fait que l'une des Parties n'ait pas exigé l'application d'une disposition quelconque de la présente convention, et que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette Partie découlant de ladite disposition.

## **Article 14 : Litiges**

A défaut d'accord amiable que les Parties s'efforceront de privilégier, les différends portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Rouen.

La partie, la plus diligente qui procédera à la saisine du tribunal, devra en informer préalablement l'autre partie dans un délai de quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 15 : Divers**

### **Représentants de l'application de la convention**

Les interlocuteurs privilégiés de l'application de la convention sont :

- Caux Seine agglo représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude WEISS,

Rattachée à la délibération Db.262/09-19

- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime représenté par le Président du Conseil d'administration, Monsieur André GAUTIER.
- Tout aménagement de la présente convention devra être abordé avec le responsable d'établissement.

Fait à Lillebonne, le 12 septembre 2019

En 2 exemplaires originaux

Caux Seine agglo  
Le Président

Jean-Claude WEISS

Le SDIS de la Seine-Maritime  
Le Président du Conseil d'administration

André GAUTIER

N°DBCA-2019-096

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**COMPTE PERSONNEL DE FORMATION – MISE EN PLACE AU SEIN DU SDIS 76**

Le 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n°2014-288 modifiée du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,*
- *la loi n°2016-1088 modifiée du 8 août 2016, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,*
- *l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité (CPA), à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique,*
- *le décret n°2017-928 modifié du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie,*
- *la circulaire du 10 mai 2017 relative aux modalités de mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique.*

\*

\* \*

Instauré par les lois n°2014-288 du 5 mars 2014 et n°2016-1088 du 8 août 2016 visées, le compte personnel de formation (CPF) remplace le droit individuel à la formation (DIF).

Le CPF a été institué dans la fonction publique via l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 et le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 visés.

Il s'inscrit dans le cadre large du droit à la formation tout au long de la vie issu de la réforme de 2007, et se veut universel. Les droits acquis sont dits « portables », c'est-à-dire que chaque agent peut faire valoir ses droits en cas de changement d'employeur.

Le CPF permet aux agents publics et privés de bénéficier d'heures de formation en lien avec un souhait d'évolution professionnelle (reconversion, mobilité professionnelle, prise de nouvelles responsabilités). Il complète les autres dispositifs de formation professionnelle que sont les bilans de compétences, les préparations aux concours et examens professionnels et les congés formations.

La collectivité est le seul financeur du dispositif et ce contrairement au secteur privé qui bénéficie d'opérateurs de compétences (OPCO) organismes collecteurs qui réaffectent les fonds mutualisés à la réalisation des actions de formation.

Par conséquent, le Sdis détermine une enveloppe budgétaire permettant de répondre aux demandes, en instituant toutefois des limites. Ces limites s'apprécient au regard de la durée, du coût et du type de formation suivi par l'agent.

C'est donc sur la base d'un véritable « cahier des charges » de formation élaboré par l'agent que l'établissement établira des ordres de priorité dans le traitement des demandes.

## **I- Financement du dispositif**

Le plafond horaire de prise en charge des frais pédagogiques est établi à 20 €/heure dans la limite de 3 000 € par action de formation.

Les personnels de catégorie C sans qualification (personnel ayant une formation inférieure au niveau V) voient l'alimentation de leur compte majorée à 48h par an et leur compte relevé à 400 h. Un plafond de 8 000 € de prise en charge des frais pédagogiques pour chaque action de formation relevant d'une formation diplômante ou certifiante concernant un fonctionnaire appartenant à un cadre d'emploi de catégorie C, est attribué.

L'utilisation des heures de formation peut également être anticipée dans la limite des droits acquis au cours des deux années suivant la demande, sous réserve de l'autorisation de l'employeur. La limite sera fixée à 3 000 € par formation.

Seuls les frais pédagogiques sont financés par l'établissement. Les frais d'hébergement, de déplacement et de repas ne sont pas pris en charge par la collectivité.

## **II- Modalités de mise en œuvre**

L'agent constitue un dossier dont le contenu et les pièces sont fixés par note de service. Ce dossier est transmis au Groupement en charge de la formation, qui procédera à son instruction et rendra un avis sur sa recevabilité dans un délai d'un mois à compter de la date de réception du dossier.

Lors de la phase d'instruction, un conseiller en évolution professionnelle centralisera toutes les demandes et recevra tous les agents demandeurs en vue d'accompagner leur démarche. Cet accompagnement se matérialisera par l'aide au montage du dossier ou l'orientation vers d'autres types de dispositifs si la demande ne correspond pas aux critères du CPF. Il s'attachera à mettre en perspective les projets personnels des agents avec la stratégie de formation de l'établissement inscrite au plan de formation. La collecte des demandes se fera lors d'une campagne annuelle, généralement ouverte entre le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> juillet, date limite de dépôt des dossiers.

La validation de ces demandes sera rendue par l'autorité territoriale en tenant compte des nécessités de services. Dans ce cadre le sdis76 pourra être amené à limiter le nombre d'agents autorisé à suivre des formations au titre du CPF.

Une communication présentant le bilan des actions de formation financées au titre du CPF sera faite au comité technique.

Pour consulter les droits acquis au titre du CPF, chaque agent devra ouvrir un compte sur le site [moncompteactivite.fr](http://moncompteactivite.fr).

## **III- Priorités dans l'examen des demandes**

La priorisation de la prise en compte des droits par le service sera axée sur les éléments suivants :

*Un complément au dispositif réglementaire régissant la consolidation du socle de connaissances et de compétences professionnelles :*

- les formations permettant de consolider les compétences acquises lors du suivi des formations inscrites au plan de formation départemental et relevant du socle de connaissances et de compétences professionnelles.

*La reprise et l'adaptation au Sdis des dispositions prévues par les textes régissant le CPF :*

- les demandes de formation diplômante ou certifiante d'un fonctionnaire appartenant à un cadre d'emploi de catégorie C et qui n'a pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou un titre professionnel classée au niveau V du répertoire national des certifications professionnelles,
- la prévention d'une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions.

- la validation des acquis de l'expérience,
- la préparation aux concours et examens (hors préparation à un concours ou examen proposées par le Sdis 76 dans le cadre du plan de formation),
- le temps de préparation personnel aux concours et examens de la fonction publique territoriale prévue au plan de formation du Sdis 76,
- le développement de compétences nécessaires à la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle.

\*  
\* \*

Ce dispositif prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Une campagne de communication sera menée en amont de sa mise en place auprès des agents du Sdis 76.

Pour l'exercice budgétaire 2020, une commission exceptionnelle sera mise en place fin 2019, début 2020.

\*  
\* \*

Le comité technique s'est prononcé sur ce dossier le 10 octobre 2019. Les collèges des représentants de l'administration et du personnel ont rendu un avis favorable à l'unanimité.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191115-DBCA-2019-096-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2019

Affichage : 18/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

N°DBCA-2019-097

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION GRAND PORT MARITIME DE ROUEN / SDIS 76**

Le 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *le code des Transports notamment ses articles R 5331-17 à R 5331-22.*

\*

\* \*

L'activité portuaire et le trafic de voyageurs en forte croissance ont amené les services portuaires et le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) à s'interroger sur la capacité d'intervention en Seine.

Le dernier incendie majeur de la zone industrielle portuaire de Rouen a démontré la pertinence et l'efficacité de la collaboration entre les moyens Grand Port Maritime de Rouen (GPMR) et les secours publics.

La présente convention a pour objet de définir les conditions du partenariat entre le GPMR et le Sdis 76 permettant de répondre aux enjeux de la sécurité du port de Rouen.

Elle est l'aboutissement d'un travail commun entre les deux établissements ayant débuté par la réalisation d'une analyse partagée des risques générés par l'activité portuaire sur le plan d'eau.

A cette occasion, deux scénarii dimensionnant ont été identifiés concernant des paquebots fluviaux (collision entre un paquebot fluvial et une barge en Seine, incendie à bord d'un paquebot fluvial à quai).

Ces scénarii ont été traduits dans le Schéma d'analyse et de couverture des risques (Sdacr).

L'étude de ces deux événements a abouti à un constat commun : la nécessité de disposer de moyens nautiques adaptés mais surtout de moyens humains et matériels spécifiques pour y faire face, notamment en matière de lutte contre les feux de navire, de sauvetage aquatique, de lutte contre les pollutions.

Ce travail a mis en évidence la nécessité d'organiser régulièrement entre les deux établissements des actions communes d'information, de formation et de préparation à la gestion de crise.

La mise en œuvre de ce partenariat a pour objectif de garantir par les deux établissements une réponse opérationnelle de qualité lors d'un sinistre sur le plan d'eau du GPMR.

Il convient d'approuver les termes du partenariat et d'autoriser le Président à le signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191115-DBCA-2019-097-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2019

Affichage : 18/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**



**CONVENTION RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE  
LE GRAND PORT MARITIME DE ROUEN ET LE SDIS 76  
EN MATIERE DE SECURITE**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**Le Grand Port Maritime de Rouen**, établissement public de l'Etat, désigné ci-après « GPMR », dont le siège social est sis 34 boulevard de Boisguilbert - 76000 ROUEN, représenté par le Président de son Directoire par intérim, Monsieur Pascal GABET

**ET**

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime**, établissement public administratif, désigné ci-après « SDIS 76 » - 6, rue du verger – CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'Administration.

D'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la coopération entre le GPMR et le SDIS 76 permettant de répondre à des objectifs communs relatifs à la sécurité du port de Rouen dans le cadre des articles énumérées R 5331-17 à R 5331-22 du Code des Transports.

Elle est l'aboutissement d'un travail commun entre les deux établissements ayant débuté par la réalisation d'une analyse partagée des risques générés par l'activité portuaire sur le plan d'eau.

A cette occasion, deux scénarii dimensionnant ont été identifiés concernant des paquebots fluviaux (collision entre un paquebot fluvial et une barge en Seine et incendie à bord d'un paquebot fluvial à quai).

Ces scénarii probables sont inscrits dans le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) et sont pris en compte dans le règlement opérationnel du SDIS 76.

L'étude de ces deux événements a abouti à un constat commun : la nécessité de disposer de moyens nautiques adaptés mais surtout de moyens humains et matériels spécifiques pour y faire face, notamment en matière de lutte contre les feux de navire, de sauvetage aquatique, de lutte contre les pollutions.

Ce travail a mis en évidence la nécessité d'organiser régulièrement entre les deux établissements des actions communes d'information, de formation et de préparation à la gestion de crise.

Ces actions de formation, sous l'égide du GPMR, ont pour vocation une démarche d'amélioration continue, qui associera les autres acteurs de la Seine en fonction des besoins (exercices avec les remorqueurs incendie, les lamaneurs, et les moyens portuaires ou agréés)

La mise en œuvre de cette coopération a pour objectif de garantir par les deux établissements une réponse opérationnelle de qualité lors d'un sinistre sur le plan d'eau du GPMR.

## Article 2 – Engagements communs au GPMR et au SDIS 76

Chaque partie apporte son concours à l'autre afin d'organiser au profit de ses personnels, des séances d'informations et de formations portant sur :

- les missions, compétences et obligations du SDIS et de la Capitainerie,
- les risques associés aux interventions, sur les navires, bateaux, terminaux portuaires et plan d'eau.
- sa propre organisation interne de gestion opérationnelle des incidents ou accidents,
- les protocoles et matériels mis en œuvre dans le cadre des interventions précisées ci-dessus.

Selon les modalités convenues de concert et au cas par cas, ces séances peuvent prendre la forme :

- de réunions de travail,
- d'exposés,
- d'ateliers pratiques de mise en œuvre des protocoles applicables aux divers matériels mis en œuvre lors des interventions et notamment ceux faisant l'objet de cette convention.

Trois séances d'informations ou de formations seront programmées annuellement par le SDIS 76 en accord avec le GPMR, au profit du personnel du SDIS 76, de la capitainerie du GPMR et des services portuaires intéressés (remorquage, lamanage) en fonction des besoins.



Par ailleurs, deux exercices conjoints sur le plan d'eau seront programmés annuellement par le SDIS 76 en accord avec le GPMR.

### **Article 3 – Engagements du GPMR**

Dans le cadre du partenariat, le GPMR contribuera par une participation financière aux dépenses engagées par le SDIS 76 pour disposer des moyens humains et matériels adaptés à la lutte contre les sinistres survenant sur le plan d'eau (lutte contre les feux de navire, sauvetage aquatique, lutte contre les pollutions, moyens nautiques adaptés).

Pendant la durée de la convention définie à l'article 5, le GPMR s'engage à verser annuellement au SDIS 76 :

- 36 860 € HT équivalent aux annuités d'amortissement sur la durée des marchés relatifs à l'achat par le SDIS 76 des équipements spécifiques énumérés en annexe 1.
- 323 620 € HT correspondant au montant annuel des formations des spécialistes feux de navire (FDN), sauvetage aquatique de surface (SAV) et plongeurs (PLG). Ce montant correspondant aux sommes dépensées pour les formations de base et de l'accès aux spécialités et du maintien des acquis de celles-ci et détaillées comme suit :

Le montant des sommes versées annuellement est révisé par ajustement à la date anniversaire (1<sup>ER</sup> janvier) de la présente convention par application de la formule suivante dans laquelle l'indice de référence I est l'indice FSD3 « frais et services divers-modèle de référence N° 3 » publié par l'INSEE :

$$M = Mc (0.40 + 0.60 (I/I_i))$$

M - Montant de la somme annuelle à verser.

Mc = Montant de la somme telle que prévu par la convention.

I = Valeur du dernier indice définitif connu à la date anniversaire.

I<sub>i</sub> = Valeur de l'indice au mois zéro. (Mois zéro correspondant à la date d'entrée en vigueur de la convention soit le mois de janvier 2020).

Les versements seront effectués par le GPMR à 30 jours à réception de la facture ou du titre de recette émis par le SDIS 76 par virement sur le compte n° C7630000000 96 (code établissement : 30001-code guichet : 00707) ouvert à la BDF ROUEN au nom de la Paierie Départementale de Seine-Maritime- 13 rue Malouet- 76037 Rouen Cedex au profit de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime.

### **Article 4 – Engagements du SDIS 76**

Dans le cadre du partenariat, le SDIS 76 s'engage à disposer de moyens humains et matériels adaptés à la lutte contre les sinistres survenant sur le plan d'eau (lutte contre les feux de navire, sauvetage aquatique, lutte contre les pollutions, moyens nautiques adaptés), notamment :

- Les équipements spécifiques listés en annexe 1,
- Des spécialistes feux de navire (FDN), sauvetage aquatique de surface (SAV) et plongeurs (PLG) ayant fait l'objet des formations de base ou de maintien des acquis listées en annexe 2 et 3.
- A effectuer les formations faisant l'objet de la convention.

Les équipements financés dans le cadre de cette convention, et énumérés en annexe 1, seront implantés à proximité du plan d'eau du GPMR :

- Les embarcations légères seront affectées sur les Cis de Caudebec-en-Caux, Le Trait, Grand-Couronne, Notre-Dame-de-Gravenchon et Duclair ;
- Le bateau d'intervention et de sauvetage (BIS) et le futur bateau d'intervention spécifique Seine seront basés au Cis de Rouen Sud.

Les formations, notamment de maintien des acquis, seront réalisées pour partie sur ou à proximité du plan d'eau du GPMR.

#### **Article 5 – Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause l'objet des présentes.

Chacun des cocontractants pourra résilier la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les hypothèses suivantes :

- force majeure ;
- motif d'intérêt général ;
- faute d'une gravité suffisante du cocontractant moyennant un préavis de trois mois.

En outre de ces hypothèses, chacun des cocontractants pourra mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année sans qu'il puisse être prétendu à une quelconque indemnité, par courrier recommandé avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi. Dans cette hypothèse, la convention prendra fin de plein droit au terme de l'année entamée.

#### **Article 6 – Evaluation de la convention**

Le dispositif fera l'objet d'une évaluation annuelle entre les parties aux présentes dans le cadre d'une réunion. Les parties évalueront le fonctionnement du dispositif contracté. Un bilan sera dressé conjointement par les parties aux présentes, permettant ainsi de réaliser des retours sur expériences.

A l'issue de chaque année d'application des présentes, les parties examineront et réajusteront si besoin par voie d'avenant le dispositif tout en respectant l'objectif général de la présente convention.

#### **Article 7 – Responsabilité**

Seule la responsabilité du SDIS 76, de ses préposés, de l'utilisateur des équipements financés par la présente convention peut être engagée.

## **Article 8 – Règlement des litiges et attribution de compétence**

Pour tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes, les deux parties essaieront prioritairement de trouver un arrangement amiable potentiellement par l'intermédiaire de la désignation d'un médiateur, avant l'engagement d'un éventuel recours. Un délai de trois mois maximum est accordé aux tentatives de conciliation.

Les parties à un contrat administratif peuvent recourir à un tiers conciliateur ou médiateur, dans les conditions fixées par les chapitres Ier et II du titre II du livre IV du code des relations entre le public et l'administration.

En cas de difficulté manifeste non résolue par les parties suite à la mise en œuvre de la procédure précitée, les parties pourront porter le litige devant le Tribunal Administratif de Rouen.

Rouen, le

Le Président du Directoire par intérim  
du Grand Port Maritime de Rouen,

Le Président du Conseil d'Administration  
du Service départemental d'incendie et de secours

Pascal GABET

André GAUTIER

## ANNEXE 1 – Amortissement des matériels

Matériel	Durée d'amortissement (CA du 13/12/2018)	Prix en K€ HT	Amortissement annuel K€ HT
5 IRB (embarcations légères)	10 ans	122	12,20
1 BIS Bateau intervention et sauvetage	10 ans	80	8,00
1 Bateau intervention spécifique Seine*	15 ans	250	16,66
TOTAL			36,86

\*durée d'amortissement à titre indicatif

## ANNEXE 2 – Formations initiales

A- Formations hors département (source groupement formation 2019)

Formation initiale plongeur :

Intitulé de la formation	Nombre de stagiaires	Coût stagiaires (€)	Montant annuel K€ HT	Nombre de jours
Préformation SAL	12	950	11,4	5
SAL 1 : niveau 1 équipier	12	2200	26,4	15
SAL 2 : niveau chef d'équipe	6	5692	34,15	20
SAL SNL : surface non libre	12	1980	23,76	5
TOTAL			95,71	

Formation initiale sauveteur aquatique SAV :

Intitulé de la formation	Nombre de stagiaires	Coût stagiaires (€)	Montant annuel K€ HT	Nombre de jours
SAV 2 : niveau équipier	12	1079	12,95	5
SAV 3 : niveau chef de bord	3	1981	5,94	10
TOTAL			18.89	

B- Formation initiales réalisées dans le département.

Formation initiale IBNB (Intervention à Bord des Navires) et GELD (Groupe d'Evaluation Longue Durée):

Spécialité	Nombre d'agents	Nombre d'heures	Coût moyen Horaire (€)*	Coût annuel K€ HT
IBNB 1	12	5x12x8=480	26.42	12.68
IBNB 2	12	5x12x8=480	26.42	12.68
GELD	10	10x4x8=320	26.42	8.45
TOTAL				33,81

### ANNEXE 3 – Formations maintien des acquis spécialités nautiques (source conseiller technique de chaque spécialité)

Coût formation maintien des acquis (frais de personnel) :

Spécialité	Nombre d'agents	Valeur horaire	Coût moyen Horaire (€)*	Coût annuel K€ HT
SAV (SPP)	84	15x12x8=1440	26.42	38.04
PLG	36	6x88x8=4224	26.42	111.6
IBNB	121	8x121=968	26.42	25.57
TOTAL				175,210

\*Hypothèse de travail = cout horaire pour un Caporal, 6 ans d'ancienneté source RH 15/05/2019.

TOTAL  
36 860 € EN INVESTISSEMENT + 323 620 € EN  
FONCTIONNEMENT

N°DBCA-2019-098

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**RECOURS GRACIEUX SUR TITRE DE RECETTE**

Le 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *l'article L 1424-42 du code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération n°2018-CA-40 du 13 décembre 2018 portant actualisation des tarifs et des participations demandées par le Sdis 76 aux bénéficiaires de certaines prestations.*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Dans le cadre du dispositif instauré par les délibérations du 12 janvier et du 17 novembre 2010 pour la participation financière demandée aux bénéficiaires des sorties de secours ne relevant pas directement des missions du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) ou d'opérations dont un texte législatif ou réglementaire le permet, les particuliers qui ne peuvent eu égard à leurs ressources acquitter les sommes dues au Sdis 76, ont la possibilité de faire une demande d'exonération.

Par courrier reçu le 27 août 2019 et sur pièces justificatives, Madame F. C sollicite auprès du Sdis 76, une remise gracieuse sur le titre n°00364/2019 d'un montant de 311 € pris suite à une intervention à son domicile pour dégâts des eaux le 08 mai 2019.

Il ressort des pièces du dossier que le requérant a accepté lors de son appel au CTA-CODIS la facturation de cette intervention.

Eu égard à l'examen des pièces justificatives fournies par le requérant, celui-ci justifie d'un revenu fiscal de référence de 28 061 € pour l'année 2018.

Aussi, il vous est proposé de rejeter la demande de remise gracieuse de Madame F. C.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191115-DBCA-2019-098-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/11/2019

Affichage : 18/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

N°DBCA-2019-099

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ENGAGEMENT DIFFERENCIE :  
DEFINITION DES CONDITIONS DE FIN DE PERIODE PROBATOIRE**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Vu :

- *le code de la sécurité intérieure,*
- *l'arrêté du 6 juin 2013 modifié relatif aux activités pouvant être exercées par les sapeurs-pompiers volontaires,*
- *l'instruction ministérielle du 22 août 2019 INTE1921745C,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

L'engagement différencié fait l'objet d'une instruction du Ministre de l'Intérieur en date du 22 août 2019. Son objectif est de susciter et de dynamiser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires (SPV).

Il permet de nouvelles possibilités de recrutement, tant dans une population de candidats présentant des aptitudes médicales limitées, qu'auprès de personnes ne souhaitant s'investir que dans un ou plusieurs domaines d'activités (secours à personnes ; secours routier ; protection des personnes, des biens et de l'environnement ; incendie). Ce dispositif élargit donc le potentiel de recrutements de nouveaux sapeurs-pompiers volontaires.

Il a également pour intérêt de permettre l'allongement de la durée d'engagement des sapeurs-pompiers volontaires, en particulier dans le cadre d'aptitudes limitées.

Ces objectifs entrent dans le cadre du plan d'actions 2019-2021 pour les sapeurs-pompiers volontaires notamment les mesures n°8 et n°9 :

*« Mesure n°8 : Maintenir la lutte contre les incendies comme une mission essentielle des SPV, mais ne plus en faire un postulat pour le recrutement (formation incendie).*

*Mesure n°9 : Créer un choc de recrutement en systématisant la possibilité de contracter un engagement différencié à tous les SPV recrutés, en particulier pour le SUAP, et en adaptant les conditions d'aptitude aux missions qui seront réellement exercées, en particulier pour le SUAP. »*

\*

\* \*

Pour mémoire, l'engagement d'un sapeur-pompier volontaire « toutes missions » nécessite que celui-ci ait réalisé l'ensemble de sa formation initiale (module transverse, module prompt-secours, module équipier VSAV, module équipier opérations diverses, module équipier incendie) dans un délai de trois années maximum, ce qui constitue sa période probatoire.

### Proposition :

Afin de permettre à des sapeurs-pompiers volontaires de s'orienter vers un engagement différencié, il est proposé de permettre de mettre fin à la période probatoire dès la fin de la formation permettant l'exercice du ou des domaines d'activités pour lequel ou lesquels le sapeur-pompier volontaire s'est engagé. Cette période aura une durée minimale d'un an et une durée maximale de trois ans.

En mesure transitoire, les sapeurs-pompiers volontaires déjà recrutés ou en cours de recrutement qui au 1er janvier de l'année 2020 n'auront pas réalisé la formation permettant d'exercer des missions en tant qu'équipier opérations diverses ou en tant qu'équipier incendie, pourront, après avis de leur chef de centre et/ou de leur chef de groupement, faire part de leur souhait d'un engagement différencié.

Ce choix d'engagement différencié pourra par ailleurs être fait lors de la procédure de réengagement quinquennal. L'acceptation par le service d'une évolution de l'engagement se fera sur la base des besoins opérationnels, hors cas d'une inaptitude médicale.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-099-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

N°DBCA-2019-100

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**SUBVENTION 2020 :  
ŒUVRE DES PUPILLES ORPHELINS ET FONDS D'ENTRAIDE  
DES SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59,*
- *le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Conformément à la réglementation en vigueur, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France a pour but d'assurer la protection matérielle et morale des orphelins de sapeurs-pompiers décédés des suites d'un accident ou d'une maladie contractée en service commandé, ou hors de celui-ci. Cette association vient aussi en aide à tout sapeur-pompier et sa famille en difficulté.

Depuis plusieurs années, le Sdis 76 verse une contribution financière de 2 000 € afin d'aider cette association à mener à bien sa mission.

Elle représente environ 0,03 % des recettes de l'association.

A la fin de l'exercice 2018, l'œuvre des pupilles prenait en charge 1359 orphelins. Le coût moyen d'accompagnement varie entre 700 € et plus de 3 000 € selon qu'il est issu ou non d'un décès en service commandé.

En réponse à la sollicitation de l'œuvre des pupilles, il est proposé de lui accorder, au titre de l'exercice 2020, une subvention de 2 000 €, qui lui sera versée sur présentation du rapport d'activités ainsi que du bilan et compte de résultat de l'association de l'année précédente.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-100-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**SUBVENTION 2020 :  
UNION REGIONALE DES SAPEURS-POMPIERS DU NORD DE LA FRANCE**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59,*
- *le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relatives aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\*\*

Conformément à la réglementation en vigueur, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'Union régionale des sapeurs-pompiers du Nord de la France regroupe les unions départementales de sapeurs-pompiers (UDSP) des départements de l'Aisne, l'Eure, le Nord, l'Oise, le Pas de Calais, la Somme et la Seine-Maritime.

Elle mène des actions au profit des sapeurs-pompiers, des compétitions sportives, des jeunes sapeurs-pompiers et des orphelins. A ce titre, l'association sollicite auprès de chaque Sdis une subvention à hauteur de 1 000,00 €.

Il est proposé de lui accorder, au titre de l'exercice 2020, une subvention de 1 000 €, qui lui sera versée sur présentation du rapport d'activités ainsi que des bilans et compte de résultat de l'association de l'année 2019. Les éléments communiqués devront notamment permettre de contrôler l'utilisation des fonds versés par le Sdis 76.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-101-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**SUBVENTION 2020 :  
UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS-POMPIERS DE SEINE-MARITIME**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59,*
- *le décret n°2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relatives aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération n°2018-BCA-108 du 05 décembre 2018 portant convention de co-production entre l'UDSP 76 et le Sdis 76.*

\*

\*\*

Conformément au code général des collectivités territoriales, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime (Udsp 76) a pour vocation d'unir l'ensemble des Amicales de Sapeurs-Pompiers Volontaires et Professionnels et d'encourager le développement de section de jeunes sapeurs-pompiers. Elle participe activement à la promotion du volontariat et aux activités sociales, culturelles et sportives.

Le Sdis 76 souhaite soutenir l'ensemble des activités conduites par l'Udsp 76. Cette collaboration a d'ailleurs été réaffirmée au cours de l'année 2018 et a permis de redéfinir et de clarifier leur coopération à travers une nouvelle convention dite de co-production signée en 2019.

Aussi, au titre de l'année 2020, il est proposé d'accorder une subvention de 43 000 €, identique à 2019.

Elle se décomposera comme suit :

- 20 000 € de subvention de fonctionnement,
- 22 000 € pour le soutien aux activités des jeunes sapeurs-pompiers,
- 1 000 € de participation au financement des manifestations sportives,

Soit un total de 43 000 €.

Cette subvention représente environ 8 % des recettes de l'association.

Le versement de la subvention sera réalisé selon les modalités fixées à l'article 3 de la convention précitée.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-102-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



N°DBCA-2019-103

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**SUBVENTION 2020 : SP 76 MULTISPORTS**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59,*
- *le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relatives aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\*\*

Conformément à la réglementation en vigueur, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'association SP 76 Multisports a pour objectif de resserrer les liens d'amitié et de confraternité qui unissent les personnels du Sdis 76, quelque soit leur statut, au travers la promotion du sport et de l'entraînement physique.

C'est dans cet esprit qu'une convention de coopération tripartite réunissant SP 76 Multisports, l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime (Udsp 76) et le Sdis 76 a été signée en avril 2019.

Cette convention a permis de préciser les relations entre les parties ainsi que les modalités de financement et de mise à disposition des moyens nécessaires aux actions de l'association SP 76 Multisports.

Au cours de l'exercice 2020, SP 76 Multisports entend organiser les déplacements pour les championnats de France des disciplines suivantes :

- football,
- handball,
- rugby,
- ski,
- trail,
- VTT,

et sollicite une subvention de 10 000 € sur un budget prévisionnel de 22 500 €.

Il est proposé de lui accorder, au titre de l'exercice 2020, une subvention de 10 000 €, qui lui sera versée selon les modalités prévues à l'article 3 de la convention précitée.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-103-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**SUBVENTION 2020 :  
MUSEE DES SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59,*
- *le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relatives aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération n°2016-CA-20 relative à la coopération entre le Sdis 76 et le Musée des Sapeurs-Pompiers de France,*
- *la délibération 2017-BCA-24 autorisant la signature d'un avenant à la convention de coopération,*
- *la convention du 02 août 2016 conclue avec le Musée des sapeurs-pompiers de France, modifiée.*

\*

\*\*

Conformément au code général des collectivités territoriales, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'association du Musée des Sapeurs-Pompiers de France œuvre depuis de nombreuses années à la sauvegarde et la conservation du patrimoine relatif à l'histoire des sapeurs-pompiers de France.

L'association, propriétaire de vastes collections de véhicules, d'uniformes et autres engins d'époques, est un partenaire privilégié du Service qui contribue notamment à promouvoir l'image et les valeurs des sapeurs-pompiers auprès de la population.

Ainsi, dans le but de pérenniser et de consolider les engagements mutuels, une convention relative aux relations financières entre le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et le Musée a été établie le 02 août 2016. En 2017, un avenant a permis de renforcer le rôle du Musée. Ce dernier, par ces différentes actions, prend part à la promotion du volontariat dans le Département et promeut le métier auprès des nouvelles recrues.

La subvention accordée en 2019 représentait environ 18 % des recettes de l'association.

Le projet d'avenant, ci-joint, vise, quant à lui, à consolider les engagements mutuels notamment au travers du traitement administratif de la demande de subvention.

Aussi, il est proposé d'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer l'avenant n°2 à la convention de coopération et de verser, au titre de l'année 2020, une subvention de 5 000 €.

Le versement de la subvention sera réalisé selon les nouvelles modalités de versement fixées à l'article 2 de la convention.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-104-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

**Convention relative à la coopération**  
**entre**  
**le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime**  
**et**  
**L'Association du Musée des sapeurs-pompiers de France**  
**AVENANT N°2**

**Etablie entre :**

- le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), sis 6 rue du verger – CS 400 78 – 76192 YVETOT CEDEX, représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de président du conseil d'administration en exercice, dûment habilité par délibération du conseil d'administration du XXXXXX, d'une part, Ci-après dénommé le « Sdis 76 »

**et :**

- L'Association du Musée des sapeurs-pompiers de France, association loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, sise 17 avenue José – Maria de Hérédia à BONSECOURS représentée par Monsieur Jean-Pierre COLLINET agissant en qualité de président en exercice, Ci-après dénommée « Association du Musée des Sapeurs-Pompiers de France »

**Article 1 :**

L'article 2 de la convention est ainsi modifié :

**Article 2 – Contribution financière**

Pendant la durée de la convention, l'Association du Musée des Sapeurs-Pompiers de France peut solliciter l'octroi d'une subvention auprès du Sdis 76.

Pour bénéficier d'une subvention au titre d'une année N, le Musée formule sa demande au plus tard le 30 juin de l'année N-1.

La demande sera accompagnée des pièces suivantes :

- les statuts de l'association et la liste de ses représentants, en cas de modification,
- le budget prévisionnel de l'année N,
- les comptes annuels du dernier exercice clos,
- le RIB de l'association, en cas de modification.

Après instruction et vote de la subvention par l'assemblée délibérante du Sdis 76, il sera procédé par le service instructeur à la notification du montant de la subvention qui sera versé à l'Association.

Le Sdis 76 versera la subvention sur présentation des documents ci-après mentionnés :

- le compte de résultat de l'année N-1,
- le rapport d'activité de l'année N-1 permettant notamment de contrôler l'utilisation des fonds versés par le Sdis 76.

**Article 3 :**

La convention ne fait pas l'objet d'autres modifications.

Yvetot, le

Le Président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

M. André GAUTIER

Le Président de l'Association du Musée des  
Sapeurs-Pompiers de France

M. COLLINET



N°DBCA-2019-105

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**SUBVENTION 2020 :  
AMICALE DU PERSONNEL DU SDIS 76**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,*
- *la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59,*
- *le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,*
- *la délibération du 21 avril 2010 approuvant le modèle de convention annuelle ou pluriannuelle d'objectifs avec une association,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la convention du 02 janvier 2011 conclue avec l'Amicale du Sdis 76.*

\*

\* \*

Conformément au code général des collectivités territoriales, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

L'association Amicale du personnel du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime a pour objet de resserrer les liens de camaraderie qui unissent les agents du Service départemental d'incendie et de secours en activité mais également les retraités.

A cet effet, l'association, dont le Conseil d'administration est composé de bénévoles, organise ou parraine des cérémonies, fêtes, sorties, réceptions ou réunions qui rythment la vie associative des agents de la collectivité, essentiellement les agents de la direction départementale.

Elle est amenée à venir en aide à ses adhérents et membres en cas de nécessité.

Une convention relative aux relations financières entre le Sdis 76 et l'Amicale du personnel a été établie le 02 janvier 2011.

Celle-ci fixe notamment les programmes d'actions tels que :

- la proposition et l'organisation de sorties ;
- l'organisation de l'arbre de Noël ;
- la proposition de services à tarifs préférentiels.

Le projet d'avenant, ci-joint, vise, quant à lui, à consolider les engagements mutuels notamment au travers du traitement administratif et financier de la demande de subvention.

Cette subvention représente 46 % des recettes de l'association qui compte 269 amicalistes et 626 ayants droit.

Aussi, il est proposé d'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer l'avenant n°1 à la convention et de verser, au titre de l'année 2020, une subvention de 32 000 €.

Le versement de la subvention sera réalisé selon les nouvelles modalités de versement fixées à l'article 4 de la convention.

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours  
« Autres charges de gestion courante ».

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité  
ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-105-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

**Convention relative à la coopération**  
**entre**  
**le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime**  
**et**  
**L'Amicale du Sdis 76**  
**AVENANT N°1**

**Etablie entre :**

- le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), sis 6 rue du verger – CS 400 78 – 76192 YVETOT CEDEX, représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de président du conseil d'administration en exercice, dûment habilité par délibération du conseil d'administration du XXXXXX, d'une part, Ci-après dénommé le « Sdis 76 »

**et :**

- L'Amicale du Sdis 76, association loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, sise 6, rue du Verger à YVETOT représentée par Monsieur Pascal CORDIER agissant en qualité de président en exercice, Ci-après dénommée « l'Amicale du Sdis 76 »

**Article 1 :**

L'article 3 de la convention est ainsi modifié :

**Article 3 – Dossier de demande de subvention et instruction**

Pour bénéficier d'une subvention au titre d'une année N, l'Amicale du Sdis 76 formule sa demande au plus tard le 30 juin de l'année N-1.

La demande sera accompagnée des pièces suivantes :

- les statuts de l'association et la liste de ses représentants, en cas de modification,
- le budget prévisionnel de l'année N,
- le RIB de l'association, en cas de modification.

Le dossier de demande de subvention devra prendre la forme ou s'inspirer du document Cerfa n°12156 et sa notice Cerfa n°51781 ainsi que le volet relatif aux projets portés par l'association (annexe I) en application de la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations.

Après instruction et vote de la subvention par l'assemblée délibérante du Sdis 76, il sera procédé par le service instructeur à la notification du montant de la subvention qui sera versé à l'Association.

## **Article 2 :**

L'article 4 de la convention est ainsi modifié :

### **Article 4 – Modalités de versement de la subvention et contrôles**

Le Sdis 76 versera la subvention sur présentation du compte de résultat de l'année N-1.

## **Article 3 :**

La convention ne fait pas l'objet d'autres modifications.

Yvetot, le

Le Président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

M. André GAUTIER

Le Président de l'Amicale du Sdis 76

M. CORDIER

N°DBCA-2019-106

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MODIFICATIONS DES TABLEAUX DES EMPLOIS BUDGETAIRES**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

### **Tableau n°1 : effectifs au 1er décembre 2019**

#### **I - Création et suppression de postes**

- **Création temporaire : néant**
- **Création permanente : néant**
- **Suppression : néant**

#### **II - Ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier**

Il est proposé l'ajustement des postes budgétaires pour permettre de lancer le recrutement de caporaux lauréats dans le cadre de la formation initiale organisée en janvier 2020.

#### **III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels**

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Adjoint(e) au chef(fe) de service en charge des rétributions et du budget, rédacteur principal 1<sup>ère</sup> classe à attaché, au sein du groupement ressources humaines ;
- Adjoint(e) au chef(fe) de service téléphonie et transmission, technicien à technicien principal 1<sup>ère</sup> classe, au sein du groupement pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations ;

### **Tableau n°2 : effectifs au 31 décembre 2019**

#### **I - Création et suppression de postes**

- **Création temporaire : néant**

- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

## **II - Ajustement des emplois budgétaires**

- **Au sein de la filière sapeur-pompier** : néant
- **Au sein de la filière administrative et technique** : néant

## **II – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels**

Néant.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-106-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/12/19				ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		BCA du 14/11/2019	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 05/12/2019 (Effectifs au 01/12/19)	Titulaires	Contractuels	Mis à disposition	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	0	2	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	1			1	1	0	0	1	0
	Lieutenant Colonel	9		1	8	8	0	0	8	0
A2	Commandant	24	1		25	23	0	1	24	-1
	Capitaine	33			33	27	0	2	29	-4
B1	Lieutenant hors classe	7		1	6	5	0	0	5	-1
B2	Lieutenant 1ère classe	41		5	36	31	0	1	32	-4
B3	Lieutenant 2ème classe	23		10	13	12	0	0	12	-1
C1	Adjudants	232		4	228	228	0	0	228	0
	Sergents	158		1	157	156	0	0	156	-1
C2	Caporal-chef	58	3		61	59	0	0	59	-2
	Caporal	279	18		297	279	0	0	279	-18
C3	Sapeur	34			34	34	0	0	34	0
FILIERE SPP hors SSSM		899	22	22	899	863	0	4	867	-32
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	0	1	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	0	2	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	0	1	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	4			4	4	0	0	4	0
A	Infirmier de classe supérieure	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	0	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	0	0	0	-1
A2	Attachés Territoriaux	11			11	7	2	0	9	-2
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	31	5	0	36	-3
C	Adjointes Administratifs	95			95	91	0	0	91	-4
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	129	7	0	136	-10
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	0	11	0
B	Techniciens territoriaux	28			28	19	4	0	23	-5
C1	Agents de Maîtrise	28			28	26	2	0	28	0
C2	Adjointes Techniques*	40			40	35	0	0	35	-5
FILIERE TECHNIQUE		107	0	0	107	86	11	0	97	-10
TOTAUX		1165	22	22	1165	1090	19	4	1113	-52
	Caporal	8			8	0	0	0	0	-8
	Adjudant-chef	1			1	0	0	0	0	-1
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	0	0	0	0	-9

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	5
Engagés de service civique	1
Apprenti	3
Emplois d'avenir	0
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

\* effectif non permanent ( remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 31/12/19				ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		BCA du 05/12/2019 (Effectifs au 01/12/19)	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 05/12/2019 (Effectifs au 31/12/19)	Titulaires	Contractuels	Mis à disposition	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	0	2	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	1			1	1	0	0	1	0
	Lieutenant Colonel	8			8	8	0	0	8	0
A2	Commandant	25			25	23	0	1	24	-1
	Capitaine	33			33	27	0	2	29	-4
B1	Lieutenant hors classe	6			6	5	0	0	5	-1
B2	Lieutenant 1ère classe	36			36	31	0	1	32	-4
B3	Lieutenant 2ème classe	13			13	12	0	0	12	-1
C1	Adjudants	228			228	228	0	0	228	0
	Sergents	157			157	156	0	0	156	-1
C2	Caporal-chef	61			61	59	0	0	59	-2
	Caporal	297			297	281	0	0	281	-16
C3	Sapeur	34			34	33	0	0	33	-1
FILIERE SPP hors SSSM		899	0	0	899	864	0	4	868	-31
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	0	1	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	0	2	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	0	1	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	4			4	4	0	0	4	0
A	Infirmier de classe supérieure	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	0	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	0	0	0	-1
A2	Attachés Territoriaux	11			11	7	2	0	9	-2
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	31	5	0	36	-3
C	Adjointes Administratifs	95			95	91	0	0	91	-4
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	129	7	0	136	-10
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	0	11	0
B	Techniciens territoriaux	28			28	19	4	0	23	-5
C1	Agents de Maîtrise	28			28	26	2	0	28	0
C2	Adjointes Techniques*	40			40	35	0	0	35	-5
FILIERE TECHNIQUE		107	0	0	107	86	11	0	97	-10
TOTAUX		1165	0	0	1165	1091	19	4	1114	-51
	Caporal	8			8	0	0	0	0	-8
	Adjudant-chef	1			1	0	0	0	0	-1
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	0	0	0	0	-9

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	5
Engagés de service civique	1
Apprenti	3
Emplois d'avenir	0
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

\* effectif non permanent ( remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)

N°DBCA-2019-107

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**TAUX D'ENCADREMENT DU CORPS DEPARTEMENTAL EN SOUS-OFFICIERS DE  
SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

\*

\* \*

Conformément à l'article R723-22 du code de la sécurité intérieure « *L'encadrement en sous-officiers de sapeurs-pompiers volontaires respectivement du corps départemental, du corps communal ou du corps intercommunal est au maximum de 25 % de l'effectif total de sapeurs-pompiers volontaires de chaque corps, non compris les membres du service de santé et de secours médical. Ce taux peut être porté jusqu'à 50 %, après avis du comité consultatif des sapeurs-pompiers volontaires compétent et après délibération du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, au regard des nécessités de la permanence de la réponse opérationnelle.* »

Le taux d'encadrement en sous-officiers de sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental, au 31 août 2019, est de 26,28 % avec une grande disparité entre les centres (de 0% pour certains centres mixtes à 45%).

Il convient donc que le service se mette en conformité avec la réglementation tout en maintenant et améliorant la qualité de la réponse opérationnelle.

Aussi, il vous est proposé de fixer le taux d'encadrement en sous-officiers de sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental à 30%. Ce taux pourra être réévalué en fonction de besoins identifiés.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-107-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SITE POUR LA REALISATION  
D'ENTRAINEMENTS ET LA FORMATION DU GROUPE DE RECONNAISSANCE ET  
D'INTERVENTION EN MILIEU PERILLEUX (GRIMP)**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Dans le cadre de la réalisation d'entraînements et la formation du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP), le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) souhaite conclure une convention de mise à disposition de site avec la Direction Interarmées des Réseaux d'Infrastructure et des Systèmes d'Information (DIRISI) placée sous la responsabilité du ministère des Armées.

Cette convention est conclue pour une durée de un an à compter de sa date de signature, à titre gracieux. Elle définit les conditions d'utilisation et de fréquentation du site du sémaphore de la Hève situé route du cap à Sainte Adresse.

Il convient d'approuver les termes de la convention, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-108-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

## Convention d'utilisation d'un pylône propriété de l'état DEFENSE

### Entre les soussignés :

Le SDIS 76 situé 6 rue du verger – CS 40072 – 76192 YVETOT CEDEX

Représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

D'une part,

ET

La DIRISI Rennes située rue GARIGLIANO – BP 15 – 35998 RENNES ARMEES

Représentée par Monsieur le colonel François LEBLANC – Directeur de la DIRISI RENNES.

D'autre part.

### Il a d'abord été exposé ce qui suit :

- 1- Le SDIS 76 compte s'entraîner à l'évacuation de personnels en difficulté sur des structures en hauteur.
- 2- La DIRISI RENNES dispose d'un pylône situé sur le sémaphore de LA HEVE.

En conséquence, le SDIS 76 sollicite l'autorisation du Directeur de la DIRISI RENNES pour accéder au dit pylône et y exercer diverses activités d'entraînement précitées.

### Il a été convenu et conclu ce qui suit :

#### **Article 1 – Objet**

La DIRISI RENNES autorise le SDIS 76 à accéder au pylône ci-après désigné, pour y exercer les activités décrites à l'article 3.

#### **Article 2 – Pylône concerné**

Pylône DIRISI situé sur le sémaphore de La Hève.

#### **Article 3 – Activités concernées**

La DIRISI RENNES autorise le SDIS 76 à organiser des sessions d'entraînement, notamment relatives à l'évacuation de personnels sur pylône.

#### **Article 4 – Engagements du SDIS 76 relatif au pylône et au système antichute**

Le SDIS 76 s'engage à ne pas apporter au pylône de modification pouvant fragiliser sa structure. L'ensemble des pièces rapportées seront assemblées par crapautage ou bridage sans perçage ni soudure sur la structure existante.

**MINISTÈRE DES ARMÉES**

Le système sera démontable afin de pouvoir restituer le pylône dans son état initial après expiration de la présente convention.

**Article 5 – Responsabilités**

Le SDIS utilisera le pylône et y exercera les activités décrites à l'article 3, par l'emploi de systèmes antichute répondant aux normes en vigueur et à jour de tous contrôles et vérifications, aux risques et périls de ses salariés.

Le SDIS s'interdit de rechercher la responsabilité de l'état et du Directeur de la DIRISI RENNES du fait de l'utilisation du pylône, du matériel et des activités précitées, sauf faute lourde de ce dernier.

Les activités précitées à l'article 3 ne seront autorisées qu'à l'issue de la rédaction d'un plan de prévention signé des chefs d'organismes ou leur délégataire.

**Article 6 – Dispositions particulières**

La DIRISI Rennes se réserve la possibilité de mettre fin à la présente convention en cas de dépose du pylône, de réutilisation du pylône à des fins de Service Public ou opérationnel ou de travaux de toute nature à effectuer sur le pylône.

**Article 7 – Entrée en vigueur et durée**

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature et sera conclue pour une durée de 1 an. A l'expiration suivant la volonté des deux parties, la présente convention peut-être reconduite suivant les mêmes modalités ou avec des modifications lorsque des changements interviennent.

Chacun des cocontractants peut mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 2 (deux) mois après réception.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 15 (quinze) jours.

**Article 8 : Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle**

Pour tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes, les deux parties essaieront prioritairement de trouver un arrangement amiable avant l'engagement d'un éventuel recours. Un délai de 1 (un) mois maximum est accordé aux tentatives de conciliation.

En cas de difficulté manifeste non résolue par les parties suite à la mise en œuvre de la procédure précitée, les parties pourront porter le litige devant le Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux

A  
Le

Le Directeur de la DIRISI RENNES

A Yvetot  
Le

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de secours,



N°DBCA-2019-109

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE PARTENARIAT FORMATION AVEC LE SDIS DE L'EURE**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

\*

\* \*

Dans le cadre de la mutualisation des moyens humains et pédagogiques, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a sollicité la mise à disposition de formateurs spécialistes en risques chimiques auprès du Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure (Sdis 27), afin de renforcer les équipes du Sdis 76 fortement sollicitées ces dernières semaines, pour organiser la formation risques chimiques de niveau 3 prévue du 02 au 06 décembre 2019, du 16 au 20 mars 2020 et du 30 mars au 03 avril 2020, sur lequel seront accueillis 13 stagiaires dont 12 issus de collectivités extérieures.

Cette convention est conclue à titre gracieux pour la 2<sup>ème</sup> semaine, dans la mesure où un stagiaire du Sdis 27 sera accueilli sur cette session, et à titre payant pour les 1<sup>ère</sup> et 3<sup>ème</sup> semaines de la formation risques chimiques niveau 3. Cette convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

Il convient d'approuver les termes de la convention de partenariat, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-109-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

# **CONVENTION DE PARTENARIAT FORMATION ENTRE LE SDIS 76 ET LE SDIS 27**

Entre :

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA  
SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT  
CEDEX**

« le Sdis 76 »

**Représenté par monsieur André GAUTIER, Président du conseil  
d'administration en exercice,**

d'une part,

Et :

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE  
L'EURE dont le siège est 8 rue du docteur Michel Baudoux – CS 70613 – 27006 EVREUX  
CEDEX**

« le Sdis 27 »

**Représenté par monsieur Pascal LEHONGRE, Président du conseil  
d'administration en exercice,**

d'autre part.

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

#### **Article 1er : Objet de la présente convention**

Le Sdis 76 s'engage à fournir au Sdis 27 une prestation de service sous forme de cycle de formation dans le cadre des formations qu'il organise et notamment dans le cadre des agréments de formation dont il bénéficie. Il peut également accueillir des observateurs extérieurs sur un cycle de formation dans le cadre d'échanges sur les pratiques.

#### **Article 2 : Modalités et contenu de la formation**

Le Sdis 76 dispense les enseignements suivants : formation risques chimiques et biologiques RCH 3 encadrée par des formateurs occasionnels du Sdis 76 sous la responsabilité du capitaine Alexandre CROS qui se déroulera au centre d'incendie et de secours de Gambetta, 26 boulevard Gambetta à Rouen et au centre d'incendie et de secours de Caucriauville, 3 rue du sergent Goubin au Havre, du lundi 02 au vendredi 06 décembre 2019, du lundi 16 au vendredi 20 mars et du lundi 30 mars au vendredi 03 avril 2020 de 8h30 à 17h30.

Le stagiaire se verra remettre un diplôme, dans le respect du guide national de référence.

#### **Article 3 : Identification du stagiaire**

Le stagiaire est désigné par le Sdis 27 qui garantit son aptitude à suivre la formation. Il s'agit du capitaine Mickaël PEREIRA.

#### **Article 4 : Financement de la formation**

Cette formation est réalisée à titre gracieux la 2<sup>ème</sup> semaine de formation et à titre payant pour les 1<sup>ère</sup> et 3<sup>ème</sup> semaines. En contrepartie, le Sdis 27 mettra à la disposition du Sdis 76, deux formateurs pendant 2 jours (soit 4 jours) sur les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> semaines de formation pour renforcer les spécialistes du Sdis 76 afin d'assurer cette formation.

Le Sdis 27 s'engage à verser au Sdis 76, pour rémunération de service, la somme de 2 771,36 € détaillée comme suit :

Nb stagiaire	Nb de jours de formation	Restauration en structure départementale	Hébergement hors structure départementale	Petit-déjeuner hors structure départementale	Prix journée stagiaire Formation spécialisée	Frais de dossier par facture émise	Total
1	15	18 x 9,57 €	10 x 77,00 €	10 x 5,11 €	10 x 174,00 €	8300 €	2 771,36 €

Dans l'hypothèse où les mesures de résiliation indiquées à l'article 5 n'ont pas été mises en œuvre, le Sdis 76 sera indemnisé en cas d'annulation selon les conditions suivantes :

- pour toute annulation dans un délai supérieur à 15 jours avant le début de l'action de formation, les frais de dossier resteront dus.
- dès lors que l'annulation est formulée dans les 15 jours qui précèdent l'action de formation, l'ensemble des frais inhérents seront facturés.

Le règlement s'effectuera à l'issue de la formation, après réception du titre de recettes.

#### **Article 5 : Durée de la convention**

La présente convention prendra effet, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019 pour la durée du stage. Elle n'a pas vocation à être renouvelée.

Le Sdis 76 conserve la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 5 jours après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

#### **Article 6 : Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé avant le début de la formation.

#### **Article 7 : Assurance et responsabilité**

Le Sdis 27 s'engage à fournir au Sdis 76 une attestation garantie responsabilité civile, à la signature de ladite convention.

Le stagiaire demeure sous la responsabilité du Sdis 27 pendant le temps de la formation.

Le Sdis 27 est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de la formation dispensée auprès de son agent.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

#### **Article 8 : Règlement des litiges et attribution des compétences**

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot en 2 exemplaires originaux, le

Pour le Président,  
et par délégation,  
Le Directeur départemental  
des services d'incendie et de secours  
de l'Eure,

Pour le Président,  
et par délégation,

**Colonel Emmanuel DUCOURET**

N°DBCA-2019-110

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE PARTENARIAT FORMATION AVEC L'UIISC N°1**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Dans le cadre des formations risques chimiques niveau 3 qu'il organise, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) sollicite l'UIISC N°1 pour la mise à disposition d'auxiliaires de formation pour l'organisation des mises en situation professionnelles et la présentation de leur véhicule de détection, d'identification et de prélèvements (VDIP). En échange, le Sdis 76 prend en charge la formation de leurs stagiaires dans la limite de un par an et par session.

Cette convention est conclue pour une durée de cinq ans et pourra être modifiée par voie d'avenant.

Il convient d'approuver les termes de la convention de partenariat, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-110-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

# **CONVENTION DE PARTENARIAT FORMATION ENTRE LE SDIS 76 ET L'UIISC N° 1**

**Entre :**

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA  
SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT  
CEDEX**

**« le Sdis 76 »**

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

**d'une part,**

**Et :**

**L'UNITÉ D'INSTRUCTION ET D'INTERVENTION DE LA SÉCURITÉ  
CIVILE N°1 dont le siège est 29 rue de Sully – 28400 NOGENT LE ROTROU.**

**« l'UIISC N°1 »**

Représentée par Monsieur le colonel Vincent TISSIER, agissant en qualité de Chef  
de corps, commandant l'Unité d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile N°1

**d'autre part.**



**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

#### **Article 1er : Objet de la convention**

Le Sdis 76 dans le cadre de son agrément organise des formations risques chimiques niveau 3, conformes au GNR de la spécialité et sollicite l'UIISC N°1 pour la mise à disposition d'auxiliaires de formation de niveaux 1 et 2 pour l'organisation des mises en situation professionnelles sur des sites industriels et la présentation de leur véhicule de détection, d'identification et de prélèvements (VDIP).

Cette présentation pourrait toutefois être annulée sans préavis et sans contrepartie si le VDIP devait être engagé en opérations.

L'UIISC N°1 profite de l'opportunité de ces mises en situation professionnelles pour maintenir les compétences de ses personnels spécialisés.

#### **Article 2 : Modalités**

En début de chaque année civile, le Sdis 76 s'engage à communiquer les dates des formations RCH 3 à l'UIISC N°1.

#### **Article 3 : Durée de la convention**

La présente convention prendra effet, à compter du 02 décembre 2019 et ce, pour une durée de cinq ans.

#### **Article 4 : Responsabilité et assurances**

Les stagiaires demeurent sous la responsabilité de l'UIISC N°1 pendant le temps de la formation.

L'UIISC N°1 est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de la formation dispensée auprès de ses agents. Elle s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

Les stagiaires s'engagent à respecter le règlement intérieur du Sdis 76.

#### **Article 5 : Dispositions administratives**

En échange, le Sdis 76 prend en charge la formation, les frais de repas et d'hébergement de leurs stagiaires dans la limite de un par an.

#### **Article 6 : Dispositions financières**

Aucune participation financière ne sera demandée à l'UIISC N°1, compte tenu des dispositions administratives citées à l'article 6.

#### **Article 7 : Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

## **Article 8 : Modalité de résiliation de la convention**

Le Sdis 76 conserve la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 5 jours après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

## **Article 9 : Règlement des litiges et attribution des compétences**

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine de la juridiction compétente.

Fait à Yvetot, le

Le Chef de corps,  
Commandant l'Unité d'Instruction et  
d'Intervention de la Sécurité Civile n° 1,

Pour le Président,  
et par délégation,

**Colonel Vincent TISSIER**

N°DBCA-2019-111

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU GRAND PORT MARITIME DU  
HAVRE AU PROFIT DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME – CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS LE HAVRE SUD**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques*
- *le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1311-5 à L1311-8*
- *la convention d'occupation temporaire n°15-026 entre le Grand Port Maritime du Havre et le Sdis 76 en date du 28 janvier 2015*
- *la demande de prolongation de la convention d'occupation temporaire n°15-026 en date du 29 juillet 2019*
- *le mail du GPMH en date du 4 décembre 2019*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau*

\*

\* \*

Le Conseil d'administration dans sa séance du 14 novembre 2014 a adopté la création d'une nouvelle autorisation de programme relative à la construction du nouveau centre du Havre Sud dont l'échéance était initialement prévue en 2018. Différents aléas ont conduit à prolonger cette autorisation de programme jusqu'en 2023 (par délibération en date du 4 juin 2019) ; la réception des travaux étant désormais envisagée au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2022.

Le Centre d'incendie et de secours du Havre Sud est actuellement implanté sur le domaine public portuaire du Grand Port Maritime du Havre (GPMH), le Sdis 76 ayant conclu une autorisation d'occupation temporaire avec le propriétaire. Cette convention d'occupation temporaire du domaine public arrive à échéance le 31 décembre 2019.

Dès le mois de juillet 2019, le Sdis 76 a sollicité le GPMH pour la prolongation de cette convention pour une durée de trois ans.

Par mail en date du 4 décembre 2019, le GPMH propose au Sdis 76 :

- de proroger la convention pour une durée de 6 mois, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 juin 2020 aux mêmes conditions tarifaires que celles en vigueur,

- de renouveler la convention à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020 jusqu'à la date qui sera validée par leurs instances.

Le GPMH souhaite que nos deux services se rencontrent au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2020 afin d'envisager les futures modalités de restitution des biens et la tarification qui pourra être proposée au Sdis 76 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Pour mémoire, en 2019, la redevance d'établissait à 29 203.20€ TTC.

Je vous demande de bien vouloir autoriser le Président :

- à signer la prorogation de la convention d'occupation temporaire pour une durée de six mois dans les mêmes conditions tarifaires que celles appliquées actuellement,
- à négocier et à signer soit un avenant à la présente convention soit une nouvelle convention d'occupation temporaire entre le Sdis 76 et le GPMH,
- à signer tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-111-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

N°DBCA-2019-112

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**PRISE EN CHARGE DES REPARATIONS D'EFFETS PERSONNELS**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *l'article 1240 du code civil,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération n°2011-CA-25 du 09 novembre 2011.*

\*

\* \*

Durant l'intervention du 30 juillet 2019, un sergent-chef a pris en charge un homme agressif. Ce dernier s'est agité et a cassé les lunettes de l'agent.

L'agent demande la prise en charge du remplacement de ses lunettes et a fourni la facture d'un montant de 345,15 euros. Une fois le remboursement de la Sécurité Sociale et de sa mutuelle effectué, il reste à sa charge la somme de 30,85 euros.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est assuré en responsabilité civile auprès du Cabinet ADH SEGIA avec un montant de franchise de 1000 €.

Aussi, au vu du montant du reste à charge inférieur à celle-ci, il vous est demandé de bien vouloir prendre en charge la somme de 30,85 euros.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-112-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

N°DBCA-2019-113

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MISE EN PLACE DU RIFSEEP**

Le 05 décembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Vu :

- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n°91-875 du 6 septembre 1991, modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n°2010-997 du 26 août 2010, modifié, relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire,
- le décret n°2014-513 du 20 mai 2014, modifié, portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel
- la délibération n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

\*

\* \*

Le RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) est un dispositif centré sur une indemnité principale versée mensuellement, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (FSE) à laquelle peut s'ajouter un complément indemnitaire versé annuellement (CIA) en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir. Les fonctionnaires sont répartis en groupes de fonctions pour l'attribution de l'IFSE et du CIA.

Un travail d'état des lieux et d'élaboration dans la concertation doit être mis en œuvre avant que le comité technique soit saisi pour avis avant délibération.

Un groupe de travail a entamé des discussions sur ce sujet, l'avancée des travaux a été suspendue dans l'attente de la validation de l'organigramme par les instances de gestion, qui a eu lieu le 14 novembre 2019.

Le calendrier contraint des instances du premier semestre 2020 du fait du renouvellement du Conseil d'administration et des instances de gestion permet d'envisager un passage au comité technique à la fin du premier semestre 2020. Ce délai permettra par ailleurs au groupe de travail de finaliser leurs travaux.

Néanmoins, afin de ne pas pénaliser les agents, il est proposé d'acter que le RIFSEEP sera mis en place au sein du Sdis76 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DBCA-2019-113-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

N°DCA-2019-028

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
10  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Nicolas BERTRAND, Philippe LEROY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code de l'environnement notamment l'art L229-25, R229-45 et suivants,
- la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi "Grenelle II,
- le décret n°2011-829 du 11 juillet 2011 relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au plan climat énergie territorial.

\*  
\* \*

Le décret cité a rendu obligatoire pour les établissements publics de plus de 250 personnes, la réalisation d'un Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre à publier sur le site internet de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, tous les 3 ans.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a réalisé son bilan initial de gaz à effet de serre qui distingue :

- les émissions directes, produites par les sources, fixes et mobiles, nécessaires aux activités du Sdis76. (SCOPE 1) ;
- les émissions indirectes associées à la consommation d'électricité, de chaleur ou de vapeur nécessaire aux activités du Sdis 76. (SCOPE 2) ;
- la synthèse des actions que le Sdis 76 envisage de mettre en œuvre entre 2019 et 2022 ;
- l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 2% par an, à partir de 2019. Cet objectif s'inscrit dans la lignée du premier Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 (Grenelle 1).

Au regard des éléments présentés, il vous est proposé d'approuver le bilan, joint en annexe.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-028-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime  
Groupement technique et immobilier  
6, Rue du Verger - CS 40078  
76190 YVETOT cedex

## Bilan gaz à effet de serre

# TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES .....	1
1     PREAMBULE.....	2
2     LES PARAMETRES RETENUS POUR LE BILAN D'EMISSIONS DES GES DU SDIS DE LA SEINE-MARITIME.....	3
2.1   La définition de la période d'observation .....	3
2.2   Le périmètre organisationnel .....	3
2.3   Le périmètre opérationnel .....	3
3     DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT .....	4
4     TABLEAUX DE RESULTATS .....	5
4.1   Description du périmètre opérationnel retenu (catégories/postes/sources) .....	5
4.2   Résultats généraux du bilan .....	6
5     PLAN D'ACTION 2019-2022.....	7
5.1   Mesures organisationnelles .....	7
5.2   Mesures comportementales.....	7
5.3   Mesures techniques.....	8

# **1 PREAMBULE**

## **GES : contexte du rapport**

Dans le cadre de la Loi Grenelle II, le Décret n° 2011-829 a rendu obligatoire pour les établissements publics de plus de 250 personnes, la réalisation d'un Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime (Sdis76) a d'ores et déjà réalisé des pré-diagnostic énergétique sur certains bâtiments et souhaite aujourd'hui poursuivre sa démarche de développement durable en s'engageant dans la réalisation des diagnostics de leurs émissions de gaz à effet de serre. Le Sdis76 souhaite répondre à l'exigence réglementaire et ainsi évaluer les émissions de GES associées directement à ses activités.

Le Sdis76 représente plus de 100 000 m<sup>2</sup> de surface construite, plus de 750 véhicules et près de 3900 collaborateurs.

Le Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre (« BEGES ») permet d'évaluer et quantifier les émissions de différents types de gaz à effet de serre, issues des activités du Sdis76. Ces émissions sont exprimées en une seule unité : la tonne (ou le kg) équivalent CO<sub>2</sub>.

Le présent document constitue une note méthodologique qui vise à informer le lecteur sur :

- le périmètre retenu par le Sdis76 pour l'étude de ses consommations et émissions de gaz à effet de serre ;
- l'origine des données utilisées. Celles-ci sont classées selon les catégories de la méthodologie Bilan Carbone ;
- le mode de traitement de ces données ;
- les hypothèses de travail retenues.

Ce document présente également :

- les résultats de l'évaluation et de l'analyse des consommations et des émissions de GES liées aux activités du Sdis76,
- le plan d'actions du Sdis76 visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

## **2 LES PARAMETRES RETENUS POUR LE BILAN D'EMISSIONS DES GES DU SDIS DE LA SEINE-MARITIME**

### **2.1 La définition de la période d'observation**

Le Sdis76 établit pour la première fois son bilan d'émissions des GES. Le présent bilan porte sur l'année 2017/2018 et plus précisément de la période de septembre 2017 à septembre 2018. Ce choix est guidé par le double objectif de bénéficier de données à jour et de comptabiliser une période complète d'utilisation du chauffage.

### **2.2 Le périmètre organisationnel**

Le périmètre organisationnel se compose de la totalité des structures identifiées sous le numéro SIREN de l'établissement dont ce dernier a le contrôle.

Le Sdis76 disposait en 2017 de 85 bâtiments sur le territoire, à savoir : la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS), les 2 sites de formation (CDF et Tourville la Rivière), les 3 sièges de groupements territoriaux (Est, Ouest et Sud) 79 bâtiments de centres d'incendie et de secours (Cis).

Ce périmètre est représentatif des émissions globales du Sdis76.

Le parc automobile du Sdis76 est également pris en compte.

### **2.3 Le périmètre opérationnel**

L'activité prise en compte est celle du Sdis76.

Le périmètre opérationnel de cette étude rassemble à la fois les gaz à effet de serre et leurs sources d'émission.

Le bilan distingue :

- les émissions directes, produites par les sources, fixes et mobiles nécessaires aux activités du Sdis76 (SCOPE 1),
- les émissions indirectes, associées à la consommation d'électricité, de chaleur ou de vapeur nécessaire aux activités du Sdis76 (SCOPE 2).

Les autres émissions indirectes (SCOPE 3) ont volontairement été écartées de cette première étude.

### **3 DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT**

**Raison sociale :** Service départemental d'incendie et de secours de la seine maritime (Sdis76)

**Code SIREN :** 287 600 019

**Identifiant SIRET : Seine-Maritime** 287 600 019 000 49

**Code APE :** 8425Z - Services du feu et de secours

**Adresse :** Sdis de la Seine-Maritime

6 rue du verger

CS 40078

76192 Yvetot Cedex

**Nombre de personnels** (au 31 décembre 2017) :

Sapeurs-pompiers professionnels : 890

Sapeurs-pompiers volontaires : 2737

Personnels administratifs et techniques spécialisés : 255

**Description sommaire de l'activité :**

Le Sdis de la Seine-Maritime œuvre pour la préparation et la réalisation des interventions de secours. Il participe à l'élaboration et au suivi des plans de défense et de sécurité civile. Il réalise les visites et des doctrines du métier des sapeurs-pompiers et apporte les ressources nécessaires. Il mesure la performance et la qualité des missions qui lui sont dédiées.

**Le mode de consolidation** choisi est le contrôle opérationnel (ce type de contrôle prend en compte les émissions de l'ensemble des biens et activités exploités par le Sdis76).

**Contacts pour des renseignements complémentaires**

Monsieur Anthony EYRE, chargé de mission énergie

Groupement immobilier

Tél : 02 35 56 11 20

Courriel : [anthony.eyre@sdis76.fr](mailto:anthony.eyre@sdis76.fr)



## 4 TABLEAUX DE RESULTATS

### 4.1 Description du périmètre opérationnel retenu (catégories/postes/sources)

Le périmètre opérationnel définit les sources d'émissions qui sont prises en compte dans le bilan.

Le périmètre opérationnel correspond aux catégories et postes d'émissions liées aux activités du périmètre organisationnel. Les principales normes et méthodes internationales définissent 3 catégories d'émissions :

- **Émissions directes de Gaz à Effet de Serre (ou SCOPE 1)** : émissions directes provenant des installations fixes ou mobiles situées à l'intérieur du périmètre organisationnel, c'est-à-dire émissions provenant des sources détenues ou contrôlées par l'organisme comme par exemple : combustion des sources fixes et mobiles, fuites de fluides frigorigènes...
- **Émissions à énergie indirectes (ou SCOPE 2)** : Émissions indirectes associées à la production d'électricité, de chaleur pour les activités de l'organisation.
- **Autres émissions indirectes (ou SCOPE 3)** : Les autres émissions indirectement produites par les activités de l'organisation qui ne sont pas comptabilisées au SCOPE 2 mais qui sont liées à la chaîne de valeur complète comme par exemple : l'achat de matières premières, de services ou autres produits, déplacements des salariés, gestions des déchets générés par les activités de l'organisme...

La réalisation d'un Bilan de Gaz à Effet de Serre sur les **scope 1** et **scope 2** est obligatoire pour les administrations de plus de 250 salariés. Le **scope 3** facultatif n'a pas été traité par cette étude.

Catégories d'émissions	N°	Noms	Sources
Emissions directes de GES (Scope 1)	1	Emissions directes des sources fixes de combustion	Factures énergie
	2	Émissions directes des sources mobiles à moteur thermique	Factures Carburant
	4	Émissions directes fugitives	Puissance et type de matériel frigorifique
Emissions indirectes associées à l'énergie (Scope 2)	6	Émissions indirectes liées à la consommation d'électricité	Factures électricité
	7	Émissions indirectes liées à la consommation de chaleur	Factures d'énergie de chauffage urbain

## 4.2 Résultats généraux du bilan

### BEGES 2017-2018

Tableau général des valeurs calculées pour le Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre en 2017-2018 selon le format de restitution proposé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie :

			Emissions GES (en Tonnes)						
			Année de référence (et année du premier bilan) 2017-2018						
Catégories d'émissions	Postes d'émissions		CO <sub>2</sub> (Tonnes)	CH <sub>4</sub> (Tonnes)	N <sub>2</sub> O (Tonnes)	Autres Gaz (Tonnes)	Total (TCO <sub>2</sub> eq)	CO <sub>2</sub> b (Tonnes)	Incertitude
Emissions Directes	1	Émissions directs des sources fixes de combustion	1 843	7	0	2	1 851,45	0,00	254,48
	2	Emissions directs des sources mobiles à moteur thermique	2 130	30	0	40	2 199,86	0,00	675,07
	3	Emission direction des procédés hors énergie							0,00
	4	Emission directs fugitive					24,56	0,00	13,04
	5	Emission issues de la biomasse (bois et forêt)							
	Sous total		3 972,88	36,85	0,00	41,34	4 075,87	0,00	942,59
Emissions indirectes associées à l'énergie	6	Emissions indirecte liées à la consommation d'électricité					345,95	0,00	66,60
	7	Emissions indirectes liées à la consommation de vapeur, chaleur ou froid					37,37	0,00	12,52
	Sous total						383,32	0,00	79,11
Autres émissions indirectes *	8	Emissions liées à l'énergie non incluses dans les postes 1 à 7							
	9	achats de produits ou service							
	10	immobilisations de biens							
	11	Déchets							
	12	Transport de marchandise amont							
	13	Déplacement professionnels							
	14	Actifs en leasing amont							
	15	Investissements							
	16	Transport des visiteurs et des clients							
	17	Transport de marchandise aval							
	18	Utilisation des produits vendus							
	19	Franchise aval							
	20	Leasing aval							
	21	Déplacement domicile travail							
	22	Autre émission indirect							
	Sous total						0,000		

## 5 PLAN D'ACTION 2019-2022

### 5.1 Mesures organisationnelles

Mesures	Entité responsable	Echéance
Mettre en place des indices de consommation sur chacun des bâtiments du Sdis afin de fournir des indicateurs à chaque responsable de site	SRI	Mars 2019
Fournir un bilan annuel au conseil d'administration pour suivre les progrès dans la réduction des gaz à effets de serre	SRI	Chaque année au mois de novembre
Consulter les organes paritaires sur les sujets environnementaux	SQVS	Novembre 2019

### 5.2 Mesures comportementales

Mesures	Entité responsable	Echéance
Des campagnes d'information et de communication sur la réduction des GES	COM/SRI	Juin 2019
la production d'indices comparatifs des centres afin de favoriser l'émulation positive	SRI	Octobre 2019
Proposer des mesures incitatives pour valoriser les comportements vertueux de manière collective (ex : une partie des économies générées fléchées sur l'amélioration des conditions de travail ou sur l'acquisition de matériels)	SQVS/SRI	Décembre 2019
Formation à l'éco conduite en priorisant les agents effectuant le plus de kilomètres	GFOR	Décembre 2019
Créer une boîte à idées spécifique pour les mesures visant à réduire les consommations énergétiques	COM	Mars 2019

### 5.3 Mesures techniques

Mesures	Entité responsable	Echéance
Réaliser des audits énergie des bâtiments les plus énergétivores en complément de ceux déjà réalisés	SRI	Mai 2020
Favoriser l'achat de véhicule basse consommation en renouvellement et augmenter le parc de véhicules électriques	GTL	2020
Introduire dans les programmes de construction neufs un label EFFI énergie (complément des règles RT 2012)	SNPI	2020
En partenariat avec notre prestataire de chauffage, mettre en place des indicateurs pour mesurer les incohérences et les dérives au fil de l'eau	SRI	2019
Adapter le refroidissement des locaux serveurs	STI/SRI	2020
Optimiser le positionnement des équipements informatiques pour favoriser le free-cooling dans les programmes neufs	SNPI/STI	2020
Inclure dans les programmes de constructions neuves des dispositifs à énergie renouvelables (puit canadien, panneaux solaires, panneaux photovoltaïques)	SNPI	2020

### 5.4 Objectifs

Le Sdis76 s'engage à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 2% par an pour arriver à un objectif de 6% en début d'année 2022.

Cet objectif s'inscrit dans la lignée du premier Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 (Grenelle 1).

N°DCA-2019-029

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
10  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**PLAN PLURIANNUEL D'EQUIPEMENT (2019-2022)**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.  
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.  
MM. Nicolas BERTRAND, Philippe LEROY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,  
Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.  
MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- l'arrêté préfectoral n° 17-165 du 29 décembre 2017 portant approbation du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques de la Seine-Maritime,
- l'arrêté préfectoral n°18-43 du 11 juillet 2018 portant règlement opérationnel du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

\*

\* \*

Considérant l'article L.1424-12 du code général des collectivités territoriales, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a arrêté un plan pluriannuel d'équipement en fonction des objectifs de couverture des risques fixés par le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr).

Compte-tenu de divers événements intervenus au cours de l'année (inspection de la Direction Générale de la Sécurité Civile et Gestion de crises, comité de suivi de la convention de partenariat conclu avec le département de la Seine-Maritime du 15 juillet 2019, incendie industrielle de Petit-Quevilly du 26 septembre 2019, ...), il est nécessaire de procéder à des ajustements techniques à enveloppe constante (Chapitres I à V) et d'intégrer un nouveau projet transversal (Chapitre VI).

## I – Les matériels non-opérationnels

Cela concerne les matériels des ateliers, l'outillage technique des unités opérationnelles et fonctionnelles ainsi que l'électroménager, l'audiovisuel, l'informatique, les transmissions et le mobilier.

Plan d'équipement Matériels techniques non-opérationnels 2019-2022	PE 2019-2022				
DÉSIGNATION	2019-2022	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022
Matériels d'atelier					
Matériels d'atelier - TOTAL	29 713 €	10 680 €	6 401 €	6 401 €	6 231 €
Autres matériels et outillages techniques					
Autres matériels et outillages techniques - TOTAL	198 900 €	27 687 €	33 424 €	50 031 €	87 758 €
Autres matériels (électroménager, audiovisuel...)					
Autres matériels (électroménager, audiovisuel...) - TOTAL	229 723 €	62 686 €	53 203 €	49 831 €	64 003 €
Equipements matériels technique non-opérationnels - TOTAL	458 336 €	101 053 €	93 028 €	106 263 €	157 992 €

Plan d'équipement Matériels informatiques 2019-2022	PE 2019-2022				
DÉSIGNATION	2019-2022	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022
Licences					
Licences	281 806 €	100 000 €	60 000 €	60 600 €	61 206 €
Matériels informatiques					
Matériels informatique	684 822	149 145	176 636	178 553	180 488
Matériels informatique divers (photocopieurs...)					
Matériels informatique divers	207 105 €	28 050 €	48 101 €	65 151 €	65 803 €
Matériels d'intervention informatique courants - TOTAL	1 173 733 €	277 195 €	284 737 €	304 304 €	307 497 €

<i>Plan d'équipement Matériels de transmissions 2019-2022</i>	<i>PE 2019-2022</i>				
DÉSIGNATION	2019-2022	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022
<b>Matériels de bureau</b>					
FAX	2 666 €	657 €	663 €	670 €	676 €
<b>Matériels réseaux divers</b>					
Matériels réseaux divers	68 869 €	5 914 €	20 945 €	20 985 €	21 025 €
<b>Matériels de transmissions - TOTAL</b>	<b>71 535 €</b>	<b>6 571 €</b>	<b>21 608 €</b>	<b>21 655 €</b>	<b>21 701 €</b>

<i>Plan d'équipement Mobiliers 2019-2022</i>	<i>PE 2019-2022</i>				
DÉSIGNATION	2019-2022	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022
<b>Mobiliers</b>					
<b>Mobiliers - TOTAL</b>	<b>134 142 €</b>	<b>33 000 €</b>	<b>48 000 €</b>	<b>23 000 €</b>	<b>30 142 €</b>

## Synthèse

<i>Plan d'équipement Matériels non opérationnels 2019-2022</i>	<i>PE 2019-2022</i>				
DÉSIGNATION	2019-2022	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022
Equipements matériels technique non-opérationnels	458 336 €	101 053 €	93 028 €	106 263 €	157 992 €
Matériels d'intervention informatique courants	1 173 733 €	277 195 €	284 737 €	304 304 €	307 497 €
Matériels de transmissions	71 535 €	6 571 €	21 608 €	21 655 €	21 701 €
Mobiliers	134 142 €	33 000 €	48 000 €	23 000 €	30 142 €
<b>Plan d'équipement Matériels non opérationnels 2019-2022 - TOTAL</b>	<b>1 837 746 €</b>	<b>417 819 €</b>	<b>447 373 €</b>	<b>455 222 €</b>	<b>517 332 €</b>

## II – Les matériels d'intervention courants

Il s'agit des matériels utilisés pour le fonctionnement courant des unités opérationnelles. Ils intègrent notamment ce qui relève des Équipements de Protection Individuelle et des équipements opérationnels tels que les moyens de lutte contre les incendies, les appareils de détection, l'éclairage, la protection respiratoire, etc.

Les ajustements proposés portent sur une augmentation globale des crédits de 282 456 € et correspondent aux propositions suivantes :

- acquérir des machines industrielles destinées à laver et à sécher des matériels particulièrement exposés aux suies (protection respiratoire notamment) pour l'atelier du service en charge des contrôles des équipements et des matériels ainsi que pour le site de formation de Tourville-la-Rivière. Cette disposition rentre dans le cadre du plan de prévention des risques liés à la toxicité des fumées d'incendie ;
- anticiper la dotation en chaussants non-incendie à l'attention de l'ensemble des personnels intégrés aux unités opérationnelles en régime de garde (2019-2020) ;
- augmenter les dotations habillement pour faire face à l'accroissement du nombre d'engagement de nouveaux sapeurs-pompiers volontaires ;
- remplacer des pylônes constituant le réseau de transmission et acquérir des moyens de transmissions complémentaires, notamment dans le cadre du secours hélicopté.

<i>Plan d'équipement Matériels d'Intervention Courants 2019-2022</i>	<i>PE 2019-2022</i>				
DÉSIGNATION	2019-2022	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022
<b>EPI (masques, casques, etc.)</b>					
EPI (masques, casques, ARI, cagoules, bouteilles ARI, etc.)	281 142 €	176 824 €	62 011 €	15 717 €	26 590 €
Effets d'uniforme et tenues opérationnelles	2 119 160 €	483 945 €	757 283 €	558 456 €	319 476 €
<b>Matériels opérationnels</b>					
Matériels incendie	801 454 €	199 319 €	263 143 €	155 931 €	183 061 €
Matériels de détection	242 581 €	74 318 €	74 606 €	78 545 €	15 112 €
Outils de forçement	72 425 €	17 620 €	25 162 €	13 894 €	15 749 €
Matériels de balisage et de signalisation	96 035 €	29 824 €	30 122 €	30 423 €	5 666 €
Matériels d'éclairage et de production d'énergie	98 977 €	20 980 €	28 180 €	29 225 €	20 592 €
Matériels de désincarcération	66 925 €	7 300 €	40 028 €	7 597 €	12 000 €
Matériels de protection respiratoire	142 000 €	13 000 €	84 000 €	45 000 €	0 €
Matériels de transmission	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Matériels opérationnels - TOTAL	1 520 397 €	362 361 €	545 241 €	360 615 €	252 180 €
<b>1 023 130,00</b>					
<b>Risques périlleux</b>					
Risques périlleux - TOTAL	190 864 €	65 962 €	65 631 €	34 883 €	24 388 €
<b>Risques aquatiques</b>					
Risques aquatiques - TOTAL	148 954 €	28 201 €	47 716 €	42 652 €	30 385 €
<b>Risques technologiques</b>					
Risques technologiques - TOTAL	370 190 €	109 852 €	100 872 €	85 817 €	73 649 €
Matériels d'Intervention Courants - TOTAL	4 630 707 €	1 227 145 €	1 578 754 €	1 098 140 €	726 668 €

Il s'agit également des matériels concourant au réseau d'alerte et de transmission.

Plan d'équipement Matériels de Transmissions 2019-2022						
DÉSIGNATION	2019-2022	2019-2022 (arrondi)	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022
Réseaux d'alerte						
RIAS- Récepteur Individuel d'appel Selectif	98 096 €	98 096 €	26 586 €	23 600 €	23 836 €	24 074 €
Réseaux de transmission						
Réseaux de transmissions	280 121 €	280 120 €	150 655 €	76 396 €	26 403 €	26 667 €
Matériels de Transmissions - TOTAL	378 217 €	378 216 €	177 241 €	99 996 €	50 239 €	50 741 €

## Synthèse

<i>Plan d'équipement Matériels d'interventions courants 2019-2022</i>	<i>PE 2019-2022</i>				
DÉSIGNATION	2019-2022	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022
Matériels d'Intervention Courants	4 630 707 €	1 227 145 €	1 578 754 €	1 098 140 €	726 668 €
Matériels de Transmissions	378 217 €	177 241 €	99 996 €	50 239 €	50 741 €
Plan d'équipement Matériels d'interventions courants 2019-2022 - TOTAL	5 008 924 €	1 404 386 €	1 678 750 €	1 148 379 €	777 409 €

## III – Les matériels roulants et navigants

Il vous est proposé de tenir compte :

- de la réglementation maritime, notamment pour la navigation sur la Seine ;
- de l'évolution de la couverture des risques liée à la lutte contre les feux d'espace naturels ;
- de la réorganisation territoriale de deux groupements.



## **Les véhicules d'extinction**

### **1) Lutte contre les feux en espaces naturels**

La doctrine opérationnelle du Sdis 76 concernant la lutte contre les feux en espaces naturels se précise. Le renouvellement de cinq CCFL (Camion Citerne Feux de forêt Léger) par des CCFM (Moyen) était initialement programmé à partir de 2022. Il est proposé d'avancer ce renouvellement dès 2021 à hauteur d'une unité par an.

Les Camions Citerne Incendie (CCI) actuellement en service vieillissent prématurément et engendrent des frais conséquents. Il était initialement programmé leur remplacement par un Camion Citerne Grande Capacité (CCGC). Toutefois, le CCFS (Camion Citerne Feux de forêt Super) permet à la fois de disposer d'une importante quantité d'eau tout en luttant contre les feux d'espaces naturels. Il est proposé de débiter un plan de renouvellement dès 2021 pour ce type d'engin.

### **2) Lutte contre les feux de structure**

4 unités opérationnelles en environnement urbain font actuellement l'objet d'une dotation en Fourgon Pompe-Tonne Léger. Les difficultés de circulation rencontrées dans les agglomérations et la prévention des sinistres dans les unités à forte activité opérationnelle, conduit à généraliser le remplacement d'un des deux Fourgons Pompe-Tonne par un Fourgon Pompe-Tonne Léger.

## **Les moyens de spécialités**

La typologie de navire influençant les dispositions liées à la navigation de nuit et l'obligation de présence de l'accastillage ad'hoc conduit à requalifier le type d'embarcation à destination d'unités opérationnelles naviguant sur la Seine.

Aussi, la prospection des futures acquisitions amène à réévaluer les coûts initialement programmés.

## **Les véhicules de liaison et de transport**

15 véhicules légers composant le parc départemental dépassent les 12 ans de mise en service et comptent plus de 150 000 kilomètres. Il est proposé d'ajuster le plan initialement programmé afin de tenir compte de la nécessité de renouvellement par du matériel neuf et faisant l'objet de dispositifs de sécurité accrus dans le but de limiter les coûts de maintenance.

2 Véhicules Léger Hors Route (VLHR) atteindront les critères de réforme en 2020. Les services techniques constatent des difficultés d'approvisionnement en pièces détachées. Aussi, la politique opérationnelle de mise à l'eau d'embarcation suggère une typologie d'engin adaptée selon qu'elle se réalise en zone fluviale ou littorale. Il est proposé d'ajuster les crédits pour remplacer ces véhicules.

## Les moyens de soutien opérationnel

Il était initialement programmé l'acquisition d'une berce intégrant une grue auxiliaire permettant de manœuvrer des charges sur un plateau. Cette grue auxiliaire sera intégrée sur un véhicule porte-cellule déjà inscrit au plan pluriannuel d'équipement.

Plan d'équipement Matériels roulants 2019-2022		PE 2019-2022						Evolution par rapport à la délibération précédente	
Désignation	Nbre	2019-2022	2019	2020	2021	2022			
Véhicules opérationnels et moyens navigants									
Véhicules de secours	39	2 397 383 €	12	9	9	9	0	0 €	
Véhicules d'extinction	13	3 113 959 €	2	4	3	4	-2	-114 618 €	
Moyens élévateurs automobiles	2	973 600 €	0	1	0	1	0	0 €	
Moyens de spécialités	9	586 365 €	4	2	2	1	0	34 473 €	
Véhicules de liaison et de transport de type léger	24	363 522 €	10	6	4	4	3	44 644 €	
Véhicules de liaison et de transport de type tous chemins	4	95 500 €	2	2	0	0	2	50 000 €	
Véhicules de liaison et de transport pour les unités opérationnelles	21	285 471 €	8	4	6	3	0	0 €	
Véhicules de transport de personnels	6	138 661 €	2	1	2	1	0	0 €	
Véhicules de commandement	1	235 200 €	0	0	1	0	0	0 €	
Véhicules de balisage, protection, opérations diverses	31	675 700 €	8	8	7	8	0	0 €	
Moyens de soutien opérationnel	10	495 917 €	4	3	2	1	-1	-27 000 €	
Véhicules opérationnels et moyens navigants - TOTAL	160	9 361 279 €	52	40	36	32	2	-12 500 €	

## Les véhicules non-opérationnels

Il vous est proposé d'ajuster les crédits alloués au plan pluriannuel d'équipement afin de permettre la dotation d'un véhicule léger dans le parc commun d'un état-major de groupement.

Plan d'équipement Matériels roulants 2019-2022		PE 2019-2022						Evolution par rapport à la délibération précédente	
Désignation	Nbre	2019-2022	2019	2020	2021	2022			
Véhicules fonctionnels									
Véhicules non opérationnels	16	352 098 €	5	4	4	3	1	12 500 €	
Véhicules fonctionnels - TOTAL	16	352 098 €	5	4	4	3	1	12 500 €	

## Synthèse

Plan d'équipement Matériels roulants 2019-2022		PE 2019-2022						Evolution par rapport à la délibération précédente	
Désignation	Nbre	2019-2022	2019	2020	2021	2022			
Véhicules opérationnels et moyens navigants	160	9 361 279 €	52	40	36	32	2	-12 500 €	
Véhicules non opérationnels	16	352 098 €	5	4	4	3	1	12 500 €	
Plan d'équipement Matériels roulants - TOTAL	176	9 713 377 €	57	44	40	35	3		

## IV- Les matériels de formation et de pratique des activités physiques et sportives

Il s'agit des matériels visant à disposer, lors des actions de formations, des outils nécessaires à l'apprentissage des techniques d'intervention dans des conditions de sécurité optimales et dans des situations les plus proches possibles des réalités opérationnelles.

Les ajustements suivants sont proposés :

- acquisition d'un système de simulation de feux de véhicules ;
- renouvellement sur 2 ans des 4 parcours sportifs afin de disposer de matériels adaptés pour la finale zonale qui devrait être organisée en Seine-Maritime en 2021.

<i>Plan d'équipement Matériels Formation-Sport 2019-2022</i>	<i>PE 2019-2022</i>				
DÉSIGNATION	2019-2022	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022
<b>Matériels Formation - Mannequins</b>					
Matériels Formations Mannequins	33 532 €	12 231 €	10 455 €	10 846 €	0 €
<b>Divers SUAP</b>					
Divers SUAP	3 880 €	727 €	3 060 €	93 €	0 €
<b>Divers secours routiers</b>					
Divers secours routiers	4 560 €	3 030 €	1 530 €	0 €	0 €
<b>Divers incendie et autres</b>					
Divers matériels incendie et autres	18 749 €	2 525 €	15 612 €	612 €	0 €
<b>TOTAL Matériels Formations</b>	<b>60 721 €</b>	<b>18 513 €</b>	<b>30 657 €</b>	<b>11 551 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Matériels SPORT</b>					
<b>Matériels SPORT - TOTAL</b>	<b>78 115 €</b>	<b>17 221 €</b>	<b>30 220 €</b>	<b>30 674 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Matériels Formation-Sport - TOTAL</b>	<b>138 836 €</b>	<b>35 734 €</b>	<b>60 877 €</b>	<b>42 225 €</b>	<b>0 €</b>

## V- Les matériels du Service de Santé et de Secours Médical

La planification des investissements nécessaires au renouvellement des matériels médico-secouristes concerne le matériel en dotation et tient compte de l'obsolescence, de la dégradation des pertes et des pannes définitives constatées d'une année sur l'autre.

Les ajustements proposés portent sur un certain nombre de matériels non communicants qui seront remplacés ou renouvelés par des matériels modernes dans le cadre du projet e-Secours. Il est proposé de les sortir de cette programmation, ce qui conduit à une réduction des crédits de 282 456 €.

<i>Plan d'équipement Matériels du SSSM 2019-2022</i>	<i>PE 2019-2022</i>				
DÉSIGNATION	2019-2022	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022
<b>Dispositifs médicaux d'orthopédie et d'ostéosynthèse</b>					
Dispositifs médicaux d'orthopédie et d'ostéosynthèse	33 522 €	7 828 €	8 352 €	8 628 €	8 714 €
<b>Dispositifs médicaux consommables d'abord pulmonaire et d'anesthésie réanimation</b>					
Dispositifs médicaux consommables d'abord pulmonaire et d'anesthésie réanimation	22 964 €	3 850 €	6 350 €	6 350 €	6 414 €
<b>Dispositifs médicaux d'équipement d'anesthésie, réanimation et soins intensifs</b>					
Dispositifs médicaux d'équipement d'anesthésie, réanimation et soins intensifs	9 273 €	2 500 €	2 250 €	2 250 €	2 273 €
<b>Dispositifs médicaux d'équipement d'assistance fonctionnelle circulatoire</b>					
Dispositifs médicaux d'équipement d'assistance fonctionnelle circulatoire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Dispositifs médicaux d'équipements d'assistance fonctionnelle respiratoire</b>					
Dispositifs médicaux d'équipements d'assistance fonctionnelle respiratoire	31 297 €	3 740 €	9 990 €	8 740 €	8 827 €
<b>Dispositifs médicaux d'équipements d'exploration fonctionnelle</b>					
Dispositifs médicaux d'équipements d'exploration fonctionnelle	40 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
<b>Equipements généraux de laboratoire</b>					
Equipements généraux de laboratoire	5 015 €	500 €	1 500 €	1 500 €	1 515 €
<b>Equipements médicaux et non médicaux liés à l'hospitalisation</b>					
Equipements médicaux et non médicaux liés à l'hospitalisation	104 948 €	37 313 €	28 904 €	29 584 €	9 147 €
<b>Equipements médicaux et techniques divers</b>					
Equipements médicaux et techniques divers	68 079 €	17 566 €	16 000 €	2 514 €	31 999 €
<b>Matériels du SSSM - TOTAL</b>	<b>315 098 €</b>	<b>83 297 €</b>	<b>83 346 €</b>	<b>69 566 €</b>	<b>78 889 €</b>

## VI- Le projet e-Secours : dématérialisation des fiches bilans

80% de l'activité opérationnelle du Sdis 76 concerne le secours à personne, soit près de 70 000 interventions en 2019. Chacune d'entre elle conduit actuellement à la transcription manuelle de données nécessaires à la réalisation de la mission et à leur transmission verbale aux services partenaires.

Il est proposé d'informatiser le dispositif afin d'améliorer la prise en charge des victimes en permettant :

- d'enregistrer des informations tout en bénéficiant d'outils d'aide à la décision ;
- de transmettre en temps réel et simultanément les informations aux salles opérationnelles du Sdis et de ses partenaires ;
- d'apporter de nouveaux outils d'appréciation de la situation afin de contribuer, in fine, au désengorgement des services d'urgence ;
- de sécuriser l'établissement d'un point de vue des vigilances : identité des victimes, suivi biomédical, déclaration des événements indésirables, etc.

<i>Projet e-Secours 2020-2023</i>	<i>PE 2020-2023</i>				
DÉSIGNATION	2020-2023	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023
<b>Tablettes et accessoires - Moniteur de surveillance</b>					
<b>Projet e-Secours - TOTAL</b>	<b>1 312 500 €</b>	<b>575 000 €</b>	<b>246 000 €</b>	<b>246 000 €</b>	<b>245 500 €</b>

\*

\* \*

Les avis suivants ont été recueillis :

- le comité technique du Sdis, lors de sa séance du 14 novembre 2019 :
  - pour le collège des représentants de l'administration, un avis favorable a été émis à l'unanimité ;
  - pour le collège des représentants du personnel, un avis favorable a été émis à l'unanimité ;
- le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) lors de sa séance du 14 novembre 2019 a émis un avis favorable à l'unanimité.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier sous réserve de l'avis donné par la Commission administrative et technique des services d'incendie et de secours (Catsis) du 03 décembre 2019.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-029-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

N°DCA-2019-030

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**COMPTE PERSONNEL DE FORMATION – CREATION D'UNE PROVISION**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.  
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.  
M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,  
Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.  
MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment son article R2321-2,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*
- *la délibération n° DBCA-2019-096 instaurant la mise en place du Compte Personnel de Formation au sein du Sdis 76.*

\*

\* \*

Lors de sa séance du 14 novembre 2019, le Bureau du conseil d'administration a approuvé la mise en place du Compte Personnel de Formation (CPF) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Ce dernier remplace le Droit Individuel à la Formation (DIF) créé en 2007.

Les droits à la formation acquis par les agents du Sdis 76 depuis 2007, qui sont encore en poste, ont vocation à être monétisés.

Au 31 décembre 2019, les droits cumulés s'établissent à 2,854 M €, correspondant au forfait horaire de 20 € appliqué aux 142 699 heures capitalisées.

Aussi, il est proposé de constituer une provision à hauteur de ce montant.

Cette provision sera abondée chaque année des droits nouveaux acquis et fera l'objet de reprises à hauteur des droits consommés ou des fins de droits constatés en raison notamment, des mutations et des départs en retraite.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-030-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

N°DCA-2019-031

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE AU MAINTIEN  
EN ETAT DE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME GLOBAL D'INFORMATION**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant le règlement financier du Sdis, modifiée,
- la délibération n° 2016-CA-51 du Conseil d'administration du 14 décembre 2016 portant création d'une autorisation de programme « maintien en état de fonctionnement du système global d'information », modifiée.

\*  
\* \*

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme (AP) destinée à l'acquisition de matériels permettant le maintien en état de fonctionnement du système global d'information, créée en 2016 et régulièrement ajustée depuis cette date.

Les dernières commandes passées en 2018 ont fait l'objet d'une livraison et d'un paiement au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement	
		Déjà consommés	Réalisé 2019
Maintenance en état de fonctionnement du système global d'information	807 138,21 €	799 548,21 €	7 590,00 €
			2 400,00 €

Il est désormais possible de clôturer l'autorisation de programme pour le montant définitif suivant :

Intitulé	Montant			
	Global	Final	Final/Initial	
			(en €)	(en %)
Maintenance en état de fonctionnement du système global d'information	807 138,21 €	801 948,21 €	- 5 190,00 €	-0,64%

Pour mémoire, les acquisitions initialement affectées à cette AP sont dorénavant intégrées aux nouvelles AP relatives à l'acquisition des matériels d'intervention courants et non opérationnels du plan pluriannuel d'équipement 2019-2022.

\*  
\* \*



*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-031-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

N°DCA-2019-032

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A  
L'ACQUISITION DE MATERIELS ROULANTS**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant le règlement financier du Sdis, modifiée,
- la délibération n° 2015-CA-08 du Conseil d'administration du 13 février 2015 portant création d'une autorisation de programme « acquisition du matériel roulant », modifiée.

\*  
\* \*

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme (AP) destinée à l'acquisition de matériels roulants, créée en 2015 et régulièrement ajustée depuis cette date.

Les dernières commandes passées en 2018 ont fait l'objet d'une livraison et d'un paiement au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement	
		Déjà consommés	Réalisé 2019
Acquisition de matériels roulants	7 175 441,05 €	6 754 941,05 €	420 500,00 €
			420 439,24 €

Il est désormais possible de clôturer l'autorisation de programme pour le montant définitif suivant :

Intitulé	Montant			
	Global	Final	Final/Initial	
			(en €)	(en %)
Acquisition de matériels roulants	7 175 441,05 €	7 175 380,29 €	- 60,76 €	0,00%

Pour mémoire, les acquisitions initialement affectées à cette AP sont dorénavant intégrées à la nouvelle AP relative à l'acquisition des matériels roulants et navigants du plan pluriannuel d'équipement 2019-2022.

\*  
\*\*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-032-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

N°DCA-2019-033

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A  
L'ACQUISITION DES MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES  
OPERATIONNELLES SPECIFIQUES**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant le règlement financier du Sdis, modifiée,
- la délibération n° 2016-CA-01 du Conseil d'administration du 5 février 2016 portant création d'une autorisation de programme « acquisition des matériels des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques », modifiée.

\*  
\* \*

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme (AP) destinée à l'acquisition de matériels à destination des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques, créée en 2016 et régulièrement ajustée depuis cette date.

Les dernières commandes passées en 2018 ont fait l'objet d'une livraison et d'un paiement au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement	
		Déjà consommés	Réalisé 2019
Acquisition des matériels des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques	1 050 589,19 €	977 129,19 €	73 460,00 €
			73 399,70 €

Il est désormais possible de clôturer l'autorisation de programme pour le montant définitif suivant :

Intitulé	Montant			
	Global	Final	Final/Initial	
			(en €)	(en %)
Acquisition des matériels des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques	1 050 589,19 €	1 050 528,89 €	- 60,30 €	-0,01%

Pour mémoire, les acquisitions initialement affectées à cette AP sont dorénavant intégrées à la nouvelle AP relative à l'acquisition des matériels d'intervention courants du plan pluriannuel d'équipement 2019-2022.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-033-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

**N°DCA-2019-034**

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A  
L'AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA DIRECTION**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.



Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant, le règlement financier du Sdis, modifiée,
- la délibération n° 2014-CA-08 du Conseil d'administration du 14 février 2014 portant création d'une autorisation de programme « aménagement des locaux de la Direction », modifiée.

\*  
\* \*

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme (AP) destinée aux aménagements réalisés dans les locaux de la Direction, créée en 2014 et régulièrement ajustée depuis cette date.

L'AP a été créée pour répondre aux besoins de réaménagements des espaces libérés par la création du plateau logistique.

Les dernières factures liées aux travaux de la création d'une salle de sport ont été décaissées au cours de l'année et permettent de clôturer financièrement l'AP.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement	
		déjà consommés	2019
Aménagement des locaux de la Direction	520 000,00 €	510 070,37 €	9 929,63 €
			9 547,21 €

Il est proposé de clôturer l'autorisation de programme pour le montant définitif suivant :

Intitulé	Montant			
	Global	Final	Final/Initial	
			(en €)	(en %)
Aménagement des locaux de la Direction	520 000,00 €	519 617,58 €	- 382,42 €	-0,07%

\*  
\*\*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-034-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

N°DCA-2019-035

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A LA  
RECONSTRUCTION D'UNE MAISON A FEU AU CENTRE DEPARTEMENTAL  
DE FORMATION DE SAINT-VALERY-EN-CAUX**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant le règlement financier du Sdis, modifiée,
- la délibération n° 2017-CA-27 du Conseil d'administration du 19 octobre 2017 portant création d'une autorisation de programme « reconstruction d'une maison à feu », modifiée.

\*  
\* \*

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme (AP) destinée à la reconstruction d'une maison à feu au Centre Départemental de Formation (CDF) de Saint-Valery-en-Caux, créée en 2017 et régulièrement ajustée depuis cette date.

Les travaux portant à la fois sur la démolition de la maison à feu existante et l'installation de structures modulaires à destination de la formation des sapeurs-pompiers ont été réceptionnés le 27 février 2019.

L'opération peut désormais être soldée financièrement.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement	
		Déjà consommés	Réalisé 2019
Reconstruction d'une maison à feu	725 000,00 €	303 995,63 €	421 004,37 €
			257 330,26 €

Il est proposé de clôturer l'autorisation de programme pour le montant définitif suivant :

Intitulé	Montant			
	Global	Final	Final/Initial	
			(en €)	(en %)
Reconstruction d'une maison à feu	725 000,00 €	561 325,89 €	- 163 674,11 €	-22,58%

\*  
\*\*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-035-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

N°DCA-2019-036

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VOTEES**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant, le règlement financier du Sdis, modifiée,
- les différentes délibérations de création d'autorisation de programme modifiées.

\*

\*\*

Le présent rapport vise à exposer l'ajustement des crédits de paiement (CP) des autorisations de programme (AP) votées par le Service qui sont intégrés dans la décision modificative n° 1, qui vous sera proposée dans un autre rapport dédié.

## **I) Autorisations de programme relatives à la politique immobilière**

Au regard de l'avancée des opérations et des moyens humains dont le Groupement Immobilier a disposé, il nécessaire de revoir le calendrier de certains projets.

### **Autorisation de programme relative au Groupement Ouest**

La transaction engagée avec le titulaire du lot « plomberie, chauffage et ventilation » étant sur le point d'aboutir, le décompte final du marché de maîtrise d'œuvre va pouvoir être établi et le solde financier de cette opération devrait pouvoir déterminer avant la fin 2019.

Les crédits de paiement 2020 constituent donc le reliquat qui devrait être disponible pour financer d'autres opérations.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2018	2019	2020
Groupement Ouest	4 250 000,00 €	3 948 153,00 €	76 000,00 €	11 000,00 €	- €
			22 823,89 €	20 000,00 €	259 023,11 €

### **Autorisation de programme relative à la réfection du patrimoine bâti**

Les opérations d'aménagement des locaux SAV et GRIMP du Centre d'Incendie et de Secours (CIS) des Prés Salés ainsi que de l'espace plonge de la restauration situé à la Direction, qui avaient été réalisés en 2018, ont pu être clôturées financièrement au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

Les travaux de réfection portant sur les CIS de Saint Aubin les Elbeuf et de Saint Laurent en Caux sont achevés. Ils ont fait l'objet d'une demande de participation auprès du Conseil départemental de Seine-Maritime dans la mesure où il s'agit d'opérations de réhabilitations partielles éligibles au titre de Nouvelle Politique Immobilière (NPI).

Les travaux à réaliser au CIS de Dieppe ont été attribués le 3 juillet 2019, mais leur exécution s'étalera de septembre 2019 à janvier 2020.

Les travaux de transformation de l'ex-CTA CODIS provisoire à la direction sont reportés sur l'exercice 2020, les études de maîtrise d'œuvre étant toujours en cours.

Aussi, il est proposé d'ajuster les crédits de paiement pour tenir compte de ces éléments :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2018	2019	2020
Réfection et aménagement du patrimoine bâti	1 600 000,00 €	119 297,00 €	260 139,52 €	891 000,00 €	329 563,48 €
				536 000,00 €	684 563,48 €

### Autorisation de programme relative à la réhabilitation et l'aménagement du CIS de Cany

En raison de préconisations complémentaires du bureau de contrôle technique sur la nature des fondations à mettre en œuvre, la consultation a dû être reprogrammée.

L'attribution des travaux est désormais envisagée pour le début de l'exercice 2020.

En conséquence, il convient d'ajuster les crédits de paiement de l'AP comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2018	2019	2020
Réhabilitation et aménagement du CIS de Cany Barville	500 000,00 €	4 800,00 €	12 944,40 €	350 000,00 €	132 255,60 €
				50 000,00 €	432 255,60 €

### Autorisation de programme relative à la sécurité dans les établissements du Sdis76

Les travaux d'amélioration de la sécurisation anti-intrusion et du contrôle d'accès du site de la Direction pourront être finalisés sur l'exercice 2019.

La désignation d'un maître d'œuvre pour accompagner techniquement le Sdis76 dans le remplacement du groupe électrogène assurant la continuité d'alimentation électrique du CTA CODIS a été réalisée le 28 mai 2019. La suite de l'opération est envisagée sur l'exercice 2020.

S'agissant de la poursuite de la sécurisation des accès et de la sûreté de l'ensemble des sites du Département, il apparaît nécessaire d'approfondir la réponse aux préconisations de l'officier sûreté-sécurité afin de mettre en œuvre une politique homogène. La réalisation de ces travaux est donc décalée sur les 2 prochains exercices.

Ainsi, il convient de prolonger l'AP sur l'exercice 2021 et d'ajuster les crédits de paiement comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2018	2019	2020	2021
Sécurité dans les établissements du Sdis	600 000,00 €	23 388,41 €	495 000,00 €	81 611,59 €	- €
			223 000,00 €	262 400,00 €	91 211,59 €



## **Autorisation de programme relative au développement durable et aux économies d'énergie**

Le phasage initial des travaux à mener dans le cadre de cette AP était ambitieux. Il ne tenait pas compte de l'impossibilité de réaliser la plupart d'entre eux pendant la période de chauffe.

Cela nécessite de prolonger l'AP sur 2 années supplémentaires jusqu'en 2022.

Ainsi, il convient d'ajuster les crédits de paiement comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement				
		2018	2019	2020	2021	2022
Développement durable et économies d'énergie	1 400 000,00 €	141 477,35 €	714 500,00 €	544 022,65 €	- €	- €
			353 500,00 €	450 100,00 €	370 000,00 €	84 922,65 €

## **II) Autorisations de programme comprises dans le PPE**

Les ajustements proposés tiennent compte des décalages de livraison de matériels et sont conformes aux modifications du PPE, objet d'un rapport dédié.

### **Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels de santé et secours médical**

Dans le cadre de la préparation budgétaire 2020, le Service souhaite déployer le projet « e-Secours » visant à dématérialiser les fiches bilans lors des interventions de Secours d'Urgence Aux Personnes (SUAP).

Ce nouveau projet transversal a été intégré au PPE et fait l'objet d'une AP spécifique.

Néanmoins, il conduit à ne pas renouveler les matériels de santé non communicants qui étaient initialement budgétés dans cette AP.

Ainsi, il est proposé de réduire l'AP de 282 456,00 € et de redéfinir le volume des CP selon le détail suivant :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2019	2020	2021	2022
Matériels SSSM	597 554,00 €	150 297,00 €	150 544,00 €	147 618,00 €	149 095,00 €
	315 098,00 €	83 297,00 €	83 346,00 €	69 566,00 €	78 889,00 €

### **Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels d'intervention courants**

Pour faire face au recrutement de nouveaux SPV et faire l'acquisition de matériels de décontamination en réponse à la toxicité des fumées, il est proposé d'abonder l'AP de 282 456,00 € et de modifier les crédits de paiement selon le rythme suivant :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2019	2020	2021	2022
Matériels d'intervention courants du PPE	4 726 468,00 €	1 254 236,00 €	1 211 675,00 €	1 198 038,00 €	1 062 519,00 €
	5 008 924,00 €	1 404 386,00 €	1 678 750,00 €	1 148 379,00 €	777 409,00 €

### Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels non-opérationnels

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2019	2020	2021	2022
Matériels non-opérationnels du PPE	1 837 746,00 €	417 819,00 €	466 908,00 €	439 441,00 €	513 578,00 €
			447 373,00 €	455 222,00 €	517 332,00 €

### Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels roulants et navigants

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2019	2020	2021	2022
Matériels roulants et navigants	9 713 377,00 €	2 335 463,00 €	2 276 450,00 €	2 566 860,00 €	2 534 604,00 €
		1 717 463,00 €	2 565 330,00 €	2 517 651,00 €	2 912 933,00 €

### Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels de formation et de pratique des activités physiques et sportives

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2019	2020	2021	2022
Matériels de formation et sport	138 836,00 €	35 734,00 €	34 867,00 €	34 073,00 €	34 162,00 €
			60 877,00 €	42 225,00 €	- €

## III) Autorisation de programme non comprise dans le PPE

### Autorisation de programme relative à la modernisation des outils informatiques de gestion (MOIG)

La clôture administrative et financière du marché d'acquisition d'un logiciel Finances – Patrimoine ne pourra pas intervenir en 2019.

Il est nécessaire de prolonger l'AP sur 2020 et de recalculer les CP comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2018	2019	2020
MOIG	1 675 000,00 €	1 211 612,33 €	197 683,60 €	265 704,07 €	- €
				157 704,07 €	108 000,00 €

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-036-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

N°DCA-2019-037

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME  
« RECONSTRUCTION DU CIS DES GRANDES-VENTES »**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant le règlement financier du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76), modifiée,
- la délibération n° 2017-CA-32 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière (NPI),
- la délibération n° DBCA-2019-057 autorisant la signature de la convention de financement pour la reconstruction du Cis des Grandes-Ventes.

\*

\* \*

L'opération de reconstruction du Centre d'incendie et de secours (Cis) des Grandes-Ventes a été reconnue comme prioritaire dans le cadre de la NPI.

Le présent rapport a pour objet la création de l'Autorisation de Programme (AP) concernant cette opération de travaux.

L'estimation du montant de la tranche travaux de l'opération portée par le Sdis76 s'élève à 2 512 000 € TTC.

Le montant de la dépense plafond retenu pour cette AP est donc fixé à 2 512 000 € TTC.

A ce jour, les démarches conduites par le Président du conseil d'administration du Sdis ont permis la signature d'une convention avec la commune des Grandes-Ventes ainsi que les communes d'Ardouval, de Mesnil-Follemprise, de Muchedent et de Pommereval.

Le Conseil départemental de Seine-Maritime a également donné son accord de principe pour participer au financement de la tranche travaux à hauteur de 10 % du montant Hors Taxes.

Il vous est proposé d'approuver la création de l'AP et le phasage des crédits, tant en dépenses qu'en recettes, tels qu'indiqués en annexe.

Cette AP sera intégrée au budget 2019 par décision modificative.

\*

\* \*

*Monsieur Nicolas BERTRAND décide de ne pas prendre part au vote.*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-037-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES - ANNEXE

Intitulé	Montant global	DEPENSES - Crédits de paiement						
		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CIS LES GRANDES VENTES	2 512 000,00 €	10 000,00 €	111 000,00 €	663 000,00 €	900 000,00 €	800 000,00 €	28 000,00 €	- €

Intitulé	Montant global		RECETTES					
		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
FCTVA	412 068,48 €	- €	1 640,40 €	18 208,44 €	108 758,52 €	147 636,00 €	131 232,00 €	4 593,12 €
Subventions	459 300,00 €	- €	62 500,00 €	62 500,00 €	114 825,00 €	114 825,00 €	52 325,00 €	52 325,00 €
Participation du Sdis 76	1 640 631,52 €	10 000,00 €	46 859,60 €	582 291,56 €	676 416,48 €	537 539,00 €	- 155 557,00 €	- 56 918,12 €
CIS LES GRANDES VENTES	2 512 000,00 €	10 000,00 €	111 000,00 €	663 000,00 €	900 000,00 €	800 000,00 €	28 000,00 €	- €

N°DCA-2019-038

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME  
« RECONSTRUCTION DU CIS DE MALAUNAY-MONTVILLE »**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant le règlement financier du SDIS, modifiée,
- la délibération n° 2 017-CA-32 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière (NPI),
- la délibération n° DBCA-2019-056 autorisant la signature de la convention de financement pour la reconstruction du Cis de Malaunay-Montville.

\*

\* \*

L'opération de reconstruction du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Malaunay-Montville a été reconnue comme prioritaire dans le cadre de la NPI.

Le présent rapport a pour objet la création de l'Autorisation de Programme (AP) concernant cette opération de travaux.

L'estimation du montant de la tranche travaux de l'opération portée par le Sdis76 s'élève à 4 098 100 € TTC.

Le montant de la dépense plafond retenu pour cette AP est donc fixé à 4 100 000 € TTC.

A ce jour, les démarches conduites par le Président du conseil d'administration du Sdis ont permis la signature d'une convention avec la Ville de Montville et l'obtention d'un accord de principe du Conseil départemental de Seine-Maritime au financement de 10 % du montant Hors Taxes de la tranche travaux .

Il vous est proposé d'approuver la création de l'AP et le phasage des crédits, tant en dépenses qu'en recettes, tels qu'indiqués en annexe.

Cette AP sera intégrée au budget primitif 2020.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-038-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



# RECONSTRUCTION CIS MALAUNAY - MONTVILLE - ANNEXE

Intitulé	Montant global	DEPENSES - Crédits de paiement					
		2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>CIS MALAUNAY-MONTVILLE</b>	<b>4 100 000,00 €</b>	<b>180 400,00 €</b>	<b>1 300 000,00 €</b>	<b>1 300 000,00 €</b>	<b>1 258 100,00 €</b>	<b>61 500,00 €</b>	<b>- €</b>

Intitulé	Montant global	RECETTES					
		2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>FCTVA</b>	672 564,00 €		29 592,82 €	213 252,00 €	213 252,00 €	206 378,72 €	10 088,46 €
<b>Subventions</b>	341 500,00 €			85 375,00 €	85 375,00 €	85 375,00 €	85 375,00 €
<b>Participation du Sdis 76</b>	3 085 936,00 €	180 400,00 €	1 270 407,18 €	1 001 373,00 €	959 473,00 €	- 230 253,72 €	- 95 463,46 €
<b>CIS MALAUNAY-MONTVILLE</b>	<b>4 100 000,00 €</b>	<b>180 400,00 €</b>	<b>1 300 000,00 €</b>	<b>1 300 000,00 €</b>	<b>1 258 100,00 €</b>	<b>61 500,00 €</b>	<b>- €</b>

N°DCA-2019-039

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME  
PROJET « E-SECOURS »**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n°2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant le règlement financier du Sdis, modifiée,
- la délibération n°DCA-2019-029 modifiant le Plan Pluriannuel d'Equipement (PPE),

\*

\* \*

Dans le cadre de sa démarche de modernisation de ses équipements, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a modifié son PPE en vue d'y intégrer, en chapitre VI, le projet transversal « e-Secours ».

Le présent rapport vise à en réaliser la traduction budgétaire à travers la création d'une nouvelle Autorisation de Programme (AP).

Aussi, il vous est proposé d'approuver celle-ci à hauteur de 1 312 500,00 € et le phasage des crédits selon le détail suivant :

Intitulé	Montant Global	2020	2021	2022	2023
Projet e-Secours	1 312 500,00 €	575 000,00 €	246 000,00 €	246 000,00 €	245 500,00 €

En outre, il vous est proposé d'autoriser le Président du Conseil d'administration à solliciter toutes subventions auprès de partenaires financiers, notamment le Département, ainsi que signer tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-039-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

N°DCA-2019-040

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**BUDGET PRINCIPAL 2019 – DECISION MODIFICATIVE N°1**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-11,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° DCA-2019-010 approuvant le budget principal pour 2019, modifiée.

\*

\* \*

La présente Décision Modificative (DM) permet de procéder à quatre niveaux d'ajustements :

- redimensionner les crédits à hauteur des réalisations prévisionnelles,
- effectuer des reprises sur provisions,
- tenir compte de la création d'une provision pour être en capacité de financer les droits acquis dans le cadre du Compte Personnel de Formation (CPF),
- tenir compte de l'actualisation des crédits de paiement des différentes autorisations de programme (clôtures, lissages et créations).

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Fonctionnement</b>			
<b>Dépenses</b>	<b>523 030,00 €</b>	<b>- 40 000,00 €</b>	<b>483 030,00 €</b>
Chapitre 011 "Charges à caractère général"	- 10 000,00 €		- 10 000,00 €
Chapitre 012 "Charges de personnel"	- 2 274 070,00 €		- 2 274 070,00 €
Chapitre 65 "Autres charges de gestion courante"	- 45 900,00 €		- 45 900,00 €
Chapitre 66 "Charges financières"	- 1 000,00 €		- 1 000,00 €
Chapitre 68 "Dotations aux amortissements et provisions"	2 854 000,00 €		2 854 000,00 €
Chapitre 042 "Opération d'ordre entre sections"		- 40 000,00 €	- 40 000,00 €
<b>Recettes</b>	<b>573 030,00 €</b>	<b>- 90 000,00 €</b>	<b>483 030,00 €</b>
Chapitre 78 "Reprise sur amortissements et provisions"	573 030,00 €		573 030,00 €
Chapitre 042 "Opération d'ordre entre section"		- 90 000,00 €	- 90 000,00 €
<b>Investissement</b>			
<b>Dépenses</b>	<b>- 1 150 000,00 €</b>	<b>- 45 000,00 €</b>	<b>- 1 195 000,00 €</b>
Dépenses d'équipements et de travaux	- 1 190 367,59 €		- 1 190 367,59 €
Chapitre 020 "Dépenses imprévues"	40 367,59 €		40 367,59 €
Chapitre 040 "Opérations d'ordre entre sections"		- 90 000,00 €	- 90 000,00 €
Chapitre 041 "Opérations patrimoniales"		45 000,00 €	45 000,00 €
<b>Recettes</b>	<b>- 1 200 000,00 €</b>	<b>5 000,00 €</b>	<b>- 1 195 000,00 €</b>
Chapitre 16 "Emprunts et dettes assimilées"	- 1 200 000,00 €		- 1 200 000,00 €
Chapitre 040 "Opérations d'ordre entre sections"		- 40 000,00 €	- 40 000,00 €
Chapitre 041 "Opérations patrimoniales"		45 000,00 €	45 000,00 €

## **I) Section de fonctionnement**

La présente délibération permet de modifier les crédits qui n'auront pas vocation à être décaissés d'ici la fin de l'exercice (chapitres 011, 012, 65, 66 et opérations d'ordre).

### **A) Dépenses**

Le principal ajustement concerne les charges de personnel. Le chapitre 012 est réduit de près de 2,3 M €. Il est le résultat d'une vacance constatée sur les postes de catégorie A et B supérieure à celle initialement prévue lors de la construction du Budget Primitif.

Cependant, au titre des dépenses nouvelles, des crédits vont rester fléchés au bénéfice des agents pour les accompagner dans le développement de leurs parcours professionnels. En effet, à défaut d'avoir mis en place le Droit Individuel à la Formation, le Sdis76, s'engage à mettre en œuvre sa monétisation à travers le Compte Personnel de Formation (CPF). Le CPF sera déployé au sein de l'établissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 selon les modalités précisées dans un rapport présenté au Comité Technique du 10 octobre dernier et au Bureau du Conseil d'administration de ce jour. Aussi, il est proposé de constituer une provision à hauteur de 2,854 M €, objet d'un rapport spécifique.

### **B) Recettes**

Une partie des risques qui a concouru à la mise en place de provisions ayant disparu. Il doit donc être opéré deux reprises sur provisions.

D'une part, le Service avait constitué une provision pour risques et charges exceptionnels d'un montant de 1 434 792,73 € dans le cadre de la procédure contentieuse concernant la construction du Centre Départemental de Formation au titre des désordres de la maison à feu et du bâtiment administratif. Les travaux de reconstruction de la maison à feu ont été réceptionnés. En conséquence, il convient de procéder une reprise de la provision constituée à cet égard pour 561 330,00 €.

D'autre part, le Tribunal administratif de Rouen a rendu son jugement dans le cadre de la procédure contentieuse sur le temps de travail. Le Sdis76 a été condamné à régler 11 700,00 € sans effet suspensif d'un éventuel appel. Le délai pour interjeter appel courant jusqu'à fin novembre 2019, il est proposé de procéder à la reprise à hauteur des sommes réglées, sur la provision de 150 500 € qui avait été constituée.

## **II) Section d'investissement**

Au-delà de la prise en compte des ajustements réalisés au niveau des opérations d'ordre en fonctionnement, il est proposé de modifier les crédits afférents aux opérations réelles comme suit :

### **A) Dépenses**

D'une part, les clôtures d'Autorisations de Programme (AP) libèrent des Crédits de Paiement (CP) à hauteur de 169,4 K €.

D'autre part, les glissements de CP s'agissant de l'acquisition de matériels relevant du PPE (728 K €) et les décalages de réalisation des opérations immobilières (1,354 M €) dégagent un volume de dépenses de 2,082 M € qui sera décaissé dans les prochains exercices.

Ainsi, les crédits non mobilisés permettent notamment de financer les premiers CP de la reconstruction du Centre d'Incendie et de Secours Des Grandes Ventes (10 K €) et d'abonder les crédits réservés pour les investissements futurs (1,051 M €).

## B) Recettes

Au regard de ce qui précède et de la stratégie d'endettement de l'établissement en matière de financement de dépenses immobilières, il n'apparaît pas opportun de mobiliser de l'emprunt sur cet exercice. Un tirage plus conséquent sera envisagé dans le cadre du budget 2020.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-040-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900049

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

**M. 61**

**Décision modificative 1 (1)**

BUDGET : Budget Principal (2)  
Agrégé au budget principal de (3)

**ANNEE 2019**

(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.



# Sommaire

## I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

## III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	18
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	19
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	20
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	21
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	52
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	53
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	54
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	55
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	56
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	57
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	58
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	59
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	60
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	61

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
A3 - Etat des provisions	63
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	64
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet

### C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	66
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	70
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>A</b>

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
  - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
  - avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT</b>	<b>B</b>

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	<b>91 511 548,92</b>	<b>97 207 369,94</b>	<b>11 703 504,96</b>	<b>17 399 325,98</b>
<b>Investissement</b>	<b>7 986 656,45</b>	<b>9 664 061,71</b>	<sup>(1)</sup> <b>1 501 264,61</b>	<b>3 178 669,87</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>83 524 892,47</b>	<b>87 543 308,23</b>	<sup>(2)</sup> <b>10 202 240,35</b>	<b>14 220 656,11</b>

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

### RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL</b>		(I) <b>4 596,22</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectation (BA)</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 606,40</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 989,82</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL</b>		(II) <b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>0,00</b>
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT</b>	<b>B</b>

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	I + II 4 596,22	III + IV 41 800,00	37 203,78	17 436 529,76
<b>Investissement</b>	I 4 596,22	III 41 800,00	37 203,78	3 215 873,65
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	0,00	14 220 656,11

**RESTES A REALISER – RECETTES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL</b>		(III) 41 800,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	41 800,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL</b>		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	-1 195 000,00	-1 195 000,00

+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		-1 195 000,00	-1 195 000,00

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	483 030,00	483 030,00

+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		483 030,00	483 030,00

TOTAL DU BUDGET (4)		-711 970,00	-711 970,00
------------------------	--	-------------	-------------

## TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	-1 150 000,00	-45 000,00	-1 195 000,00	-1 200 000,00	5 000,00	-1 195 000,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	523 030,00	-40 000,00	483 030,00	573 030,00	-90 000,00	483 030,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	-626 970,00	-85 000,00	-711 970,00	-626 970,00	-85 000,00	-711 970,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>A2.1</b>

**SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)****OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	-10 000,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	-2 274 070,00	
65	Autres charges de gestion courante	-45 900,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
<b>Total gestion des services</b>		<b>-2 329 970,00</b>	<b>0,00</b>
66	Charges financières	-1 000,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
68	Dotations amortissements et provisions	2 854 000,00	
022	Dépenses imprévues	0,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		573 030,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS REELLES</b>		<b>I 523 030,00</b>	<b>II 573 030,00</b>

<b>SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES : .....</b>	<b>50 000,00</b>
<b>(Recettes réelles – Dépenses réelles)</b>	

**OPERATIONS D'ORDRE (1)**

042	Opérations d'ordre entre sections	-40 000,00	-90 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
<b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>		<b>III -40 000,00</b>	<b>IV -90 000,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 : .....</b>	<b>50 000,00</b>
---	------------------

<b>002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>V 0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
---	---------------	----------------

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I+III+V 483 030,00</b>	<b>II+IV+VI 483 030,00</b>
----------------------------	---------------------------	----------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER-SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>A2.2</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)****OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00 (1)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	-1 200 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) -50 000,00 (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00 (3)	0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) -1 099 367,19 (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00 (3)	0,00
23	Immobilisations en cours	(2) -41 000,40 (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	40 367,59	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS REELLES</b>		<b>I -1 150 000,00</b>	<b>II -1 200 000,00</b>

<b>BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :.....</b>	<b>50 000,00</b>
<b>(Dépenses réelles – Recettes réelles)</b>	

**OPERATIONS D'ORDRE (4)**

040	Opérations d'ordre entre sections	-90 000,00	-40 000,00
041	Opérations patrimoniales	45 000,00	45 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>		<b>III -45 000,00</b>	<b>IV 5 000,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040 .....</b>	<b>50 000,00</b>
<b>Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)</b>	

<b>001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)</b>	<b>V 0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
<b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)</b>		<b>VII 0,00</b>

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I + III + V -1 195 000,00</b>	<b>II + IV + VI + VII -1 195 000,00</b>
----------------------------	----------------------------------	---

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
BALANCE GENERALE-DEPENSES		B1

## 1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-10 000,00		-10 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-2 274 070,00		-2 274 070,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	-45 900,00		-45 900,00
66	Charges financières	-1 000,00	0,00	-1 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	2 854 000,00	-40 000,00	2 814 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		523 030,00	-40 000,00	483 030,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)		0,00
--	--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		483 030,00
---	--	------------

## 2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	-80 000,00	-80 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	-1 991 217,59		-1 991 217,59
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	98 000,00	0,00	98 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	363 850,00	35 000,00	398 850,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	339 000,00	0,00	339 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	40 367,59		40 367,59
Dépenses d'investissement –Total		-1 150 000,00	-45 000,00	-1 195 000,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)		0,00
---	--	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		-1 195 000,00
--	--	---------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

## 1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		-50 000,00	-50 000,00
74 Contributions et participations	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits exceptionnels	0,00	-40 000,00	-40 000,00
78 Reprise sur amortissements et provisions	573 030,00	0,00	573 030,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>	<b>573 030,00</b>	<b>-90 000,00</b>	<b>483 030,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>483 030,00</b>
--	-------------------

## 2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-1 200 000,00	0,00	-1 200 000,00
18 Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	45 000,00	45 000,00
22 Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		-40 000,00	-40 000,00
19 Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45 Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à répartir		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement –Total</b>	<b>-1 200 000,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>-1 195 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-1 195 000,00</b>
---	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	9 907 580,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00	9 897 580,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	9 907 580,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00	9 897 580,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 246 724,00	0,00	-2 274 070,00	-2 274 070,00	65 972 654,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	949 600,00	0,00	-45 900,00	-45 900,00	903 700,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	949 600,00	0,00	-45 900,00	-45 900,00	903 700,00
66	Charges financières	19 000,00	0,00	-1 000,00	-1 000,00	18 000,00
67	Charges exceptionnelles	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
68	Dotations amortissements et provisions	4 500 000,00		2 854 000,00	2 854 000,00	7 354 000,00
022	Dépenses imprévues	2 756 350,11		0,00	0,00	2 756 350,11
023	Virement à la section d'investissement	7 400 000,00		0,00	0,00	7 400 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections	8 320 000,00		-40 000,00	-40 000,00	8 280 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		102 127 254,11	0,00	483 030,00	483 030,00	102 610 284,11

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	102 610 284,11
---	----------------

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 242 552,00	0,00	0,00	0,00	1 242 552,00
74	Contributions et participations	83 887 071,00	0,00	0,00	0,00	83 887 071,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	788 830,00	0,00	0,00	0,00	788 830,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	59 000,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		573 030,00	573 030,00	573 030,00
042	Opérations d'ordre entre sections	1 929 145,00		-90 000,00	-90 000,00	1 839 145,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		87 906 598,00	0,00	483 030,00	483 030,00	88 389 628,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	14 220 656,11
--	---------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	102 610 284,11
---	----------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES	A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>9 907 580,00</b>	<b>-10 000,00</b>	<b>-10 000,00</b>
6042	Achats de prestations de services	500,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	136 326,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 373 140,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	69 900,00	0,00	0,00
60622	Carburants	1 044 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	34 910,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	100 023,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	566 847,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	315 020,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	51 100,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	39 661,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	3 552,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	157 615,00	0,00	0,00
6067	Produits d'intervention	22 750,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	224 887,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	164 995,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	308 758,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	67 865,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	8 597,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	67 500,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	189 850,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	1 000,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	14 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	726 020,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	320 833,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	608 342,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	554 238,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	267 680,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	35 950,00	0,00	0,00
61821	Abonnements	22 500,00	0,00	0,00
61828	Autres	3 000,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	356 952,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 050,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	9 665,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	10 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	43 317,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	24 046,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	39 045,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	15 800,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	10 000,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	8 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	343 992,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	5 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	44 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	445 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	2 600,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	467 400,00	0,00	0,00
62872	Remboursement de frais au budget annexe	222 381,00	-10 000,00	-10 000,00
6288	Autres remboursements de frais	239 578,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	18 115,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	100 280,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>68 246 724,00</b>	<b>-2 274 070,00</b>	<b>-2 274 070,00</b>
6218	Autre personnel extérieur	13 034,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	345 546,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	134 237,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	419 913,00	0,00	0,00

## SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - DM - 2019

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
64111	Rémunération principale titulaires	25 459 006,00	-2 274 070,00	-2 274 070,00
64112	SFT, indemnité résidence	632 378,00	0,00	0,00
64113	NBI	130 228,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	14 196 992,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	1 106 562,00	0,00	0,00
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	8 895 443,00	0,00	0,00
64145	Vacations versées aux employeurs	15 000,00	0,00	0,00
64146	Service de santé	62 620,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 296 464,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 540 606,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	46 831,00	0,00	0,00
646	Allocations de vétérance	721 371,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	23 153,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	290 216,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	50 674,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	689 125,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	177 325,00	0,00	0,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>949 600,00</b>	<b>-45 900,00</b>	<b>-45 900,00</b>
651	Redevance pour concessions brevet,...	0,00	0,00	0,00
6521	Déficit des budgets annexes	384 000,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	43 600,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	8 600,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	4 100,00	4 100,00
6558	Autres contributions obligatoires	256 400,00	0,00	0,00
656	Participations	140 000,00	-50 000,00	-50 000,00
6574	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	83 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	14 000,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)</b>		<b>79 103 904,00</b>	<b>-2 329 970,00</b>	<b>-2 329 970,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (B)</b>	<b>19 000,00</b>	<b>-1 000,00</b>	<b>-1 000,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	19 000,00	-1 000,00	-1 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (C)</b>	<b>28 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	3 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	12 000,00	0,00	0,00
6745	Subventions aux personnes de droit privé	1 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	2 000,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dotations amortissements et provisions (D)</b>	<b>4 500 000,00</b>	<b>2 854 000,00</b>	<b>2 854 000,00</b>
6815	Dot. prov. pour risques et ch. de fonct.	4 500 000,00	2 854 000,00	2 854 000,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	0,00	0,00	0,00
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (E)</b>	<b>2 756 350,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E</b>		<b>86 407 254,11</b>	<b>523 030,00</b>	<b>523 030,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>7 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections (2)</b>	<b>8 320 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>
675	Valeurs comptables immobilisation cédée	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	8 320 000,00	-40 000,00	-40 000,00
<b>043</b>	<b>Opérations ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b> (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		<b>15 720 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b> (= Total des opérations réelles et d'ordre)		<b>102 127 254,11</b>	<b>483 030,00</b>	<b>483 030,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (3)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

## SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - DM - 2019

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>				<b>102 610 284,11</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)**

Montant des ICNE de l'exercice	1 480,87
Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 589,94
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES	A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>70</b>	<b>Prod. services, domaine, ventes diverses</b>	<b>1 242 552,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	439 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	96 637,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	706 915,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00
<b>74</b>	<b>Contributions et participations</b>	<b>83 887 071,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
744	FCTVA	32 000,00	0,00	0,00
74712	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	46 331 000,00	0,00	0,00
7474	Participation communes	6 435 949,00	0,00	0,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	30 081 102,00	0,00	0,00
7478	Participation autres organismes	1 007 020,00	0,00	0,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>788 830,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	354 430,00	0,00	0,00
6459	Remboursement charges SS et prévoyance	8 050,00	0,00	0,00
6479	Remboursement autres charges sociales	426 350,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)</b>		<b>85 918 453,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (B)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (C)</b>	<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7711	Débits et pénalités perçus	50 000,00	0,00	0,00
7714	Recouvr. créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres prod. except. opération gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	4 000,00	0,00	0,00
<b>78</b>	<b>Reprises amortissements et provisions (D)</b>	<b>0,00</b>	<b>573 030,00</b>	<b>573 030,00</b>
7875	Rep. prov. risques et charges exception.	0,00	573 030,00	573 030,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D</b>		<b>85 977 453,00</b>	<b>573 030,00</b>	<b>573 030,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections (2)</b>	<b>1 929 145,00</b>	<b>-90 000,00</b>	<b>-90 000,00</b>
722	Immobilisations corporelles	60 000,00	-50 000,00	-50 000,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00
7768	Neutralisation des amortissements	1 777 130,00	-40 000,00	-40 000,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	92 015,00	0,00	0,00
<b>043</b>	<b>Opérations ordre intérieur de la section (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>1 929 145,00</b>	<b>-90 000,00</b>	<b>-90 000,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>87 906 598,00</b>	<b>483 030,00</b>	<b>483 030,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (3)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)</b>	<b>14 220 656,11</b>
---	----------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>102 610 284,11</b>
--	-----------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>B</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>18 032 795,25</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 190 367,59</b>	<b>-1 190 367,59</b>	<b>16 842 427,66</b>
- Non individualisées en programmes d'équipement	8 464 596,22	0,00	800 850,00	800 850,00	9 265 446,22
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	8 464 596,22	0,00	800 850,00	800 850,00	9 265 446,22
- Individualisées en programmes d'équipement	9 568 199,03	0,00	-1 991 217,59	-1 991 217,59	7 576 981,44
- Avec AP / CP	9 568 199,03	0,00	-1 991 217,59	-1 991 217,59	7 576 981,44
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Subventions d'équipement à verser (c/204)</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>50 000,00</b>
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Dépenses financières</b>	<b>1 297 655,62</b>	<b>0,00</b>	<b>40 367,59</b>	<b>40 367,59</b>	<b>1 338 023,21</b>
<b>040 Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>1 929 145,00</b>		<b>-90 000,00</b>	<b>-90 000,00</b>	<b>1 839 145,00</b>
<b>041 Opérations patrimoniales</b>	<b>50 000,00</b>		<b>45 000,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>95 000,00</b>
<b>Dépenses d'investissement - Total</b>	<b>21 359 595,87</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 195 000,00</b>	<b>-1 195 000,00</b>	<b>20 164 595,87</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>20 164 595,87</b>
---	----------------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
<b>Recettes d'équipement</b>	<b>1 350 925,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 200 000,00</b>	<b>-1 200 000,00</b>	<b>150 925,00</b>
<b>Opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes financières</b>	<b>1 060 001,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 060 001,00</b>
<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>15 720 000,00</b>		<b>-40 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>15 680 000,00</b>
<b>041 Opérations patrimoniales</b>	<b>50 000,00</b>		<b>45 000,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>95 000,00</b>
<b>Recettes d'investissement - Total</b>	<b>18 180 926,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 195 000,00</b>	<b>-1 195 000,00</b>	<b>16 985 926,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>3 178 669,87</b>
--	---------------------

=

<b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>20 164 595,87</b>
---	----------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>					<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>					<b>B1.1</b>

**DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL</b>		<b>8 464 596,22</b>	<b>0,00</b>	<b>800 850,00</b>	<b>800 850,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors c/204)</b>	<b>47 606,40</b>	<b>0,00</b>	<b>98 000,00</b>	<b>98 000,00</b>
2033	Frais d'insertion	16 080,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	31 526,40	0,00	98 000,00	98 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 416 989,82</b>	<b>0,00</b>	<b>363 850,00</b>	<b>363 850,00</b>
21312	Centres d'incendie et de secours	1 360 000,00	0,00	363 850,00	363 850,00
21538	Autres réseaux	38 000,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	17 000,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	239,98	0,00	0,00	0,00
2158	Autres install., mat et outill. techn.	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 749,84	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>7 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>339 000,00</b>	<b>339 000,00</b>
231312	Centres d'incendie et de secours	7 000 000,00	0,00	339 000,00	339 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

## DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL</b>		<b>0,00</b>	<b>-1 991 217,59</b>	<b>-1 991 217,59</b>
2010000006	GROUPEMENT OUEST	0,00	9 000,00	9 000,00
2012000001	PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION	0,00	0,00	0,00
2013000002	MODERNISATION DES OUTILS	0,00	-108 000,00	-108 000,00
2014000006	FORGES LES EAUX REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000008	LA MAILLERAYE/S REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000009	MONTIVILLIERS REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000010	DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX	0,00	-382,42	-382,42
2014000012	NOUVELLE AP LE HAVRE SUD	0,00	0,00	0,00
2015000001	MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS	0,00	-60,76	-60,76
2015000003	SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE	0,00	0,00	0,00
2016000001	AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES	0,00	-60,30	-60,30
2016000002	ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS	0,00	0,00	0,00
2016000003	ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS	0,00	0,00	0,00
2016000004	RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA	0,00	0,00	0,00
2016000005	ACQUISITION DE MOBILIER	0,00	0,00	0,00
2016000006	REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI	0,00	-265 000,00	-265 000,00
2016000007	RENOUVELLEMENT MATERIELS SSSM	0,00	0,00	0,00
2016000008	RENOUVELLEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION	0,00	-5 190,00	-5 190,00
2017000001	TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	0,00	0,00	0,00
2017000002	RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX	0,00	-163 674,11	-163 674,11
2017000003	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE	0,00	-300 000,00	-300 000,00
2017000004	CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR	0,00	0,00	0,00
2018000001	SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS	0,00	-272 000,00	-272 000,00
2018000002	TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE	0,00	-361 000,00	-361 000,00
2018000003	RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	0,00	0,00	0,00
2019000001	MATERIELS NON-OPERATIONNELS	0,00	0,00	0,00
2019000002	MATERIELS D'INTERVENTION COURANT	0,00	150 150,00	150 150,00
2019000003	MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS	0,00	-618 000,00	-618 000,00
2019000004	MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET	0,00	0,00	0,00
2019000005	MATERIELS DU SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL	0,00	-67 000,00	-67 000,00
2019000007	CIS LES GRANDES VENTES	0,00	10 000,00	10 000,00

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2010000006**  
**LIBELLE : GROUPEMENT OUEST**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1006**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>3 990 976,89</b>	<b>a 0,00</b>	<b>9 000,00</b>	<b>b 9 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>25 616,08</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21311	Bâtiments administratifs	9 527,39	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	16 088,69	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>3 965 360,81</b>	<b>0,00</b>	<b>9 000,00</b>	<b>9 000,00</b>
231311	Bâtiments administratifs	3 965 360,81	0,00	9 000,00	9 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-9 000,00</b>
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012000001**  
**LIBELLE : PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1201**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>1 142 500,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>5 440,61</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	5 440,61	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>1 137 059,39</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
231311	Bâtiments administratifs	1 137 059,39	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000002**  
**LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>1 567 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-108 000,00</b>	<b>b -108 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>1 442 444,27</b>	<b>0,00</b>	<b>-108 000,00</b>	<b>-108 000,00</b>
2031	Frais d'études	71 752,23	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	1 370 692,04	0,00	-108 000,00	-108 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>124 555,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2183	Matériel informatique	124 555,73	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>108 000,00</b>
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000006**  
**LIBELLE : FORGES LES EAUX REHABILITATION**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1406**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000008**  
**LIBELLE : LA MAILLERAYE/S REHABILITATION**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1408**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000009**  
**LIBELLE : MONTIVILLIERS REHABILITATION**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1409**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>510 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>510 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
231312	Centres d'incendie et de secours	510 000,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000010**  
**LIBELLE : DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1410**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>520 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-382,42</b>	<b>b -382,42</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>22 364,63</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	22 364,63	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>482 398,82</b>	<b>0,00</b>	<b>-382,42</b>	<b>-382,42</b>
21311	Bâtiments administratifs	374 769,05	0,00	-382,42	-382,42
2184	Matériel de bureau et mobilier	16 773,47	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	90 856,30	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>15 236,55</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
231311	Bâtiments administratifs	15 236,55	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>382,42</b>
--------------------------------------	---------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000012**  
**LIBELLE : NOUVELLE AP LE HAVRE SUD**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>10 200 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>10 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
231312	Centres d'incendie et de secours	10 200 000,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>			<b>0,00</b>
--------------------------------------	--	--	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000001**  
**LIBELLE : MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1501**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>7 175 441,05</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-60,76</b>	<b>b -60,76</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>7 175 441,05</b>	<b>0,00</b>	<b>-60,76</b>	<b>-60,76</b>
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	5 582 944,55	0,00	-60,76	-60,76
2182	Matériel de transport	1 592 496,50	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>60,76</b>
--------------------------------------	--------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000003**  
**LIBELLE : SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1503**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000001**  
**LIBELLE : AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1601**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>1 050 589,19</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-60,30</b>	<b>b -60,30</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 050 589,19	0,00	-60,30	-60,30
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 050 589,19	0,00	-60,30	-60,30
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>60,30</b>
--------------------------------------	--------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000002**  
**LIBELLE : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1602**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>1 772 355,10</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 772 355,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 772 355,10	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000003**  
**LIBELLE : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1603**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>127 217,23</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>127 217,23</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21571	Ateliers	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	127 217,23	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000004**  
**LIBELLE : RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1604**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>1 820 920,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 820 920,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 820 920,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000005**  
**LIBELLE : ACQUISITION DE MOBILIER**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1605**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>63 455,25</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	63 455,25	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	63 455,25	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000006**  
**LIBELLE : REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1606**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>1 600 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-265 000,00</b>	<b>b -265 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-166 000,00</b>	<b>-166 000,00</b>
21311	Bâtiments administratifs	29 822,00	0,00	14 650,00	14 650,00
21312	Centres d'incendie et de secours	1 552 283,00	0,00	-231 500,00	-231 500,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	17 895,00	0,00	50 850,00	50 850,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-99 000,00</b>	<b>-99 000,00</b>
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>265 000,00</b>
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000007**  
**LIBELLE : RENOUELEMENT MATERIELS SSSM**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1607**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000008**  
**LIBELLE : RENOUELEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1608**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>807 138,21</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-5 190,00</b>	<b>b -5 190,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>119 021,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	119 021,21	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>688 117,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 190,00</b>	<b>-5 190,00</b>
21531	Réseaux de transmission	148 588,33	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	-5 114,10	-5 114,10
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	294 625,43	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	220 042,14	0,00	-75,90	-75,90
2188	Autres immobilisations corporelles	24 861,10	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>5 190,00</b>
--------------------------------------	-----------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000001**  
**LIBELLE : TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1701**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>1 465 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 465 000,00	0,00	0,00	0,00
231318	Autres bâtiments publics	1 465 000,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000002**  
**LIBELLE : RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1702**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>725 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-163 674,11</b>	<b>b -163 674,11</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>725 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-163 673,71</b>	<b>-163 673,71</b>
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	725 000,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	-163 673,71	-163 673,71
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-0,40</b>	<b>-0,40</b>
231318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	-0,40	-0,40
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>163 674,11</b>
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000003**  
**LIBELLE : REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1703**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>500 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-300 000,00</b>	<b>b -300 000,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	500 000,00	0,00	-300 000,00	-300 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	500 000,00	0,00	-251 250,77	-251 250,77
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	0,00	-48 749,23	-48 749,23

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>300 000,00</b>
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000004**  
**LIBELLE : CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1704**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>2 830 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 830 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	2 830 000,00	0,00	0,00	0,00
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000001**  
**LIBELLE : SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1801**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>508 788,41</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-272 000,00</b>	<b>b -272 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2051	Concessions,droits similaires,brevets,...	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>508 788,41</b>	<b>0,00</b>	<b>-272 000,00</b>	<b>-272 000,00</b>
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	508 788,41	0,00	-272 000,00	-272 000,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>272 000,00</b>
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000002**  
**LIBELLE : TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1802**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>945 077,35</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-361 000,00</b>	<b>b -361 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>803 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>
2031	Frais d'études	803 600,00	0,00	-40 000,00	-40 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>141 477,35</b>	<b>0,00</b>	<b>-321 000,00</b>	<b>-321 000,00</b>
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	-251 000,00	-251 000,00
21312	Centres d'incendie et de secours	141 477,35	0,00	-75 100,00	-75 100,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	5 100,00	5 100,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>361 000,00</b>
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000003**  
**LIBELLE : RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1803**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>6 415 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>6 415 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21312	Centres d'incendie et de secours	6 415 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000001**  
**LIBELLE : MATERIELS NON-OPERATIONNELS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1901**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>1 837 746,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2051	Concessions,droits similaires,brevets,...	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 837 746,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21531	Réseaux de transmission	26 575,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	1 218 734,00	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	458 295,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	134 142,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000002**  
**LIBELLE : MATERIELS D'INTERVENTION COURANT**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1902**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>5 008 924,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>150 150,00</b>	<b>b 150 150,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>5 008 924,00</b>	<b>0,00</b>	<b>150 150,00</b>	<b>150 150,00</b>
21531	Réseaux de transmission	725 268,50	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	4 283 655,50	0,00	57 685,52	57 685,52
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	92 464,48	92 464,48
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-150 150,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000003**  
**LIBELLE : MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1903**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>9 713 377,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-618 000,00</b>	<b>b -618 000,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	9 713 377,00	0,00	-618 000,00	-618 000,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	4 254 309,40	0,00	-564 000,00	-564 000,00
2182	Matériel de transport	5 459 067,60	0,00	-54 000,00	-54 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>618 000,00</b>
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000004**  
**LIBELLE : MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1904**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>138 836,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	138 836,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	138 836,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000005**  
**LIBELLE : MATERIELS DU SERVICE DE SSANTE ET SECOURS MEDICAL**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1905**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>DEPENSES</b>		<b>315 098,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>-67 000,00</b>	<b>b -67 000,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	315 098,00	0,00	-67 000,00	-67 000,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	157 549,00	0,00	-67 000,00	-67 000,00
2158	Autres install., mat et outill. techn.	157 549,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>		<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>67 000,00</b>
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000007**  
**LIBELLE : CIS LES GRANDES VENTES**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1907**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>2 512 000,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>b 10 000,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 512 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	2 512 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-10 000,00</b>
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.4</b>

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER					B2
Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	50 000,00	0,00	0,00	0,00
20412	Subv. public - Bâtiments, installations	50 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES</b>	<b>B3</b>

**DEPENSES FINANCIERES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	<b>1 297 655,62</b>	<b>0,00</b>	<b>40 367,59</b>	<b>40 367,59</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	111 220,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	111 220,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 186 435,62		40 367,59	40 367,59

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B4</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL</b>		<b>1 350 925,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 200 000,00</b>	<b>-1 200 000,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>150 925,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. régions	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	150 925,00	0,00	0,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (2)</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 200 000,00</b>	<b>-1 200 000,00</b>
1641	Emprunts en euros	1 200 000,00	0,00	-1 200 000,00	-1 200 000,00
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES</b>	<b>B5</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	<b>1 060 001,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>1 060 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	1 060 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>138</b>	<b>Autres subventions invest. non transf.</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectation (BA)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>024</b>	<b>Produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS</b>	<b>B6</b>

**RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)**

Chap.	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL DEPENSES (2) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL RECETTES (2) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.



III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7
Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>040</b>	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>1 929 145,00</b>	<b>-90 000,00</b>	<b>-90 000,00</b>
13912	Sub. transf cpte résult. régions	92 015,00	-80 000,00	-80 000,00
13918	Autres sub. transf équipement	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 837 130,00	-10 000,00	-10 000,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>15 720 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>8 320 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets, ..	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	8 320 000,00	-40 000,00	-40 000,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
<b>021</b>	<b>Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>7 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>041</b>	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>50 000,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>45 000,00</b>
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	50 000,00	45 000,00	45 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	0,00	0,00
<b>041</b>	<b>RECETTES (2)</b>	<b>50 000,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>45 000,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	50 000,00	45 000,00	45 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b> <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>B9.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>I 1 389 670,62</b>	<b>-39 632,41</b>	<b>II -39 632,41</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>111 220,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	111 220,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>1 278 450,62</b>	<b>-39 632,41</b>	<b>-39 632,41</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	92 015,00	-80 000,00	-80 000,00
020	Dépenses imprévues	1 186 435,62	40 367,59	40 367,59

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>1 350 038,21</b>	<b>4 596,22</b>	<b>0,00</b>	<b>1 354 634,43</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 16 780 001,00</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>VI -40 000,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>1 060 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	1 060 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
<b>Ressources propres internes de l'année (b)</b>		<b>15 720 001,00</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	8 320 000,00	-40 000,00	-40 000,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
481...	Charges à répartir			
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	7 400 000,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>16 740 001,00</b>	<b>41 800,00</b>	<b>3 178 669,87</b>	<b>0,00</b>	<b>19 960 470,87</b>

Montant

<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	IV	<b>1 354 634,43</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	VIII	<b>19 960 470,87</b>
<b>Solde</b>	IX = VIII – IV (4)	<b>18 605 836,44</b>

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N ET PROVISIONS NOUVELLES							A3
Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE E = C - D	
Provisions pour risques et charges (2)	7 504 500,00		1 767 375,81	9 271 875,81	573 030,00	8 698 845,81	
Provisions pour litiges et contentieux	0,00		1 644 792,73	1 644 792,73	561 330,00	1 083 462,73	
PROTOCOLE SOCIETE SYSTEL MARCHÉ 20090023	0,00	15/12/2011	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	
CONTENTIEUX CIS BOLBEC	0,00	05/02/2016	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	
CONTENTIEUX CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	0,00	14/12/2016	1 434 792,73	1 434 792,73	561 330,00	873 462,73	
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour grosses réparations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres provisions pour risques	7 504 500,00		122 583,08	7 627 083,08	11 700,00	7 615 383,08	
PROVISION AUTO-ASSURANCE	0,00	05/02/2016	117 000,00	117 000,00	0,00	117 000,00	
CREANCES IRRECOURVABLES	0,00	14/12/2016	5 583,08	5 583,08	0,00	5 583,08	
CONTENTIEUX TEMPS DE TRAVAIL	150 500,00	16/02/2018	0,00	150 500,00	11 700,00	138 800,00	
PROTOCOLE ISSU D'UNE NEGOCIATION SYNDICALE	4 500 000,00	04/06/2019	0,00	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	
COMPTE PERSONNEL DE FORMATION	2 854 000,00	10/10/2019	0,00	2 854 000,00	0,00	2 854 000,00	
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des stocks	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL	7 504 500,00		1 767 375,81	9 271 875,81	573 030,00	8 698 845,81	

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, ...).

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

IV

B6

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	63 663 577,03	7 496 109,30	71 159 686,33	19 643 944,16	7 576 961,44	11 081 288,87	32 857 511,86
2010-1006 1006 - GROUPEMENT OUEST	4 250 000,00	-259 023,11	3 990 976,89	3 970 976,89	20 000,00	0,00	0,00
2012-1201 1201 - PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION	1 142 500,00	0,00	1 142 500,00	908 572,05	233 927,95	0,00	0,00
2013-1302 1302 - MODERNISATION OUTILS INFORMATIQ	1 675 000,00	0,00	1 675 000,00	1 409 295,93	157 704,07	108 000,00	0,00
2014-1409 1409 - MONTIVILLIERS REHABILITATION	510 000,00	0,00	510 000,00	21 521,23	330 000,00	156 478,77	2 000,00
2014-1410 1410 - DIRECTION AMANAGEMENT LOCAUX	520 000,00	-382,42	519 617,58	510 070,37	9 547,21	0,00	0,00
2014-1412 1412 - NOUVELLE AP LE HAVRE SUD	10 200 000,00	0,00	10 200 000,00	105 103,38	537 700,00	2 093 000,00	7 464 196,62
2015-1501 1501 - MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS	7 175 441,05	-60,76	7 175 380,29	6 754 941,05	420 439,24	0,00	0,00
2016-1601 1601 - AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES	1 050 569,19	-60,30	1 050 508,89	977 129,19	73 379,70	0,00	0,00
2016-1602 1602 - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS	1 772 355,10	0,00	1 772 355,10	1 729 900,72	42 454,38	0,00	0,00
2016-1603 1603 - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS	127 217,23	0,00	127 217,23	127 217,23	0,00	0,00	0,00
2016-1604 1604 - RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MATERIELS ROULANTS	1 820 920,00	0,00	1 820 920,00	971 349,98	489 700,00	359 870,02	0,00
2016-1605 1605 - ACQUISITION DE MOBILIER	63 455,25	0,00	63 455,25	63 455,25	0,00	0,00	0,00
2016-1606 1606 - REFECTIO ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	379 436,52	626 000,00	594 563,48	0,00
2016-1608 1608 - RENOUELEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTME D'INFORMATION	807 138,21	-5 190,00	801 948,21	799 548,21	2 400,00	0,00	0,00
2017-1701 1701 - TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	1 465 000,00	0,00	1 465 000,00	0,00	10 000,00	140 000,00	1 315 000,00
2017-1702 1702 - REHABILITATION	725 000,00	-163 674,11	561 325,89	303 995,63	257 330,26	0,00	0,00
2017-1703 1703 - REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE	500 000,00	0,00	500 000,00	17 744,40	50 000,00	432 255,60	0,00
2017-1704 1704 - CONSTRUCTION DU CIS DE DUCLAIR	2 830 000,00	0,00	2 830 000,00	428 820,37	51 179,63	166 000,00	2 184 000,00
2018-1801 1801 - SECURITE DANS LES ETABLISSEMENT DU SDIS	600 000,00	0,00	600 000,00	23 388,41	223 000,00	262 400,00	91 211,59
2018-1802 1802 - TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	141 477,35	353 500,00	450 100,00	454 922,65
2018-1803 1803 - RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	6 415 000,00	0,00	6 415 000,00	0,00	20 000,00	500 000,00	5 895 000,00
2019-1901 1901 - MATERIELS NON-OPERATIONNELS	1 837 746,00	0,00	1 837 746,00	0,00	417 819,00	466 908,00	953 019,00
2019-1902 1902 - MATERIELS D'INTERVENTION COURANT	4 726 468,00	282 456,00	5 008 924,00	0,00	1 404 386,00	1 678 750,00	1 925 788,00
2019-1903 1903 - MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS	9 713 377,00	0,00	9 713 377,00	0,00	1 717 463,00	2 565 330,00	5 430 584,00
2019-1904 1904 - MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	138 836,00	0,00	138 836,00	0,00	35 734,00	34 867,00	68 235,00
2019-1905 1905 - MATERIELS DU SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL	597 554,00	-282 456,00	315 098,00	0,00	83 297,00	83 346,00	148 455,00
2019-1906 1906 - E-SECOURS	0,00	1 312 500,00	1 312 500,00	0,00	0,00	575 000,00	737 500,00
2019-1907 1907 - CIS LES GRANDES VENTES	0,00	2 512 000,00	2 512 000,00	0,00	10 000,00	111 000,00	2 391 000,00
2019-1908 1908 - CIS MALAUNAY - MONTVILLE RECONSTRUCTION	0,00	4 100 000,00	4 100 000,00	0,00	0,00	303 400,00	3 796 600,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.



## IV – ANNEXES

IV	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	
	C1

## C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		146,00	0,00	146,00	121,00	9,00	130,00
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	95,00	0,00	95,00	84,40	2,00	86,40
ATTACHE	A	11,00	0,00	11,00	7,00	2,00	9,00
DIRECTEUR	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEUR	B	39,00	0,00	39,00	29,60	5,00	34,60
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		98,00	0,00	98,00	75,70	12,00	87,70
ADJOINT TECHNIQUE	C	35,00	0,00	35,00	28,80	1,00	29,80
AGENT DE MAITRISE	C	25,00	0,00	25,00	23,00	2,00	25,00
INGENIEUR	A	11,00	0,00	11,00	5,90	5,00	10,90
TECHNICIEN	B	27,00	0,00	27,00	18,00	4,00	22,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
ASSISTANT SOCIO EDUCATIF PRINCIPAL	B	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		911,00	0,00	911,00	871,90	1,00	872,90
ADJUDANT/ADJUDANT-CHEF	C	232,00	0,00	232,00	229,80	0,00	229,80
CADRE DE SANTE DE 1ère CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CAPITAINE	A	33,00	0,00	33,00	27,00	0,00	27,00
CAPORAL	C	279,00	0,00	279,00	274,90	0,00	274,90
CAPORAL-CHEF	C	58,00	0,00	58,00	55,80	0,00	55,80
COLONEL	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
COLONEL HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
COMMANDANT	A	24,00	0,00	24,00	24,00	0,00	24,00
INFIRMIER HORS CLASSE	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
LIEUTENANT 1ERE CLASSE	B	41,00	0,00	41,00	34,00	0,00	34,00
LIEUTENANT 2EME CLASSE	B	23,00	0,00	23,00	13,00	0,00	13,00
LIEUTENANT HORS CLASSE	B	7,00	0,00	7,00	6,00	0,00	6,00
LIEUTENANT-COLONEL	A	9,00	0,00	9,00	8,00	0,00	8,00
MEDECIN DE CLASSE EXCEPTIONNELLE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
MEDECIN HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
PHARMACIEN DE CLASSE NORMALE	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
PHARMACIEN HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
SAPEUR	C	34,00	0,00	34,00	33,00	0,00	33,00
SERGENT- SERGENT-CHEF	C	158,00	0,00	158,00	154,80	0,00	154,80
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>1 156,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 156,00</b>	<b>1 069,50</b>	<b>22,00</b>	<b>1 091,50</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES			IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N			C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)						
AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	366	0,00	3-2	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	348	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	361	0,00	3-2	CDD
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	460	0,00	3-2	CDD
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	363	0,00	3-2	CDD
ATTACHE	A	ADM	490	0,00	3-3-2°	CDD
ATTACHE	A	ADM	518	0,00	3-3-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	558	0,00	3-3-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	686	0,00	3-3-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	558	0,00	3-3-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	558	0,00	3-2	CDD
INGENIEUR	A	TECH	765	0,00	3-3-2°	CDD
MEDECIN HORS CLASSE	A	OTR	813	0,00	3-2	CDD
REDACTEUR	B	ADM	461	0,00	3-3-1°	CDI
REDACTEUR	B	ADM	399	0,00	3-2	CDD
REDACTEUR	B	ADM	480	0,00	3-2	CDD
REDACTEUR	B	ADM	415	0,00	3-2	CDD
REDACTEUR	B	ADM	379	0,00	3-2	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	429	0,00	3-2	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	684	0,00	3-3-1°	CDI
TECHNICIEN	B	TECH	458	0,00	3-2	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	429	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				1 290,96		
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	348	0,00	3-a°	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	348	0,00	3-a°	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	356	0,00	3-a°	CDD
ESC		ADM		1 290,96	A	A Contrats aidés
TOTAL GENERAL				1 290,96		

(1) CATEGORIES: A, B et C.  
(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
TECH : Technique.  
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
S : Social.  
MS : Médico-social.  
MT : Médico-technique.  
SP : Sportif.  
CULT : Culturel.  
ANIM : Animation.

- PM : Police.  
OTR : Missions non rattachables à une filière.
- (3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).
- (4) CONTRAT : Moût du contrat (ci du 26 janvier 1984 modifiée) :  
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité  
3-b° : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité  
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...)  
3-2 : vacance temporaire d'un emploi  
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.  
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels  
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.  
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
A : autres (préciser).
- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés » ).
- (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.
- (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.
- (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

Nombre de membres présents

Nombre de suffrages exprimés

VOTES :

Pour 14  
Contre 0  
Abstentions 0

17  
9 + 5 pouvoirs  
14

Date de convocation : 29 octobre 2019

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 14 novembre 2019

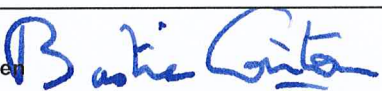
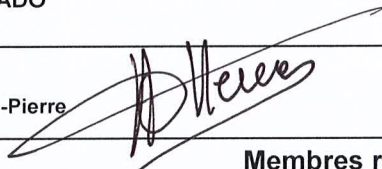
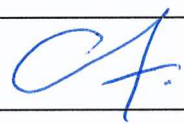
Le président

Monsieur GAUTIER André

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 14 novembre 2019

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur <b>GAUTIER André</b>	Madame <b>TESSIER Dominique</b>
Titulaires	Suppléants
Madame <b>ALLAIS Sophie</b>	Monsieur <b>ROUSSELIN Jean-Louis</b>
Madame <b>CANU Pierrette</b>	Monsieur <b>MARCHE Frédéric</b>
Madame <b>COTTEREAU Chantal</b>	Madame <b>CARON Marine</b>
Madame <b>DURANDE Florence</b>	Monsieur <b>BERTRAND Nicolas</b>
Madame <b>LEFEBVRE Blandine</b>	Monsieur <b>DUVAL Christian</b>
Monsieur <b>LEJEUNE Michel</b>	Madame <b>MSICA GUEROUT Christelle</b>
Madame <b>LUCOT-AVRIL Virginie</b>	
Monsieur <b>REGNIER Didier</b>	Madame <b>VIEUBLE Nacéra</b>
Monsieur <b>TASSERIE Sébastien</b>	Madame <b>SINEAU PATRY Cécile</b>
Madame <b>THIBAudeau RAINOT Florence</b>	Madame <b>FLAVIGNY Catherine</b>

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur <b>BLOND Eric</b>	
Monsieur <b>CORITON Bastien</b> 	Madame <b>DUPARC Fabienne</b>
Madame <b>GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès</b>	
Monsieur <b>THEVENOT Jean-Pierre</b> 	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur <b>COUTEY Guillaume</b>	Madame <b>DIALLO-CISSE Dieynaba</b>
Monsieur <b>LEROY Philippe</b> 	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le .....  
et de la publication le .....

A YVETOT, le.....

**N°DCA-2019-041**

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**BUDGET ANNEXE RESTAURATION 2019 – DECISION MODIFICATIVE N°1**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-11,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° DCA-2019-010 approuvant le budget annexe Restauration pour 2019, modifiée.

\*

\* \*

La présente Décision Modificative (DM) prend en compte des ajustements de crédits au niveau de la section d'exploitation du service restauration en fonction des décaissements constatés et de l'activité prévisionnelle d'ici la fin 2019.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Investissement</b>			
<b>Dépenses</b>	<b>-45 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-45 000,00 €</b>
Chapitre 011 "Charges à caractères générales"	-40 000,00 €		-40 000,00 €
Chapitre 012 "Charges de personnel"	-15 000,00 €		-15 000,00 €
Chapitre 022 "Dépenses imprévues"	10 000,00 €		10 000,00 €
<b>Recettes</b>	<b>-45 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-45 000,00 €</b>
Chapitre 70 "Produits des services, du domaine et ventes diverses"	-45 000,00 €		-45 000,00 €

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-041-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900072

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

**M. 61**

**Décision modificative 1 (1)**

BUDGET : Budget Restauration (2)  
Agrégé au budget principal de Budget Principal (3)

**ANNEE 2019**

(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

## III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	16
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	17
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	18
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	21
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	22
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	23
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	24
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	25
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	26
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	27
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	28
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	29

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
A3 - Etat des provisions	Sans Objet
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet

### C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	30
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	32
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>A</b>

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
  - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
  - sans (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT</b>	<b>B</b>

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	<b>728 574,56</b>	<b>731 336,75</b>	<b>3 481,54</b>	<b>6 243,73</b>
<b>Investissement</b>	<b>19 533,09</b>	<b>22 295,28</b>	<sup>(1)</sup> <b>3 481,54</b>	<b>6 243,73</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>709 041,47</b>	<b>709 041,47</b>	<sup>(2)</sup> <b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

### RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL</b>		<b>(I) 0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectation (BA)</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL</b>		<b>(II) 0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>0,00</b>
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT</b>	<b>B</b>

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	I + II 0,00	III + IV 0,00	0,00	6 243,73
<b>Investissement</b>	I 0,00	III 0,00	0,00	6 243,73
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	0,00	0,00

**RESTES A REALISER – RECETTES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL</b>		(III) 0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL</b>		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	0,00

	+	+	+
<b>R</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)	0,00	0,00
<b>E</b>	(1)		
<b>P</b>	001 Solde d'exécution de la section d'investissement	(si solde négatif)	(si solde positif)
<b>O</b>	reporté (1)	0,00	0,00
<b>R</b>			
<b>T</b>			
<b>S</b>			

=	=	=
Total de la section d'investissement	0,00	0,00
(2)		

		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	-45 000,00	-45 000,00

	+	+	+
<b>R</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)	0,00	0,00
<b>E</b>	(1)		
<b>P</b>	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit)	(si excédent)
<b>O</b>		0,00	0,00
<b>R</b>			
<b>T</b>			
<b>S</b>			

=	=	=
Total de la section de fonctionnement	-45 000,00	-45 000,00
(3)		

TOTAL DU BUDGET	-45 000,00	-45 000,00
(4)		

## TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	-45 000,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	0,00	-45 000,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	-45 000,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	0,00	-45 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>A2.1</b>

**SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)****OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	-40 000,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	-15 000,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		-45 000,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
<b>Total gestion des services</b>		<b>-55 000,00</b>	<b>-45 000,00</b>
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	10 000,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS REELLES</b>		<b>I -45 000,00</b>	<b>II -45 000,00</b>

<b>SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES : .....</b>	<b>0,00</b>
<b>(Recettes réelles – Dépenses réelles)</b>	

**OPERATIONS D'ORDRE (1)**

042	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
<b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>		<b>III 0,00</b>	<b>IV 0,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 : .....</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

<b>002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>V 0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
---	---------------	----------------

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I+III+V -45 000,00</b>	<b>II+IV+VI -45 000,00</b>
----------------------------	---------------------------	----------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER-SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>A2.2</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)****OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 0,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 0,00	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 0,00	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS REELLES</b>		<b>I 0,00</b>	<b>II 0,00</b>

<b>BESOIN D'AUTOFINANCEMENT : .....</b>	<b>0,00</b>
<b>(Dépenses réelles – Recettes réelles)</b>	

**OPERATIONS D'ORDRE (4)**

040	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>		<b>III 0,00</b>	<b>IV 0,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040 .....</b>	<b>0,00</b>
<b>Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)</b>	

<b>001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)</b>	<b>V 0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
<b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)</b>		<b>VII 0,00</b>

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I + III + V 0,00</b>	<b>II + IV + VI + VII 0,00</b>
----------------------------	-------------------------	--------------------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE-DEPENSES</b>	<b>B1</b>

**1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-40 000,00		-40 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-15 000,00		-15 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	10 000,00		10 000,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement –Total</b>		<b>-45 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-45 000,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>-45 000,00</b>
--	-------------------

**2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement –Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
BALANCE GENERALE-RECETTES		B2

## 1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	-45 000,00		-45 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		-45 000,00	0,00	-45 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	-45 000,00
---	------------

## 2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	0,00
---	------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
--	------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	401 950,00	0,00	-40 000,00	-40 000,00	361 950,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	401 950,00	0,00	-40 000,00	-40 000,00	361 950,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	386 443,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00	371 443,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	9 300,00		10 000,00	10 000,00	19 300,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	10 710,00		0,00	0,00	10 710,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		808 663,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	763 663,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	763 663,00
---	------------

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	418 001,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	373 001,00
74	Contributions et participations	6 662,00	0,00	0,00	0,00	6 662,00
75	Autres produits de gestion courante	384 000,00	0,00	0,00	0,00	384 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		808 663,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	763 663,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	763 663,00
---	------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES	A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>401 950,00</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>-40 000,00</b>
60623	Alimentation	210 000,00	-11 000,00	-11 000,00
60631	Fournitures d'entretien	7 700,00	-1 000,00	-1 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 600,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	950,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	162 000,00	-26 000,00	-26 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 000,00	-2 000,00	-2 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	3 800,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	0,00
6288	Autres remboursements de frais	2 400,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>386 443,00</b>	<b>-15 000,00</b>	<b>-15 000,00</b>
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	8 549,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	949,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 416,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	176 995,00	-11 000,00	-11 000,00
64112	SFT, indemnité résidence	1 798,00	0,00	0,00
64113	NBI	2 249,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	51 953,00	-4 000,00	-4 000,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	10 569,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	20 728,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	19 051,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	30 912,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	57 864,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	528,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	882,00	0,00	0,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>10,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)</b>		<b>788 403,00</b>	<b>-55 000,00</b>	<b>-55 000,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (B)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (C)</b>	<b>250,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	250,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dotations amortissements et provisions (D)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (E)</b>	<b>9 300,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E</b>		<b>797 953,00</b>	<b>-45 000,00</b>	<b>-45 000,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections (2)</b>	<b>10 710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
675	Valeurs comptables immobilisation cédée	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	10 710,00	0,00	0,00
<b>043</b>	<b>Opérations ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b> (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		<b>10 710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b> (= Total des opérations réelles et d'ordre)		<b>808 663,00</b>	<b>-45 000,00</b>	<b>-45 000,00</b>

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
---------------------------	------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	763 663,00
---	------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(3) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES	A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>70</b>	<b>Prod. services, domaine, ventes diverses</b>	<b>418 001,00</b>	<b>-45 000,00</b>	<b>-45 000,00</b>
7068	Autres prestations de services	195 620,00	-35 000,00	-35 000,00
70871	Remb. frais collectivité rattachement	222 381,00	-10 000,00	-10 000,00
<b>74</b>	<b>Contributions et participations</b>	<b>6 662,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
74712	Emplois d'avenir	6 662,00	0,00	0,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>384 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7552	PEC déficit bud. annexe par bud. princ.	384 000,00	0,00	0,00
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)</b>		<b>808 663,00</b>	<b>-45 000,00</b>	<b>-45 000,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (B)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (C)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
<b>78</b>	<b>Reprises amortissements et provisions (D)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D</b>		<b>808 663,00</b>	<b>-45 000,00</b>	<b>-45 000,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00
<b>043</b>	<b>Opérations ordre intérieur de la section (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>808 663,00</b>	<b>-45 000,00</b>	<b>-45 000,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (3)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>763 663,00</b>
--	-------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>B</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>16 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 000,00</b>
- Non individualisées en programmes d'équipement	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
- Individualisées en programmes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Subventions d'équipement à verser (c/204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Dépenses financières</b>	<b>953,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>953,73</b>
<b>040 Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>041 Opérations patrimoniales</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Dépenses d'investissement - Total</b>	<b>16 953,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 953,73</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>16 953,73</b>
---	------------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
<b>Recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>10 710,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 710,00</b>
<b>041 Opérations patrimoniales</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes d'investissement - Total</b>	<b>10 710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 710,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>6 243,73</b>
--	-----------------

=

<b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>16 953,73</b>
---	------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.1</b>

**DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	<b>16 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors c/204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>16 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21578	Autre matériel et outillage technique	16 000,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.2</b>

**DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

<b>N°</b>	<b>Libellé</b>	<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>Propositions nouvelles du président</b>	<b>Vote du conseil d'administration</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

Cet état ne contient pas d'information.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.4</b>

Cet état ne contient pas d'information.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER</b>	<b>B2</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES</b>	<b>B3</b>

**DEPENSES FINANCIERES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	<b>953,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	180,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	180,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	773,73		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B4</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES</b>	<b>B5</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS</b>	<b>B6</b>

**RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)**

Chap.	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL DEPENSES (2) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL RECETTES (2) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
<b>040</b>	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>10 710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>10 710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	10 710,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
<b>021</b>	<b>Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>B8</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b> <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>B9.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>I 773,73</b>	<b>0,00</b>	<b>II 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>773,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	773,73	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>773,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>773,73</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES</b>	<b>B9.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 10 710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
<b>Ressources propres internes de l'année (b)</b>		<b>10 710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
281578	Autre matériel et outillage technique	10 710,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
481...	Charges à répartir			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>10 710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 243,73</b>	<b>0,00</b>	<b>16 953,73</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>IV 773,73</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>VIII 16 953,73</b>
<b>Solde</b>	<b>IX = VIII – IV (4) 16 180,00</b>

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV  
C1

## C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
ADJOINT TECHNIQUE	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
AGENT DE MAITRISE TECHNICIEN	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalents temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES		
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N		IV
		C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)					
AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT
			Index (8)	Euros	
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00	
Agents occupant un emploi non permanent (7)				18 620,04	
APPRENTI		OTR		8 944,92	A Apprentissage
APPRENTI		OTR		9 675,12	A Apprentissage
TOTAL GENERAL				18 620,04	

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif  
TECH : Technique  
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
S : Social.  
MS : Médico-social.  
MT : Médico-technique.  
SP : Sportif.  
CULT : Cultural  
ANIM : Animation.  
PM : Police.  
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :  
3-a\* : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.  
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.  
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...);  
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.  
3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
3-3-2 : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
3-3-3 : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
3-3-4 : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
3-3-5 : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
3-5 : article 38 : emplois réservés directs sur emplois fonctionnels  
3-6 : article 38 : emplois réservés indirects sur emplois fonctionnels  
47 : article 47 : collaborateurs de groupes de cabinets.  
110 : article 110 : collaborateurs de groupes de cabinets.  
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

Nombre de membres présents

Nombre de suffrages exprimés

VOTES :

Pour 14

Contre 0

Abstentions 0

17  
9 + 5 pouvoirs  
14

Date de convocation : 29/10/2019

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 14 novembre 2019

Le président

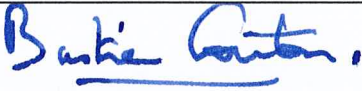

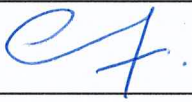
Monsieur GAUTIER André

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 14 novembre 2019

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur <b>GAUTIER André</b>	Madame <b>TESSIER Dominique</b>
Titulaires	Suppléants
Madame <b>ALLAIS Sophie</b>	Monsieur <b>ROUSSELIN Jean-Louis</b>
Madame <b>CANU Pierrette</b>	Monsieur <b>MARCHE Frédéric</b>
Madame <b>COTTEREAU Chantal</b>	Madame <b>CARON Marine</b>
Madame <b>DURANDE Florence</b>	Monsieur <b>BERTRAND Nicolas</b>
Madame <b>LEFEBVRE Blandine</b>	Monsieur <b>DUVAL Christian</b>
Monsieur <b>LEJEUNE Michel</b>	Madame <b>MSICA GUEROUT Christelle</b>
Madame <b>LUCOT-AVRIL Virginie</b>	
Monsieur <b>REGNIER Didier</b>	Madame <b>VIEUBLE Nacéra</b>
Monsieur <b>TASSERIE Sébastien</b>	Madame <b>SINEAU PATRY Cécile</b>
Madame <b>THIBAudeau RAINOT Florence</b>	Madame <b>FLAVIGNY Catherine</b>



Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur <b>BLOND Eric</b>	
Monsieur <b>CORITON Bastien</b> 	Madame <b>DUPARC Fabienne</b>
Madame <b>GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès</b>	
Monsieur <b>THEVENOT Jean-Pierre</b> 	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur <b>COUTEY Guillaume</b>	Madame <b>DIALLO-CISSE Dieynaba</b>
Monsieur <b>LEROY Philippe</b> 	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le .....  
et de la publication le .....

A YVETOT, le.....

N°DCA-2019-042

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
-

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-1,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) notamment son article 93,
- la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), notamment son article 107.

\*  
\* \*

Le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est invité à tenir un débat d'orientations budgétaires (DOB) pour l'exercice 2020 et les années suivantes.

Ce débat, obligatoire, sur les grandes orientations budgétaires doit être réalisé deux mois avant l'examen du budget primitif 2020. Cette disposition est imposée par l'article L 3312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) aux départements et transposée aux services départementaux d'incendie et de secours. Il doit s'appuyer sur un rapport dont la forme et le contenu ont été précisés par l'article 93 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Ces nouvelles dispositions visent à renforcer la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales.

Le rapport doit présenter les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Le DOB constitue une étape essentielle du cycle budgétaire du Sdis 76, il permet d'informer les membres du Conseil d'administration sur la situation financière réelle de l'établissement et ses perspectives budgétaires afin d'éclairer leur choix pour le vote du budget primitif 2020.

La note jointe au présent rapport, contenant les informations prévues par la loi (notamment les données en matière d'emprunt et de personnel présentées en annexes), sera transmise au représentant de l'Etat et publiée sur le site internet du Sdis 76 après la tenue du débat.

\*  
\* \*

*Les membres du Conseil d'administration ont pris connaissance du débat d'orientations budgétaires 2020 et en ont débattu.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-042-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

## **RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020**

Depuis plusieurs exercices, le Sdis 76 a stabilisé une méthodologie de préparation budgétaire dans une logique pluriannuelle, tant en fonctionnement qu'en investissement, en portant une attention particulière au respect des objectifs financiers de la convention de partenariat conclue avec le Département de la Seine-Maritime pour la période 2018-2021.

En effet, les différentes composantes du Service sont mobilisées pour projeter finement leurs besoins ou prévisions de crédits de la section d'exploitation sur 3 années au-delà de l'exercice en cours et calibrer la planification des investissements par le biais de l'actualisation des autorisations de programme dont la durée peut être supérieure.

Le cycle préparatoire du prochain budget poursuit cette logique en s'adaptant sur deux niveaux de temporalité.

D'une part, le calendrier a été avancé afin d'adopter le budget 2020 avant la fin de l'exercice 2019. Ce nouveau phasage présente un avantage certain pour les services gestionnaires de commandes. En effet, ils disposent d'une lisibilité complète et définitive sur les autorisations de crédits et les possibilités d'engagement de dépenses dès le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice. Ils ne sont pas contraints par des enveloppes limitées de crédits ouverts par anticipation, qui nécessitent une confirmation avec l'adoption d'un budget, dont le vote peut intervenir jusqu'au 30 avril les années de renouvellement des conseils municipaux.

D'autre part, le Sdis 76 va étendre les limites de ses projections, en grandes masses, sur deux exercices supplémentaires en vue de répondre aux préconisations formulées par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC) à l'occasion de l'inspection réalisée au premier trimestre 2019.

Dans ces conditions, la fiabilité des données du compte administratif prévisionnel pour 2019 et les perspectives pour 2023 et 2024 doivent naturellement être interprétées avec plus de précaution.

Il convient particulièrement de souligner que ces projections ont été réalisées avant la survenance de l'incendie du site industriel LUBRIZOL.

Avant d'entrer dans le détail des prévisions pour les exercices futurs (II), il est nécessaire de s'arrêter sur les différents éléments conjoncturels qui ont influé ou qui vont influencer la stratégie budgétaire de l'établissement (I).

### **I – L'adaptation de la stratégie budgétaire du Sdis 76 à l'évolution du contexte :**

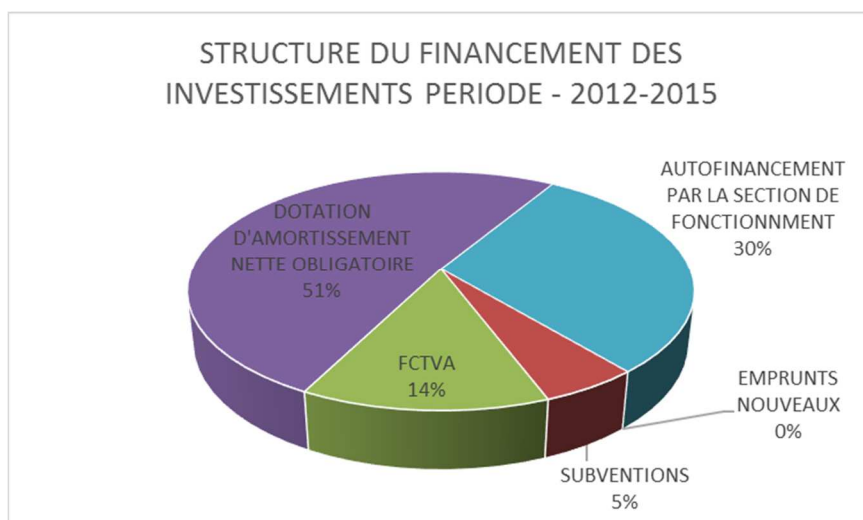
La stratégie budgétaire du Sdis 76, construite au cours de ces dernières années, s'articule autour de trois principaux axes qui sont :

- une diversification des modes de financement de la section d'investissement (A),
- une maîtrise du volume financier et de la nature des dépenses d'investissement (B),
- un retour durable à l'équilibre de la section de fonctionnement sans recours à l'excédent antérieur à moyen terme (C).

Il convient de faire un point sur leur évolution depuis les dernières orientations budgétaires en les passant successivement en revue.

#### **A – Une diversification des modes de financement de la section d'investissement :**

Jusqu'en 2015, excepté l'encaissement du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), le Sdis 76 autofinçait à près de 95 % l'ensemble de ses investissements, à travers la dotation aux amortissements et, le cas échéant, l'affectation d'une partie du résultat de la section d'exploitation pour couvrir le solde déficitaire de la section d'investissement.



Depuis 2016, le Conseil d'administration a acté le principe de la diversification des modes de financement de cette section.

#### Le recours à l'emprunt :

En premier lieu, il a autorisé le recours à l'emprunt pour financer des projets dont les durées d'utilisation et d'amortissement justifient un étalement de la charge sur plusieurs années.

C'est particulièrement le cas pour le financement des opérations immobilières pour lesquelles il a défini la politique d'endettement à hauteur de 40% en moyenne du solde des dépenses hors taxes après déduction des éventuelles subventions.

Une première mobilisation a été réalisée en 2017 pour un montant total de 1 875 000 €.

D'ici 2024, le Sdis 76 prévoit de souscrire de nouveaux prêts à hauteur de 5 600 000 €.

Le détail des données sur l'état d'endettement de l'établissement sont présentés en annexe n° 2 au présent rapport.

#### La recherche active de subventions :

En deuxième lieu, le Sdis 76 s'est employé dans une recherche active de subventions auprès de ses partenaires pour financer ses immobilisations.

Ainsi, dès la fin de l'exercice 2017, le Conseil départemental donnait son accord pour financer 10% du montant hors taxe des travaux de construction, reconstruction et réhabilitation des centres d'incendie et de secours (Cis) retenus au titre de la Nouvelle Politique Immobilière (NPI), dans le cadre de la convention de partenariat conclue pour la période 2018-2021.

Les premières conventions subséquentes à cet engagement sont en cours de signature. Elles portent sur la réhabilitation complète du Cis de Montivilliers et les réhabilitations partielles des Cis de Goderville, Saint-Aubin-lès-Elbeuf et Saint-Laurent-en Caux.

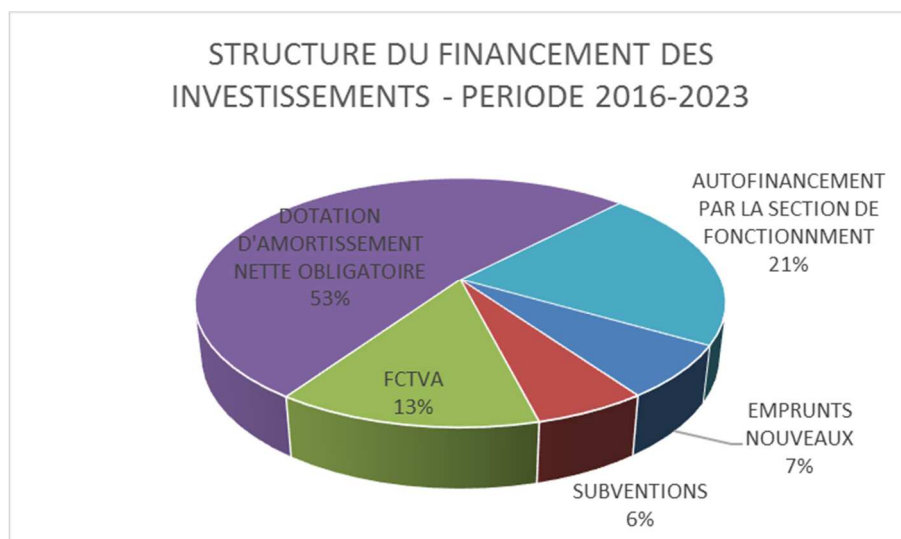
Cette aide du Département est complétée par une participation volontaire et négociée au cas par cas avec les représentants du bloc communal appartenant au périmètre d'intervention du site concerné.

Là encore, des avancées peuvent être constatées. Les conventions de financement des opérations de reconstruction du Cis de Fécamp, du Cis Des Grandes-Ventes et du futur Cis Malaunay-Montville ont déjà été signées. Le bouclage du plan de financement de la reconstruction du Cis Le Havre Sud est imminent et ceux des reconstructions des Cis d'Yvetot et de Bosc-le-Hard sont en cours de finalisation.

En outre, l'établissement s'attache à garantir des participations financières de ses partenaires non-institutionnels au programme d'équipement. D'une part, les relations nouées avec les Centres nucléaires de production d'électricité (CNPE) de Paluel et Penly ainsi que le Grand port maritime du Havre (GMPH) se poursuivent. D'autre part, le Sdis 76 s'est rapproché du Grand port maritime de Rouen (GMPR) en vue de réinstaurer un partenariat opérationnel et financier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Par ailleurs, lors du comité de suivi annuel de la convention de partenariat conclue avec le Département, ce dernier s'est montré particulièrement intéressé par certains projets innovants proposés par le Service dans le cadre de la modernisation de ses équipements et de l'amélioration de l'efficacité de son action, notamment en matière de dématérialisation des fiches bilan des victimes. Aussi, les concours financiers du Département pourraient exceptionnellement dépasser le périmètre des investissements immobiliers.

Ces différents apports devraient apparaître plus significativement dans les prochains comptes administratifs.



### L'autofinancement du Sdis 76 :

Enfin, le solde de financement des investissements réalisés est couvert par le Sdis 76.

D'une part, cet autofinancement est obligatoirement constitué par l'amortissement des dépenses réalisées, retraité de celui des subventions perçues et des neutralisations d'amortissement opérées sur les biens immobiliers.

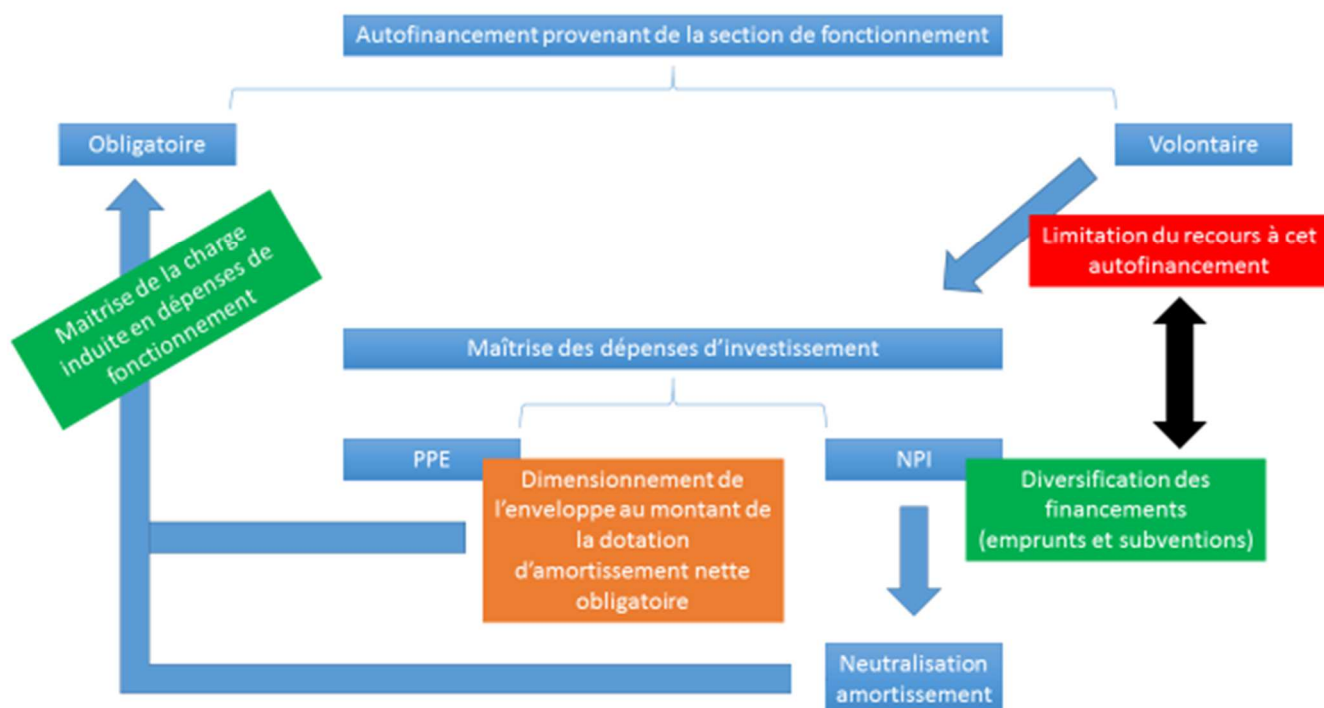
D'autre part, il est complété autant que de besoin par un versement en provenance de la section de fonctionnement :

- soit celui-ci est réalisé de manière impérative lors de l'affectation des résultats annuels lorsqu'un déficit est constaté au niveau de la section d'investissement. Il apparaît alors dans les comptes administratifs sur le compte 1068 – excédents de fonctionnements capitalisés.
- soit celui-ci est anticipé lors de la préparation budgétaire sous la forme d'une inscription de crédit au compte 023 en dépense de la section de fonctionnement, avec un effet miroir au compte 021 en recette d'investissement.

Depuis 2016, l'établissement a cherché à contenir ces charges pesant directement sur la section de fonctionnement.

Ainsi, il a travaillé à réduire le poids de la dotation aux amortissements en ajustant les durées d'amortissement à la durée de vie technique des biens et en mettant en œuvre systématiquement le mécanisme comptable de neutralisation des amortissements lorsque cela était autorisé.

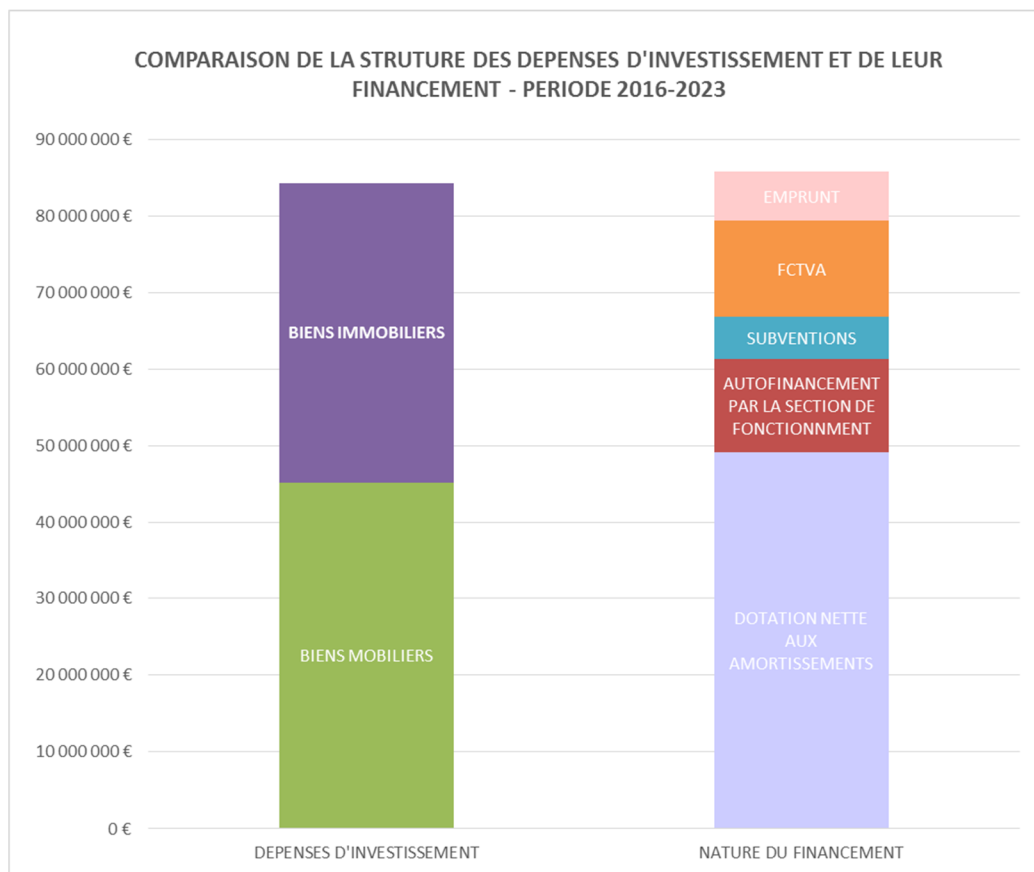
Il a également veillé à dimensionner le volume de ses dépenses d'investissement et à les flécher en fonction de ses capacités d'autofinancement, obligatoire ou « volontaire ».



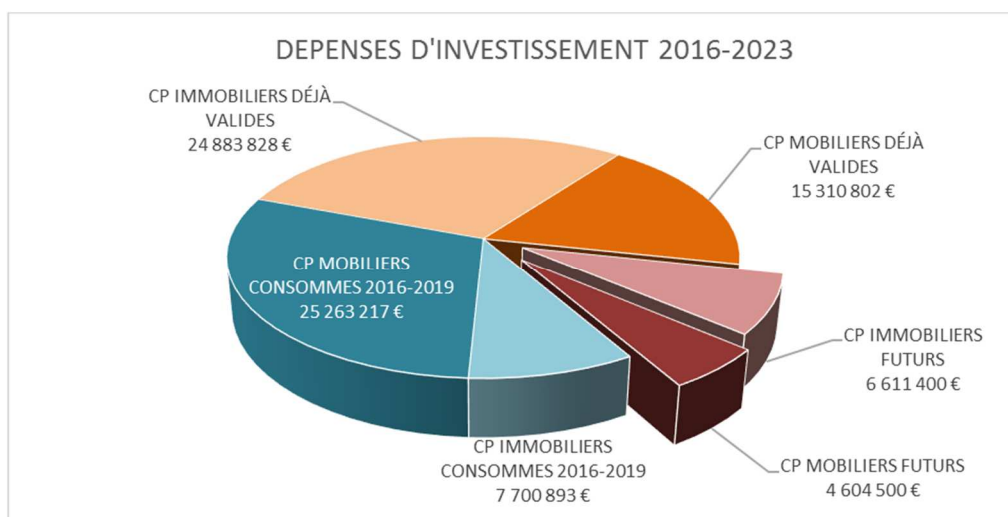
## B – Une maîtrise du volume financier et de la nature des dépenses d'investissement :

Sur la base de ses capacités de financement et du fléchage des natures de dépenses, le Sdis 76 a pu calibrer le niveau de son Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI), réparti entre :

- les dépenses d'équipement relevant essentiellement du Plan Pluriannuel d'Equipement (PPE),
- les dépenses portant sur les bâtiments, qu'elles relèvent ou non de la NPI.



La consommation annuelle de ces masses d'investissements est projetée et formalisée dans les différentes Autorisations de Programme (AP) adoptées ou envisagées :





	POIDS	
CP IMMOBILIERS CONSOMMES 2016-2019	9,14%	39,08%
CP MOBILIERS CONSOMMES 2016-2019	29,94%	
CP IMMOBILIERS DÉJÀ VALIDES	29,49%	47,63%
CP MOBILIERS DÉJÀ VALIDES	18,14%	
CP IMMOBILIERS FUTURS	7,83%	13,29%
CP MOBILIERS FUTURS	5,46%	
TOTAL	100,00%	100,00%

Outre les AP existantes, seront pris en compte pour les besoins de la projection budgétaire de nouveaux projets programmés à moyen terme, notamment :

- la reconstruction du Cis d'Yvetot,
- la reconstruction du Cis de Bosc le Hard,
- la poursuite de travaux d'aménagements dans les différent Cis et états-majors,
- ainsi qu'un volume moyen de dépenses pour le prochain PPE sur l'année 2023.

Au-delà de la détermination de la masse des investissements et de leurs affectations, le Service devra progresser dans la maîtrise des prévisions de décaissements.

En effet, non seulement, les décalages de CP d'exercice en exercice ont pour effet de dégrader les taux de réalisations des dépenses d'investissement mais ils faussent également les estimations d'amortissements futurs, qui émergent en section de fonctionnement.

Or, le poids de la dotation aux amortissements induit est tel qu'il peut rapidement conduire, s'il n'est pas fiabilisé, au non-respect des engagements contenus dans la convention de partenariat conclue avec le Département en matière de maîtrise de la progression des dépenses. Il faut rappeler que lorsque le montant moyen des opérations de la NPI en cours ressort à 4,3 M€, l'amortissement généré par un seul bien sera de l'ordre de 107 K€ par an à compter de sa réception.

### **C – Un retour durable à l'équilibre de la section de fonctionnement sans recours à l'excédent antérieur :**

Afin de consolider sa situation budgétaire et ne plus puiser dans ses excédents antérieurs reportés, le Sdis 76 avait la possibilité d'agir sur les deux axes de la section de fonctionnement, à savoir : développer ses recettes ou réduire ses dépenses.

#### Des actions pour accroître des recettes peu dynamiques et/ou contraintes :

À compter de 2016, l'établissement s'est saisi de tous les leviers d'optimisation de ses ressources inexploitées jusqu'alors : amortissement des recettes d'investissement, neutralisation des dépenses de nature immobilière, valorisation des travaux en régie, révision annuelle et systématique des tarifs existants, etc...

Cependant, ces postes pèsent pour moins de 9 % dans le budget d'exploitation.

La majorité des recettes provient des collectivités locales représentées au conseil d'administration du Service. Or, en la matière, le pouvoir de décision de l'assemblée délibérante est limité.

D'une part, la progression de l'enveloppe globale appelée auprès des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) est plafonnée en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation constatée.

Les prévisions nationales d'inflation publiées sont fluctuantes suivant leur origine :

TAUX D'INFLATION	2018	2019	2020	2021	2022
ROB 2019- Loi de programmation finances publiques 2018-2022	1,40%	1,20%	1,50%	1,75%	1,75%
ROB 2020 - Loi de programmation finances publiques 2018-2022 ajustée	1,80%	1,30%	1,30%	1,50%	1,75%
Ecart LPPF	0,40%	0,10%	-0,20%	-0,25%	0,00%

TAUX D'INFLATION	2018	2019	2020	2021	2022
ROB 2019- Estimation de la Banque de France	2,10%	1,70%	1,80%	1,80%	Non disponible
ROB 2020- Estimation de la Banque de France	2,10%	1,30%	1,10%	1,30%	Non disponible
Ecart BdF	0,00%	-0,40%	-0,70%	-0,50%	

Elles laissent néanmoins à penser que les projections envisagées l'an dernier sur les contributions futures du bloc communal devront être révisées à la baisse.

D'autre part, le Département détermine librement le montant de sa contribution annuelle sur la base d'un rapport du Service présentant l'évolution des ressources et des charges prévisibles dans le respect des engagements négociés entre les deux établissements conformément à l'article L1424-35 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Dans ce cadre conventionnel, pour la période 2018-2021, l'augmentation annuelle de la participation du Département aux frais de gestion du Sdis est fixée à + 300 000 €, sous réserve de respecter des plafonds de progression des dépenses totales de fonctionnement et, plus spécifiquement, des charges de personnel.

Cette bonification sous condition a été d'autant mieux acceptée qu'elle apporte une lisibilité pluriannuelle et fait écho à l'autre champ d'action du Sdis 76 pour rétablir durablement sa situation budgétaire : la maîtrise de ses dépenses.

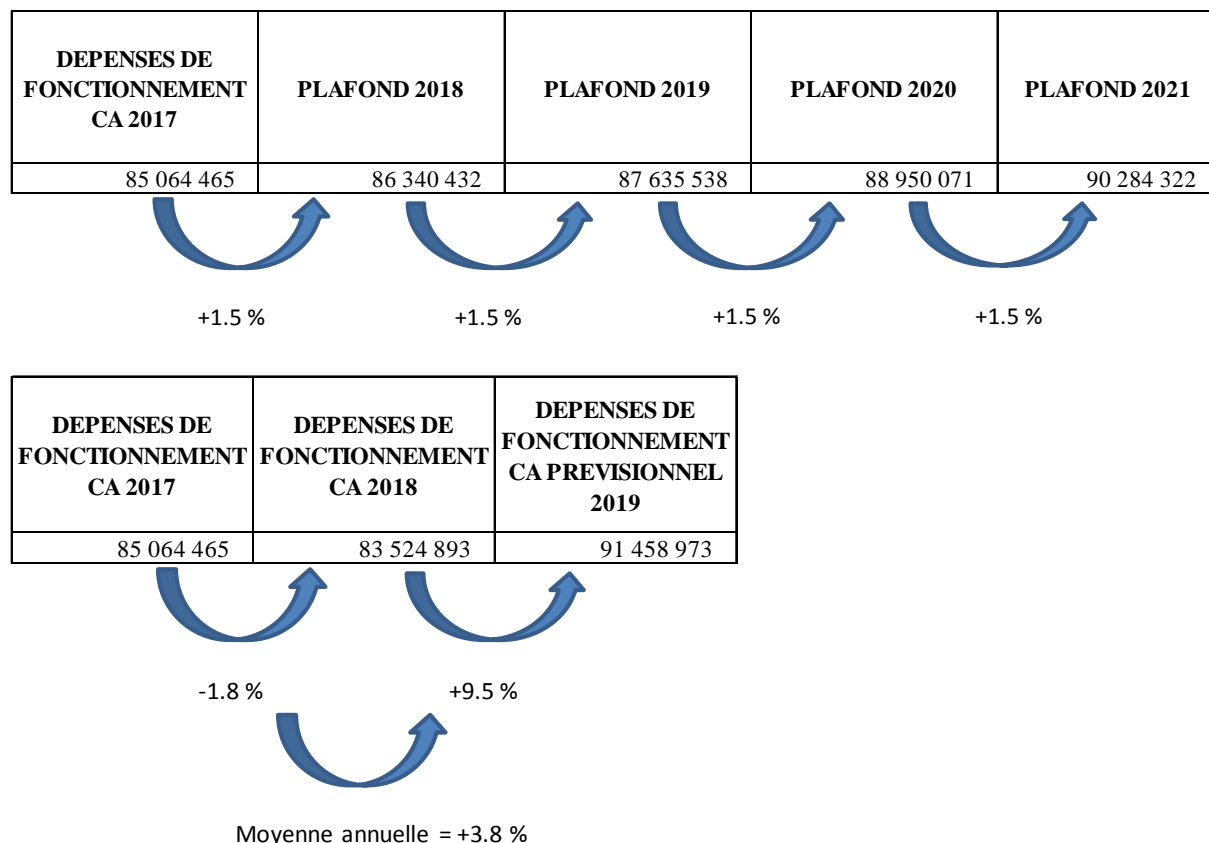
Des actions pour contenir la croissance de dépenses particulièrement rigides :

Depuis 2016, le Service cherche à maîtriser durablement l'évolution de ses dépenses de fonctionnement, en privilégiant la réduction de certaines charges « fixes » récurrentes pour endiguer la progression des charges « variables » qui sont dépendantes du niveau de l'activité opérationnelle.

La traduction de cette démarche est d'ailleurs consacrée par la convention partenariale conclue avec le Département. Dans celle-ci, le Sdis 76 s'est engagé, pour la période 2018-2021, à contenir à + 1,5 % par an la progression moyenne de ses dépenses de fonctionnement et, plus particulièrement, à + 1,4 % par an en moyenne celle de ses dépenses de personnel.

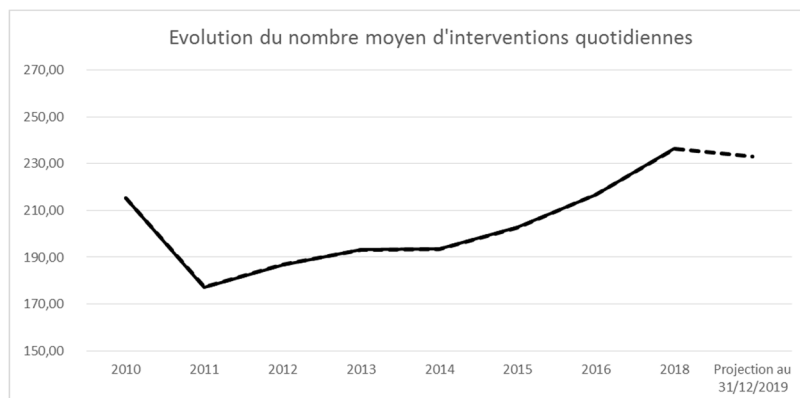
Les données du dernier compte administratif démontrent globalement que le Sdis 76 a respecté ses engagements en la matière en 2018.

Cependant, la perspective tracée pour la fin de l'exercice 2019 met en lumière les éléments conjoncturels nouveaux auxquels le Sdis 76 a été confronté cette année :



Il faut par avance relativiser le rebond des dépenses constaté car il est exceptionnel et ne porte pas sur des dépenses de gestion récurrentes.

Il est la réponse comptable et prudentielle aux mesures approuvées au niveau de l'établissement pour désamorcer le risque de dégradation du climat social, essentiellement généré par l'accroissement du nombre d'interventions rapporté aux effectifs en poste.



### Des décisions ayant des répercussions au-delà de 2021 :

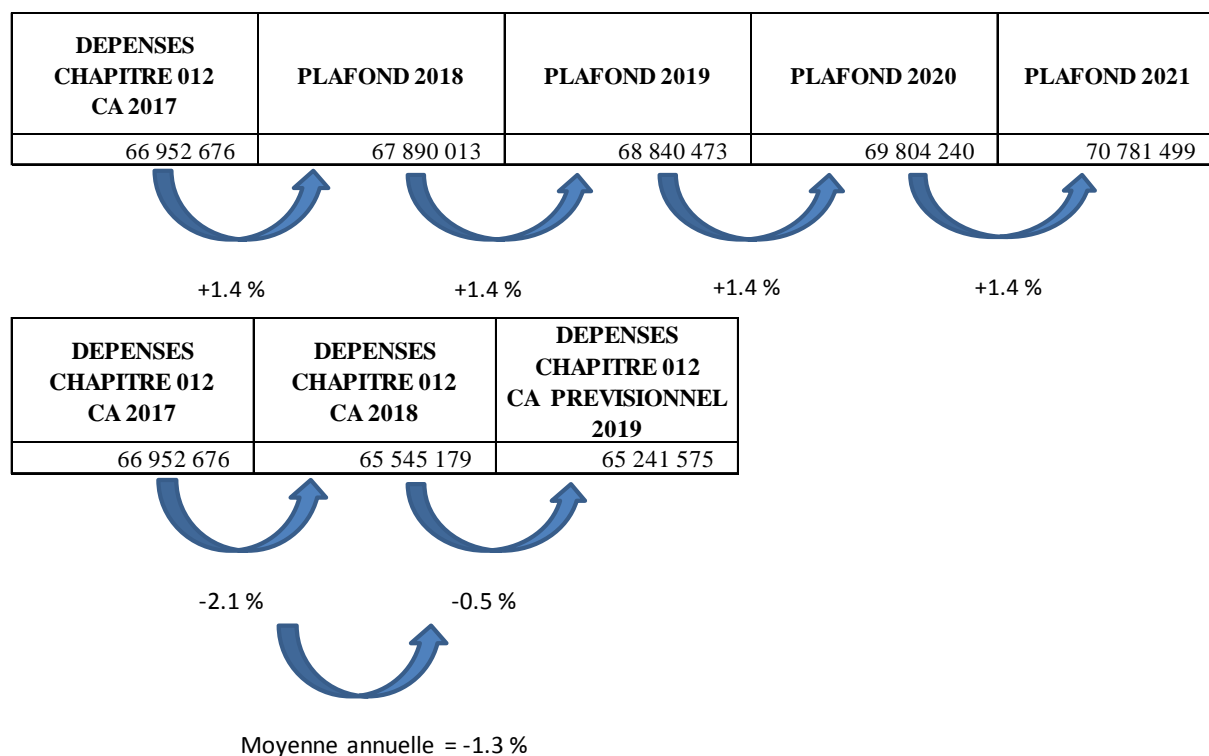
En effet, face à une pression opérationnelle qui demeurerait soutenue, il était impératif d'agir pour assurer la capacité de sortie des engins.

Après une année 2018 au cours de laquelle le taux d'occupation des postes avait chuté en dépit des mesures temporaires prises par le Service, notamment en ce qui concerne le recrutement de sapeurs-pompiers contractuels, l'organisation de trois formations initiales en 2019 visait à recruter et former le nombre de caporaux nécessaire pour réduire la tension opérationnelle dans certains secteurs géographiques.

Toutefois, ni les calendriers de concours et de formations sur les postes de catégorie A et B, ni le nombre de stagiaires accueillis à l'occasion de ces dernières, ne permettent au Sdis 76 de satisfaire ses besoins de recrutement au niveau des sapeurs-pompiers professionnels.

	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Postes budgétaires</b>	1 176	1 181	1 167	1 157	1 165
<b>Postes pourvus</b>	1 148	1 153	1 141	1 101	1 114
<b>Taux d'occupation des postes au 31/12</b>	97,62%	97,63%	97,77%	95,16%	95,62%

Aussi, les recrutements de caporaux étalés sur l'année et les non-dépenses engendrées par les postes non pourvus, conjugués à des départs volontaires, expliquent le nouveau repli des dépenses projeté au niveau du chapitre 012 d'ici la fin de l'exercice 2019 :



Pour autant, les crédits libérés sur ce périmètre ont été redéployés en direction des agents pour :

- renforcer les effectifs par le biais de la création de 3 postes budgétaires supplémentaires de sapeurs-pompiers professionnels ;
- les accompagner dans la construction de leurs parcours professionnels, au travers des avancements ou promotions à des grades supérieurs mais aussi du bénéfice du droit à la formation ;
- améliorer leur pouvoir d'achat.

Il s'agit, d'une part, des conséquences de la mise en œuvre du protocole d'accord formalisé à l'issue des négociations engagées avec l'ensemble des organisations syndicales existantes au sein du Sdis 76 et, d'autre part, de l'instauration du Compte Personnel de Formation (CPF).

L'amélioration progressive des conditions de travail des agents faisant pleinement partie des priorités de l'établissement, ce dernier a choisi de réserver les crédits nécessaires à la tenue de ses engagements dans la durée en les provisionnant pour un montant total de 7,354 M € au cours de l'exercice 2019.

Par ailleurs, le droit à la formation a vocation désormais à se développer au-delà des agents salariés du Sdis.

Avec la désignation de la Caisse des Dépôts comme organisme collecteur, le Sdis 76 va être appelé à verser rétroactivement sa participation au financement du Compte d'Engagement Citoyen (CEC), dispositif créé en 2017 pour abonder les droits CPF acquis par les SPV auprès de leurs employeurs. Cette dépense nouvelle est amenée à se renouveler désormais chaque année.

L'accumulation de ces charges supplémentaires a fait ressurgir le risque pour l'établissement de se retrouver, à nouveau, confronté à un effet ciseau au niveau de la section de fonctionnement.

#### L'aboutissement de démarches lancées il y a plusieurs exercices :

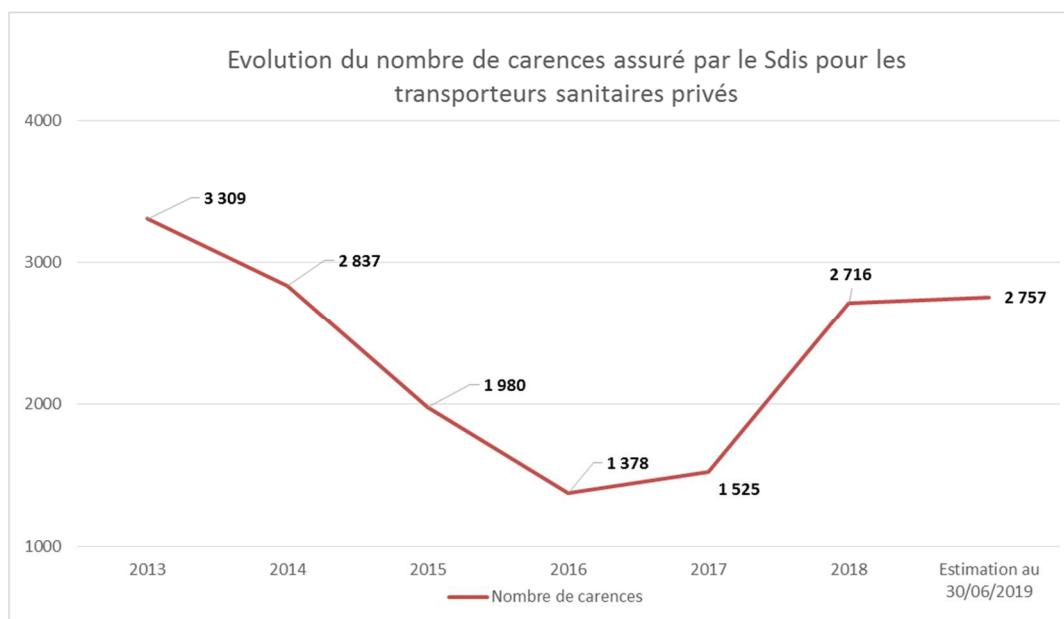
Dès lors, le Service s'est employé à réactiver et faire aboutir d'autres pistes d'optimisation, identifiées depuis 2016, mais qui présentaient une complexité de mise en œuvre.

La recherche d'une meilleure efficience dans la mobilisation des moyens des acteurs de la sécurité civile compte parmi les enjeux opérationnels travaillés dans la durée par le Service avec un double souci :

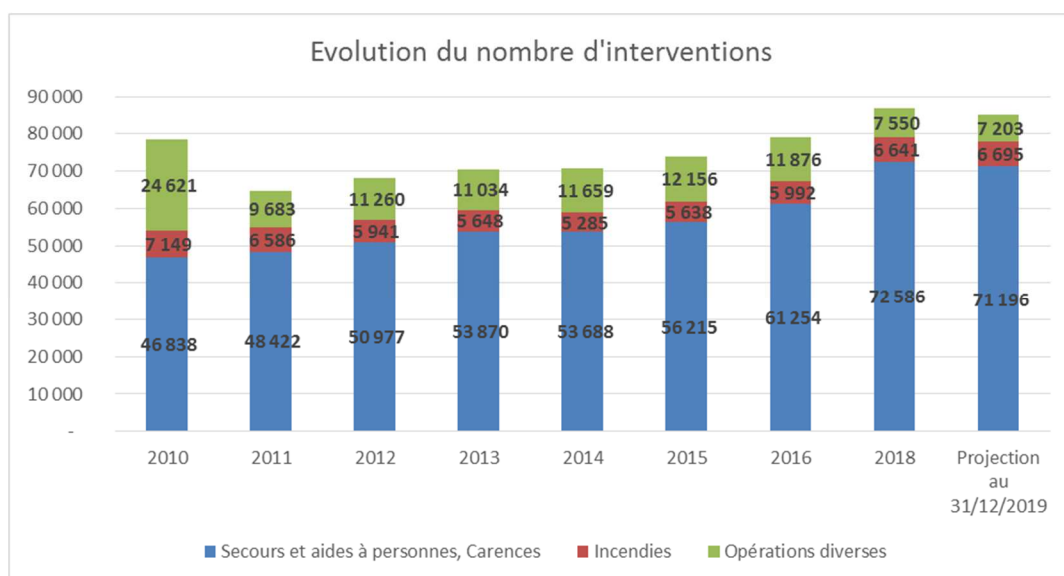
- concentrer la nature des sorties des sapeurs-pompiers sur leur cœur de métier : l'incendie et le secours ;
- obtenir une indemnisation cohérente avec les moyens alloués pour les autres domaines d'interventions.

Ainsi, les discussions engagées avec les services d'aide médicale d'urgence (SAMU) ont abouti à la signature, au cours du deuxième trimestre 2019, de conventions définissant plus précisément les carences de transporteur sanitaire privé et les conditions de leurs prises en charges financières.

Parallèlement, sous l'impulsion de la Préfecture, les SAMU ont déployé de nouveaux systèmes pour améliorer leur couverture sanitaire.



Ainsi, le Service escompte, non seulement, une réduction du nombre d'interventions au titre des carences, mais également une comptabilisation fiable et partagée, gage d'une progression du volume des indemnisations.



De même, les relations renouées avec le GPMR devraient se matérialiser par une convention de coopération permettant de répondre à des objectifs communs au niveau de la sécurité du port de Rouen et comportant une participation financière aux moyens humains ou matériels mobilisables par le Sdis 76 pour la lutte contre les sinistres survenant sur le plan d'eau.

Au-delà de ce cas d'espèce, le Service poursuit ses démarches afin que les générateurs de risques particuliers contribuent plus équitablement aux dépenses de fonctionnement qu'ils induisent, directement ou indirectement.

## II – Les effets en termes de projection financière :

Compte tenu de ce qui vient d’être exposé, il est nécessaire de revoir les ressources et les charges prévisionnelles du Sdis 76 telles qu’elles pourraient se profiler à l’horizon de 2024, tant en section de fonctionnement (A) que d’investissement (B), suivant la présentation traditionnelle retenue depuis les exercices précédents.

### A – La section de fonctionnement :

Par définition, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations nécessaires à la gestion courante du Service. L’excédent de recettes (1) dégagé par rapport aux dépenses (2) a vocation à constituer l’épargne brute (3) qui autofinancera une partie de la section d’investissement.

#### 1) Les recettes de fonctionnement :

Sur la période envisagée, les recettes de fonctionnement annuelles (hors reprise d’excédent antérieur) devraient globalement progresser de + 5,63 % au regard du résultat prévisionnel 2019.

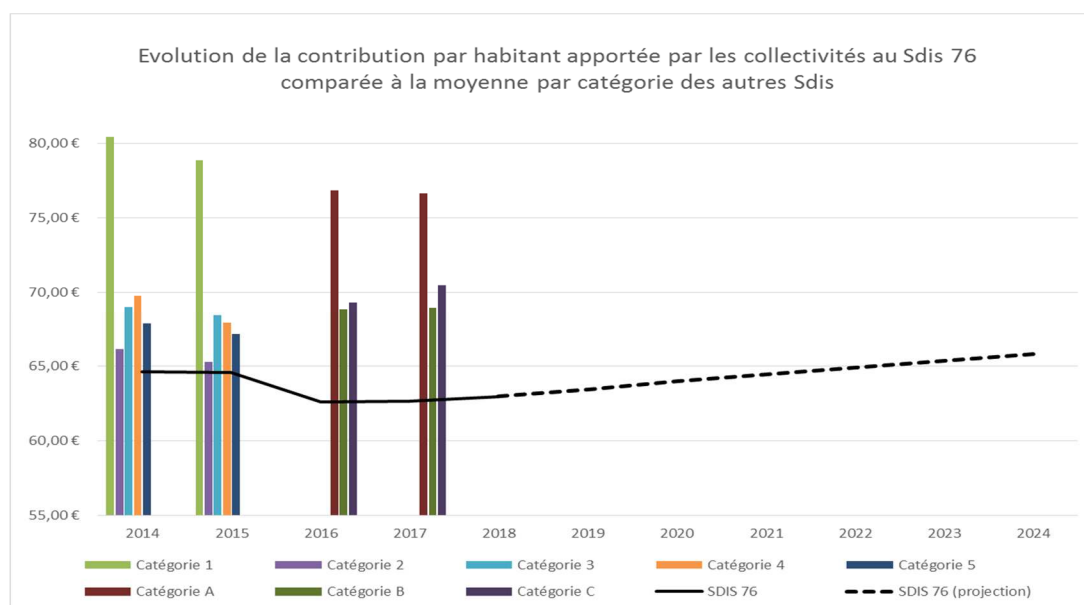
FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
RECETTES	89 218 114 €	89 913 767 €	91 230 236 €	92 098 377 €	92 942 549 €	94 245 302 €

En comparaison du ROB 2019, il est attendu que les recettes d’exploitation soient légèrement plus dynamiques (+ 1,10 % par an en moyenne au lieu de + 0,94 % par an en moyenne).

Cette progression globale serait le résultat de variations différenciées des ressources suivant leur nature.

### Les contributions des collectivités :

Les contributions du Département, des communes et des EPCI représentent plus de 92 % des recettes de fonctionnement. Comparativement aux autres Sdis, l’apport des collectivités par habitant a évolué comme suit :



Données : Les statistiques des services d’incendie et de secours – DGSCG Editions 2015 à 2018

### La contribution du Département :

La convention de partenariat avec le Département a permis d'instaurer des engagements mutuels.

La progression de la contribution du Département (+ 300 000 € par an) est conditionnée à leur respect, comme déjà évoqué précédemment.

A ce stade, le Sdis 76 escompte respecter ses engagements et projette une provision équivalente au-delà de 2021.

FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
CONTRIBUTION DU DEPARTEMENT	46 331 000 €	46 631 000 €	46 931 000 €	47 231 000 €	47 531 000 €	47 831 000 €

### La contribution des communes et des EPCI :

L'an dernier, le Service projetait d'appliquer à l'enveloppe globale de contributions appelée auprès du bloc communal une augmentation moyenne annuelle plafonnée à + 1,20 %, échelonnée comme suit :

	Perspective 2019	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
Taux d'inflation appliqué à l'enveloppe globale du bloc communal - ROB 2019	0,70%	1,35%	1,55%	1,20%	1,20%	1,20%

Compte tenu de l'actualisation des données nationales publiées, il est désormais envisagé une révision du coefficient de progression de l'enveloppe totale de ces contributions de l'ordre de + 1,10 % en moyenne, de la manière suivante :

	2019	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
Taux d'inflation appliqué à l'enveloppe globale du bloc communal ROB 2020	0,70%	0,80%	1,00%	1,20%	1,40%	1,40%

Soit une projection des contributions selon le détail suivant :

FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
CONTRIBUTION DES COMMUNES ET EPCI	36 517 051 €	36 809 187 €	37 140 470 €	37 549 015 €	38 037 152 €	38 531 635 €

À ce stade, le Sdis ne dispose pas de l'indice définitif des prix à la consommation de septembre, traditionnellement retenu comme plafond pour le calcul des contributions.

Toutefois, les dernières valeurs connues (évolution entre août 2018 et août 2019) limiteraient la progression possible sur 2020 à + 1,10%.

Parallèlement, le projet de loi de finances pour 2020 laisse entrevoir un taux de revalorisation des bases fiscales de l'ordre de + 1%.

Le pourcentage définitif à appliquer sera déterminé lors du Conseil d'administration de décembre prochain en fonction des contraintes d'équilibre budgétaire à moyen terme.



### Les autres recettes réelles :

Les autres recettes réelles représentent à peine plus de 5 % des ressources annuelles du Sdis.

FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
ATTENUATION DE CHARGES	671 468 €	759 859 €	763 029 €	766 230 €	769 463 €	772 729 €
PRODUITS DES SERVICES	1 936 133 €	1 859 379 €	1 616 167 €	1 554 332 €	1 538 025 €	1 674 355 €
AUTRES PARTICIPATIONS	926 167 €	1 381 808 €	1 509 680 €	1 447 660 €	1 413 052 €	1 548 626 €
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	60 116 €	- €	- €	- €	- €	- €
PRODUITS EXCEPTIONNELS	981 491 €	424 400 €	898 160 €	1 106 683 €	1 115 210 €	1 123 822 €
AUTRES RECETTES	4 575 375 €	4 425 446 €	4 787 036 €	4 874 905 €	4 835 750 €	5 119 532 €

Sur la période envisagée, elles devraient globalement augmenter de + 2,36 % chaque année en moyenne en raison de la prise en compte de trois facteurs aux effets plus ou moins prolongés dans le temps.

### Les nouvelles conventions :

En premier lieu, jusqu'à présent, les conventions conclues avec le SAMU de Rouen et du Havre relatives aux carences donnaient lieu à facturation sur l'exercice budgétaire suivant : les interventions recensées et qualifiées comme tel en 2018 émargeaient aux recettes de l'année 2019.

Les nouvelles conventions, entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet dernier, ont fait évoluer le rythme de remboursement afin qu'il devienne contemporain du relevé chaque trimestre : les carences dénombrées aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2019 seront également encaissées sur l'année 2019.

De fait, le chevauchement des conventions va conduire à la perception de recettes à un niveau exceptionnel en 2019 et 2020 ; puis, le volume devrait retrouver sa progression classique au gré des revalorisations du tarif national d'indemnisation.

En second lieu, la signature de la convention de partenariat avec le GPMR devraient intervenir d'ici la fin de l'année.

Sa prise d'effet pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 permettra d'escompter une participation financière annuelle de l'ordre de + 323 K€.

### Les événements exceptionnels générateurs de recettes :

Au cours de la période sur laquelle est réalisée la projection, il a été tenu compte des possibles recettes ponctuelles qui pourraient être perçues en contrepartie des potentiels engagements de dépenses.

C'est notamment le cas s'agissant de l'organisation de nouvelles sessions du concours de sergent en 2021 et 2024 ou, encore, de la participation à une nouvelle édition de l'Armada en 2024.

### Les reprises sur les provisions constituées :

Opérer des reprises sur les provisions créées constitue comptablement un acte de gestion classique.

Paradoxalement, ces opérations se matérialisent comme des produits exceptionnels dont le montant reste relativement incertain.

Pour autant, la prise en compte de cette actualisation des données révèle une volonté d'appliquer de saines pratiques de suivi des sommes réservées extra-budgétairement.

Aussi, malgré les incertitudes sur les niveaux des reprises à opérer, il est apparu comme nécessaire de les intégrer dans les modèles de simulation en raison de leurs volumes financiers et des thématiques sur lesquelles ces provisions portent.

Il faut souligner que les reprises sur la provision constituée dans le cadre du protocole d'accord syndical sont susceptibles de cesser en 2024, dernière année projetée dans les simulations. Le montant moyen de ces reprises après mise en œuvre complète des engagements, de l'ordre de 850 K€ par année pleine, constituera un volume équivalent de recettes à consolider d'ici cette échéance.

### Les opérations d'ordre budgétaire :

Compte tenu des prévisions de subventions d'équipement et/ou des calendriers de mise en service des bâtiments objets de la NPI, les opérations d'ordres sont projetées comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	1 702 003 €	1 933 505 €	2 114 549 €	2 181 209 €	2 248 127 €	2 493 051 €
AMORTISSEMENT DES RECETTES	92 685 €	114 629 €	257 181 €	262 248 €	290 520 €	270 084 €
OPERATIONS D'ORDRE	1 794 688 €	2 048 134 €	2 371 730 €	2 443 457 €	2 538 647 €	2 763 135 €

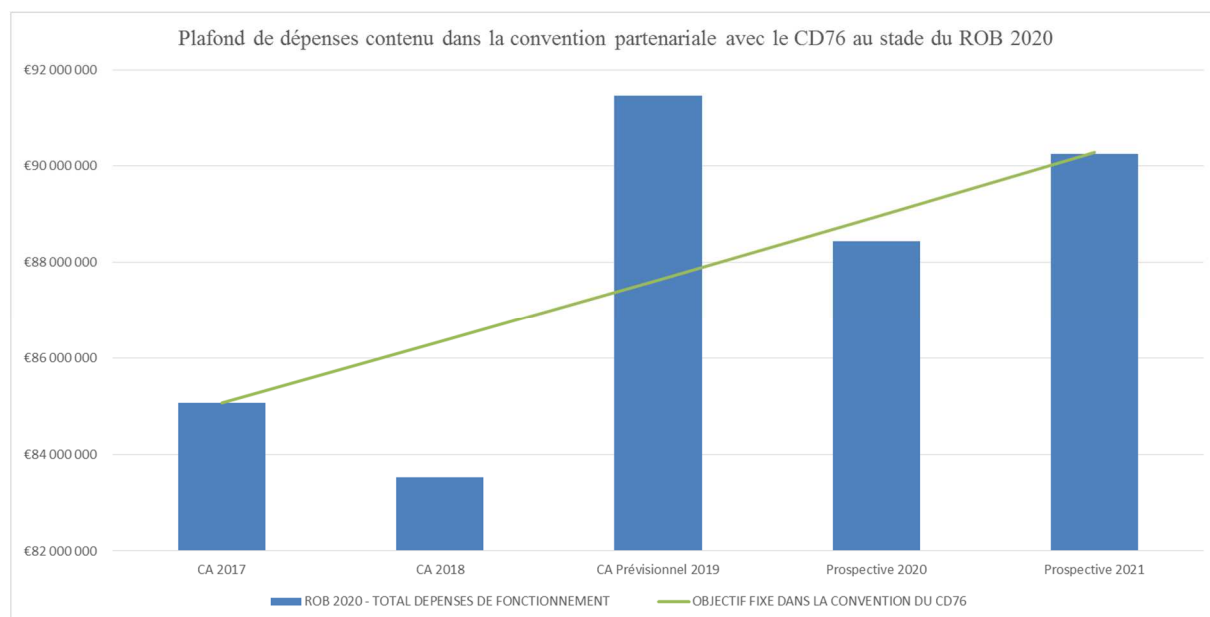
### 2) Les dépenses de fonctionnement :

Sur la période envisagée, les dépenses d'exploitation annuelles devraient globalement progresser de + 2,79 % au regard du résultat prévisionnel 2019 :

FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
DEPENSES	91 458 973 €	88 443 094 €	90 252 568 €	91 769 624 €	92 790 334 €	94 012 778 €

Il faut relativiser ce pourcentage car l'année 2019 présente un niveau de dépenses exceptionnel en raison de la constitution de provisions.

Il est préférable d'appréhender la progression des dépenses dans le cadre du référentiel établi par la convention de partenariat conclue avec le Département :



Excepté le pic de dépenses généré par les provisions constituées sur l'exercice 2019, le Service demeure en capacité de respecter ses engagements dans le cadre d'une projection établie avec les paramètres, par nature de charges, exposés ci-après.

### **Les charges de gestion :**

L'évolution des dépenses courantes du Sdis 76 est estimée comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
CHARGES A CARACTERE GENERAL	9 626 345 €	10 415 729 €	10 594 781 €	10 903 491 €	11 056 139 €	11 210 926 €
FRAIS DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	65 241 575 €	68 379 794 €	69 928 603 €	71 349 029 €	72 345 629 €	73 356 183 €
AUTRES CHARGES COURANTE	853 043 €	972 255 €	981 083 €	989 475 €	1 000 449 €	1 011 547 €
<b>CHARGES DE GESTION</b>	<b>75 720 963 €</b>	<b>79 767 778 €</b>	<b>81 504 467 €</b>	<b>83 241 995 €</b>	<b>84 402 217 €</b>	<b>85 578 656 €</b>

Après une progression particulièrement marquée au cours de l'exercice 2020, il est envisagé une augmentation plus mesurée des différents postes de dépenses.

### **Charges à caractère général :**

Les prévisions de dépenses sur ce chapitre étant travaillées depuis plusieurs exercices, l'augmentation de près de + 600 K€ en 2020 n'est pas une surprise.

Elle correspond au passage en phase de maintenance de plusieurs outils déployés au sein de l'établissement ces dernières années dans le cadre de sa politique de modernisation ; ce qui avait déjà été annoncé, notamment s'agissant du nouveau système de gestion opérationnel (SGO).

Pour contenir la progression de ces charges, le Sdis 76 entend poursuivre le développement des mutualisations engagées (commande publique, formations...) à l'avenir.

Une fois n'est pas coutume, il est également possible de souligner la prise en compte d'une disposition législative favorable aux Sdis : l'extension de la gratuité des autoroutes empruntées lors des interventions. Les économies générées par cette mesure symbolique sont estimées à 12 000 € par an, avant détermination des moyens de sa mise en œuvre concrète.

#### Charges de personnel :

Ces dépenses en faveur des personnels, quel que soit leur statut, constituent le principal poste de charges de l'établissement.

Comme les exercices précédents, elles restent sujettes à la fois à des contraintes externes mais aussi à des décisions de gestion, dont les effets se cumuleront en année pleine dès 2020.

Au niveau des SPV, les éléments pris en compte sont les suivants :

- le versement d'une participation à la Caisse des Dépôts au titre du CEC :  
La projection est mathématiquement établie pour une levée de fonds calibrée à hauteur de 10% du montant des droits acquis à l'engagement d'un SPV (soit 240 €) et appliqué à 1/5<sup>ème</sup> du nombre total de SPV.  
Les engagements ou réengagements pour 5 ans des SPV n'étant ni aussi prévisibles, ni linéaires, ce poste sera amené à être affiné dès lors que les conditions des appels de fonds seront officiellement entérinées au niveau national.
- la revalorisation du taux de l'indemnité horaire de base des SPV :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (au 1er août 2019)
Evolution moyenne de l'indice horaire de base des SPV	1,03%	0,00%	0,16%	0,63%	0,99%	1,19%

S'agissant des salariés du Sdis 76, sont intégrés les coûts correspondant aux mesures suivantes :

- les dernières revalorisations indiciaires mises en application en 2020 dans le cadre des mesures négociées par les organisations représentatives des personnels au niveau national au titre des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (PPCR) ;
- la mise en œuvre du protocole d'accord syndical conclu avec les organisations syndicales représentatives le 4 juin 2019 portant essentiellement sur la création de 3 postes de caporaux et des mesures d'avancement de grades en faveur des personnels de catégorie C (tout statut confondu) dès 2019 ;
- l'organisation d'un concours de sergent par le Sdis 76 tous les 3 ans pour assurer la couverture de besoins de nomination sur ce grade et, de fait, la continuité du service.

En parallèle, outre l'étude d'une adaptation organisationnelle au niveau de l'encadrement supérieur de certains pôles, les difficultés pour recruter sur les postes de catégorie A et B ont conduit le Service à réviser sa méthode d'estimation de la masse salariale sur les prochains exercices.

Jusqu'à présent, dans le respect du principe de sincérité des prévisions budgétaires, l'établissement retraisait, du montant maximal des salaires chargés correspondant à chaque poste ouvert au tableau des effectifs, un taux de vacance unique constaté sur les exercices précédents.

Dorénavant, sur la base d'une analyse rétrospective menée par le service des ressources humaines, il est retenu un taux de vacance différencié par « filière » (sapeurs-pompiers professionnels – SPP – ou personnel administratif, technique ou spécialisé – PATS) et par catégorie (A, B ou C).

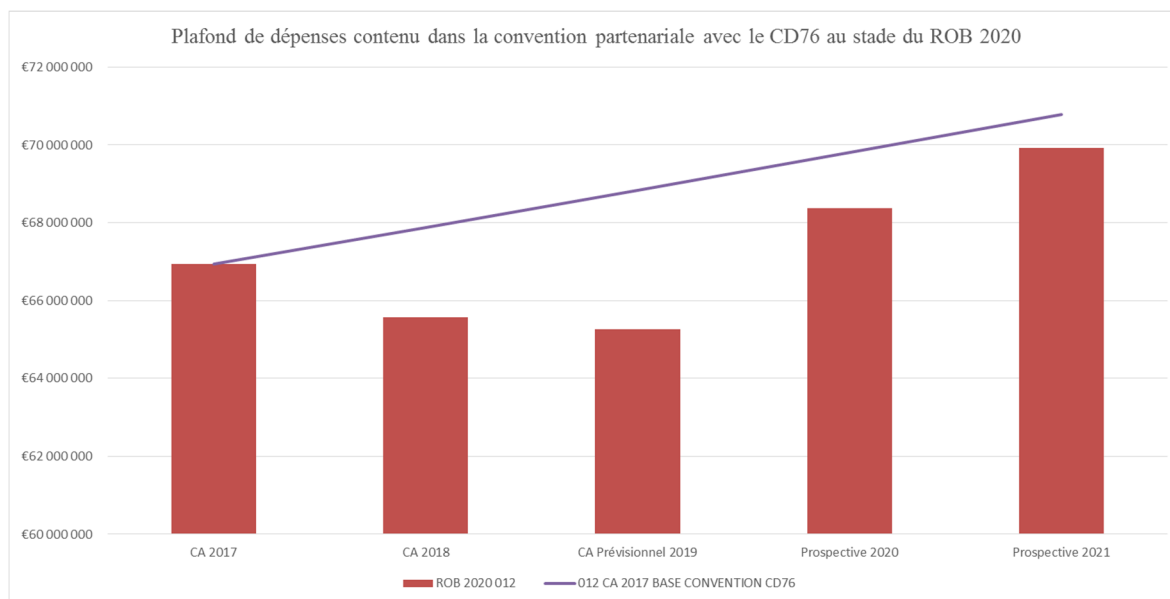
Cet approfondissement s'accompagne de surcroît d'une possibilité de modifier chaque taux de vacance annuellement et de simuler des perspectives de résorption des postes non-pourvus propres à chaque catégorie d'agents.

Ainsi, l'objectif d'un retour progressif à l'occupation d'un maximum de postes à compter de 2023 est retenu pour les agents rattachés au budget principal comme suit :

SPP	A	B	C	TOTAL
	77	73	761	911
Hyp 1 - objectif de plein emploi 2023	1,0	1,0	7,0	9
Hyp 2 - objectif 2022	3,0	3,0	7,0	13
Hyp 3 - objectif 2021	5,0	5,0	7,0	17
Hyp 4 - objectif 2020	7,0	7,0	6,0	20
Hyp 5 - estimation décembre 2019	14,0	26,0	5,0	45

PATS	A	B	C	TOTAL
	26	68	151	245
Hyp 1 - objectif de plein emploi 2023	0,5	0,5	1,5	2,5
Hyp 2 - objectif 2022	1,0	1,0	2,0	4,0
Hyp 3 - objectif 2021	1,5	2,0	3,0	6,5
Hyp 4 - objectif 2020	2,0	4,0	4,0	10,0
Hyp 5 - estimation décembre 2019	3,0	8,0	9,0	20,0

Cette stratégie laisse augurer d'une capacité du Sdis76 à respecter ses engagements en matière de maîtrise de la progression de la masse salariale :

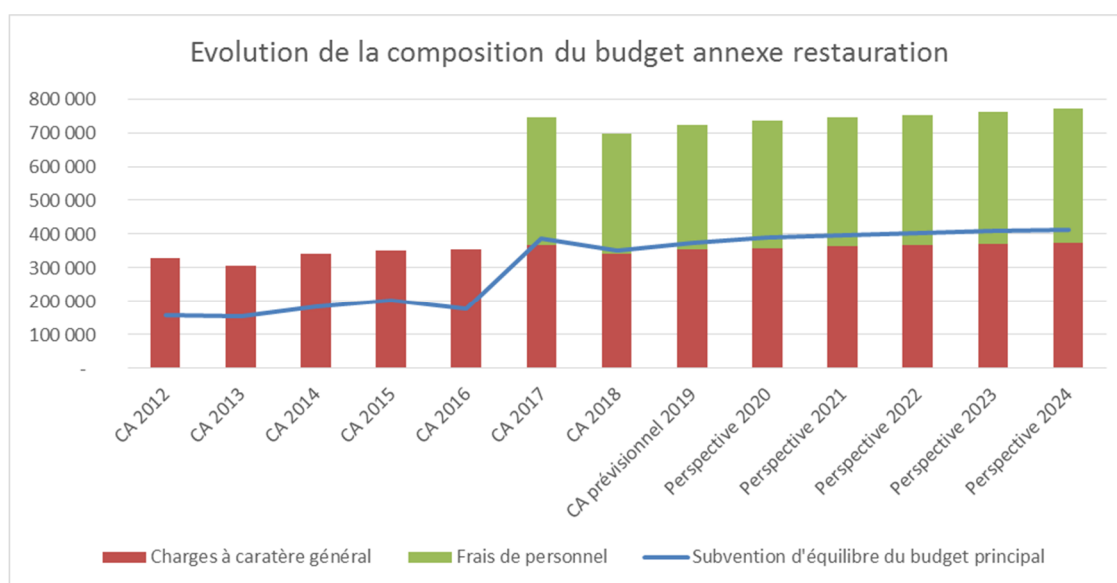


Des éléments plus détaillés de compréhension de la composition de la masse salariale du Sdis 76 sont compilés dans l'annexe n° 3 au présent rapport.

#### Les autres charges de gestion courante :

Composé à 40 % de la subvention d'équilibre versée au budget annexe de la restauration et à 10% des dépenses afférentes aux conventions interdépartementales d'assistance mutuelle (CIAM) liées à l'activité opérationnelle, les charges émergeant à ce chapitre connaissent une progression mesurée.

D'ailleurs, la maîtrise des dépenses d'exploitation du budget annexe, alliée à une actualisation annuelle des produits de la restauration, permet d'escompter une relative stabilité de ce poste :



#### Les charges financières :

L'estimation des charges financières est projetée en lien avec la souscription de nouveaux prêts, tel que cela sera développé ultérieurement dans le paragraphe II-B-1.

Il est donc logique que ce poste de dépenses annonce une progression :

FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
CHARGES FINANCIERES	16 908 €	43 003 €	41 836 €	56 113 €	70 219 €	85 004 €

A ce stade, aux frais générés par l'encours de dette existant, sont ajoutés les intérêts d'emprunts et les commissions des futurs contrats en retenant les postulats suivants :

- des taux fixes progressant de + 0,10 points chaque année, en considérant un taux de 1,40 % en 2020 pour un emprunt d'une durée de 20 ans ;
- des taux variables figés à 1 % compte tenu du positionnement en territoire négatif de l'EURIBOR 3 mois et des marges habituellement pratiquées par les organismes bancaires.

Aucun frais de mobilisation d'une ligne de trésorerie n'est actuellement comptabilisé en l'état des projections.

### **Les autres charges réelles :**

Traditionnellement marginale, cette frange des dépenses a été particulièrement sollicitée en 2019 dans la cadre de la constitution de provisions.

Les personnels du Sdis 76, dans leur grande majorité, devraient voir leurs CPF atteindre le plafond de 150 heures sous deux ans.

En conséquence, il est prévu d'abonder la provision au titre du CPF exclusivement sur 2020 et 2021 en appliquant les principes suivants :

- au-delà du seuil de 120 heures par agent, les droits nouveaux sont crédités à hauteur de 12 heures par an dans la limite d'un plafond total de 150 heures ;
- le montant horaire est fixé à 20 € ;
- le nombre de postes pourvus.

FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
CHARGES EXCEPTIONNELLES	27 426 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €
DOTATIONS AUX PROVISIONS	7 354 000 €	272 400 €	272 400 €	- €	- €	- €
AUTRES CHARGES REELLES	7 381 426 €	304 400 €	304 400 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €

### **Les opérations d'ordre budgétaire :**

Compte tenu du calendrier prévisionnel de mise en œuvre du PPI, les opérations d'ordres sont projetées comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	8 269 505 €	8 327 913 €	8 401 865 €	8 439 516 €	8 285 898 €	8 317 118 €
PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	49 762 €	- €	- €	- €	- €	- €
DIFFERENCES SUR REALISATIONS POSITIVES	20 409 €	- €	- €	- €	- €	- €
OPERATIONS D'ORDRE	8 339 676 €	8 327 913 €	8 401 865 €	8 439 516 €	8 285 898 €	8 317 118 €

### 3) Le solde de la section de fonctionnement :

En l'état actuel des projections, le solde de la section de fonctionnement devrait évoluer comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
RECETTES	89 218 114 €	89 913 767 €	91 230 236 €	92 098 377 €	92 942 549 €	94 245 302 €
DEPENSES	91 458 973 €	88 443 094 €	90 252 568 €	91 769 624 €	92 790 334 €	94 012 778 €
SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	- 2 240 859 €	1 470 673 €	977 668 €	328 753 €	152 215 €	232 524 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	14 220 655 €	11 979 796 €	13 450 469 €	14 428 137 €	14 756 890 €	14 909 105 €
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	11 979 796 €	13 450 469 €	14 428 137 €	14 756 890 €	14 909 105 €	15 141 629 €

Au-delà de la particularité que représente l'année 2019, le Sdis 76 devrait être en capacité d'afficher un résultat annuel positif jusqu'en 2024, en moyenne de l'ordre de 630 K€.

Ajouté à l'excédent de fonctionnement cumulé, l'autofinancement disponible à l'horizon de la fin 2024 apparaît comme particulièrement confortable.

Néanmoins, à l'aulne de la stratégie budgétaire adoptée par l'établissement, sa consommation est, d'ores et déjà, fléchée.

Ce montant constitue la marge de marge dont dispose l'établissement pour faire face à des éléments nouveaux sans ponctionner son excédent antérieur cumulé, qui doit essentiellement participer à l'autofinancement volontaire des dépenses immobilières hors taxe pour près de 40 %.

Or, il faut garder en mémoire que le travail prospectif réalisé ne tient pas compte de l'ensemble des contraintes supplémentaires, de toutes dimensions (opérationnelle, technique, environnementale, juridique ou/et financière...), qui gravitent autour de l'activité des Sdis.

De manière non-exhaustive, il est possible d'énumérer une liste de potentielles revendications ou obligations génératrices, à n'en pas douter, de surcoûts :

- les questions de protection de la santé et de la sécurité des agents : dispositions pour faire face aux agressions et prévenir la toxicité des fumées ;
- la revalorisation de la prime de feu à hauteur des autres métiers à risque (28 % minimum au lieu de 19 %) ;
- les plans d'actions à mettre en place en vue de la place des femmes au sein des Sdis ;
- les effets de la loi n° 2019.828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
- les incertitudes sur le temps de travail en raison de la directive n° 2003-88/CE et ses jurisprudences ;
- les inconnues de la future réforme des retraites ;
- les préconisations à mettre en œuvre suite à la mission d'audit menée par la DGSCGC ;
- le renforcement des effectifs en garde ;
- la déclinaison plus opérationnelle des trois politiques retenues au titre du projet d'établissement ;
- etc...

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la fin de la reprise sur la provision constituée dans le cadre du protocole d'accord syndical devra être compensée à compter de l'exercice 2025 (soit l'équivalent de 850 K€ par an).

Enfin, sur cet excédent de fonctionnement, une somme de 7 M€ est réservée pour l'autofinancement volontaire une première tranche de la NPI estimée à 20 M€ TTC.

## **B – La section d'investissement :**

Le Sdis 76 a délibérément calibré son PPI (2) en fonction des volumes de financement auxquels il peut s'attendre (1). Dans le cadre de sa stratégie budgétaire, le déficit de la section d'investissement (3) répond alors à une logique de recours à un complément d'autofinancement pré-dimensionné de la section de fonctionnement.



### 1) Les recettes d'investissement :

D'ici 2024, hors reprise des excédents antérieurs, les recettes d'investissement devraient évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
RECETTES	10 411 480 €	11 513 431 €	12 078 813 €	11 732 714 €	11 852 252 €	11 119 460 €

Leur ventilation est représentative d'un établissement qui a choisi de diversifier ses modes de financement.

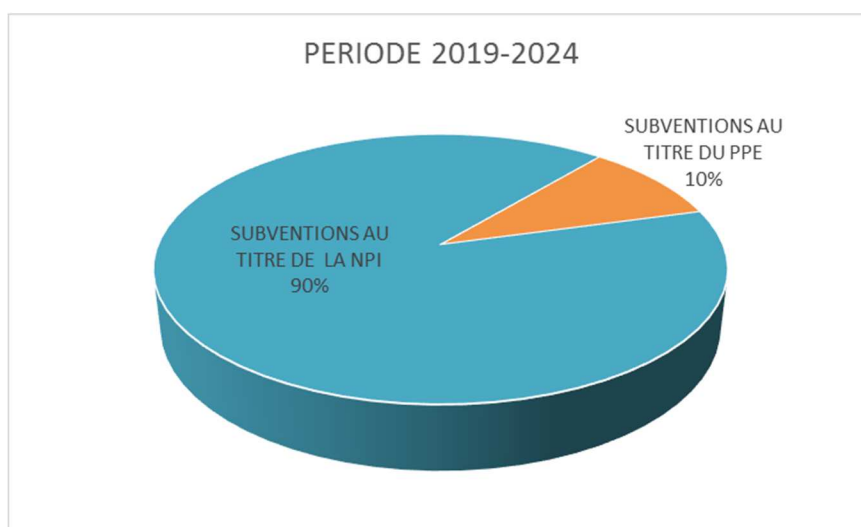
### Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) :

Sur la base d'une stabilité de son taux forfaitaire, fixé actuellement à 16,404 % du montant toutes taxes des investissements éligibles, il devrait mathématiquement varier comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
FCTVA	1 060 000 €	971 783 €	1 740 017 €	1 627 687 €	1 510 254 €	1 335 644 €

### Les subventions :

La majorité des subventions sont liés à la mise en œuvre de la NPI :



Seuls les apports de financement au titre de la NPI, déjà cités en I-A, sont pris en compte, tant pour les versements attendus du bloc communal que de l'abondement de 10% du Conseil départemental :

INVESTISSEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
SUBVENTIONS	986 975 €	663 735 €	936 931 €	665 511 €	1 006 100 €	416 698 €

Les autres participations seront intégrées au gré des mises à jour des perspectives lors des prochains exercices en fonction des nouveaux projets NPI qui démarreront et de la position officielle du Département sur un élargissement de sa participation au-delà du champ immobilier.

### Les opérations d'ordre budgétaire :

Elles sont identiques à celles inscrites en dépenses de fonctionnement (ordre ordinaire) ou d'investissement (ordre patrimonial) pour assurer leur neutralité budgétaire :

INVESTISSEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	8 269 505 €	8 327 913 €	8 401 865 €	8 439 516 €	8 285 898 €	8 317 118 €
OPERATION D'ORDRE PATRIMONIALE	95 000 €	50 000 €	- €	- €	- €	- €
OPERATIONS D'ORDRE	8 364 505 €	8 377 913 €	8 401 865 €	8 439 516 €	8 285 898 €	8 317 118 €

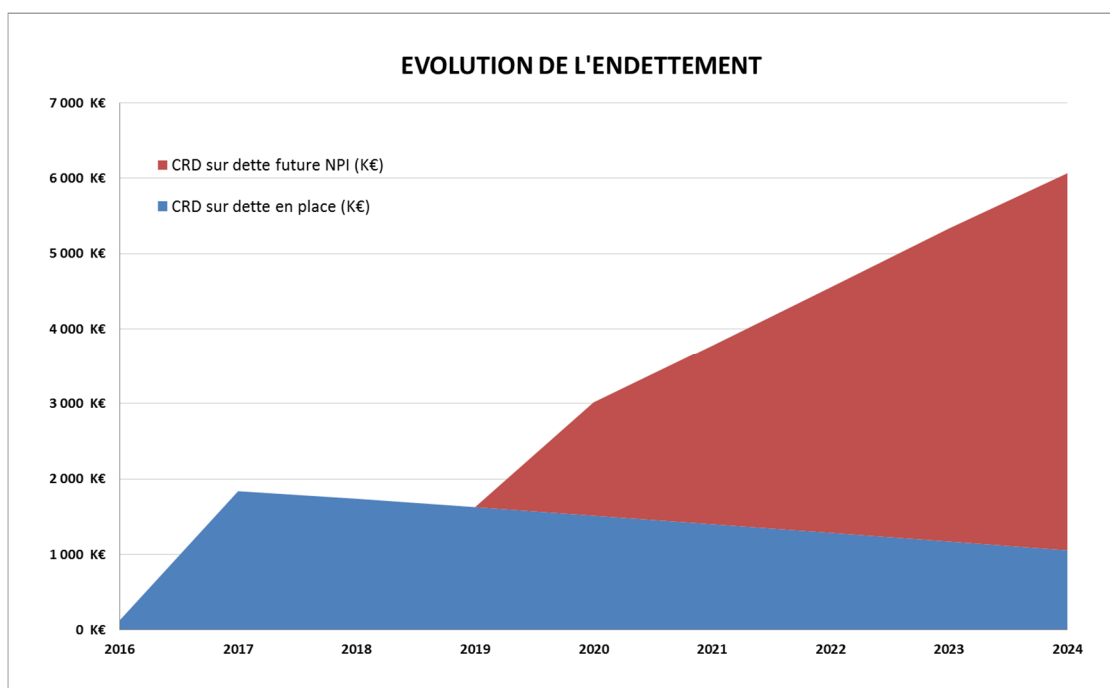
### Les emprunts à contracter :

Comme déjà énoncé, la stratégie d'endettement du Sdis 76 vise à privilégier le recours à l'emprunt pour financer les investissements portant sur des travaux immobiliers, notamment dans le cadre de la NPI.

Actuellement, il est envisagé de mobiliser de nouveaux contrats de prêt, dans le cadre de la première phase de la NPI, suivant ce rythme :

INVESTISSEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
EMPRUNTS NOUVEAUX	- €	1 500 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 050 000 €	1 050 000 €

Le capital restant dû (CRD) à la fin de chaque exercice serait donc théoriquement amené à progresser comme indiqué ci-dessous :



## 2) Les dépenses d'investissement :

Sur la période envisagée, les dépenses d'investissement devraient évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
DEPENSES	10 380 965 €	14 425 657 €	16 868 801 €	15 618 319 €	14 793 333 €	12 687 317 €

Elles comprennent non seulement les opérations qui traduisent une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de l'établissement mais aussi le montant du remboursement en capital des emprunts et diverses dépenses ayant pour effet de réduire les fonds propres (reprises ou reversements, moins-value, etc...).

### **Le capital de la dette à rembourser :**

En lien avec les développements portant sur la souscription des nouveaux emprunts et les paramètres de calcul retenus, le capital de dette à rembourser est prévu comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
DETTE EXISTANTE	111 220 €	112 208 €	113 207 €	114 217 €	115 238 €	116 269 €
DETTE FUTURE	- €	62 974 €	64 108 €	108 507 €	153 153 €	200 213 €
CAPITAL A REMBOURSER	111 220 €	175 182 €	177 315 €	222 724 €	268 391 €	316 482 €

Pour mémoire, les éléments d'appréciation de la structure de la dette actuelle du Sdis 76 et de son évolution prévisionnelle sont développés en annexe n° 2 au présent rapport.

### **Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) :**

Ce plan est principalement formalisé dans les différentes autorisations de programme (AP) déclinant les objectifs poursuivis par le Service.

Il comprend essentiellement :

- les dépenses d'équipement qui, en dehors d'AP autonomes en fin de programmation, sont majoritairement agglomérées au sein du PPE 2019-2022 ;
- les dépenses portant sur les bâtiments, qu'elles relèvent ou non de la NPI.

Au terme du PPE adopté, pour les nécessités de la simulation, le montant annuel des CP est projetés à hauteur de 3 850 K€ par an.

En outre, sur la période de simulation, il ne peut être occulté le démarrage de la seconde tranche des 12 priorités de la NPI pour une nouvelle enveloppe de 20 M€ TTC, sur 5 ans à compter de 2023.

INVESTISSEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
DEPENSES HORS AP	127 900 €	20 000 €	20 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €
DEPENSES DU PLAN PLURIANNUEL D'EQUIPEMENT	4 752 676 €	5 938 143 €	5 011 544 €	5 025 615 €	3 850 000 €	3 850 000 €
DEPENSES IMMOBILIERES HORS NPI	1 327 800 €	2 655 063 €	1 661 212 €	1 284 923 €	1 302 000 €	311 400 €
DEPENSES IMMOBILIERES DE LA NPI	763 681 €	3 479 134 €	7 567 000 €	6 556 600 €	6 749 295 €	5 361 300 €
RESTES A REALISER	1 398 000 €	- €	- €	- €	- €	- €
<b>EFFORT D'INVESTISSEMENT</b>	<b>8 370 057 €</b>	<b>12 092 341 €</b>	<b>14 259 756 €</b>	<b>12 892 138 €</b>	<b>11 926 295 €</b>	<b>9 547 700 €</b>

### Les opérations d'ordre budgétaire:

Elles sont identiques à celles inscrites en recettes de fonctionnement et/ou d'investissement pour assurer leur neutralité budgétaire :

INVESTISSEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	1 702 003 €	1 933 505 €	2 114 549 €	2 181 209 €	2 248 127 €	2 493 051 €
AMORTISSEMENTS DES RECETTES	92 685 €	114 629 €	257 181 €	262 248 €	290 520 €	270 084 €
TRAVAUX EN REGIE	10 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
OPERATION D'ORDRE PATRIMONIALE	95 000 €	50 000 €	- €	- €	- €	- €
<b>OPERATIONS D'ORDRE</b>	<b>1 899 688 €</b>	<b>2 158 134 €</b>	<b>2 431 730 €</b>	<b>2 503 457 €</b>	<b>2 598 647 €</b>	<b>2 823 135 €</b>

### 3) Le solde de la section d'investissement :

Sur la base de ce qui vient d'être exposé, le solde de la section d'investissement sur la période projetée devrait évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2019 prévisionnel	Perspective 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024
<b>RECETTES</b>	<b>10 411 480 €</b>	<b>11 513 431 €</b>	<b>12 078 813 €</b>	<b>11 732 714 €</b>	<b>11 852 252 €</b>	<b>11 119 460 €</b>
<b>DEPENSES</b>	<b>10 380 965 €</b>	<b>14 425 657 €</b>	<b>16 868 801 €</b>	<b>15 618 319 €</b>	<b>14 793 333 €</b>	<b>12 687 317 €</b>
<b>SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>30 515 €</b>	<b>- 2 912 226 €</b>	<b>- 4 789 988 €</b>	<b>- 3 885 605 €</b>	<b>- 2 941 081 €</b>	<b>- 1 567 857 €</b>
<b>EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE</b>	<b>3 178 671 €</b>	<b>4 607 186 €</b>	<b>1 694 960 €</b>	<b>- 3 095 028 €</b>	<b>- 6 980 633 €</b>	<b>- 9 921 714 €</b>
<b>RESTE SUR EXCEDENT D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 209 186 €</b>	<b>1 694 960 €</b>	<b>- 3 095 028 €</b>	<b>- 6 980 633 €</b>	<b>- 9 921 714 €</b>	<b>- 11 489 571 €</b>

En dépit de la diversification des financements mise en place par le Sdis 76, le résultat annuel de cette section devrait être négatif à compter de 2020 et laisser apparaître un besoin de financement à couvrir impérativement par la section de fonctionnement dès 2021.

Cela n'est en rien étonnant, puisque le Service s'est constitué une capacité de prélèvement sur cette section à hauteur de 7 M€.

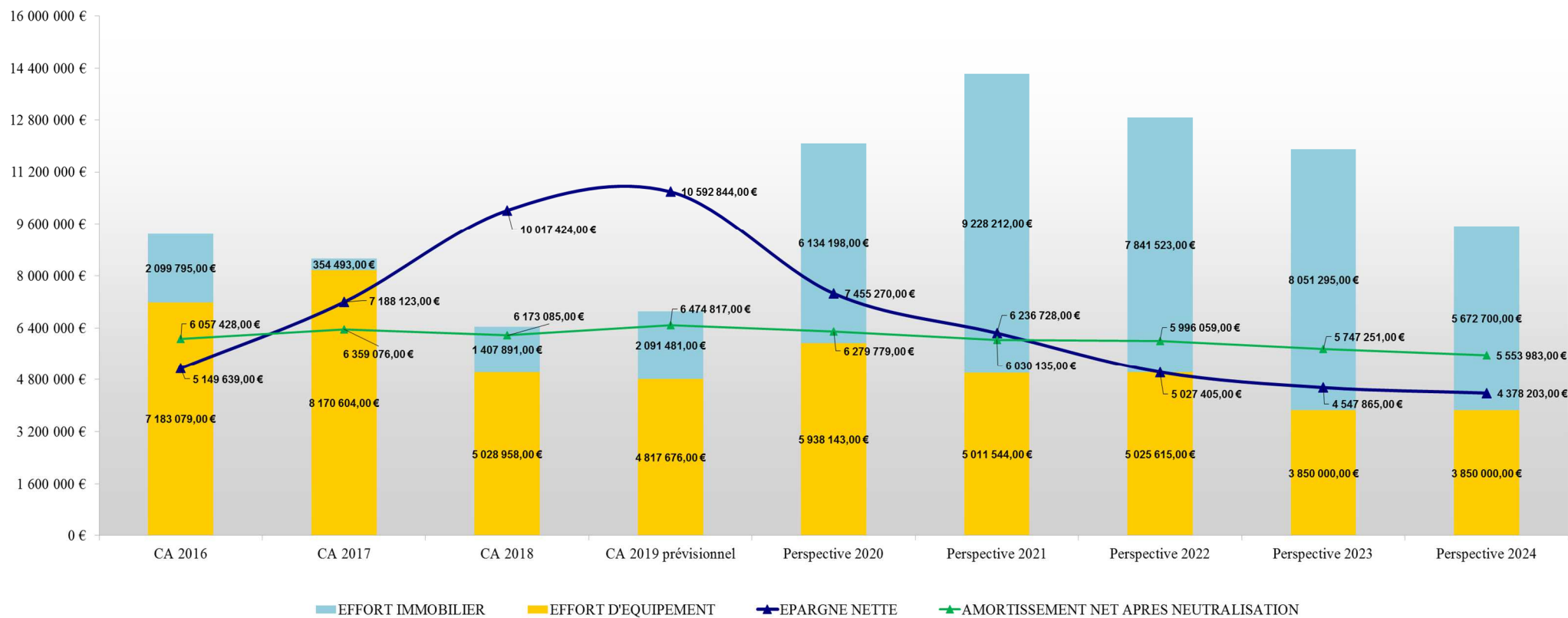
A ce stade, l'autofinancement complémentaire à la dotation nette d'amortissement qui serait nécessaire excède le montant de cette réserve de près de 4,5 M€.

Compte tenu des forts aléas qui peuvent impacter les calendriers de mise en œuvre des chantiers de la NPI, notamment dans sa seconde tranche, ainsi que des disponibilités résiduelles affichées par la section d'exploitation et des possibilités de lever des emprunts, il n'est pas l'heure de s'inquiéter.

Il conviendra avant tout de rester attentif à ce que l'épargne nette reste supérieure à la dotation nette d'amortissement pour respecter le principe d'équilibre réel du budget fixé à l'article 1612-3 du CGCT (cf. annexe n° 1 au présent rapport).

**ANNEXE N° 1 : EVOLUTION DE L'EPARGNE ET DE  
L'EFFORT D'INVESTISSEMENT DU SDIS 76**

### EVOLUTION DE L'EPARGNE ET DE L'EFFORT D'INVESTISSEMENT



## **ANNEXE N° 2 : LA DETTE DU SDIS 76**



## La dette au 31 décembre 2019

Le Sdis 76 n'a contracté des contrats d'emprunt qu'en lien avec son budget principal.

### La nature de la dette

La dette peut être synthétisée comme suit :

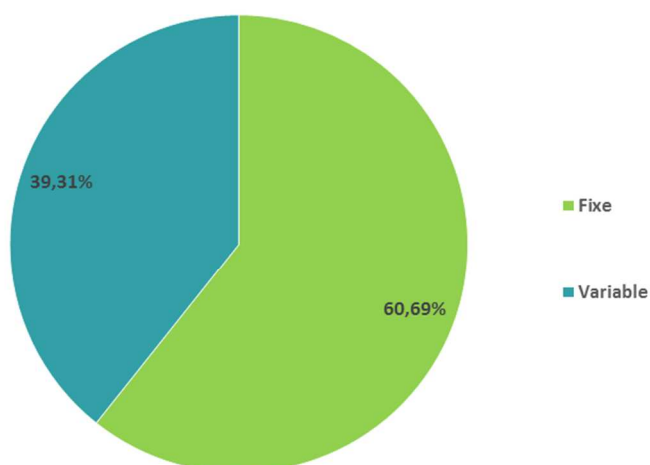
	Nombre de lignes	Capital restant dû (CRD)	Taux moyen	Durée de vie résiduelle
Consolidation mars 2017	1	987 199,27 €	1,31%	17 ans et 3 mois
Consolidation décembre 2017	1	639 331,06 €	0,53%	10 ans et 1 mois
<b>Total dette</b>	<b>2</b>	<b>1 626 530,33 €</b>	<b>1,00%</b>	<b>15 ans et 2 mois</b>

### La répartition par prêteurs

Au 31 décembre 2019, la Caisse d'Epargne Normandie est l'unique prêteur du Sdis 76.

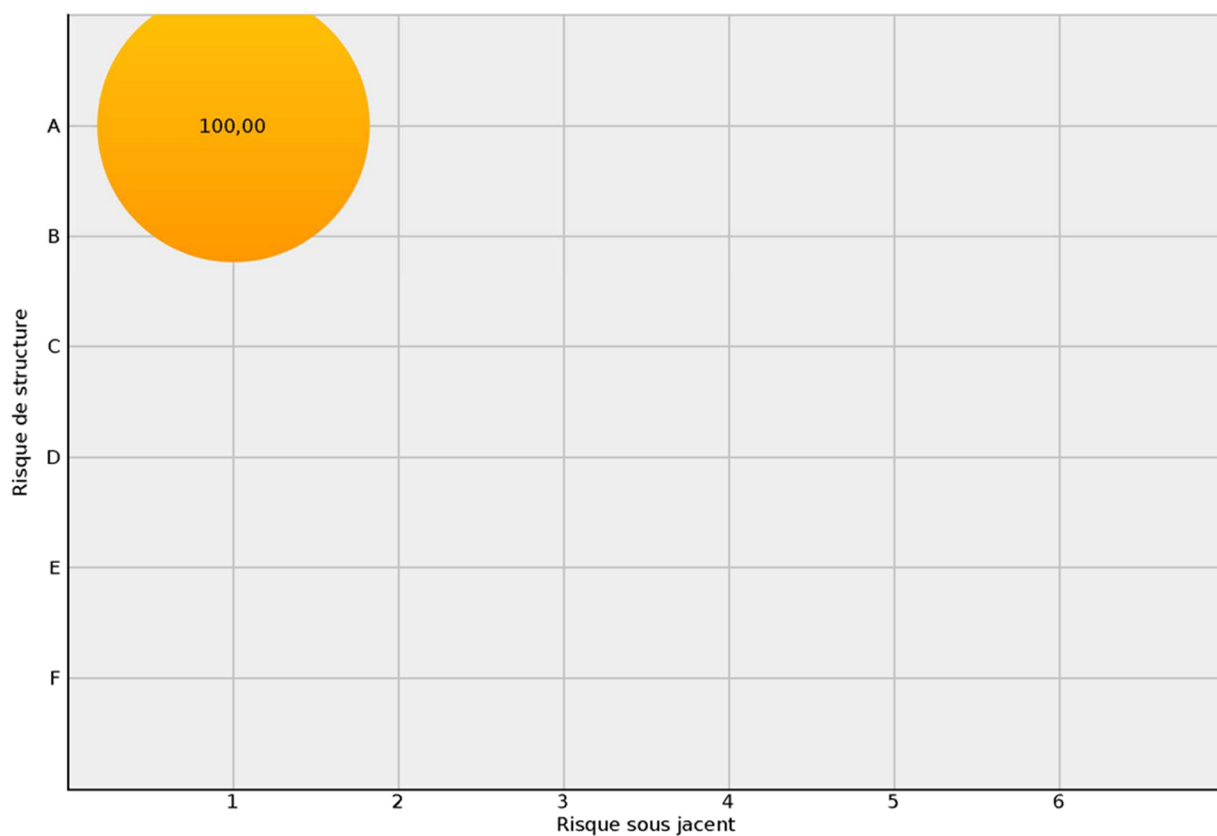
### La typologie de risque de la dette

Type	Encours	% d'exposition
Fixe	987 199,27 €	60,69%
Variable	639 331,06 €	39,31%
<b>Ensemble des risques</b>	<b>1 626 530,33 €</b>	<b>100,00%</b>



Les emprunts en cours ne présentent pas de risque car ils sont intégralement classés en catégorie 1A de la charte Gissler.

*Risque faible*



*Risque élevé*

*Taille de la bulle = % du CRD*

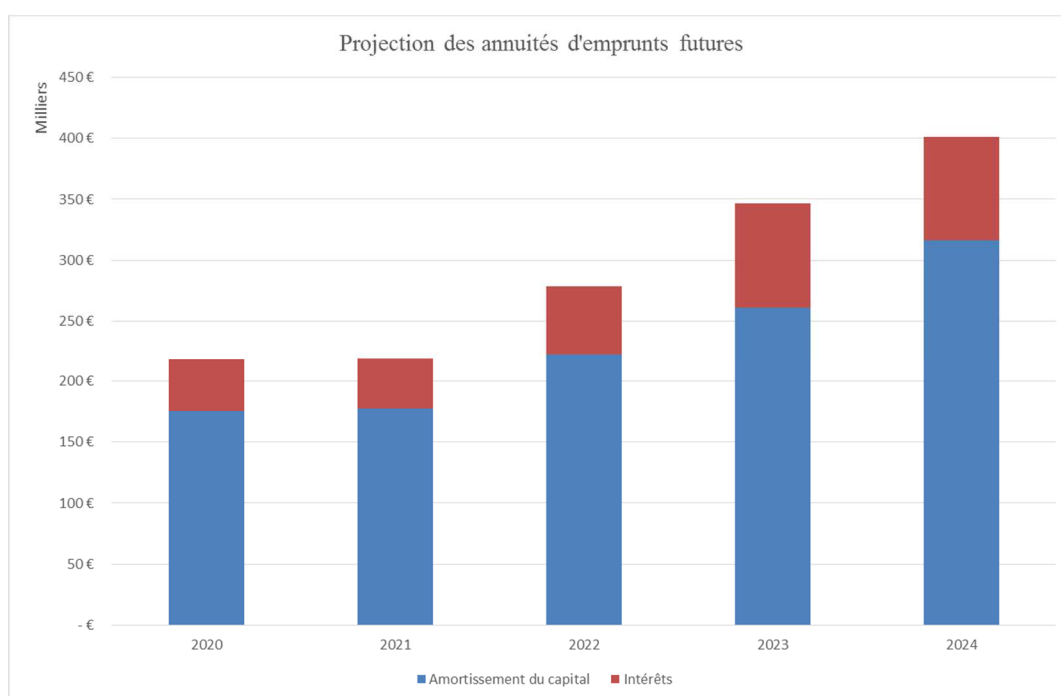
## La dette projetée

Le montant du nouveau capital souscrit chaque année est conforme aux éléments développés précédemment dans le corps du rapport.

Ainsi, le calcul des annuités est projeté suivant les conditions suivantes :

Montant emprunté en prospective (en €)	2020	2021	2022	2023	2024
NPI	1 500 000,00 €	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	1 050 000,00 €
Taux d'intérêt	1,40%	1,50%	1,60%	1,70%	1,80%
Durée en années	20 ans	20 ans	20 ans	20 ans	20 ans

Soit une évolution des annuités prévisionnelles correspondant à :



## La capacité de désendettement

La capacité de désendettement constatée sur les exercices antérieurs

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Capacité de désendettement (en années)	0,15 ans	0,92 ans	inexistante	6,14 ans	0,47 ans	0,43 ans

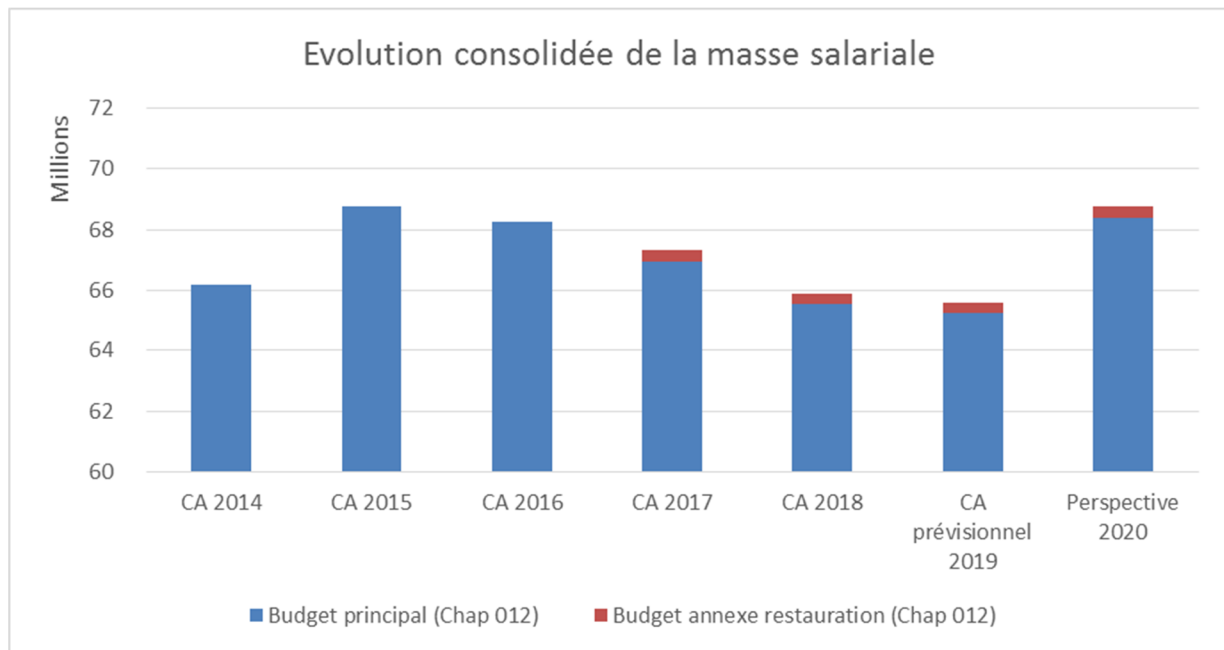
### La capacité de désendettement projetée

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Capacité de désendettement (en années)	<i>inexistante</i>	<i>2,05 ans</i>	<i>3,86 ans</i>	<i>13,84 ans</i>	<i>35,04 ans</i>	<i>26,09 ans</i>

## **ANNEXE N° 3 : LA MASSE SALARIALE DU SDIS 76**

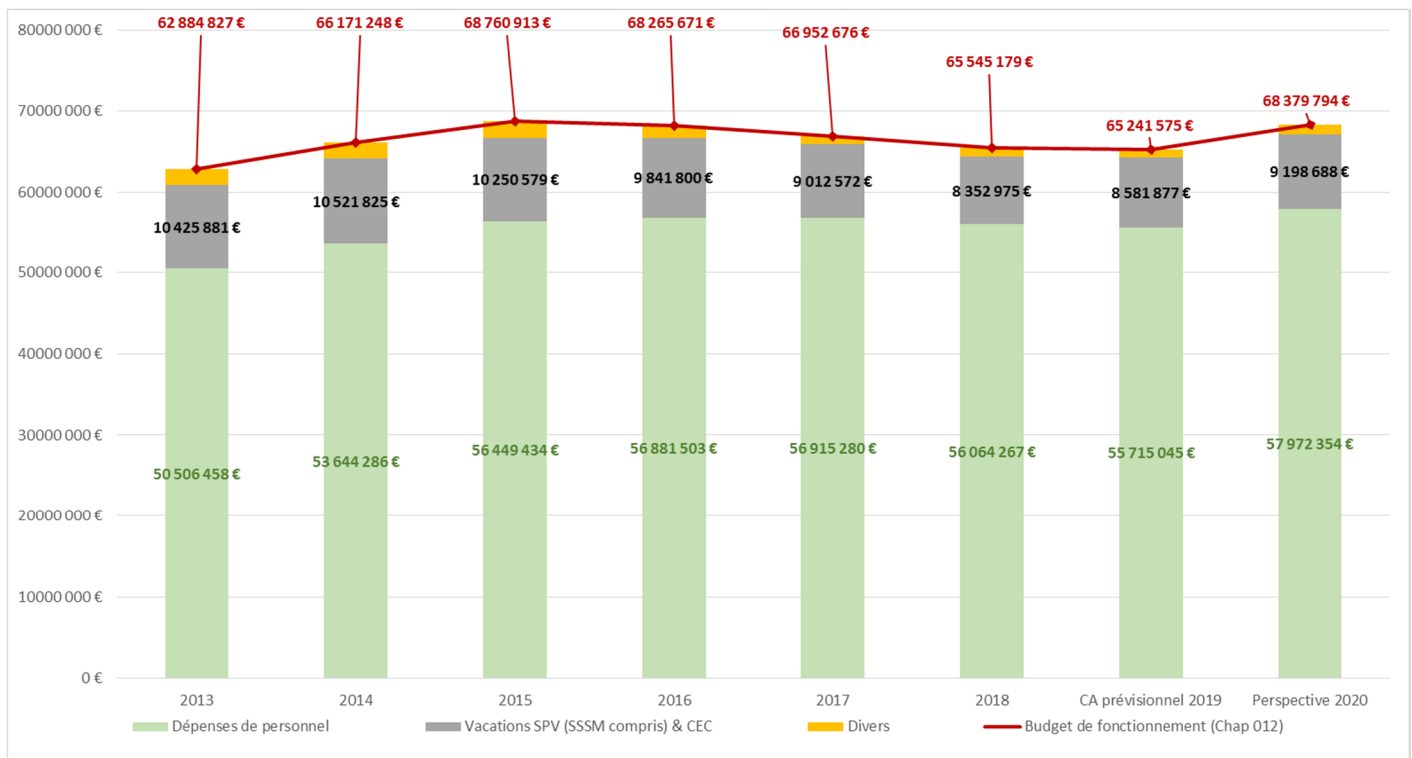
## La masse salariale

L'évolution consolidée de la masse salariale se présente comme suit :

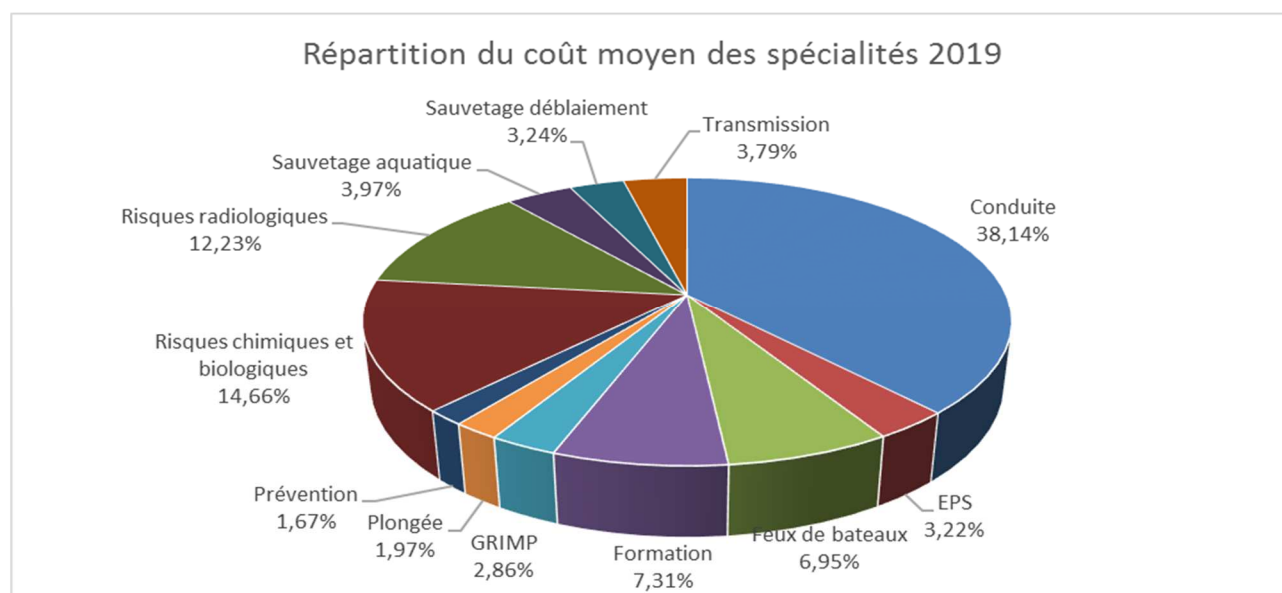
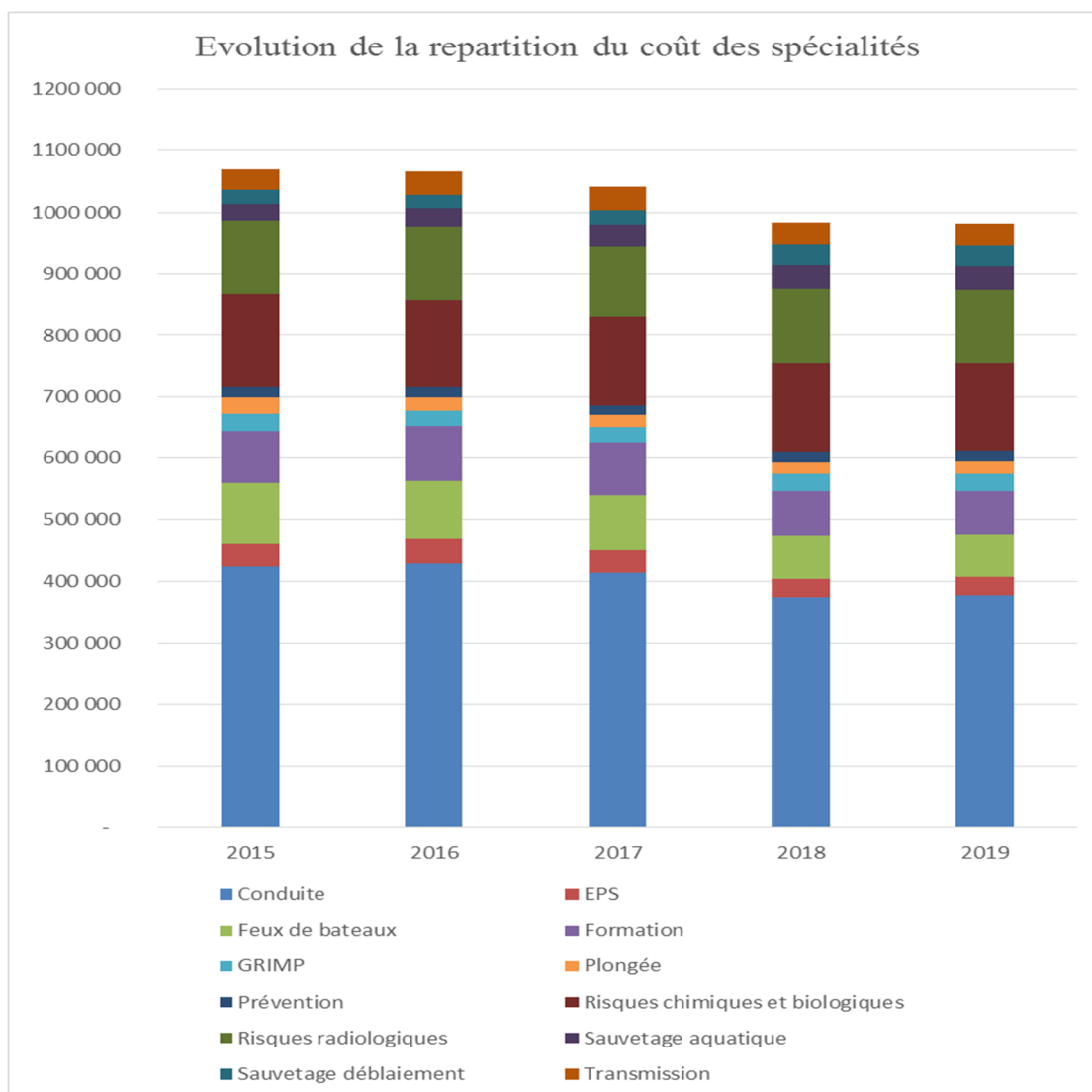


Pour mémoire, avant 2017, l'intégralité de la masse salariale du personnel de restauration était portée au sein du budget principal.

L'évolution de la composition du chapitre 012 du budget principal se détaille comme suit :



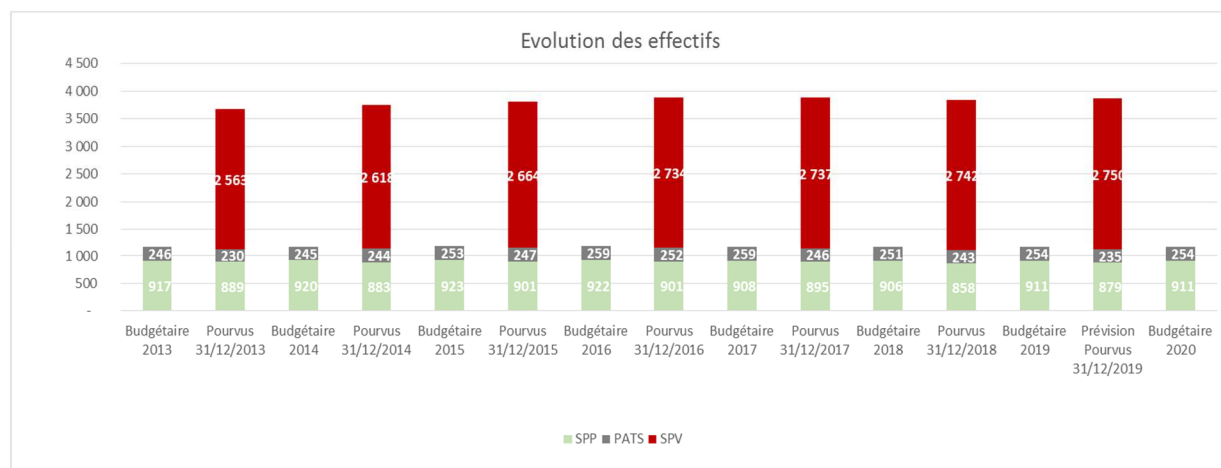
Parmi les dépenses de personnel, le montant des indemnités de spécialités se décompose comme suit :



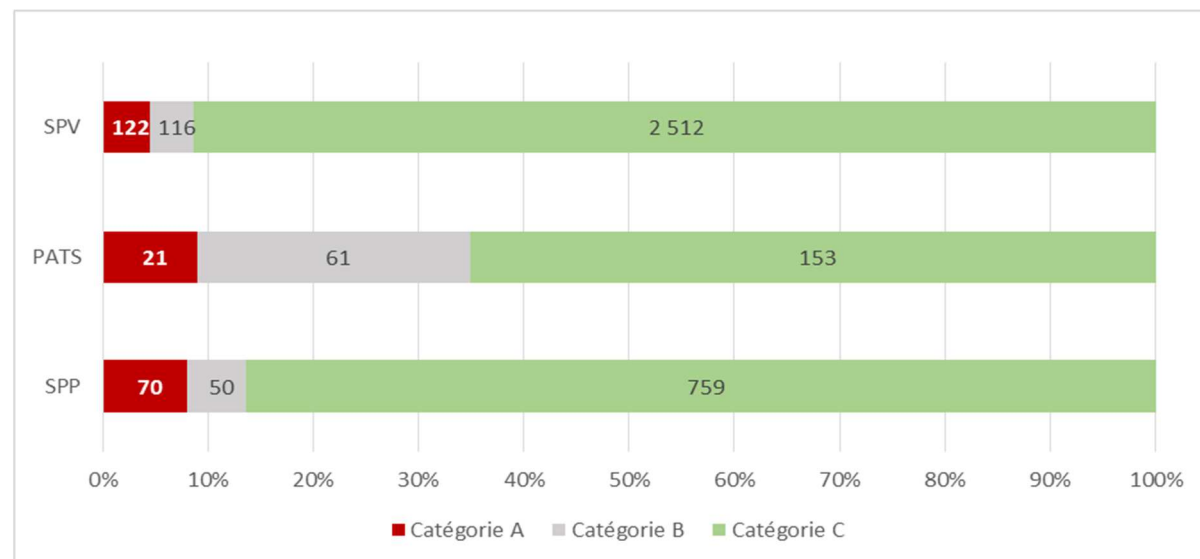
## L'évolution des effectifs

L'évolution globale des effectifs se résume comme suit :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Postes budgétaires</b>	1 163	1 165	1 176	1 181	1 167	1 157	1 165	1 165
<b>Postes pourvus</b>	1 119	1 127	1 148	1 153	1 141	1 101	1 114	
<b>Taux d'occupation des postes au 31/12</b>	96,22%	96,74%	97,62%	97,63%	97,77%	95,16%	95,62%	



En 2019, la composition des effectifs, par catégorie, se présente de la manière suivante :



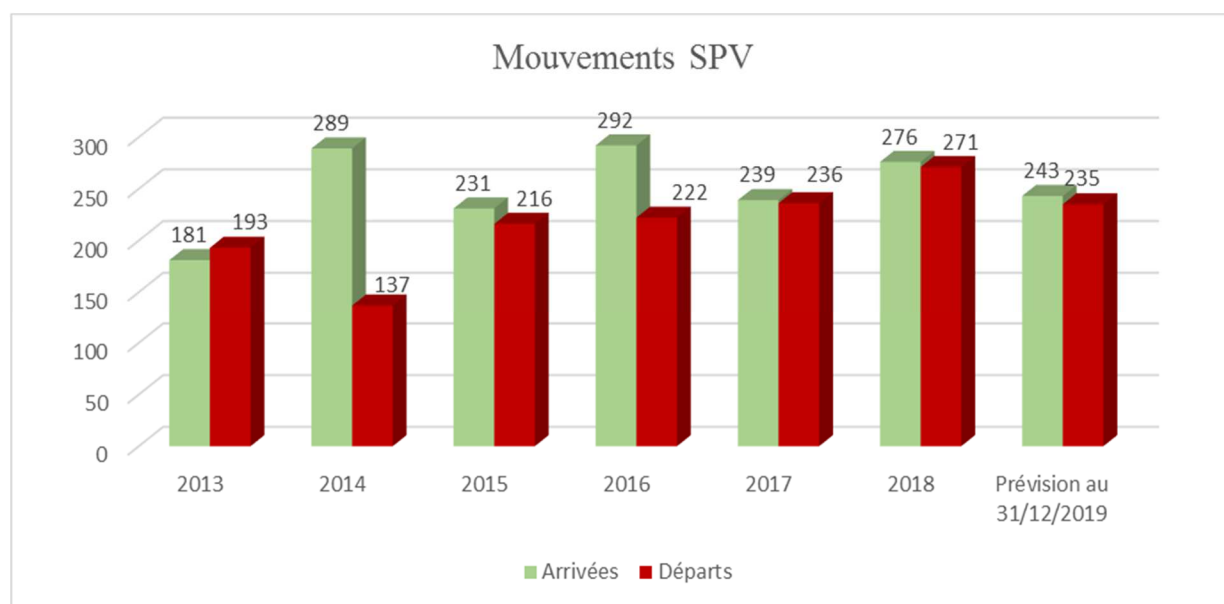
	2019	2018 <i>Pour mémoire</i>
<b>Catégorie A</b>	213 personnes	152
<b>Catégorie B</b>	227 personnes	286
<b>Catégorie C</b>	3 424 personnes	3 436



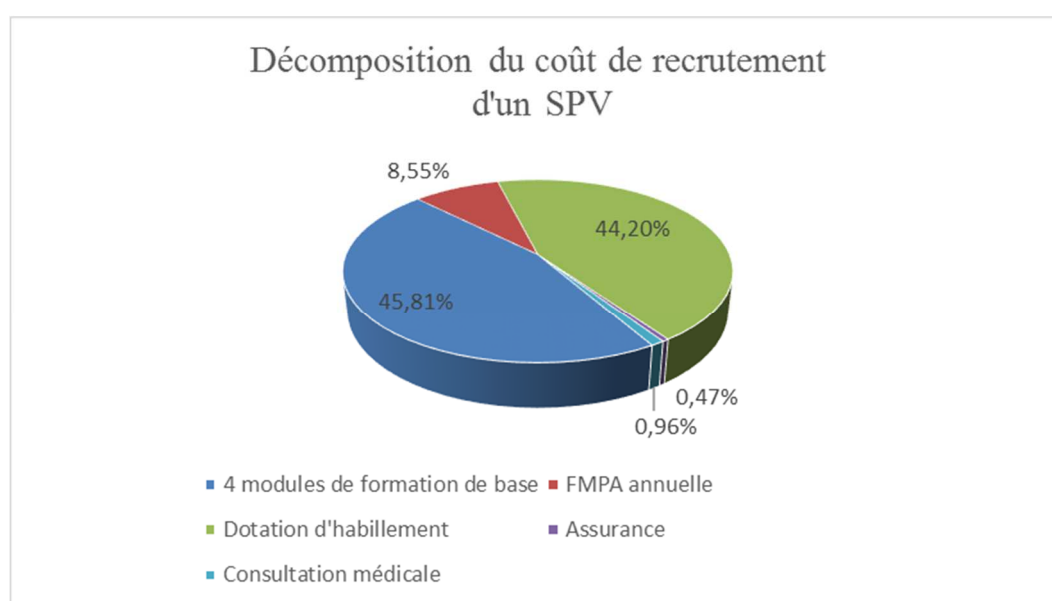
## Les sapeurs-pompiers volontaires

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Prévision au 31/12/2019
<b>Nombre de SPV</b>	2 563	2 618	2 664	2 734	2 737	2 742	2 750
<b>Evolution annuelle</b>		2,15%	1,76%	2,63%	0,11%	0,18%	0,29%
<b>Evolution cumulée</b>		2,15%	3,94%	6,67%	6,79%	6,98%	7,30%

Les mouvements au sein des SPV s'expliquent comme suit :

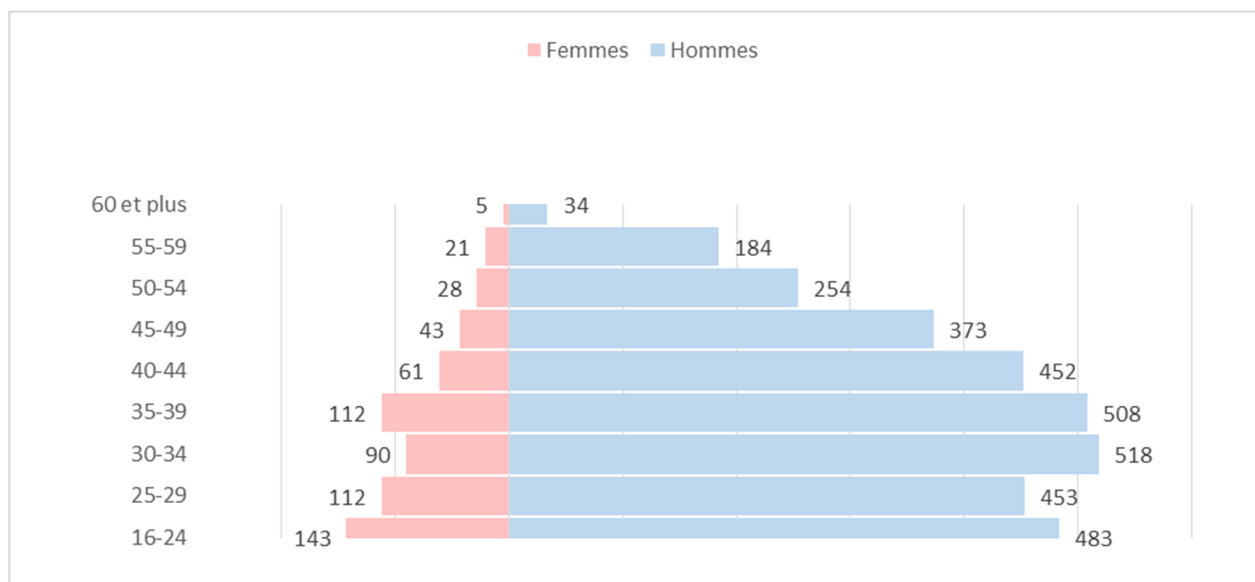


Pour mémoire, hors vacation, le coût moyen pour l'engagement d'un sapeur-pompier volontaire était estimé en 2019 à 3 846 € :



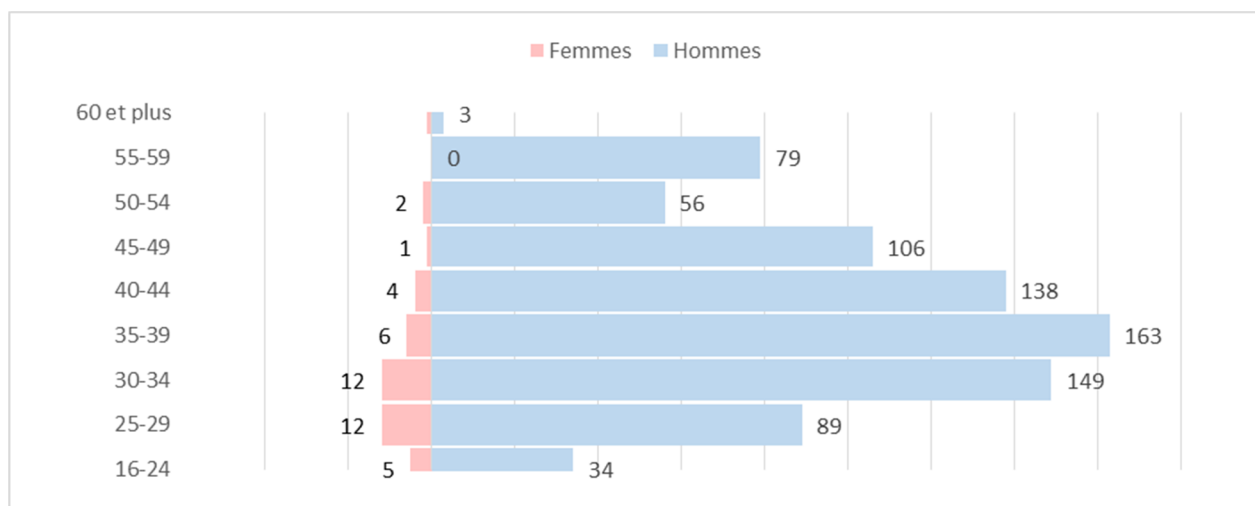
## Les différentes pyramides des âges (au 31 décembre 2019)

La pyramide des âges de l'ensemble des personnels se présente comme suit :



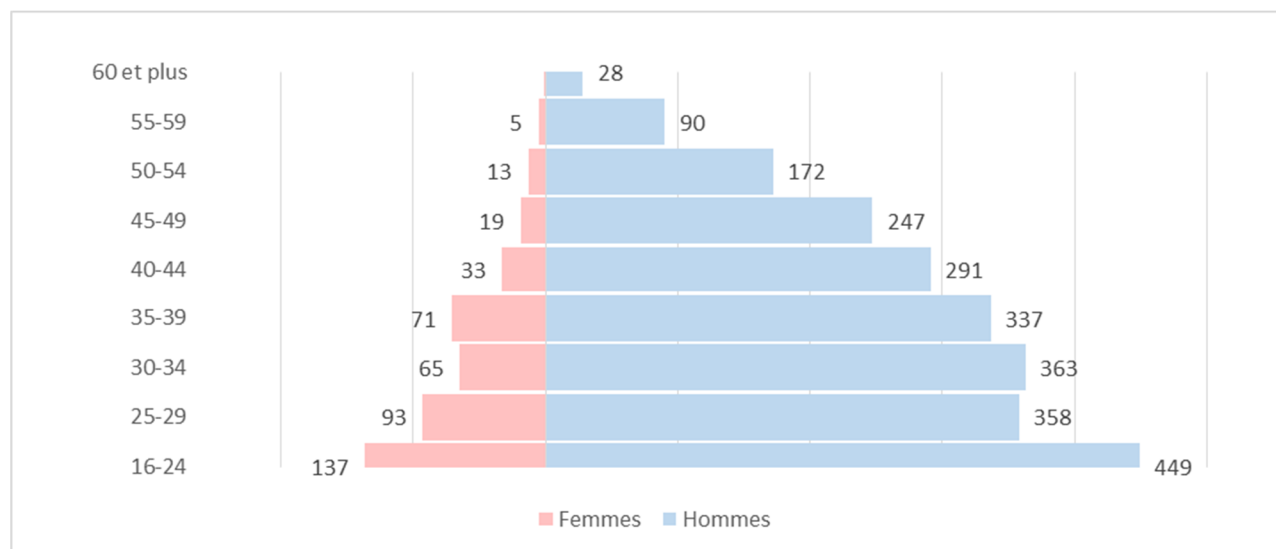
	2015	2016	2017	2018	2019
Moyenne d'âge global	40	36	39	39,5	39,5

La pyramide des âges spécifique aux SPP se présente comme suit :



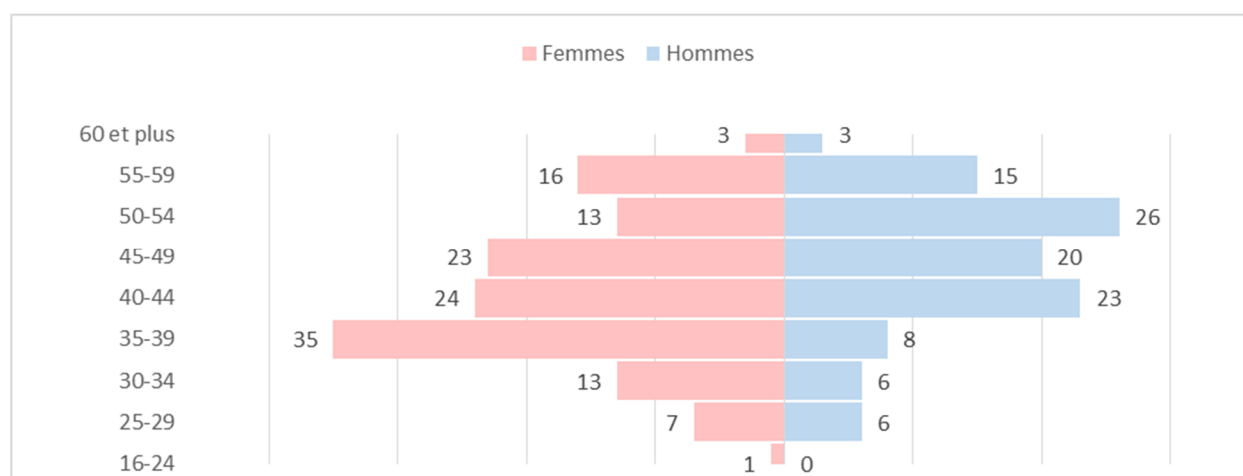
	2015	2016	2017	2018	2019
Moyenne d'âge SPP	42	39,5	39	39	39

La pyramide des âges spécifique aux SPV se présente comme suit :



	2015	2016	2017	2018	2019
Moyenne d'âge SPV	37	34	34	35	35

La pyramide des âges spécifique aux PATS se présente comme suit :



	2015	2016	2017	2018	2019
Moyenne d'âge PATS	41	43	44	44	45

## Le logement des agents

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2016, la réforme des logements de fonction instaurée par le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement a été mise en œuvre. Ce décret distingue deux types d'attributions de logement :

La concession de logement par nécessité absolue de service (NAS) : accordée lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logés sur son lieu de travail ou à proximité immédiate. L'ensemble des agents logés par NAS bénéficie d'un arrêté individuel d'attribution d'une concession de logement et s'acquitte d'une cotisation CSG et RDS.

La convention d'occupation précaire (COP) : pouvant être accordée à un agent tenu d'accomplir un service d'astreinte mais qui ne remplit pas les conditions ouvrant droit au logement par NAS. Les agents logés par convention d'occupation précaire bénéficient également d'un arrêté d'attribution et s'acquittent d'un loyer calculé sur la valeur locative du bien.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, sur la base de la délibération du Bureau du Conseil d'administration en date du 30 mars 2016, les agents s'acquittent également du paiement des fluides et des charges afférentes aux logements concédés.

En 2020, 4 agents seront logés par nécessité absolue de service (NAS) et 13 agents seront logés par convention d'occupation précaire (COP) :

Logements	2013	2014	2015	2016	2017		2018		2019		2020	
					COP	NAS	COP	NAS	COP	NAS	COP	NAS
SPP logés	83	86	84	55	25	8	21	9	11	4	13	4

## Le temps de travail au Sdis 76

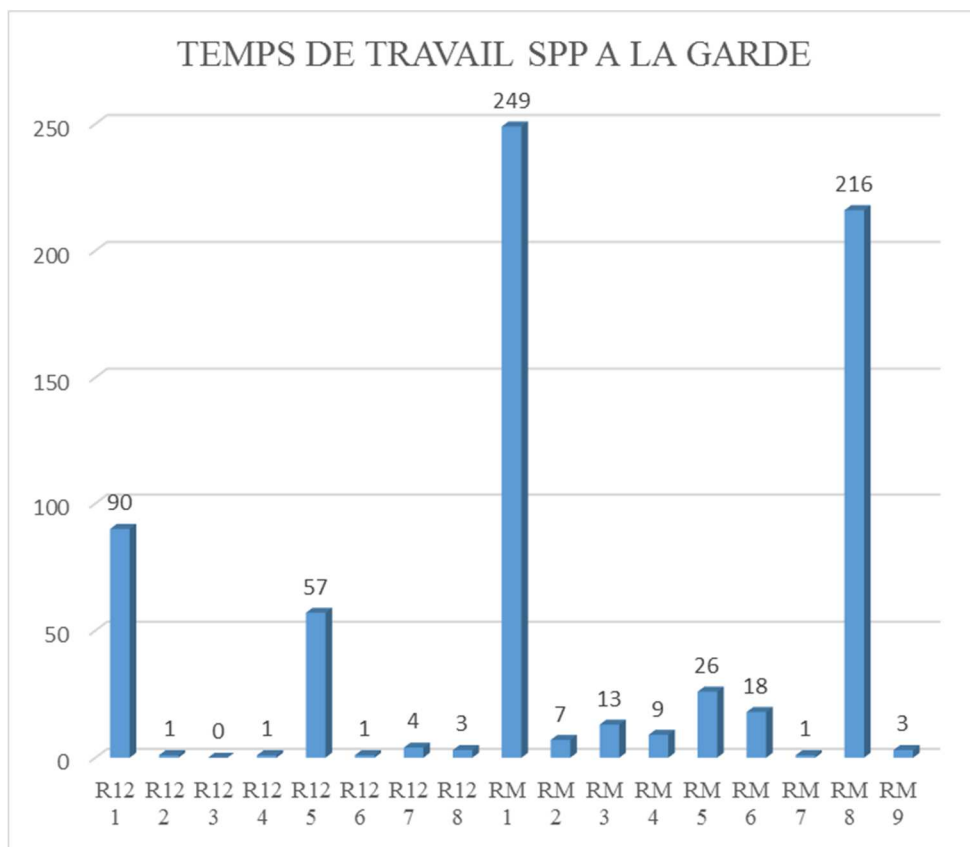
Les régimes de travail des sapeurs-pompiers professionnels en équipe de garde sont :

- le régime « mixte » (RM dans le tableau ci-dessous), qui associe des gardes de vingt-quatre heures et des gardes de douze heures ;
- le régime « douze heures » (R12 dans le tableau ci-dessous), composé uniquement de gardes de douze heures en journée ;
- le régime « CTA – CODIS », composé de gardes de douze heures de jour et de nuit ;
- le régime « Officier superviseur CODIS », composé de gardes de vingt-quatre heures et de périodes en service hors rang.

Les régimes et leurs champs d'application sont détaillés respectivement en annexe 7 et 6 du règlement intérieur du Sdis 76.

Le temps de travail des sapeurs-pompiers à la garde au 28/08/2019 se présente comme suit :

REGIME DE TRAVAIL	TEMPS DE TRAVAIL	NOMBRE SPP A LA GARDE AU 28/08/2019
R12 1	1596	90
R12 2	1584	1
R12 3	1572	0
R12 4	1560	1
R12 5	1548	57
R12 6	1536	1
R12 7	1524	4
R12 8	1512	3
RM 1	1579	249
RM 2	1567	7
RM 3	1555	13
RM 4	1543	9
RM 5	1526	26
RM 6	1509	18
RM 7	1492	1
RM 8	1600	216
RM 9	1595	3
<b>TOTAL</b>		<b>699</b>



\* R12 : régime douze heures

\* RM : régime mixte

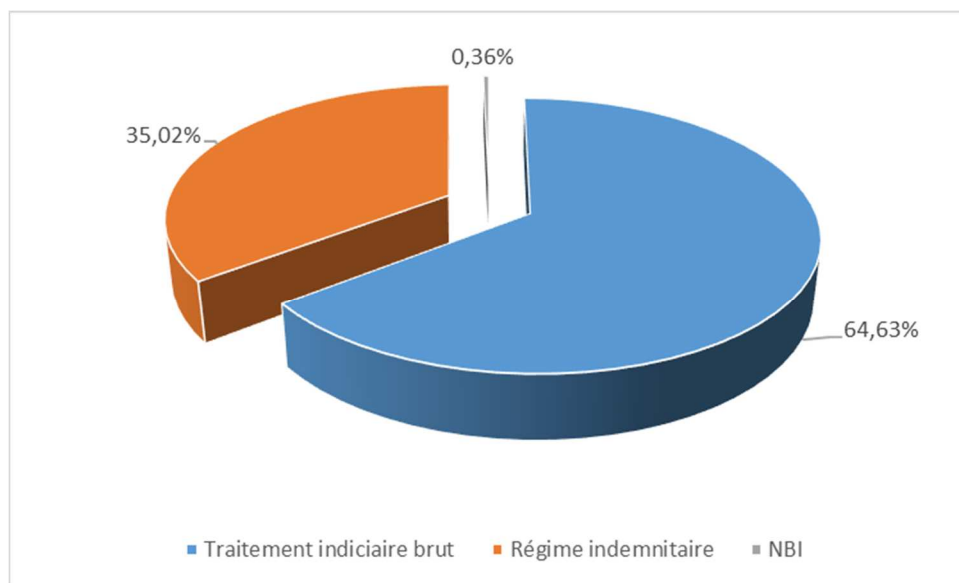
Le temps de travail des personnels administratifs, techniques et spécialisés et des sapeurs professionnels hors rang se présente comme suit :

TEMPS DE TRAVAIL ANNUEL	1 607 HEURES
TEMPS DE TRAVAIL HEBDOMADAIRE	37 H 30
RTT	10 JOURS

## Les éléments de rémunération

La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des personnels au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

Traitement indiciaire brut	25 575 110,75 €
Régime indemnitaire	13 857 674,32 €
NBI	141 125,75 €
<b>TOTAL</b>	<b>39 573 910,82 €</b>



La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des SPP au 31 décembre 2019 se décompose comme suit :

	SPP			
	A	B	C	TOTAL
Traitement indiciaire brut	2 538 019,27 €	1 597 768,81 €	16 242 260,04 €	20 378 048,12 €
Régime indemnitaire	2 084 433,43 €	1 119 010,49 €	9 127 693,72 €	12 331 137,64 €
NBI	5 894,01 €	597,15 €	104 852,45 €	111 343,60 €
<b>TOTAL SPP</b>	<b>4 628 346,71 €</b>	<b>2 717 376,45 €</b>	<b>25 474 806,20 €</b>	<b>32 820 529,36 €</b>

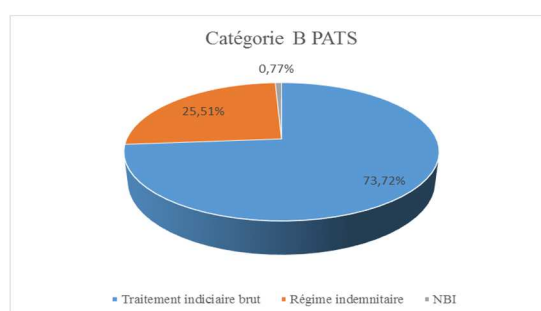
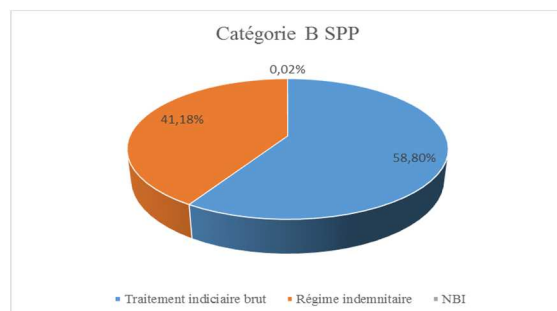
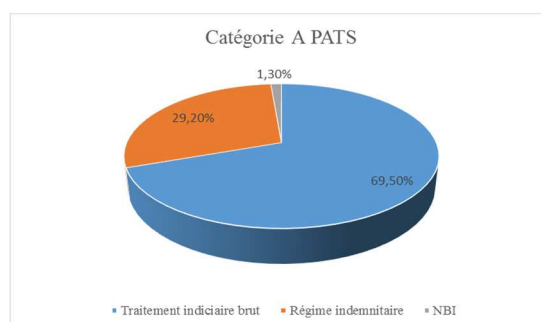
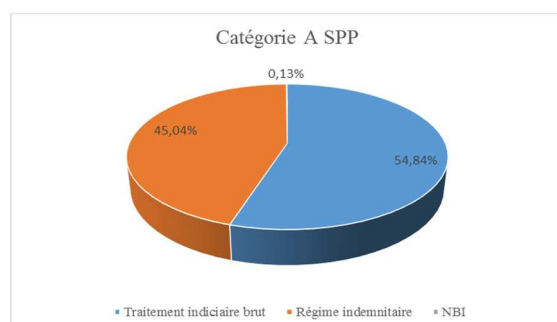
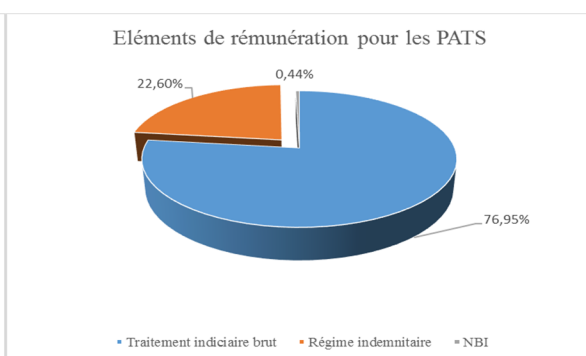
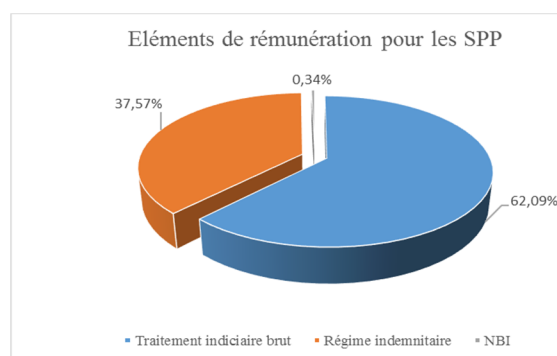
	SPP		
	A	B	C
Soit un traitement indiciaire moyen brut annuel	37 006,36 €	30 005,05 €	21 512,93 €
Soit un régime indemnitaire moyen brut annuel	30 392,71 €	21 014,28 €	12 089,66 €

NB : la prime de feu est intégrée dans le régime indemnitaire des SPP.

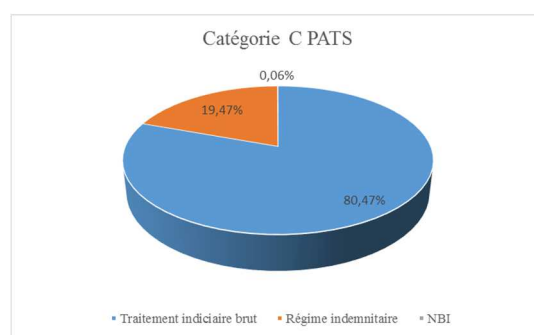
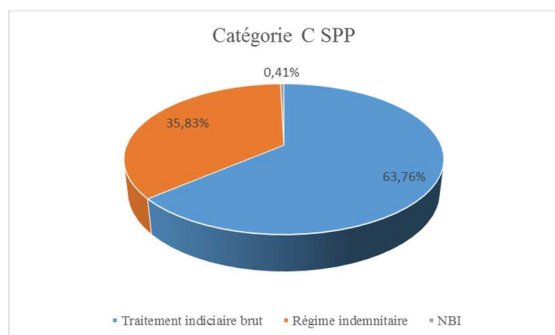
La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des PATS au 31 décembre 2019 se décompose comme suit :

	PATS			
	A	B	C	TOTAL
Traitement indiciaire brut	692 974,24 €	1 397 254,79 €	3 106 833,60 €	5 197 062,63 €
Régime indemnitaire	291 137,59 €	483 575,53 €	751 823,56 €	1 526 536,68 €
NBI	12 957,97 €	14 635,07 €	2 189,11 €	29 782,15 €
<b>TOTAL PATS</b>	<b>997 069,80 €</b>	<b>1 895 465,39 €</b>	<b>3 860 846,27 €</b>	<b>6 753 381,46 €</b>

	PATS		
	A	B	C
Soit un traitement indiciaire moyen brut annuel	30 685,21 €	23 000,08 €	20 076,47 €
Soit un régime indemnitaire moyen brut annuel	12 891,70 €	7 960,09 €	4 858,31 €







N°DCA-2019-043

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES PREVISIBLES  
POUR L'ANNEE 2020**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales, notamment son article L1424-35,*
- *la délibération 2017-CA-33 autorisant la signature de la convention de partenariat 2018-2021 entre le Département et le Sdis de la Seine-Maritime.*

\*  
\* \*

Comme les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est soumis à une préparation budgétaire intégrant une phase de débats dans le cadre de la présentation du rapport d'orientations budgétaires (ROB) pluriannuel puis un vote du budget primitif annuel.

En parallèle, conformément à l'article L.1424-35 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Sdis 76 doit conduire une démarche destinée à permettre à ses principaux financeurs d'inscrire dans leurs budgets respectifs les crédits nécessaires à son financement.

Ainsi, il doit adopter deux délibérations :

- une première portant sur l'évolution de ses ressources et de ses charges prévisibles qui doit être transmise au Conseil départemental afin qu'il vote sa contribution au Sdis,
- une seconde portant fixation du montant prévisionnel des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui doit être notifiée avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice concerné.

Le présent rapport traite de l'évolution des ressources et des charges prévisibles du Sdis76 pour l'exercice 2020.

Il est demandé au Conseil d'administration d'en prendre acte et d'autoriser le Président à signer tout acte qui en serait la suite ou la conséquence dans le cadre de la convention de partenariat conclue avec le Département pour la période 2018-2021.

\*  
\* \*

Le changement de calendrier de la préparation budgétaire pour 2020 conduit à ce que le rapport portant sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles du Sdis 76, destiné au Conseil départemental, soit présenté à son Conseil d'administration lors de la même séance que les orientations budgétaires pour les prochains exercices.

Compte tenu de la méthodologie de construction du budget du Sdis 76, le présent rapport va synthétiser des données portant sur l'année 2020 en toute cohérence avec le rapport d'orientations budgétaires qui décrit, lui, des tendances à partir de projections sur la période de 2020 à 2024.

Il vise à éclairer le Département sur les ressources (I) et des charges (II) prévisionnelles telles qu'elles se profilent pour 2020 selon un degré de précision plus poussé qu'au ROB.

Toutefois, il ne s'agit que d'une étape intermédiaire avant la présentation du projet de budget primitif pour 2020.

Certes, il en constitue les prémices mais les contours définitifs de celui-ci ne seront arrêtés qu'après les arbitrages qui pourraient être opérés dans le cadre du débat d'orientation budgétaire.

Aussi, pour éviter toute redondance, les commentaires qui vont suivre se focaliseront sur l'explication des évolutions marquantes en comparaison avec l'architecture du dernier ajustement budgétaire adopté en 2019 et sur les financements attendus de la part du Département.

Au terme de ses développements, se dessineront les grands équilibres prévisionnels du budget du Sdis 76 pour 2020 (III).

## **I – Les recettes prévisionnelles**

### **A – Les recettes de fonctionnement**

<b>En millions d'euros</b>	<b>Budget 2019*</b>	<b>Perspectives 2020</b>	<b>Evolution en valeur</b>	<b>Evolution en pourcentage</b>
Contribution du Département	46,331	46,631	0,300	0,65%
Contribution des communes et EPCI	36,517	36,809	0,292	0,80%
Autres recettes	3,702	4,295	0,593	16,02%
Ressource d'ordre en provenance de la section d'investissement	0,060	0,060	0,000	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>86,61</b>	<b>87,795</b>	<b>1,185</b>	<b>1,37%</b>

\* (après décision modificative n° 1)

Les recettes d'exploitation annuelles du Sdis 76 devraient progresser de près de 1,185 M€ en 2020, soit une progression de + 1,37 %.

Il faut souligner que la dynamique des recettes serait pour la moitié du gain attendu supportée par des partenaires extérieurs autres que les collectivités qui administrent le Sdis 76.

### Les contributions

L'évolution de la contribution du Département est projetée à + 300 K€ en application de la convention partenariale conclue entre le Sdis 76 et le Conseil départemental pour la période 2018 à 2021.

L'évolution de la contribution des collectivités de l'échelon communal et intercommunal sera fixée souverainement par le Conseil d'administration sans que l'augmentation de l'enveloppe globale appelée auprès du bloc communal ne puisse dépasser l'augmentation de l'indice des prix à la consommation sur l'année.

A ce stade, il est retenu un taux de progression des contributions du bloc communal de + 0,8 %, une augmentation d'ores et déjà plus modérée que celle envisagée l'an dernier (+ 1,35 %).

### Les autres recettes

Les autres recettes réelles devraient voir leur poids progresser de près de 1,2 points entre 2019 et 2020.

Comme déjà évoqué dans le ROB 2020, cela s'explique principalement par les nouveaux conventionnements avec les services d'aide médicale d'urgence (SAMU) et le Grand port maritime de Rouen (GMPR) ainsi que par les reprises susceptibles d'être opérées sur les provisions constituées.

### Les opérations d'ordre

La valorisation de l'action des agents du service sur le patrimoine du Sdis 76 devrait être identique à l'exercice passé et le montant de la valorisation des travaux en régie serait donc stabilisé à 60 K €.

### B – Les recettes d'investissement

En millions d'euros	Budget 2019*	Perspectives 2020	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
FCTVA	1,060	0,972	-0,088	-8,30%
Subventions	0,151	0,664	0,513	339,74%
Autres recettes	0,000	0,070	0,070	NC
Virement en provenance de la section de fonctionnement	7,400	0,000	-7,400	-100,00%
Emprunts	0,000	1,500	1,500	NC
<b>Sous-total</b>	<b>8,611</b>	<b>3,206</b>	<b>-5,405</b>	<b>-62,77%</b>

\* (après décision modificative n° 1)

### Le fonds de compensation de la TVA

Le FCTVA attendu correspond à 16,404 % du montant prévisionnel des dépenses d'investissement 2019 éligibles au dispositif.

### Les subventions

Les subventions portant sur le financement d'équipements et ayant, d'ores et déjà, été attribuées ou ayant fait l'objet d'un accord de principe (Centres Nucléaires de Production d'Electricité de Penly et Paluel, Grands Ports Maritimes du Havre et de Rouen) sont projetées sur l'exercice 2020 pour un montant de 0,146 M €.

Les versements de participations au titre de la nouvelle politique immobilière (NPI) sont attendus à hauteur de 0,518 M€, dont 283 K€ en provenance du Conseil départemental dans le cadre de son engagement à financer 10% du montant hors taxe de la tranche travaux des opérations de construction, reconstruction ou réhabilitation.

Dans l'esprit des échanges qui se sont déroulés lors du comité de suivi annuel de la convention de partenariat, le Sdis 76 va solliciter un élargissement du périmètre des subventions aux équipements, notamment ceux concourant à la modernisation du Service et à l'amélioration de son efficacité.

En fonction de la position du Département, cette ligne budgétaire pourrait être réévaluée d'ici à l'adoption du budget 2020.

### Les emprunts

Le dernier emprunt qui a été souscrit en 2017 par le Sdis, à hauteur de 1,875 M€, couvrait les dépenses d'une partie du programme d'investissement 2016-2017 et, plus particulièrement, les sommes décaissées au titre des opérations immobilières sur cette période.

Pour financer les investissements portant sur les travaux immobiliers, le Sdis a désormais pour objectif de recourir à l'emprunt à hauteur, en moyenne, de 40 % du montant hors taxes des opérations après déduction des éventuelles subventions accordées par le Département et le bloc communal.

Ainsi, le montant théorique d'emprunt à lever en 2020 peut être calculé comme suit :

En millions d'euros	2018	2019	2020	Total
Dépenses immobilières retenues	1,408	4,003	6,134	11,545
FCTVA correspondant	0,231	0,657	1,006	1,894
Subventions escomptées	0,000	0,036	0,518	0,554
Solde	1,177	3,310	4,610	9,097
<b>Montant de l'emprunt théorique à souscrire</b>	<b>0,471</b>	<b>1,324</b>	<b>1,844</b>	<b>3,639</b>

Pour autant, compte tenu du niveau prévisionnel de l'excédent d'investissement 2019, le Sdis 76 devrait proposer sur l'exercice 2020 :

- de souscrire un emprunt à hauteur de 1,500 M€ correspondant à la mobilisation théorique pour financer les opérations immobilières de 2018 et 2019 ;
- de préfinancer le solde sur son excédent cumulé et reporter le recours à l'emprunt sur les prochains exercices en fonction de l'avancement avéré de la NPI.

En millions d'euros	2018	2019	2020	Total
Montant de l'emprunt théorique à souscrire	0,471	1,324	1,844	3,639
Montant prévisionnel de l'emprunt retenu				1,500
Montant prévisionnel de l'emprunt restant à souscrire				2,139

## **II – Les dépenses prévisionnelles**

L'engagement pris auprès du Conseil départemental conduit le Sdis 76 à devoir maîtriser globalement la progression de ses dépenses de fonctionnement dans la limite de + 1,5 % par an par référence au compte administratif 2017.

Le plafond à respecter en 2020 s'établit donc théoriquement à 88,950 M€.

Le Sdis 76 devrait être en capacité de tenir son engagement car ses charges de fonctionnement (hors dépenses imprévues) sont prévues à hauteur de 88,655 M€.

## A – Les charges de fonctionnement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2019*	Perspectives 2020	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 011 - charges à caractère général	9,818	10,628	0,810	8,25%
Chapitre 012 - charges de personnel	65,973	68,380	2,407	3,65%
Chapitre 65 - autres charges courantes	0,904	0,972	0,068	7,52%
Chapitre 67 - charges exceptionnelles	0,028	0,032	0,004	14,29%
Chapitre 68 - provisions	7,354	0,272	-7,082	-96,30%
Chapitre 023 - virement à la section d'investissement	7,400	0,000	-7,400	-100,00%
Dépenses imprévues	2,836	0,000	-2,836	-100,00%
<b>Sous-total</b>	<b>94,313</b>	<b>80,284</b>	<b>-14,029</b>	<b>-14,87%</b>

\* (après décision modificative n° 1)

L'évolution des différents postes de dépenses devrait être la suivante :

### Les charges à caractère général

Le montant des dépenses à caractère général prévisionnel pour 2020 diffère de celui indiqué dans le ROB dans la mesure où ce dernier comporte une projection des réalisations à hauteur de 98 % des dépenses identifiées dans le cadre de la préparation du projet de budget et mentionnées ci-dessus.

En fait, hors événement exceptionnel, le Service mise sur sa capacité à maîtriser ses dépenses lors de l'exécution budgétaire par ses actions de modernisation et de mutualisation.

A ce titre, il convient de souligner particulièrement l'approfondissement des échanges entre le Sdis 76 et le Département de la Seine-Maritime en application des dispositions de la convention de partenariat.

Après une coordination entre nos services chargés de la commande publique, les premiers groupements de commande ont vu le jour en 2018 sur des périmètres modestes :

- prestation d'éradication des nuisibles ;
- acquisition de matériels de plomberie ;
- acquisition de Matériels électriques ;
- fourniture de bois ;
- prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans la définition du besoin en matière de nettoyage des locaux.

Puis, les relations se sont développées en 2019 dans des domaines plus larges :

- poursuite des groupements de commandes en matière de télécommunications (renouvellement d'un partenariat de 2014) et de nettoyage des locaux ;
- mise à disposition du Sdis 76 d'un expert du conseil départemental sur l'application du règlement général sur la protection des données (EU 2016/679) ;
- autorisation d'utilisation par le Sdis 76, à titre gracieux, de la plateforme de dématérialisation des marchés publics MPE 76 ;
- partenariat dans le cadre de la communication lors de l'Armada 2019.

Ces actions se poursuivront en 2020, notamment par une consultation commune sur la maintenance des extincteurs.

Néanmoins, l'augmentation prévisionnelle, déjà anticipée depuis plusieurs exercices correspond à la fin de période de garantie de plusieurs logiciels déployés au sein du Service et à leur passage en maintenance, principalement s'agissant du système de gestion opérationnel (SGO).

### Les charges de personnel

La progression significative de + 3,65 % des dépenses émergeant à ce chapitre est artificielle en ce qu'elle est constatée entre le maximum des charges estimé pour le projet de budget 2020 et le montant des dépenses 2019 ajusté au stade de la décision modificative n° 1, qui réaffecte une partie de la masse salariale sur le financement d'une provision pour le compte personnel de formation (CPF).

Une comparaison avec le budget primitif 2019 minore l'évolution à seulement + 0,20 %.

C'est le résultat du changement de méthode dans le cadre du juste dimensionnement de la masse salariale, tel qu'exposé en détail dans le ROB 2020.

### Les autres charges courantes

Elles sont projetées en augmentation en raison :

- de la prise en compte de la demande de l'Association SP76 Multisports portant sur l'attribution d'une subvention pour un montant de 10 K€, proposition qui devra être confirmée d'ici à l'adoption du budget 2020 ;
- des ajustements techniques dans l'affectation comptable des redevances d'accès à des logiciels, imputées à tort en compte de maintenance au chapitre 011 jusqu'alors.

### Les charges exceptionnelles

La progression de + 4 K€ s'explique par l'augmentation des frais devant être supportés par l'établissement dans le cadre de la protection fonctionnelle accordée aux agents, en lien avec la multiplication des plaintes pour menaces ou incivilités.

### Les provisions

Après un exercice 2019 au cours duquel des provisions ont été constituées, notamment pour financer le stock de droits acquis dans le cadre du CPF, il conviendra de poursuivre la démarche en abondant cette provision à hauteur de la monétisation des droits nouveaux de 2020, soit + 272 K€.

### Le virement à la section d'investissement

Le montant de cet autofinancement complémentaire à la section d'investissement sera déterminé lors du vote du budget suivant le solde de la section de fonctionnement.

### Les dépenses imprévues

Leur montant permettra de faire face rapidement à des aléas budgétaires et sera calibré lors du vote du budget suivant le solde de la section d'exploitation sans pouvoir dépasser 7,5 % des dépenses réelles de fonctionnement.



## B – Les dépenses d'investissement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2019*	Perspectives 2020	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Crédits de paiement des autorisations de programme	7,317	12,072	4,755	64,99%
Dépenses hors autorisations de programme	0,128	0,020	-0,108	-84,38%
Réserves de crédits pour investissements futurs	9,448	0,000	-9,448	-100,00%
Travaux en régie et autres opérations d'ordre	0,060	0,060	0	0,00%
Dépenses imprévues	1,227	0,000	-1,227	-100,00%
<b>Sous-total</b>	<b>18,180</b>	<b>12,152</b>	<b>-6,028</b>	<b>-33,16%</b>

\* (après décision modificative n° 1)

Hormis la réserve de crédits pour des investissements futurs qui serait prélevée sur les excédents constatés au compte administratif 2019, le cas échéant, l'essentiel des dépenses de cette section est consacré au plan d'investissement du Sdis.

Ces dépenses se ventilent dans différentes autorisations de programme suivant deux axes :

- les dépenses d'équipement relevant essentiellement du Plan Pluriannuel d'Equipeement (PPE) :

N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2020
2013000002	Modernisation des outils informatiques de gestion	108 000,00 €
2016000004	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipements des matériels roulants	359 870,02 €
2019000001	Matériels non-opérationnels	447 373,00 €
2019000002	Matériels d'intervention courants	1 669 772,00 €
2019000003	Matériels roulants et navigants	2 633 905,00 €
2019000004	Matériels de formation et pratiques sportives	60 877,00 €
2019000005	Matériels de SSSM	83 346,00 €
2019000006*	Projet e-Secours	575 000,00 €
<b>Total équipements divers</b>		<b>5 938 143,02 €</b>

- les dépenses portant sur les bâtiments, qu'elles relèvent ou non de la NPI :

N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2020
2016000006	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	759 563,48 €
2017000003	Réhabilitation et aménagement du CIS de Cany Barville	432 255,60 €
2018000001	Sécurité dans les établissements du Sdis	262 400,00 €
2018000002	Travaux de développement durable et économies d'énergie	450 100,00 €
2020000001*	Réfection des toitures et façades	576 000,00 €
2020000002*	Réfection des voiries et réseau divers	607 000,00 €
<b>Sous-total Immobilier hors NPI</b>		<b>3 087 319,08 €</b>
2014000009	Réhabilitation CIS de Montivilliers	174 478,77 €
2014000012	Construction du CIS Le Havre Sud	2 093 000,00 €
2017000004	Construction CIS Duclair	166 000,00 €
2018000003	Construction CIS Fécamp	230 000,00 €
2019000007*	Reconstruction CIS Des Grandes Ventes	111 000,00 €
2019000008*	Reconstruction CIS Malaunay-Montille	180 400,00 €
2020000003*	Reconstruction CIS Yvetot	92 000,00 €
<b>Sous-total NPI</b>		<b>3 046 878,77 €</b>
<b>Total immobilier</b>		<b>6 134 197,85 €</b>

\* Sous réserve de validation de la création de ces autorisations de programme

Les dépenses d'investissement sont en progression de + 4,647 M€.

Cette augmentation ne s'explique pas tant par les projets nouveaux que par l'entrée en phase active de travaux de la NPI.

#### C – Les amortissements, leur neutralisation et les opérations d'ordre patrimoniales

En millions d'euros	Budget 2019*	Perspectives 2020	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Amortissements des dépenses	8,280	8,328	0,048	0,58%
Amortissements des recettes	0,092	0,115	0,023	25,00%
Neutralisation de l'amortissement des opérations en lien avec des biens immobiliers	1,687	1,934	0,247	14,64%
Opérations d'ordre patrimoniales en dépenses	0,095	0,050	-0,045	-47,37%
Opérations d'ordre patrimoniales en recettes	0,095	0,050	-0,045	-47,37%
<b>Sous-total</b>	<b>6,501</b>	<b>6,279</b>	<b>-0,222</b>	<b>-3,41%</b>

\* (après décision modificative n° 1)

La dotation aux amortissements est une opération d'ordre destinée à permettre l'autofinancement du renouvellement des équipements structurants.

L'amortissement des subventions d'équipements ainsi que la neutralisation des amortissements des opérations immobilières et des subventions d'équipements versées permettent, au contraire, d'atténuer l'impact de la dotation sur la section de fonctionnement.

La progression de dotation d'amortissement brute en 2020 devrait être contrebalancée par celle plus conséquente de l'amortissement des subventions et les neutralisations ; ce qui conduirait à une baisse de la dotation d'amortissement nette de - 222 K€.

#### D – Les annuités d'emprunts

En millions d'euros	Budget 2019*	Perspectives 2020	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 16 - remboursement du capital	0,111	0,175	0,064	57,66%
Chapitre 66 - paiement des intérêts	0,018	0,043	0,025	138,89%
<b>Sous-total</b>	<b>0,129</b>	<b>0,218</b>	<b>0,089</b>	<b>68,99%</b>

\* (après décision modificative n° 1)

Comme déjà susmentionné, au capital restant dû au 31 décembre 2019 (1,627 M€), le Sdis 76 prévoit d'ajouter la mobilisation d'un nouvel emprunt de 1,500 M€ dès le début de l'exercice 2020.

Dès lors, sur la base d'un rythme de remboursement trimestriel, 3 échéances supplémentaires viendront s'ajouter à celles déjà connues ; justifiant la progression mise en évidence dans le tableau ci-dessus.

### III – Les grands équilibres prévisionnels du budget du Sdis 76 pour 2020

Le budget prévisionnel pour 2020 pourrait s'établir comme suit :

Section de fonctionnement				
En millions d'euros	Budget 2019*	Perspectives 2020	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Charges de fonctionnement	94,313	80,284	-14,029	-14,87%
Intérêts des emprunts	0,018	0,043	0,025	138,89%
Amortissements dépenses	8,280	8,328	0,048	0,58%
<b>Total</b>	<b>102,611</b>	<b>88,655</b>	<b>-13,956</b>	<b>-13,60%</b>
	<b>Budget 2019*</b>	<b>Perspectives 2020</b>	<b>Evolution en valeur</b>	<b>Evolution en pourcentage</b>
<b>Total des recettes de fonctionnement</b>	<b>88,389</b>	<b>89,844</b>	<b>1,455</b>	<b>1,65%</b>
	<b>Budget 2019*</b>	<b>Perspectives 2020</b>	<b>Evolution en valeur</b>	<b>Evolution en pourcentage</b>
<b>Solde de la section de fonctionnement</b>	<b>-14,222</b>	<b>1,189</b>	<b>15,411</b>	<b>-108,36%</b>
	<b>Budget 2019*</b>			
<b>Excédent N-1 à reporter</b>	<b>14,222</b>			

\* (après décision modificative n° 1)

A ce stade, le Sdis 76 est en capacité d'envisager l'équilibre de son budget 2020 sans recourir à un excédent de fonctionnement reporté.

Cet état de fait permet d'envisager une adoption du budget 2020, avant même la fin de l'exercice 2019 (sans reprise anticipée du résultat) et de bénéficier des avantages d'un tel calendrier.

Section d'investissement				
En millions d'euros	Budget 2019*	Perspectives 2020	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Equipements et travaux	18,275	12,202	-6,073	-33,23%
Capital des emprunts	0,111	0,175	0,064	57,66%
Neutralisation	1,687	1,934	0,247	14,64%
Amortissements recettes	0,092	0,115	0,023	25,00%
<b>Total</b>	<b>20,165</b>	<b>14,426</b>	<b>-5,739</b>	<b>-28,46%</b>
	<b>Budget 2019*</b>	<b>Perspectives 2020</b>	<b>Evolution en valeur</b>	<b>Evolution en pourcentage</b>
<b>Total des recettes d'investissement</b>	<b>16,986</b>	<b>11,584</b>	<b>-5,402</b>	<b>-31,80%</b>
	<b>Budget 2019*</b>	<b>Perspectives 2020</b>	<b>Evolution en valeur</b>	<b>Evolution en pourcentage</b>
<b>Solde de la section d'investissement</b>	<b>-3,179</b>	<b>-2,842</b>	<b>0,337</b>	<b>-10,60%</b>
	<b>Budget 2019*</b>			
<b>Excédent N-1 à reporter</b>	<b>3,179</b>			

\* (après décision modificative n° 1)

Pour assurer l'équilibre de la section d'investissement lors du vote du budget primitif 2020, il serait envisagé de procéder :

- au virement du solde de la section de fonctionnement (après prise en compte d'un volume des crédits pour dépenses imprévues) en autofinancement complémentaire ;
- à un abondement des recettes d'emprunts dans l'attente de l'adoption du compte administratif 2019 et de l'affectation du résultat pour un montant au moins équivalent.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-043-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

**N°DCA-2019-044**

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**PROJET D'AJUSTEMENT DE L'ORGANISATION DU CENTRE DE TRAITEMENT  
DE L'ALERTE – CENTRE OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET  
DE SECOURS (CTA-CODIS)**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

### **Contexte :**

En 2018, le Directeur départemental a souhaité que soit menée une réflexion quant à l'attractivité du CTA-CODIS.

Au regard des propositions formulées, un certain nombre de mesures ont été validées et mises en place à titre expérimental pour l'année 2019. Ces mesures portaient sur :

- l'organisation du rythme de travail,
- l'organisation opérationnelle,
- le cadre de vie,
- la formation.

Cette expérimentation a fait l'objet de deux évaluations (mai 2019 et août 2019) qui proposent une pérennisation de l'organisation.

En parallèle, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a souhaité mettre en place un groupe restreint d'officiers affectés au CTA-CODIS dédiés à l'emploi d'officier superviseur. La mise en œuvre de cette mesure nécessite quelques ajustements.

La présente communication vise à donc à décrire les évolutions d'organisation du CTA-CODIS en lien avec :

- l'organisation expérimentale,
- la mise en place des officiers superviseurs.

### **Organisation du rythme de travail :**

L'organisation du rythme de travail des personnels (hors officiers superviseurs) est modifiée ainsi :

- la planification de base de l'année est réalisée à partir d'un cycle de travail 12/24-12/72,
- les effectifs des équipes de garde sont réorganisés en 5 équipes,
- la répartition du nombre de garde jour-nuit est supprimée au profit d'une limite basse de garde jour de 50% du volume.

### **Organisation opérationnelle :**

Les effectifs opérationnels journaliers sont modifiés de la manière suivante :

- les EOJ en horaires décalées (9h-21h) sont supprimés,
- les EOJ sont modifiés comme suit :

<b>Période</b>	<b>Lundi au jeudi</b>	<b>Vendredi</b>	<b>Samedi</b>	<b>Dimanche et jours fériés</b>
<b>Jour</b>	12			10
<b>Nuit</b>	8	9		8

L'EOJ est complété d'un officier superviseur CODIS en régime de garde 24h.

### Effectifs, emplois et régime indemnitaire de responsabilité :

Les effectifs du CTA-CODIS sont maintenus constants soit :

- 4 personnels en SHR,
- 77 officiers superviseurs, chefs de salles et opérateurs.

Le tableau de répartition des effectifs et des régimes indemnitaires associés est mis à jour de la manière suivante :

Fonction exercée	Nombre	Grade	Emploi fonctionnel	Emploi opérationnel	RI
Officier superviseur	7	Capitaine	Officier de garde	Chef de salle	20%
		Lieutenant			19%
Responsable d'équipe	5	Lieutenant	Sous-officier de garde	Adjoint au chef de salle	19%
		Adjudant			16 %
Adjoint au responsable d'équipe	5	Adjudant	/	Adjoint au chef de salle	16%
Adjoint au chef de salle	10	Adjudant Sergent			14.5 %
Chef opérateur et opérateur	50	Sergent Caporal-chef Caporal	/	Chef opérateur	10%
		Caporal Sapeur	/	Opérateur	7.5%

### Cadre de vie :

Les locaux de vie sont modifiés de telle sorte que

- les salles de repos sont équipées de lits,
- une salle de pause est aménagée à l'étage des salles opérationnelles.

### Formation :

La formation des personnels et le maintien des compétences sont organisés de la manière suivante :

- les FMPA des personnels du CTA-CODIS sont planifiées et réalisées en dehors des périodes de garde selon le modèle suivant :
  - opérateurs et chefs opérateurs : 5 jours,
  - chefs de salles opérationnelles et officiers superviseurs : 7 jours (dont 5 communs avec les opérateurs).
- le programme est établi annuellement afin de répondre aux obligations :
  - du REAC des Systèmes d'Information et de Communication,
  - des règles départementales établies par le Groupement Formation et Sport.

### Activité d'officier superviseur :

Les officiers superviseurs ont pour objectif la réalisation de :

- 65 gardes de 24 h par an (dont un maximum de 12 en qualité de chef de groupe COS),
- 66 journées de travail SHR (dont certaines réalisées en parallèles des 7 à 8 semaines d'astreinte).

\*

\* \*

Ces modifications seront intégrées dans le Règlement intérieur lors de sa prochaine mise à jour.

\*

\* \*

Les avis suivants ont été recueillis :

- le comité technique du Sdis, lors de sa séance du 10 octobre 2019 :
- pour le collège des représentants de l'administration, un avis favorable a été émis à l'unanimité ;
- pour le collège des représentants du personnel, un avis favorable a été émis à l'unanimité ;

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-044-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



**N°DCA-2019-045**

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ORGANIGRAMME DU SDIS 76**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération 2018-CA-11 du 4 avril 2018 portant rénovation de l'organisation du Sdis 76*
- *la délibération DCA-2019-016 du 4 avril 2019 portant modifications de l'organigramme du Sdis 76.*

\*

\* \*

Lors du Conseil d'administration du 4 avril 2018, les membres ont adopté, après avis du comité technique du 21 mars 2018, l'ossature générale de l'organigramme composée des premiers niveaux hiérarchiques de l'établissement, celui des chefs de pôles et chefs de groupements permettant son installation au 1<sup>er</sup> septembre 2018. Cette nouvelle gouvernance a permis de poursuivre le travail de réflexion sur l'organisation interne de chaque groupement au regard des axes stratégiques et ces nouveaux organigrammes ont été adoptés lors du Conseil d'administration du 4 avril 2019, après avis du comité technique du 4 avril 2019. Depuis cette date les postes budgétaires de chaque filière au sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) disposent d'un identifiant unique qui assure ainsi une meilleure lisibilité pour les chefs de pôles, de groupements et de services.

Lors du comité technique du 4 juin 2019, il a été décidé de reporter l'adoption des plages de grades des différentes fonctions.

Pour rappel, la plage des grades et le libellé sont en lien avec les groupes hiérarchiques de chaque fonction et sont un préalable nécessaire et indispensable à la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel).

Le contenu de ce présent rapport et son annexe doivent permettre à chaque agent de projeter son parcours professionnel. Les instances seront consultées ultérieurement sur l'organisation territoriale dès que ce dossier sera finalisé par le service.

Les travaux menés au sein de chaque groupement et service puis ensuite en comité de direction ont permis de prendre en considération d'une part les attentes des agents et d'autre part d'établir les principes suivants au sein de l'établissement :

- limiter à une seule filière les fonctions de chefs de pôle, de groupement, de service et adjoints en vue de privilégier la compétence et l'expertise métier :
  - **pour la filière administrative :**
    - le chef de pôle compétence humaine,
    - le chef de pôle financier,
    - le chef de pôle juridique,
    - le chef de service et ses adjoints carrière rétributions et budget,
    - le chef de service communication,
    - les adjoints du service des affaires budgétaires et financières,
    - les adjoints du groupement ressources humaines,

- **pour la filière technique :**
    - le chef de service, l'adjoint et les agents de la restauration,
  - **pour la filière médico-sociale :**
    - l'assistant(e) social(e),
  - **pour la filière sapeur-pompier :**
    - le chef de pôle anticipation action,
    - le chef de pôle santé bien-être au travail,
    - le chef de pôle stratégie-cohérence territoriale,
    - les chefs de service opérations,
    - les chefs de service prévision et aménagement du territoire,
    - le chef de service coordination des territoires Sud et Est du groupement prévention,
    - les chefs de service du pôle santé et bien-être excepté le chef de service sécurité et qualité de vie,
    - le chef de service école départementale incendie et secours,
    - les adjoints chefs de service opération,
    - les adjoints chefs de service prévision et aménagement du territoire,
    - les adjoints chefs de service prévention,
    - l'adjoint au chef de service conception-innovation et stratégie.
- le « binôme » des filières est privilégié sur les fonctions de chef de groupement et adjoint chef de groupement avec les exceptions pour les groupements opérations, prévention, prévision et aménagement du territoire, qui relèvent d'une expertise sapeur-pompier,
  - lorsque plusieurs filières sont possibles, la correspondance des grades est appliquée avec l'exception réglementaire au regard de la filière SPP dans la mesure où le grade de chef de service n'est pas ouvert à un lieutenant de 2ème classe,
  - concernant le groupement formation et activités physiques, les évolutions réglementaires récentes et la nécessité d'une meilleure lecture de leurs actions au niveau départemental aussi bien que zonal, ont été intégrées dans les intitulés de poste par l'introduction de la notion d'école départementale et de sites d'entraînement et de développement des compétences situées à Saint Valéry-en-Caux et Tourville-la-Rivière.
  - pour les fonctions dont le grade terminal est à ce jour limité à l'adjoint administratif principal de 2ème classe et afin de permettre une progression de carrière des personnels administratifs de catégorie C, celui-ci est porté au grade supérieur (adjoint administratif principal de 1ère classe).

L'ensemble des travaux menés et les évolutions proposées ont un double objectif :

- apporter aux agents de la lisibilité sur leurs trajectoires professionnelles,

- faciliter la mise en œuvre du RIFSEEP par un travail d'homogénéisation des intitulés de fonction sur la base de socles de missions communes.

De plus, il est apparu nécessaire de définir les libellés suivants :

- **l'expert :**
  - agent qui détient une expertise avérée transversale sur son domaine d'activité et a acquis une connaissance pratique avancée et reconnue par ses pairs. L'expert est en mesure d'évaluer les éléments faisant partie de son champ d'activité, voire au-delà et d'apporter une analyse pertinente et différentes solutions,
- **le chargé :**
  - agent qui détient un premier niveau d'expertise dans un métier spécifique ou dans un domaine d'activité qui accompagne, analyse, diagnostique et conseille,
- **le référent :**
  - agent qui est autonome et détient l'expérience pour venir en appui des gestionnaires
- **le gestionnaire :**
  - agent autonome dans la gestion de dossiers spécifiques de A à Z en lien avec des logiciels métiers facilitant ainsi la gestion des dossiers et des données,
- **l'assistant :**
  - Agent qui gère au quotidien une partie d'un dossier ou d'un process lié à son domaine d'activité.

L'annexe jointe à ce rapport reprend les éléments évoqués ci-dessus en liant pour chaque fonction les plages de grade associées dans chaque filière.

\*  
\* \*

Les avis suivants ont été recueillis :

- le comité technique du Sdis, lors de sa séance du 10 octobre 2019 :
  - pour le collège des représentants de l'administration, un avis favorable a été émis à l'unanimité ;
  - pour le collège des représentants du personnel, un avis favorable a été émis à la majorité.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-045-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C		
001	DIRECT(RICE)EUR DEPARTEMENTAL(E) ET CHEF(FE) DE CORPS DEPARTEMENTAL		Direction		X	O	X																																				
002	DIRECT(RICE)EUR DEPARTEMENTAL(E) ADJOINT(E) ET CHEF(FE) DE CORPS DEPARTEMENTAL ADJOINT(E)		Direction			O	X																																				
012	CHARGE(E) DE MISSIONS CoTTRIM	Anticipation et action						O																																			
002 Tec	CHEF(FE) DE GROUPEMENT	Programmation et soutien techniques	Immobilier					X	X																			X	X	O													
004 Adm	CHEF(FE) DE GROUPEMENT	Compétence humaine	Ressources humaines					X	O											X	X																						
007	CHEF(FE) DE GROUPEMENT	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire					X	O																																		
013	CHEF(FE) DE GROUPEMENT	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique					X	X																			X	X														
014	CHEF(FE) DE GROUPEMENT	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information					X	O											X	X							X	X														
015	CHEF(FE) DE GROUPEMENT		Affaires réservées					X	O											X	X																						
016	CHEF(FE) DE GROUPEMENT	Compétence humaine	Formation et activités physiques					X	O											X	X																						
017	CHEF(FE) DE GROUPEMENT	Anticipation et action	Opérations					X	O																																		
009	CHEF(FE) DE GROUPEMENT	Anticipation et action	Prévention					O	X																																		
001 Adm	CHEF(FE) DE GROUPEMENT FAISANT FONCTION DE CHEF(FE) DE POLE COMPETENCE HUMAINE	Compétence humaine																	X	X																							
003 Adm	CHEF(FE) DE GROUPEMENT FAISANT FONCTION DE CHEF(FE) DE POLE FINANCIER	Financier																	X	O																							
002 Adm	CHEF(FE) DE GROUPEMENT FAISANT FONCTION DE CHEF(FE) DE POLE JURIDIQUE	Juridique																	X	X																							
005	CHEF(FE) DE GROUPEMENT FAISANT FONCTION DE CHEF(FE) DU POLE ANTICIPATION ET ACTION	Anticipation et action						O																																			
006	CHEF(FE) DE GROUPEMENT FAISANT FONCTION DE CHEF(FE) DU POLE PROGRAMMATION ET SOUTIEN TECHNIQUE	Programmation et soutien techniques						O																				X															
004	CHEF(FE) DE GROUPEMENT FAISANT FONCTION DE CHEF(FE) DU POLE STRATEGIE ET COHERENCE TERRITORIALE	Stratégie et cohérence territoriale						O																																			
104	MISE A DISPOSITION	Compétence humaine						X	O	X	X	X	X																														
065	MISE A DISPOSITION ENSOSP	Compétence humaine						X	X	O	X	X	X																														
053	OFFICIER CNPE	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire					X	X	O	X	X	X																														
080	OFFICIER CNPE	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire					X	X	X	X	O	X																														
132	OFFICIER TOTAL	Compétence humaine						X																																			
071	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT / CHEF(FE) DE SERVICE DEVELOPPEMENT DU VOLONTARIAT		Affaires réservées						X	X										X	X																						
021	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET CHEF(FE) DE SERVICE CONCEPTION-INNOVATION-STRATEGIE	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service conception, innovation et stratégie					O	X										X	X																						
033 Adm	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET CHEF(FE) DE SERVICE CONSEILS ET CONTENTIEUX	Juridique		Service conseils et contentieux					X	X										X	X	O																					
047	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET CHEF(FE) DE SERVICE COORDINATION DES TERRITOIRES	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service coordination des territoires					X	O																			X	X													
005 Adm	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET CHEF(FE) DE SERVICE DES AFFAIRES BUDGETAIRES ET FINANCIERES	Financier	Finances	Service affaires budgétaires et financières					X	X										X	O																						

ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C		
025	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET CHEF(FE) DE SERVICE GESTION DES EMPLOIS, EFFECTIFS, ACTIVITES ET COMPETENCES	Compétence humaine	Ressources humaines						X	X											X	X																					
003 Tec	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET CHEF(FE) DE SERVICE MISSION AIDE AU PILOTAGE ET INFO VALORISATION	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information						X	X											X	X							X	O													
024	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET CHEF(FE) DE SERVICES DES TERRITOIRES OUEST ET CENTRE	Anticipation et action	Prévention	Service coordination des territoires Centre et Ouest					O	X																																	
001 Tec	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET CHEF(FE) DU SERVICE RESSOURCES IMMOBILIERES	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service ressources immobilières					X	X																			X	O													
020	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET CHEF(FE) DU SERVICE RISQUES INDUSTRIELS	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service risques industriels					O	X																																	
120	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET COORDONNATEUR DES TERRITOIRES	Santé et bien-être		Service coordination des territoires												X	O	X																									
032	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE DOCTRINE ET RETOUR D'EXPERIENCE	Anticipation et action	Opérations	Service doctrine et retour d'expérience					O	X	X	X																															
026	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE GROUPEMENT ET CHEF(FE) DE SERVICE DOCTRINE-RETOUR D'EXPERIENCE	Anticipation et action	Opérations	Service doctrine et retour d'expérience					O	X																																	
051	CHEF DE L'EDIS	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale					X	X																																	
003	CHEF(FE) DE GROUPEMENT FAISANT FONCTION DE CHEF(FE) DU POLE SANTE ET BIEN ETRE	Santé et bien-être														O	X																										
028	CHEF(FE) DE SERVICE COORDINATION CHAINE DE CDT ET SPECIALITES	Anticipation et action	Opérations	Service coordination de la chaîne de commandement et					O	X	X																																
035	CHEF(FE) DE SERVICE DE LA MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE	Anticipation et action	Opérations	Service mise en œuvre opérationnelle					O	X	X																																
059	CHEF(FE) DE SERVICE DES TERRITOIRES SUD ET EST	Anticipation et action	Prévention	Service coordination des territoires Sud et Est					X	O	X																																
043	CHEF(FE) DE SERVICE PREVISION ET PLANIFICATION	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service prévision et planification					X	X	X																																
030	CHEF(FE) DE SERVICE RESSOURCES ET ANALYSES	Juridique		Service ressources et analyses					O	X	X										X	X																					
090	ADJOINT AU CHEF DE L'EDIS - CHEF DU SITE D'ENTRAINEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES DE ST VALERY EN CAUX	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale						X	X										X	X																					
019	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE CONCEPTION INNOVATION STRATEGIE	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service planification accompagnement et prospective						O	X	X																															
083	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE COORDINATION CHAINE DE CDT ET SPECIALITES	Anticipation et action	Opérations	Service coordination de la chaîne de commandement et						O	X	X																															
040 Adm	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	Financier		Service affaires budgétaires et financières																	X	X	O						X	X	X												
078	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE DE LA MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE	Anticipation et action	Opérations	Service mise en œuvre opérationnelle						O	X	X																															
115	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE DU TERRITOIRE CENTRE	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Centre						X	X	X	O																														
105	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE DU TERRITOIRE EST	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Est						X	X	O																															
099	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE DU TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Sud						X	O	X																															
015 Adm	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE EN CHARGE DE L EXECUTION DU BUDGET ET SOUTIEN AUX GPS FONCTIONNELS	Financier	Finances	Service affaires budgétaires et financières																	X	X		O																			
070	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE EN CHARGE DE LA PLANIFICATION	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service prévision et planification						O	X	X																															
038 Adm	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE EN CHARGE DE LA PREPARATION BUDGETAIRE ET CERTIFICATION DES COMPTES	Financier		Service affaires budgétaires et financières																	X	O																					
039 Adm	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE EN CHARGE DES CARRIERES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget						X	X		O								X	X		O																			
008 Adm	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE EN CHARGE DES RETRIBUTIONS ET DU BUDGET	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																		O	X																				

ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C			
048	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE ET EN CHARGE DES ETUDES INDUSTRIELLES	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service risques industriels						O	X	X																																
034 Adm	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE GESTION DES EMPLOIS DES EFFECTIFS DES ACTIVITES ET DES COMPETENCES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service effectifs, emplois, activités et compétences																	X	O																						
036	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Sud						O	X	X	X																															
029	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE DU TERRITOIRE OUEST	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Ouest						X	X	O																																
009 Adm	ADMINISTRAT(RICE)EUR BASE DE DONNEES SEDIT CHARGE(E) DU CONTRÔLE DE GESTION ET DES INDICATEURS	Financier	Finances																		O	X	X							X	X	X												
032 Adm	CHEF(FE) DE SERVICE ADMINISTRATION GENERALE	Anticipation et action	Prévention	Service administration générale						X	X										X	O																						
006 Adm	CHEF(FE) DE SERVICE CARRIERE RETRIBUTIONS-BUDGET	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																	O																							
029 Adm	CHEF(FE) DE SERVICE COMMUNICATION		Affaires réservées	Service communication																	X	O																						
005 Tec	CHEF(FE) DE SERVICE CONTROLES DES EQUIPEMENTS ET MATERIELS	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service contrôles des équipements et des matériels						X	X																				O	X												
011 Tec	CHEF(FE) DE SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	Financier	Finances	Service commande publique						X	X										X	X									X	O												
019 Tec	CHEF(FE) DE SERVICE DE LA RESTAURATION	Financier	Finances	Service restauration																											X	O												
007 Tec	CHEF(FE) DE SERVICE DES OPERATIONS DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION IMMOBILIERE	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service opérations de construction et de réhabilitation						X	X																				O	X												
124	CHEF(FE) DE SERVICE DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL	Santé et bien-être		Service développement professionnel														O																										
054	CHEF(FE) DE SERVICE EQUIPEMENTS APPROVISIONNEMENTS ET LOGISTIQUE	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements						O	X																				X	X												
066	CHEF(FE) DE SERVICE GESTION DES TEMPS ET ACTIVITES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service gestion des temps et activités						X	X	O									X	X																						
125	CHEF(FE) DE SERVICE LOGISTIQUE SANTE	Santé et bien-être		Service logistique et santé											X	X	O																											
012 Tec	CHEF(FE) DE SERVICE MAINTENANCE IMMOBILIERE	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière						X	X																				X	X												
006 Tec	CHEF(FE) DE SERVICE MATERIELS ROULANTS	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service matériels roulants						X	X																				O	X												
121	CHEF(FE) DE SERVICE MEDECINE PROFESSIONNELLE ET APTITUDE- MEDECINE PREVENTIVE	Santé et bien-être		Service médecine professionnelle et d'aptitude -											X	O	X																											
012 Adm	CHEF(FE) DE SERVICE PLANIFICATION ACCOMPAGNEMENT PROSPECTIVE	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service planification, accompagnement et prospective						X	X										O	X																						
008 Tec	CHEF(FE) DE SERVICE SECURITE ET QUALITE DE VIE EN SERVICE	Santé et bien-être		Service sécurité et qualité de vie						X	X																				O	X												
122	CHEF(FE) DE SERVICE SOUTIEN - APPUI OPERATIONNEL	Santé et bien-être		Service soutien et appui opérationnels											X	O	X																											
007 Adm	CHEF(FE) DE SERVICE SOUTIEN ADMINISTRATION GENERALE	Programmation et soutien techniques		Service soutien administration générale						X	X										O	X																						
128	CHEF(FE) DE SERVICE SSSM EST	Santé et bien-être		Service territoire Est														O																										
127	CHEF(FE) DE SERVICE SSSM OUEST	Santé et bien-être		Service territoire Ouest														O																										
126	CHEF(FE) DE SERVICE SSSM SUD	Santé et bien-être		Service territoire Sud														O																										
104 Tec	CHEF(FE) DE SERVICE SYSTÈME D'INFORMATION ADMINISTRATIF ET RESEAUX	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service applicatifs métiers, sécurité, système et réseaux						X	X																				O	X												
004 Tec	CHEF(FE) DE SERVICE SYSTÈME INFORMATION OPERATIONNEL	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service système d'information opérationnel						X	X																				O	X												



ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C	
101	CHEF(FE) DE SERVICE TECHNIQUE EST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Est						X	X	o																		X	X											
095	CHEF(FE) DE SERVICE TECHNIQUE OUEST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Ouest						X	X	o																		X	X											
045	CHEF(FE) DE SERVICE TECHNIQUE SUD	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud						o	X																			X	X											
017 tec	CHEF(FE) DE SERVICE TELEPHONIE ET TRANSMISSION	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service téléphonie et transmission						X	X																			X	o											
072	CHEF(FE) DE SERVICE TERRITOIRE EST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Est						o	X																															
100	CHEF(FE) DE SERVICE TERRITOIRE OUEST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Ouest						o	X																															
110	CHEF(FE) DE SERVICE TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Sud						o	X																															
009 Tec	EXPERT(E) ENERGIES ET FLUIDES	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service ressources immobilières																									o	X	X											
123	GERANT(E) PUI	Santé et bien-être		Service logistique et santé											X	o	X																									
038	OFFICIER COORDONNATEUR / CHEF DE SERVICE TERRITOIRE EST	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service territoire Est						X	X	X																														
092	OFFICIER COORDONNATEUR / CHEF DE SERVICE TERRITOIRE OUEST	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service territoire Ouest						X	X	X																														
052	OFFICIER COORDONNATEUR / CHEF DE SERVICE TERRITOIRE SUD / CDC FORMATION TLR	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service territoire Sud						X	X	X																														
021 Tec	PROGRAMMISTE/ MONTEUR D'OPERATIONS	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service opérations de construction et de réhabilitation																									X	X	o											
023 Tec	PROGRAMMISTE/ MONTEUR D'OPERATIONS	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service opérations de construction et de réhabilitation																									X	X	X											
105 Tec	PROGRAMMISTE/ MONTEUR D'OPERATIONS	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service opérations de construction et de réhabilitation																									X	X	o											
041 Tec	ADJOINT AU CHEF DE SERVICE SUD RESPONSABLE DES ATELIERS DE TOURVILLE	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud																										X	X	X	o									
015 Tec	ADJOINT(E) AU CHEF(E) DE SERVICE SYSTÈME INFORMATION OPERATIONNEL	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service système d'information opérationnel						X	X	X																		o	X	X										
109	ADJOINT(E) AU CHEF(E) DE SERVICE TERRITOIRE OUEST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service technique Ouest						X	X	o																														
030 Tec	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE GESTIONNAIRE DU PARC	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service matériels roulants																									X	o	X											
113	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE MISSION AIDE AU PILOTAGE ET INFO VALORISATION	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service pilotage et info-valorisation						X	X	X																		X	X	X										
040 Tec	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE RESTAURATION	Financier		Service restauration																										X	X	o										
027 Tec	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE SECURITE ET QUALITE DE VIE EN SERVICE	Santé et bien-être		Service sécurité et qualité de vie						X	X	X																		X	o	X										
010 Tec	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE SYSTÈME D'INFORMATION ADMINISTRATIF ET RESEAUX	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information																										o	X	X	X										
034 Tec	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE TECHNICIEN(NE) DES CONTROLES	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service contrôles des équipements et des matériels																									X	X	o											
020 Tec	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE TECHNICIEN(NE) DES MATERIELS	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements						X	X	X																		o	X	X										
103 Tec	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE TELEPHONIE ET TRANSMISSION	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service téléphonie et transmission																										X	X	o										
089	ADJOINT(E) AU CHEF(FE) DE SERVICE TERRITOIRE EST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Est						o	X	X																														
1 MS	ASSISTANT(E) SOCIALE	Santé et bien-être																																				X	o	X		

ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C			
062 Tec	CHARGE DE LA GESTION DU PARC	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service matériels roulants																											X	X	X											
026 Tec	CHARGE DE LA GESTION IMMOBILIERE EST	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																											X	X	X											
033 Tec	CHARGE DE LA GESTION IMMOBILIERE OUEST ET DIRECTION	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																											X	X												
018 Tec	CHARGE DE LA GESTION IMMOBILIERE SUD	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																											X		X											
029 Tec	CHARGE DES MATERIELS ROULANTS ET DE LA GESTION DES CARBURANTS	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service matériels roulants																											X		X											
025 Tec	CHARGE DU REFERENTIEL DE DONNEES ET DES FLUX	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service système d'information opérationnel																											X		X											
022 Tec	CHARGE(E) D'APPUI ET ETUDES TRANSVERSALES	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service ressources immobilières																											X		X											
043 Adm	EXPERT(E) CELLULE ACCIDENT-RETRAITE-LONGUE MALADIE	Compétence humaine	Ressources humaines	Service gestion des temps et activités																		X		X																				
010 Adm	EXPERT(E) EN CHARGE DU DEVELOPEMENT DES OUTILS DE COMMUNICATION		Affaires réservées	Service communication																				X	X																			
049 Adm	EXPERT(E) EN PROCESS ET ORGANISATION	Compétence humaine	Ressources humaines																			X	X																					
035 Adm	EXPERT(E) EN SECRETARIAT DE DIRECTION - ASSISTANTE DU DDSIS		Direction																			X	X																					
011 Adm	EXPERT(E) ETUDES STATUTAIRES ET PRECONTENTIEUX	Compétence humaine	Ressources humaines																				X	X																				
047 Adm	EXPERT(E) ETUDES STATUTAIRES ET PRECONTENTIEUX	Compétence humaine	Ressources humaines																			X	X																					
013 Adm	EXPERT(E) MISSION CITOYENNETE		Affaires réservées																			X	X	X																				
032 Tec	GEOMATICIEN(NE)	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service système d'information opérationnel																											X	X												
045 Adm	JURISTE SUPERVISEUR	Juridique		Service conseils et contentieux																		X	X																					
041	OFFICIER EN CHARGE DE LA DOCTRINE ET DU RETEX	Anticipation et action	Opérations	Service doctrine et retour d'expérience							X		X																															
112	OFFICIER EN CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE	Anticipation et action	Opérations	Service mise en œuvre opérationnelle							X	X	X																															
118	OFFICIER EN CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE	Anticipation et action	Opérations	Service mise en œuvre opérationnelle							X	X																																
067	OFFICIER EN CHARGE DE L'ANALYSE ET DE L'EVALUATION DES RISQUES	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service risques industriels							X	X																																
116	OFFICIER EN CHARGE DES MANIFESTATIONS	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service prévision et planification							X	X	X																															
111	OFFICIER PREVISION TERRITOIRE EST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Est							X	X																																
29 SOF	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE CENTRE	Anticipation et action	Prévention	Service coordination des territoires Centre et Ouest							X	X	X																															
42 SOF	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE CENTRE	Anticipation et action	Prévention	Service coordination des territoires Centre et Ouest							X	X	X																															
44 SOF	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE CENTRE	Anticipation et action	Prévention	Service coordination des territoires Centre et Ouest							X	X	X																															
01 SOF	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE EST	Anticipation et action	Prévention	Service coordination des territoires Sud et Est							X	X	X																															
119	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE EST	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Est							X	X		X																														
097	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE OUEST	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Ouest							X		X	X																														

ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C		
084	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE OUEST	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Ouest							X	O	X	X																													
05 SOF	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Sud							X	O	X	O																													
082	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Sud							X	O	X	X																													
087	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Sud							X	O	X	X																													
31 SOF	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Sud							X	X	X	O																													
39 SOF	PREVENTIONNISTE TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Sud							X	X	X	O																													
035 Tec	RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE DEPARTEMENTALE	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements							X	X	X																		X	X	O										
49 SOF	TECHNICIEN HYGIENE ET SECURITE	Santé et bien-être		Service sécurité et qualité de vie							X	X	X																		X	X	X										
028 Tec	TECHNICIEN INFRASTRUCTURE ET RESEAUX	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service applicatifs métiers, sécurité, système et réseaux																											X	O	X										
013 Tec	TECHNICIEN(NE) EN SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service applicatifs métiers, sécurité, système et réseaux																											X	X	X										
014 Tec	TECHNICIEN(NE) EN SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service applicatifs métiers, sécurité, système et réseaux																											O	X	X										
031 Tec	TECHNICIEN(NE) SUPPORT ET ASSISTANCE UTILISATEURS	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service applicatifs métiers, sécurité, système et réseaux																											X	X	O										
091 Tec	TECHNICIEN(NE) SUPPORT ET ASSISTANCE UTILISATEURS	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service applicatifs métiers, sécurité, système et réseaux																											X	X	X						O				
027 Adm	ACHETEU(R)SE COMMANDE PUBLIQUE	Financier	Finances	Service commande publique																		X	X	O							X	X	X										
046 Adm	ACHETEU(R)SE COMMANDE PUBLIQUE	Financier		Service commande publique																		X	O	X							X	X	X										
016 Tec	REFERENT(E) TELEPHONIE	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service téléphonie et transmission																											O	X	X	X									
024 Tec	CADRE DE CONCEPTION	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service conception, innovation et stratégie							X	X	X																			O	X										
04 SOF	CADRE DE CONCEPTION	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service conception, innovation et stratégie							X	X	O																			X	X										
044 Adm	CHARG(E)E DE L'INVENTAIRE COMPTABLE ET DE LA GESTION DE L'ACTIF	Financier		Service affaires budgétaires et financières																		X	O	X																			
014 Adm	CHARGE DE LA CELLULE CONCOURS ET REFERENT(E) APPUI(E) ADMINISTRATI(VE)F CONCEPTION	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service conception, innovation et stratégie																		X	O	X																			
036 Adm	CHARGE DE LA GESTION DU TEMPS ET ACTIVITES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service gestion des temps et activités																		X	O	X																			
068 Adm	CHARGE DE L'ADMINISTRATION GENERALE DU POLE ET COORDINATION TERRITOIRE	Stratégie et cohérence territoriale																				X	X	X	X																		
071 Tec	CHARGE DE L'HABILLEMENT	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements							X	X	X																			X	X	X	X				O				
10 SOF	CHARGE DES MATERIELS ROULANTS	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service matériels roulants							X	X	O																			X	X	X									
06 SOF	CHARGE DES PETITS MATERIELS	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements							X	X	O																			X	X	X	X								
061 Adm	CHARGE DES RELATIONS TRANSVERSALES DU POLE (PROCESS, ORGANISATION, ADMINISTRATION GENERALE PCH)	Compétence humaine	Ressources humaines																			X	X	X	O																		
116 Adm	CHARGE DU SECRETARIAT DE DIRECTION - ASSISTANT(E) DDA		Direction																			X	X	X	X	O																	
056 Adm	CHARGE(E) DE COMMUNICATION		Affaires réservées	Service communication																		X	X	O																			

ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C				
041 Adm	CHARGE(E) DE LA GESTION DU BUDGET ET DES CONTROLES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																																									
017 Adm	CHARGE(E) DES CONTRATS D'ASSURANCE	Juridique		Service ressources et analyses																																									
019 Adm	CHARGE(E) DES EMPRUNTS, TRESORERIE ET RECETTES	Financier	Finances	Service affaires budgétaires et financières																																									
048 Adm	CHARGE(E) DES MARCHES PUBLICS	Financier		Service commande publique																																									
037 Adm	CHARGE(E) DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET ARCHIVISTE	Juridique		Service ressources et analyses																																									
051 Adm	CHARGE(E) DU SECRETARIAT GENERAL (AFFAIRES INSTITUTIONNELLES / ADMINISTRATION GENERALE)	Juridique																																											
047 Tec	CHEF(FE) DE CUISINE GAMBETTA	Financier		Service commande publique																																									
028 Adm	JURISTE	Juridique		Service conseils et contentieux																																									
129	OFFICIER FILT ENSOSP	Compétence humaine	Formation et activités physiques										X																																
130	OFFICIER FILT ENSOSP	Compétence humaine	Formation et activités physiques										X																																
118 Adm	REFERENT(E) GESTIONNAIRE CELLULE RECRUTEMENT ET MOBILITE	Compétence humaine	Ressources humaines	Service effectifs, emplois, activités et compétences																																									
042 Adm	REFERENT(E) VEILLE DOCUMENTAIRE ET PROFESSIONNELLE	Juridique		Service ressources et analyses																																									
052 Tec	SECOND(E) DE CUISINE GAMBETTA	Financier		Service restauration																																									
049 Tec	SURVEILLANT(E) DE TRAVAUX BATIMENTS DIRECTION	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																																									
054 Tec	SURVEILLANT(E) DE TRAVAUX BATIMENTS DIRECTION	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																																									
050 Tec	SURVEILLANT(E) DE TRAVAUX TERRITOIRE EST	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																																									
076 Tec	SURVEILLANT(E) DE TRAVAUX TERRITOIRE EST	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																																									
036 Tec	SURVEILLANT(E) DE TRAVAUX TERRITOIRE OUEST	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																																									
042 Tec	SURVEILLANT(E) DE TRAVAUX TERRITOIRE OUEST	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																																									
066 Tec	SURVEILLANT(E) DE TRAVAUX TERRITOIRE OUEST	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																																									
037 Tec	SURVEILLANT(E) DE TRAVAUX TERRITOIRE SUD	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																																									
060 Tec	SURVEILLANT(E) DE TRAVAUX TERRITOIRE SUD	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																																									
081 TEC	SURVEILLANT(E) DE TRAVAUX TERRITOIRE SUD	Programmation et soutien techniques	Immobilier	Service maintenance immobilière																																									
099 Tec	APPROVISIONNEU(SE)R	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements																																									
067 Tec	REFERENT(E) MATERIEL MEDICO-SECOURISTE ET LOGISTICIEN(NE)-MAGASINIER(E)	Santé et bien-être		Service logistique et santé																																									
045 Tec	CHEF(FE) ATELIER OUEST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Ouest										X	X																														
46 SOF	CHARGE DE LA PREVISION TERRITOIRE EST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Est										X																															
47 SOF	CHARGE DE LA PREVISION TERRITOIRE EST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Est										X																															

ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C
22 SOF	CHARGE DE LA PREVISION TERRITOIRE OUEST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Ouest									X	o																											
45 SOF	CHARGE DE LA PREVISION TERRITOIRE OUEST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Ouest									X	X																											
09 SOF	CHARGE DE LA PREVISION TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Sud									X	o																											
12 SOF	CHARGE DE LA PREVISION TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Sud									X	o																											
676 GRADE	CHARGE DE LA PREVISION TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Sud									X	o																											
046 Tec	CHEF(FE) ATELIER GAMBETTA	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud									X	X																		X	o	X							
21 SOF	COORDONNAT(RICE)EUR DES FORMAT(RICES)EURS	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale									X	X																											
080 Tec	CUISINIER(E) GAMBETTA	Financier		Service restauration																														X	X	o	X				
086 Tec	CUISINIER(E) GAMBETTA	Financier		Service restauration																														X	X	o	X				
088 Tec	CUISINIER(E) GAMBETTA	Financier		Service restauration																														X	X	o	X				
109 TEC	CUISINIER(E) GAMBETTA	Financier		Service restauration																													o	X	X	X	X				
079 Tec	CUISINIER(E) YVETOT	Financier		Service restauration																														X	X	o	X				
106 Tec	CUISINIER(E) YVETOT	Financier		Service restauration																														X	X	X	o				
074 Tec	LOGISTICIEN(NE) FORMATION	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale																														X	X	X	X				
087 Tec	LOGISTICIEN(NE) FORMATION	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale																														X	X	o	X				
089 Tec	LOGISTICIEN(NE) FORMATION	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale																														X	X	o	X				
102 Tec	LOGISTICIEN(NE) FORMATION	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale																														o	X	X	X				
107 Tec	OPERAT(RICE)EUR MATERIELS ROULANTS TECHNIQUE SUD	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud																														X	X	X	o				
19 SOF	REFERENT(E) DEVELOPPEMENT DU VOLONTARIAT		Affaires réservées	Service développement du volontariat									X	o																											
038 Tec	REFERENT(E) PARAMETRAGE FONCTIONNEL	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service système d'information opérationnel									X	X																			X	X	o	X					
20 SOF	REFERENT(E) PARAMETRAGE FONCTIONNEL	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service système d'information opérationnel									X	o																			X	X	X	X					
096 Tec	AGENT(E) TRANSMISSION	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service téléphonie et transmission										X																				X	X	X	X	o			
32 SOF	AGENT(E) TRANSMISSION	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service téléphonie et transmission										X																				X	X	X	X	X			
090 Tec	CHAUFFEUR(E) LIVREUR LOGISTICIEN(NE)S	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements										X																				X	X	X	o				
092 Tec	CHAUFFEUR(E) LIVREUR LOGISTICIEN(NE)S	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements										X																				X	X	X	o				
059 Tec	CHAUFFEUR(E) LIVREUR LOGISTICIEN(NE)S	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements										X																				o	X	X	X				
082 Tec	CHAUFFEUR(E) LIVREUR LOGISTICIEN(NE)S	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements										X																				X	X	o	X				
108 Tec	CHAUFFEUR(E) LIVREUR LOGISTICIEN(NE)S	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements										X																				X	X	X	o				

ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C	
28 SOF	CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL ADJOINT FILIERE CONDUITE	Compétence humaine	Formation et activités physiques											X																												
048 Tec	CONTROLEU(SE)R	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service contrôles des équipements et des matériels										X																			X	o	X	X						
072 Tec	CONTROLEU(SE)R	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service contrôles des équipements et des matériels										X																			X	X	X	o						
075 Tec	CONTROLEU(SE)R	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service contrôles des équipements et des matériels										X																			X	X	X	o						
053 Tec	CONTROLEU(SE)R	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service contrôles des équipements et des matériels										X																			X	o	X	X						
101 Tec	CONTROLEU(SE)R	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service contrôles des équipements et des matériels										X																			o	X	X	X						
058 Tec	CONTROLEU(SE)R MATERIELS ROULANTS DIRECTION	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service matériels roulants										X																			X	o	X	X						
069 Tec	CONTROLEU(SE)R MATERIELS ROULANTS EST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Est										X																			X	X	o	X						
043 Tec	CONTROLEU(SE)R MATERIELS ROULANTS OUEST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Ouest										X																			o	X	X	X						
056 Tec	CONTROLEU(SE)R MATERIELS ROULANTS SUD	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																			X	o	X	X						
11 SOF	CONTROLEU(SE)R PETITS MATERIELS EST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Est										o																			X	X	X	X						
083 Tec	CONTROLEU(SE)R PETITS MATERIELS OUEST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Ouest										X																			X	X	X	o						
61 SOF	CONTROLEU(SE)R PETITS MATERIELS SUD	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										o																			X	X	X	X						
039 Tec	DESSINAT(RICE)EUR TERRITOIRE OUEST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Ouest										X																			X	X	X	o	X	X				
044 Tec	DESSINAT(RICE)EUR TERRITOIRE OUEST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Ouest										X																			X	X	X	o	X	X				
15 SOF	DESSINAT(RICE)EUR TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Sud										o																			X	X	X	X	X	X				
070 Tec	ELECTROMECHANICIEN(NE) OUEST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Ouest										X																					X	X	o					
100 Tec	ELECTROMECHANICIEN(NE) SUD	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																					X	X	o					
097 Tec	ELECTROMECHANICIEN(NE) SUD	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																					X	X	X					
14 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										o																												
16 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										o																												
17 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										o																												
18 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										o																												
30 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										o																												
33 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										X																												
34 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										X																												
35 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										X																												
37 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										o																												

ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C
38 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										X																											
41 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										X																											
43 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										O																											
57 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										X																											
62 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										X																											
67 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										O																											
68 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										O																											
69 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										X																											
70 SOF	FORMAT(RICE)EUR PERMANENT(E)	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale										O																											
53 SOF	GESTIONNAIRE CELLULE GESTION ET SUIVI DES TEMPS	Compétence humaine	Ressources humaines	Service gestion des temps et activités										X																											
58 SOF	GESTIONNAIRE DE LA FOAD et E-LEARNING	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service conception, innovation et stratégie										O																											
064 Tec	LOGISTICIEN(NE) FORMATION	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale																														X	O	X	X				
094 Tec	MAGASINIER(E) CHAUFFEUR LIVREU(SE)R LOGISTICIEN(NE)	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements										X																				X	X	X	O				
093 Tec	MAGASINIER(E) CHAUFFEUR LIVREU(SE)R LOGISTICIEN(NE)	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service équipements, approvisionnements										X																				X	X	X	X				
068 Tec	MECANICIEN(NE) OUEST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Ouest										X																				X	O	X	X				
065 Tec	MECANICIEN(NE) OUEST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Ouest										X																				X	X	X	X				
095 Tec	MECANICIEN(NE) SUD	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																				X	X	X	O				
084 Tec	MECANICIEN(NE) SUD	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																				X	X	O	X				
077 Tec	MECANICIEN(NE) TLR	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																				X	X	X	O				
078 Tec	MECANICIEN(NE) TLR	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																				X	X	X	X				
063 Tec	MECANICIEN(NE) TLR	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																				O	X	X	X				
051 Tec	MENUISIER(E)	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																				X	X	X	O				
085 Tec	MENUISIER(E)	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																				X	X	X	X				
055 Tec	OPERAT(RICE)EUR MATERIELS ROULANTS	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service matériels roulants										X																				O	X	X	X	X			
098 Tec	OPERAT(RICE)EUR MATERIELS ROULANTS TECHNIQUE EST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Est										X																				X	X	X	O				
55 SOF	OPERAT(RICE)EUR MATERIELS ROULANTS TECHNIQUE EST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Est										O																				X	X	X	X				
26 SOF	OPERAT(RICE)EUR MATERIELS ROULANTS TECHNIQUE OUEST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Ouest										X																				X	X	X	X				
52 SOF	OPERAT(RICE)EUR MATERIELS ROULANTS TECHNIQUE OUEST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Ouest										O																				X	X	X	X				



ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C	
63 SOF	OPERAT(RICE)EUR MATERIELS ROULANTS TECHNIQUE SUD	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										Océ																					X	X	X	X				
024 Adm	REFERENT(E) ADMINISTRAT(VE)F DE LA MISE EN ŒUVRE	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service planification, accompagnement et prospective																			X	O	X																	
114 Adm	REFERENT(E) ADMINISTRATION DE SANTE	Santé et bien-être																					X	X	X	O																
111 Adm	REFERENT(E) ADMINISTRATION OPERATIONS	Anticipation et action	Opérations																				X	X	X	O																
128 Adm	REFERENT(E) ADMINISTRATION PAT	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire																				X	X	X	O																
135 Adm	REFERENT(E) APPLICATION METIER ELISE (GEC)	Juridique																					X	X	X		O															
016 Adm	REFERENT(E) CELLULE ADMINISTRATION GENERALE	Juridique																					X	X	X																	
063 Adm	REFERENT(E) CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																			X	X	O																	
105 Adm	REFERENT(E) CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																			X	X	X	O																
134 Adm	REFERENT(E) CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																			X	X	X		O															
018 Adm	REFERENT(E) CELLULE CARRIERES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																			X	O	X																	
067 Adm	REFERENT(E) CELLULE CARRIERES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																			X	X	O																	
120 Adm	REFERENT(E) CELLULE CARRIERES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																			X	X	X	O																
106 Adm	REFERENT(E) COMMISSIONS DE SECURITE	Anticipation et action	Prévention	Service administration générale																			X	X	X	O																
107 Adm	REFERENT(E) DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES	Juridique																					X	X	X	O																
022 Adm	REFERENT(E) DOSSIERS SPECIFIQUES ET RECLASSEMENT	Compétence humaine	Ressources humaines	Service effectifs, emplois, activités et compétences																			X	O	X																	
065 Adm	REFERENT(E) FICHER DEPARTEMENTAL	Anticipation et action	Prévention	Service administration générale																			X	X	O																	
025 Adm	REFERENT(E) GESTION ADMINISTRATIVE DES CONTENTIEUX	Juridique		Service conseils et contentieux																			X	O	X																	
026 Adm	REFERENT(E) GESTION PREVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPETENCES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service effectifs, emplois, activités et compétences																			X	O	X																	
020 Adm	REFERENT(E) INFOVALORISATION	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service pilotage et info-valorisation																			X	O	X																	
021 Adm	REFERENT(E) INFOVALORISATION	Stratégie et cohérence territoriale	Pilotage - Evaluation - Prospective - Système d'Information	Service pilotage et info-valorisation																			X	O	X																	
023 Adm	REFERENT(E) PLANIFICATION ET DECLINAISON BUDGETAIRE	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service planification, accompagnement et prospective																			X	O	X																	
061 Tec	SECHOIRISTE	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																					O	X	X					
073 Tec	SERRURIER(RE) METALLIER(E)	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud										X																					X	X	O					
057 Tec	VAGUEMESTRE - LOGISTICIEN(NE)		Direction											X																						O	X	X				
084 Adm	ASSISTANT(E) ACCUEIL ET GEC	Juridique																						X	O	X																
131 Adm	ASSISTANT(E) ACCUEIL ET GEC	Juridique																						X	X	O																
091 Adm	ASSISTANT(E) ADMINISTRAT(F)VE		Affaires réservées	Service communication																				X	X	O																



ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C
137 Adm	ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF(VE) COMMANDE PUBLIQUE	Financier		Service commande publique																					X	X	O														
069 Adm	ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF(VE)	Programmation et soutien techniques																							X	X	O														
142 Adm	ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF(VE)	Programmation et soutien techniques																							X	X	O														
055 Adm	ASSISTANT(E) ADMINISTRATIVE	Financier																							O	X	X														
087 Adm	ASSISTANT(E) ADMINISTRATIVE(F)	Anticipation et action																							X	O	X														
113 Adm	ASSISTANT(E) DE GESTION TECHNIQUE EST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Est																					X	O	X														
115 Adm	ASSISTANT(E) DE GESTION TECHNIQUE OUEST	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Ouest																					X	O	X														
136 Adm	ASSISTANT(E) DE GESTION TECHNIQUE SUD	Programmation et soutien techniques	Technique et logistique	Service technique Sud																					X	X	O														
070 Adm	ASSISTANT(E) TERRITOIRE EST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Est																					X	O	X														
089 Adm	ASSISTANT(E) TERRITOIRE OUEST	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Ouest																					X	O	X														
119 Adm	ASSISTANT(E) TERRITOIRE SUD	Anticipation et action	Prévision et aménagement du territoire	Service territoire Sud																					X	X	O														
138 Adm	ASSISTANTE PREVENTION EST	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Est																					X	X	O														
077 Adm	ASSISTANTE PREVENTION OUEST	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Ouest																					X	O	X														
101 Adm	ASSISTANTE PREVENTION SUD	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Sud																					X	X	O														
139 Adm	ASSISTANTE PREVENTION SUD	Anticipation et action	Prévention	Service territoire Sud																					X	X	O														
085 Adm	GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF(VE) EN CHARGE DE LA GEPEC	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service planification, accompagnement et prospective																					X	O	X														
074 Adm	GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF(VE) EN CHARGE DES CONCOURS - PREFORMATIONS ET BILANS	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service planification, accompagnement et prospective																					X	O	X														
076 Adm	GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF(VE) EN CHARGE DES FORMATIONS EXTERNES ET DES COLLOQUES	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service planification, accompagnement et prospective																					X	X	O														
103 Adm	GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF(VE) EN CHARGE DES FORMATIONS EXTERNES ET DES COLLOQUES	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service planification, accompagnement et prospective																					O	X	X														
129 Adm	GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF(VE) EN CHARGE LIF-CPF-CEC-PARCOURS INDIVIDUELS	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service planification, accompagnement et prospective																					X	X	X														
094 Adm	GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF(VE) FORMATION EST ET FMPE	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale																					X	O	X														
098 Adm	GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF(VE) FORMATION OUEST ET APS	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale																					X	O	X														
052 Adm	GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF(VE) FORMATION SUD ET TOURVILLE	Compétence humaine	Formation et activités physiques	Service en charge de la formation départementale																					O	X	X														
071 Adm	GESTIONNAIRE ADMINISTRATION	Anticipation et action	Opérations																						X	O	X														
030 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE ACCIDENT-RETRAITE-LONGUE MALADIE	Compétence humaine	Ressources humaines	Service gestion des temps et activités																					X	X	X														
050 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																					O	X	X														
062 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																					O	X	X														
086 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																					X	O	X														

ID du PB	Fonction	Pôle d'affectation	Gpt d'affectation	Service ou CIS d'affectation	CGL	COL HC	COL	LCL	CDT	CNE	TNH	LTN1	LTN2	SOFF	MCL PCL	MLC PLC CLC	MCN (D) PCN (D) CCD	CSN ICN ILT ISL	AHC	AP	A	RP1	RP2	R	AP1	AP2	AA	IHC	IP	I	TP1	TP2	T	AMP	AM	ATP1	ATP2	AT	ASE CE	ASE 1C	ASE 2C
096 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																					X	o	X														
097 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																					X	o	X														
109 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																					X	o	X														
110 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																					X	o	X														
112 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																					X	o	X														
073 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE APPUI	Financier		Service affaires budgétaires et financières																					X	o	X														
058 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE CARRIERES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																					X	o	X														
130 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE CARRIERES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																					X	X	o														
092 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE CARRIERES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																					X	o	X														
122 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE GESTION ET SUIVI DES TEMPS	Compétence humaine	Ressources humaines	Service gestion des temps et activités																					X	X	o														
133 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE GESTION PREVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPETENCES	Compétence humaine	Ressources humaines	Service effectifs, emplois, activités et compétences																					X	o	X														
102 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE RECRUTEMENT ET MOBILITE	Compétence humaine	Ressources humaines	Service effectifs, emplois, activités et compétences																					X	o	X														
064 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE RETRIBUTIONS	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																					o	X	X														
090 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE RETRIBUTIONS	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																					X	o	X														
095 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE RETRIBUTIONS	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																					X	X	o														
141 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE RETRIBUTIONS CELLULE INDEMNISATIONS, AVANTAGES SOCIAUX, LOGEMENTS	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																					X	o	X														
143 Adm	GESTIONNAIRE CELLULE RETRIBUTIONS CELLULE INDEMNISATIONS, AVANTAGES SOCIAUX, LOGEMENTS	Compétence humaine	Ressources humaines	Service carrières, rétributions et budget																					o	X	X														
132 Adm	GESTIONNAIRE DES COMMISSIONS DE SECURITE	Anticipation et action	Prévention	Service administration générale																					X	X	o														
088 Adm	GESTIONNAIRE DES TERRITOIRES CENTRE	Santé et bien-être																							X	o	X														
104 Adm	GESTIONNAIRE DU TERRITOIRE SUD	Santé et bien-être																							X	o	X														
121 Adm	GESTIONNAIRE FICHIER DEPARTEMENTAL	Anticipation et action	Prévention	Service administration générale																					X	o	X														
059 Adm	GESTIONNAIRE TERRITOIRE OUEST ET EST	Santé et bien-être																							o	X	X														

N°DCA-2019-046

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
9  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**PREPARATION DU RENOUELEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
2020**

Le 14 novembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 octobre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 9 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

M. Nicolas BERTRAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet - représenté par Monsieur Lionel GUERET LAFERTE, Directeur du SIRACED PC.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Sébastien TASSERIE à Monsieur Nicolas BERTRAND,

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Madame Virginie LUCOT-AVRIL,

Monsieur Philippe LEROY à Madame Chantal COTTEREAU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Florence DURANDE – représentée, Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Eric BLOND, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Sébastien TASSERIE, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1424-24 et suivants et R1424-2 et suivants.*

\*  
\* \*

Le code général des collectivités territoriales (CGCT) en ses articles précités définit les conditions dans lesquelles doivent être composés et renouvelés les conseils d'administrations des services départementaux d'incendie et de secours.

Le renouvellement du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) interviendra à la suite des élections municipales des 15 et 22 mars 2020.

Préalablement à ces élections, il appartient au Conseil d'administration, dans un délai d'au moins six mois précédent son renouvellement, de délibérer sur plusieurs points :

- Déterminer le nombre de sièges que comprend le Conseil d'administration:

Ce nombre devant être compris entre 15 au minimum et 30 au maximum ;

Il vous est proposé de maintenir le nombre de sièges au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à 17.

- Fixer la répartition entre collectivités territoriales :

Conformément aux dispositions des articles L1424-24-1 et L1426 du CGCT, cette répartition doit respecter une condition de quota, le Département devant se voir attribuer au minimum les trois cinquièmes (3/5e) des sièges soit 11 sièges et les communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au moins un cinquième (1/5e) des sièges soit 4 sièges. Il appartient toutefois au conseil d'administration de répartir le cinquième (1/5e) restant (2 sièges) entre les catégories des collectivités.

Il est proposé au Conseil d'administration du Sdis76 de maintenir l'attribution des deux sièges restant aux représentants du bloc communal.

Néanmoins, l'évolution de la cartographie institutionnelle des collectivités de la Seine-Maritime et les transferts de la compétence incendie aux EPCI depuis les dernières élections municipales en 2014 conduisent aujourd'hui à une sous-représentativité des EPCI au sein du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime par rapport au poids de leur population DGF.

Il est donc proposé d'inverser le nombre de sièges attribués entre les communes et les EPCI par rapport à la composition actuelle du Conseil d'administration et de répartir les sièges comme suit :

- Département..... 11 sièges
- EPCI..... 4 sièges
- Communes..... 2 sièges

- Déterminer la pondération des suffrages attribués à chaque maire et chaque Président d'EPCI :

Le nombre de suffrages dont dispose chaque maire d'une part, chaque président d'EPCI, d'autre part, au sein de leur collège électoral respectif est proportionnel à la population DGF de la commune ou des communes composant l'établissement public.

La population DGF des plus petites communes de la Seine-Maritime s'élève à une trentaine d'habitants.

Il vous est proposé, afin de garantir au minimum une voix à chaque contributeur, d'attribuer 1 voix pour 30 habitants, en référence à la population DGF 2019. Les résultats obtenus seront arrondis à l'unité supérieure si les décimales sont supérieures à 5 et à l'unité inférieure si les décimales sont inférieures à 5.

Le nombre de voix attribué à chaque commune ou EPCI est annexé au présent rapport.

- Constituer la commission de recensement des votes :

L'art R 1424-13 institue une commission de recensement des votes pour l'élection des représentants des communes et des EPCI qui est composée : du préfet, du président du conseil d'administration, du directeur départemental ainsi que de deux maires et deux présidents d'EPCI désignés par les membres du conseil d'administration.

Il vous est demandé de bien vouloir désigner les deux maires et les deux présidents d'EPCI qui intégreront la commission de recensement des votes :

- Le président de .....(EPCI) ou son représentant
- Le président de .... (EPCI) ou son représentant
- Le maire de la commune de .....
- Le maire de la commune de .....

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, à l'unanimité les membres du Conseil d'administration :*

- *fixent le nombre de sièges à 20,*
- *fixent la répartition entre collectivités territoriales comme suit :*
  - *Département..... 12 sièges*
  - *EPCI..... 4 sièges*
  - *Communes..... 4 sièges*
- *déterminent la pondération des suffrages attribués à chaque maire et chaque Président d'EPCI à 1 voix pour 30 habitants,*

- *constituent la commission de recensement des votes comme suit :*

- *Le président de la Métropole Rouen Normandie ou son représentant,*
- *Le président de la communauté de communes Terroir de Caux ou son représentant,*
- *Le maire de la commune de Fécamp ou son représentant,*
- *Le maire de la commune de Notre-Dame-de-Bliquetuit ou son représentant.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191118-DCA-2019-046-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/11/2019

Affichage : 19/11/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

# Annexe rapport préparation renouvellement du Conseil d'administration 2020

Communes	Pop DGF 2019	Nombre de voix par tranche de 30 habitants DGF arrondi à l'unité
Allouville-Bellefosse	1 192	40
Alvimare	631	21
Amfreville-les-Champs	177	6
Anceaumeville	668	22
Ancourteville-sur-Héricourt	340	11
Ancretiéville-Saint-Victor	396	13
Angerville-Bailleul	203	7
Angiens	609	20
Anglesqueville-la-Bras-Long	126	4
Annouville-Vilmesnil	500	17
Anquetierville	362	12
Anvéville	318	11
Ardouval	184	6
Arelaune-en-Seine	2 675	89
Argueil	368	12
Aubéguimont	211	7
Aubermesnil-aux-Érables	219	7
Auberville-la-Manuel	153	5
Auberville-la-Renault	479	16
Aumale	2 201	73
Authieux-Ratiéville	424	14
Autigny	323	11
Auvilliers	116	4
Auzebosc	1 438	48
Auzouville-l'Esneval	372	12
Auzouville-sur-Ry	742	25
Avesnes-en-Bray	322	11
Avesnes-en-Val	307	10
Bailleul-Neuville	239	8
Baillolet	122	4
Bailly-en-Rivière	553	18
Baons-le-Comte	373	12
Barentin	12 340	411
Bazinval	443	15
Beaubec-la-Rosière	529	18
Beaumont-le-Hareng	276	9
Beaussault	450	15
Beauvoir-en-Lyons	710	24
Bec-de-Mortagne	716	24
Bellencombre	701	23
Bellengreville	504	17
Bénarville	273	9
Bénesville	217	7
Bernières	665	22
Bertheauville	121	4
Bertreville	122	4
Berville	661	22
Beuzeville-la-Grenier	1 217	41
Beuzeville-la-Guérand	240	8
Beuzevillette	672	22
Bézancourt	423	14
Bierville	316	11
Blacqueville	706	24
Blainville-Crevon	1 241	41
Blangy-sur-Bresle	3 073	102
Blosseville	332	11
Bois-d'Ennebourg	577	19
Bois-Guilbert	335	11
Bois-Hérault	213	7
Bois-Himont	468	16
Bois-l'Évêque	542	18
Boissay	418	14
Bolbec	11 663	389
Bolleville	593	20
Bornambusc	271	9
Bosc-Bérenger	188	6
Bosc-Bordel	464	16
Bosc-Édeline	364	12
Bosc-Guérand-Saint-Adrien	951	32

# Annexe rapport préparation renouvellement du Conseil d'administration 2020

Communes	Pop DGF 2019	Nombre de voix par tranche de 30 habitants DGF arrondi à l'unité
Bosc-Hyons	460	15
Bosc-le-Hard	1 477	49
Bosc-Mesnil	320	11
Bosville	632	21
Boudeville	221	7
Bouelles	286	10
Bourdainville	468	16
Bourville	342	11
Bouville	997	33
Bradiancourt	226	8
Brametot	221	7
Bréauté	1 379	46
Brémontier-Merval	624	21
Bretteville-du-Grand-Caux	1 388	46
Bretteville-Saint-Laurent	173	6
Buchy	2 859	95
Bully	953	32
Bures-en-Bray	336	11
Butot	289	10
Butot-Vénesville	285	10
Cailleville	300	10
Cailly	785	26
Callengeville	534	18
Campneuseville	512	17
Canehan	371	12
Canouville	360	12
Canville-les-Deux-Églises	373	12
Cany-Barville	3 194	107
Carville-la-Folletière	448	15
Carville-Pot-de-Fer	123	4
Catenay	695	23
Cideville	376	13
Clais	278	9
Clasville	341	11
Claville-Motteville	282	9
Clères	1 391	46
Cleuville	214	7
Cléville	166	6
Cliponville	287	10
Compainville	207	7
Conteville	526	18
Cottévrard	470	16
Crasville-la-Mallet	177	6
Crasville-la-Rocquefort	253	8
Criquetot-le-Mauconduit	189	6
Criquetot-sur-Ouville	842	28
Criquiers	702	23
Critot	498	17
Croisy-sur-Andelle	573	19
Croixdalle	318	11
Croix-Mare	813	27
Cuverville-sur-Yères	218	7
Cuy-Saint-Fiacre	693	23
Dampierre-en-Bray	496	17
Dampierre-Saint-Nicolas	501	17
Dancourt	243	8
Daubeuf-Serville	405	14
Doudeauville	96	3
Doudeville	2 598	87
Douvrend	548	18
Drosay	226	8
Écalles-Alix	539	18
Écrainville	1 096	37
Écretteville-lès-Baons	402	13
Ectot-l'Auber	686	23
Ectot-lès-Baons	401	13
Elbeuf-en-Bray	446	15
Elbeuf-sur-Andelle	493	16
Ellecourt	158	5



# Annexe rapport préparation renouvellement du Conseil d'administration 2020

Communes	Pop DGF 2019	Nombre de voix par tranche de 30 habitants DGF arrondi à l'unité
Émanville	724	24
Envermeu	2 290	76
Envronville	351	12
Ermenouville	165	6
Ernemont-la-Villette	198	7
Ernemont-sur-Buchy	302	10
Esclavelles	392	13
Eslettes	1 573	52
Esteville	511	17
Étalleville	479	16
Étoutteville	822	27
Fallencourt	204	7
Ferrières-en-Bray	1 720	57
Fesques	130	4
Flamanville	517	17
Flamets-Frétils	188	6
Fontaine-en-Bray	191	6
Fontaine-le-Bourg	1 767	59
Fontaine-le-Dun	970	32
Forges-les-Eaux	4 214	141
Foucarmont	867	29
Foucart	368	12
Fréauville	154	5
Fresles	245	8
Fresne-le-Plan	639	21
Fresnoy-Folny	768	26
Fresquiennes	1 006	34
Freulleville	386	13
Frichemesnil	432	14
Fry	165	6
Fultot	233	8
Gaillefontaine	1 279	43
Gancourt-Saint-Étienne	258	9
Goderville	2 896	97
Gonfreville-Caillet	356	12
Gonzeville	123	4
Goupillières	426	14
Gournay-en-Bray	6 342	211
Grainville-la-Teinturière	1 173	39
Grainville-sur-Ry	453	15
Grainville-Ymauville	459	15
Grand-Camp	716	24
Grandcourt	394	13
Graval	156	5
Grémonville	439	15
Grigneuseville	368	12
Gruchet-le-Valasse	3 213	107
Grugny	1 013	34
Grumesnil	481	16
Guerville	497	17
Gueutteville-les-Grès	444	15
Harcanville	533	18
Hattenville	745	25
Haucourt	236	8
Haudricourt	455	15
Haussez	334	11
Hautot-l'Auvray	380	13
Hautot-le-Vatois	354	12
Hautot-Saint-Sulpice	696	23
Héberville	132	4
Héricourt-en-Caux	1 000	33
Héronchelles	148	5
Heurteauville	339	11
Hodeng-au-Bosc	590	20
Hodeng-Hodenger	316	11
Houdetot	188	6
Houquetot	369	12
Hugleville-en-Caux	436	15
Illois	414	14

# Annexe rapport préparation renouvellement du Conseil d'administration 2020

Communes	Pop DGF 2019	Nombre de voix par tranche de 30 habitants DGF arrondi à l'unité
Ingouville	331	11
La Bellière	63	2
La Chapelle-Saint-Ouen	140	5
La Chapelle-sur-Dun	240	8
La Crique	364	12
La Ferté-Saint-Samson	504	17
La Feuillie	1 385	46
La Frénaye	2 212	74
La Gaillarde	429	14
La Hallotière	236	8
La Haye	394	13
La Houssaye-Béranger	544	18
La Rue-Saint-Pierre	805	27
La Trinité-du-Mont	827	28
La Vaupalière	1 025	34
La Vieux-Rue	584	20
Landes-Vieilles-et-Neuves	150	5
Lanquetot	1 160	39
Le Bocasse	683	23
Le Bourg-Dun	520	17
Le Caule-Sainte-Beuve	518	17
Le Hanouard	274	9
Le Héron	271	9
Le Mesnil-Durdent	39	1
Le Mesnil-Lieubray	121	4
Le Thil-Riberpré	236	8
Le Torp-Mesnil	437	15
Les Grandes-Ventes	1 901	63
Les Ifs	90	3
Les-Hauts-de-Caux	1 449	48
Lillebonne	9 131	304
Limésy	1 564	52
Lindebeuf	416	14
Lintot	449	15
Londinières	1 331	44
Longmesnil	59	2
Longuerue	321	11
Louvetot	715	24
Lucy	203	7
Malleville-les-Grès	199	7
Manneville-ès-Plains	332	11
Manneville-la-Goupil	1 056	35
Marques	260	9
Martainville-Épreville	711	24
Massy	369	12
Mathonville	327	11
Maucomble	416	14
Maulévrier-Sainte-Gertrude	1 008	34
Mauquenchy	373	12
Mélamare	900	30
Ménerval	203	7
Ménonval	224	8
Mentheville	309	10
Mésangueville	183	6
Mesnières-en-Bray	1 240	41
Mesnil-Follemprise	139	5
Mesnil-Mauger	271	9
Mesnil-Panneville	720	24
Mesnil-Raoul	999	33
Meulers	585	20
Mirville	342	11
Molagnies	180	6
Monchaux-Soreng	685	23
Mont-Cauvaire	710	24
Montérolier	608	20
Montigny	1 222	41
Montroty	315	11
Montville	4 923	164
Morgny-la-Pommeraye	1 036	35

# Annexe rapport préparation renouvellement du Conseil d'administration 2020

Communes	Pop DGF 2019	Nombre de voix par tranche de 30 habitants DGF arrondi à l'unité
Morienne	207	7
Mortemer	88	3
Morville-sur-Andelle	359	12
Motteville	822	27
Nesle-Hodeng	380	13
Nesle-Normandeuse	584	20
Neufbosc	418	14
Neufchâtel-en-Bray	4 996	167
Neuf-Marché	728	24
Neuville-Ferrières	601	20
Néville	1 430	48
Nointot	1 376	46
Nolléval	475	16
Normanville	718	24
Norville	996	33
Notre-Dame-d'Aliermont	781	26
Notre-Dame-de-Bliquetuit	782	26
Nullemont	149	5
Ocqueville	488	16
Oherville	257	9
Osmoy-Saint-Valery	367	12
Ouainville	559	19
Ourville-en-Caux	1 189	40
Ouville-l'Abbaye	702	23
Paluel	539	18
Parc-d'Anxtot	584	20
Pavilly	6 438	215
Petit Caux	10 030	334
Petiville	1 161	39
Pierrecourt	500	17
Pierreval	553	18
Pissy-Pôville	1 278	43
Pleine-Sève	150	5
Pommereux	113	4
Pommeréval	474	16
Port Jérôme sur Seine	10 105	337
Préaux	1 846	62
Prétot-Vicquemare	222	7
Preuseville	145	5
Puisenval	32	1
Quièvre-court	463	15
Quincampoix	3 036	101
Raffetot	514	17
Réalcamp	666	22
Rebets	166	6
Rétonval	217	7
Reuville	136	5
Ricarville-du-Val	184	6
Richemont	475	16
Rieux	670	22
Rives en Seine	4 289	143
Robertot	231	8
Rocquefort	333	11
Rocquemont	832	28
Roncherolles-en-Bray	523	17
Ronchois	189	6
Rosay	281	9
Roumare	1 437	48
Routes	280	9
Rouville	648	22
Rouvray-Catillon	240	8
Ry	723	24
Saint-Aignan-sur-Ry	349	12
Saint-André-sur-Cailly	877	29
Saint-Antoine-la-Forêt	1 090	36
Saint-Arnoult	1 393	46
Saint-Aubin-de-Crétot	550	18
Saint-Aubin-le-Cauf	896	30
Saint-Aubin-sur-Mer	304	10

# Annexe rapport préparation renouvellement du Conseil d'administration 2020

Communes	Pop DGF 2019	Nombre de voix par tranche de 30 habitants DGF arrondi à l'unité
Saint-Clair-sur-les-Monts	626	21
Saint-Denis-le-Thiboult	531	18
Sainte-Agathe-d'Aliermont	328	11
Sainte-Austreberthe	626	21
Sainte-Beuve-en-Rivière	201	7
Sainte-Colombe	234	8
Sainte-Croix-sur-Buchy	714	24
Sainte-Geneviève	296	10
Sainte-Marie-des-Champs	1 632	54
Saint-Eustache-la-Forêt	1 133	38
Saint-Georges-sur-Fontaine	937	31
Saint-Germain-des-Essourts	420	14
Saint-Germain-sous-Cailly	349	12
Saint-Germain-sur-Eaulne	209	7
Saint-Gilles-de-Crétot	451	15
Saint-Hellier	478	16
Saint-Jacques-d'Aliermont	358	12
Saint-Jean-de-Folleville	851	28
Saint-Jean-de-la-Neuville	574	19
Saint-Jean-du-Cardonnay	1 416	47
Saint-Laurent-en-Caux	795	27
Saint-Léger-aux-Bois	523	17
Saint-Lucien	269	9
Saint-Maclou-la-Brière	497	17
Saint-Martin-au-Bosc	264	9
Saint-Martin-aux-Arbres	344	12
Saint-Martin-aux-Buneaux	1 016	34
Saint-Martin-de-l'If	1 732	58
Saint-Martin-le-Gaillard	329	11
Saint-Martin-l'Hortier	286	10
Saint-Martin-Osmonville	1 188	40
Saint-Maurice-d'Ételan	328	11
Saint-Michel-d'Halescourt	138	5
Saint-Nicolas-d'Aliermont	3 838	128
Saint-Nicolas-de-la-Haie	421	14
Saint-Nicolas-de-la-Taille	1 563	52
Saint-Ouen-sous-Bailly	229	8
Saint-Pierre-des-Jonquières	83	3
Saint-Pierre-le-Vieux	225	8
Saint-Pierre-le-Viger	279	9
Saint-Riquier-en-Rivière	166	6
Saint-Riquier-ès-Plains	667	22
Saint-Saëns	2 497	83
Saint-Saire	682	23
Saint-Sauveur-d'Émalleville	1 237	41
Saint-Sylvain	200	7
Saint-Vaast-d'Équiqueville	767	26
Saint-Vaast-Dieppedalle	416	14
Saint-Valery-en-Caux	4 818	161
Sasseville	281	9
Sauchay	431	14
Saumont-la-Poterie	433	14
Saussay	388	13
Sausseuzemare-en-Caux	453	15
Sept-Meules	201	7
Serqueux	1 028	34
Servaville-Salmonville	1 137	38
Sierville	1 039	35
Sigy-en-Bray	554	19
Smermesnil	429	14
Sommery	842	28
Sommesnil	108	4
Sotteville-sur-Mer	526	18
Tancarville	1 323	44
Terres de Caux B	4 243	141
Thiouville	329	11
Tocqueville-les-Murs	284	10
Touffreville-la-Corbeline	840	28
Touffreville-sur-Eu	230	8

# Annexe rapport préparation renouvellement du Conseil d'administration 2020

Communes	Pop DGF 2019	Nombre de voix par tranche de 30 habitants DGF arrondi à l'unité
Trémauville	114	4
Trouville	646	22
Valliquerville	1 466	49
Vatierville	145	5
Vattetot-sous-Beaumont	591	20
Vatteville-la-Rue	1 196	40
Veauville-lès-Quelles	140	5
Ventes-Saint-Rémy	241	8
Veules-les-Roses	1 089	36
Veulettes-sur-Mer	621	21
Vibeuf	642	21
Vieux-Manoir	757	25
Vieux-Rouen-sur-Bresle	588	20
Villers-Écalles	1 798	60
Villers-sous-Foucarmont	203	7
Villy-sur-Yères	208	7
Vinnemerville	243	8
Virville	374	13
Vittefleur	779	26
Wanchy-Capval	387	13
Yébleron	1 335	45
Yerville	2 456	82
Yquebeuf	250	8
Yvecrique	656	22
Yvetot	12 492	416
CA de la Région Dieppoise	51 385	1713
CA Fécamp Caux Littoral	42 258	1409
CU Le Havre Seine Métropole	276 565	9219
CC des Villes Sœurs	26 300	877
CC Roumois Seine	187	6
CC Terroir de Caux	40 035	1335
Métropole Rouen Normandie	502 341	16745
<b>TOTAL</b>	<b>1 304 567</b>	<b>43 500</b>

**N°DCA-2019-047**

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
11  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Bastien CORITON, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.  
MM. Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.*

\*

\* \*

## **I - Création et suppression de postes**

- **Création temporaire : néant**

### **Création permanente :**

- 3 postes de caporaux.

Compte tenu de l'activité de service et dans le cadre de la construction budgétaire 2020, il est envisagé la création de trois postes budgétaires de caporal. Ces recrues pourraient participer à la formation d'intégration des sapeurs-pompiers professionnels qui se déroulera dès le 13 janvier 2020 afin d'intégrer l'activité opérationnelle dans les meilleurs délais.

- 1 poste de caporal-chef.

Un poste de caporal-chef est créé pour occuper les fonctions d'opérateur au CTA/CODIS suite au départ en retraite d'un personnel adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe.

- **Suppression : 1 poste d'adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe**

Un poste d'adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe est supprimé suite au départ d'un personnel opérateur au CTA/CODIS.

## **II - Ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier**

- 1 poste de médecin hors classe transformé en poste de médecin de classe exceptionnelle ;
- 1 poste de lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe transformé en poste d'adjudant ;
- 28 postes de sergents transformés en postes d'adjudants ;
- 19 postes de caporaux-chefs transformés en postes de sergents ;
- 11 postes de caporaux transformés en postes de sergents ;
- 55 postes de caporaux transformés en postes de caporaux-chefs ;
- 1 poste de sapeur transformé en poste de caporal ;

### III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

- Chargé du référentiel de données et des flux, cadre d'emplois des techniciens, au sein du groupement pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations ;

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-047-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/01/2020				ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		BCA du 05/12/2019 (Effectifs au 31/12/19)	Création de poste	Suppression de poste	CA du 05/12/2019 (Effectifs au 01/01/2020)	Titulaires	Contractuels	Mis à disposition	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	0	2	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	1			1	1	0	0	1	0
	Lieutenant Colonel	8			8	8	0	0	8	0
A2	Commandant	25			25	23	0	1	24	-1
	Capitaine	33			33	26	0	2	28	-5
B1	Lieutenant hors classe	6			6	4	0	0	4	-2
B2	Lieutenant 1ère classe	36		1	35	32	0	1	33	-2
B3	Lieutenant 2ème classe	13			13	11	0	0	11	-2
C1	Adjudants	228	29		257	254	0	0	254	-3
	Sergents	157	30	28	159	159	0	0	159	0
C2	Caporal-chef	61	56	19	98	95	0	0	95	-3
	Caporal	297	4	66	235	218	0	0	218	-17
C3	Sapeur	34		1	33	33	0	0	33	0
FILIERE SPP hors SSSM		899	119	115	903	864	0	4	868	-35
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1	1		2	2	0	0	2	0
	Médecin hors classe	2		1	1	0	1	0	1	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	0	1	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	4			4	4	0	0	4	0
A	Infirmier de classe supérieure	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	1	1	10	9	1	0	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	0	0	0	-1
A2	Attachés Territoriaux	11			11	7	2	0	9	-2
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	31	5	0	36	-3
C	Adjoints Administratifs	95		1	94	91	1	0	92	-2
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	1	145	129	8	0	137	-8
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	0	11	0
B	Techniciens territoriaux	28			28	19	4	0	23	-5
C1	Agents de Maîtrise	28			28	26	2	0	28	0
C2	Adjoints Techniques*	40			40	36	0	0	36	-4
FILIERE TECHNIQUE		107	0	0	107	87	11	0	98	-9
TOTAUX		1165	120	117	1168	1092	20	4	1116	-52
	Caporal	8			8	8	0	0	8	0
	Adjudant-chef	1			1	0	0	0	0	-1
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	8	0	0	8	-1

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	4
Engagés de service civique	1
Apprenti	3
Emplois d'avenir	0
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

\* effectif non permanent ( remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité,...)

**N°DCA-2019-048**

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
11  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR EN 2019**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Bastien CORITON, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.  
MM. Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61.*

\*

\* \*

L'admission en non-valeur est une mesure, d'ordre budgétaire et comptable, qui a pour but de faire disparaître des écritures de prise en charge du comptable public les créances considérées comme irrécouvrables.

Contrairement à la remise gracieuse, elle ne fait pas obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur effectuerait volontairement un versement ou connaîtrait un retour à meilleure fortune.

Monsieur le Payeur départemental a fait état des difficultés rencontrées pour recouvrer certaines créances à travers les listes n° 3611640215, 3611840215, 3611850215 et 3612040215 pour un montant total de 24 097,71 € de titres non recouvrés.

D'une part, les titres n° 242 de l'exercice 2016 et 995 de 2017 ne sont pas proposés car leur traitement est en cours de régularisation avec les services de la paierie pour un montant de 470 €.

D'autre part, certaines situations s'imposent au comptable public comme au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) :

- les situations de fait (décès sans succession, disparition...),
- les jugements ou décisions rendus par les autorités (surendettement, liquidation judiciaire, certificat d'irrécouvrabilité...),
- les procès-verbaux de carence dressés par un huissier pour constater l'insolvabilité du débiteur,
- les poursuites dont l'engagement s'avère disproportionné au regard de la créance à recouvrer.

Ce qui revient à proposer l'admission en non-valeur des titres identifiés dans la liste suivante :

Numéro du titre	Objet du titre	Montant initial	Montant restant dû	Motif de la proposition	Proposition
2012-T396	Condammation pour réparation préjudice	1 800,00 €	1 800,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	1 800,00 €
2013-T907	Condammation pour réparation préjudice	1 200,00 €	978,85 €	PV de carence	978,85 €
2013-T911	Condammation pour réparation préjudice	700,00 €	139,94 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	139,94 €
2014-T706	Condammation pour réparation préjudice	500,00 €	440,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	440,00 €
2014-T708	Condammation pour réparation préjudice	300,00 €	300,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	300,00 €
2014-T1020	Dégât des eaux	295,00 €	36,25 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	36,25 €
2014-T1042	Remboursement contributions sociales concernant les avantages en nature 2014	35,97 €	0,01 €	Reste à recouvrer inférieur aux seuils de poursuite	0,01 €
2015-T365	Condammation pour réparation préjudice	525,00 €	525,00 €	PV de perquisition et demande de renseignement négative	525,00 €
2015-T721	Dégât des eaux	296,00 €	296,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	296,00 €
2015-T774	Dégât des eaux	296,00 €	296,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	296,00 €
2015-T777	Dégât des eaux	296,00 €	296,00 €	Personne inconnue sur le fichier fiscal	296,00 €
2015-T783	Dégât des eaux	296,00 €	276,00 €	Personne inconnue sur le fichier fiscal	276,00 €
2015-T793	Dégât des eaux	347,00 €	347,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	347,00 €
2015-T1037	Régularisation de charges locatives 2015	2 748,24 €	1 212,22 €	Personne décédée	1 212,22 €
2015-T1053	Protection fonctionnelle suite condamnation	2 000,00 €	1 600,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	1 600,00 €
2015-T1054	Protection fonctionnelle suite condamnation	200,00 €	200,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	200,00 €
2015-T1055	Protection fonctionnelle suite condamnation	20,00 €	20,00 €	Reste à recouvrer inférieur aux seuils de poursuite	20,00 €
2015-T1057	Protection fonctionnelle suite condamnation	600,00 €	600,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	600,00 €
2015-T1059	Protection fonctionnelle suite condamnation	450,00 €	450,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	450,00 €
2015-T1060	Protection fonctionnelle suite condamnation	1 050,00 €	1 050,00 €	Personne décédée	1 050,00 €
2015-T1063	Protection fonctionnelle suite condamnation	900,00 €	900,00 €	Autorisation de poursuite refusée	900,00 €
2015-T1065	Protection fonctionnelle suite condamnation	25,00 €	25,00 €	Reste à recouvrer inférieur aux seuils de poursuite	25,00 €
2015-T1066	Protection fonctionnelle suite condamnation	800,00 €	800,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	800,00 €
2015-T1067	Protection fonctionnelle suite condamnation	400,00 €	400,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	400,00 €
2015-T1096	Protection fonctionnelle suite condamnation	100,00 €	100,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	100,00 €
2015-T1112	Protection fonctionnelle suite condamnation	400,00 €	400,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	400,00 €
2015-T1147	Dégât des eaux	296,00 €	196,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	196,00 €
2016-T36	Ouverture de porte sans urgence	296,00 €	296,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	296,00 €
2016-T173	Condammation pour réparation préjudice	200,00 €	200,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	200,00 €
2016-T242	Non retour des effets vestimentaires	430,00 €	430,00 €	En cours de régularisation	- €
2016-T435	Ouverture de porte sans urgence	297,00 €	297,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	297,00 €
2016-T619	Condammation pour réparation préjudice	1 750,00 €	1 550,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	1 550,00 €
2016-T1044	Condammation pour réparation préjudice	849,00 €	804,00 €	PV de carence	804,00 €
2016-T1160	Dégât des eaux	297,00 €	297,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	297,00 €
2016-T1173	Non retour des effets vestimentaires	97,30 €	97,30 €	Reste à recouvrer inférieur aux seuils de poursuite	97,30 €
2016-T1234	Dégât des eaux	297,00 €	297,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	297,00 €
2017-T16	Condammation pour réparation préjudice	100,00 €	100,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	100,00 €
2017-T586	Ouverture de porte sans urgence	300,00 €	300,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	300,00 €
2017-T680	Condammation pour réparation préjudice	600,00 €	600,00 €	PV de carence	600,00 €
2017-T681	Condammation pour réparation préjudice	296,00 €	296,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	296,00 €
2017-T683	Condammation pour réparation préjudice	200,00 €	200,00 €	PV de perquisition et demande de renseignement négative	200,00 €
2017-T684	Condammation pour réparation préjudice	500,00 €	480,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	480,00 €
2017-T686	Condammation pour réparation préjudice	300,00 €	300,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	300,00 €
2017-T781	Condammation pour réparation préjudice	400,00 €	400,00 €	PV de carence	400,00 €
2017-T784	Condammation pour réparation préjudice	450,00 €	450,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	450,00 €
2017-T844	Non retour des effets vestimentaires	254,00 €	254,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	254,00 €
2017-T848	Non retour des effets vestimentaires	110,00 €	110,00 €	Montant inférieur aux frais de poursuite	110,00 €
2017-T918	Protection fonctionnelle suite condamnation	100,00 €	100,00 €	PV de perquisition et demande de renseignement négative	100,00 €
2017-T919	Protection fonctionnelle suite condamnation	400,00 €	400,00 €	PV de perquisition et demande de renseignement négative	400,00 €
2017-T925	Protection fonctionnelle suite condamnation	600,00 €	600,00 €	PV de perquisition et demande de renseignement négative	600,00 €
2017-T926	Protection fonctionnelle suite condamnation	600,00 €	600,00 €	PV de perquisition et demande de renseignement négative	600,00 €
2017-T927	Protection fonctionnelle suite condamnation	600,00 €	600,00 €	PV de perquisition et demande de renseignement négative	600,00 €
2017-T931	Protection fonctionnelle suite condamnation	240,00 €	240,00 €	PV de carence	240,00 €
2017-T938	Protection fonctionnelle suite condamnation	35,14 €	35,14 €	Reste à recouvrer inférieur aux seuils de poursuite	35,14 €
2017-T939	Protection fonctionnelle suite condamnation	40,00 €	40,00 €	Reste à recouvrer inférieur aux seuils de poursuite	40,00 €
2017-T995	Pénalités de retard	400,00 €	40,00 €	En cours de régularisation	- €
<b>TOTAL</b>		<b>27 914,65 €</b>	<b>24 097,71 €</b>		<b>23 627,71 €</b>

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-048-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

N°DCA-2019-049

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
11  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A LA  
REHABILITATION DU GROUPEMENT OUEST**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Bastien CORITON, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*
- *la délibération n° 2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant, le règlement financier du Sdis, modifiée,*
- *la délibération n° 9 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 portant création d'une autorisation de programme « Groupement Ouest », modifiée.*

\*  
\* \*

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme (AP) destinée à la réhabilitation du Groupement Ouest, créée en 2010 et régulièrement ajustée depuis cette date.

Les décomptes finaux de l'ensemble des titulaires de marchés ont pu être soldés.

Par conséquent, la clôture financière peut être arrêtée comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement	
		déjà consommés	2019
Groupement Ouest	4 250 000,00 €	3 970 976,89 €	20 000,00 €
			18 893,27 €

Il est désormais possible de clôturer l'autorisation de programme pour le montant définitif suivant :

Intitulé	Montant			
	Global	Final	Final/Initial	
			(en €)	(en %)
Groupement Ouest	4 250 000,00 €	3 989 870,16 €	- 260 129,84 €	-6,12%

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-049-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



N°DCA-2019-050

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
11  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Bastien CORITON, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61, version en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018,*
- *la délibération n° 1 du 11 février 2004 du Conseil d'administration portant sur la mise en œuvre de la M61,*
- *la délibération n° 2011-CA-41 du 15 décembre 2011 du Conseil d'administration portant les durées d'amortissement,*
- *la délibération n° 2015-CA-54 du 17 décembre 2015 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,*
- *la délibération n° 2016-CA-54 du 14 décembre 2016 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,*
- *la délibération n° 2017-CA-35 du 15 décembre 2017 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,*
- *la délibération n° 2018-CA-35 du 13 décembre 2018 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement.*

\*

\* \*

Les Services départementaux d'incendie et de secours sont soumis à l'obligation d'amortir les biens immobilisés acquis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, qu'ils soient corporels ou incorporels. L'objectif poursuivi est d'améliorer la sincérité des comptes par la constatation comptable de l'amoindrissement de la valeur de chacun des éléments intégrés à l'actif de l'Etablissement ; amoindrissement résultant notamment de l'usage, du temps ou encore d'un changement d'ordre technique.

La durée de vie probable du bien considéré permet de cerner au mieux cette notion de dépréciation et va donc servir d'assise dans le temps au mécanisme d'amortissement qui sera initié à partir de l'exercice suivant la mise en service dudit bien.

Les durées d'amortissement doivent être fixées par le Conseil d'administration.

Des évolutions d'ordre technique, tant dans l'utilisation de certains matériels qu'en termes d'acquisition, rendent nécessaires l'actualisation de certaines durées d'amortissement.

Le tableau constitutif de l'annexe 1 présente les différentes durées d'amortissement proposées pour l'ensemble des catégories représentatives de biens susceptibles d'être acquis par le Service.

Ces durées d'amortissement proposées s'appliqueront aux acquisitions effectuées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019<sup>1</sup>, se substituant donc aux dispositions des délibérations prises antérieurement.

Il en va de même de l'application des principes suivants prévus par l'instruction M61 :

- l'application du mode d'amortissement linéaire (répartition égale de la dépréciation sur la durée de vie du bien),
- la fixation à 500 € TTC, du seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations s'amortissent en 1 an, sauf si les achats constituent un ensemble homogène acquis par lot,

---

<sup>1</sup> Et donc un impact sur le montant de la dotation aux amortissements 2020.

- la sortie de l'actif, des biens de faible valeur amortis sur 1 an, au 31 décembre de l'année suivant leur acquisition,
- la sortie de l'actif des biens acquis par lot, dont la valeur unitaire est différente, selon la méthode du coût moyen pondéré.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-050-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Annexe 1 : tableau d'amortissement

Immobilisations incorporelles - Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Frais d'études (non suivies de réalisation)		5 ans	5 ans
Frais de recherche et de développement (en cas de réussite du projet)		5 ans	5 ans
Frais d'insertion (en cas d'échec du projet)		5 ans	5 ans
Logiciels	Logiciels bureautiques	3 ans	3 ans
	Prologiciels métiers	10 ans	10 ans
	Système d'alerte	12 ans	12 ans
Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Matériel de transmission et de téléphonie	Récepteurs d'ordres (Récepteur Individuel d'Appel Sélectif, Transmetteur Individuel d'Appel Sélectif)	5 ans	5 ans
	Terminaux de téléphonies (téléphones IP, Numériques et DECT complexes)	8 ans	8 ans
	Terminaux de radio (portatifs, mobiles, bases)	8 ans	8 ans
	Infrastructures (autocommutateurs)	10 ans	10 ans
	Matériels USSH (balises GPS, VHF portatives, casques de transmission)		8 ans
	Autres matériels de transmissions	8 ans	8 ans
	Smartphones		2 ans
Matériel bureautique	Autres matériels de téléphonie	8 ans	8 ans
	PC fixes	5 ans	5 ans
	PC portables	3 ans	3 ans
	Tablettes	3 ans	3 ans
	Ecrans	5 ans	5 ans
	Fax	3 ans	3 ans
	Imprimantes	1 an	1 an
Matériel informatique	Imprimantes externes avec fonctionnalités spécifiques (ECG...)		3 ans
	Serveurs	6 ans	6 ans
	Matériel réseau	4 ans	4 ans
Moyens élévateurs automobiles	Copieurs	5 ans	5 ans
	Bras Elévateurs Aériens (BEA)	20 ans	20 ans
Véhicules sanitaires	Echelles Pivotantes Séquentielles (EPS)	20 ans	20 ans
	Véhicules de Secours Aux Victimes (VSAV)	10 ans	10 ans
Engins pompes et de secours routiers	Véhicules de Soutien Sanitaire (VSS) / SSO	20 ans	20 ans
	Camions Citernes Forestiers Moyens (CCFM) / Camions Citernes Industriels (CCI et CCGC)	25 ans	25 ans
	Camions Citernes Ruraux (CCR)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Légers (FPTL) / Véhicules Première Intervention (VPI)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne (FPT)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Grande Puissance (FPTGP)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Secours Routiers (FPTSR)	20 ans	20 ans
	Fourgons Mousse Grande Puissance (FMOGP)	20 ans	20 ans
	Véhicules de Secours Routier Moyen (VSRM)	20 ans	20 ans
Engins de balisage et opérations diverses	Dévidoirs Automobiles (DA)	25 ans	25 ans
	Véhicules de Balisage et Signalisation (VBS)	20 ans	20 ans
	Véhicule Ateliers (VARI)		10 ans
	Véhicules Tous Usages (VTU) / Véhicules Tous Usages option Balisage et Signalisation (VTU-BS) / Véhicules LOGistiques (VLOG)	20 ans	20 ans
Véhicules de liaison, de reconnaissance et de transport	Véhicules de Maintenance (VMA)	10 ans	10 ans
	Véhicules Légers (VL)	10 ans	8 ans
	Véhicules légers (VL) électriques	10 ans	8 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance (VLR)	12 ans	12 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Groupe (VLRCG) / Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Colonne (VLHRCC)	12 ans	12 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance Tout Chemin (VLRTC)	12 ans	12 ans
	Véhicules légers Hors Route (VLHR)	25 ans	25 ans
	Véhicule de tranport de personnes (VTP)	15 ans	15 ans
	Voiturette de transport de matériels		10 ans
Engins spécialisés	Tracteur polyvalent		10 ans
	Véhicule Groupe de Reconnaissance et Intervention en Milieu Périlleux (VGRIMP)	20 ans	20 ans
	Fourgon Risques Technologiques (FRT)	20 ans	20 ans
	Véhicule de Secours AQuatique (VSAQ)	10 ans	10 ans
	Véhicule poste de commandement (VPCS) site	20 ans	20 ans
Porte-cellules	Véhicule poste de commandement (VPCC) colonne	12 ans	12 ans
Cellules spécialisées	Véhicule Porte-Cellules (VPCE)	25 ans	25 ans
	Toutes cellules	25 ans	25 ans

Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Remorques	Moto-Pompes Remorquables (MPR) / Remorques Epuisement (REP)	20 ans	20 ans
Matériels nautiques	Bateaux de Sauvetage Léger (BSL)	10 ans	10 ans
Equipement des véhicules	Boitiers de commande /Combinés haut parleur	10 ans	10 ans
	Roues	12 ans	12 ans
	Echelles	10 ans	10 ans
	Porte échelle	10 ans	10 ans
	Aménagement	suit la catégorie d'appartenance	suit la catégorie d'appartenance
Petit matériel de sauvetage et de lutte contre les incendies et les risques courants	Incendie	10 ans	10 ans
	Sauvetage	10 ans	10 ans
	dont cordes et harnais	7 ans	7 ans
	Désincarcération	15 ans	15 ans
	<b>Drône</b>	<b>10 ans</b>	<b>5 ans</b>
	Epuisement (dont matériels d'obturation)	15 ans	15 ans
	<b>Kit de lutte contre les frelons asiatiques</b>		<b>10 ans</b>
Petit matériel de secours à personne	Matériel biomédical	8 ans	8 ans
	Matériel d'immobilisation	4 ans	4 ans
	Bagagerie	4 ans	4 ans
	Dispositif de transport	8 ans	8 ans
Equipement de protection des personnels (hors équipes spécialisées)	Tenue de protection textile	10 ans	10 ans
	Tenue FI/ Polos / Gants	2 ans	2 ans
	<b>Bottes d'intervention et chaussures de sécurité</b>	<b>5 ans</b>	<b>7 ans</b>
	<b>Chaussants non incendie</b>		<b>2 ans</b>
	Casques	15 ans	15 ans
	ARI	10 ans	10 ans
	Bouteilles sous pression	15 ans	15 ans
Matériels et équipement dédiés aux équipes spécialisées	<u>Spécialité risques technologiques :</u>		
	Tenues à usage limité	5 ans	5 ans
	Tenues lourdes	10 ans	10 ans
	Appareils de détection	10 ans	10 ans
	Sondes	5 ans	5 ans
	Aspirateur de récupération des effluents et poussières	15 ans	15 ans
	Barrages flottants	10 ans	10 ans
	Ecran de protection des rayonnements	15 ans	15 ans
	Citernes souples	10 ans	10 ans
	Détecteurs gazeux	5 ans	5 ans
	<b>Valise de détection toxique de guerre</b>		<b>3 ans</b>
	Douche de décontamination SAS	10 ans	10 ans
	Pincés à distance	10 ans	10 ans
	<u>Spécialité sauvetage déblaiement :</u>		
	Combinaisons	3 ans	3 ans
	Vibraphones et vibrascopes	10 ans	10 ans
	Elingues textiles	7 ans	7 ans
	Elingues et câbles acier	10 ans	10 ans
	<u>Spécialité intervention à bord des navires :</u>		
	Tenues Feux de navire et sous-combinaisons	10 ans	10 ans
	Tenues de survie en mer	7 ans	7 ans
	Bottes Feux de navire	7 ans	7 ans
	<u>Spécialité aquatique :</u>		
	Combinaisons humides et semi-sèches	5 ans	5 ans
	Combinaisons étanches	7 ans	7 ans
	Instruments d'éclairage (lampes...)	5 ans	5 ans
	Gilets de sauvetage ou de stabilisation	7 ans	7 ans
	Instruments de mesure (montres, profondimètres...)	10 ans	10 ans
	Matériel de relevage (bouée de palier, parachutes...)	10 ans	10 ans
	Ceintures de lestage et plomb	10 ans	10 ans
	Détendeurs	10 ans	10 ans
	Paddle board	15 ans	15 ans
	<u>Spécialité Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux:</u>		
	Combinaisons	3 ans	3 ans
	Treuiis	15 ans	15 ans
	Barquettes	20 ans	20 ans
	Civière	10 ans	10 ans

Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Mobilier, matériel et outillage techniques	Siège	5 à 15 ans	5 à 15 ans
	Mobilier		
	Audiovisuel		
	Outillages		
	Autres		
Immobilier	Construction bâtiment	40 ans	40 ans
	Réhabilitation bâtiment	20 ans	20 ans
	Travaux de voirie		10 ans
	Travaux de toiture		20 ans
	Pylônes	15 ans	15 ans
	Installations, matériels et outillage technique attachés aux bâtiments	10 ans	10 ans
	Subventions d'équipement versées		durée d'amortissement du bien ou 30 ans
Reconditionnement de véhicules	Aménagements complémentaires modifiant la catégorie d'appartenance du bien	durée d'amortissement de la nouvelle catégorie d'appartenance	durée d'amortissement de la nouvelle catégorie d'appartenance
		-	-
Subventions	Subventions reçues visant à financer un ou plusieurs équipements	durée d'amortissement pratiquée sous l'empire de la précédente catégorie d'appartenance	durée d'amortissement pratiquée sous l'empire de la précédente catégorie d'appartenance
		durée d'amortissement du bien	durée d'amortissement du bien ou 5 ans
	Subventions reçues visant à financer un ou plusieurs biens immobiliers	5 ans	durée d'amortissement du bien ou 30 ans

N°DCA-2019-051

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
11  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONTRIBUTIONS COMMUNALES OU INTERCOMMUNALES POUR 2020**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Bastien CORITON, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.  
MM. Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- la loi n°96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours,
- la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,
- le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L.1424-35 et R.1424-32,
- le décret n°97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours,
- la circulaire d'application du décret n°97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours,
- la délibération 2018-CA-38 relative aux modalités de répartitions des contributions communales ou intercommunales,
- la délibération 2018-CA-39 relative aux contributions communales pour 2019.

\*

\*\*

Il est proposé de fixer le montant des contributions des communes et des EPCI pour l'exercice 2020 sur la base de l'inflation réelle constatée entre septembre 2018 et septembre 2019 suivant la progression de l'indice des prix à la consommation (IPC) établi à + 0,9 %.

Le montant total des contributions 2019 s'élevait à 36 517 051 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2019
Enveloppe zone A	17 586 846 €
Enveloppe zone B	11 592 332 €
Enveloppe zone C	7 337 873 €

Par conséquent, le montant total des contributions 2020, après application de l'inflation, est arrêté à 36 845 702 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2020
Enveloppe zone A	17 745 127 €
Enveloppe zone B	11 696 662 €
Enveloppe zone C	7 403 913 €

Au vu des éléments de calculs indiqués en annexes n° 1 et 2, le montant des contributions individuelles 2020 de chaque territoire est indiqué en annexe n° 3.

Le montant de cette dépense obligatoire sera notifié aux maires et aux présidents d'EPCI avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

A l'instar de l'année passée, les contributeurs auront le choix, d'ici au 17 janvier 2020, entre deux options de paiement (sans mandatement préalable) selon la modalité suivante :

- soit le paiement mensuel d'1/12<sup>ème</sup>, le 31 janvier 2020 puis aux alentours du 20 de chaque mois jusqu'à décembre 2020,
- soit le paiement unique au 20 février 2020.



En l'absence de réponse à cette échéance, un débit d'office unique à la date du 20 février 2020 sera opéré.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

CONTRIBUTIONS COMMUNALES BRUTES 2020

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Allouville-Bellefosse	C	1 192	26 575 €	26 526 €
Alvimare	C	631	7 489 €	7 718 €
Ambrumesnil	C	505	7 245 €	7 380 €
Amfreville-la-Mi-Voie	B	3 252	103 775 €	104 134 €
Amfreville-les-Champs	C	177	1 562 €	1 647 €
Anceaumeville	C	668	10 019 €	10 181 €
Ancourt	C	699	21 360 €	21 107 €
Ancourteville-sur-Héricourt	C	340	3 524 €	3 668 €
Ancretierville-Saint-Victor	C	396	4 431 €	4 586 €
Ancretteville-sur-Mer	C	215	2 863 €	2 930 €
Angerville-Bailleul	C	203	2 857 €	2 914 €
Angerville-la-Martel	C	1 079	11 260 €	11 714 €
Angerville-l'Orcher	C	1 467	19 322 €	19 782 €
Angiens	C	609	9 641 €	9 769 €
Anglesqueville-la-Bras-Long	C	126	1 891 €	1 921 €
Anglesqueville-l'Esneval	C	598	7 521 €	7 722 €
Anneville-Ambourville	C	1 232	37 656 €	37 208 €
Anneville-sur-Scie	C	461	6 552 €	6 678 €
Annouville-Vilmesnil	C	500	6 229 €	6 400 €
Anquetierville	C	362	4 763 €	4 877 €
Anvéville	C	318	3 986 €	4 094 €
Ardouval	C	184	2 201 €	2 267 €
Arelaune-en-Seine	C	2 675	42 685 €	43 233 €
Argueil	C	368	5 151 €	5 254 €
Arques-la-Bataille	C	2 654	83 237 €	82 190 €
Aubéguimont	C	211	2 826 €	2 890 €
Aubermesnil-aux-Érables	C	219	3 240 €	3 295 €
Aubermesnil-Beaumais	C	463	13 968 €	13 807 €
Auberville-la-Manuel	C	153	2 155 €	2 197 €
Auberville-la-Renault	C	479	5 626 €	5 803 €
Aumale	B	2 201	71 513 €	71 706 €
Auppegard	C	746	10 681 €	10 881 €
Authieux-Ratiéville	C	424	5 499 €	5 635 €
Autigny	C	323	3 643 €	3 768 €
Auvilliers	C	116	1 712 €	1 741 €
Auzebosc	C	1 438	15 676 €	16 254 €
Auzouville-l'Esneval	C	372	5 643 €	5 730 €
Auzouville-sur-Ry	C	742	9 293 €	9 544 €
Auzouville-sur-Saône	C	160	2 341 €	2 382 €
Avesnes-en-Bray	C	322	4 123 €	4 229 €
Avesnes-en-Val	C	307	3 801 €	3 907 €
Avremesnil	C	1 069	15 230 €	15 520 €
Bacqueville-en-Caux	C	1 972	27 916 €	28 458 €
Bailleul-Neuville	C	239	2 843 €	2 929 €
Baillolet	C	122	1 796 €	1 827 €
Bailly-en-Rivière	C	553	7 965 €	8 112 €
Baons-le-Comte	C	373	5 724 €	5 809 €
Bardouville	C	653	19 749 €	19 520 €
Barentin	B	12 340	233 985 €	241 569 €
Baromesnil	C	241	3 634 €	3 692 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Bazinval	C	443	4 862 €	5 039 €
Beaubec-la-Rosière	C	529	6 370 €	6 559 €
Beaumont-le-Hareng	C	276	3 086 €	3 194 €
Beaurepaire	C	528	6 284 €	6 475 €
Beaussault	C	450	5 928 €	6 069 €
Beautot	C	146	1 826 €	1 876 €
Beauval-en-Caux	C	524	7 460 €	7 603 €
Beauvoir-en-Lyons	C	710	7 636 €	7 926 €
Bec-de-Mortagne	C	716	9 869 €	10 077 €
Belbeuf	B	2 187	65 256 €	65 674 €
Bellencombre	C	701	11 357 €	11 494 €
Bellengreville	C	504	6 392 €	6 559 €
Belleville-en-Caux	C	714	9 850 €	10 057 €
Belmesnil	C	468	6 774 €	6 897 €
Bénarville	C	273	3 128 €	3 232 €
Bénesville	C	217	2 292 €	2 382 €
Bénouville	C	208	2 076 €	2 167 €
Bernières	C	665	9 248 €	9 438 €
Bertheauville	C	121	2 072 €	2 091 €
Bertreville	C	122	2 229 €	2 243 €
Bertreville-Saint-Ouen	C	378	5 471 €	5 570 €
Bertrimont	C	232	3 337 €	3 399 €
Berville	C	661	7 773 €	8 016 €
Berville-sur-Seine	C	573	16 484 €	16 315 €
Beuzeville-la-Grenier	C	1 217	16 570 €	16 931 €
Beuzeville-la-Guérand	C	240	2 427 €	2 531 €
Beuzevillette	C	672	9 182 €	9 380 €
Bézancourt	C	423	3 980 €	4 175 €
Bierville	C	316	4 157 €	4 256 €
Bihorel	B	8 520	269 087 €	270 137 €
Biville-la-Baignarde	C	674	9 627 €	9 809 €
Biville-la-Rivière	C	113	1 606 €	1 636 €
Blacqueville	C	706	8 851 €	9 089 €
Blainville-Crevon	C	1 241	18 771 €	19 065 €
Blangy-sur-Bresle	C	3 073	53 711 €	54 159 €
Blosseville	C	332	6 611 €	6 628 €
Bois-d'Ennebourg	C	577	8 169 €	8 328 €
Bois-Guilbert	C	335	2 949 €	3 111 €
Bois-Guillaume	B	14 024	434 449 €	436 507 €
Bois-Hérault	C	213	2 258 €	2 346 €
Bois-Himont	C	468	6 295 €	6 437 €
Bois-l'Évêque	C	542	5 986 €	6 201 €
Boissay	C	418	4 321 €	4 498 €
Bolbec	B	11 663	267 529 €	272 892 €
Bolleville	C	593	8 533 €	8 691 €
Bonsecours	B	6 602	210 184 €	210 933 €
Boos	B	3 821	110 689 €	111 549 €
Bordeaux-Saint-Clair	C	729	9 038 €	9 288 €
Bornambusc	C	271	3 853 €	3 927 €
Bosc-Bérenger	C	188	2 818 €	2 863 €
Bosc-Bordel	C	464	7 008 €	7 118 €
Bosc-Édeline	C	364	4 576 €	4 699 €
Bosc-Guérand-Saint-Adrien	C	951	12 466 €	12 767 €
Bosc-Hyons	C	460	5 017 €	5 202 €
Bosc-le-Hard	C	1 477	32 169 €	32 137 €
Bosc-Mesnil	C	320	3 418 €	3 549 €
Bosville	C	632	12 174 €	12 222 €
Boudeville	C	221	2 927 €	2 996 €
Bouelles	C	286	3 882 €	3 967 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Bourdainville	C	468	5 190 €	5 375 €
Bourville	C	342	4 534 €	4 641 €
Bouville	C	997	13 997 €	14 276 €
Brachy	C	809	11 426 €	11 649 €
Bracquetuit	C	353	5 069 €	5 164 €
Bradiancourt	C	226	2 220 €	2 321 €
Brametot	C	221	2 786 €	2 861 €
Bréauté	C	1 379	18 884 €	19 288 €
Brémontier-Merval	C	624	5 080 €	5 398 €
Bretteville-du-Grand-Caux	C	1 388	18 233 €	18 670 €
Bretteville-Saint-Laurent	C	173	2 572 €	2 615 €
Buchy	C	2 859	43 682 €	44 344 €
Bully	C	953	12 714 €	13 006 €
Bures-en-Bray	C	336	3 835 €	3 964 €
Butot	C	289	4 380 €	4 448 €
Butot-Vénesville	C	285	6 397 €	6 384 €
Cailleville	C	300	5 427 €	5 464 €
Cailly	C	785	15 933 €	15 962 €
Challengeville	C	534	7 295 €	7 452 €
Calleville-les-Deux-Églises	C	349	4 944 €	5 040 €
Campneuseville	C	512	7 176 €	7 320 €
Canehan	C	371	4 913 €	5 029 €
Canouville	C	360	6 024 €	6 087 €
Canteleu	B	15 018	493 037 €	494 159 €
Canville-les-Deux-Églises	C	373	4 814 €	4 935 €
Cany-Barville	B	3 194	71 752 €	73 280 €
Carville-la-Folletière	C	448	3 403 €	3 641 €
Carville-Pot-de-Fer	C	123	1 778 €	1 811 €
Catenay	C	695	10 385 €	10 555 €
Caudebec-lès-Elbeuf	B	10 651	329 397 €	330 982 €
Cauville-sur-Mer	C	1 577	19 782 €	20 315 €
Cideville	C	376	4 444 €	4 582 €
Clais	C	278	3 273 €	3 376 €
Clasville	C	341	5 427 €	5 498 €
Claville-Motteville	C	282	3 746 €	3 833 €
Cléon	B	5 098	164 713 €	165 197 €
Clères	C	1 391	22 597 €	22 866 €
Cleuville	C	214	1 898 €	2 001 €
Cléville	C	166	2 376 €	2 421 €
Cliponville	C	287	3 924 €	4 008 €
Colleville	C	787	19 798 €	19 677 €
Colmesnil-Manneville	C	108	3 329 €	3 288 €
Compainville	C	207	1 583 €	1 692 €
Conteville	C	526	7 278 €	7 430 €
Contremoulins	C	177	2 908 €	2 941 €
Cottévrard	C	470	5 488 €	5 662 €
Crasville-la-Mallet	C	177	3 218 €	3 239 €
Crasville-la-Rocquefort	C	253	3 778 €	3 840 €
Criel-sur-Mer	C	3 809	43 214 €	44 679 €
Criquebeuf-en-Caux	C	404	7 503 €	7 545 €
Criquetot-le-Mauconduit	C	189	4 164 €	4 158 €
Criquetot-l'Esneval	C	2 681	40 359 €	41 003 €
Criquetot-sur-Longueville	C	227	3 076 €	3 144 €
Criquetot-sur-Ouville	C	842	9 889 €	10 200 €
Criquiers	C	702	9 652 €	9 856 €
Critot	C	498	7 215 €	7 346 €
Croisy-sur-Andelle	C	573	8 384 €	8 531 €
Croixdalle	C	318	3 714 €	3 832 €
Croix-Mare	C	813	9 556 €	9 856 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Cropus	C	252	3 580 €	3 649 €
Crosville-sur-Scie	C	252	3 523 €	3 594 €
Cuerville	C	372	4 656 €	4 782 €
Cuerville-sur-Yères	C	218	2 835 €	2 905 €
Cuy-Saint-Fiacre	C	693	8 564 €	8 804 €
Dampierre-en-Bray	C	496	5 952 €	6 130 €
Dampierre-Saint-Nicolas	C	501	7 689 €	7 804 €
Dancourt	C	243	3 699 €	3 756 €
Darnétal	B	9 789	310 029 €	311 202 €
Daubeuf-Serville	C	405	5 175 €	5 309 €
Dénestanville	C	272	3 703 €	3 784 €
Déville-lès-Rouen	B	10 499	336 160 €	337 276 €
Dieppe	A	32 287	1 005 018 €	1 024 016 €
Doudeauville	C	96	1 300 €	1 328 €
Doudeville	C	2 598	41 916 €	42 431 €
Douvrend	C	548	7 458 €	7 621 €
Drosay	C	226	4 443 €	4 457 €
Duclair	B	4 274	135 195 €	135 714 €
Écalles-Alix	C	539	7 990 €	8 124 €
Écrainville	C	1 096	14 887 €	15 213 €
Écretteville-lès-Baons	C	402	5 897 €	5 999 €
Écretteville-sur-Mer	C	170	1 467 €	1 550 €
Ectot-l'Auber	C	686	6 952 €	7 248 €
Ectot-lès-Baons	C	401	6 103 €	6 196 €
Elbeuf	B	16 833	544 450 €	546 026 €
Elbeuf-en-Bray	C	446	5 768 €	5 912 €
Elbeuf-sur-Andelle	C	493	4 528 €	4 759 €
Életot	C	671	8 643 €	8 861 €
Ellecourt	C	158	2 390 €	2 428 €
Émanville	C	724	8 246 €	8 523 €
Envermeu	C	2 290	39 255 €	39 619 €
Envronville	C	351	5 308 €	5 391 €
Épinay-sur-Duclair	C	555	16 017 €	15 852 €
Épouville	B	2 779	47 575 €	49 482 €
Épretot	C	744	10 307 €	10 521 €
Épreville	C	1 059	21 313 €	21 358 €
Ermenouville	C	165	2 179 €	2 230 €
Ernemont-la-Villette	C	198	2 815 €	2 869 €
Ernemont-sur-Buchy	C	302	3 027 €	3 159 €
Esclavelles	C	392	4 965 €	5 096 €
Eslettes	C	1 573	22 337 €	22 767 €
Esteville	C	511	6 097 €	6 282 €
Étaimpuis	C	799	11 059 €	11 289 €
Étainhus	C	1 157	15 927 €	16 263 €
Étalleville	C	479	5 875 €	6 042 €
Étalondes	C	1 106	24 994 €	24 935 €
Étoutteville	C	822	6 906 €	7 316 €
Étretat	B	1 897	53 084 €	53 584 €
Eu	B	7 329	284 135 €	282 988 €
Fallencourt	C	204	2 401 €	2 477 €
Fécamp	A	19 880	399 951 €	420 169 €
Ferrières-en-Bray	C	1 720	43 954 €	43 664 €
Fesques	C	130	1 792 €	1 829 €
Flamanville	C	517	5 586 €	5 796 €
Flamets-Frétils	C	188	2 199 €	2 268 €
Flocques	C	735	10 406 €	10 608 €
Fongueusemare	C	204	2 698 €	2 762 €
Fontaine-en-Bray	C	191	2 715 €	2 767 €
Fontaine-la-Mallet	B	2 702	45 364 €	47 253 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Fontaine-le-Bourg	C	1 767	28 427 €	28 780 €
Fontaine-le-Dun	C	970	27 603 €	27 330 €
Fontaine-sous-Préaux	C	525	15 226 €	15 067 €
Fontenay	C	1 134	15 871 €	16 190 €
Forges-les-Eaux B	B	3 713	76 335 €	78 386 €
Forges-les-Eaux C	C	501	10 043 €	10 066 €
Foucarmont	C	867	16 737 €	16 801 €
Foucart	C	368	5 097 €	5 203 €
Franqueville-Saint-Pierre	B	6 364	202 787 €	203 502 €
Fréauville	C	154	1 996 €	2 045 €
Freneuse	C	936	27 684 €	27 379 €
Fresles	C	245	2 366 €	2 476 €
Fresnay-le-Long	C	342	4 706 €	4 806 €
Fresne-le-Plan	C	639	7 394 €	7 634 €
Fresnoy-Folny	C	768	10 080 €	10 323 €
Fresquiennes	C	1 006	15 599 €	15 823 €
Freulleville	C	386	5 370 €	5 480 €
Frichemesnil	C	432	6 417 €	6 524 €
Froberville	C	1 271	23 582 €	23 714 €
Fry	C	165	2 191 €	2 242 €
Fultot	C	233	2 615 €	2 706 €
Gaillefontaine	C	1 279	21 994 €	22 195 €
Gainneville	B	2 626	38 846 €	40 886 €
Gancourt-Saint-Étienne	C	258	3 391 €	3 472 €
Ganzeville	C	508	10 283 €	10 303 €
Gerponville	C	428	4 868 €	5 033 €
Gerville	C	426	7 798 €	7 846 €
Goderville	B	2 896	34 886 €	37 445 €
Gommerville	C	745	10 252 €	10 469 €
Gonfreville-Caillet	C	356	4 239 €	4 368 €
Gonfreville-l'Orcher	B	9 241	458 341 €	452 999 €
Gonnetot	C	229	3 090 €	3 159 €
Gonneville-la-Mallet	C	1 366	19 264 €	19 643 €
Gonneville-sur-Scie	C	481	6 768 €	6 902 €
Gonzecville	C	123	1 567 €	1 608 €
Goupillières	C	426	5 943 €	6 064 €
Gournay-en-Bray	B	6 342	125 665 €	129 352 €
Gouy	C	859	24 923 €	24 663 €
Graimbouville	C	637	7 911 €	8 129 €
Grainville-la-Teinturière	C	1 173	24 647 €	24 657 €
Grainville-sur-Ry	C	453	7 589 €	7 668 €
Grainville-Ymauville	C	459	6 283 €	6 417 €
Grand-Camp	C	716	10 364 €	10 553 €
Grand-Couronne	B	9 913	321 065 €	321 976 €
Grandcourt	C	394	5 234 €	5 356 €
Graval	C	156	1 621 €	1 687 €
Grèges	C	861	24 309 €	24 074 €
Grémonville	C	439	5 565 €	5 711 €
Greuville	C	406	5 659 €	5 774 €
Grigneuseville	C	368	5 225 €	5 326 €
Gruchet-le-Valasse	B	3 213	74 667 €	76 106 €
Gruchet-Saint-Siméon	C	735	10 618 €	10 812 €
Grugny	C	1 013	15 361 €	15 600 €
Grumesnil	C	481	6 475 €	6 620 €
Guerville	C	497	6 554 €	6 710 €
Gueures	C	596	8 370 €	8 536 €
Gueutteville	C	86	1 276 €	1 297 €
Gueutteville-les-Grès	C	444	7 288 €	7 371 €
Harcanville	C	533	6 515 €	6 701 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Harfleur	B	8 532	167 324 €	172 351 €
Hattenville	C	745	8 928 €	9 196 €
Haucourt	C	236	3 279 €	3 346 €
Haudricourt	C	455	7 060 €	7 161 €
Haussez	C	334	3 784 €	3 913 €
Hautot-l'Auvray	C	380	8 125 €	8 123 €
Hautot-le-Vatois	C	354	4 323 €	4 448 €
Hautot-Saint-Sulpice	C	696	9 029 €	9 253 €
Hautot-sur-Mer	B	2 116	64 599 €	64 946 €
Hautot-sur-Seine	C	428	11 672 €	11 572 €
Héberville	C	132	1 829 €	1 867 €
Hénouville	C	1 292	38 112 €	37 696 €
Héricourt-en-Caux	C	1 000	13 908 €	14 193 €
Hermanville	C	127	1 749 €	1 786 €
Hermeville	C	390	5 858 €	5 952 €
Héronchelles	C	148	1 440 €	1 506 €
Heugleville-sur-Scie	C	656	9 087 €	9 275 €
Heuqueville	C	733	9 859 €	10 081 €
Heurteauville	C	339	4 863 €	4 954 €
Hodeng-au-Bosc	C	590	19 419 €	19 151 €
Hodeng-Hodenger	C	316	3 272 €	3 406 €
Houdetot	C	188	2 187 €	2 257 €
Houpeville	C	2 796	84 788 €	83 797 €
Houquetot	C	369	4 658 €	4 782 €
Hugleville-en-Caux	C	436	4 681 €	4 859 €
Illois	C	414	4 300 €	4 475 €
Imbleville	C	331	4 800 €	4 887 €
Incheville	C	1 302	25 308 €	25 399 €
Ingouville	C	331	6 297 €	6 326 €
Isneauville	B	2 944	87 442 €	88 020 €
Jumièges	C	1 804	55 916 €	55 230 €
La Bellière	C	63	1 107 €	1 116 €
La Bouille	C	772	23 180 €	22 916 €
La Cerlangue	C	1 403	21 863 €	22 171 €
La Chapelle-du-Bourgay	C	138	1 946 €	1 984 €
La Chapelle-Saint-Ouen	C	140	1 125 €	1 197 €
La Chapelle-sur-Dun	C	240	2 961 €	3 044 €
La Chaussée	C	575	8 279 €	8 432 €
La Crique	C	364	4 642 €	4 762 €
La Ferté-Saint-Samson	C	504	5 552 €	5 752 €
La Feuillie	C	1 385	17 260 €	17 732 €
La Fontelaye	C	33	524 €	531 €
La Frénaye	B	2 212	31 616 €	33 377 €
La Gaillarde	C	429	5 957 €	6 079 €
La Hallotière	C	236	2 396 €	2 498 €
La Haye	C	394	4 282 €	4 441 €
La Houssaye-Béranger	C	544	7 953 €	8 093 €
La Londe	C	2 395	72 252 €	71 418 €
La Neuville-Chant-d'Oisel	C	2 268	70 480 €	69 610 €
La Poterie-Cap-d'Antifer	C	487	5 102 €	5 305 €
La Remuée	C	1 318	18 604 €	18 969 €
La Rue-Saint-Pierre	C	805	5 619 €	6 065 €
La Trinité-du-Mont	C	827	10 290 €	10 572 €
La Vaupalière	C	1 025	25 880 €	25 720 €
La Vieux-Rue	C	584	6 607 €	6 833 €
Lamberville	C	201	2 830 €	2 886 €
Lammerville	C	370	5 121 €	5 228 €
Landes-Vieilles-et-Neuves	C	150	1 872 €	1 923 €
Lanquetot	C	1 160	16 074 €	16 407 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Le Bocasse	C	683	11 498 €	11 614 €
Le Bois-Robert	C	358	4 894 €	4 999 €
Le Bourg-Dun	C	520	6 264 €	6 450 €
Le Catelier	C	270	3 725 €	3 803 €
Le Caule-Sainte-Beuve	C	518	6 484 €	6 660 €
Le Grand-Quevilly	A	26 319	834 031 €	848 942 €
Le Hanouard	C	274	5 653 €	5 659 €
Le Havre	A	174 395	8 441 200 €	8 426 541 €
Le Héron	C	271	3 701 €	3 781 €
Le Houlme	B	4 098	130 228 €	130 702 €
Le Mesnil-Durdent	C	39	701 €	706 €
Le Mesnil-Esnard	B	8 408	266 037 €	267 055 €
Le Mesnil-Lieubray	C	121	1 246 €	1 297 €
Le Mesnil-Réaume	C	806	6 969 €	7 364 €
Le Mesnil-sous-Jumièges	C	670	19 322 €	19 124 €
Le Petit-Quevilly	A	22 506	753 967 €	765 131 €
Le Thil-Riberpré	C	236	2 953 €	3 033 €
Le Tilleul	C	738	10 028 €	10 248 €
Le Torp-Mesnil	C	437	3 679 €	3 897 €
Le Trait	B	5 100	168 687 €	169 019 €
Le Tréport	B	6 376	164 450 €	166 673 €
Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen	C	1 291	38 429 €	38 000 €
Les Cent-Acres	C	71	1 010 €	1 030 €
Les Grandes-Ventes	C	1 901	36 113 €	36 278 €
Les Ifs	C	90	1 629 €	1 640 €
Les Loges	C	1 257	24 671 €	24 750 €
Les Trois-Pierres	C	758	11 387 €	11 570 €
Les-Hauts-de-Caux	C	1 449	21 725 €	22 076 €
Lestanville	C	97	1 365 €	1 392 €
Lillebonne	B	9 131	366 403 €	364 492 €
Limésy	C	1 564	20 941 €	21 418 €
Limpiville	C	390	5 439 €	5 549 €
Lindebeuf	C	416	4 610 €	4 775 €
Lintot	C	449	6 019 €	6 156 €
Lintot-les-Bois	C	186	2 779 €	2 825 €
Londinières	C	1 331	18 117 €	18 512 €
Longmesnil	C	59	1 362 €	1 358 €
Longroy	C	674	16 656 €	16 565 €
Longueil	C	624	8 947 €	9 115 €
Longuerue	C	321	4 486 €	4 576 €
Longueville-sur-Scie	C	1 016	14 336 €	14 618 €
Louvetot	C	715	9 231 €	9 463 €
Lucy	C	203	2 048 €	2 136 €
Luneray	B	2 370	32 000 €	33 960 €
Malaunay	B	6 181	190 963 €	191 890 €
Malleville-les-Grès	C	199	3 414 €	3 445 €
Manéglise	C	1 315	18 806 €	19 161 €
Manéhouville	C	239	3 259 €	3 329 €
Maniquerville	C	483	9 020 €	9 068 €
Manneville-ès-Plains	C	332	6 236 €	6 267 €
Manneville-la-Goupil	C	1 056	14 918 €	15 210 €
Mannevillette	C	854	10 956 €	11 236 €
Maromme	B	11 104	358 850 €	359 902 €
Marques	C	260	3 366 €	3 450 €
Martainville-Épreville	C	711	11 523 €	11 662 €
Martigny	C	455	13 813 €	13 651 €
Martin-Église	C	1 678	48 150 €	47 663 €
Massy	C	369	4 452 €	4 584 €
Mathonville	C	327	2 727 €	2 891 €



Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Maucomble	C	416	5 176 €	5 319 €
Maulévrier-Sainte-Gertrude	C	1 008	14 479 €	14 748 €
Mauny	C	187	2 134 €	2 206 €
Mauquenchy	C	373	4 474 €	4 608 €
Mélamare	C	900	15 078 €	15 235 €
Melleville	C	280	4 128 €	4 198 €
Ménerval	C	203	2 840 €	2 897 €
Ménonval	C	224	2 803 €	2 879 €
Mentheville	C	309	2 464 €	2 623 €
Mésangueville	C	183	2 308 €	2 369 €
Mesnières-en-Bray	C	1 240	17 304 €	17 655 €
Mesnil-Follemprise	C	139	1 744 €	1 791 €
Mesnil-Mauger	C	271	3 583 €	3 668 €
Mesnil-Panneville	C	720	8 347 €	8 617 €
Mesnil-Raoul	C	999	11 732 €	12 100 €
Meulers	C	585	6 376 €	6 611 €
Millebosc	C	270	3 898 €	3 969 €
Mirville	C	342	5 072 €	5 158 €
Molagnies	C	180	2 393 €	2 449 €
Monchaux-Soreng	C	685	10 000 €	10 177 €
Monchy-sur-Eu	C	600	7 908 €	8 096 €
Mont-Cauvaire	C	710	9 439 €	9 659 €
Montérolier	C	608	8 034 €	8 223 €
Montigny	C	1 222	17 757 €	18 076 €
Montivilliers	B	16 288	315 964 €	325 697 €
Montmain	C	1 357	43 455 €	42 884 €
Montreuil-en-Caux	C	526	7 721 €	7 855 €
Montroty	C	315	3 339 €	3 469 €
Mont-Saint-Aignan	A	19 665	646 529 €	656 761 €
Montville	B	4 923	74 213 €	77 983 €
Morgny-la-Pommeraye	C	1 036	14 289 €	14 589 €
Morienne	C	207	2 502 €	2 576 €
Mortemer	C	88	1 490 €	1 505 €
Morville-sur-Andelle	C	359	3 615 €	3 771 €
Motteville	C	822	11 675 €	11 900 €
Moulineaux	C	971	29 936 €	29 573 €
Muchedent	C	150	2 076 €	2 119 €
Nesle-Hodeng	C	380	4 458 €	4 598 €
Nesle-Normandeuse	C	584	10 116 €	10 205 €
Neufbosc	C	418	4 426 €	4 599 €
Neufchâtel-en-Bray	B	4 996	133 337 €	134 905 €
Neuf-Marché	C	728	10 185 €	10 391 €
Neuville-Ferrières	C	601	8 745 €	8 902 €
Néville	C	1 430	26 134 €	26 299 €
Nointot	C	1 376	17 523 €	17 978 €
Nolléval	C	475	4 819 €	5 024 €
Normanville	C	718	9 589 €	9 809 €
Norville	C	996	14 658 €	14 910 €
Notre-Dame-d'Aliermont	C	781	8 735 €	9 040 €
Notre-Dame-de-Bliquetuit	C	782	10 048 €	10 303 €
Notre-Dame-de-Bondeville	B	7 208	229 607 €	230 419 €
Notre-Dame-du-Bec	C	470	6 029 €	6 182 €
Notre-Dame-du-Parc	C	168	2 244 €	2 296 €
Nullemont	C	149	1 660 €	1 718 €
Ocqueville	C	488	10 557 €	10 549 €
Octeville-sur-Mer	B	5 981	89 790 €	94 386 €
Offranville	B	3 314	103 537 €	103 990 €
Oherville	C	257	3 797 €	3 861 €
Oissel	B	11 810	368 004 €	369 655 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Omonville	C	325	4 616 €	4 705 €
Orival	C	940	29 153 €	28 795 €
Osmoy-Saint-Valery	C	367	4 985 €	5 094 €
Ouainville	C	559	11 458 €	11 474 €
Oudalle	C	461	17 074 €	16 790 €
Ourville-en-Caux	C	1 189	24 461 €	24 491 €
Ouville-l'Abbaye	C	702	8 906 €	9 139 €
Ouville-la-Rivière	C	547	7 869 €	8 015 €
Paluel	C	539	9 997 €	10 053 €
Parc-d'Anxtot	C	584	7 746 €	7 927 €
Pavilly	B	6 438	109 181 €	113 640 €
Petit Caux	C	10 030	225 891 €	225 386 €
Petit-Couronne	B	8 894	289 732 €	290 484 €
Petiville	C	1 161	26 733 €	26 651 €
Pierrecourt	C	500	7 262 €	7 392 €
Pierrefiques	C	160	1 709 €	1 774 €
Pierreval	C	553	5 310 €	5 560 €
Pissy-Pôville	C	1 278	17 705 €	18 072 €
Pleine-Sève	C	150	2 594 €	2 617 €
Pommereux	C	113	1 405 €	1 443 €
Pommeréval	C	474	4 677 €	4 887 €
Ponts-et-Marais	C	802	18 030 €	17 991 €
Port Jérôme sur Seine B	B	8 596	364 856 €	362 281 €
Port Jérôme sur Seine C	C	1 509	63 279 €	62 063 €
Préaux	C	1 846	26 251 €	26 754 €
Prétot-Vicquemare	C	222	2 172 €	2 270 €
Preuseville	C	145	2 063 €	2 103 €
Puisenval	C	32	1 048 €	1 033 €
Quevillon	C	623	17 841 €	17 661 €
Quévreville-la-Poterie	C	990	29 301 €	28 978 €
Quiberville	C	862	12 051 €	12 294 €
Quièrecourt	C	463	6 025 €	6 173 €
Quincampoix	C	3 036	43 051 €	43 884 €
Raffetot	C	514	7 581 €	7 711 €
Rainfreville	C	90	1 331 €	1 353 €
Réalcamp	C	666	9 819 €	9 987 €
Rebets	C	166	1 772 €	1 840 €
Rétonval	C	217	2 697 €	2 771 €
Reuville	C	136	1 860 €	1 900 €
Ricarville-du-Val	C	184	1 717 €	1 802 €
Richemont	C	475	7 138 €	7 253 €
Rieux	C	670	9 218 €	9 413 €
Rives en Seine B	B	2 292	61 156 €	61 875 €
Rives en Seine C	C	1 997	52 245 €	51 861 €
Riville	C	320	4 084 €	4 189 €
Robertot	C	231	1 822 €	1 942 €
Rocquefort	C	333	4 343 €	4 449 €
Rocquemont	C	832	9 821 €	10 126 €
Rogerville	C	1 354	58 183 €	57 037 €
Rolleville	C	1 226	18 060 €	18 370 €
Roncherolles-en-Bray	C	523	6 908 €	7 071 €
Roncherolles-sur-le-Vivier	C	1 087	32 996 €	32 610 €
Ronchois	C	189	2 389 €	2 452 €
Rosay	C	281	3 688 €	3 776 €
Rouen	A	113 943	3 586 480 €	3 651 981 €
Roumare	C	1 437	17 818 €	18 311 €
Routes	C	280	2 861 €	2 981 €
Rouville	C	648	8 200 €	8 416 €
Rouvray-Catillon	C	240	3 139 €	3 215 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Rouxmesnil-Bouteilles	B	1 922	58 830 €	59 140 €
Royville	C	297	4 164 €	4 247 €
Ry	C	723	14 471 €	14 505 €
Saône-Saint-Just	C	168	2 372 €	2 419 €
Sahurs	C	1 271	39 753 €	39 256 €
Sainneville	C	860	13 016 €	13 220 €
Saint-Aignan-sur-Ry	C	349	4 515 €	4 627 €
Saint-André-sur-Cailly	C	877	13 086 €	13 302 €
Saint-Antoine-la-Forêt	C	1 090	14 980 €	15 298 €
Saint-Arnoult	C	1 393	20 625 €	20 973 €
Saint-Aubin-Celloville	C	1 021	29 019 €	28 733 €
Saint-Aubin-de-Crétot	C	550	7 611 €	7 769 €
Saint-Aubin-Épinay	C	1 054	31 774 €	31 408 €
Saint-Aubin-le-Cauf	C	896	14 447 €	14 625 €
Saint-Aubin-lès-Elbeuf	B	8 283	263 795 €	264 731 €
Saint-Aubin-Routot	C	1 901	18 396 €	19 251 €
Saint-Aubin-sur-Mer	C	304	3 962 €	4 059 €
Saint-Aubin-sur-Scie	C	1 167	35 238 €	34 830 €
Saint-Clair-sur-les-Monts	C	626	8 963 €	9 131 €
Saint-Crespin	C	302	4 304 €	4 386 €
Saint-Denis-d'Aclon	C	148	2 133 €	2 172 €
Saint-Denis-le-Thiboult	C	531	7 829 €	7 963 €
Saint-Denis-sur-Scie	C	680	9 614 €	9 802 €
Sainte-Adresse	B	7 752	140 490 €	145 507 €
Sainte-Agathe-d'Aliermont	C	328	4 649 €	4 739 €
Sainte-Austreberthe	C	626	9 573 €	9 717 €
Sainte-Beuve-en-Rivière	C	201	2 473 €	2 543 €
Sainte-Colombe	C	234	4 651 €	4 663 €
Sainte-Croix-sur-Buchy	C	714	8 797 €	9 045 €
Sainte-Foy	C	597	8 397 €	8 563 €
Sainte-Geneviève	C	296	4 029 €	4 117 €
Sainte-Hélène-Bondeville	C	729	10 844 €	11 024 €
Sainte-Marguerite-sur-Duclair	C	2 063	61 233 €	60 554 €
Sainte-Marguerite-sur-Mer	C	714	20 836 €	20 615 €
Sainte-Marie-au-Bosc	C	384	3 484 €	3 665 €
Sainte-Marie-des-Champs	C	1 632	29 189 €	29 402 €
Saint-Étienne-du-Rouvray	A	29 246	949 691 €	965 369 €
Saint-Eustache-la-Forêt	C	1 133	17 992 €	18 228 €
Saint-Georges-sur-Fontaine	C	937	12 239 €	12 537 €
Saint-Germain-des-Essourts	C	420	5 648 €	5 775 €
Saint-Germain-d'Étables	C	275	3 991 €	4 063 €
Saint-Germain-sous-Cailly	C	349	3 380 €	3 536 €
Saint-Germain-sur-Eaulne	C	209	3 286 €	3 331 €
Saint-Gilles-de-Crétot	C	451	4 307 €	4 512 €
Saint-Gilles-de-la-Neuville	C	668	8 931 €	9 135 €
Saint-Hellier	C	478	6 714 €	6 848 €
Saint-Honoré	C	215	2 879 €	2 945 €
Saint-Jacques-d'Aliermont	C	358	5 196 €	5 290 €
Saint-Jacques-sur-Darnétal	C	2 769	81 549 €	80 663 €
Saint-Jean-de-Folleville	C	851	13 800 €	13 966 €
Saint-Jean-de-la-Neuville	C	574	7 555 €	7 735 €
Saint-Jean-du-Cardonnay	C	1 416	21 684 €	22 010 €
Saint-Jouin-Bruneval	C	1 982	49 670 €	49 374 €
Saint-Laurent-de-Brèvedent	C	1 486	22 928 €	23 263 €
Saint-Laurent-en-Caux	C	795	14 648 €	14 735 €
Saint-Léger-aux-Bois	C	523	7 013 €	7 172 €
Saint-Léger-du-Bourg-Denis	B	3 456	111 089 €	111 440 €
Saint-Léonard	C	1 859	36 786 €	36 890 €
Saint-Lucien / Ex Sigy en Bray fusionné	C	269	3 214 €	3 311 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Saint-Maclou-de-Folleville	C	662	9 516 €	9 693 €
Saint-Maclou-la-Brière	C	497	6 695 €	6 845 €
Saint-Mards	C	219	3 111 €	3 171 €
Saint-Martin-au-Bosc	C	264	2 702 €	2 815 €
Saint-Martin-aux-Arbres	C	344	4 548 €	4 655 €
Saint-Martin-aux-Buneaux	C	1 016	14 380 €	14 660 €
Saint-Martin-de-Boscherville	C	1 552	46 952 €	46 406 €
Saint-Martin-de-l'If	C	1 732	23 011 €	23 546 €
Saint-Martin-du-Bec	C	633	8 622 €	8 809 €
Saint-Martin-du-Manoir	C	1 570	22 046 €	22 485 €
Saint-Martin-du-Vivier	C	1 713	53 666 €	52 992 €
Saint-Martin-le-Gaillard	C	329	5 014 €	5 091 €
Saint-Martin-l'Hortier	C	286	3 221 €	3 332 €
Saint-Martin-Osmonville	C	1 188	13 392 €	13 853 €
Saint-Maurice-d'Ételan	C	328	3 871 €	3 991 €
Saint-Michel-d'Halescourt	C	138	1 752 €	1 798 €
Saint-Nicolas-d'Aliermont	B	3 838	56 497 €	59 490 €
Saint-Nicolas-de-la-Haie	C	421	6 055 €	6 167 €
Saint-Nicolas-de-la-Taille	C	1 563	18 320 €	18 899 €
Saint-Ouen-du-Breuil	C	798	11 285 €	11 505 €
Saint-Ouen-le-Mauger	C	317	4 200 €	4 299 €
Saint-Ouen-sous-Bailly	C	229	3 002 €	3 074 €
Saint-Paër	C	1 388	41 973 €	41 486 €
Saint-Pierre-Bénouville	C	384	5 180 €	5 295 €
Saint-Pierre-de-Manneville	C	941	25 646 €	25 426 €
Saint-Pierre-des-Jonquières	C	83	1 742 €	1 743 €
Saint-Pierre-de-Varengeville	C	2 361	71 721 €	70 880 €
Saint-Pierre-en-Port	C	1 052	15 630 €	15 891 €
Saint-Pierre-en-Val	C	1 138	16 285 €	16 591 €
Saint-Pierre-lès-Elbeuf	B	8 359	268 037 €	268 910 €
Saint-Pierre-le-Vieux	C	225	2 876 €	2 950 €
Saint-Pierre-le-Viger	C	279	4 360 €	4 421 €
Saint-Rémy-Boscrocourt	C	832	11 148 €	11 401 €
Saint-Riquier-en-Rivière	C	166	2 173 €	2 225 €
Saint-Riquier-ès-Plains	C	667	13 639 €	13 659 €
Saint-Romain-de-Colbosc	B	4 162	72 516 €	75 323 €
Saint-Saëns	C	2 497	46 190 €	46 455 €
Saint-Saire	C	682	7 767 €	8 029 €
Saint-Sauveur-d'Émalleville	C	1 237	15 590 €	16 005 €
Saint-Sylvain	C	200	4 444 €	4 436 €
Saint-Vaast-d'Équiqueville	C	767	9 345 €	9 615 €
Saint-Vaast-Dieppedalle	C	416	7 736 €	7 779 €
Saint-Vaast-du-Val	C	483	6 891 €	7 022 €
Saint-Valery-en-Caux	B	4 818	105 594 €	108 000 €
Saint-Victor-l'Abbaye	C	797	11 200 €	11 423 €
Saint-Vigor-d'Ymonville	C	1 143	42 773 €	42 052 €
Saint-Vincent-Cramesnil	C	662	7 998 €	8 234 €
Sandouville	C	820	36 135 €	35 406 €
Sassetot-le-Malgardé	C	132	1 807 €	1 846 €
Sassetot-le-Mauconduit	C	1 341	19 516 €	19 864 €
Sasseville	C	281	5 653 €	5 665 €
Sauchay	C	431	5 553 €	5 693 €
Saumont-la-Poterie	C	433	6 115 €	6 235 €
Sauqueville	C	372	11 990 €	11 830 €
Saussay	C	388	4 944 €	5 073 €
Sausseuzemare-en-Caux	C	453	5 714 €	5 866 €
Senneville-sur-Fécamp	C	917	17 316 €	17 400 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Sept-Meules	C	201	2 521 €	2 589 €
Serqueux	C	1 028	14 304 €	14 596 €
Servaville-Salmonville	C	1 137	17 707 €	17 958 €
Sierville	C	1 039	13 792 €	14 114 €
Sigy-en-Bray / Ex Sigy en Bray fusionné	C	554	6 598 €	6 799 €
Smermesnil	C	429	3 385 €	3 607 €
Sommery	C	842	10 422 €	10 712 €
Sommesnil	C	108	1 348 €	1 385 €
Sorquainville	C	201	2 310 €	2 386 €
Sotteville-lès-Rouen	A	29 996	969 979 €	986 217 €
Sotteville-sous-le-Val	C	828	24 324 €	24 061 €
Sotteville-sur-Mer	C	526	6 283 €	6 473 €
Tancarville	C	1 323	25 386 €	25 491 €
Terres de Caux B	B	2 336	28 490 €	30 541 €
Terres de Caux C	C	1 907	24 716 €	25 330 €
Thérouldeville	C	687	7 374 €	7 655 €
Theuville-aux-Maillots	C	584	6 107 €	6 352 €
Thiergeville	C	440	4 724 €	4 904 €
Thiétreville	C	425	5 646 €	5 777 €
Thil-Manneville	C	634	8 664 €	8 851 €
Thiouville	C	329	3 886 €	4 007 €
Tocqueville-en-Caux	C	129	1 888 €	1 922 €
Tocqueville-les-Murs	C	284	3 386 €	3 489 €
Torcy-le-Grand	C	811	11 266 €	11 497 €
Torcy-le-Petit	C	494	7 292 €	7 416 €
Tôtes	C	1 608	22 439 €	22 895 €
Touffreville-la-Corbeline	C	840	12 800 €	12 996 €
Touffreville-sur-Eu	C	230	3 308 €	3 369 €
Tourville-la-Rivière	B	2 556	80 046 €	80 388 €
Tourville-les-Ifs	C	589	10 872 €	10 936 €
Tourville-sur-Arques	C	1 311	38 450 €	38 036 €
Toussaint	C	744	12 288 €	12 425 €
Trémauville	C	114	1 432 €	1 470 €
Trouville	C	646	9 182 €	9 359 €
Turretot	C	1 502	21 038 €	21 460 €
Val-de-la-Haye	C	716	20 921 €	20 699 €
Val-de-Saône	C	1 557	21 868 €	22 304 €
Val-de-scie	C	2 639	37 559 €	38 278 €
Valliquerville	C	1 466	22 293 €	22 636 €
Valmont	C	904	18 021 €	18 066 €
Varengueville-sur-Mer	C	1 264	38 747 €	38 283 €
Varneville-Bretteville	C	339	4 591 €	4 692 €
Vassonville	C	458	6 317 €	6 449 €
Vatierville	C	145	1 697 €	1 751 €
Vattetot-sous-Beaumont	C	591	7 876 €	8 057 €
Vattetot-sur-Mer	C	481	9 363 €	9 396 €
Vatteville-la-Rue	C	1 196	15 052 €	15 454 €
Veauville-lès-Quelles	C	140	2 420 €	2 442 €
Vénestanville	C	212	2 885 €	2 948 €
Ventes-Saint-Rémy	C	241	3 480 €	3 544 €
Vergetot	C	447	5 565 €	5 717 €
Veules-les-Roses	C	1 089	14 550 €	14 884 €
Veulettes-sur-Mer	C	621	7 218 €	7 450 €
Vibeuf	C	642	8 573 €	8 769 €
Vieux-Manoir	C	757	9 873 €	10 115 €
Vieux-Rouen-sur-Bresle	C	588	9 705 €	9 813 €
Villainville	C	338	4 579 €	4 680 €
Villers-Écalles	C	1 798	50 842 €	50 349 €
Villers-sous-Foucarmont	C	203	3 174 €	3 218 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2019	Contributions brutes 2019	Contributions brutes 2020
Villy-sur-Yères	C	208	2 249 €	2 333 €
Vinnemerville	C	243	3 382 €	3 451 €
Virville	C	374	4 228 €	4 372 €
Vittefleur	C	779	15 211 €	15 263 €
Wanchy-Capval	C	387	4 548 €	4 691 €
Yainville	C	1 078	32 907 €	32 517 €
Yébleron	C	1 335	21 373 €	21 644 €
Yerville	B	2 456	34 046 €	36 043 €
Ymare	C	1 180	36 085 €	35 655 €
Yport	C	1 166	22 747 €	22 825 €
Ypreville-Biville	C	614	7 300 €	7 523 €
Yquebeuf	C	250	3 494 €	3 565 €
Yvecrique	C	656	10 120 €	10 268 €
Yvetot	B	12 492	290 976 €	296 547 €
Yville-sur-Seine	C	468	14 017 €	13 858 €
TOTAL		1 304 567		

**CONTRIBUTEURS BENEFICIAINT D'UN ABATTEMENT AU TITRE  
DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU VOLONTARIAT**

Communes éligibles au dispositif	Nombre de SPV éligibles au dispositif au 01/10/2019	Montant de l'abattement
Arelaune-en-Seine	1	1 000 €
Aumale	4	4 000 €
Cailly	1	1 000 €
Compainville	1	1 000 €
Fontaine-le-Bourg	1	1 000 €
Forges-les-Eaux	3	3 000 €
Foucarmont	3	3 000 €
Gaillefontaine	1	1 000 €
Grandcourt	1	1 000 €
La Feuillie	2	2 000 €
La Rue-Saint-Pierre	1	1 000 €
Les Grandes-Ventes	2	2 000 €
Martainville-Épreville	1	1 000 €
Rives en Seine	2	2 000 €
Saint-Laurent-en-Caux	1	1 000 €
Saint-Martin-au-Bosc	1	1 000 €
Saint-Nicolas-d'Aliermont	1	1 000 €
Servaville-Salmonville	1	1 000 €
Terres de Caux	1	1 000 €
Veules-les-Roses	1	1 000 €
Villers-sous-Foucarmont	1	1 000 €
31		31 000 €

## CONTRIBUTIONS NETTES 2020 APPELEES

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
-----------------	---------------------

### EPCI

CA de la Région Dieppoise	1 602 842 €
Fécamp Caux Littoral Agglo	797 194 €
Le Havre Seine Métropole	10 570 178 €
CC des Villes Sœurs	645 701 €
CC Roumois Seine	2 208 €
CC Terroir de Caux	576 060 €
Métropole Rouen Normandie	16 106 253 €

### COMMUNES NOUVELLES DONT LE CLASSEMENT SDACR DES COMMUNES DELEGUEES EST DIFFERENT

Forges-les-Eaux	85 452 €
Port Jérôme sur Seine	424 655 €
Rives en Seine	111 736 €
Terres de Caux	54 871 €

### COMMUNES

Allouville-Bellefosse	26 549 €
Alvimare	7 725 €
Amfreville-les-Champs	1 648 €
Anceaumeville	10 190 €
Ancourteville-sur-Héricourt	3 671 €
Ancretiéville-Saint-Victor	4 590 €
Angerville-Bailleul	2 916 €
Angiens	9 777 €
Anglesqueville-la-Bras-Long	1 923 €
Annouville-Vilmesnil	6 405 €
Anquetierville	4 881 €
Anvéville	4 098 €
Ardouval	2 269 €
Arelaune-en-Seine	42 233 €
Argueil	5 259 €
Aubéguimont	2 892 €
Aubermesnil-aux-Érables	3 298 €
Auberville-la-Manuel	2 199 €
Auberville-la-Renault	5 808 €
Aumale	67 706 €



Authieux-Ratiéville	5 640 €
Autigny	3 771 €
Auvilliers	1 742 €
Auzebosc	16 268 €
Auzouville-l'Esneval	5 735 €
Auzouville-sur-Ry	9 552 €
Avesnes-en-Bray	4 233 €
Avesnes-en-Val	3 910 €
Bailleul-Neuville	2 932 €
Baillolet	1 829 €
Bailly-en-Rivière	8 119 €
Baons-le-Comte	5 814 €
Barentin	241 776 €
Bazinval	5 043 €
Beaubec-la-Rosière	6 565 €
Beaumont-le-Hareng	3 197 €
Beaussault	6 074 €
Beauvoir-en-Lyons	7 933 €
Bec-de-Mortagne	10 086 €
Bellencombre	11 504 €
Bellengreville	6 565 €
Bénarville	3 235 €
Bénesville	2 384 €
Bernières	9 446 €
Bertheauville	2 093 €
Bertreville	2 245 €
Berville	8 023 €
Beuzeville-la-Grenier	16 946 €
Beuzeville-la-Guérand	2 533 €
Beuzevillette	9 388 €
Bézancourt	4 179 €
Bierville	4 260 €
Blacqueville	9 097 €
Blainville-Crevon	19 081 €
Blangy-sur-Bresle	54 205 €
Blosseville	6 634 €
Bois-d'Ennebourg	8 335 €
Bois-Guilbert	3 114 €
Bois-Hérault	2 348 €
Bois-Himont	6 443 €
Bois-l'Évêque	6 206 €
Boissay	4 502 €
Bolbec	273 126 €
Bolleville	8 698 €
Bornambusc	3 930 €
Bosc-Bérenger	2 865 €
Bosc-Bordel	7 124 €
Bosc-Édeline	4 703 €
Bosc-Guérand-Saint-Adrien	12 778 €
Bosc-Hyons	5 206 €
Bosc-le-Hard	32 165 €
Bosc-Mesnil	3 552 €
Bosville	12 232 €

Boudeville	2 999 €
Bouelles	3 970 €
Bourdainville	5 380 €
Bourville	4 645 €
Bouville	14 288 €
Bradiancourt	2 323 €
Brametot	2 863 €
Bréauté	19 305 €
Brémontier-Merval	5 403 €
Bretteville-du-Grand-Caux	18 686 €
Bretteville-Saint-Laurent	2 617 €
Buchy	44 382 €
Bully	13 017 €
Bures-en-Bray	3 967 €
Butot	4 452 €
Butot-Vénesville	6 389 €
Cailleville	5 469 €
Cailly	14 962 €
Callengeville	7 458 €
Campneuseville	7 326 €
Canehan	5 033 €
Canouville	6 092 €
Canville-les-Deux-Églises	4 939 €
Cany-Barville	73 343 €
Carville-la-Folletière	3 644 €
Carville-Pot-de-Fer	1 813 €
Catenay	10 564 €
Cideville	4 586 €
Clais	3 379 €
Clasville	5 503 €
Claville-Motteville	3 836 €
Clères	22 886 €
Cleuville	2 003 €
Cléville	2 423 €
Cliponville	4 011 €
Compainville	692 €
Conteville	7 436 €
Cottévrard	5 667 €
Crasville-la-Mallet	3 242 €
Crasville-la-Rocquefort	3 843 €
Criquetot-le-Mauconduit	4 162 €
Criquetot-sur-Ouville	10 209 €
Criquiers	9 864 €
Critot	7 352 €
Croisy-sur-Andelle	8 538 €
Croixdalle	3 835 €
Croix-Mare	9 864 €
Cuverville-sur-Yères	2 907 €
Cuy-Saint-Fiacre	8 812 €
Dampierre-en-Bray	6 135 €
Dampierre-Saint-Nicolas	7 811 €
Dancourt	3 759 €
Daubeuf-Serville	5 314 €

Doudeauville	1 329 €
Doudeville	42 467 €
Douvrend	7 628 €
Drosay	4 461 €
Écalles-Alix	8 131 €
Écrainville	15 226 €
Écretteville-lès-Baons	6 004 €
Ectot-l'Auber	7 254 €
Ectot-lès-Baons	6 201 €
Elbeuf-en-Bray	5 917 €
Elbeuf-sur-Andelle	4 763 €
Ellecourt	2 430 €
Émanville	8 530 €
Envermeu	39 653 €
Envronville	5 396 €
Ermenouville	2 232 €
Ernemont-la-Villette	2 871 €
Ernemont-sur-Buchy	3 162 €
Esclavelles	5 100 €
Eslettes	22 787 €
Esteville	6 287 €
Étalleville	6 047 €
Étoutteville	7 322 €
Fallencourt	2 479 €
Ferrières-en-Bray	43 701 €
Fesques	1 831 €
Flamanville	5 801 €
Flamets-Frétils	2 270 €
Fontaine-en-Bray	2 769 €
Fontaine-le-Bourg	27 780 €
Fontaine-le-Dun	27 353 €
Foucarmont	13 801 €
Foucart	5 207 €
Fréauville	2 047 €
Fresles	2 478 €
Fresne-le-Plan	7 641 €
Fresnoy-Folny	10 332 €
Fresquiennes	15 837 €
Freulleville	5 485 €
Frichemesnil	6 530 €
Fry	2 244 €
Fultot	2 708 €
Gaillefontaine	21 195 €
Gancourt-Saint-Étienne	3 475 €
Goderville	37 477 €
Gonfreville-Caillet	4 372 €
Gonzeville	1 609 €
Goupillières	6 069 €
Gournay-en-Bray	129 463 €
Grainville-la-Teinturière	24 678 €
Grainville-sur-Ry	7 675 €
Grainville-Ymauville	6 423 €
Grand-Camp	10 562 €

Grandcourt	4 356 €
Graval	1 688 €
Grémonville	5 716 €
Grigneuseville	5 331 €
Gruchet-le-Valasse	76 171 €
Grugny	15 613 €
Grumesnil	6 626 €
Guerville	6 716 €
Gueutteville-les-Grès	7 377 €
Harcanville	6 707 €
Hattenville	9 204 €
Haucourt	3 349 €
Haudricourt	7 167 €
Haussez	3 916 €
Hautot-l'Auvray	8 130 €
Hautot-le-Vatois	4 452 €
Hautot-Saint-Sulpice	9 261 €
Héberville	1 869 €
Héricourt-en-Caux	14 205 €
Héronchelles	1 507 €
Heurteauville	4 958 €
Hodeng-au-Bosc	19 167 €
Hodeng-Hodenger	3 409 €
Houdetot	2 259 €
Houquetot	4 786 €
Hugleville-en-Caux	4 863 €
Illois	4 479 €
Ingouville	6 331 €
La Bellière	1 117 €
La Chapelle-Saint-Ouen	1 198 €
La Chapelle-sur-Dun	3 047 €
La Crique	4 766 €
La Ferté-Saint-Samson	5 757 €
La Feuillie	15 732 €
La Frénaye	33 406 €
La Gaillarde	6 084 €
La Hallotière	2 500 €
La Haye	4 445 €
La Houssaye-Béranger	8 100 €
La Rue-Saint-Pierre	5 065 €
La Trinité-du-Mont	10 581 €
La Vaupalière	25 742 €
La Vieux-Rue	6 839 €
Landes-Vieilles-et-Neuves	1 925 €
Lanquetot	16 421 €
Le Bocasse	11 624 €
Le Bourg-Dun	6 456 €
Le Caule-Sainte-Beuve	6 666 €
Le Hanouard	5 664 €
Le Héron	3 784 €
Le Mesnil-Durdent	707 €
Le Mesnil-Lieubray	1 298 €
Le Thil-Riberpré	3 036 €

Le Torp-Mesnil	3 900 €
Les Grandes-Ventes	34 278 €
Les Ifs	1 641 €
Les-Hauts-de-Caux	22 095 €
Lillebonne	364 805 €
Limésy	21 436 €
Lindebeuf	4 779 €
Lintot	6 161 €
Londinières	18 528 €
Longmesnil	1 359 €
Longuerue	4 580 €
Louvetot	9 471 €
Lucy	2 138 €
Malleville-les-Grès	3 448 €
Manneville-ès-Plains	6 272 €
Manneville-la-Goupil	15 223 €
Marques	3 453 €
Martainville-Épreville	10 662 €
Massy	4 588 €
Mathonville	2 893 €
Maucombe	5 324 €
Maulévrier-Sainte-Gertrude	14 761 €
Mauquenchy	4 612 €
Mélamare	15 248 €
Ménerval	2 899 €
Ménonval	2 881 €
Mentheville	2 625 €
Mésangueville	2 371 €
Mesnières-en-Bray	17 670 €
Mesnil-Follemprise	1 793 €
Mesnil-Mauger	3 671 €
Mesnil-Panneville	8 624 €
Mesnil-Raoul	12 110 €
Meulers	6 617 €
Mirville	5 162 €
Molagnies	2 451 €
Monchaux-Soreng	10 186 €
Mont-Cauvaire	9 667 €
Montérolier	8 230 €
Montigny	18 092 €
Montroty	3 472 €
Montville	78 050 €
Morgny-la-Pommeraye	14 602 €
Morienne	2 578 €
Mortemer	1 506 €
Morville-sur-Andelle	3 774 €
Motteville	11 910 €
Nesle-Hodeng	4 602 €
Nesle-Normandeuse	10 214 €
Neufbosc	4 603 €
Neufchâtel-en-Bray	135 021 €
Neuf-Marché	10 400 €
Neuville-Ferrières	8 910 €

Néville	26 322 €
Nointot	17 993 €
Nolléval	5 028 €
Normanville	9 817 €
Norville	14 923 €
Notre-Dame-d'Aliermont	9 048 €
Notre-Dame-de-Bliquetuit	10 312 €
Nullemont	1 719 €
Ocqueville	10 558 €
Oherville	3 864 €
Osmoy-Saint-Valery	5 098 €
Ouainville	11 484 €
Ourville-en-Caux	24 512 €
Ouville-l'Abbaye	9 147 €
Paluel	10 062 €
Parc-d'Anxtot	7 934 €
Pavilly	113 737 €
Petit Caux	225 579 €
Petiville	26 674 €
Pierrecourt	7 398 €
Pierreval	5 565 €
Pissy-Pôville	18 088 €
Pleine-Sève	2 619 €
Pommereux	1 444 €
Pommeréval	4 891 €
Préaux	26 777 €
Prétot-Vicquemare	2 272 €
Preuseville	2 105 €
Puisenval	1 034 €
Quièvre-court	6 178 €
Quincampoix	43 922 €
Raffetot	7 718 €
Réalcamp	9 996 €
Rebets	1 842 €
Rétonval	2 773 €
Reuville	1 902 €
Ricarville-du-Val	1 804 €
Richemont	7 259 €
Rieux	9 421 €
Robertot	1 944 €
Rocquefort	4 453 €
Rocquemont	10 135 €
Roncherolles-en-Bray	7 077 €
Ronchois	2 454 €
Rosay	3 779 €
Roumare	18 327 €
Routes	2 984 €
Rouville	8 423 €
Rouvray-Catillon	3 218 €
Ry	14 517 €
Saint-Aignan-sur-Ry	4 631 €
Saint-André-sur-Cailly	13 313 €
Saint-Antoine-la-Forêt	15 311 €

Saint-Arnoult	20 991 €
Saint-Aubin-de-Crétot	7 776 €
Saint-Aubin-le-Cauf	14 638 €
Saint-Aubin-sur-Mer	4 062 €
Saint-Clair-sur-les-Monts	9 139 €
Saint-Denis-le-Thiboult	7 970 €
Sainte-Agathe-d'Alhiermont	4 743 €
Sainte-Austreberthe	9 725 €
Sainte-Beuve-en-Rivière	2 545 €
Sainte-Colombe	4 667 €
Sainte-Croix-sur-Buchy	9 053 €
Sainte-Geneviève	4 121 €
Sainte-Marie-des-Champs	29 427 €
Saint-Eustache-la-Forêt	18 244 €
Saint-Georges-sur-Fontaine	12 548 €
Saint-Germain-des-Essourts	5 780 €
Saint-Germain-sous-Cailly	3 539 €
Saint-Germain-sur-Eaulne	3 334 €
Saint-Gilles-de-Crétot	4 516 €
Saint-Hellier	6 854 €
Saint-Jacques-d'Alhiermont	5 295 €
Saint-Jean-de-Folleville	13 978 €
Saint-Jean-de-la-Neuville	7 742 €
Saint-Jean-du-Cardonnay	22 029 €
Saint-Laurent-en-Caux	13 735 €
Saint-Léger-aux-Bois	7 178 €
Saint-Lucien / Ex Sigy en Bray fusionné	3 314 €
Saint-Maclou-la-Brière	6 851 €
Saint-Martin-au-Bosc	1 815 €
Saint-Martin-aux-Arbres	4 659 €
Saint-Martin-aux-Buneaux	14 673 €
Saint-Martin-de-l'If	23 566 €
Saint-Martin-le-Gaillard	5 095 €
Saint-Martin-l'Hortier	3 335 €
Saint-Martin-Osmonville	13 865 €
Saint-Maurice-d'Étela	3 994 €
Saint-Michel-d'Halescourt	1 800 €
Saint-Nicolas-d'Alhiermont	58 490 €
Saint-Nicolas-de-la-Haie	6 172 €
Saint-Nicolas-de-la-Taille	18 915 €
Saint-Ouen-sous-Bailly	3 077 €
Saint-Pierre-des-Jonquières	1 744 €
Saint-Pierre-le-Vieux	2 953 €
Saint-Pierre-le-Viger	4 425 €
Saint-Riquier-en-Rivière	2 227 €
Saint-Riquier-ès-Plains	13 671 €
Saint-Saëns	46 495 €
Saint-Saire	8 036 €
Saint-Sauveur-d'Émalleville	16 019 €
Saint-Sylvain	4 440 €
Saint-Vaast-d'Équiqueville	9 623 €
Saint-Vaast-Dieppedalle	7 786 €
Saint-Valery-en-Caux	108 093 €

Sasseville	5 670 €
Sauchay	5 698 €
Saumont-la-Poterie	6 240 €
Saussay	5 077 €
Sausseuzemare-en-Caux	5 871 €
Sept-Meules	2 591 €
Serqueux	14 609 €
Servaville-Salmonville	16 958 €
Sierville	14 126 €
Sigy-en-Bray / Ex Sigy en Bray fusionné	6 805 €
Smermesnil	3 610 €
Sommery	10 721 €
Sommesnil	1 386 €
Sotteville-sur-Mer	6 479 €
Tancarville	25 513 €
Thiouville	4 010 €
Tocqueville-les-Murs	3 492 €
Touffreville-la-Corbeline	13 007 €
Touffreville-sur-Eu	3 372 €
Trémauville	1 471 €
Trouville	9 367 €
Valliquerville	22 655 €
Vatierville	1 753 €
Vattetot-sous-Beaumont	8 064 €
Vatteville-la-Rue	15 467 €
Veauville-lès-Quelles	2 444 €
Ventes-Saint-Rémy	3 547 €
Veules-les-Roses	13 884 €
Veulettes-sur-Mer	7 456 €
Vibeuf	8 777 €
Vieux-Manoir	10 124 €
Vieux-Rouen-sur-Bresle	9 821 €
Villers-Écalles	50 392 €
Villers-sous-Foucarmont	2 218 €
Villy-sur-Yères	2 335 €
Vinnemerville	3 454 €
Virville	4 376 €
Vittefleur	15 276 €
Wanchy-Capval	4 695 €
Yébleron	21 663 €
Yerville	36 074 €
Yquebeuf	3 568 €
Yvecrique	10 277 €
Yvetot	296 801 €



N°DCA-2019-052

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
11  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION DE LA TARIFICATION DES PRESTATIONS ET DES  
STRUCTURES DE FORMATION**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Bastien CORITON, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1424-37, L 1424-38 et L 1424-39,
- la délibération 2018-CA-41 approuvant l'actualisation de la tarification des prestations et des structures de formation.

\*

\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) dispose d'un agrément lui permettant de former les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires recrutés par l'établissement, mais également des stagiaires d'autres sdis.

Outre ces prestations de formation, le Sdis 76 peut fournir des prestations de locations de salles ou de matériels aux autres Sdis, ainsi qu'à d'autres organismes publics, comme privés.

Le Sdis 76 propose d'actualiser l'ensemble des tarifications, sur la base de la progression de l'indice des prix à la consommation (soit +0,9 %, avec arrondi au dixième), pour les conventions conclues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et d'en intégrer de nouvelles.

Vous trouverez ci-dessous le détail des tarifs hors taxe (HT).

#### FRAIS DE RESTAURATION

Restauration dans nos structures départementales				
		Depuis le 01/01/2019	A compter du 01/01/2020	Commentaires
Petit-déjeuner	Par personne	2,23 €	2,25 €	/
Déjeuner	Par personne	9,57 €	9,64 €	/
Dîner	Par personne	9,57 €	9,64 €	/

Restauration en dehors de nos structures départementales				
		Depuis le 01/01/2019	A compter du 01/01/2020	Commentaires
Petit-déjeuner	Par personne	5,11 €	5,16 €	/
Déjeuner	Par personne	12,26 €	12,37 €	/
Dîner	Par personne	12,26 €	12,37 €	/

#### FRAIS D'HEBERGEMENT

Hébergement dans nos structures départementales				
		Depuis le 01/01/2019	A compter du 01/01/2020	Commentaires
Nuitée en chambre double ou collective	Par personne	34,00 €	34,50 €	/
Nuitée en chambre simple (sur demande expresse)	Par personne	51,00 €	51,50 €	/

Hébergement en dehors de nos structures départementales				
		Depuis le 01/01/2019	A compter du 01/01/2020	Commentaires
Nuitée en chambre double ou collective	Par personne	62,00 €	62,50 €	/
Nuitée en chambre simple (sur demande expresse)	Par personne	77,00 €	77,50 €	/

## FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS PEDAGOGIQUES, TECHNIQUES ET LOGISTIQUES

Action de formation dans nos structures départementales (hors frais de restauration et d'hébergement)				
		Depuis le 01/01/2019	A compter du 01/01/2020	Commentaires
Forfait journée-stagiaire – Formations de tronc commun (hors frais de restauration et d'hébergement)	Journée	139,00 €	140,50 €	/
	1/2 journée	70,00 €	70,50 €	
Forfait journée-stagiaire – Formations spécialisées (hors frais de restauration et d'hébergement)	Journée	174,00 €	175,50 €	/
	1/2 journée	87,00 €	88,00 €	
Surcoût pour frais de mise à disposition de structures spécifiques de formations (hors frais de restauration et d'hébergement) :				
		Depuis le 01/01/2019	A compter du 01/01/2020	Commentaires
Formations avec feu réel STRUCTURE VULCAIN	Journée	2 000,00 €	2 018,00 €	A ajouter au forfait journée-stagiaire adapté
	1/2 journée	1 038,00 €	1 047,50 €	
Formations avec feu réel CAISSONS FEU BOIS COEPT	Journée	252,00 €	254,50 €	
	1/2 journée	126,00 €	127,00 €	
Formations avec feu réel CAISSON FEU GAZ	Journée	63,00 €	63,50 €	
	1/2 journée	32,00 €	32,50 €	
Formation STRUCTURE MULTI-ACTIVITE	Journée	260,00 €	262,50 €	
TOUR « ULMA » PARCOURS ARI	1/2 journée	130,00 €	131,00 €	
Formation en CIS	Journée	260,00 €	262,50 €	
	1/2 journée	130,00 €	131,00 €	

## FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

		Depuis le 01/01/2019	A compter du 01/01/2020	Commentaires
Plaistrans Tous statuts et grades confondus	A l'heure	Sans objet	12,00 €	/
VSUAP, engins pompe et moyens élévateurs aériens	A l'heure	Sans objet	55,50 €	/
VTU	A l'heure	Sans objet	61,50 €	/
VL	A l'heure	Sans objet	46,50 €	/

## LOCATION DES SALLES DE FORMATION

		Depuis le 01/01/2019	A compter du 01/01/2020	Commentaires
Salle de formation de 20 personnes	Journée	208,00 €	210,00 €	Système de vidéo-projection, tableau blanc compris
	1/2 journée	105,00 €	106,00 €	
Salle de formation de 50 personnes	Journée	Sans objet	420,00 €	
	1/2 journée	Sans objet	212,00 €	Système de vidéo-projection, tableau blanc et système de sonorisation compris
Amphithéâtre de 190 personnes	Journée	822,00 €	829,50 €	
	1/2 journée	261,00 €	263,50 €	
Forfait mise à disposition Quizzbox	Journée	59,00 €	59,50 €	/
	1/2 journée	30,00 €	30,50 €	

## FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS SPORTIFS

		Depuis le 01/01/2019	A compter du 01/01/2020	Commentaires
Forfait de mise à disposition de l'ensemble parcours sportif (hors frais de transport de l'équipement)	Semaine	623,00 €	628,50 €	Berce, accompagnement et personnel requis
Mise à disposition d'installations ou de dispositifs sportifs	Journée	1 038,00 €	1 047,50 €	/

## FRAIS DIVERS

		Depuis le 01/01/2019	A compter du 01/01/2020	Commentaires
Frais de dossier	Par facture émise	38,00 €	38,50 €	/
Frais de constitution d'une formation personnalisée		380,00 €	383,50 €	/

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur. Différents taux de TVA pourront s'appliquer selon le type de prestation proposée.

Le président du Conseil d'administration est autorisé à conclure les conventions se rapportant aux modèles approuvés en annexes.

Les mises à disposition à titre gracieux font l'objet de conventions spécifiques soumises à l'approbation du Bureau du Conseil d'administration.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-052-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PONCTUELLE  
DE MOYENS ET BIENS DU SDIS 76 À D'AUTRES SERVICES  
A TITRE ONÉREUX**

**ENTRE :**

**LA « COMMUNE, ÉTABLISSEMENT PUBLIC, COLLECTIVITÉ, ÉTAT,  
PERSONNE PRIVÉE »**

**« le cocontractant »**

Représenté(e) par son « Maire, Directeur, Directeur Général, Représentant, Président... » en exercice, agissant en vertu d'une « délibération du Conseil Municipal, du Conseil d'Administration... ».

d'une part,

**ET**

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA  
SEINE-MARITIME** dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YETOT CEDEX.

**« le Sdis 76 »**

Représenté par Monsieur XX XX, agissant en qualité de Président.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 - Objet**

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de locaux et ou biens appartenant au Sdis 76. Le Sdis 76 consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de ses locaux ou biens à titre onéreux au cocontractant afin d'assurer le déroulement de ..... (objectifs).

## **ARTICLE 2 – Moyens, biens mis à disposition**

Le Sdis 76 agissant dans les droits du propriétaire des locaux/biens, objets de la présente convention, met à la disposition des personnels ..... des locaux/biens aménagés et adaptés à la réalisation de (formations, visites médicales, exercices).

Les locaux/biens mis à disposition, sont situés ..... et comprennent ..... et éventuellement ..... (le mobilier).

Ils ne comprennent pas : le matériel (.....).

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux/biens est interdite.

## **ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès**

Les utilisateurs sont .....

L'accès aux locaux/biens mis à disposition est réservé aux personnels préalablement identifiés, pendant la durée de validité de la convention.

## **ARTICLE 4 - Utilisation des biens mis à disposition**

Les modalités pratiques de la mise à disposition des locaux/biens et notamment les jours et heures seront préalablement définies conjointement avec le bureau/service/groupement référent, afin de ne pas interférer dans l'activité principale du Sdis 76 et de permettre la planification et le déroulement dans les meilleures conditions.

Le cocontractant ne pourra employer les locaux et biens mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le Sdis 76 se réserve le droit d'annuler, dans l'urgence, des utilisations programmées dans l'intérêt du Sdis 76, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit (nombre de jours adaptable) après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

## **ARTICLE 5 - Obligations et Engagements des parties**

Le cocontractant est responsable du bon déroulement de l'utilisation du local/bien. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux et biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Le cocontractant devra informer le Sdis 76 de tout sinistre ou dégradation, se produisant dans les locaux ou moyens mis à disposition, dès lors qu'il résulte d'une utilisation anormale des locaux ou moyens mis à disposition.

En cas de dégradations, de sinistre ou d'utilisation anormale des locaux mis à disposition, le cocontractant supportera le coût de la remise en état, sur présentation des factures ou mémoires correspondants par le Sdis 76.

Concernant l'entretien :

- Le Sdis 76 assure l'entretien des locaux et moyens mis à disposition durant la durée de la convention.

Fluides:

- Le Sdis 76 prend en charge tous les abonnements et dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, chauffage ou toutes autres fournitures éventuelles).

#### **ARTICLE 6 – Description de la prestation**

La prestation fournie par le Sdis 76 comprend :

- hébergement (nuitée) du ..... au .....
- restauration (petit-déjeuner, déjeuner, dîner) du ..... au .....
- location de salles de formation (type de salles, nombre) du ..... au .....
- location de structure(s) (type de la/les structure(s) du ..... au .....
- autres : .....

Ou

La prestation fournie par le Sdis 76 est détaillée à l'article 8 de la présente convention.

#### **ARTICLE 7 – Dispositions administratives**

La mise à disposition des locaux dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre onéreux.

Le cocontractant prendra les locaux/biens dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

Cas échéant :

- le Sdis 76 aura à sa charge tous impôts, taxes et redevances se rapportant à l'espace occupé.

#### **ARTICLE 8 – Dispositions financières**

- hébergement (à détailler) : ... € TTC/ personne pour une durée de (à détailler)
- restauration (à détailler) : ... € TTC/ personne pour une durée de (à détailler)
- location de locaux (à détailler) : ... € TTC / pour une durée de (à détailler)
- location de structure(s) (à détailler) : ... € TTC / pour une durée de (à détailler)
- autres : .....

Le cocontractant s'engage à verser au Sdis 76, pour rémunération de service, la somme de ..... pour les prestations de mise à sa disposition de (biens meubles, immeubles ou service du Sdis 76).

Dans l'hypothèse où les mesures de résiliation indiquées à l'article 9 n'ont pas été mises en œuvre, le Sdis 76 sera indemnisé en cas d'annulation selon les conditions suivantes :

- pour toute annulation dans un délai supérieur à 15 jours calendaires avant le début de l'action de formation, les frais de dossier et frais de constitution d'une formation personnalisée resteront dus.

- dès lors que l'annulation est formulée dans les 15 jours calendaires qui précèdent l'action de formation, l'ensemble des frais inhérents seront facturés.

En cas de situation opérationnelle exceptionnelle, le Sdis 76 se réserve le droit d'annuler tout ou partie de la prestation. En pareil cas, à défaut de pouvoir reprogrammer la prestation, une réduction de la facturation sera réalisée au prorata du nombre de jours ou de prestations annulés.

Le règlement s'effectuera à l'issue de la mise à disposition des (biens meubles, immeubles ou service du Sdis 76) après réception des titres de recettes.

#### **ARTICLE 9 – Durée de la convention**

La présente convention est établie pour la période du (date) au (date).

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de (adaptable) ou lorsque le cocontractant cesse d'utiliser les locaux.

Enfin le Sdis 76 conserve pour sa part la faculté de résilier la présente pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit (nombre jours adaptable) après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

#### **ARTICLE 10 - Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé dans un délai de (adaptable) avant le début de la mise à disposition des locaux.

#### **ARTICLE 11 - Assurance et Responsabilité**

Le cocontractant s'engage à fournir au Sdis 76 une attestation Garantie Responsabilité Civile, à la signature de ladite convention.

Le cocontractant est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

**Il contracte à cet effet toutes assurances utiles, notamment en responsabilité civile et pour les risques locatifs.**

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par



avance toute responsabilité du Sdis 76 en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

**ARTICLE 12 - Règlement des litiges et attribution de compétence**

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot, en 2 exemplaires originaux, le .....

Le Président du Conseil  
d'administration du Sdis 76,

« Monsieur le Maire, Directeur,  
Directeur Général,  
Président du Conseil d'administration... »,

PROJET

N°DCA-2019-053

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
11  
- Pouvoirs :  
4  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION DES TARIFS APPLIQUES AUX NON RESTITUTION DES  
EFFETS D'HABILLEMENT OU RESTITUTION D'EFFETS SALES**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Bastien CORITON, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- l'annexe 12 du règlement intérieur du Sdis, notamment l'article 4-1 du titre 2,
- la délibération 2018-CA-43 instaurant une tarification applicable aux non restitution des effets d'habillement ou restitution d'effets sales.

\*  
\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a institué un tarif applicable en cas de non restitution des effets d'habillement ou de restitution d'effets sales. Il apparaît nécessaire d'actualiser ces tarifs.

Les prestations remboursées sur la base des tarifs des fournisseurs sont actualisées suivant les dispositions propres à chaque marché.

Seuls les frais de gestion sont à réviser. Il est proposé d'appliquer une augmentation de 0,9 %, progression constatée de l'indice des prix à la consommation sur l'année écoulée, arrondie au dixième.

Les tarifs appliqués à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 sont les suivants :

LIBELLE	FACTURATION
Non restitution d'effets ou restitution d'effets détériorés	A la valeur de remplacement
Cession d'effets en lien avec une mutation	A la valeur actuelle des effets
Restitution d'effets sales	Frais de nettoyage et désinfection mis en œuvre
Frais de gestion par facture émise (non remboursables)	38,50 euros

Les conditions de facturation fixées lors de la délibération d'instauration demeurent applicables.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-053-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

**N°DCA-2019-054**

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
10  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU,  
Monsieur Bastien CORITON à Monsieur Jean-Pierre THEVENOT.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.  
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- la loi n° 83-634 modifiée du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9,
- la délibération 2018-CA-42 approuvant la modification des catégories de produits proposés et l'actualisation des tarifs de la restauration.

\*  
\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) propose un service de restauration administrative dont les tarifs sont actualisés chaque année.

Il est proposé d'appliquer une augmentation de 0,9 % à compter du 27 décembre 2019.

Le détail des nouveaux tarifs vous est présenté en annexe.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-054-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Catégorie de prix	Précisions	TARIFS RESTAURANTS ADMINISTRATIFS											
		PERSONNELS					VISITEURS						
		A compter du 31/12/2018			A compter du 27/12/2019			A compter du 31/12/2018			A compter du 27/12/2019		
		calculés** (3 chiffres)	retenus	TTC	calculés** (3 chiffres)	retenus	TTC	calculés** (3 chiffres)	retenus	TTC	calculés** (3 chiffres)	retenus	TTC
Petit déjeuner	Jus de fruit, boisson chaude (café, thé, chocolat), pain, beurre, confiture	0,805	0,81	<b>0,89</b>	0,813	0,81	<b>0,89</b>	2,229	2,23	<b>2,45</b>	2,250	2,25	<b>2,48</b>
Hors d'Oeuvre 2	Crudités (carottes, céleris, concombre, betteraves, tomates,...) œuf dur, pâté foie et campagne	0,620	0,62	<b>0,68</b>	0,626	0,63	<b>0,69</b>	1,598	1,60	<b>1,76</b>	1,613	1,61	<b>1,77</b>
Hors d'Oeuvre 3	Charcuterie composée, salade composée (pêite), avocat, coleslow, surimi, jambon fumé, fruits de mer... entrée sur grande assiette / toutes les autres	0,805	0,81	<b>0,89</b>	0,813	0,81	<b>0,89</b>	2,126	2,13	<b>2,34</b>	2,146	2,15	<b>2,37</b>
Plat 1	Fonction du prix d'achat, affichage le jour même	1,609	1,61	<b>1,77</b>	1,624	1,62	<b>1,78</b>	4,147	4,15	<b>4,57</b>	4,185	4,19	<b>4,61</b>
Plat 2	Précision : Tous les plats composés comme	2,030	2,03	<b>2,23</b>	2,049	2,05	<b>2,26</b>	5,205	5,21	<b>5,73</b>	5,252	5,25	<b>5,78</b>
Plat 3	choucroute, paella, tartiflette, ... = Plat 3 + Légumes en accompagnement	2,412	2,41	<b>2,65</b>	2,434	2,43	<b>2,67</b>	6,271	6,27	<b>6,90</b>	6,328	6,33	<b>6,96</b>
Légumes ou légumes et féculents en accompagnement	Légumes en accompagnement	0,620	0,62	<b>0,68</b>	0,626	0,63	<b>0,69</b>	1,598	1,60	<b>1,76</b>	1,613	1,61	<b>1,77</b>
Féculents en accompagnement		0,403	0,40	<b>0,44</b>	0,407	0,41	<b>0,45</b>	1,070	1,07	<b>1,18</b>	1,080	1,08	<b>1,19</b>
Assiette de légumes ou assiette de légumes et féculents		1,205	1,21	<b>1,33</b>	1,216	1,22	<b>1,34</b>	3,149	3,15	<b>3,47</b>	3,178	3,18	<b>3,50</b>
Salade		0,403	0,40	<b>0,44</b>	0,407	0,41	<b>0,45</b>	1,070	1,07	<b>1,18</b>	1,080	1,08	<b>1,19</b>
Jambon		1,206	1,21	<b>1,33</b>	1,217	1,22	<b>1,34</b>	3,079	3,08	<b>3,39</b>	3,107	3,11	<b>3,42</b>
Fromage 1	Saint Paulin et Camembert	0,403	0,40	<b>0,44</b>	0,407	0,41	<b>0,45</b>	1,070	1,07	<b>1,18</b>	1,080	1,08	<b>1,19</b>
Fromage 2	Tous les autres fromages	0,620	0,62	<b>0,68</b>	0,626	0,63	<b>0,69</b>	1,598	1,60	<b>1,76</b>	1,613	1,61	<b>1,77</b>
Dessert 1	Yaourt nature et fromage blanc nature en pot (100/125g), 1 pomme, 1 orange	0,403	0,40	<b>0,44</b>	0,407	0,41	<b>0,45</b>	1,070	1,07	<b>1,18</b>	1,080	1,08	<b>1,19</b>
Dessert 2	Yaourt aux fruits (125g) / Kiwi, banane, poire : à l'unité	0,620	0,62	<b>0,68</b>	0,626	0,63	<b>0,69</b>	1,598	1,60	<b>1,76</b>	1,613	1,61	<b>1,77</b>
Dessert 3	Fruits de saison (exp fraises) et salade de fruits / Yaourts de 150g et plus (type gourmands) / fromage blanc en barquette ou coupe	0,857	0,86	<b>0,95</b>	0,865	0,87	<b>0,96</b>	2,229	2,23	<b>2,45</b>	2,250	2,25	<b>2,48</b>
Dessert 4	Glaçes, pâtisseries et entremets (exp mousse chocolat, crème brûlée)	1,108	1,11	<b>1,22</b>	1,118	1,12	<b>1,23</b>	2,895	2,90	<b>3,19</b>	2,922	2,92	<b>3,21</b>
Soda ou eau gazeuse		0,568	0,57	<b>0,63</b>	0,574	0,57	<b>0,63</b>	1,494	1,49	<b>1,64</b>	1,508	1,51	<b>1,66</b>
Eau plate 50 cl		0,300	0,30	<b>0,33</b>	0,303	0,30	<b>0,33</b>	0,748	0,75	<b>0,83</b>	0,755	0,76	<b>0,84</b>
Eau (grande bouteille)		0,495	0,50	<b>0,55</b>	0,500	0,50	<b>0,55</b>	1,276	1,28	<b>1,41</b>	1,288	1,29	<b>1,42</b>
Sandwich	Jambon, beurre ou mayonnaise	1,850	1,85	<b>2,04</b>	1,867	1,87	<b>2,06</b>	3,721	3,72	<b>4,09</b>	3,755	3,76	<b>4,14</b>
Repas école	Entrée, plat, fromage et dessert	3,369	3,36	<b>3,70</b>	3,400	3,41	<b>3,75</b>	9,566	9,57	<b>10,53</b>	9,653	9,64	<b>10,60</b>
Repas sans encaissement direct par la régie	Entrée, plat, fromage et dessert (boisson non comprise)							9,566	9,57	<b>10,53</b>	9,653	9,64	<b>10,60</b>
Perte ou non restitution badge *		3,174	3,17	<b>3,80</b>	3,203	3,20	<b>3,84</b>						
Remplacement badge *													

TVA au taux de 10% sauf \* à 20%

\*\* A titre indicatif et nouvelle base de calcul des prochaines révisions

N°DCA-2019-055

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
10  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**TARIFS APPLIQUES AUX VISITES MEDICALES**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU,  
Monsieur Bastien CORITON à Monsieur Jean-Pierre THEVENOT.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.  
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- l'arrêté du 18 janvier 2007 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes,
- la délibération 2018-CA-44 approuvant la convention de prise en charge par le Sdis 76 du contrôle de l'aptitude médicale à exercer la fonction de pompier pour des personnels extérieurs au Sdis76.

\*  
\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a instauré un tarif de visites médicales au profit de personnes extérieures au service.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, il est proposé d'appliquer une augmentation de 0,9 % de ce dernier sur la base de l'indice des prix à la consommation sur l'année écoulée, soit un prix de visite s'élevant à 103 € HT.

Les modalités administratives et financières de déroulement des visites médicales et de délivrance des certificats médicaux fixées dans la convention jointe en annexe demeurent applicables.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-055-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



N°DCA-2019-056

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
10  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**BUDGET PRIMITIF 2020 – BUDGET PRINCIPAL**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU,  
Monsieur Bastien CORITON à Monsieur Jean-Pierre THEVENOT.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.  
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L3312-1 et L1424-29,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° DCA-2019-042 et le débat qui s'est déroulé le 14 novembre 2019 suite à la présentation des orientations budgétaires pour 2020.

\*  
\* \*

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (Sdis 76) a, lors de sa séance du 14 novembre 2019, procédé au débat d'orientations budgétaires et adopté le montant des contributions des communes et des établissements de coopération intercommunale (EPCI) pour 2020 lors de la présente instance.

Le projet de budget 2020 a été construit dans la droite ligne des principes exposés dans le rapport d'orientations budgétaires (ROB).

Ce budget primitif (BP) s'équilibre, en recettes et en dépenses, à un montant total de 103 639 716,00 € qui se répartit comme suit :

- en fonctionnement : 89 876 284,00 €,

- en investissement : 13 763 432,00 €.

Dépenses (en €)	Budget primitif 2019		Budget primitif 2020	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
Investissement	10 720 855,00 €	1 979 145,00 €	11 605 298,00 €	2 158 134,00 €
Fonctionnement	79 186 598,00 €	8 720 000,00 €	80 648 371,00 €	9 227 913,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>89 907 453,00 €</b>	<b>10 699 145,00 €</b>	<b>92 253 669,00 €</b>	<b>11 386 047,00 €</b>

Recettes (en €)	Budget primitif 2019		Budget primitif 2020	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
Investissement	3 930 000,00 €	8 770 000,00 €	4 485 519,00 €	9 277 913,00 €
Fonctionnement	85 977 453,00 €	1 929 145,00 €	87 768 150,00 €	2 108 134,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>89 907 453,00 €</b>	<b>10 699 145,00 €</b>	<b>92 253 669,00 €</b>	<b>11 386 047,00 €</b>

Comme l'an passé, ce budget primitif 2020 n'intègre pas les résultats de l'exercice précédent. Ces derniers seront constatés à l'issue du vote du compte administratif de l'exercice 2019, puis repris dans le cadre d'un budget supplémentaire.

La présentation de chaque section permettra d'appréhender les seuls chapitres ayant fait l'objet d'un ajustement (ligne en couleur dans les tableaux suivants) par rapport aux éléments déjà présentés dans le cadre du ROB et du rapport d'évolution des ressources et charges prévisibles 2020 (RERCP).

## **I – Section de fonctionnement**

Cette section augmente de + 2,20 % par rapport à l'an passé.

### **A – Recettes de fonctionnement**

<b>Chapitre</b>	<b>Libellé</b>	<b>Budget primitif 2019</b>	<b>Budget primitif 2020</b>
70	Produits des services	1 242 552,00 €	1 855 379,00 €
74	Contributions et participations	83 887 071,00 €	84 858 512,00 €
013	Atténuation de charges	788 830,00 €	759 859,00 €
<b>Total recettes de gestion des services</b>		<b>85 918 453,00 €</b>	<b>87 473 750,00 €</b>
77	Produits exceptionnels	59 000,00 €	34 000,00 €
78	Reprise sur provisions	- €	260 400,00 €
<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>85 977 453,00 €</b>	<b>87 768 150,00 €</b>
042	Opération d'ordre de transfert	1 929 145,00 €	2 108 134,00 €
<b>Total des opérations d'ordre budgétaire</b>		<b>1 929 145,00 €</b>	<b>2 108 134,00 €</b>
002	Solde d'exécution reporté	- €	- €
<b>Total général recettes de fonctionnement</b>		<b>87 906 598,00 €</b>	<b>89 876 284,00 €</b>

Depuis la présentation du ROB et du RERCP, les recettes du chapitre 70 ont été révisées à la baisse de 4 K€.

La revalorisation des tarifs pratiqués par le Service prenait en compte une évolution de + 1,1 %. Après parution de l'indice définitif des prix à la consommation de septembre 2019, la progression des recettes fléchées sur ce chapitre a dû être ajustée à + 0,9 %, soit une baisse de 0,2 points.

## B – Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2019	Budget primitif 2020
011	Charge à caractère général	9 827 580,00 €	10 628 295,00 €
012	Charges de personnel	68 246 724,00 €	68 588 424,00 €
65	Autres charges de gestion courante	949 600,00 €	981 698,00 €
<b>Total dépenses de gestion des services</b>		<b>79 023 904,00 €</b>	<b>80 198 417,00 €</b>
66	Charges financières	19 000,00 €	43 003,00 €
67	Charges exceptionnelles	28 000,00 €	32 000,00 €
68	Dotations aux provisions	- €	272 400,00 €
022	Dépenses imprévues	115 694,00 €	102 551,00 €
<b>Total dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>79 186 598,00 €</b>	<b>80 648 371,00 €</b>
023	Virement à la section d'invest.	400 000,00 €	900 000,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	8 320 000,00 €	8 327 913,00 €
<b>Total général dépenses de fonctionnement</b>		<b>87 906 598,00 €</b>	<b>89 876 284,00 €</b>

Suivant la même logique qu'au niveau des recettes, seuls les chapitres ayant dû faire, récemment, l'objet d'un ajustement seront développés :

- Les charges de personnel (chapitre 012) :

Les prévisions budgétaires sur ce chapitre ont fait l'objet de modifications, tant à la hausse qu'à la baisse.

D'une part, afin de faire face à une pression opérationnelle toujours aussi soutenue et d'assurer la capacité de sortie des engins, le Service a pris en compte la création de 3 postes supplémentaires d'hommes du rang au grade de caporal, soit un surcoût de l'ordre de 127 K€.

	2018	2019	2020
<b>Postes budgétaires au 01/01/N</b>	1 157	1 165	1 168

D'autre part, afin de maintenir le niveau des garanties du contrat de prévoyance bénéficiant aux agents et le niveau de prise en charge par l'établissement, l'augmentation du taux de cotisation résultant de la mise en concurrence et de la décision du Bureau du conseil d'administration du 14 novembre 2019 (suivant l'avis du Comité technique) conduit à un coût supplémentaire de 87 K€.

Par ailleurs, les crédits ont été abondés de 17 K€ en vue de financer la 3<sup>ème</sup> analyse de sang qui devra être effectuée par les personnels intervenus lors de l'incendie survenu sur des sites industriels situé à Petit Quevilly, le 26 septembre dernier.

Enfin, le groupement ressources humaines a affiné son estimation de la masse salariale en adaptant le taux de vacance différencié de certaines catégories d'emplois au regard des programmations de concours et examens en 2020 et ou des perspectives de nomination ou de recrutement qui pourraient en découler :

	SPP			PATS		
	A	B	C	A	B	C
<b>Nombre moyen de postes vacants en 2020 - ROB et RERC</b>	7	7	6	2	4	4
<b>Nombre moyen de postes vacants en 2020 - BP 2020</b>	5	9	4	2	6	6
<b>Variation</b>	<b>-2</b>	<b>2</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

En effet, s'agissant des capitaines, la sortie d'une liste d'aptitude en juillet 2019 a permis de pourvoir certains postes et d'améliorer le taux d'occupation.

S'agissant des lieutenants, les candidats admissibles à l'examen professionnel et le nombre de personnes inscrites au concours laissent espérer que les postes pourront être pourvus, mais plus tardivement qu'escompté, dans le courant de l'exercice 2020.

Enfin, concernant les Personnels Administratifs et Techniques (PATS), les avis de vacances sur la filière technique sont restés infructueux et incitent, par conséquent, à être plus prudents sur la capacité à recruter sur ces fonctions.

- Les charges de gestion courante (chapitre 65) :

Ces charges de gestion sont en augmentation de 9 K€ par rapport au RERCP. L'explication de cette évolution réside essentiellement dans un ajustement de la subvention d'équilibre qui devrait être versée au budget annexe de la restauration.

- Les dépenses imprévues (chapitre 022) :

Par prudence, un montant de 102,5 K€ est inscrit sur ce chapitre pour faire face à d'éventuelles dépenses non prévues et présentant un caractère d'urgence.

- Le virement à la section d'investissement (chapitre 023) :

A ce stade, il est prévu un autofinancement complémentaire volontaire de la section d'investissement provenant de la section d'exploitation à hauteur de 900 K€.

## **II – Section d’investissement**

La section d’investissement est en augmentation de + 8 % par rapport aux crédits budgétés en 2019.

### **A – Dépenses d’investissement**

<b>Chapitre</b>	<b>Libellé</b>	<b>Budget primitif 2019</b>	<b>Budget primitif 2020</b>
16	Emprunts et dettes assimilées	111 219,00 €	175 182,00 €
20	Immobilisations incorporelles	15 000,00 €	20 000,00 €
204	Subvention d'équipement versées	50 000,00 €	- €
	<b>Chapitre programme équipt en AP</b>	<b>10 443 860,58 €</b>	<b>10 964 743,87 €</b>
020	Dépenses imprévues	100 775,42 €	445 372,13 €
	<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>	<b>10 720 855,00 €</b>	<b>11 605 298,00 €</b>
040	Opérations d'ordre entre sections	1 929 145,00 €	2 108 134,00 €
041	Opérations patrimoniales	50 000,00 €	50 000,00 €
	<b>Total des opérations d'ordre budgétaires</b>	<b>1 979 145,00 €</b>	<b>2 158 134,00 €</b>
	<b>Total général dépenses d'investissement</b>	<b>12 700 000,00 €</b>	<b>13 763 432,00 €</b>

Suite à la présentation du RERCP, les chapitres suivants ont été affinés pour tenir compte de l’avancement des programmes et de leurs ajustements approuvés lors de la séance du Conseil d’administration du 14 novembre dernier.

- Les dépenses d’équipement (chapitres programmes en autorisation de programme) :

Les dépenses d’équipement relevant principalement du Plan Pluriannuel d’Equipement (PPE) sont désormais proposées en diminution de près de 59,6 K€, soit pour les montants suivants :

<b>N°d'AP</b>	<b>Libellé de l'autorisation de programme</b>	<b>CP 2020</b>
2013000002	Modernisation des outils informatiques	108 000,00 €
2016000004	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipements des matériels roulants	359 870,02 €
2019000001	Matériels non opérationnels	447 373,00 €
2019000002	Matériels d'intervention courants	1 678 750,00 €
2019000003	Matériels roulants et naviguants	2 565 330,00 €
2019000004	Matériels de formation et de pratique des activités physiques et sportives	60 877,00 €
2019000005	Matériels du SSSM	83 346,00 €
2019000006	Projet e-Secours	575 000,00 €
	<b>Total équipements divers</b>	<b>5 878 546,02 €</b>

Les dépenses immobilières, relevant ou non de la Nouvelle Politique Immobilière (NPI), sont quant à elles, réduites de près de 1,05 M€, soit les montants suivants :

N°d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2020
2016000006	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	594 563,48 €
2017000001	Travaux au Centre Départemental de Formation	140 000,00 €
2017000003	Réhabilitation et aménagement du CIS Cany	432 255,60 €
2018000001	Sécurité dans les établissements du Sdis	262 400,00 €
2018000002	Développement durable et économies d'énergie	450 100,00 €
<b>Sous-total immobilier hors NPI</b>		<b>1 879 319,08 €</b>
2014000009	CIS Montivilliers	156 478,77 €
2014000012	Construction du CIS Le Havre Sud	2 093 000,00 €
2017000004	Construction CIS Duclair	166 000,00 €
2018000003	Construction CIS Fécamp	500 000,00 €
2019000007	Construction CIS Les Grandes-Ventes	111 000,00 €
2019000008	Construction Montville Malaunay	180 400,00 €
<b>Sous-total NPI</b>		<b>3 206 878,77 €</b>
<b>Total Immobilier</b>		<b>5 086 197,85 €</b>

En effet, les créations de nouvelles AP envisagées lors des précédentes étapes de la préparation budgétaire doivent encore être travaillées. Elles seront proposées ultérieurement, au cours de l'exercice 2020, soit à l'occasion du budget supplémentaire, soit lors d'une décision modificative.

- Les dépenses imprévues (chapitre 020) :

Un montant de 445 K€ est réservé pour faire face à des besoins non identifiés, notamment dans le cadre de renouvellement d'équipements en lien avec l'incendie survenu au niveau des sites industriels proches de Lubrizol.

## B – Recettes d'investissement

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2019	Budget primitif 2020
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 060 000,00 €	971 783,00 €
13	Subventions d'investissement	109 125,00 €	663 735,00 €
16	Emprunts	2 760 874,00 €	2 850 000,00 €
024	Produits de cessions d'immobilisations	1,00 €	1,00 €
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>		<b>3 930 000,00 €</b>	<b>4 485 519,00 €</b>
021	Virement de la section de fonct.	400 000,00 €	900 000,00 €
040	Opérations d'ordre entre sections	8 320 000,00 €	8 327 913,00 €
041	Opérations patrimoniales	50 000,00 €	50 000,00 €
<b>Total des opérations d'ordre budgétaires</b>		<b>8 770 000,00 €</b>	<b>9 277 913,00 €</b>
001	Solde d'exécution reporté	- €	- €
<b>Total général recettes d'investissement</b>		<b>12 700 000,00 €</b>	<b>13 763 432,00 €</b>

- L'emprunt (chapitre 16) :

En l'absence de reprise du résultat 2019, l'inscription au chapitre 16 d'un montant de 2,750 M€ vise à équilibrer le budget et sera ajustée lors de l'adoption du budget supplémentaire.

Néanmoins, sur la base de la stratégie d'endettement du Sdis 76 présentée dans le RERC, il sera proposé de souscrire un emprunt courant 2020 à hauteur de 1,5 M€ pour financer les opérations immobilières de 2018 et 2019.

Un rapport dédié est présenté à cette même instance.

- Le virement de la section de fonctionnement (chapitre 021) :

Comme annoncé dans le ROB et le RECRP, le solde de la section d'exploitation est fléché au financement d'une partie de l'investissement en complément des emprunts souscrits.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-056-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS**  
**SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900049

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

**M. 61**

**Budget primitif**

BUDGET : Budget Principal (1)  
Agrégé au budget principal de (2)

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

## SOMMAIRE

### I – Informations générales

A – Modalités de vote du budget	3
B – Exécution du budget de l'exercice précédent (dépenses – recettes)	4

### II – Présentation générale du budget

A1 – Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 – Équilibre financier du budget – Section de fonctionnement	7
A2.2 – Équilibre financier du budget – Section d'investissement	8
B1 – Balance générale du budget – Dépenses	9
B2 – Balance générale du budget – Recettes	10

### III - Vote du budget

A – Section de fonctionnement – Vue d'ensemble	12
A1 – Section de fonctionnement – Détail des dépenses	13
A2 – Section de fonctionnement – Détail des recettes	16
B – Section d'investissement – Vue d'ensemble	17
B1.1 - Section d'investissement – Dépenses non individualisées en programme d'équipement	18
B1.2 - Section d'investissement – Dépenses individualisées en programme d'équipement	19
B1.3 - Section d'investissement – Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	20
B1.4 - Section d'investissement – Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	47
B2 - Section d'investissement – Subventions d'équipement à verser	48
B3 - Section d'investissement – Dépenses financières	49
B4 - Section d'investissement – Recettes d'équipement	50
B5 - Section d'investissement – Recettes financières	51
B6 - Section d'investissement – Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	52
B7 - Section d'investissement – Opérations d'ordre entre sections	53
B8 - Section d'investissement – Opérations patrimoniales	54
B9.1 - Section d'investissement – Équilibre des opérations financières - Dépenses	55
B9.2 - Section d'investissement – Équilibre des opérations financières – Recettes	56

### IV – Annexes

#### A – Éléments du bilan

A1.1 – État de la dette – Détail des crédits de trésorerie	57
A1.2 – État de la dette – Répartition par nature de dette	58
A1.3 – État de la dette – Répartition des emprunts par structure de taux	62
A1.4 – État de la dette – Typologie de la répartition de l'encours	63
A1.5 – État de la dette – Détail des opérations de couverture	64
A2 – Méthodes utilisées	66
A3 – État des provisions	69
A4 – État des charges transférées	Sans objet
A5 – Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans objet

#### B – Engagements hors bilan

B1 – Subventions versées dans le cadre du vote du budget	70
B2 – État des contrats de crédit-bail	Sans objet
B3 – État des contrats de PPP	Sans objet
B4 – État des engagements donnés	Sans objet
B5 – État des engagements reçus	71
B6 – Situation des autorisations de programme	72
B7 – Situation des autorisations d'engagement	Sans objet

#### C – Autres éléments d'information

C1 – État du personnel	73
C2 – Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans objet
C3.1 – Liste des organismes de groupement	Sans objet
C3.2 – Liste des établissements publics créés	Sans objet
C3.3 – Liste des services individualisés dans un budget annexe	77
C3.4 – Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans objet
C5 - Listes des dépôts et cautionnement versés	78

#### D – Arrêté et signatures

D – Arrêté et signatures	79
--------------------------	----

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>A</b>

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
  - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
  - avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (4) de l'exercice précédent.

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT</b>	<b>B</b>

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Investissement</b>	0,00	0,00	(1) 0,00	0,00
<b>Fonctionnement</b>	0,00	0,00	(2) 0,00	0,00

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

### RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL</b>		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL</b>		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT</b>	<b>B</b>

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	I + II 0,00	III + IV 0,00	0,00	0,00
<b>Investissement</b>	I 0,00	III 0,00	0,00	0,00
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	0,00	0,00

**RESTES A REALISER – RECETTES**

Chap. / Art. (4)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL</b>		(III) 0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL</b>		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	13 763 432,00	13 763 432,00

+

+

+

R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=

=

=

Total de la section d'investissement (3)	13 763 432,00	13 763 432,00
--	---------------	---------------

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	89 876 284,00	89 876 284,00

+

+

+

R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

Total de la section de fonctionnement (4)	89 876 284,00	89 876 284,00
---	---------------	---------------

TOTAL DU BUDGET (5)	103 639 716,00	103 639 716,00
---------------------	----------------	----------------

## TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	11 605 298,00	2 158 134,00	13 763 432,00	4 485 519,00	9 277 913,00	13 763 432,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	80 648 371,00	9 227 913,00	89 876 284,00	87 768 150,00	2 108 134,00	89 876 284,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	92 253 669,00	11 386 047,00	103 639 716,00	92 253 669,00	11 386 047,00	103 639 716,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>A2.1</b>

**SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)****OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	10 628 295,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 588 424,00	
65	Autres charges de gestion courante	981 698,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		1 855 379,00
74	Contributions et participations		84 858 512,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		759 859,00
<b>Total gestion des services</b>		<b>80 198 417,00</b>	<b>87 473 750,00</b>
66	Charges financières	43 003,00	
67	Charges exceptionnelles	32 000,00	
68	Dotations amortissements et provisions	272 400,00	
022	Dépenses imprévues	102 551,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		34 000,00
78	Reprises amortissements et provisions		260 400,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS REELLES</b>		<b>I 80 648 371,00</b>	<b>II 87 768 150,00</b>

<b>SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES : .....</b>	<b>7 119 779,00</b>
<b>(Recettes réelles – Dépenses réelles)</b>	

**OPERATIONS D'ORDRE (1)**

042	Opérations d'ordre entre sections	8 327 913,00	2 108 134,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	900 000,00	
<b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>		<b>III 9 227 913,00</b>	<b>IV 2 108 134,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 : .....</b>	<b>7 119 779,00</b>
---	---------------------

<b>002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>V 0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
---	---------------	----------------

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I+III+V 89 876 284,00</b>	<b>II+IV+VI 89 876 284,00</b>
----------------------------	------------------------------	-------------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER–SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>A2.2</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)****OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 971 783,00
13	Subventions d'investissement	0,00	663 735,00
16	Emprunts et dettes assimilées	175 182,00	2 850 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 164 000,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 7 237 926,50	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 3 582 817,37	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	445 372,13	
024	Produits des cessions d'immobilisations		1,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS REELLES</b>		<b>I 11 605 298,00</b>	<b>II 4 485 519,00</b>

<b>BESOIN D'AUTOFINANCEMENT : .....</b>	<b>7 119 779,00</b>
<b>(Dépenses réelles – Recettes réelles)</b>	

**OPERATIONS D'ORDRE (4)**

040	Opérations d'ordre entre sections	2 108 134,00	8 327 913,00
041	Opérations patrimoniales	50 000,00	50 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement		900 000,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>		<b>III 2 158 134,00</b>	<b>IV 9 277 913,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040 .....</b>	<b>7 119 779,00</b>
<b>Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)</b>	

<b>001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)</b>	<b>V 0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
<b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)</b>		<b>VII 0,00</b>

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I + III + V 13 763 432,00</b>	<b>II + IV + VI + VII 13 763 432,00</b>
----------------------------	----------------------------------	---

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
BALANCE GENERALE-DEPENSES		B1

## 1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	10 628 295,00		10 628 295,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 588 424,00		68 588 424,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	981 698,00		981 698,00
66	Charges financières	43 003,00	0,00	43 003,00
67	Charges exceptionnelles	32 000,00	0,00	32 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	272 400,00	8 327 913,00	8 600 313,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	102 551,00		102 551,00
023	Virement à la section d'investissement		900 000,00	900 000,00
<b>Dépenses de fonctionnement –Total</b>		<b>80 648 371,00</b>	<b>9 227 913,00</b>	<b>89 876 284,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>89 876 284,00</b>
--	----------------------

## 2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	116 596,00	116 596,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	175 182,00	0,00	175 182,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	10 964 743,87		10 964 743,87
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	20 000,00	0,00	20 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	110 000,00	110 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		1 931 538,00	1 931 538,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	445 372,13		445 372,13
<b>Dépenses d'investissement –Total</b>		<b>11 605 298,00</b>	<b>2 158 134,00</b>	<b>13 763 432,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>13 763 432,00</b>
---	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

## 1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges	759 859,00		759 859,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	1 855 379,00		1 855 379,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		60 000,00	60 000,00
74 Contributions et participations	84 858 512,00		84 858 512,00
75 Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits exceptionnels	34 000,00	2 048 134,00	2 082 134,00
78 Reprise sur amortissements et provisions	260 400,00	0,00	260 400,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>	<b>87 768 150,00</b>	<b>2 108 134,00</b>	<b>89 876 284,00</b>

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	89 876 284,00
---	---------------

## 2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	971 783,00	0,00	971 783,00
13 Subventions d'investissement	663 735,00	0,00	663 735,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 850 000,00	0,00	2 850 000,00
18 Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	50 000,00	50 000,00
22 Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		8 327 913,00	8 327 913,00
19 Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45 Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à répartir		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		900 000,00	900 000,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	1,00		1,00
<b>Recettes d'investissement –Total</b>	<b>4 485 519,00</b>	<b>9 277 913,00</b>	<b>13 763 432,00</b>

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	0,00
---	------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 763 432,00
--	---------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	9 827 580,00	0,00	10 628 295,00	10 628 295,00	10 628 295,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	9 827 580,00	0,00	10 628 295,00	10 628 295,00	10 628 295,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 246 724,00	0,00	68 588 424,00	68 588 424,00	68 588 424,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	949 600,00	0,00	981 698,00	981 698,00	981 698,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	949 600,00	0,00	981 698,00	981 698,00	981 698,00
66	Charges financières	19 000,00	0,00	43 003,00	43 003,00	43 003,00
67	Charges exceptionnelles	28 000,00	0,00	32 000,00	32 000,00	32 000,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		272 400,00	272 400,00	272 400,00
022	Dépenses imprévues	115 694,00		102 551,00	102 551,00	102 551,00
023	Virement à la section d'investissement	400 000,00		900 000,00	900 000,00	900 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections	8 320 000,00		8 327 913,00	8 327 913,00	8 327 913,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		87 906 598,00	0,00	89 876 284,00	89 876 284,00	89 876 284,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						89 876 284,00
---	--	--	--	--	--	---------------

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 242 552,00	0,00	1 855 379,00	1 855 379,00	1 855 379,00
74	Contributions et participations	83 887 071,00	0,00	84 858 512,00	84 858 512,00	84 858 512,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	788 830,00	0,00	759 859,00	759 859,00	759 859,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	59 000,00	0,00	34 000,00	34 000,00	34 000,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		260 400,00	260 400,00	260 400,00
042	Opérations d'ordre entre sections	1 929 145,00		2 108 134,00	2 108 134,00	2 108 134,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		87 906 598,00	0,00	89 876 284,00	89 876 284,00	89 876 284,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						89 876 284,00
---	--	--	--	--	--	---------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>9 827 580,00</b>	<b>10 628 295,00</b>	<b>10 628 295,00</b>
6042	Achats de prestations de services	500,00	500,00	500,00
60611	Eau et assainissement	136 326,00	130 000,00	130 000,00
60612	Energie - Electricité	1 373 140,00	1 475 200,00	1 475 200,00
60621	Combustibles	69 900,00	71 997,00	71 997,00
60622	Carburants	1 044 000,00	1 203 500,00	1 203 500,00
60623	Alimentation	34 910,00	31 356,00	31 356,00
60631	Fournitures d'entretien	100 023,00	103 000,00	103 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	566 847,00	533 603,00	533 603,00
60636	Habillement et vêtements de travail	315 020,00	284 138,00	284 138,00
6064	Fournitures administratives	51 100,00	53 100,00	53 100,00
60661	Médicaments	39 661,00	41 028,00	41 028,00
60662	Vaccins et sérums	3 552,00	4 500,00	4 500,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	157 615,00	164 000,00	164 000,00
6067	Produits d'intervention	22 750,00	23 490,00	23 490,00
6068	Autres matières et fournitures	224 887,00	286 093,00	286 093,00
611	Contrats de prestations de services	164 995,00	167 095,00	167 095,00
6132	Locations immobilières	308 758,00	342 000,00	342 000,00
6135	Locations mobilières	67 865,00	68 228,00	68 228,00
614	Charges locatives et de copropriété	8 597,00	7 875,00	7 875,00
61521	Entretien terrains	67 500,00	75 300,00	75 300,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	189 850,00	215 925,00	215 925,00
615231	Entretien, réparations voiries	1 000,00	4 000,00	4 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	14 000,00	8 400,00	8 400,00
61551	Entretien matériel roulant	646 020,00	656 045,00	656 045,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	320 833,00	291 075,00	291 075,00
6156	Maintenance	608 342,00	936 245,00	936 245,00
6161	Multirisques	554 238,00	574 248,00	574 248,00
6168	Autres primes d'assurance	267 680,00	283 323,00	283 323,00
617	Etudes et recherches	35 950,00	2 950,00	2 950,00
61821	Abonnements	22 500,00	24 810,00	24 810,00
61828	Autres	3 000,00	3 700,00	3 700,00
6184	Versements à des organismes de formation	356 952,00	414 621,00	414 621,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 050,00	2 800,00	2 800,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	9 665,00	10 000,00	10 000,00
6226	Honoraires	10 000,00	8 500,00	8 500,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	43 317,00	26 000,00	26 000,00
6231	Annonces et insertions	24 046,00	24 050,00	24 050,00
6234	Réceptions	39 045,00	42 945,00	42 945,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	15 800,00	21 054,00	21 054,00
6241	Transports de biens	10 000,00	9 700,00	9 700,00
6247	Transports collectifs du personnel	8 000,00	7 600,00	7 600,00
6251	Voyages, déplacements et missions	343 992,00	318 973,00	318 973,00
6255	Frais de déménagement	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6261	Frais d'affranchissement	44 000,00	44 000,00	44 000,00
6262	Frais de télécommunications	445 000,00	400 000,00	400 000,00
627	Services bancaires et assimilés	2 600,00	2 600,00	2 600,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	467 400,00	527 700,00	527 700,00
62872	Remboursement de frais au budget annexe	222 381,00	163 244,00	163 244,00
6288	Autres remboursements de frais	239 578,00	398 554,00	398 554,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	1 080,00	1 080,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	18 115,00	11 150,00	11 150,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	100 280,00	122 000,00	122 000,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>68 246 724,00</b>	<b>68 588 424,00</b>	<b>68 588 424,00</b>
6218	Autre personnel extérieur	13 034,00	9 810,00	9 810,00
6331	Versement de transport	345 546,00	331 823,00	331 823,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	134 237,00	134 933,00	134 933,00
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	0,00	13 440,00	13 440,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	419 913,00	408 144,00	408 144,00

**SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BP - 2020**

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
64111	Rémunération principale titulaires	25 459 006,00	25 592 171,00	25 592 171,00
64112	SFT, indemnité résidence	632 378,00	585 257,00	585 257,00
64113	NBI	130 228,00	163 542,00	163 542,00
64118	Autres indemnités titulaires	14 196 992,00	14 125 303,00	14 125 303,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	1 106 562,00	982 279,00	982 279,00
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	8 895 443,00	9 034 824,00	9 034 824,00
64145	Vacations versées aux employeurs	15 000,00	15 000,00	15 000,00
64146	Service de santé	62 620,00	63 246,00	63 246,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 296 464,00	4 307 426,00	4 307 426,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 540 606,00	10 600 251,00	10 600 251,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	46 831,00	26 630,00	26 630,00
646	Allocations de vétérance	721 371,00	721 500,00	721 500,00
6472	Prestations familiales directes	23 153,00	22 991,00	22 991,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	290 216,00	296 970,00	296 970,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	50 674,00	71 654,00	71 654,00
6478	Autres charges sociales diverses	689 125,00	675 000,00	675 000,00
6488	Autres charges	177 325,00	406 230,00	406 230,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>949 600,00</b>	<b>981 698,00</b>	<b>981 698,00</b>
651	Redevance pour concessions brevet,...	0,00	71 050,00	71 050,00
6521	Déficit des budgets annexes	384 000,00	400 559,00	400 559,00
6531	Indemnités	43 600,00	43 568,00	43 568,00
6532	Frais de mission	8 600,00	8 000,00	8 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	10 000,00	10 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	256 400,00	256 511,00	256 511,00
656	Participations	140 000,00	85 000,00	85 000,00
6574	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	83 000,00	93 000,00	93 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	14 000,00	14 010,00	14 010,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)</b>		<b>79 023 904,00</b>	<b>80 198 417,00</b>	<b>80 198 417,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (B)</b>	<b>19 000,00</b>	<b>43 003,00</b>	<b>43 003,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	19 000,00	43 003,00	43 003,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (C)</b>	<b>28 000,00</b>	<b>32 000,00</b>	<b>32 000,00</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	3 000,00	3 000,00	3 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	12 000,00	12 000,00	12 000,00
6745	Subventions aux personnes de droit privé	1 000,00	1 000,00	1 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	2 000,00	6 000,00	6 000,00
<b>68</b>	<b>Dotations amortissements et provisions (D)</b>	<b>0,00</b>	<b>272 400,00</b>	<b>272 400,00</b>
6815	Dot. prov. pour risques et ch. de fonct.	0,00	272 400,00	272 400,00
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (E)</b>	<b>115 694,00</b>	<b>102 551,00</b>	<b>102 551,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E</b>		<b>79 186 598,00</b>	<b>80 648 371,00</b>	<b>80 648 371,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>400 000,00</b>	<b>900 000,00</b>	<b>900 000,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections (2)</b>	<b>8 320 000,00</b>	<b>8 327 913,00</b>	<b>8 327 913,00</b>
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	8 320 000,00	8 327 913,00	8 327 913,00
<b>043</b>	<b>Opérations ordre intérieur de la section (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b> (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		<b>8 720 000,00</b>	<b>9 227 913,00</b>	<b>9 227 913,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b> (= Total des opérations réelles et d'ordre)		<b>87 906 598,00</b>	<b>89 876 284,00</b>	<b>89 876 284,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (3)</b>			<b>0,00</b>
----------------------------------	--	--	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)</b>			<b>0,00</b>
---	--	--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>			<b>89 876 284,00</b>
--	--	--	----------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)**

Montant des ICNE de l'exercice	1 377,54
--------------------------------	----------

**SDIS de la Seine-Maritime - Budget Principal - BP - 2020**

Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 480,87
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*, *DF 043 = RF 043*.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES	A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
<b>70</b>	<b>Prod. services, domaine, ventes diverses</b>	<b>1 242 552,00</b>	<b>1 855 379,00</b>	<b>1 855 379,00</b>
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	439 000,00	917 733,00	917 733,00
7068	Autres prestations de services	96 637,00	134 241,00	134 241,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	706 915,00	703 405,00	703 405,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	100 000,00	100 000,00
<b>74</b>	<b>Contributions et participations</b>	<b>83 887 071,00</b>	<b>84 858 512,00</b>	<b>84 858 512,00</b>
744	FCTVA	32 000,00	42 000,00	42 000,00
7473	Participation départements	46 331 000,00	46 631 000,00	46 631 000,00
7474	Participation communes	6 435 949,00	6 545 268,00	6 545 268,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	30 081 102,00	30 300 436,00	30 300 436,00
7478	Participation autres organismes	1 007 020,00	1 339 808,00	1 339 808,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>788 830,00</b>	<b>759 859,00</b>	<b>759 859,00</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	354 430,00	316 951,00	316 951,00
6459	Remboursement charges SS et prévoyance	8 050,00	8 153,00	8 153,00
6479	Remboursement autres charges sociales	426 350,00	434 755,00	434 755,00
<b>TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)</b>		<b>85 918 453,00</b>	<b>87 473 750,00</b>	<b>87 473 750,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (B)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (C)</b>	<b>59 000,00</b>	<b>34 000,00</b>	<b>34 000,00</b>
7711	Dédits et pénalités perçus	50 000,00	25 000,00	25 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00	5 000,00	5 000,00
7788	Autres produits exceptionnels	4 000,00	4 000,00	4 000,00
<b>78</b>	<b>Reprises amortissements et provisions (D)</b>	<b>0,00</b>	<b>260 400,00</b>	<b>260 400,00</b>
7815	Rep. prov. ch. fonctionnement courant	0,00	260 400,00	260 400,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D</b>		<b>85 977 453,00</b>	<b>87 768 150,00</b>	<b>87 768 150,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections (2)</b>	<b>1 929 145,00</b>	<b>2 108 134,00</b>	<b>2 108 134,00</b>
722	Immobilisations corporelles	60 000,00	60 000,00	60 000,00
7768	Neutralisation des amortissements	1 777 130,00	1 933 505,00	1 933 505,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	92 015,00	114 629,00	114 629,00
<b>043</b>	<b>Opérations ordre intérieur de la section (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>1 929 145,00</b>	<b>2 108 134,00</b>	<b>2 108 134,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>87 906 598,00</b>	<b>89 876 284,00</b>	<b>89 876 284,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (3)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>89 876 284,00</b>
--	----------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>B</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>10 458 860,58</b>	<b>0,00</b>	<b>10 984 743,87</b>	<b>10 984 743,87</b>	<b>10 984 743,87</b>
- Non individualisées en programmes d'équipement	15 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	15 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
- Individualisées en programmes d'équipement	10 443 860,58	0,00	10 964 743,87	10 964 743,87	10 964 743,87
- Avec AP / CP	10 443 860,58	0,00	10 964 743,87	10 964 743,87	10 964 743,87
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Subventions d'équipement à verser (c/204)</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Dépenses financières</b>	<b>211 994,42</b>	<b>0,00</b>	<b>620 554,13</b>	<b>620 554,13</b>	<b>620 554,13</b>
<b>040 Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>1 929 145,00</b>		<b>2 108 134,00</b>	<b>2 108 134,00</b>	<b>2 108 134,00</b>
<b>041 Opérations patrimoniales</b>	<b>50 000,00</b>		<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>
<b>Dépenses d'investissement - Total</b>	<b>12 700 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 763 432,00</b>	<b>13 763 432,00</b>	<b>13 763 432,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>13 763 432,00</b>
---	----------------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
<b>Recettes d'équipement</b>	<b>2 869 999,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 513 735,00</b>	<b>3 513 735,00</b>	<b>3 513 735,00</b>
<b>Opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes financières</b>	<b>1 060 001,00</b>	<b>0,00</b>	<b>971 784,00</b>	<b>971 784,00</b>	<b>971 784,00</b>
<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>8 720 000,00</b>		<b>9 227 913,00</b>	<b>9 227 913,00</b>	<b>9 227 913,00</b>
<b>041 Opérations patrimoniales</b>	<b>50 000,00</b>		<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>
<b>Recettes d'investissement - Total</b>	<b>12 700 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 763 432,00</b>	<b>13 763 432,00</b>	<b>13 763 432,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>13 763 432,00</b>
---	----------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.1</b>

**DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	<b>15 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>20 000,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	15 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2033	Frais d'insertion	15 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

## DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
<b>TOTAL</b>		<b>12 911 219,49</b>	<b>0,00</b>	<b>10 964 743,87</b>	<b>10 964 743,87</b>
2010000006	GROUPEMENT OUEST	3 989 870,16	0,00	0,00	0,00
2012000001	PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION	909 083,18	0,00	0,00	0,00
2013000002	MODERNISATION DES OUTILS	1 534 477,95	0,00	108 000,00	108 000,00
2014000009	MONTIVILLIERS REHABILITATION	64 964,09	0,00	156 478,77	156 478,77
2014000010	DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX	0,00	0,00	0,00	0,00
2014000012	NOUVELLE AP LE HAVRE SUD	288 923,92	0,00	2 093 000,00	2 093 000,00
2015000001	MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS	0,00	0,00	0,00	0,00
2016000001	AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES	0,00	0,00	0,00	0,00
2016000002	ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS	0,00	0,00	0,00	0,00
2016000004	RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA	1 375 823,98	0,00	359 870,02	359 870,02
2016000006	REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI	760 633,29	0,00	594 563,48	594 563,48
2016000008	RENOUVELLEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME DINFORMATION	0,00	0,00	0,00	0,00
2017000001	TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	0,00	0,00	140 000,00	140 000,00
2017000002	RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX	561 325,89	0,00	0,00	0,00
2017000003	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE	51 095,92	0,00	432 255,60	432 255,60
2017000004	CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR	466 322,84	0,00	166 000,00	166 000,00
2018000001	SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS	135 620,27	0,00	262 400,00	262 400,00
2018000002	TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE	319 472,04	0,00	450 100,00	450 100,00
2018000003	RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	1 080,00	0,00	500 000,00	500 000,00
2019000001	MATERIELS NON-OPERATIONNELS	269 372,12	0,00	447 373,00	447 373,00
2019000002	MATERIELS D'INTERVENTION COURANT	969 946,57	0,00	1 678 750,00	1 678 750,00
2019000003	MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS	1 125 405,54	0,00	2 565 330,00	2 565 330,00
2019000004	MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET	13 741,10	0,00	60 877,00	60 877,00
2019000005	MATERIELS DU SERVICE DE SSANTE ET SECOURS MEDICAL	70 665,83	0,00	83 346,00	83 346,00
2019000006	E-SECOURS	0,00	0,00	575 000,00	575 000,00
2019000007	CIS LES GRANDES VENTES	3 394,80	0,00	111 000,00	111 000,00
2019000008	CIS MALAUNAY-MONTVILLE	0,00	0,00	180 400,00	180 400,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2010000006

LIBELLE : GROUPEMENT OUEST

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1006

## DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>3 989 870,16</b>	<b>3 989 870,16</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	25 616,08	75 933,29	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	9 527,39	9 527,39	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	65 151,90	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	16 088,69	1 254,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 964 254,08	3 913 936,87	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	3 964 254,08	3 895 451,47	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	18 485,40	0,00	0,00	0,00

## FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012000001**  
**LIBELLE : PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1201**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>1 142 500,00</b>	<b>909 083,18</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>5 440,61</b>	<b>9 821,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	5 440,61	9 821,30	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>1 137 059,39</b>	<b>899 261,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
231311	Bâtiments administratifs	1 137 059,39	899 261,88	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000002**  
**LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>1 675 000,00</b>	<b>1 534 477,95</b>	<b>a 0,00</b>	<b>108 000,00</b>	<b>b 108 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>1 550 444,27</b>	<b>1 409 922,23</b>	<b>0,00</b>	<b>108 000,00</b>	<b>108 000,00</b>
2031	Frais d'études	71 752,23	71 752,23	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	1 478 692,04	1 338 170,00	0,00	108 000,00	108 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>124 555,73</b>	<b>124 555,72</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2183	Matériel informatique	124 555,73	124 555,72	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-108 000,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000009**  
**LIBELLE : MONTIVILLIERS REHABILITATION**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1409**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>510 000,00</b>	<b>64 964,09</b>	<b>a 0,00</b>	<b>156 478,77</b>	<b>b 156 478,77</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>630,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	630,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 981,00</b>	<b>27 981,00</b>
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	24 000,00	24 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	3 981,00	3 981,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>510 000,00</b>	<b>64 334,09</b>	<b>0,00</b>	<b>128 497,77</b>	<b>128 497,77</b>
231312	Centres d'incendie et de secours	510 000,00	64 334,09	0,00	128 497,77	128 497,77

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>12 750,00</b>	<b>d 12 750,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1313	Subv. transf. départements	0,00	0,00	12 750,00	12 750,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-143 728,77</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000010**  
**LIBELLE : DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1410**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000012**  
**LIBELLE : NOUVELLE AP LE HAVRE SUD**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>10 200 000,00</b>	<b>288 923,92</b>	<b>a 0,00</b>	<b>2 093 000,00</b>	<b>b 2 093 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>36 653,11</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>5 000,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	36 113,11	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	540,00	0,00	5 000,00	5 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>19 227,84</b>	<b>0,00</b>	<b>96 986,00</b>	<b>96 986,00</b>
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	2 190,65	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	17 037,19	0,00	46 986,00	46 986,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>10 200 000,00</b>	<b>233 042,97</b>	<b>0,00</b>	<b>1 991 014,00</b>	<b>1 991 014,00</b>
231312	Centres d'incendie et de secours	10 200 000,00	233 042,97	0,00	1 991 014,00	1 991 014,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>505 000,00</b>	<b>d 505 000,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1313	Subv. transf. départements	0,00	0,00	255 000,00	255 000,00
1315	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-1 588 000,00</b>
--------------------------------------	----------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000001**  
**LIBELLE : MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1501**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000001**  
**LIBELLE : AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1601**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000002**  
**LIBELLE : ACQUISITION DEQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1602**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>				<b>0,00</b>
--------------------------------------	--	--	--	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000004**  
**LIBELLE : RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1604**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>1 820 920,00</b>	<b>1 375 823,98</b>	<b>a 0,00</b>	<b>359 870,02</b>	<b>b 359 870,02</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 820 920,00	1 375 823,98	0,00	359 870,02	359 870,02
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 820 920,00	1 311 729,84	0,00	359 870,02	359 870,02
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	52 089,10	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	0,00	11 366,59	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	638,45	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-359 870,02</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000006**  
**LIBELLE : REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1606**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>1 600 000,00</b>	<b>760 633,29</b>	<b>a 0,00</b>	<b>594 563,48</b>	<b>b 594 563,48</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 600 000,00	499 589,03	0,00	594 563,48	594 563,48
21311	Bâtiments administratifs	29 822,00	103 139,23	0,00	109 063,48	109 063,48
21312	Centres d'incendie et de secours	1 552 283,00	315 183,12	0,00	485 500,00	485 500,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	24 197,76	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	12 941,38	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	17 895,00	31 418,25	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	6 758,24	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	5 951,05	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	261 044,26	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	15 945,85	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	63 247,90	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	181 850,51	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-594 563,48</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000008**  
**LIBELLE : RENOUELEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1608**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000001**  
**LIBELLE : TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1701**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
*	<b>DEPENSES</b>	<b>1 465 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>140 000,00</b>	<b>b 140 000,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 465 000,00	0,00	0,00	140 000,00	140 000,00
231318	Autres bâtiments publics	1 465 000,00	0,00	0,00	140 000,00	140 000,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-140 000,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000002**  
**LIBELLE : RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1702**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>561 325,89</b>	<b>a 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>b 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>4 152,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	4 152,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>387 961,64</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21318	Autres bâtiments publics	0,00	480,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	387 481,64	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>169 212,25</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
231318	Autres bâtiments publics	0,00	162 608,95	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	6 603,30	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>0,00</b>
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000003**  
**LIBELLE : REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1703**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>500 000,00</b>	<b>51 095,92</b>	<b>a 0,00</b>	<b>432 255,60</b>	<b>b 432 255,60</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>5 000,00</b>
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>3 420,77</b>	<b>0,00</b>	<b>4 350,00</b>	<b>4 350,00</b>
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	3 420,77	0,00	4 350,00	4 350,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>500 000,00</b>	<b>47 675,15</b>	<b>0,00</b>	<b>422 905,60</b>	<b>422 905,60</b>
231312	Centres d'incendie et de secours	500 000,00	44 045,15	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	3 630,00	0,00	422 905,60	422 905,60

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-432 255,60</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000004**  
**LIBELLE : CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1704**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>2 830 000,00</b>	<b>466 322,84</b>	<b>a 0,00</b>	<b>166 000,00</b>	<b>b 166 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>5 000,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 830 000,00</b>	<b>463 022,84</b>	<b>0,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	2 830 000,00	452 485,64	0,00	0,00	0,00
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	10 537,20	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>3 300,00</b>	<b>0,00</b>	<b>111 000,00</b>	<b>111 000,00</b>
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	111 000,00	111 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	3 300,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-166 000,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000001**  
**LIBELLE : SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1801**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>600 000,00</b>	<b>135 620,27</b>	<b>a 0,00</b>	<b>262 400,00</b>	<b>b 262 400,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>600 000,00</b>	<b>135 620,27</b>	<b>0,00</b>	<b>262 400,00</b>	<b>262 400,00</b>
21311	Bâtiments administratifs	0,00	91 955,96	0,00	152 375,00	152 375,00
21312	Centres d'incendie et de secours	600 000,00	41 636,20	0,00	110 025,00	110 025,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	1 842,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	186,11	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-262 400,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000002**  
**LIBELLE : TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1802**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>1 400 000,00</b>	<b>319 472,04</b>	<b>a 0,00</b>	<b>450 100,00</b>	<b>b 450 100,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>1 258 522,65</b>	<b>18 198,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	1 258 522,65	18 198,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>141 477,35</b>	<b>301 274,04</b>	<b>0,00</b>	<b>450 100,00</b>	<b>450 100,00</b>
21311	Bâtiments administratifs	0,00	39 291,28	0,00	236 000,00	236 000,00
21312	Centres d'incendie et de secours	141 477,35	259 015,16	0,00	214 100,00	214 100,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	2 967,60	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-450 100,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000003**  
**LIBELLE : RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1803**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>6 415 000,00</b>	<b>1 080,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>500 000,00</b>	<b>b 500 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>1 080,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 000,00</b>	<b>2 000,00</b>
2033	Frais d'insertion	0,00	1 080,00	0,00	2 000,00	2 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>6 415 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21312	Centres d'incendie et de secours	6 415 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>498 000,00</b>	<b>498 000,00</b>
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	498 000,00	498 000,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-500 000,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000001**  
**LIBELLE : MATERIELS NON-OPERATIONNELS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1901**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>1 837 746,00</b>	<b>269 372,12</b>	<b>a 0,00</b>	<b>447 373,00</b>	<b>b 447 373,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>72 434,06</b>	<b>0,00</b>	<b>19 000,00</b>	<b>19 000,00</b>
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	72 434,06	0,00	19 000,00	19 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 837 746,00</b>	<b>196 938,06</b>	<b>0,00</b>	<b>428 373,00</b>	<b>428 373,00</b>
21531	Réseaux de transmission	26 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	1 218 734,00	6 947,42	0,00	24 700,00	24 700,00
21571	Ateliers	0,00	3 312,64	0,00	6 401,00	6 401,00
21578	Autre matériel et outillage technique	458 295,00	23 905,49	0,00	33 424,00	33 424,00
2183	Matériel informatique	0,00	95 905,77	0,00	241 037,00	241 037,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	134 142,00	27 725,67	0,00	64 007,00	64 007,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	39 141,07	0,00	58 804,00	58 804,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-447 373,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000002**  
**LIBELLE : MATERIELS D'INTERVENTION COURANT**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1902**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>5 008 924,00</b>	<b>969 946,57</b>	<b>a 0,00</b>	<b>1 678 750,00</b>	<b>b 1 678 750,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>5 008 924,00</b>	<b>969 946,57</b>	<b>0,00</b>	<b>1 678 750,00</b>	<b>1 678 750,00</b>
21531	Réseaux de transmission	725 268,50	137 993,75	0,00	76 396,00	76 396,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	26 537,23	0,00	23 600,00	23 600,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	4 283 655,50	805 415,59	0,00	1 578 754,00	1 578 754,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-1 678 750,00</b>
--------------------------------------	----------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000003**  
**LIBELLE : MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1903**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>9 713 377,00</b>	<b>1 125 405,54</b>	<b>a 0,00</b>	<b>2 565 330,00</b>	<b>b 2 565 330,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>9 713 377,00</b>	<b>1 125 405,54</b>	<b>0,00</b>	<b>2 565 330,00</b>	<b>2 565 330,00</b>
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	4 254 309,40	1 064 647,18	0,00	2 483 523,00	2 483 523,00
2182	Matériel de transport	5 459 067,60	60 758,36	0,00	81 807,00	81 807,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-2 565 330,00</b>
--------------------------------------	----------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000004**  
**LIBELLE : MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1904**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>138 836,00</b>	<b>13 741,10</b>	<b>a 0,00</b>	<b>60 877,00</b>	<b>b 60 877,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	138 836,00	13 741,10	0,00	60 877,00	60 877,00
2188	Autres immobilisations corporelles	138 836,00	13 741,10	0,00	60 877,00	60 877,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-60 877,00</b>
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000005**  
**LIBELLE : MATERIELS DU SERVICE DE SSANTE ET SECOURS MEDICAL**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1905**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>315 098,00</b>	<b>70 665,83</b>	<b>a 0,00</b>	<b>83 346,00</b>	<b>b 83 346,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	315 098,00	70 665,83	0,00	83 346,00	83 346,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	157 549,00	56 895,01	0,00	83 346,00	83 346,00
2158	Autres install., mat et outill. techn.	157 549,00	12 379,54	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 391,28	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-83 346,00</b>
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000006**  
**LIBELLE : E-SECOURS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1906**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>1 312 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>575 000,00</b>	<b>b 575 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 312 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>575 000,00</b>	<b>575 000,00</b>
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	1 312 500,00	0,00	0,00	575 000,00	575 000,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-575 000,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000007**  
**LIBELLE : CIS LES GRANDES VENTES**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1907**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>2 512 000,00</b>	<b>3 394,80</b>	<b>a 0,00</b>	<b>111 000,00</b>	<b>b 111 000,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 512 000,00	3 394,80	0,00	111 000,00	111 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	2 512 000,00	3 394,80	0,00	111 000,00	111 000,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-111 000,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

**CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000008**  
**LIBELLE : CIS MALAUNAY-MONTVILLE**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1908**

**DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>DEPENSES</b>	<b>4 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>a 0,00</b>	<b>180 400,00</b>	<b>b 180 400,00</b>
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 100 000,00	0,00	0,00	180 400,00	180 400,00
231312	Centres d'incendie et de secours	4 100 000,00	0,00	0,00	180 400,00	180 400,00

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>c 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>d 0,00</b>
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde = (c + d) – (a + b) (4)</b>	<b>-180 400,00</b>
--------------------------------------	--------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.4</b>

Cet état ne contient pas d'information.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER</b>	<b>B2</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	50 000,00	0,00	0,00	0,00
20412	Subv. public - Bâtiments, installations	50 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES</b>	<b>B3</b>

**DEPENSES FINANCIERES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	<b>211 994,42</b>	<b>0,00</b>	<b>620 554,13</b>	<b>620 554,13</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	111 219,00	0,00	175 182,00	175 182,00
1641	Emprunts en euros	111 219,00	0,00	175 182,00	175 182,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	100 775,42		445 372,13	445 372,13

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	<b>2 869 999,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 513 735,00</b>	<b>3 513 735,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (sauf 138)</b>	<b>109 125,00</b>	<b>0,00</b>	<b>663 735,00</b>	<b>663 735,00</b>
1313	Subv. transf. départements	0,00	0,00	267 750,00	267 750,00
1315	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	109 125,00	0,00	145 985,00	145 985,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (2)</b>	<b>2 760 874,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 850 000,00</b>	<b>2 850 000,00</b>
1641	Emprunts en euros	2 760 874,00	0,00	2 850 000,00	2 850 000,00
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES</b>	<b>B5</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	<b>1 060 001,00</b>	<b>0,00</b>	<b>971 784,00</b>	<b>971 784,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>1 060 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>971 783,00</b>	<b>971 783,00</b>
10222	FCTVA	1 060 000,00	0,00	971 783,00	971 783,00
<b>138</b>	<b>Autres subventions invest. non transf.</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectation (BA)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>024</b>	<b>Produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS</b>	<b>B6</b>

**RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)**

Chap.	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées de l'opération au 01/01/N (2)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL DEPENSES (3) (4)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL RECETTES (3) (4)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Ensemble des réalisations connues au 01/01/N.

(3) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
<b>040</b>	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>1 929 145,00</b>	<b>2 108 134,00</b>	<b>2 108 134,00</b>
13912	Sub. transf cpte résult. régions	92 015,00	116 596,00	116 596,00
198	Neutralisation des amortissements	0,00	1 931 538,00	1 931 538,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 837 130,00	60 000,00	60 000,00
	<b>RECETTES (2)</b>	<b>8 720 000,00</b>	<b>9 227 913,00</b>	<b>9 227 913,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>8 320 000,00</b>	<b>8 327 913,00</b>	<b>8 327 913,00</b>
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	8 327 913,00	8 327 913,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	8 320 000,00	0,00	0,00
<b>021</b>	<b>Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>400 000,00</b>	<b>900 000,00</b>	<b>900 000,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES				B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
<b>041</b>	<b>DEPENSES (2)</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	50 000,00	50 000,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	50 000,00	0,00	0,00
<b>041</b>	<b>RECETTES (2)</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>50 000,00</b>
21312	Centres d'incendie et de secours	50 000,00	50 000,00	50 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b> <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>B9.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>737 150,13</b>	<b>I 737 150,13</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>175 182,00</b>	<b>175 182,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	175 182,00	175 182,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>561 968,13</b>	<b>561 968,13</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	116 596,00	116 596,00
020	Dépenses imprévues	445 372,13	445 372,13

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>737 150,13</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>737 150,13</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>10 199 697,00</b>	<b>III 10 199 697,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>971 783,00</b>	<b>971 783,00</b>
10222	FCTVA	971 783,00	971 783,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b)</b>		<b>9 227 914,00</b>	<b>9 227 914,00</b>
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	8 327 913,00	8 327 913,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	0,00	0,00
481...	Charges à répartir		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	1,00
021	Virement de la section de fonctionnement	900 000,00	900 000,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>10 199 697,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 199 697,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 737 150,13</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 10 199 697,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (5) 9 462 546,87</b>

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.



IV – ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE			A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 1424-30 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE			A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					1 875 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					1 875 000,00									
A14160JP-Conso 1	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2016	10/03/2017	10/03/2017	1 125 000,00	F	Taux fixe à 1.31	1,310	1,310		T	P	O	A-1
A14160JP-Conso 2	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2016	11/12/2017	11/01/2018	750 000,00	V	(Euribor 03 M + 0.53)-Floor 0 sur Euribor 03 M	0,530	0,530		T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Emprunts et dettes à l'origine du contrat											
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel		
1687 Autres dettes (total)					0,00						
Total général					1 875 000,00						

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.  
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.  
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).  
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).  
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.  
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.  
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.  
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE			A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N									
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt		Capital	Annuités de l'exercice	
						Type de taux (12)	Index (13)		Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)
							Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)			ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		1 626 530,33				112 228,13	16 002,83	1 377,54
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 626 530,33				112 228,13	16 002,83	1 377,54
A14160JP-Conso 1	N	0,00	A-1	987 199,27	17,00	F	Taux fixe à 1,31	51 350,94	12 680,74	681,09
A14160JP-Conso 2	N	0,00	A-1	639 331,06	9,00	V	(Euribor 03 M + 0,53)-Floor 0 sur Euribor 03 M	60 877,19	3 322,09	696,45
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		1 626 530,33				112 228,13	16 002,83	1 377,54

- (9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
- (10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
- (11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
- (14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
- (15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
- (16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX		A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS			A1.4

## A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré ( <i>tunnel</i> )	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 626 530,33	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange ( <i>swap</i> )	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 : multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE		A1.5

## A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, turnover, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.



IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	IV
	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)		
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture	
Taux fixe (total)							0,00	0,00		
Taux variable simple (total)							0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)							0,00	0,00		
Total							0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES			A2
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
	<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études (non suivies de réalisation)	5	05/12/2019
L	Frais de recherche et de développement (en cas de réussite du projet)	5	05/12/2019
L	Frais d'insertion (en cas d'échec du projet)	5	05/12/2019
L	Logiciels bureautiques	3	05/12/2019
L	Prologiciels métiers	10	05/12/2019
L	Système d'alerte	12	05/12/2019
L	Récepteurs d'ordres (Récepteur Transmetteur Individuel d'Appel Sélectif)	5	05/12/2019
L	Terminaux de téléphonies (téléphones IP, Numériques et DECT complexes)	8	05/12/2019
L	Terminaux de radio (portatifs, mobiles, bases)	8	05/12/2019
L	Infrastructures (autocommutateurs)	10	05/12/2019
L	Matériels USSH (balises GPS, VHF portatives, casques de transmission)	8	05/12/2019
L	Autres matériels de transmissions	8	05/12/2019
L	Smartphones	2	05/12/2019
L	Autres matériels de téléphonie	8	05/12/2019
L	PC fixes	5	05/12/2019
L	PC portables	3	05/12/2019
L	Tablettes	3	05/12/2019
L	Ecrans	5	05/12/2019
L	Fax	3	05/12/2019
L	Imprimantes	1	05/12/2019
L	Imprimantes externes avec fonctionnalités spécifiques (ECG...)	3	05/12/2019
L	Serveurs	6	05/12/2019
L	Matériel réseau	4	05/12/2019
L	Copieurs	5	05/12/2019
L	Bras Elévateurs Aériens (BEA)	20	05/12/2019
L	Echelles Pivotantes Séquentielles (EPS)	20	05/12/2019
L	Véhicules de Secours Aux Victimes (VSAV)	10	05/12/2019
L	Véhicules de Soutien Sanitaire (VSS) / SSO	20	05/12/2019
L	Camions Citernes Forestiers Moyens (CCFM) / Camions Citernes Industriels (CCI et CCGC)	25	05/12/2019
L	Camions Citernes Ruraux (CCR)	20	05/12/2019
L	Fourgons Pompe Tonne Légers (FPTL) / Véhicules Première Intervention (VPI)	20	05/12/2019
L	Fourgons Pompe Tonne (FPT)	20	05/12/2019
L	Fourgons Pompe Tonne Grande Puissance (FPTGP)	20	05/12/2019
L	Fourgons Pompe Tonne Secours Routiers (FPTSR)	20	05/12/2019
L	Fourgons Mousse Grande Puissance (FMOGP)	20	05/12/2019
L	Véhicules de Secours Routier Moyen (VSRM)	20	05/12/2019
L	Dévidoirs Automobiles (DA)	25	05/12/2019
L	Véhicules de Balisage et Signalisation (VBS)	20	05/12/2019
L	Véhicule Ateliers (VARI)	10	05/12/2019
L	VTU / VTU-BS / VLOG	20	05/12/2019
L	Véhicules de Maintenance (VMA)	10	05/12/2019
L	Véhicules Légers (VL)	8	05/12/2019
L	Véhicules légers (VL) électriques	8	05/12/2019
L	Véhicules Légers de Reconnaissance (VLR)	12	05/12/2019
L	VLRCG / VLHRCC	12	05/12/2019

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
L	Véhicules Légers de Reconnaissance Tout Chemin (VLRTC)	12	05/12/2019
L	Véhicules légers Hors Route (VLHR)	25	05/12/2019
L	Véhicule de transport de personnes (VTP)	15	05/12/2019
L	Voiturette de transport de matériels	10	05/12/2019
L	Tracteur polyvalent	10	05/12/2019
L	Véhicule Groupe de Reconnaissance et Intervention en Milieu Périlleux (VGRIMP)	20	05/12/2019
L	Fourgon Risques Technologiques (FRT)	20	05/12/2019
L	Véhicule de Secours AQuatique (VSAQ)	10	05/12/2019
L	Véhicule poste de commandement (VPCS) site	20	05/12/2019
L	Véhicule poste de commandement (VPCC) colonne	12	05/12/2019
L	Véhicule Porte-Cellules (VPCE)	25	05/12/2019
L	Toutes cellules	25	05/12/2019
L	Moto-Pompes Remorquables (MPR) / Remorques Epuisement (REP)	20	05/12/2019
L	Bateaux de Sauvetage Léger (BSL)	10	05/12/2019
L	Boîtiers de commande /Combinés haut parleur	10	05/12/2019
L	Roues	12	05/12/2019
L	Echelles	10	05/12/2019
L	Porte échelle	10	05/12/2019
L	Incendie	10	05/12/2019
L	Sauvetage	10	05/12/2019
L	cordes et harnais	7	05/12/2019
L	Désincarcération	15	05/12/2019
L	Drône	5	05/12/2019
L	Epuisement (dont matériels d'obturation)	15	05/12/2019
L	Kit de lutte contre les frelons asiatiques	10	05/12/2019
L	Matériel biomédical	8	05/12/2019
L	Matériel d'immobilisation	4	05/12/2019
L	Bagagerie	4	05/12/2019
L	Dispositif de transport	8	05/12/2019
L	Tenue de protection textile	10	05/12/2019
L	Tenue F1/ Polos / Gants	2	05/12/2019
L	Bottes d'intervention et chaussures de sécurité	7	05/12/2019
L	Chaussants non incendie	2	05/12/2019
L	Casques	15	05/12/2019
L	ARI	10	05/12/2019
L	Bouteilles sous pression	15	05/12/2019
L	Tenues à usage limité	5	05/12/2019
L	Tenues lourdes	10	05/12/2019
L	Appareils de détection	10	05/12/2019
L	Sondes	5	05/12/2019
L	Aspirateur de récupération des effluents et poussières	15	05/12/2019
L	Barrages flottants	10	05/12/2019
L	Ecran de protection des rayonnements	15	05/12/2019
L	Citernes souples	10	05/12/2019
L	Détecteurs gazeux	5	05/12/2019
L	Valise de détection toxique de guerre	3	05/12/2019
L	Douche de décontamination SAS	10	05/12/2019
L	Pincés à distance	10	05/12/2019
L	Combinaisons	3	05/12/2019
L	Vibraphones et vibrascopes	10	05/12/2019
L	Elingues textiles	7	05/12/2019
L	Elingues et câbles acier	10	05/12/2019
L	Tenues Feux de navire et sous-combinaisons	10	05/12/2019

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	Délibération du
L	Tenues de survie en mer	7 05/12/2019
L	Bottes Feux de navire	7 05/12/2019
L	Combinaisons humides et semi-sèches	5 05/12/2019
L	Combinaisons étanches	7 05/12/2019
L	Instruments d'éclairage (lampes...)	5 05/12/2019
L	Gilets de sauvetage ou de stabilisation	7 05/12/2019
L	Instruments de mesure (montres, profondimètres...)	10 05/12/2019
L	Matériel de relevage (bouée de palier, parachutes...)	10 05/12/2019
L	Ceintures de lestage et plomb	10 05/12/2019
L	Détendeurs	10 05/12/2019
L	Paddle board	15 05/12/2019
L	Combinaisons	3 05/12/2019
L	Treuil	15 05/12/2019
L	Barquettes	20 05/12/2019
L	Civière	10 05/12/2019
L	Siège	5 05/12/2019
L	Mobilier	15 05/12/2019
L	Audiovisuel	5 05/12/2019
L	Outillages	10 05/12/2019
L	Autres	10 05/12/2019
L	Construction bâtiment	40 05/12/2019
L	Réhabilitation bâtiment	20 05/12/2019
L	Travaux de voirie	10 05/12/2019
L	Travaux de toiture	20 05/12/2019
L	Pylônes	15 05/12/2019
L	Installations, matériels et outillage technique attachés aux bâtiments	10 05/12/2019
L	Subventions d'équipement versées	1 05/12/2019
L	Aménagements complémentaires modifiant la catégorie d'appartenance du bien	1 05/12/2019
L	Subventions reçues visant à financer un ou plusieurs équipements	1 05/12/2019

IV – ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N ET PROVISIONS NOUVELLES							A3
Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE E = C - D	
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		9 271 875,81	9 271 875,81	574 823,04	8 697 052,77	
Provisions pour litiges et contentieux	0,00		1 644 792,73	1 644 792,73	561 330,00	1 083 462,73	
PROTOCOLE SOCIETE SYSTEL MARCHÉ 20090023	0,00	15/12/2011	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	
CONTENTIEUX CIS BOLBEC	0,00	05/02/2016	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	
CONTENTIEUX CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	0,00	14/12/2016	1 434 792,73	1 434 792,73	561 330,00	873 462,73	
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour grosses réparations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres provisions pour risques	0,00		7 627 083,08	7 627 083,08	13 493,04	7 613 590,04	
PROVISION AUTO-ASSURANCE	0,00	05/02/2016	117 000,00	117 000,00	0,00	117 000,00	
CREANCES IRRECOURVABLES	0,00	14/12/2016	5 583,08	5 583,08	1 793,04	3 790,04	
CONTENTIEUX TEMPS DE TRAVAIL	0,00	16/02/2018	150 500,00	150 500,00	11 700,00	138 800,00	
PROTOCOLE DE NEGOCIATION SYNDICALE	0,00	04/06/2019	4 500 000,00	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	
COMPTE PERSONNEL DE FORMATION	0,00	10/10/2019	2 854 000,00	2 854 000,00	0,00	2 854 000,00	
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des stocks	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL	0,00		9 271 875,81	9 271 875,81	574 823,04	8 697 052,77	

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, ...).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN – SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET</b> (Article L. 2311-7 du CGCT par renvoi de l'article L. 3241-1 et L. 3312-7 du CGCT)	<b>B1</b>

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
<b>INVESTISSEMENT</b>					<b>0,00</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>					<b>93 000,00</b>
6574		Resserer les liens de camaraderie qui unissent les agents et les retraités du SDIS	Amicale du personnel du SDIS 76	Association	32 000,00
6574		Sauvegarde et conservation du patrimoine relatif à l'histoire des sapeurs-pompiers de France	Musée des sapeurs-pompiers de France	Association	5 000,00
6574		Assurer la protection matérielle et morale des orphelins de sapeurs-pompiers	Œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France	Association	2 000,00
6574		Unir l'ensemble des amicales de SP et d'encourager le développement de sections de JSP et du sport	Union Départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime	Association	43 000,00
6574		Mener des actions au profit des sapeurs-pompiers, des compétitions sportives, des JSP et orphelins	Union Régionale des sapeurs-pompiers du Nord de la France	Association	1 000,00
6574		Développer la promotion du sport , renforcer la convivialité entre les personnels	SP 76 Multisports	Association	10 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B5

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					209 000,00	41 800,00	41 800,00
2014	SUBVENTION	ANR	4	A	209 000,00	41 800,00	41 800,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					209 000,00	41 800,00	41 800,00

IV – ANNEXES			IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME			B6

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP vote y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
<b>TOTAL</b>	<b>59 346 901,00</b>	<b>-260 129,84</b>	<b>59 086 771,16</b>	<b>15 264 515,43</b>	<b>10 964 743,87</b>	<b>14 818 721,59</b>	<b>18 038 790,27</b>
2010-1006 1006 - GROUPEMENT OUEST	4 250 000,00	-260 129,84	3 989 870,16	3 989 870,16	0,00	0,00	0,00
2012-1201 1201 - PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION	1 142 500,00	0,00	1 142 500,00	1 142 500,00	0,00	0,00	0,00
2013-1302 1302 - MODERNISATION OUTILS INFORMATIQ	1 675 000,00	0,00	1 675 000,00	1 567 000,00	108 000,00	0,00	0,00
2014-1409 1409 - MONTIVILLIERS REHABILITATION	510 000,00	0,00	510 000,00	351 521,23	156 478,77	2 000,00	0,00
2014-1412 1412 - NOUVELLE AP LE HAVRE SUD	10 200 000,00	0,00	10 200 000,00	642 803,38	2 093 000,00	3 347 000,00	4 117 196,62
2016-1604 1604 - RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MATERIELS ROULANTS	1 820 920,00	0,00	1 820 920,00	1 461 049,98	359 870,02	0,00	0,00
2016-1606 1606 - REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	1 005 436,52	594 563,48	0,00	0,00
2017-1701 1701 - TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	1 465 000,00	0,00	1 465 000,00	10 000,00	140 000,00	1 315 000,00	0,00
2017-1703 1703 - REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE	500 000,00	0,00	500 000,00	67 744,40	432 255,60	0,00	0,00
2017-1704 1704 - CONSTRUCTION DU CIS DE DUCLAIR	2 830 000,00	0,00	2 830 000,00	480 000,00	166 000,00	1 715 000,00	469 000,00
2018-1801 1801 - SECURITE DANS LES ETABLISSEMENT DU SDIS	600 000,00	0,00	600 000,00	246 388,41	262 400,00	91 211,59	0,00
2018-1802 1802 - TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET DECONOMIES D'ENERGIE	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	494 977,35	450 100,00	370 000,00	84 922,65
2018-1803 1803 - RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	6 415 000,00	0,00	6 415 000,00	20 000,00	500 000,00	2 680 000,00	3 215 000,00
2019-1901 1901 - MATERIELS NON-OPERATIONNELS	1 837 746,00	0,00	1 837 746,00	437 354,00	447 373,00	439 441,00	513 578,00
2019-1902 1902 - MATERIELS D'INTERVENTION COURANT	5 008 924,00	0,00	5 008 924,00	1 404 386,00	1 678 750,00	1 148 379,00	777 409,00
2019-1903 1903 - MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS	9 713 377,00	0,00	9 713 377,00	1 717 463,00	2 565 330,00	2 517 651,00	2 912 933,00
2019-1904 1904 - MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	138 836,00	0,00	138 836,00	9 724,00	60 877,00	34 073,00	34 162,00
2019-1905 1905 - MATERIELS DU SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL	315 098,00	0,00	315 098,00	83 297,00	83 346,00	69 566,00	78 889,00
2019-1906 1906 - E-SECOURS	1 312 500,00	0,00	1 312 500,00	0,00	575 000,00	246 000,00	491 500,00
2019-1907 1907 - CIS LES GRANDES VENTES	2 512 000,00	0,00	2 512 000,00	10 000,00	111 000,00	663 000,00	1 728 000,00
2019-1908 1908 - CIS MALAUNAY - MONTVILLE RECONSTRUCTION	4 100 000,00	0,00	4 100 000,00	123 000,00	180 400,00	180 400,00	3 616 200,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.



## IV – ANNEXES

## IV

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

## C1

## C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		145,00	0,00	145,00	123,40	8,00	131,40
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	94,00	0,00	94,00	86,60	1,00	87,60
ATTACHE	A	11,00	0,00	11,00	7,00	2,00	9,00
DIRECTEUR	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEUR	B	39,00	0,00	39,00	29,80	5,00	34,80
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		98,00	0,00	98,00	77,70	11,00	88,70
ADJOINT TECHNIQUE	C	35,00	0,00	35,00	30,80	0,00	30,80
AGENT DE MAITRISE	C	25,00	0,00	25,00	23,00	2,00	25,00
INGENIEUR	A	11,00	0,00	11,00	5,90	5,00	10,90
TECHNICIEN	B	27,00	0,00	27,00	18,00	4,00	22,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
ASSISTANT SOCIO EDUCATIF PRINCIPAL	B	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		915,00	0,00	915,00	872,90	1,00	873,90
ADJUDANT/ADJUDANT-CHEF	C	257,00	0,00	257,00	253,60	0,00	253,60
CADRE DE SANTE DE 1ère CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CAPITAINE	A	33,00	0,00	33,00	28,00	0,00	28,00
CAPORAL	C	235,00	0,00	235,00	215,90	0,00	215,90
CAPORAL-CHEF	C	98,00	0,00	98,00	93,80	0,00	93,80
COLONEL	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
COLONEL HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
COMMANDANT	A	25,00	0,00	25,00	24,00	0,00	24,00
INFIRMIER HORS CLASSE	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
LIEUTENANT 1ERE CLASSE	B	35,00	0,00	35,00	33,00	0,00	33,00
LIEUTENANT 2EME CLASSE	B	13,00	0,00	13,00	11,00	0,00	11,00
LIEUTENANT HORS CLASSE	B	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
LIEUTENANT-COLONEL	A	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
MEDECIN DE CLASSE EXCEPTIONNELLE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
MEDECIN HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
PHARMACIEN DE CLASSE NORMALE	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
PHARMACIEN HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
SAPEUR	C	33,00	0,00	33,00	33,00	0,00	33,00
SERGENT- SERGENT-CHEF	C	159,00	0,00	159,00	157,00	0,00	157,00
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>1 159,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 159,00</b>	<b>1 074,90</b>	<b>20,00</b>	<b>1 094,90</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

C1

## C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	CONTRAT Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				0,00		
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	348	0,00	3-2	CDD
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	460	0,00	3-2	CDD
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	363	0,00	3-2	CDD
ATTACHE	A	ADM	490	0,00	3-3-2°	CDD
ATTACHE	A	ADM	518	0,00	3-3-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	558	0,00	3-3-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	686	0,00	3-3-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	558	0,00	3-3-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	558	0,00	3-2	CDD
INGENIEUR	A	TECH	765	0,00	3-3-2°	CDD
MEDECIN HORS CLASSE	A	OTR	912	0,00	3-3-1°	CDI
REDACTEUR	B	ADM	461	0,00	3-3-1°	CDI
REDACTEUR	B	ADM	399	0,00	3-2	CDD
REDACTEUR	B	ADM	480	0,00	3-2	CDD
REDACTEUR	B	ADM	415	0,00	3-2	CDD
REDACTEUR	B	ADM	379	0,00	3-2	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	429	0,00	3-2	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	684	0,00	3-3-1°	CDI
TECHNICIEN	B	TECH	458	0,00	3-2	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	429	0,00	3-2	CDD
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>10 965,84</b>		
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	348	0,00	3-a°	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	348	0,00	3-a°	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	348	0,00	3-a°	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	356	0,00	3-a°	CDD
APPRENTI		TECH		9 674,88	A	A Apprentissage
ESC		ADM		1 290,96	A	A Engagé de service civique
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>10 965,84</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel.  
 ANIM : Animation.

PM : Police  
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :  
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité  
3-b° : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité  
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...)  
3-2 : vacance temporaire d'un emploi  
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la qualité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la qualité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.  
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels  
110 : article 110 collaborateurs directs sur emplois de cabinets.  
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être libellés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE</b>	<b>C3.3</b>

<b>Catégorie de services</b>	<b>Intitulé / objet du service</b>	<b>Date de création</b>	<b>Date de délibération</b>	<b>N° SIRET</b>	<b>Nature de l'activité (SPIC/SPA)</b>	<b>TVA (oui / non)</b>
REGIE A SEULE AUTONOMIE FINANCIERE	RESTAURATION	01/01/2002	20/12/2001	28700001900072	SPA	oui

IV - ANNEXES						IV
ETAT DES DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES						C5
Article	Libellé	Mandat	Exercice	Montant	Montant à restituer au Sdis	
275	Dépôt de garantie - Logement	240	2004	1 400,00 €	1 400,00 €	
275	Dépôt de garantie - Badge	1130	2004	15,00 €	15,00 €	
275	Dépôt de garantie - Badge	6295	2005	61,00 €	61,00 €	
275	Dépôt de garantie - Logement	8991	2005	1 960,00 €	1 960,00 €	
275	Dépôt de garantie - Compteur eau	9779	2006	50,00 €	50,00 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	6752	2006	1 464,75 €	1 331,92 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	6753	2006	725,00 €	659,25 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	12673	2006	90,18 €	90,18 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	12674	2006	44,63 €	44,63 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	610	2007	109,67 €	109,67 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	611	2007	54,29 €	54,29 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	588	2008	41,62 €	41,62 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	589	2008	84,08 €	84,08 €	
275	Dépôt de garantie - Badge Gymnase Ville du Havre	2314	2008	15,00 €	15,00 €	
275	Dépôt de garantie - Citerne CIS BAILLY	9137	2009	1 130,00 €	1 130,00 €	
275	Dépôt de garantie - état des versements en fonctionnement basculés en 275 et non remboursés au 31/12/10	14798	2010	13 085,99 €	7 274,58 €	
275	Dépôt de garantie - Logement	2574	2010	750,00 €	750,00 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	171	2011	11,46 €	11,46 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	172	2011	23,16 €	23,16 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	4985	2012	45,84 €	45,84 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	4986	2012	92,61 €	92,61 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	2	2013	88,96 €	88,96 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	3	2013	44,03 €	44,03 €	
275	Dépôt de garantie - Logement	12300	2014	892,00 €	892,00 €	
275	Dépôt de garantie - Cartes carburant CIS YERVILLE	4577	2016	500,00 €	500,00 €	
275	Dépôt de garantie - Cis Malaunay	7037	2018	1 763,59 €	1 763,59 €	
TOTAL				24 603,86 €	18 593,87 €	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

17

Nombre de membres présents

10 + 5 pouvoir

Nombre de suffrages exprimés

15

VOTES :

Pour

15

Contre

0

Abstentions

0

Date de convocation :

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 05 décembre 2019


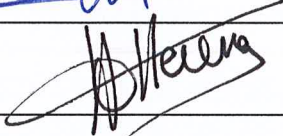
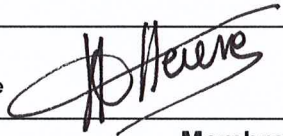

Le président

Monsieur GAUTIER André

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 05 décembre 2019

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur <b>GAUTIER André</b>	Madame <b>TESSIER Dominique</b>
Titulaires	Suppléants
Madame <b>ALLAIS Sophie</b>	Monsieur <b>ROUSSELIN Jean-Louis</b>
Madame <b>CANU Pierrette</b>	Monsieur <b>MARCHE Frédéric</b>
Madame <b>COTTEREAU Chantal</b>	Madame <b>CARON Marine</b>
Madame <b>DURANDE Florence</b>	Monsieur <b>BERTRAND Nicolas</b>
Madame <b>LEFEBVRE Blandine</b>	Monsieur <b>DUVAL Christian</b>
Monsieur <b>LEJEUNE Michel</b>	Madame <b>MSICA GUEROUT Christelle</b>
Madame <b>LUCOT-AVRIL Virginie</b>	
Monsieur <b>REGNIER Didier</b>	Madame <b>VIEUBLE Nacéra</b>
Monsieur <b>TASSERIE Sébastien</b>	Madame <b>SINEAU PATRY Cécile</b>
Madame <b>THIBAUDEAU RAINOT Florence</b>	Madame <b>FLAVIGNY Catherine</b>

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur <b>BLOND Eric</b> 	
Monsieur <b>CORITON Bastien</b> 	Madame <b>DUPARC Fabienne</b>
Madame <b>GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès</b>	
Monsieur <b>THEVENOT Jean-Pierre</b> 	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur <b>COUTEY Guillaume</b> 	Madame <b>DIALLO-CISSE Dieynaba</b>
Monsieur <b>LEROY Philippe</b>	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le .....  
et de la publication le .....

A YVETOT, le.....



**N°DCA-2019-057**

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
10  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**BUDGET PRIMITIF 2020 – BUDGET ANNEXE RESTAURATION**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU,  
Monsieur Bastien CORITON à Monsieur Jean-Pierre THEVENOT.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.  
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L3312-1 et L1424-29,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° DCA-2019-042 et le débat qui s'est déroulé le 14 novembre 2019 suite à la présentation des orientations budgétaires pour 2020.

\*

\* \*

Comme l'an dernier, le budget proposé au titre de l'exercice 2020 n'intègre pas les résultats de l'exercice précédent. Ces derniers seront constatés à l'issue du vote du compte administratif de l'exercice 2019, puis repris dans le cadre d'un budget supplémentaire.

Cette proposition s'équilibre, en dépenses et en recettes, pour un montant total de 768 898,00 € réparti comme suit :

- en fonctionnement : 756 898,00 €,

- en investissement : 12 000,00 €.

Dépenses (en € HT)	Budget Primitif 2019		Budget primitif 2020	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
Investissement	10 710,00 €	- €	12 000,00 €	- €
Fonctionnement	797 953,00 €	10 710,00 €	744 898,00 €	12 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>808 663,00 €</b>	<b>10 710,00 €</b>	<b>756 898,00 €</b>	<b>12 000,00 €</b>
Recettes (en € HT)	Budget Primitif 2019		Budget primitif 2020	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
Investissement	- €	10 710,00 €	- €	12 000,00 €
Fonctionnement	808 663,00 €	- €	756 898,00 €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>808 663,00 €</b>	<b>10 710,00 €</b>	<b>756 898,00 €</b>	<b>12 000,00 €</b>

Les données de ce projet de budget primitif sont proches de celles annoncées lors de la présentation du rapport d'orientations budgétaires (ROB) le 14 novembre dernier.

Seules les évolutions (matérialisées par une ligne en couleur dans les tableaux) et les variations les plus importantes en comparaison avec le budget primitif 2019 seront mises en exergue dans les développements suivants.

## **I – Section de fonctionnement**

### **A – Les dépenses de fonctionnement**

<b>Chapitre</b>	<b>Libellé</b>	<b>Budget primitif 2019</b>	<b>Budget primitif 2020</b>
011	Charge à caractère général	401 950,00 €	359 252,00 €
012	Charges de personnel	386 443,00 €	376 086,00 €
65	Autres charges de gestion courante	10,00 €	10,00 €
<b>Total dépenses / gestion des services</b>		<b>788 403,00 €</b>	<b>735 348,00 €</b>
67	Charges exceptionnelles	250,00 €	250,00 €
022	Dépenses imprévues	9 300,00 €	9 300,00 €
<b>Total dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>797 953,00 €</b>	<b>744 898,00 €</b>
042	Opérations d'ordre entre sections	10 710,00 €	12 000,00 €
<b>Total général dépenses de fonctionnement</b>		<b>808 663,00 €</b>	<b>756 898,00 €</b>

Les dépenses de fonctionnement sont globalement en retrait de 6 %.

- Les charges à caractère général (chapitre 011) :

Les crédits ouverts en 2019 tenaient compte de l'organisation au sein du Centre Départemental de Saint Valery en Caux de trois formations initiales au lieu de deux traditionnellement.

En 2020, le rythme habituel devrait être retrouvé générant une diminution de ce poste de dépenses.

- Les charges de personnel (chapitre 012) :

La prévision a été calculée au plus juste et à effectif constant, soit 12 agents représentant 11 équivalents temps plein.

- Les dépenses imprévues (chapitre 022) :

Ce poste de dépense exceptionnel n'était pas pris en compte dans les prospectives. Il est donc proposé, par prudence, une inscription supplémentaire de 9 300,00 € sur ce chapitre afin d'assurer la continuité de service, notamment en cas d'absence de personnel.

## B – Les recettes de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2019	Budget primitif 2020
70	Produits des services	418 001,00 €	356 339,00 €
74	Contributions et participations	6 662,00 €	- €
75	Autres produits de gestion courante	384 000,00 €	400 559,00 €
<b>Total recettes / gestion des services</b>		<b>808 663,00 €</b>	<b>756 898,00 €</b>
<b>Total général recettes de fonctionnement</b>		<b>808 663,00 €</b>	<b>756 898,00 €</b>

- Les produits des services (chapitre 70) :

La diminution du nombre de repas pris dans le cadre des formations génèrent naturellement une baisse des recettes facturées au budget principal.

Par ailleurs, au stade des orientations budgétaires, le Service escomptait pouvoir appliquer une augmentation des tarifs à hauteur de 1,1%. En effet, depuis plusieurs exercices, l'évolution de l'indice des prix à la consommation de septembre à septembre est retenue pour actualiser les différents tarifs employés par le Sdis76. La parution de l'indice définitif laisse apparaître une progression de +0.9%. Il est donc apparu nécessaire de diminuer les prévisions de recettes perçues au chapitre 70 et d'adapter la subvention d'équilibre en conséquence (chapitre 75).

- Les contributions et participations (chapitre 74) :

Suite à la pérennisation sur un du poste de titulaire de l'agent recruté dans le cadre d'un emploi d'avenir, le Sdis 76 ne bénéficie plus de l'aide financière pour ce type de contrat.

- Autres produits de gestion courante (chapitre 75) :

Pour couvrir la baisse des recettes perçues et à la prise en compte des crédits pour dépenses imprévues, la subvention d'équilibre attendue du budget principal progresse dans les mêmes proportions.

## II – Section d'investissement

Cette section ne comporte aucune modification depuis la présentation du ROB 2020.

### A – Les dépenses d'investissement

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2019	Budget primitif 2020
21	Immobilisation corporelles	10 000,00 €	11 200,00 €
020	Dépenses imprévues	710,00 €	800,00 €
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>		<b>10 710,00 €</b>	<b>12 000,00 €</b>

Les dépenses d'investissement se composent, d'une part, d'une enveloppe de 11 200,00 € permettant le renouvellement des matériels et, d'autre part, par l'inscription de crédits en dépenses imprévues.

## B – Les recettes d'investissement

La dotation aux amortissements finance intégralement le renouvellement de matériels pour un montant de 12 000,00 €.

Chapitre	Libellé	Budget primitif 2019	Budget primitif 2020
040	Opérations d'ordre entre sections	10 710,00 €	12 000,00 €
<b>Total des opérations d'ordre budgétaires</b>		<b>10 710,00 €</b>	<b>12 000,00 €</b>

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-057-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900072

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

**M. 61**

**Budget primitif**

BUDGET : Budget Restauration (1)  
Agréé au budget principal de Budget Principal (2)

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

## III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	16
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	17
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	18
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	21
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	22
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	23
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	24
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	25
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	26
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	27
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	28
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	29

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	30
A3 - Etat des provisions	Sans Objet
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet

### C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	31
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	33
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>A</b>

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
  - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
  - sans (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (4) de l'exercice précédent.

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT</b>	<b>B</b>

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Investissement</b>	0,00	0,00	(1) 0,00	0,00
<b>Fonctionnement</b>	0,00	0,00	(2) 0,00	0,00

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

### RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL</b>		(I) <b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL</b>		(II) <b>0,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT</b>	<b>B</b>

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	I + II <b>0,00</b>	III + IV <b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Investissement	I 0,00	III 0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	0,00

**RESTES A REALISER – RECETTES**

Chap. / Art. (4)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL</b>		(III) <b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL</b>		(IV) <b>0,00</b>
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
		12 000,00	12 000,00

+

+

+

R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=

=

=

Total de la section d'investissement (3)	12 000,00	12 000,00
---	-----------	-----------

V O T E		DEPENSES	RECETTES
		756 898,00	756 898,00

+

+

+

R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

Total de la section de fonctionnement (4)	756 898,00	756 898,00
--	------------	------------

TOTAL DU BUDGET (5)	768 898,00	768 898,00
------------------------	------------	------------

## TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	744 898,00	12 000,00	756 898,00	756 898,00	0,00	756 898,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	756 898,00	12 000,00	768 898,00	756 898,00	12 000,00	768 898,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>A2.1</b>

**SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)****OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	359 252,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	376 086,00	
65	Autres charges de gestion courante	10,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		356 339,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		400 559,00
013	Atténuations de charges		0,00
<b>Total gestion des services</b>		<b>735 348,00</b>	<b>756 898,00</b>
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	250,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	9 300,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS REELLES</b>		<b>I 744 898,00</b>	<b>II 756 898,00</b>

<b>SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES : .....</b>	<b>12 000,00</b>
<b>(Recettes réelles – Dépenses réelles)</b>	

**OPERATIONS D'ORDRE (1)**

042	Opérations d'ordre entre sections	12 000,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
<b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>		<b>III 12 000,00</b>	<b>IV 0,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 : .....</b>	<b>12 000,00</b>
---	------------------

<b>002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>V 0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
---	---------------	----------------

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I+III+V 756 898,00</b>	<b>II+IV+VI 756 898,00</b>
----------------------------	---------------------------	----------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER–SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>A2.2</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)****OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 0,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 11 200,00	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 0,00	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	800,00	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS REELLES</b>		<b>I 12 000,00</b>	<b>II 0,00</b>

<b>BESOIN D'AUTOFINANCEMENT : .....</b>	<b>12 000,00</b>
<b>(Dépenses réelles – Recettes réelles)</b>	

**OPERATIONS D'ORDRE (4)**

040	Opérations d'ordre entre sections	0,00	12 000,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
<b>TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE</b>		<b>III 0,00</b>	<b>IV 12 000,00</b>

<b>AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040 .....</b>	<b>12 000,00</b>
<b>Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)</b>	

<b>001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)</b>	<b>V 0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
<b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)</b>		<b>VII 0,00</b>

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I + III + V 12 000,00</b>	<b>II + IV + VI + VII 12 000,00</b>
----------------------------	------------------------------	-------------------------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
BALANCE GENERALE-DEPENSES			B1

## 1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	359 252,00		359 252,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	376 086,00		376 086,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00		10,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	250,00	0,00	250,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	12 000,00	12 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	9 300,00		9 300,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement –Total</b>		<b>744 898,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>756 898,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)</b>			<b>0,00</b>
---	--	--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>			<b>756 898,00</b>
--	--	--	-------------------

## 2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	11 200,00	0,00	11 200,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	800,00		800,00
<b>Dépenses d'investissement –Total</b>		<b>12 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)</b>			<b>0,00</b>
--	--	--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>			<b>12 000,00</b>
---	--	--	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE-RECETTES</b>	<b>B2</b>

**1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	356 339,00		356 339,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	400 559,00	0,00	400 559,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>756 898,00</b>	<b>0,00</b>	<b>756 898,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>756 898,00</b>
--	-------------------

**2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		12 000,00	12 000,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement –Total</b>		<b>0,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>12 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>12 000,00</b>
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

IV - ANNEXES						IV
ETAT DES DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES						C5
Article	Libellé	Mandat	Exercice	Montant	Montant à restituer au Sdis	
275	Dépôt de garantie - Logement	240	2004	1 400,00 €	1 400,00 €	
275	Dépôt de garantie - Badge	1130	2004	15,00 €	15,00 €	
275	Dépôt de garantie - Badge	6295	2005	61,00 €	61,00 €	
275	Dépôt de garantie - Logement	8991	2005	1 960,00 €	1 960,00 €	
275	Dépôt de garantie - Compteur eau	9779	2006	50,00 €	50,00 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	6752	2006	1 464,75 €	1 331,92 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	6753	2006	725,00 €	659,25 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	12673	2006	90,18 €	90,18 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	12674	2006	44,63 €	44,63 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	610	2007	109,67 €	109,67 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	611	2007	54,29 €	54,29 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	588	2008	41,62 €	41,62 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	589	2008	84,08 €	84,08 €	
275	Dépôt de garantie - Badge Gymnase Ville du Havre	2314	2008	15,00 €	15,00 €	
275	Dépôt de garantie - Citerne CIS BAILLY	9137	2009	1 130,00 €	1 130,00 €	
275	Dépôt de garantie - état des versements en fonctionnement basculés en 275 et non remboursés au 31/12/10	14798	2010	13 085,99 €	7 274,58 €	
275	Dépôt de garantie - Logement	2574	2010	750,00 €	750,00 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	171	2011	11,46 €	11,46 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	172	2011	23,16 €	23,16 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	4985	2012	45,84 €	45,84 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	4986	2012	92,61 €	92,61 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	2	2013	88,96 €	88,96 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	3	2013	44,03 €	44,03 €	
275	Dépôt de garantie - Logement	12300	2014	892,00 €	892,00 €	
275	Dépôt de garantie - Cartes carburant CIS YERVILLE	4577	2016	500,00 €	500,00 €	
275	Dépôt de garantie - Cis Malaunay	7037	2018	1 763,59 €	1 763,59 €	
TOTAL				24 603,86 €	18 593,87 €	



IV - ANNEXES						IV
ETAT DES DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES						C5
Article	Libellé	Mandat	Exercice	Montant	Montant à restituer au Sdis	
275	Dépôt de garantie - Logement	240	2004	1 400,00 €	1 400,00 €	
275	Dépôt de garantie - Badge	1130	2004	15,00 €	15,00 €	
275	Dépôt de garantie - Badge	6295	2005	61,00 €	61,00 €	
275	Dépôt de garantie - Logement	8991	2005	1 960,00 €	1 960,00 €	
275	Dépôt de garantie - Compteur eau	9779	2006	50,00 €	50,00 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	6752	2006	1 464,75 €	1 331,92 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	6753	2006	725,00 €	659,25 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	12673	2006	90,18 €	90,18 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	12674	2006	44,63 €	44,63 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	610	2007	109,67 €	109,67 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	611	2007	54,29 €	54,29 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	588	2008	41,62 €	41,62 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	589	2008	84,08 €	84,08 €	
275	Dépôt de garantie - Badge Gymnase Ville du Havre	2314	2008	15,00 €	15,00 €	
275	Dépôt de garantie - Citerne CIS BAILLY	9137	2009	1 130,00 €	1 130,00 €	
275	Dépôt de garantie - état des versements en fonctionnement basculés en 275 et non remboursés au 31/12/10	14798	2010	13 085,99 €	7 274,58 €	
275	Dépôt de garantie - Logement	2574	2010	750,00 €	750,00 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	171	2011	11,46 €	11,46 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	172	2011	23,16 €	23,16 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	4985	2012	45,84 €	45,84 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	4986	2012	92,61 €	92,61 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Neufchatel en Bray	2	2013	88,96 €	88,96 €	
275	Dépôt de garantie - Antenne de Saint Riquier en Rivière	3	2013	44,03 €	44,03 €	
275	Dépôt de garantie - Logement	12300	2014	892,00 €	892,00 €	
275	Dépôt de garantie - Cartes carburant CIS YERVILLE	4577	2016	500,00 €	500,00 €	
275	Dépôt de garantie - Cis Malaunay	7037	2018	1 763,59 €	1 763,59 €	
TOTAL				24 603,86 €	18 593,87 €	

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	401 950,00	0,00	359 252,00	359 252,00	359 252,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	401 950,00	0,00	359 252,00	359 252,00	359 252,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	386 443,00	0,00	376 086,00	376 086,00	376 086,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	10,00	10,00	10,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	10,00	0,00	10,00	10,00	10,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	250,00	0,00	250,00	250,00	250,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	9 300,00		9 300,00	9 300,00	9 300,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	10 710,00		12 000,00	12 000,00	12 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement - Total</b>		<b>808 663,00</b>	<b>0,00</b>	<b>756 898,00</b>	<b>756 898,00</b>	<b>756 898,00</b>

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	756 898,00
---	------------

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	418 001,00	0,00	356 339,00	356 339,00	356 339,00
74	Contributions et participations	6 662,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	384 000,00	0,00	400 559,00	400 559,00	400 559,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement - Total</b>		<b>808 663,00</b>	<b>0,00</b>	<b>756 898,00</b>	<b>756 898,00</b>	<b>756 898,00</b>

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	756 898,00
---	------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES	A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>401 950,00</b>	<b>359 252,00</b>	<b>359 252,00</b>
60623	Alimentation	210 000,00	212 526,00	212 526,00
60631	Fournitures d'entretien	7 700,00	7 701,00	7 701,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 600,00	500,00	500,00
6068	Autres matières et fournitures	950,00	2 000,00	2 000,00
611	Contrats de prestations de services	162 000,00	116 385,00	116 385,00
6135	Locations mobilières	0,00	340,00	340,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 000,00	13 000,00	13 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	3 800,00	3 800,00	3 800,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	550,00	550,00
6288	Autres remboursements de frais	2 400,00	2 450,00	2 450,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>386 443,00</b>	<b>376 086,00</b>	<b>376 086,00</b>
6331	Versement de transport	8 549,00	927,00	927,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	949,00	1 030,00	1 030,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 416,00	3 501,00	3 501,00
64111	Rémunération principale titulaires	176 995,00	170 251,00	170 251,00
64112	SFT, indemnité résidence	1 798,00	968,00	968,00
64113	NBI	2 249,00	2 249,00	2 249,00
64118	Autres indemnités titulaires	51 953,00	55 935,00	55 935,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	10 569,00	22 769,00	22 769,00
64162	Emplois d'avenir	20 728,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	19 051,00	19 242,00	19 242,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	30 912,00	31 786,00	31 786,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	57 864,00	65 962,00	65 962,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	528,00	570,00	570,00
6488	Autres charges	882,00	896,00	896,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>10,00</b>	<b>10,00</b>	<b>10,00</b>
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	10,00	10,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)</b>		<b>788 403,00</b>	<b>735 348,00</b>	<b>735 348,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (B)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (C)</b>	<b>250,00</b>	<b>250,00</b>	<b>250,00</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	250,00	250,00	250,00
<b>68</b>	<b>Dotations amortissements et provisions (D)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (E)</b>	<b>9 300,00</b>	<b>9 300,00</b>	<b>9 300,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E</b>		<b>797 953,00</b>	<b>744 898,00</b>	<b>744 898,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections (2)</b>	<b>10 710,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>12 000,00</b>
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	10 710,00	12 000,00	12 000,00
<b>043</b>	<b>Opérations ordre intérieur de la section (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b> (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		<b>10 710,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>12 000,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b> (= Total des opérations réelles et d'ordre)		<b>808 663,00</b>	<b>756 898,00</b>	<b>756 898,00</b>

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
---------------------------	------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	756 898,00
---	------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

**SDIS de la Seine-Maritime - Budget Restauration - BP - 2020**

= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
--------------------------------	------

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043*.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES	A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
<b>70</b>	<b>Prod. services, domaine, ventes diverses</b>	<b>418 001,00</b>	<b>356 339,00</b>	<b>356 339,00</b>
7068	Autres prestations de services	195 620,00	193 195,00	193 195,00
70871	Remb. frais collectivité rattachement	222 381,00	163 144,00	163 144,00
<b>74</b>	<b>Contributions et participations</b>	<b>6 662,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
74712	Emplois d'avenir	6 662,00	0,00	0,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>384 000,00</b>	<b>400 559,00</b>	<b>400 559,00</b>
7552	PEC déficit bud. annexe par bud. princ.	384 000,00	400 559,00	400 559,00
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)</b>		<b>808 663,00</b>	<b>756 898,00</b>	<b>756 898,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (B)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (C)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>78</b>	<b>Reprises amortissements et provisions (D)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D</b>		<b>808 663,00</b>	<b>756 898,00</b>	<b>756 898,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérations ordre intérieur de la section (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>808 663,00</b>	<b>756 898,00</b>	<b>756 898,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (3)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>756 898,00</b>
--	-------------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>B</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 200,00</b>	<b>11 200,00</b>	<b>11 200,00</b>
- Non individualisées en programmes d'équipement	10 000,00	0,00	11 200,00	11 200,00	11 200,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	10 000,00	0,00	11 200,00	11 200,00	11 200,00
- Individualisées en programmes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Subventions d'équipement à verser (c/204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Dépenses financières</b>	<b>710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>800,00</b>	<b>800,00</b>	<b>800,00</b>
<i>040 Opérations d'ordre entre sections</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<b>Dépenses d'investissement - Total</b>	<b>10 710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>12 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>12 000,00</b>
---	------------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
<b>Recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<i>Opérations d'ordre entre sections</i>	<i>10 710,00</i>		<i>12 000,00</i>	<i>12 000,00</i>	<i>12 000,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<b>Recettes d'investissement - Total</b>	<b>10 710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>12 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>12 000,00</b>
---	------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.1</b>

**DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 200,00</b>	<b>11 200,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors c/204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 200,00</b>	<b>11 200,00</b>
21578	Autre matériel et outillage technique	10 000,00	0,00	11 200,00	11 200,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.2</b>

**DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

<b>N°</b>	<b>Libellé</b>	<b>Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N</b>	<b>Restes à réaliser N-1</b>	<b>Propositions du président</b>	<b>Vote du conseil d'administration</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.3</b>

Cet état ne contient pas d'information.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>B1.4</b>

Cet état ne contient pas d'information.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER</b>	<b>B2</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES</b>	<b>B3</b>

**DEPENSES FINANCIERES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	<b>710,00</b>	<b>0,00</b>	<b>800,00</b>	<b>800,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	710,00		800,00	800,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES</b>	<b>B5</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS</b>	<b>B6</b>

**RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)**

Chap.	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées de l'opération au 01/01/N (2)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	<b>TOTAL DEPENSES (3) (4)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL RECETTES (3) (4)</b>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Ensemble des réalisations connues au 01/01/N.

(3) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	10 710,00	12 000,00	12 000,00
040	Opérations d'ordre entre sections	10 710,00	12 000,00	12 000,00
281578	Autre matériel et outillage technique	10 710,00	12 000,00	12 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>B8</b>

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b> <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>B9.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>800,00</b>	<b>I 800,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>800,00</b>	<b>800,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	800,00	800,00

	<b>Op. de l'exercice I</b>	<b>Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)</b>	<b>Solde d'exécution D001 (3) (4)</b>	<b>TOTAL II</b>
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>800,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b> <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES</b>	<b>B9.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>12 000,00</b>	<b>III 12 000,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b)</b>		<b>12 000,00</b>	<b>12 000,00</b>
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
281578	Autre matériel et outillage technique	12 000,00	12 000,00
481...	Charges à répartir		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>12 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 000,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 800,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 12 000,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (5) 11 200,00</b>

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES</b>	<b>A2</b>

<b>Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)</b>	<b>CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>		<b>Délibération du</b>
	<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	<b>Catégories de biens amortis</b>	<b>Durée (en années)</b>	
L	Logiciels bureautiques	3	05/12/2019
L	Prologiciels métiers	10	05/12/2019
L	Siège	15	05/12/2019
L	Mobilier	15	05/12/2019
L	Outillages	15	05/12/2019
L	Autres	15	05/12/2019

IV – ANNEXES			IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N			C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N						
GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)	
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		9,00	0,00	9,00	9,00	0,00
ADJOINT TECHNIQUE	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00
AGENT DE MAITRISE	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00
TECHNICIEN	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		9,00	0,00	9,00	9,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

%) présente la quotité de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES			IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N			C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				18 620,04		
APPRENTI		OTR		8 944,92	A	A Apprentissage
APPRENTI		OTR		9 675,12	A	A Apprentissage
TOTAL GENERAL				18 620,04		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif  
TECH : Technique  
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
S : Social.  
MS : Médico-social.  
MT : Médico-technique.  
SP : Sportif.  
CULT : Culturel.  
ANIM : Animation.  
PM : Police.  
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :  
3-a : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.  
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.  
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...);  
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.  
3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
3-3-2 : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
3-3-3 : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
3-3-4 : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
3-3-5 : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
3-4 : article 35 travailleurs handicapés catégorie C.  
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels  
110-1 : collaborateurs de groupes de cabinets.  
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

Nombre de membres présents

Nombre de suffrages exprimés

VOTES :

Pour

Contre

Abstentions

17  
10 + 5 pouvoirs  
15  
15  
8

Date de convocation :

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 05 décembre 2019

Le président

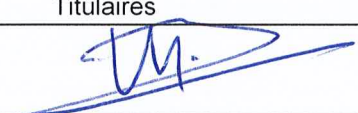

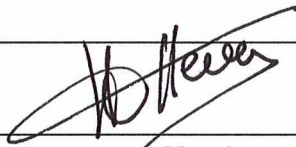

Monsieur GAUTIER André

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 05 décembre 2019

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur <b>GAUTIER André</b>	Madame <b>TESSIER Dominique</b>
Titulaires	Suppléants
Madame <b>ALLAIS Sophie</b>	Monsieur <b>ROUSSELIN Jean-Louis</b>
Madame <b>CANU Pierrette</b>	Monsieur <b>MARCHE Frédéric</b>
Madame <b>COTTEREAU Chantal</b>	Madame <b>CARON Marine</b>
Madame <b>DURANDE Florence</b>	Monsieur <b>BERTRAND Nicolas</b>
Madame <b>LEFEBVRE Blandine</b>	Monsieur <b>DUVAL Christian</b>
Monsieur <b>LEJEUNE Michel</b>	Madame <b>MSICA GUEROUT Christelle</b>
Madame <b>LUCOT-AVRIL Virginie</b>	
Monsieur <b>REGNIER Didier</b>	Madame <b>VIEUBLE Nacéra</b>
Monsieur <b>TASSERIE Sébastien</b>	Madame <b>SINEAU PATRY Cécile</b>
Madame <b>THIBAudeau RAINOT Florence</b>	Madame <b>FLAVIGNY Catherine</b>



Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur <b>BLOND Eric</b> 	
Monsieur <b>CORITON Bastien</b> 	Madame <b>DUPARC Fabienne</b>
Madame <b>GAUTIER-HURTADO</b> <b>Maria-Dolorès</b>	
Monsieur <b>THEVENOT Jean-Pierre</b> 	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur <b>COUTEY Guillaume</b> 	Madame <b>DIALLO-CISSE Dieynaba</b>
Monsieur <b>LEROY Philippe</b>	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le .....  
et de la publication le .....

A YVETOT, le.....

N°DCA-2019-058

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
10  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**AUTORISATION DE SOUSCRIRE UN EMPRUNT EN 2020 ET DELEGATION  
AFFERENTE**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU,  
Monsieur Bastien CORITON à Monsieur Jean-Pierre THEVENOT.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.  
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*
- *la délibération 2015-CA-23 du 27 mai 2015 portant délégations du Conseil d'administration au Président,*
- *la délibération n° DCA-2019-056 approuvant le budget primitif 2020 du budget principal.*

\*  
\* \*

La stratégie d'endettement du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) vise à financer les investissements portant sur les travaux immobiliers. En effet, l'établissement a pour objectif de recourir à l'emprunt, à hauteur de 40 % en moyenne du montant hors taxes des opérations après déduction des éventuelles subventions accordées par le Département et le bloc communal.

Le dernier emprunt qui a été souscrit en 2017 à hauteur de 1,875 M€, couvrait les dépenses d'une partie du programme d'investissement 2016-2017 et plus particulièrement des opérations immobilières sur cette période.

En déclinaison de la stratégie susmentionnée, le montant théorique d'emprunt à lever en 2020 pour financer la programmation immobilière 2018-2020 peut donc être estimé à près de 3,6 M€.

Afin de pouvoir bénéficier des enveloppes disponibles au sein des banques à conditions financières avantageuses en début d'exercice, il est proposé au Conseil d'administration :

- D'une part, d'accepter le principe d'un financement d'une partie de la programmation immobilière 2018-2020 par le recours à un emprunt et d'autoriser le Président du Sdis 76 à lancer une consultation auprès de plusieurs organismes bancaires qui respectera les caractéristiques suivantes :
  - Montant maximum de l'emprunt : 1,5 M€,
  - Classification des risques au regard de la charte Gissler :
    - Risque structure : A,
    - Risque sous-jacent : 1 à 2;
- D'autre part, de donner délégation aux membres du Bureau du Conseil d'administration pour sélectionner les offres les mieux-disantes suite à la consultation et autoriser le Président à les signer.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-058-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

N°DCA-2019-059

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
10  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**RAPPORT RELATIF A LA MISE A JOUR DU SCHEMA DEPARTEMENTAL  
D'ANALYSE ET DE COUVERTURE DES RISQUES (SDACR)**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU,  
Monsieur Bastien CORITON à Monsieur Jean-Pierre THEVENOT.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.  
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1424-7 et R1424-38,*
- *le code de la sécurité intérieure, notamment son article L 731-2,*
- *la loi n°2004-811 modifiée du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,*
- *l'arrêté n°15-132 du 17 décembre 2015 portant approbation du SDACR (version 1),*
- *l'arrêté du 29 décembre 2017 portant approbation du SDACR (version 3).*

\*

\* \*

L'organisation et la distribution des secours dans le département de la Seine-Maritime reposent sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et sur le Règlement opérationnel (Ro).

Le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr), référencé V0.3, a été arrêté par Madame la Préfète de la Seine-Maritime le 29 décembre 2017.

Afin de prendre en compte l'évolution des risques et des outils opérationnels mais aussi afin d'intégrer les évaluations du dispositif opérationnel arrêté, il est acté que le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) est un document dynamique et évolutif.

La révision présentée aujourd'hui s'inscrit donc tout naturellement dans cette dynamique.

Il vous est donc proposé de procéder à la révision du Sdacr concernant les chapitres suivants :

#### **IV-2 L'organisation territoriale**

Le Sdacr prévoit depuis son adoption en décembre 2015 des évolutions de l'organisation territoriale du Sdis (cf tableau page 58).

Néanmoins, comme l'indique le document, ces modifications dans le maillage des centres de secours ne sont pas exclusives. D'autres évolutions du maillage sont possibles consécutives à des « *opportunités organisationnelles et/ou immobilières qui se présenteraient, permettant une amélioration du service rendu à la population.* »

Ainsi, dans le cadre de sa nouvelle politique immobilière (NPI), le Sdis envisage la construction d'un nouveau centre de secours sur le site des anciens établissements Legrand, situés rue Lepicard, à Montville,

La configuration des lieux offre la possibilité d'accueillir sur place les moyens humains et matériels des Cis de Malaunay et de Montville dont les locaux respectifs sont aujourd'hui inadaptés.

Ce type d'opportunité organisationnelle telle que prévue par le Sdacr et que le Sdis a fait le choix de saisir, constitue donc l'occasion d'améliorer la couverture opérationnelle de la partie Nord de la Vallée du Cailly, tout en optimisant notre maillage territorial.

Les sapeurs-pompiers volontaires des unités actuelles pourront poursuivre leur engagement citoyen au sein de ce nouveau Cis.

Ce nouveau Cis est prévu pour réaliser environ 1400 interventions par an. Une étude sera réalisée afin de préciser les POJ de ce futur Cis.

Une communication a été faite dans ce sens lors du Conseil d'administration du 04 avril 2019.

Il vous est donc proposé d'inscrire formellement dans le Sdacr le regroupement des Cis de Malaunay et de Montville.

Sont donc modifiées les pages : 59, 60, 61, 94 à 110.

#### **IV-5 Les personnels :**

- **Retrait de la mention « Nuits dimanche » dans les tableaux relatifs aux potentiels opérationnels journaliers (POJ)**

La mention « *Nuits dimanche* » précisée dans les tableaux relatifs aux potentiels opérationnels journaliers dans la colonne "*SPV de Garde fin de nuit 8 heures*" n'apporte aucune précision puisque la ligne « *Dimanche* » existe pour chaque centre d'incendie et de secours. Il convient ainsi retirer cette mention qui suscite inutilement des interrogations.

Sont donc modifiées les pages 77 à 110.

- ***Cis Saint-Valery-en-Caux et Cis Cany-Barville :***

Par note de service en date du 21 septembre 2017, le Directeur départemental du Sdis 76 a adapté provisoirement les POJ des deux Cis suite à l'indisponibilité des locaux de vie au Cis Saint-Valéry-en-Caux.

Le Règlement opérationnel arrêté en juillet 2018 a acté la modification des POJ des Cis Saint-Valéry-en-Caux et Cany-Barville comme suit :

##### **- Cis Saint Valery en Caux :**

- EOJ (garde) jour-semaine : 0 (au lieu de 6)
- Astreinte jour-semaine : 4 (au lieu de 3)
- Astreinte nuit/week-end : 7 (inchangé)

##### **- Cis Cany-Barville :**

- EOJ (garde) jour-semaine : 9 (au lieu de 3)
- Astreinte jour-semaine : 3 (au lieu de 4)
- Astreinte nuit/week-end : 7 (inchangé)

Il convient de noter, par ailleurs, que le Sdacr adopté en décembre 2015 prévoyait, dans le chapitre évolution de l'organisation territoriale, le transfert de la garde de Saint-Valery vers Cany-Barville.

Il est proposé d'acter dans le Sdacr les POJ des Cis Saint-Valery-en-Caux et Cany-Barville tels que définis dans le Règlement opérationnel modifié en juillet 2018.

Sont donc modifiées les pages : 76, 77, 80, 89, 95, 97, 107.

- **Cis Barentin :**

En septembre 2017 par note de service, le Directeur départemental du Sdis 76 a adapté provisoirement les POJ jour-semaine du Cis Barentin.

Le Règlement opérationnel arrêté le 8 mars 2019 a acté la modification des POJ jour-semaine du Cis Barentin comme suit :

- EOJ (garde) jour-semaine : 9 (au lieu de 6) dont 5 SPP de garde.
- Astreinte jour-semaine : 3 (inchangé).

Il est proposé d'acter dans le Sdacr les POJ du Cis Barentin tels que définis dans le Règlement opérationnel modifié en mars 2019 ;

Sont donc modifiées les pages : 76, 77, 78.

- **Cis Yvetot :**

Suite à une expérimentation, le Règlement opérationnel, arrêté le 8 mars 2019, a modifié les POJ du Cis Yvetot comme suit :

- EOJ (garde) début de nuit semaine : 0 (au lieu de 3),
- Astreinte début de nuit semaine : 12 (au lieu de 9),
- EOJ (garde) jour samedi : 6 (au lieu de 3),
- Astreinte jour samedi : 3 (au lieu de 6),
- EOJ (garde) début de nuit samedi : 0 (au lieu de 3),
- Astreinte début de nuit samedi : 12 (au lieu de 9).

Il est proposé d'acter dans le Sdacr les POJ du Cis Yvetot tels que définis dans le Règlement opérationnel modifié en mars 2019 ;

Sont donc modifiées les pages : 76, 77, 91, 94, 109.

- **Cis Dieppe :**

Il convient de noter que le Règlement opérationnel du Sdis est en cours de mise à jour afin d'intégrer notamment une évolution des potentiels opérationnels journaliers (POJ), à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, du Centre d'incendie et de secours de Dieppe comme suit :

- 15 sapeurs-pompiers (SP) professionnels en position de garde en jour-semaine,
- 15 SP en position de garde en jour samedi et dimanche dont 3 SP volontaires,
- 15 SP en position de garde en nuit dont 3 SP volontaires.



Sont donc modifiées les pages : 76, 77, 81.

\*  
\* \*

Les mises à jour présentées ci-dessus, seront intégrées dans la version référencée « V0.4 » du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du Sdis 76.

L'adoption de la mise à jour du Sdacr (version V0.4) conduira à abroger la version antérieure V0.3 ainsi que les délibérations et les actes en découlant.

\*  
\* \*

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, les avis suivants sont recueillis :

- le comité technique du Sdis a rendu un avis lors de sa séance du 14 novembre 2019,
- le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires a rendu un avis lors de sa séance du 14 novembre 2019,
- la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours a rendu un avis lors de sa séance du 03 décembre 2019.

La consultation auprès du collège des chefs de services de l'Etat étant en cours.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-059-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime

SDIS76

# Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques

TYPE de Document

SDACR

MAJ - Version

XX/XX/XX - 0.4

# Table des matières du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques

<b>CHAPITRE I : AVANT-PROPOS .....</b>	<b>1</b>
1. BASES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES .....	1
2. NECESSITE DE LA REVISION .....	1
3. ENJEUX ET OBJECTIFS DU SDACR .....	1
4. PRINCIPES : SDACR EVOLUTIF .....	2
<b>CHAPITRE II : PRESENTATION DU DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME .....</b>	<b>5</b>
1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE .....	5
2. DECOUPAGE ADMINISTRATIF ET POPULATION .....	5
3. GEOGRAPHIE .....	5
4. DEMOGRAPHIE (SOURCE INSEE 2014) .....	7
5. ACTIVITES ECONOMIQUES ET TOURISTIQUES .....	11
6. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT .....	16
7. INFRASTRUCTURES SANITAIRES .....	27
<b>CHAPITRE III :PRESENTATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME .....</b>	<b>33</b>
1. COMPETENCES ET AUTORITES DU Sdis .....	33
2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU Sdis .....	35
3. ORGANISATION OPERATIONNELLE .....	37
4. ÉQUIPES SPECIALISEES ET UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES .....	44
<b>CHAPITRE IV : ANALYSE ET COUVERTURE DES RISQUES COURANTS.....</b>	<b>47</b>
1. ANALYSE DES RISQUES COURANTS .....	47
2. ORGANISATION TERRITORIALE ET COUVERTURE DES RISQUES COURANTS.....	49
3. ANALYSE ET LIMITES DE L'ORGANISATION .....	62
4. ENGINS ET ENGAGEMENT .....	66
5. PERSONNELS .....	75
6. EVOLUTION DES ACTIONS DU SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL (SSSM) .....	112
7. CHAINE DE COMMANDEMENT – CHEFS DE GROUPE.....	117
8. EVOLUTION DU CTA-CODIS .....	119
<b>CHAPITRE V : ANALYSE ET COUVERTURE DES RISQUES PARTICULIERS .....</b>	<b>120</b>
1. DEFINITION, TYPOLOGIE DES RISQUES PARTICULIERS, METHODE D'ANALYSE.....	120
2. PRINCIPE D'INVENTAIRE DES RISQUES PARTICULIERS .....	122
3. PRINCIPES DE COUVERTURE DES RISQUES PARTICULIERS .....	128
4. CATALOGUE D'ANALYSE DES RISQUES PARTICULIERS .....	135
5. SYNTHESE DES BESOINS ET LIMITES DE SIMULTANEITES .....	137
6. APPROCHE PAR LES SITES A RISQUES .....	137
7. OBJECTIFS D'EVOLUTION DE L'ORGANISATION DES EQUIPES SPECIALISEES .....	146
8. OBJECTIFS D'EVOLUTION DE LA CHAINE DE COMMANDEMENT – CHEFS DE COLONNE/SITE .....	150
<b>CHAPITRE VI : LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE EN SEINE-MARITIME.....</b>	<b>155</b>
<b>CHAPITRE VII : COUVERTURE DES BESOINS DE PREVENTION ET DE PREVISION .....</b>	<b>156</b>
1. LA PREVENTION .....	156
2. LA PREVISION .....	157
<b>CHAPITRE VIII : EVALUATION DU SDACR .....</b>	<b>159</b>
1. SUIVI DE L'ACTIVITE DES CIS .....	159
2. EVALUATION DE LA QUALITE DE LA REPONSE OPERATIONNELLE.....	159
3. SUIVI DE LA COUVERTURE OPERATIONNELLE. ....	159
4. LES INDICATEURS DE SUIVI.....	160

<i>CHAPITRE IX : ANNEXE – CLASSEMENT DES COMMUNES ET QUARTIERS .....</i>	<i>164</i>
<i>CHAPITRE X : TABLE DES FIGURES .....</i>	<i>183</i>
<i>CHAPITRE XI : TABLE DES TABLEAUX.....</i>	<i>185</i>
<i>CHAPITRE XII : TABLE DES ACRONYMES.....</i>	<i>186</i>

Projet

## Chapitre I : Avant-propos

### 1. Bases législatives et réglementaires

Le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) dresse l'inventaire des risques de toute nature pour la sécurité des personnes et des biens dont la couverture relève principalement des missions du Service départemental d'incendie et de secours.

Le Sdacr détermine les objectifs de couverture de ces risques. Ces objectifs constituent des objectifs de résultats pour le Sdis.

Conformément aux dispositions de l'article R1424-38 du Code général des collectivités territoriales, le Sdacr est arrêté par le préfet après :

- avis :
  - du comité technique départemental du Sdis,
  - de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours,
  - du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
  - du conseil départemental,
- avis du collège des chefs de service de l'État,
- avis conforme du conseil d'administration du Sdis.

### 2. Nécessité de la révision

L'organisation opérationnelle du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime reposait jusqu'alors sur le Sdacr adopté en juillet 2009 et sur le Règlement opérationnel (Ro) adopté en 2005.

Ces deux documents, conçus à des époques différentes, nécessitent d'être ajustés aux réalités actuelles des risques et d'être homogénéisés.

Par ailleurs, la lettre d'observation de la chambre régionale des comptes de mars 2011 appuie le besoin d'optimisation de ces documents en soulignant les difficultés d'évaluation du Sdacr notamment dues à l'absence de précision des objectifs retenus dans le document.

Enfin, l'activité opérationnelle du service connaît des évolutions majeures qui imposent de repenser l'organisation afin de pouvoir y répondre.

### 3. Enjeux et objectifs du Sdacr

#### 1. Concept d'accès équitable

Le concept d'accès équitable au service public d'incendie et de secours est le fondement des travaux sur le nouveau Sdacr et le nouveau Ro. Ce concept est défini comme la possibilité donnée à tous les habitants de bénéficier de ce service aux meilleures conditions de délai pour les personnes secourues et de coût pour la collectivité, compatibles avec les caractéristiques géographiques et démographiques du site de l'intervention. Il répond à des objectifs d'équité sociale et de développement durable du territoire, mais aussi de maîtrise de la dépense publique.

Ce principe fondateur a permis d'inscrire la refonte du Sdacr dans une dynamique de progrès autour de deux objectifs majeurs :

- l'équité de la distribution des secours,
- l'efficacité de l'organisation opérationnelle dans un cadre budgétaire maîtrisé.

## 2. L'état des lieux

Les travaux de refonte du Sdacr ont conduit le Sdis 76 à prendre en compte de nouveaux éléments. Ces éléments nouveaux sont les résultats de différentes études menées :

### Le bilan du Sdacr de 2009

Le bilan du Sdacr de 2009 met en évidence :

Des ressources en nombre mais peu optimisées.

Un zonage du territoire minorant les risques.

Des objectifs de couverture ambitieux mais pas atteignables.

### Les observations de la Chambre régionale des comptes d'avril 2011

Les observations de la Chambre régionale des comptes aboutissent aux éléments suivants :

Pas de bilan d'exécution du schéma précédent.

Risques encourus par les populations limitrophes non rappelés.

Pas ou peu de références à des documents utiles à la compréhension.

Aucune évaluation financière ni d'échéancier proposés.

Imprecisions sur la couverture des risques particuliers.

### L'évolution de l'activité opérationnelle entre 2007 et 2014

L'étude de l'évolution de l'activité opérationnelle entre 2007 et 2014 révèle que :

Le nombre d'interventions incendie a baissé de 23 %.

Le secours d'urgence aux personnes a augmenté de 48 % et représente près de 72 % des interventions en 2014.

Les opérations diverses ont dans le même temps diminué de 75 %.

## 3. Fondement du nouveau Sdacr

Le fondement du nouveau Sdacr est donc de garantir aux citoyens **un accès équitable** aux secours en **tous points du département** à un **coût maîtrisé**.

Pour cela, le Sdis de la Seine-Maritime a mené ses travaux de façon à :

Redéfinir le zonage territorial

Rendre l'organisation plus flexible

Adopter une organisation plus efficiente

Bénéficier au mieux de la force du volontariat

Utiliser la complémentarité des départements limitrophes

## 4. Principes : Sdacr évolutif

Classiquement, la révision d'un Sdacr suppose un processus long et lourd, incompatible avec les exigences de réactivité imposées par l'évolution continue des risques et de l'activité. De ce fait, structurellement, entre deux révisions du Sdacr, l'adéquation de la couverture des risques peut perdre en pertinence.

C'est pourquoi, le présent Sdacr rompt avec le modèle classique, afin de garantir de manière plus continue la coïncidence entre les besoins de couverture des risques et les choix d'organisation, d'allocation de moyens et de distribution des secours. Dans cette perspective, l'élaboration du présent Sdacr s'est appuyée sur trois principes :

### 1. L'usage de règles et de modèles informatisés

La détermination des ressources requises dans chaque centre (engins, effectifs de garde et d'astreinte, effectif global, compétences, volume et nature des formations,...) a fait l'objet d'un travail de définition de règles de gestion et de modélisation informatique. Ces modèles permettront de réévaluer et d'ajuster périodiquement le niveau et l'allocation des moyens afin de garantir une distribution des secours optimale.

### 2. Une évaluation périodique

Dans une logique d'amélioration continue de la performance, le Sdis procédera périodiquement à une revue des moyens alloués, des objectifs fixés et des réalisations constatées.

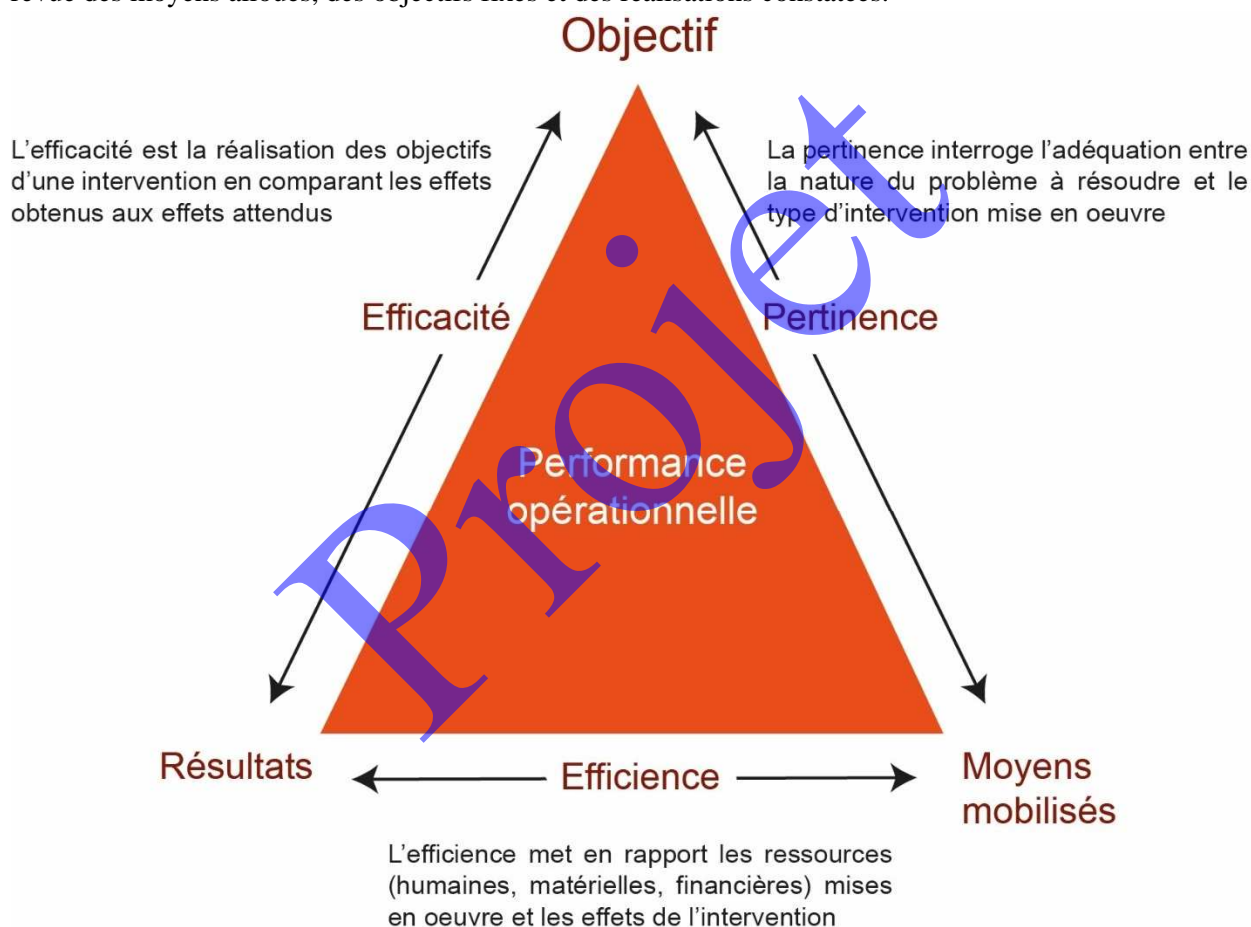


Figure 1 : Principe de l'évaluation continue du Sdacr (Modèle de Gilbert 1980)

### 3. Une structuration du Sdacr permettant son évolutivité

Dans sa présentation, le corps du Sdacr comporte, au regard de l'analyse des risques, la réponse opérationnelle en terme d'objectifs et d'orientations générales. La concrétisation détaillée de ces choix se retrouve en annexe du Sdacr (ainsi que dans le Ro et dans les plans) afin de simplifier les mises à jour qui pourraient résulter de l'évaluation périodique.

### Un couplage fort entre le Sdacr, le Ro et les planifications des ressources du Sdis

Les ajustements éventuels qui résulteront du processus de revue périodique donneront lieu à une mise à jour concomitante des différentes composantes du référentiel opérationnel (Sdacr, règlement opérationnel, règlement intérieur) et leurs déclinaisons en matière de gestion des ressources (plan d'emploi des personnels, programme immobilier, plan d'acquisition des engins et moyens, plan de formation, convention de financement).

Le schéma suivant illustre le couplage entre ces différents documents.

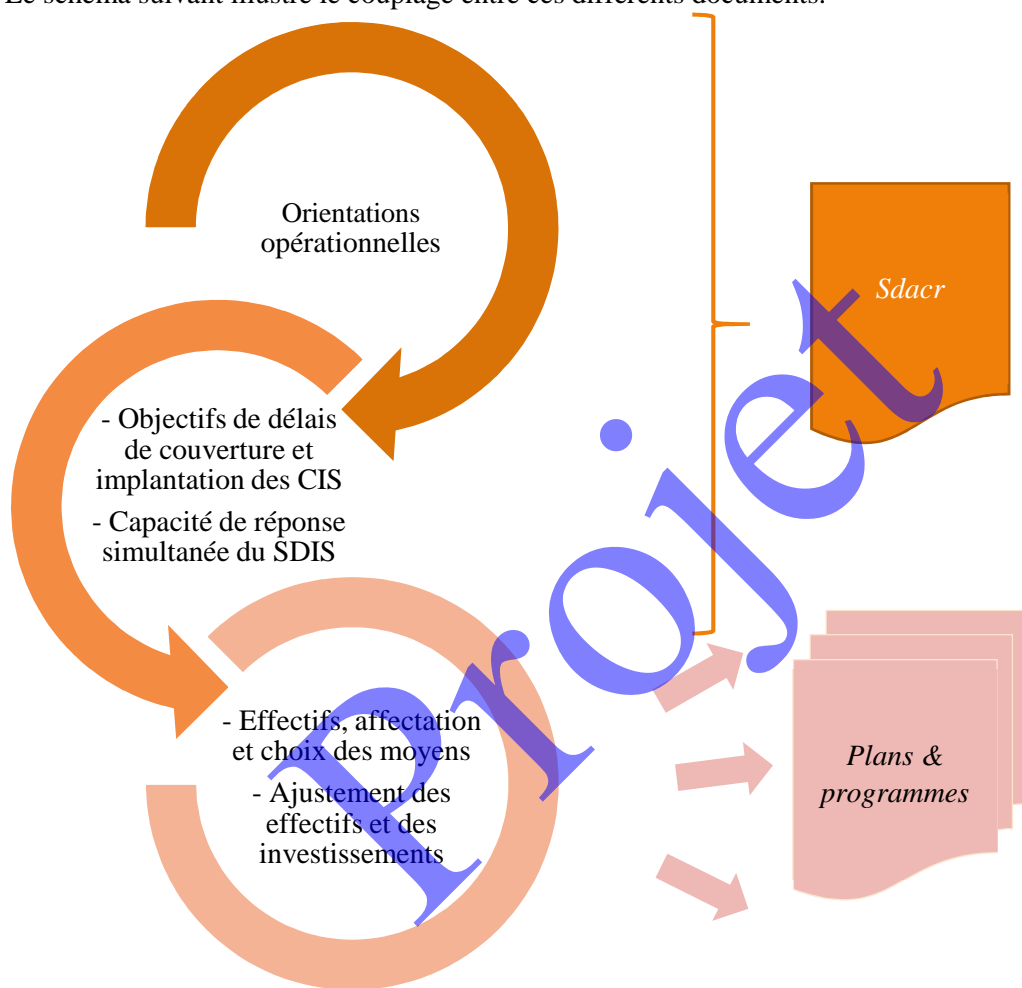


Figure 2 : Modèle de Sdacr dynamique



## Chapitre II : Présentation du département de la Seine-Maritime

### 1. Localisation géographique

Située à moins de 100 km au nord-ouest de Paris, la Seine-Maritime fait partie de la région Normandie. Elle est limitrophe des départements de la Somme, de l'Oise, de l'Eure et du Calvados.

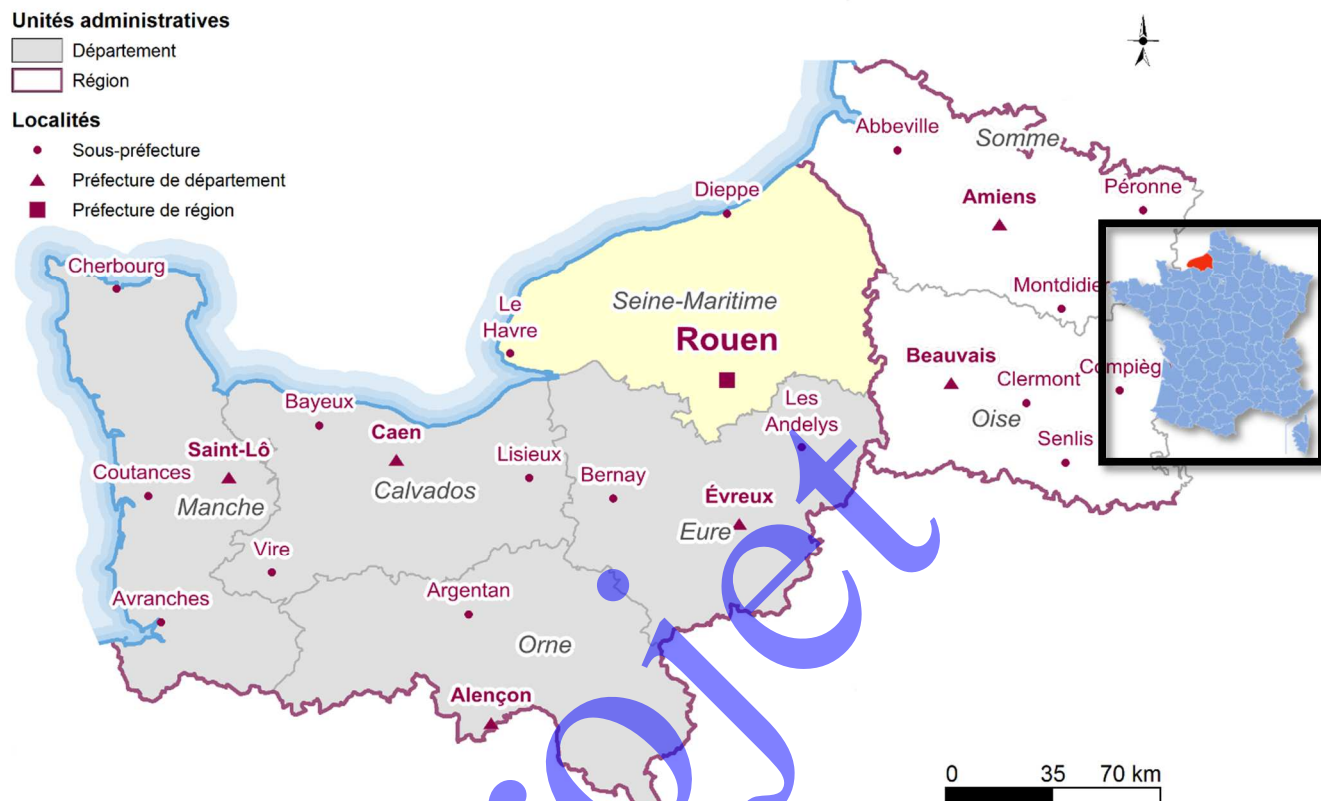


Figure 3 : Localisation géographique de la Seine-Maritime

### 2. Découpage administratif et population

Administrativement, le département s'organise autour de 3 arrondissements (Rouen, Le Havre et Dieppe) et 711 communes.

L'arrondissement de Rouen rassemble près de 50% de la population du département (31% pour l'arrondissement du Havre et 19% pour l'arrondissement de Dieppe).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le département comptait 2 communes de plus de 100 000 habitants (Le Havre, Rouen), 18 communes de 10 000 à 99 999 habitants (Dieppe, Sotteville-lès-Rouen, Saint-Étienne-du-Rouvray, Le Grand-Quevilly, Le Petit-Quevilly, Bois-Guillaume-Bihorel, Mont-Saint-Aignan, Fécamp, Elbeuf, Montivilliers, Canteleu, Barentin, Yvetot, Bolbec, Maromme, Oissel, Déville-lès-Rouen, Grand-Couronne), 162 communes de 1 000 à 9 999 habitants, et 530 communes de moins de 1000 habitants.

### 3. Géographie

#### 1. La Seine-Maritime en un coup d'œil

Quatre grands paysages se distinguent en Seine-Maritime. La Côte d'Albâtre, remarquable par ses hautes falaises blanches et ses plages de galets, s'étend sur 154 km de côtes et 31 km d'estuaire et de marais au nord-ouest du département. A l'est, le Pays de Bray est une terre de bocage et d'élevage alors qu'à l'ouest, le plateau du Pays de Caux, composé de cultures et de champs, est sillonné par de larges vallées humides à fond plat creusées par les fleuves côtiers. Au sud, la Vallée de Seine aux vastes méandres encaissés dans la craie, serpente d'Elbeuf au Havre, rejointe par ses affluents.



forêt  
 bocage  
 champ ouvert avec clos-masure  
 région mixte  
 zone industrielle et urbaine

escarpement  
 réseau hydrographique

### Population des unités urbaines

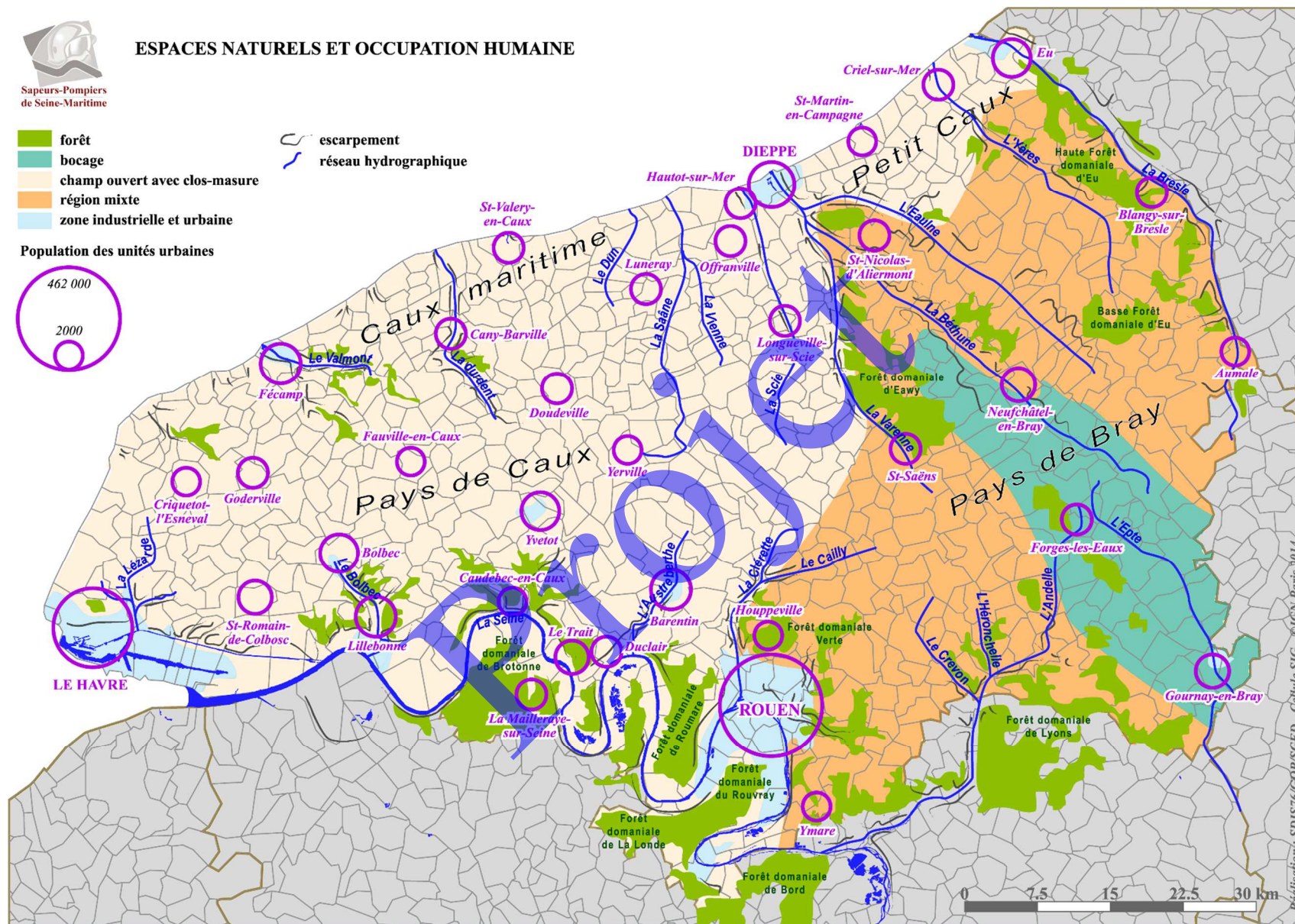
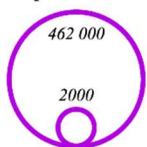


Figure 4 : Géographie du département de la Seine-Maritime

## 2. Le climat de la Seine-Maritime

D'une saison à l'autre, d'une année à l'autre, les nuances du climat normand varient. Il apparaît, dans son ensemble, comme un climat océanique dont l'originalité provient de la proximité de l'Atlantique et de la Manche.

La différence des températures entre l'océan et le continent explique l'importance des précipitations au cours des mois froids.

Les vents marins favorisent la pénétration des influences maritimes : minima d'hiver peu élevés, maxima d'été atténués, amplitudes médiocres, abondance des pluies.

La région peut ainsi être soumise, sur un laps de temps plus ou moins long, au renforcement de conditions climatiques d'origines polaire ou tropicale.

Comme pour de nombreuses régions côtières, la Normandie laisse apparaître un maximum pluviométrique parallèle à la côte et situé entre 10 et 30 km du rivage. En hiver, l'air marin se refroidit rapidement en arrivant sur le continent. Les précipitations apparaissent et augmentent d'intensité à quelques kilomètres du rivage. En été, la dorsale pluvieuse est plus éloignée (23 à 28 km environ dans le pays de Caux), le temps pour l'air marin de se réchauffer et de devenir instable.

### *Impact du changement climatique*

*Le changement climatique, lié au réchauffement, se traduit au niveau mondial par une accélération de l'élévation du niveau moyen de la mer par l'augmentation des masses d'eau (fonte des glaciers, calottes glaciaires...) et à la dilatation thermique des océans. La montée de la mer et les modifications associées à ce changement du niveau des eaux (modifications des courants de marée et de l'orientation des houles ainsi que les échanges sédimentaires) vont modifier le trait de côte et, en conséquence, les profils de plage.*

*Le scénario de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) retenu est une élévation de soixante centimètres du niveau moyen de la mer en 2100.*

*Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la France va connaître des vagues de chaleur plus fréquentes, des sécheresses plus marquées et, dans certaines régions, des pluies plus violentes : avec le réchauffement, la planète doit se préparer à une intensification des épisodes météorologiques extrêmes.*

## 4. Démographie (source Insee 2014)

Avec une population relativement importante de 1 276 908 habitants (14<sup>ème</sup> rang national) et une superficie relativement limitée de 6 278 km<sup>2</sup> (78<sup>ème</sup> rang national), le département de la Seine-Maritime présente une densité de population élevée (203 hab/km<sup>2</sup>), proche du double de la moyenne de la France Métropolitaine (116 hab/km<sup>2</sup>).

La population est répartie de manière diffuse sur le territoire du département avec toutefois une densité de population nettement supérieure au niveau des agglomérations.





## DENSITE DE LA POPULATION PAR COMMUNES EN 2014

### classification des communes en fonction de la densité de population

discretisation selon la méthode des quantiles sur la base de la population officielle INSEE 2014  
des communes de Seine-Maritime

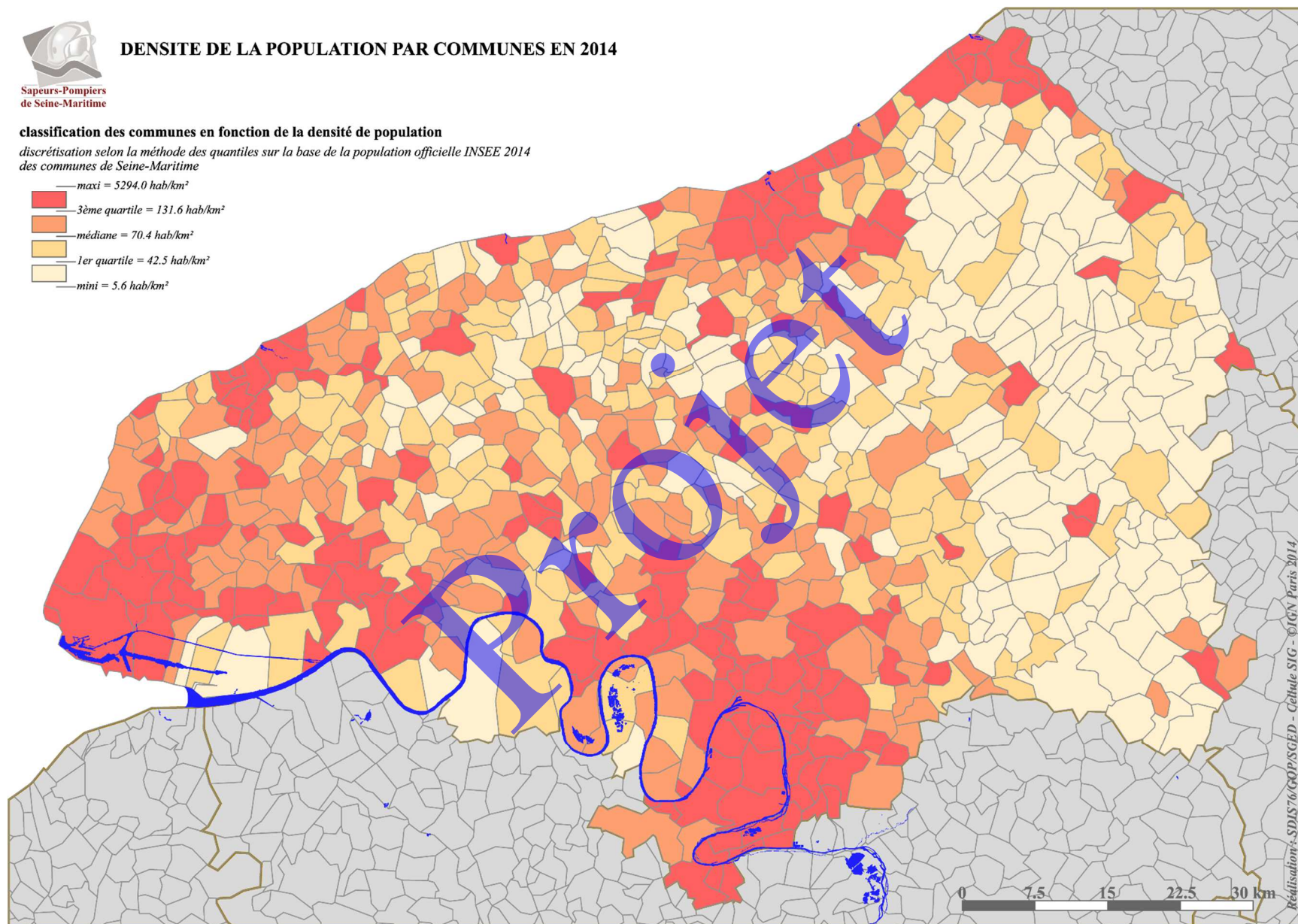
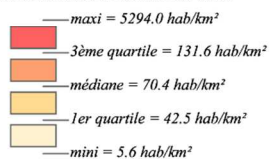


Figure 5 : Densité de population basée sur les données INSEE (population légale en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, avec pour date de référence statistique le 1<sup>er</sup> janvier 2011)



Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime

## POPULATION PAR COMMUNES EN 2014

### population par commune



—maxi = 176 700 habitants

—32000 habitants

—mini = 24 habitants

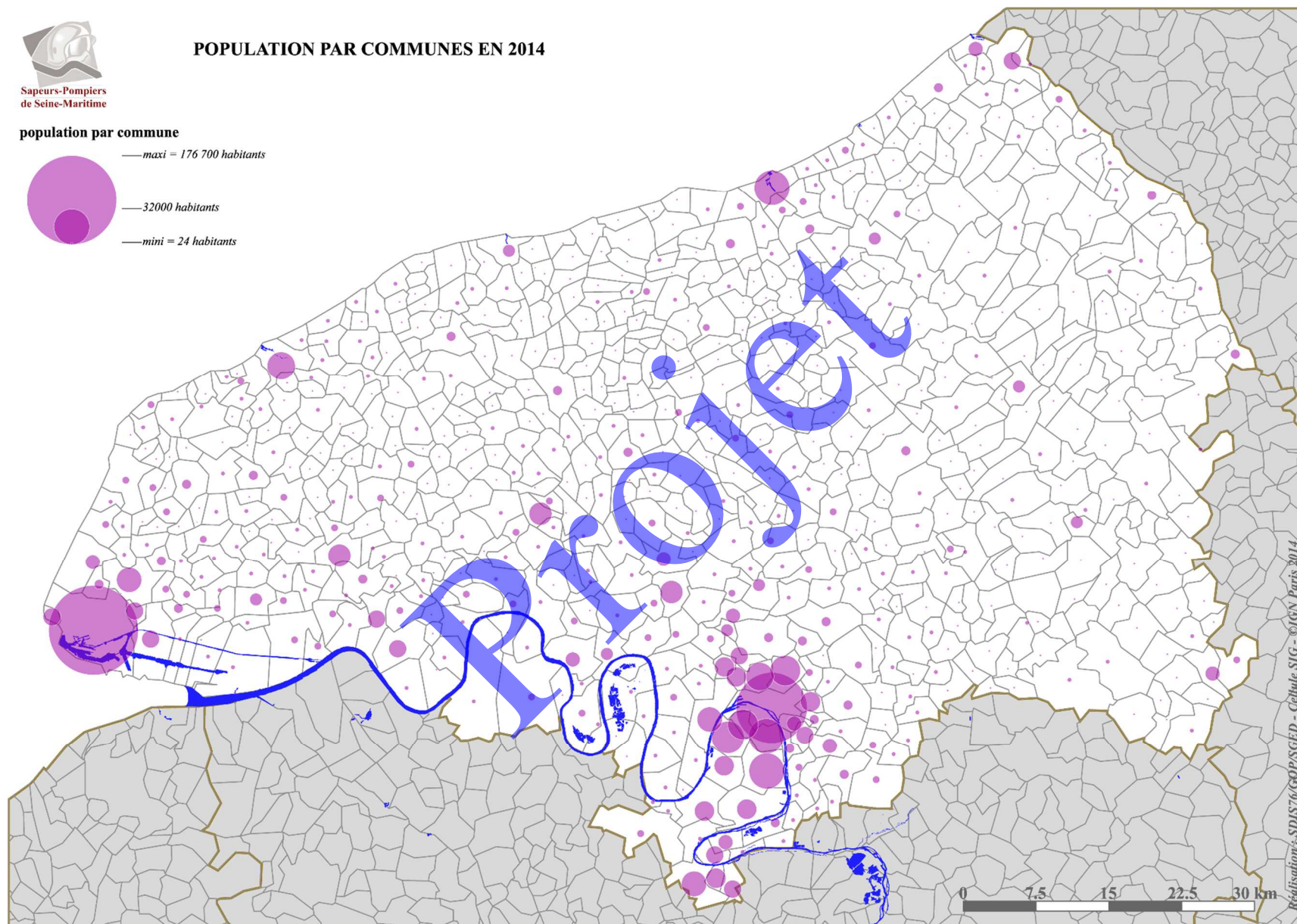


Figure 6 : Densité de population basée sur les données INSEE (population légale en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, avec pour date de référence statistique le 1<sup>er</sup> janvier 2011)



La population est plutôt urbaine avec 72% des habitants regroupés dans des villes de plus de 2 000 habitants.

La croissance démographique de la Seine-Maritime a subi une forte érosion lors du dernier demi-siècle et celle-ci se situe aujourd'hui au 83<sup>ème</sup> rang national.

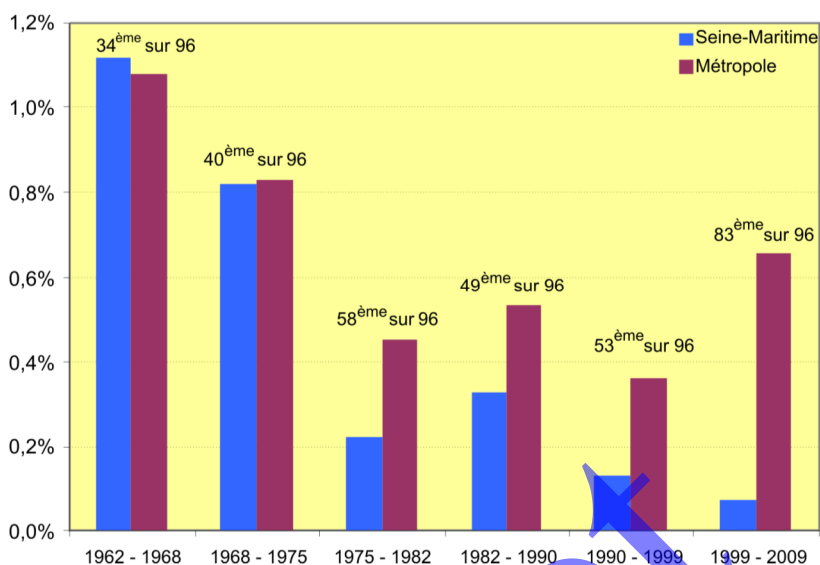


Figure 7 : Taux de croissance annuel moyen de la population (données Insee Janvier 2012)

La répartition par tranche d'âge est globalement dans la moyenne nationale, avec néanmoins une proportion de jeunes légèrement supérieure à la moyenne et une proportion de seniors légèrement moindre.

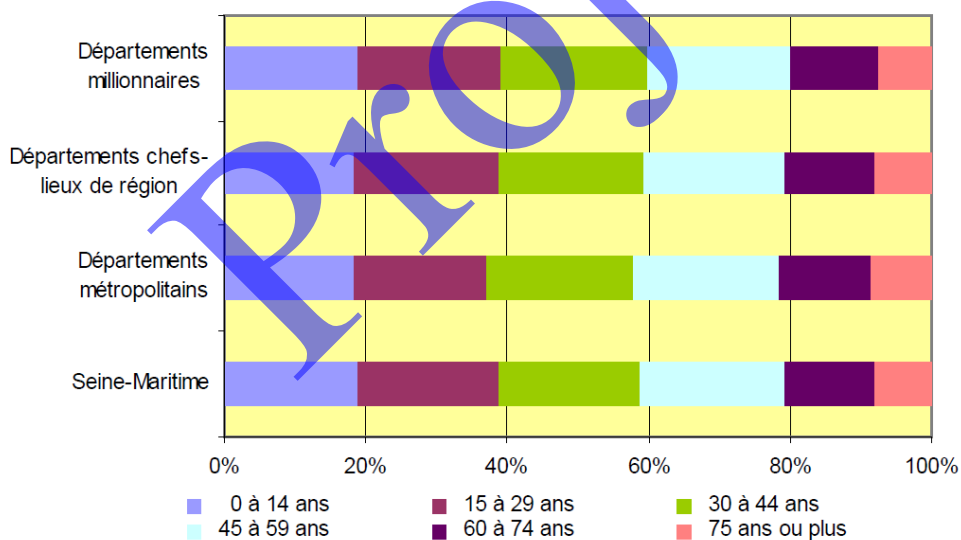


Figure 8 : Structure par âge de la population seino-marine comparée aux autres départements (données INSEE de 2007)

Le vieillissement de la population se poursuit en Seine-Maritime : la population âgée de 60 ans et plus va augmenter de près d'un tiers d'ici 2020. Suivant cette progression, le nombre de personnes âgées dépendantes devrait augmenter de 18 % dans les quinze prochaines années.

Comme dans beaucoup de départements, le vieillissement de la population est un facteur susceptible d'augmenter la sollicitation du service dans le cadre des missions de secours d'urgence aux personnes.

## 5. Activités économiques et touristiques

### 1. Activités économiques de la Seine-Maritime

La Seine-Maritime possède un patrimoine économique riche : industries reconnues au niveau international, filières porteuses d'avenir et pourvoyeuses d'emplois, deux grands ports maritimes (Rouen et Le Havre), un goût prononcé pour les nouvelles technologies, le tourisme, le commerce et l'artisanat...

Établissements	Seine-Maritime (76)	France métropolitaine
Nombre d'établissements actifs au 31 décembre 2010	80 821	5 615 424
Part de l'agriculture, en %	9,3	11,3
Part de l'industrie, en %	5,8	5,7
Part de la construction, en %	8,3	9,5
Part du commerce, transports et services divers, en %	60,4	59,6
dont commerce et réparation automobile, en %	18,2	16,8
Part de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale, en %	16,2	13,9
Part des établissements de 1 à 9 salariés, en %	30,5	26,6
Part des établissements de 10 salariés ou plus, en %	9,1	6,6

Champ : ensemble des activités

Source : Insee, CLAP (connaissance locale de l'appareil productif).

Tableau 1 : Répartition des emplois par secteur d'activité de la Seine-Maritime vis-à-vis de la France Métropolitaine (Source : INSEE, CLAP)

#### Industrie

Le département de Seine-Maritime se classe notamment au :

- 1<sup>er</sup> rang français pour le raffinage du pétrole, les huiles et additifs, la fabrication d'engrais, la culture du lin,
- 2<sup>ème</sup> rang français pour le trafic portuaire,
- 1<sup>er</sup> rang mondial pour le flaconnage de luxe.

En Seine-Maritime, l'industrie est une tradition ancienne, née autour du textile puis déclinée au sein des complexes pétrochimiques et des aménagements de pointe dans les domaines de l'énergie, du transport, etc.

La plupart des grands secteurs industriels sont aujourd'hui présents dans le département. Prédominent la chimie, les équipements mécaniques et surtout la construction automobile, véritable fer de lance de l'économie départementale assurant plus de 15 % des exportations. Le système productif est caractérisé par de très grands établissements. Une dizaine d'entre eux compte plus d'un millier de salariés et une trentaine plus de 500.

Les employeurs les plus importants du secteur sont :

- les usines Renault de Sandouville et Cléon (effectif de plus de 6 000 salariés),
- la plateforme de raffinage et de pétrochimie Total sur la zone industrielle havraise,
- les verreries du Courval dans le Pays de Bray,
- Saint-Gobain Desjonquères au Tréport.

Un cinquième (soit plus de 100 000) des emplois salariés en Seine-Maritime sont industriels :

- 36 % dans la production de biens intermédiaires (chimie, plastiques, papier, métallurgie),
- 19 % dans les biens d'équipement (aéronautique, mécanique, électronique),
- 15 % dans l'industrie automobile,
- 11 % dans l'industrie agro-alimentaire,
- 10 % dans l'énergie (centrales nucléaires de Paluel et Penly, centrale thermique du Havre),
- 9 % dans les biens de consommation.

Les principales zones industrielles sont situées en vallée de Seine, notamment dans les agglomérations de Rouen-Elbeuf et du Havre ainsi qu'à Port-Jérôme qui constitue un des principaux sites pétrochimiques européens. La vallée de la Bresle quant à elle est spécialisée dans le travail du verre. D'autres spécialités liées principalement à l'activité automobile se sont installées en Seine-Maritime, comme le pôle mécanique de précision de Saint-Nicolas-d'Aliermont ainsi que de nombreux équipementiers automobiles, autour de Sandouville.

Si l'emploi industriel tend à la baisse, les petites et moyennes entreprises se développent. C'est notamment le cas du secteur de la chimie fine, de la biologie et de la santé avec des industries pharmaceutiques (Sanofi, Aventis), mais aussi des secteurs de la logistique et du transport.

#### *Industrie portuaire*

En Seine-Maritime, le secteur du transport est mis à l'honneur puisqu'il représente 9,3 % des emplois contre 6,1 % à l'échelle nationale. Les ports du Havre (premier port français pour le commerce extérieur et le nombre de conteneurs), de Rouen (premier port européen pour l'exportation des céréales), et de Dieppe (port fruitier et transmanche), témoignent de cette filière en développement.

#### *Services et sous-traitance*

Le secteur des services est le plus gros employeur de la Seine-Maritime (plus de 60 % des emplois). Facilitée par sa proximité vis-à-vis des entreprises, la sous-traitance génère bien plus d'emplois, que la moyenne nationale.

#### *Santé, action sociale, administration publique, enseignement*

Ce secteur encore une fois se situe au-dessus de la moyenne nationale bénéficiant de la forte densité de population.

#### *Technologies innovantes*

Les technologies de l'information et de la communication sont aussi installées en Seine-Maritime. En effet, le territoire accueille le centre de ressources informatiques de Haute-Normandie (CRIHAN) sur le Technopôle du Madrillet, mais aussi le parc d'activités technologiques de la Vatine sur l'agglomération de Rouen.

#### *Énergies*

Avec deux centrales nucléaires, Paluel et Penly (respectivement 4 tranches et 2 tranches de 1 300 MW) et le centre de production thermique du Havre, la Seine-Maritime a produit près de 50,5 milliards de kWh en 2007, soit 9,3 % de la production d'électricité nationale. Les deux raffineries situées en basse vallée de la Seine traitent près du tiers du pétrole brut importé en France et fabriquent 35 millions de tonnes de produits pétroliers divers.



### *Projets d'avenir*

#### *Les activités de fabrication et d'assemblage d'éoliennes au Havre*

*Deux consortiums ont été convaincus par la position géostratégique du port du Havre : Areva Wind et Alstom/EDF Énergies Nouvelles.*

#### *A°) Areva Wind et ses partenaires GDF Suez, Vinci et CDC Infrastructure*

*Areva Wind et ses partenaires GDF Suez, Vinci et CDC Infrastructure ont confirmé l'implantation d'un site industriel sur 36 hectares, quai Joannès Couvert.*

*Du 2 en 1 pour le site Areva puisqu'il comprendrait en réalité deux usines :*

- *l'une doit être consacrée à l'assemblage des nacelles des éoliennes,*
- *l'autre usine développera la fabrication des pales.*

*Un gage de productivité donc, mais également de qualité via la présence, toujours sur le site, d'un banc de test et d'essai grandeur nature avant l'installation du matériel en mer. Ce site industriel se traduira par la création de près de 2 000 emplois industriels directs dans les deux usines.*

#### *B°) Alstom et EDF Énergies Nouvelles*

*Le consortium formé par Alstom et EDF Énergies Nouvelles a également annoncé son implantation dans le port du Havre afin d'y développer l'éolien offshore.*

*Son projet : construire une unité de production de "fondations gravitaires", des cônes creux qui permettent la fixation des mâts d'éoliennes. Le consortium - qui réunit aussi Dong Énergies et WPD - a remporté les concessions pour les futurs champs d'éoliens offshore de Saint-Nazaire, Courseulles-sur-Mer et Fécamp, lors du dernier appel d'offres du Gouvernement, en avril 2012. L'usine qui s'érigera sur le quai de Bougainville devrait employer 600 personnes. 200 autres emplois seront créés, toujours au Havre, pour le fonctionnement du "port de base", qui permettra le transfert des fondations vers la pleine mer, en direction du parc éolien de Fécamp.*

*Areva, tout comme le consortium Alstom-EDF Énergies Nouvelles souhaitent tous deux démarrer l'activité de leurs usines en 2016.*

#### *Le programme EDF "Grand Carénage"*

*Programme de maintenance approfondie et de remplacement de gros composants, qui sera déployé sur l'ensemble du parc nucléaire à partir de 2015. Ce programme prévoit les modifications nécessaires pour prolonger la durée d'exploitation des centrales au-delà des 40 années initialement prévues. Il intègre également les enseignements tirés de l'accident de Fukushima.*

*Avec ses 4 réacteurs de 1300 MW, la centrale nucléaire de Paluel produit près de 9% de l'électricité d'origine nucléaire en France. Tête de série du palier 1300 MW, elle va ouvrir la voie du «Grand Carénage» du parc nucléaire, à partir de 2015 : un vrai challenge à relever pour EDF et l'ensemble de ses partenaires industriels.*

*Au cours des 4 visites décennales qui se dérouleront de 2015 à 2018, Paluel verra ses installations renouvelées, modernisées, renforcées pour permettre la poursuite de son exploitation en toute sûreté.*

### *Artisanat*

Avec 12 000 entreprises, l'artisanat génère 36 500 emplois principalement dans les secteurs de la réparation, du transport, du bâtiment, ou de l'alimentation.

### *Agriculture*

La surface du territoire seino-marin est partagée entre les grandes cultures céréalières dont les trois quarts des récoltes sont exportées (notamment via le port de Rouen) et l'élevage de vaches laitières et allaitantes.

Les céréales cultivées en Seine-Maritime sont principalement :

- le colza, servant à la fabrication de biocarburants (ester de colza et éthanol avec le blé et la betterave) dans deux usines du département,
- le lin, dont la culture est particulièrement adaptée au climat et aux sols locaux représente 25 000 hectares. La Seine-Maritime assure 30 % de la production française et sa qualité est reconnue mondialement. La fibre de lin est utilisée dans l'industrie textile mais aussi dans la fabrication des billets de banque et les équipements automobiles.

Sur un total de 9 000 exploitations représentant 11 000 emplois (équivalents plein temps), 4 700 sont professionnelles et regroupent 93 % de la surface agricole utilisée du département. Depuis vingt ans, les petites unités laissent place aux plus grosses structures.

### *Pêche*

Cette activité, à 90% artisanale, s'exerce à partir des ports de Dieppe, Le Tréport, Fécamp, le Havre et Saint-Valery-en-Caux. Elle se pratique principalement avec de petits navires de moins de 12 mètres qui sortent pour de courtes durées (moins de 48h) en Manche-Est et dans la baie de Seine.

#### *Projets d'avenir*

##### *Modernisation de la flotte*

Conscient du potentiel de la filière pêche mais aussi de sa fragilité, le département de la Seine-Maritime a mis en place des outils destinés à préserver cette ressource, renforcer la pérennité de ce secteur et contribuer à un développement durable de la filière.

##### *Modernisation des ports de pêches*

Le Département favorise la modernisation des équipements, des ports de pêche, des criées et des marchés aux poissons dans un souci de transparence, de meilleure exploitation des données et d'augmentation de la traçabilité des produits.

## 2. Activités touristiques

*La Seine-Maritime touristique en chiffres :*

- 3 destinations : Côte d'Albâtre, vallée de Seine et campagnes (pays de Caux, pays de Bray, vallée de la Bresle),
- 1 site classé UNESCO : le centre du Havre reconstruit par Auguste Perret,
- 3 stations nautiques : Le Havre, Côte d'Albâtre et Dieppe,
- 130 km de côte,
- 4 Villes et Pays d'art et d'histoire (Le Havre, Fécamp, Dieppe et l'ensemble du territoire de l'agglomération Rouennaise),
- 29 châteaux et manoirs,
- 74 musées et 35 parcs et jardins,
- 1 Parc naturel Régional : PNR des Boucles de la Seine Normande,
- 5 bases de loisirs,
- 55 705 hectares de forêts et 1 500 km de cours d'eau,
- 10 stations vertes,
- 7 ports de plaisance,
- 26 plages surveillées,
- 9 casinos et 10 golfs,
- 250 hôtels soit 15 500 lits,
- 65 campings soit 18 474 lits,
- 8 abbayes,
- 80 itinéraires de randonnées soit 1421 km,
- 25 offices de tourisme et 4 syndicats d'initiative.

*Un tourisme des 4 saisons*

Le nombre total des nuitées françaises en Seine-Maritime s'élève à 9,8 millions (*Source : SOFRES 2012*).

La Seine-Maritime se situe dans le 1<sup>er</sup> quart des départements français en nombre de destination des Français (2,5 millions).

L'augmentation de la durée moyenne des séjours dans le département (4 nuits) permet à la Seine-Maritime de faire partie des « destinations de vacances » et non plus seulement d'être une « destination de week-ends et courts séjours ».

*Qui sont nos visiteurs ?*

Les français qui visitent le département de la Seine-Maritime viennent majoritairement d'Ile-de-France (41 %) puis des régions limitrophes et de Normandie (35 %). Les autres provenances sont diverses (Rhône-Alpes, Centre, Bretagne, ...) et ne représentent que 24 % des touristes français qui viennent en Seine-Maritime.

En ce qui concerne les visiteurs provenant de l'étranger, un quart de ces touristes sont originaires de Grande-Bretagne, 15% de Belgique, 15 % des Pays-Bas et 14 % d'Allemagne.

La majorité des courts voyages sont d'ordre personnel et en représentent 69,4 %.

L'hébergement à titre gratuit représente 72,6 % des nuitées pour motif personnel (hébergement en résidence secondaire et famille ou amis).

## 6. Infrastructures de transport

### 1. Infrastructures routières et autoroutières :

Le département de la Seine-Maritime dispose d'un réseau routier particulièrement dense : aux 6 787 km d'autoroutes, routes nationales et départementales (6<sup>ème</sup> rang national) viennent s'ajouter 9 210 km de voies communales (18<sup>ème</sup> rang national). Ce réseau comporte six itinéraires dits « stratégiques » car ils assurent un lien majeur entre le littoral, la vallée de la Seine, le pays de Bray et le pays de Caux. Il s'agit de la RD 915 entre Dieppe et Gournay-en-Bray, la RD 919/A28 jusqu'à Forges-les-Eaux, la RD 925 du Havre au Tréport en passant par Fécamp et Dieppe, la RD 926 entre Fécamp et la RN15, la RD 982 et 43 de Rouen à Tancarville via Rives-en-Seine et les RD 131, 490 et 913 sur l'axe Yvetot, Pont de Brotonne, Arelaune-en-Seine. Sur ces six axes, la fréquentation a augmenté de 5 % sur une année.

Pas moins de 5 000 à 12 000 véhicules par jour sillonnent ces routes qui quadrillent la Seine-Maritime d'est en ouest et du nord au sud.

Les axes autoroutiers traversant le département sont les suivants :

- A28 : au nord, elle permet de relier Rouen à Abbeville, pour rejoindre l'Angleterre via le tunnel sous la Manche. Au sud, le tronçon entre Rouen et Tours permet d'accéder à l'autoroute A10 qui lie Paris à Bordeaux.
- A29 : avec le pont de Normandie, elle soude le Havre à Honfleur. Au sud, elle permet un accès direct à la Bretagne par l'autoroute des estuaires. Au nord, elle conduit vers Amiens et l'Europe du Nord.
- A13 et A131 : elles permettent, grâce au pont de Tancarville, de joindre Paris depuis Le Havre en passant au sud de Rouen.
- A150 et A151 : relayées par des sections de voies rapides, elles permettent de rapprocher Rouen d'Yvetot et de Dieppe.

Depuis début 2015, le prolongement de l'autoroute A150 est actif. Il permet :

- le bouclage de la liaison autoroutière Rouen-Le Havre (80 km) par le nord de la Seine,
- la desserte du pays de Caux (Saint-Valery-en-Caux, Fécamp, Etretat), depuis Rouen et Paris,
- d'améliorer la sécurité routière : la route départementale existante, la RD 6015, régulièrement congestionnée, enregistre un taux élevé d'accidents (70 accidents dont 15 mortels recensés en 5 ans).

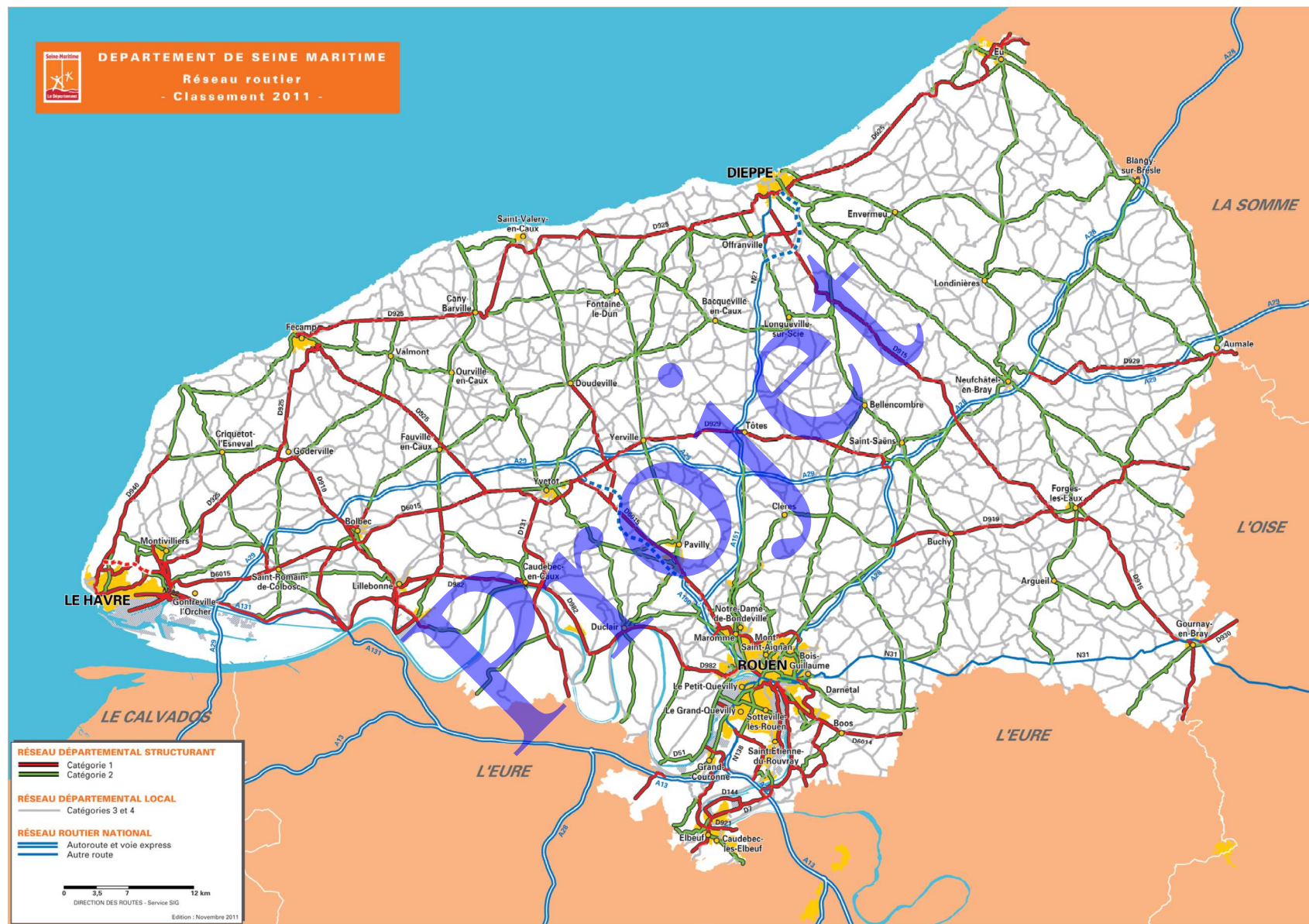


Figure 9 : Le réseau routier seino-marin de compétence partagée (Source : Conseil départemental de la Seine-Maritime)



Le réseau routier se décompose en deux types de réseau :

- le réseau structurant, soit 2 150 km, lequel comprend les routes de :
  - 1<sup>ère</sup> catégorie : axes dont le trafic est très élevé et regroupe les itinéraires départementaux stratégiques et les routes assurant les connexions au réseau national concédé et non concédé.
  - 2<sup>ème</sup> catégorie : réseau d'échanges structurant destiné à permettre les liaisons rapides de desserte entre les grands pôles économiques, le contournement des agglomérations, ...
- le réseau routier local, soit 4 400 km, qui regroupe les routes de 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> catégories. Ce réseau permet un maillage complémentaire pour une desserte affinée du territoire. Son rôle est essentiellement d'accueillir les différents modes de déplacement (véhicules légers et poids lourds occasionnellement pour la desserte).

Le réseau routier national non transféré et non concédé de la Seine-Maritime concerne les voies suivantes :

- RN 15,
- RN 27,
- RN 28,
- RN 31,
- RN 138,
- RN 282,
- RN 182,
- RN 338,
- A28,
- A131,
- A150,
- A151,
- RN 1338 et RN 2338 (Pont Flaubert et ses accès).

## **2. Infrastructures ferroviaires**

Le transport de passagers par la SNCF est réparti sur 3 axes transitant par Rouen :

- Rouen-Amiens,
- Rouen-Dieppe,
- Rouen-Yvetot-Le Havre.

Ce dernier constitue l'axe majeur du réseau ferroviaire du département.



### 3. Infrastructures portuaires et traversée de la Seine

Les activités portuaires sont réparties sur différents sites en Seine-Maritime :

- le grand port maritime du Havre dont le port pétrolier d'Antifer (2<sup>ème</sup> port français, 1<sup>er</sup> port français pour le trafic de conteneurs),
- le grand port maritime de Rouen (5<sup>ème</sup> port français, 1<sup>er</sup> port européen de céréales),
- les ports secondaires de Dieppe, Fécamp, et Le Tréport.

En parallèle du transport de marchandises, les ports de Dieppe et du Havre proposent des traversées transmanche régulières à destination de l'Angleterre :

- la compagnie Brittany Ferries assure la ligne le Havre-Portsmouth à raison d'une traversée (aller-retour) quotidienne pour un maximum de 650 passagers, 127 voitures et 51 camions,
- la société Dfds Seaways assure la ligne Dieppe-Newhaven. Elle dispose de deux navires pouvant transporter 140 voitures, 40 camions et 600 passagers. Un navire assure deux fois par jour la liaison Dieppe-Newhaven.

Le transport de marchandises est présent sur le parcours de la Seine où les navires de fret peuvent également croiser des bateaux de transport collectif (navires de croisières, bateaux à voiles).

### *Bacs*

Huit bacs assurent la traversée de la Seine aux véhicules et aux passagers toute l'année, week-end et jours fériés compris. Ils sont gérés par le Conseil départemental de la Seine-Maritime et transportent chaque année plus de 10 millions de passagers.

Ils permettent la liaison entre les communes suivantes :

- La Bouille - Sahurs,
- Duclair - Berville-sur-Seine,
- Jumièges - Heurteauville,
- Le Mesnil-sous-Jumièges - Yville-sur-Seine,
- Petit-Couronne - Val-de-la-Haye,
- Port-Jérôme - Quillebeuf-sur-Seine,
- Yainville - Heurteauville ,
- Canteleu (Dieppedalle) - Grand-Quevilly.

Projet



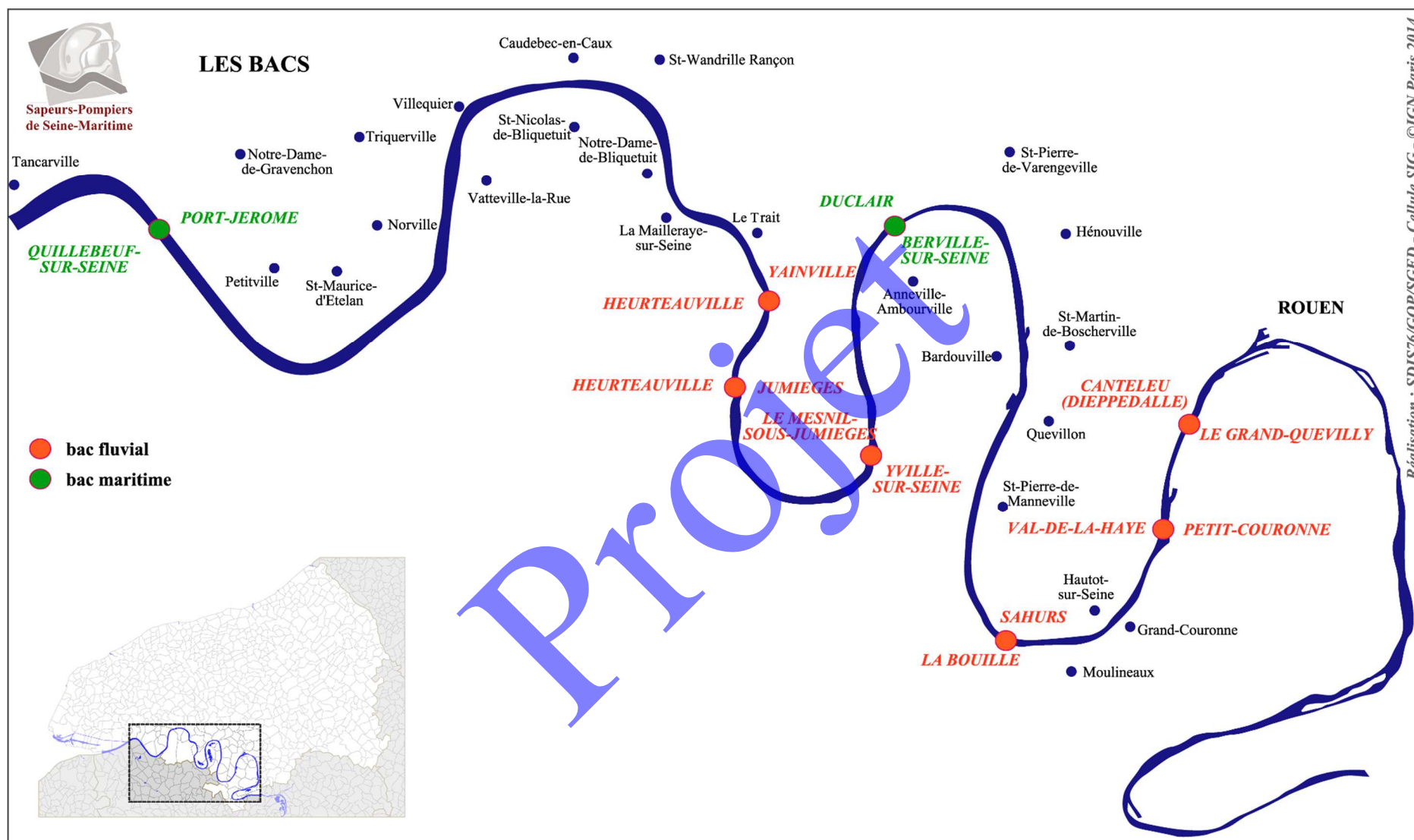


Figure 11 : Répartition des bacs de traversée de la Seine

### *Ponts*

En complément des huit bacs, treize ponts routiers sont répartis le long de la Seine entre le Havre et Elbeuf pour franchir ce fleuve. Six d'entre eux supportent la majeure partie du trafic :

- le pont de Normandie avec l'A29,
- le pont Flaubert avec l'A150,
- le pont Mathilde reliant l'A28,
- le pont de Tancarville avec l'A131 reliant l'A13 et l'A29 aux portes du Havre,
- le viaduc d'Oissel avec l'A13,
- le viaduc de Criquebeuf-sur-Seine avec le prolongement de l'A13.

Projet

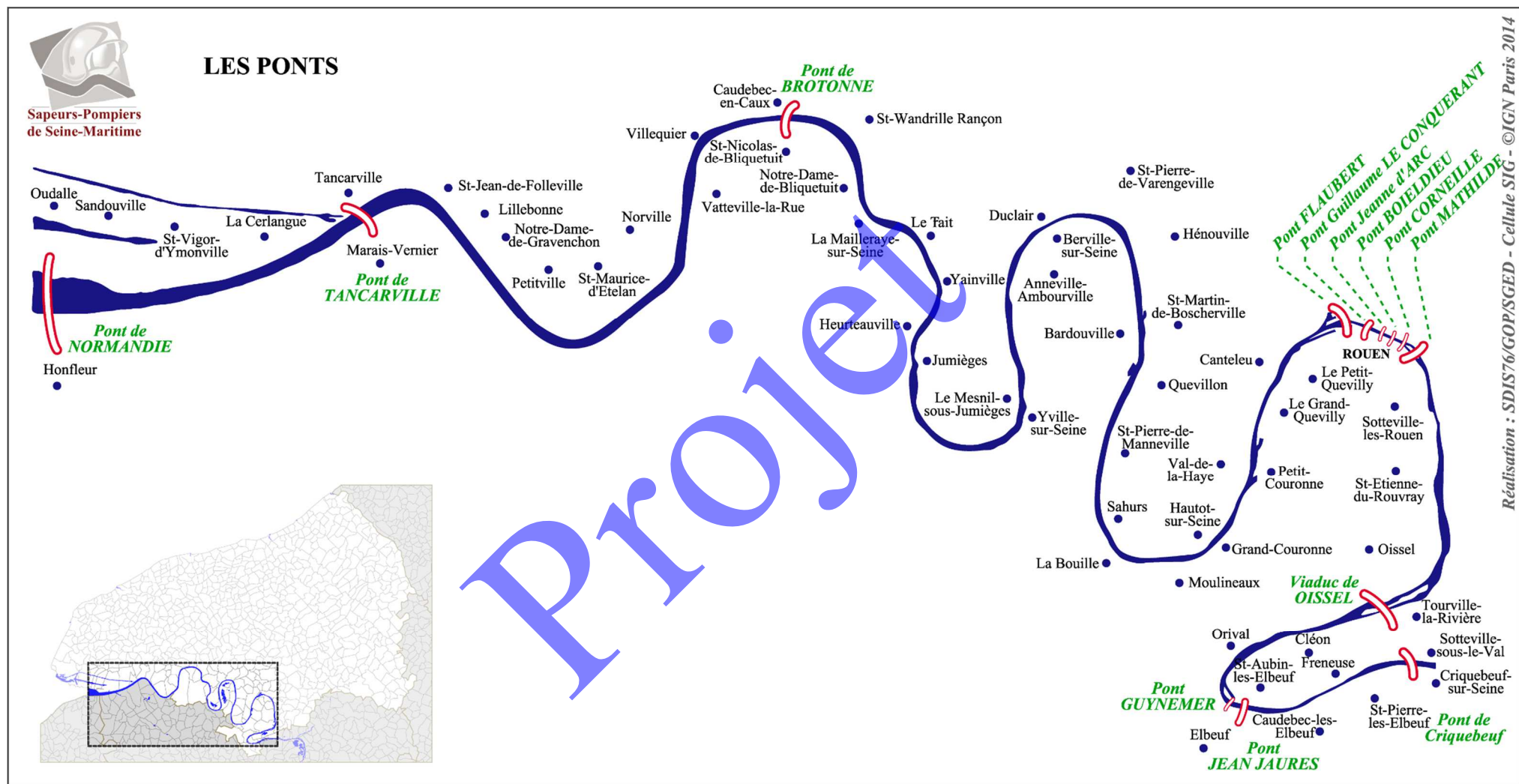


Figure 12 : Localisation des ponts sur la Seine en Seine-Maritime

En ce qui concerne le trafic moyen quotidien sur ces ponts, certains d'entre eux bénéficient d'un comptage assuré par les services du Conseil départemental précisant également la part des poids lourds :

Pont	Trafic moyen quotidien en nombre de véhicules	% de Poids Lourds dans le trafic
Pont de Normandie	27000	15.3%
Pont de Tancarville	18500	24.4%
Pont de Brotonne	9600	10.9%
Pont Flaubert	46700	NC
Pont Guillaume le Conquérant - Rouen	36000	NC
Pont Jeanne d'Arc - Rouen	NC	NC
Pont Boieldieu - Rouen	NC	NC
Pont Pierre Corneille - Rouen	11600	NC
Pont Mathilde - Rouen	80600	8.8%
Viaduc d'Oissel	92000	10.1%
Pont Guynemer - Elbeuf	NC	NC
Pont Jean Jaurès - Elbeuf	21000	2.6%
Viaduc de Criquebeuf-sur-Seine	76600	11.3%

Tableau 2 : Trafic moyen quotidien sur les ponts

#### 4. Infrastructures aéroportuaires

Le département de la Seine-Maritime dispose de deux aéroports proposant des vols réguliers à destination des principaux aéroports français et européens.

L'aéroport du Havre	L'aéroport de Rouen - Vallée de Seine
<p>Situé à 6 km du centre-ville du Havre, l'aéroport s'étend le long de la côte (constituée de falaises), sur les communes du Havre et d'Octeville-sur-Mer.</p> <p>L'aéroport propose des activités d'aviation de loisir et d'affaire.</p> <p>Il propose aussi des vols « vacances » saisonniers avec les allers-retours uniques. Par exemple pour l'année 2014, les destinations proposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hiver - Chypre, Laponie</li> <li>- Printemps - Croatie, Malte, Crète, Iles Canaries, Monténégro, Norvège, Budapest, Bulgarie, Pays Baltes, Pologne, Saint-Pétersbourg, Corse, Irlande, Madère</li> <li>- Eté - Grèce, Croatie, Madère, Portugal</li> </ul> <p>L'aéroport représente pour l'année 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un trafic total de 13 607 passagers,</li> <li>- et aucun fret (8 en 2012).</li> </ul>	<p>Situé à 10 km du centre-ville de Rouen, l'aéroport s'étend sur les espaces agricoles des communes de Boos, Franqueville-Saint-Pierre et Saint-Aubin-Celloville.</p> <p>L'aéroport propose des activités d'aviation de loisir et d'affaire.</p> <p>L'aéroport propose aussi des activités de baptême de l'air, de location d'avions et de formation de pilotes.</p> <p>Une ligne « vacances » est également proposée. Elle relie Rouen à Figari (Corse), du mois de mai à septembre, un jour par semaine avec Brussels Airlines et compte 97 sièges à bord.</p> <p>L'aéroport représente pour l'année 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un trafic total de 4 636 passagers,</li> <li>- et 7 frets (3 en 2012).</li> </ul>





### *Projets d'avenir*

#### *La ligne nouvelle Paris-Normandie*

*Le projet : créer une ligne nouvelle entre Paris et le Havre via Rouen, et entre Paris et Caen.*

*Les enjeux :*

- améliorer l'accessibilité de la Normandie*
- contribuer à faire de la vallée de la Seine un axe de développement du Grand Paris, et du Havre le port de la capitale.*

*Les objectifs :*

*Placer les villes du Havre et de Caen à 1 heure 15 de Paris au lieu de 1 heure 45 à 2 heures aujourd'hui, Rouen à 45 minutes au lieu de 1 heure 10 minimum. A la clef également, un nouvel accès à la Défense, en plus d'un terminus maintenu à Paris Saint-Lazare.*

#### *HAROPA 2030*

*HAROPA 2030 est la stratégie d'un ensemble portuaire (le Havre, Rouen, Paris) qui veut définir sa place dans le monde qui vient, en conjuguant les atouts et les spécificités des 3 ports qui le composent. Le projet prévoit notamment qu'en 2030 le trafic maritime sera de 120 à 140 Mt, soit une hausse de 50% par rapport à 2012.*

*Les ports d'HAROPA, associé à PNA (Ports Normands Associés), au Syndicat Mixte du Port de Dieppe et au Conseil départemental de la Seine-Maritime, ont notamment initié une démarche collaborative qui associera les acteurs institutionnels pour mener à bien un projet proposant des solutions d'avitaillement en carburants alternatifs comme le GNL (Gaz Naturel Liquéfié) aux armements maritimes et fluviaux et des solutions de distribution et stockage respectueuses de l'environnement.*

#### *Le contournement Est de Rouen (jonction A13 – A28)*

*Carrefour de nombreuses routes et autoroutes très fréquentées, l'agglomération rouennaise est victime d'une importante congestion routière qui dégrade la qualité de vie des habitants.*

*En créant une liaison directe entre l'A28, au nord-est de Rouen et l'A13, au sud-ouest de Rouen, le projet entend détourner une part du trafic de transit du réseau local, notamment des poids-lourds et la maintenir sur une infrastructure autoroutière.*

*De même, les trafics desservant les zones logistiques et portuaires pourront emprunter un itinéraire 2x2 voies sécurisé, évitant la traversée du centre-ville de Rouen par le fret routier et les transports de matières dangereuses. Le projet s'accompagnera de mesures de restriction de circulation des poids-lourds sur de nombreux axes routiers.*

#### *La gare de Rouen rive gauche*

*Le projet d'implantation d'une nouvelle gare rive gauche est attendu pour améliorer les transports et pour la dynamique économique qu'il devrait impulser. Le projet prévoit la construction d'une nouvelle gare au cœur de Rouen, sur la rive gauche, au pied de la tour des archives, dans le quartier Saint-Sever.*

*Le choix de ce site permettra de favoriser la construction de logements, de bureaux et d'équipements.*

*La création d'un quartier d'affaires emblématique, lié à la nouvelle gare, donc bien relié à l'Ile-de-France, a pour but de relancer le dynamisme économique du marché de l'emploi à Rouen, et dans toute la Haute-Normandie.*

## 7. Infrastructures sanitaires

*Source : Sros 2012-2017 de la Haute-Normandie*

Les ressources de l'Etat et de l'assurance maladie sont rassemblées et administrées sur le plan régional au niveau des agences régionales de santé (ARS) pour renforcer l'efficacité collective et garantir l'avenir du service public de la santé. En Haute-Normandie, l'ARS a arrêté le 1<sup>er</sup> octobre 2010 quatre territoires de santé :

- le territoire de Rouen/Elbeuf,
- le territoire du Havre,
- le territoire de Dieppe,
- le territoire d'Evreux/Vernon.

Ils représentent la dimension territoriale des orientations stratégiques de l'ARS sur tous ses champs de compétence. Ils sont représentés sur la carte suivante :

Projet

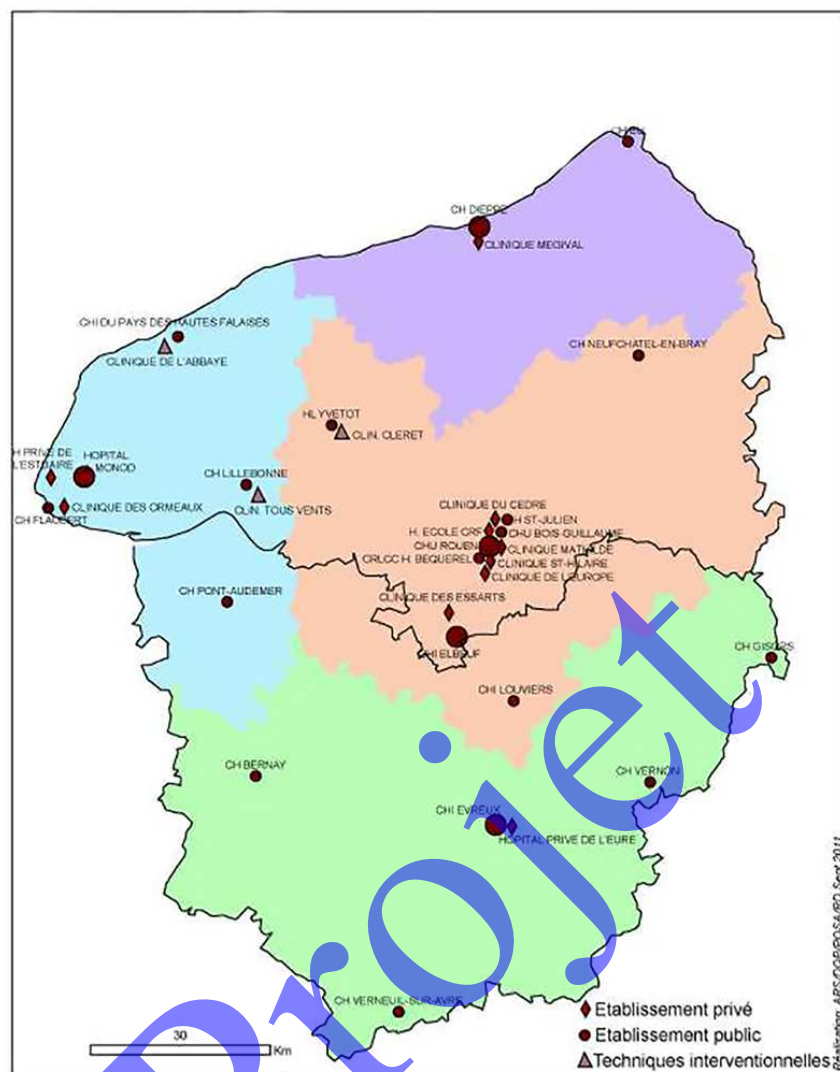


Figure 14 : Les établissements hospitaliers répartis par territoires de santé en Haute-Normandie prévues pour 2016 (Source : Sros 2012-2017)



## 1. Les établissements hospitaliers publics et privés de la Seine-Maritime

Les établissements hospitaliers publics et privés qui sont le siège d'au moins une structure d'urgence en Seine-Maritime sont les suivants :

	Établissements de santé :			
	publics de recours ou de référence	avec plateaux techniques en imagerie, biologie, et comportant des unités de chirurgie et/ou de médecine	publics de proximité sans plateau technique	spécialisés dans la prise en charge des urgences pédiatriques
Territoire de Rouen/Elbeuf	- CHU de Rouen (adulte) - CHI Elbeuf-Louviers, (site des Feugrais)	- CHU de Rouen (site de l'hôpital Saint Julien), - CHI Elbeuf Louviers (site de l'hôpital de Louviers), - Clinique du Cèdre, - Clinique de l'Europe.		- CHU de Rouen
Territoire du Havre	- Groupe Hospitalier du Havre (site Monod : adulte et pédiatrique).	- CH Fécamp, - CH Pont-Audemer, - CH Lillebonne, - Clinique des Ormeaux, - Hôpital privé de l'estuaire (HPE).		- Groupe Hospitalier du Havre
Territoire de Dieppe	- CH de Dieppe		- CH d'Eu	

Tableau 3 : Les établissements publics et privés de la Seine-Maritime (Sros 2012-2017)

## 2. L'organisation et les moyens de la prise en charge de l'urgence pré-hospitalière

La prise en charge de l'urgence vitale pré-hospitalière est articulée autour de 2 services d'aide médicale urgente (SAMU), 8 structures mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) et une équipe SMUR pédiatrique :

- SAMU-centres 15 : SAMU 76A (Rouen), SAMU 76B (Le Havre),
- 2 centres de régulation de la permanence des soins inclus dans les centres 15.
- 7 SMUR :
  - territoire de Rouen : CHU de Rouen, centre hospitalier d'Elbeuf-Louviers (site les Feugrais),
  - territoire de santé du Havre : Groupe Hospitalier du Havre, centre hospitalier de Fécamp, Lillebonne ainsi que la récente installation en 2007 du SMUR de Pont-Audemer,
  - territoire de Dieppe : centre hospitalier de Dieppe et une antenne de SMUR au CH de EU rattachée au CH de Dieppe.

- les transports pédiatriques et néonataux médicalisés sont réalisés par le SMUR de Rouen, spécifiquement médicalisé par des compétences en pédiatrie, et du Havre

L'accessibilité des SMUR aux communes de la Haute-Normandie est présentée sur la figure suivante :

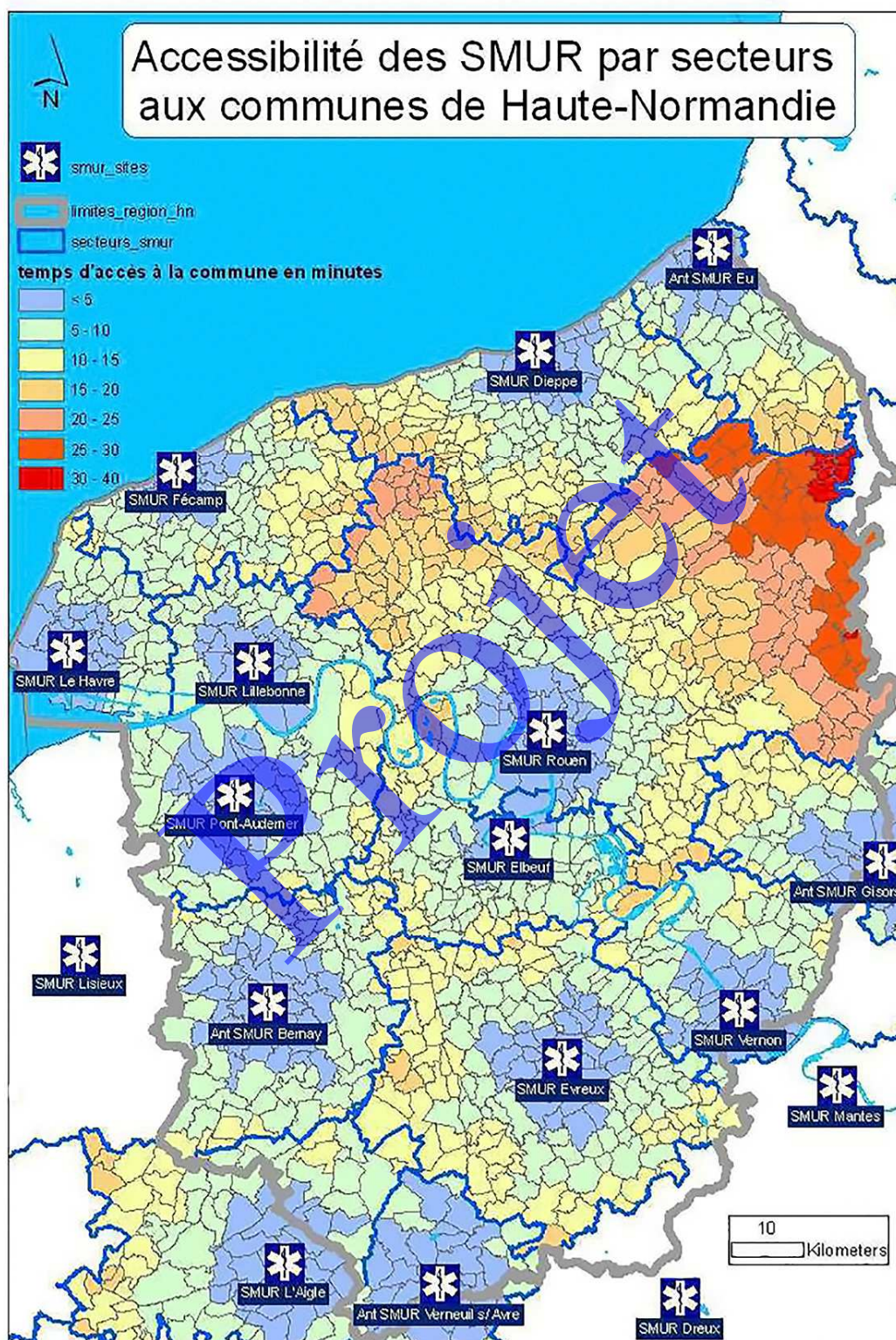


Figure 15 - Accessibilité des SMUR en Haute-Normandie (2008) (Source : Sros 2012-2017)

En ce qui concerne la Seine-Maritime, il existe une zone située à l'Est pour laquelle l'accès des SMUR s'effectue avec un délai de route pouvant aller de trente à quarante minutes.

Dans le cadre de la circulaire interministérielle DHOS/O1/DDSC/BSIS n° 2007-457 du 31 décembre 2007, précisant la nécessité d'établir une mise en cohérence des Sdacr et des Sros, le Sdis participe à l'aide médicale urgente (AMU) par le biais de ses médecins et infirmiers de sapeurs-pompiers afin d'assurer la prise en charge des victimes dans l'attente de l'équipe médicale hospitalière.

A ce titre, un dispositif de type véhicule léger infirmier (VLI) a été mis en place les weekends au CIS de Forges-les-Eaux. Il constitue une première réponse AMU fournie par le Sdis sur l'est du département de la Seine-Maritime. Les infirmiers participant à ce dispositif répondent aux exigences du protocole infirmier de soins d'urgence (PISU).

Ces dispositions ont été confortées par l'arrêté du 5 juin 2015 portant modification de certaines annexes du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente du 25 juin 2008, mis en œuvre par l'arrêté du 24 avril 2009.

De plus, la mise en œuvre récente d'un hélismur permet d'optimiser la réponse de l'aide médicale d'urgence notamment sur l'est et le centre du territoire de la Seine-Maritime. De même, ce vecteur doit permettre de réduire le temps de mobilisation des moyens du Sdis dans le cadre de transports médicalisés.

### **3. Transports sanitaires privés**

Les transports sanitaires d'urgence (TSU) ont pour mission d'assurer les transports sanitaires des personnes qui le nécessitent dans le cadre d'une prescription médicale et dans le respect du libre choix du patient.

Ils sont organisés au sein d'une association départementale des transports sanitaires urgents 76 (ADTSU 76).

Conformément au décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport et notamment, dans le cadre du cahier des charges arrêté par le préfet et fixant les conditions d'exercice de la garde obligatoire pour toutes les entreprises, ils répondent sans délais aux demandes du SAMU, seul organisme habilité à les mobiliser.

Hors période de garde, l'ADTSU 76 organise une réponse permanente avec des ambulanciers volontaires.

Dans le cadre de leur participation à l'aide médicale urgente, les ambulanciers privés sont chargés d'assurer, conformément à la décision de la régulation du SAMU, les transports sanitaires urgents vers les établissements de santé.

Depuis 2014, l'Agence Régionale de Santé (ARS) de la Haute-Normandie a initié la révision du schéma régional d'organisation des transports sanitaires en Haute-Normandie.

Cette révision s'inscrit dans le prolongement du décret n° 2012-1007 du 29 août 2012 qui modifie certaines dispositions relatives à l'agrément des entreprises de transports sanitaires et à l'autorisation de mise en service des véhicules sanitaires afin d'améliorer la régulation de l'offre de véhicule et d'assurer une meilleure adéquation aux besoins de la population en matière de transport allongé et assis de patients.

Cette perspective doit permettre de favoriser un rééquilibrage du parc en termes de catégorie des véhicules ou de leur implantation en fonction des quotas départementaux et ainsi, optimiser la gestion de disponibilité de ces vecteurs.

En conséquence, le nouveau Schéma régional d'organisation des transports sanitaires en Seine-Maritime devrait engendrer à terme, une diminution du nombre de sollicitation des moyens du Sdis par carence de moyens de transports sanitaires privés.

Projet



## Chapitre III : Présentation du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

### 1. Compétences et autorités du Sdis

#### 1. Compétences du Sdis

La loi du 3 mai 1996 relative à l'organisation des services d'incendie et de secours attribue au Sdis :

- une **compétence exclusive** en matière de prévention, de protection et de lutte contre les incendies,
- une **compétence partagée** pour la protection et la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, pour l'évaluation et la prévention des risques technologiques ou naturels et pour le secours d'urgence. Ces missions sont réalisées avec d'autres services (SAMU, gendarmerie, etc.) ou des opérateurs privés. Elles sont énumérées à l'article L.1424-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) :
  - la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile,
  - la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours,
  - la protection des personnes, des biens et de l'environnement,
  - les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres, catastrophes, ainsi que leur évacuation.

En complément de ces missions légales, le Sdis peut être amené à réaliser **d'autres interventions** qui n'entrent pas dans son champ de missions. C'est par exemple le cas pour les destructions d'hyménoptères, les services de sécurité dans les établissements recevant du public (ERP), les transports sanitaires effectués à la demande du SAMU, suite à une carence des transporteurs privés, les interventions sur le réseau autoroutier... Ces interventions peuvent faire l'objet d'une facturation<sup>1</sup> dans des conditions déterminées par décret interministériel (carences ambulancières) ou par délibération du conseil d'administration (autres cas).

#### 2. Attributions des autorités

Le Sdis est un établissement public administratif placé sous la double autorité :

- du **préfet**, représentant de l'Etat dans le département pour ce qui concerne le domaine opérationnel,
- du **président du Conseil d'administration** pour la gestion administrative et financière du Sdis.

Le Sdis met ses moyens pour emploi, à la disposition des **maires** et du préfet dans le cadre de l'exercice de leur pouvoir de police administrative.

---

<sup>1</sup> Cette faculté a été utilisée par le Sdis pour préserver son potentiel opérationnel et recentrer son activité sur ses missions de base (cf. bilan du Sdacr 2009).

### *Attributions du président du Conseil d'administration du Sdis de la Seine-Maritime*

Le président du Conseil départemental de la Seine-Maritime ou le membre qu'il désigne est le garant de la bonne administration du Sdis de la Seine-Maritime. À ce titre, il :

- prépare et exécute les délibérations du Conseil d'administration,
- convoque le Conseil d'administration,
- passe les marchés et est l'ordonnateur de l'établissement,
- représente le Sdis en justice,
- donne son accord pour la nomination du Directeur,
- signe, avec le préfet, l'arrêté d'organisation du corps départemental.

### *Attributions du préfet de la Seine-Maritime*

Le préfet :

- dispose des pouvoirs de police au niveau supra-communal,
- met en œuvre les moyens du Sdis de la Seine-Maritime,
- arrête le règlement opérationnel,
- arrête conjointement avec le président du Conseil d'administration l'organisation du corps départemental,
- assiste de plein droit aux séances du Conseil d'administration ; (N.B. : il peut demander une nouvelle délibération si cette dernière est de nature à affecter la capacité opérationnelle du Sdis de la Seine-Maritime),
- nomme les officiers et chefs de centre conjointement avec le président du Conseil d'administration ou le maire,
- arrête le Sdacr qui est élaboré par le Sdis de la Seine-Maritime sous son autorité,
- donne son avis conjointement pour la nomination du Directeur,
- peut donner délégation de signature au Directeur.

### *Attributions du maire*

Conformément aux articles L.2212.1 et suivants du CGCT, le maire exerce le pouvoir de police municipale et notamment :

« (II a) le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et s'il y a lieu de provoquer l'intervention de l'administration supérieure. »

Lorsque le sinistre et ses conséquences directes n'excèdent pas les limites du territoire communal, le maire assure les fonctions de Directeur des Opérations de Secours (DOS).

### *Attributions du directeur départemental des services d'incendie et de secours (DDISIS)*

#### Gestion opérationnelle

Sous l'autorité du préfet, le Directeur assure :

- la direction opérationnelle du CDSP,
- la direction des actions de prévention relevant du Sdis de la Seine-Maritime,
- le contrôle et la coordination de l'ensemble des corps communaux et intercommunaux de sapeurs-pompiers.

Pour l'exercice de ses attributions et sous l'autorité du préfet ou du maire, le Directeur dispose, en tant que besoin, de l'ensemble des moyens du Sdis de la Seine-Maritime et des corps communaux et intercommunaux. Il a autorité sur tous les personnels du Sdis de la Seine-Maritime et, pour leurs missions opérationnelles, il a autorité sur tous les personnels des corps communaux et intercommunaux. Le Directeur peut être chargé par le préfet ou le maire de mettre en œuvre tout autre moyen public ou privé.

#### Gestion administrative et financière

La gestion administrative et financière est exercée par le Directeur sous l'autorité du président du Conseil d'administration du Sdis de la Seine-Maritime. Le Directeur est assisté d'un directeur départemental adjoint. En cas d'empêchement du directeur départemental, le directeur départemental adjoint le remplace dans l'ensemble de ses fonctions.

## **2. Organisation administrative du Sdis**

L'organisation administrative du Sdis s'articule autour d'une direction départementale, organisée en 8 **groupements et services fonctionnels**, et de 3 **groupements territoriaux** qui viennent en appui des structures opérationnelles.

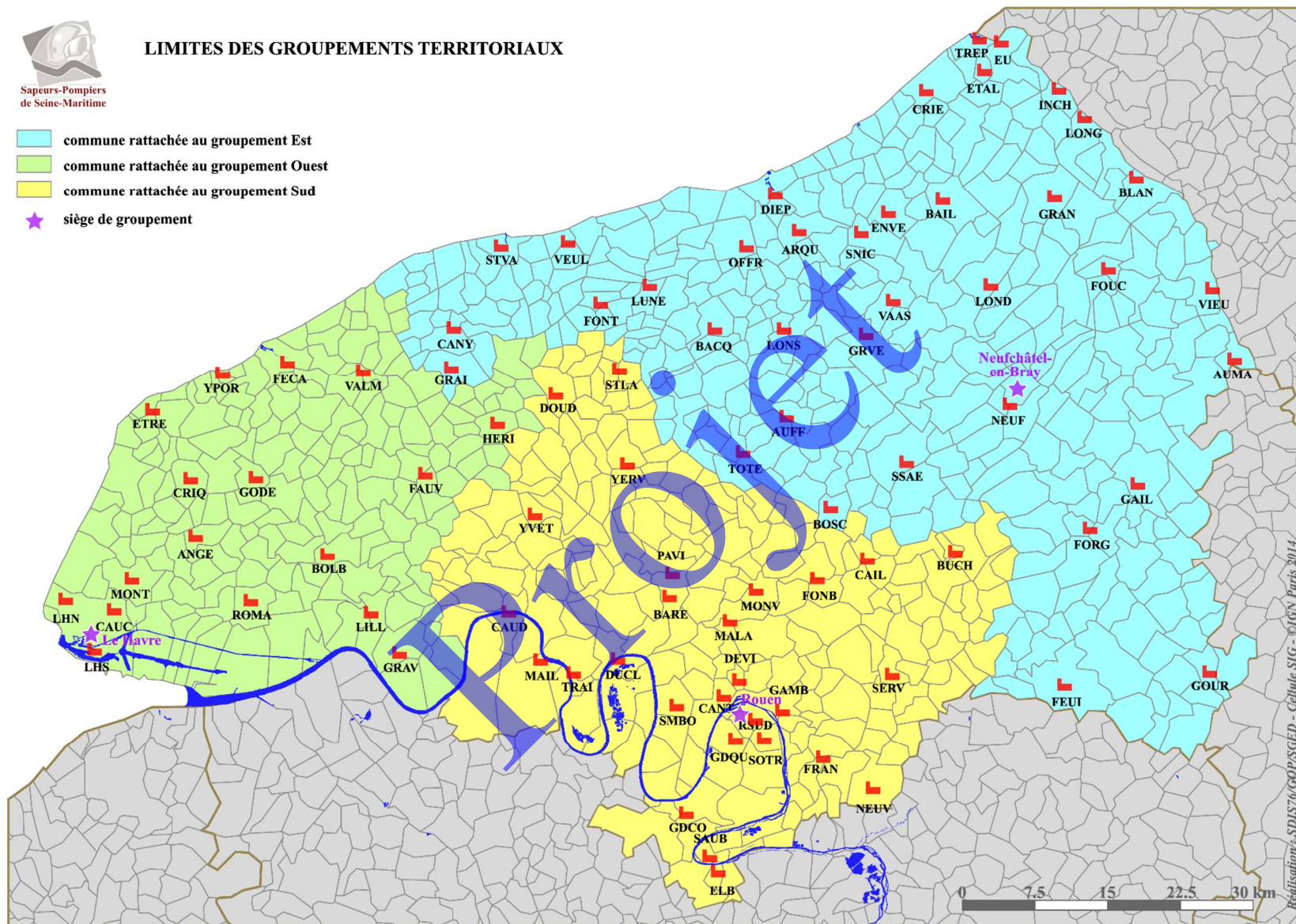
### **1. Groupements et services fonctionnels**

- groupement opérations-prévision,
- groupement technique et infrastructures,
- groupement prévention,
- groupement des finances et de la commande publique,
- groupement des emplois, des activités et des compétences,
- groupement de l'administration générale et des affaires juridiques,
- groupement des systèmes d'informations,
- service de santé et de secours médical (SSSM).

### **2. Groupements territoriaux**

Le territoire départemental a été découpé en 3 groupements. Chaque groupement dispose d'un état-major dont le rôle est de coordonner les centres d'incendie et de secours du territoire.

L'organisation du Sdacr 2009 est représentée sur la carte ci-après.





	Groupement Territorial Sud	Groupement Territorial Ouest	Groupement Territorial Est	Total
Commune siège du groupement	Rouen	Le Havre	Neufchâtel-en-Bray	
Nombre de communes concernées	212	174	332	718
Population concernée	621 404	410 167	235 225	1 276 908
Nombre de CIS	28	17	34	79

Tableau 4 : Les caractéristiques des groupements territoriaux du Sdis de la Seine-Maritime (situation au 1<sup>er</sup> juin 2016)

### 3. Organisation opérationnelle

L'activité opérationnelle du Sdis repose sur le Centre de traitement de l'alerte (CTA), le Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS), les centres d'incendie et de secours (CIS), le Service de santé et de secours médical (Sssm), la chaîne de commandement et les équipes spécialisées.

#### 1. Le centre de traitement de l'alerte (CTA)

Le Sdis de la Seine-Maritime dispose d'un CTA unique, implanté dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours basée à Yvetot.

Le CTA assure la réception, le traitement et la diffusion de l'alerte consécutifs à toutes les demandes de secours reçues sur les numéros d'appels d'urgence 18 et 112.

Conformément au plan départemental d'acheminement des appels d'urgence, l'ensemble des communes de la Seine-Maritime est rattaché au CTA-CODIS du Sdis 76.

Plus particulièrement, il est chargé :

- de recevoir, d'authentifier et d'enregistrer les demandes de secours, en les orientant, si nécessaire, vers le service compétent (SAMU, gendarmerie, police, gestionnaire de voirie,...),
- de l'envoi des secours et du contrôle de leur présentation sur les lieux du sinistre,
- de la coordination et du suivi des interventions ne présentant pas de caractère particulier,
- de l'alerte des services publics concourant aux missions de secours (gendarmerie nationale, Erdf, Grdf SAMU, direction des routes (DR), direction inter-régionale des routes nord-ouest (DIRNO), centre régional opérationnel de surveillance et sauvetage (CROSS), ...),
- de la prise en compte des demandes de renforts sollicitées par les commandants des opérations de secours (COS),
- de veiller et de diriger les réseaux radioélectriques du Sdis,
- de l'information de la chaîne de commandement et des autorités.

Le CTA est activé en permanence.

Les opérateurs sont chargés de la réception, du traitement et du suivi des opérations courantes. Le CTA répond à plus de 500 000 appels par an.

Le chef de salle coordonne l'action des opérateurs et doit adapter l'organisation du CTA à l'activité opérationnelle. A ce titre, il est l'interlocuteur privilégié des chefs de centre, chefs de garde, ... pour toute difficulté rencontrée, qu'elle soit technique, opérationnelle ou relationnelle.

## **2. Le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS)**

Le Sdis de la Seine-Maritime dispose également d'un CODIS contigu au CTA situé dans les locaux de la direction départementale à Yvetot. Il est particulièrement chargé du suivi et de la coordination opérationnels dans le cadre de la gestion de crise, découlant d'un ou de plusieurs événements, localisés ou étendus à un territoire important, survenant de façon ponctuelle ou en masse.

Le CODIS est veillé par un officier chef de salle CTA-CODIS et un chef de salle CODIS. Sa montée en puissance est réalisée par l'officier CODIS qui est présent en garde sur site. Lorsqu'il est renforcé, le CODIS est l'interlocuteur privilégié du COS, des autorités départementales et communales.

Chaque jour, le CTA-CODIS renseigne les autorités préfectorales et les cadres du Sdis sur l'activité opérationnelle des dernières 24h00.

Intégré au sein de la direction, le CTA-CODIS unique est localisé avec le CODIS qui est activé en permanence.

Lors de la construction du CTA-CODIS, en 1997, le Sdis était précurseur dans l'installation d'une structure moderne et adaptée aux besoins. Aujourd'hui, le dispositif global (système de gestion opérationnelle (SGO), salle opérationnelle, adaptation des effectifs à la sollicitation opérationnelle,...), nécessite d'être repensé afin d'une part, d'améliorer les performances du SGO, l'ergonomie des salles CTA et CODIS.

Par ailleurs, les exigences et recommandations du référentiel commun relatif aux secours d'urgence aux personnes et à l'aide médicale urgente, affirmées par l'arrêté de juin 2015, nécessitent la poursuite du développement de l'interopérabilité du SGO avec celui du SAMU afin de permettre une meilleure adéquation de la réponse opérationnelle en matière de SUAP.

Enfin, la résilience du système de gestion d'alerte doit être revue, afin de garantir la continuité du service public.

## **3. Les centres d'incendie et de secours (CIS)**

Les centres d'incendie et de secours correspondent à l'échelon le plus local de représentation du Service départemental d'incendie et de secours. Si leurs missions principales relèvent de l'opérationnel et de la gestion de leurs propres interventions, ils n'en restent pas moins des pivots de l'organisation structurelle du service et sont utilisés comme un indicateur de qualité de l'organisation.

Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire du département en fonction des objectifs de couverture établis dans le Sdacr. Les CIS sont classés en :

- centres de secours principaux (CSP),
- centres de secours (CS),
- centres de première intervention (CPI).

Avec le Sdacr de 2009, le département de la Seine-Maritime comptait 82 centres d'incendie et de secours organisés de la manière suivante :

- 11 centres de secours principaux (CSP) assurant simultanément au moins quatre départs (un pour une mission de lutte contre l'incendie, deux pour des missions de secours d'urgence aux personnes, et un autre départ),
- 3 centres de secours 13 (CS 13) assurant simultanément au moins trois départs (un pour une mission de lutte contre l'incendie, un pour une mission de secours d'urgence aux personnes, et un autre départ),
- 6 centres de secours 10 (CS 10) assurant simultanément au moins deux départs (un pour une mission de lutte contre l'incendie, et un autre départ),
- 30 centres de secours (CS) assurant au moins soit un départ pour une mission de lutte contre l'incendie, soit 2 départs (l'un pour une mission de secours d'urgence aux personnes et un autre départ),
- 31 centres de première intervention (CPI) assurant au moins un départ (soit pour une mission de lutte contre l'incendie soit pour une mission de secours d'urgence aux personnes, soit un autre départ),
- 1 corps communal non intégré situé sur la commune de Longroy.

La répartition et le mode d'organisation des centres d'incendie et de secours résultant de l'application du Sdacr de 2009 et de son évolution sont représentés sur la carte suivante.

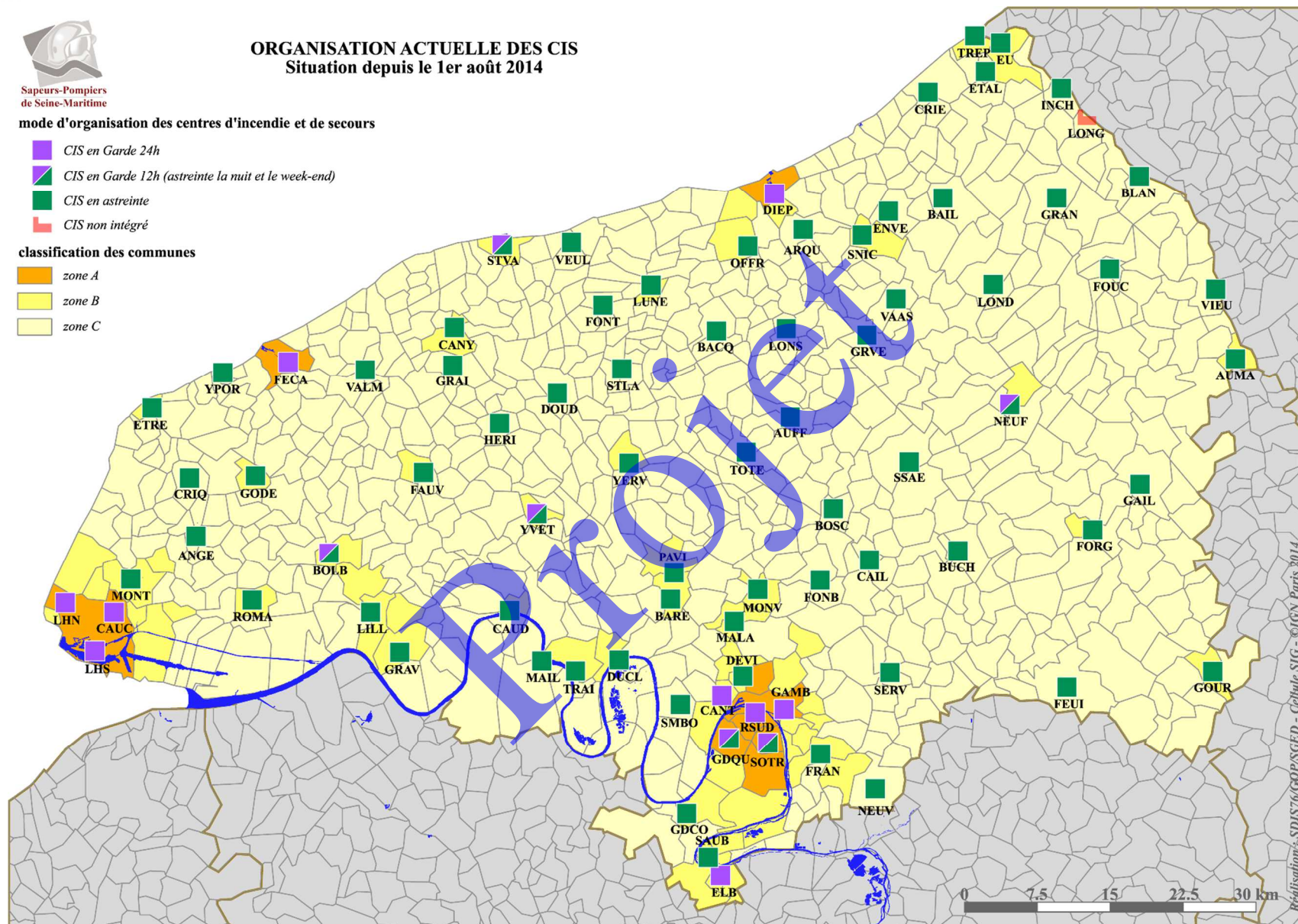


Figure 17 : Carte de l'organisation actuelle des centres d'incendie et de secours au 1<sup>er</sup> août 2014

Les CIS, qu'ils soient CSP, CS ou CPI, sont chargés, des missions de secours, et à ce titre, ils doivent :

- organiser la permanence opérationnelle des effectifs,
- s'assurer de la disponibilité des moyens matériels,
- engager les moyens sollicités dans le respect de l'ordre de départ émis par le CTA ou le CODIS,
- rédiger les comptes rendus de sorties de secours (CRSS) consécutifs aux interventions.

Le système de traitement de l'alerte mis en place au sein du Sdis de la Seine-Maritime repose sur un principe de gestion de la disponibilité des ressources humaines. Chaque sapeur-pompier dispose d'un accès portail web lui permettant de déclarer ses disponibilités. De plus, les sapeurs-pompiers sont dotés d'un « appareil à appel sélectif » individuel de type alphanumérique. Ce type d'appareil permet la réception de messages courts, associés à un signal d'alerte.

#### **4. Le Service de santé et de secours médical (SSSM)**

*L'organisation du Service de santé et de secours médical*

Les missions opérationnelles du SSSM mises en œuvre depuis 2009 étaient les suivantes :

- le soutien sanitaire,
- le secours d'urgence aux personnes dont les missions entrant dans le cadre du dispositif ORSEC nombreuses victimes (NOVI),
- les opérations impliquant des animaux.

En outre, le SSSM joue un rôle d'expertise auprès de l'officier CODIS et du commandant des opérations de secours (COS) sur les questions d'ordre sanitaire.

La participation du Sdis à l'aide médicale urgente afin de diminuer les délais de prise en charge des victimes dans l'attente de l'équipe médicale hospitalière s'est concrétisée dans le cadre de la complémentarité Sdacr/Sros sous la forme d'un dispositif de type "véhicule léger infirmier" (VLI) mettant à disposition une garde infirmière les week-ends notamment au CIS de Forges-les-Eaux.



Les enjeux du secours d'urgence aux personnes pour le Sdis 76

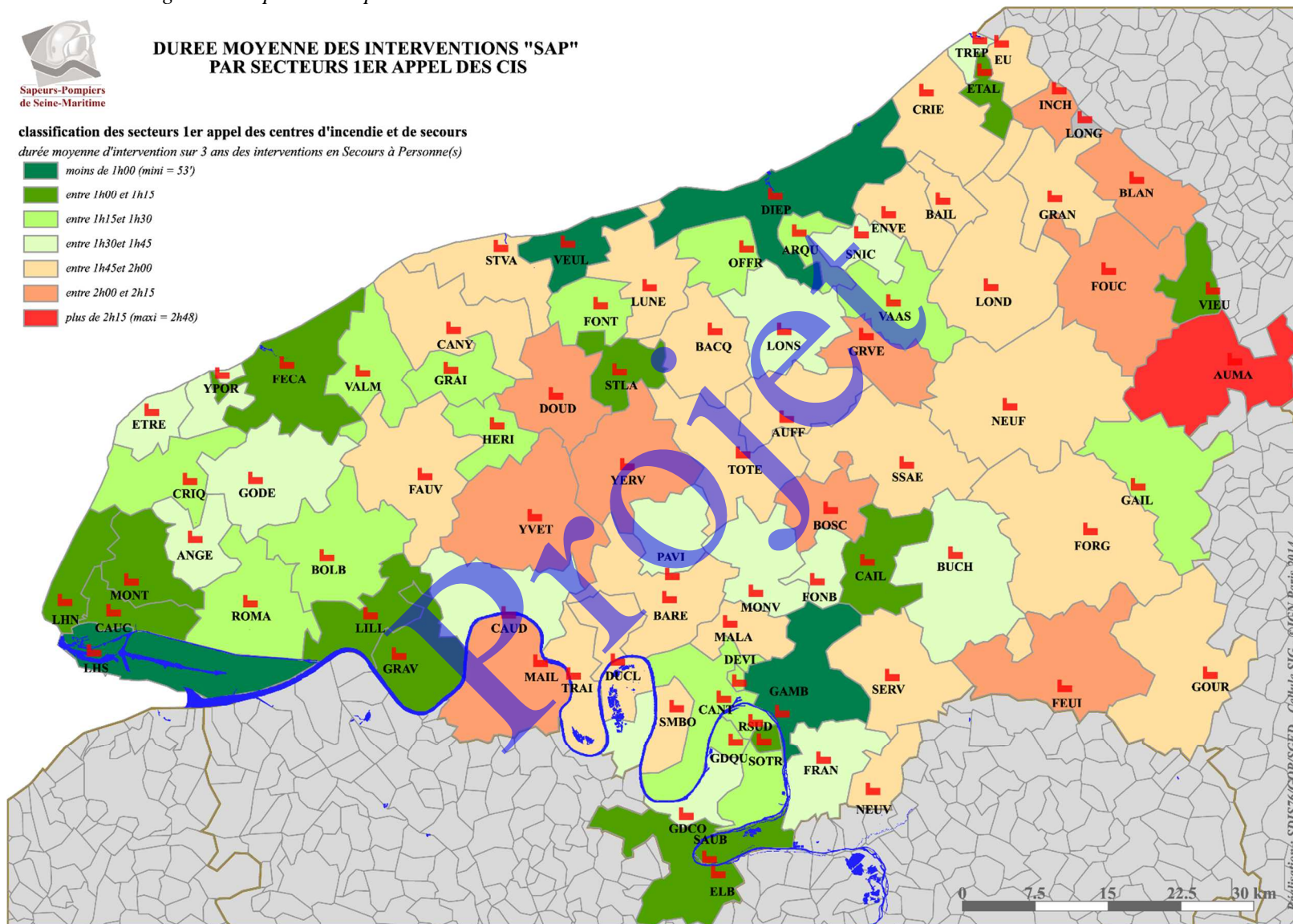


Figure 18 : Durée moyenne des interventions relevant du secours aux personnes représentée par secteurs de 1<sup>er</sup> appel des centres d'incendie et de secours

La durée moyenne des interventions relevant du secours aux personnes, sur les secteurs de premier appel des centres d'incendie et de secours calculée sur 3 ans, varie de moins d'une heure à plus de deux heures quinze. Cette variation d'un secteur géographique à l'autre est liée aux implantations territoriales des infrastructures sanitaires et des centres d'incendie et de secours et plus particulièrement à la proximité ou l'éloignement des CIS avec les structures dotées de services d'urgence.

Projet

## **5. La chaîne de commandement**

La chaîne de commandement permet au Sdis d'assurer la cohésion et la montée en puissance du commandement des interventions.

Le commandement des opérations de secours relève, sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs, du Directeur départemental des services d'incendie et de secours (DD SIS).

Précédemment, le Sdis de la Seine-Maritime avait adapté la doctrine nationale de la chaîne de commandement autour du concept d'état-major opérationnel départemental. Ainsi, le commandement des opérations de secours était assuré, pour les interventions le nécessitant, par un officier appartenant à l'état-major opérationnel départemental (EMOD).

Dans son rapport (réf IDSC-2014-11) d'évaluation périodique du Service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, l'inspection de la défense et de la sécurité civiles mettait en évidence la nécessité d'une évolution sémantique au profit de la terminologie utilisée dans le cadre de la gestion opérationnelle du commandement (GOC).

En parallèle de cette évolution, le Sdis de la Seine-Maritime souhaitait repenser l'ensemble de la sectorisation et du mode d'organisation de la chaîne de commandement.

## **4. Équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques**

Pour intervenir face aux risques locaux, le Sdis de la Seine-Maritime dispose d'équipes spécialisées et d'unités opérationnelles spécifiques qui relèvent d'un cadre réglementaire général, au travers de guides nationaux, de référentiels emplois activités compétences (GNR, REAC, RAC-SPV), et d'une politique départementale.



## 1. Missions des spécialistes

Sauvetage déblaiement (SDE)	La spécialité SDE permet d'intervenir en matière de reconnaissance, de sauvetage et de sécurisation d'un site dans les milieux effondrés ou menaçant ruine, où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison des risques présentés.
Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP)	La spécialité GRIMP permet d'intervenir en matière de reconnaissance et de sauvetage dans les milieux naturels et artificiels où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison de la hauteur ou de la profondeur et des risques divers liés au cheminement.
Sauvetage aquatique (SAV) eaux intérieures	Les spécialistes SAV eaux intérieures participent au sauvetage de personnes en difficulté en surface, en eaux intérieures.
Sauvetage aquatique (SAV) côtiers	Les spécialistes SAV côtiers participent au sauvetage de personnes en difficulté en surface, en mer.
Interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare	Les différentes missions que les scaphandriers autonomes légers (SAL) sont susceptibles d'assurer sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- sauvetage et assistance,</li> <li>- prompts secours en milieu hyperbare,</li> <li>- reconnaissances,</li> <li>- sécurité des interventions en site aquatique,</li> <li>- dispositif prévisionnel de secours aquatique ou subaquatique et hyperbare,</li> <li>- travaux subaquatiques et hyperbares d'urgence,</li> <li>- assistance pour la lutte contre les pollutions et la protection de l'environnement,</li> <li>- recherches diverses.</li> </ul>
Risque chimique (RCH)	La spécialité RCH permet de vérifier l'existence du risque chimique et biologique, prendre les mesures conservatoires, déterminer la nature du risque, protéger les personnes et l'environnement, et agir sur le terme source pour en limiter les effets. Les spécialistes RCH peuvent également intervenir en cas de menace NRBC.
Risque radiologique (RAD)	Les spécialistes RAD interviennent en cas de situation d'urgence radiologique.
Sauvetage nucléaire radiologique biologique chimique (NRBC)	Intervention de sauvetage de masse en ambiance NRBC contaminée pour l'extraction des victimes et la mise en œuvre d'un PRV "Chimique" de décontamination d'urgence.
Décontamination NRBC	Décontamination approfondie radiologique et chimique grâce à la mise en œuvre d'une unité mobile de décontamination approfondie.
Interventions à bord des navires (IBN)	Certaines embarcations (navires ou bateaux) présentent une structure, un compartimentage des volumes, des natures de cargaison, des dimensions, des accès et des cheminements qui rendent souvent les reconnaissances et les opérations de sauvetage et de lutte contre l'incendie longues et difficiles. La spécificité IBN précise les principes généraux d'intervention, de reconnaissance, d'évaluation, de sauvetage et d'extinction, sur un bateau ou un navire, tant en eaux intérieures qu'en zones maritimes, et propose une méthodologie opérationnelle spécifique s'appuyant sur l'intervention d'unités d'attaque.

Tableau 5 : Missions des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques

Si les équipes spécialisées et celles liées aux spécificités des risques locaux étaient organisées et gérées au niveau départemental, l'effectif total de ces équipes départementales était réparti au sein de certains centres de secours (sièges de la spécialité) pour garantir la couverture des risques sur le territoire.

La contrainte d'effectif minimal journalier de spécialistes imposée à chaque centre siège devait respecter les prescriptions des référentiels nationaux (Guides Nationaux de Référence ou Référentiels emplois, activités, compétences).

## **2. Evolutions**

L'analyse des risques particuliers, l'évolution des textes de référence de chaque spécialité (notamment des référentiels emplois, activités et compétences (REAC)) conduisent le Sdis à réviser cette organisation en matière d'équipes spécialisées et liées aux spécificités des risques locaux.

Ces dispositions sont amenées à évoluer dans l'objectif d'optimiser la réponse opérationnelle et de conserver le niveau de performance des spécialistes seino-marins.

Le détail de l'organisation des équipes spécialisées et liées aux spécificités des risques locaux seront décrites dans le règlement opérationnel et ses annexes.

Projet

## Chapitre IV : Analyse et couverture des risques courants

### 1. Analyse des risques courants

#### 1. Définition, typologie, méthode

##### *Définition des risques courants*

Les « risques courants » présentent deux caractéristiques :

- une **probabilité** d'occurrence (ou fréquence) **élevée**,
- une **gravité faible**.

Ils représentent l'essentiel de l'activité du Sdis. Ils sont facilement maîtrisés avec des moyens, des méthodes, des procédures et un commandement prévus dans le fonctionnement quotidien du Sdis.

##### *Typologie des risques courants*

L'étude des risques courants par nature est un préalable qui permet d'ajuster les moyens opérationnels courants (localisation, nature et nombre) en fonction d'objectifs de couverture (délais de secours cibles).

Classiquement on distingue les risques courants en fonction des 4 grandes natures de missions qu'ils engendrent :

- les missions de **secours d'urgence aux personnes** (SUAP) dont :
  - les missions de secours à victimes : elles consistent à apporter une assistance médico-secouriste dans les situations d'accident, de malaise, de maladie, de noyade, d'intoxication, d'asphyxie.  
Ces missions représentent près de 71% de l'activité du Sdis. Elles peuvent comporter deux phases :
    1. une réponse technique pour placer la victime en survie (gestes de réanimation, arrêt d'hémorragie, immobilisation de fracture),
    2. un transport vers la structure hospitalière désignée par le médecin régulateur du SAMU.

Le moyen secouriste du Sdis adapté à ces missions est le VSAV (Véhicule de Secours Aux Victimes). Ce véhicule permet de réaliser les actions secouristes, le relevage et le transport. Il peut être complété par un VLM (Véhicule Léger Médicalisé) avec des infirmiers protocolés (actions de paramédicalisation) ou des médecins (action de médicalisation) du SSSM. Dans les cas les plus graves peuvent s'ajouter des moyens des SMUR placés sous la tutelle du SAMU.

- les accidents de circulation : il s'agit d'assurer le secours aux personnes impliquées dans un accident d'un ou plusieurs engins à moteur (terrestre, aérien ou fluvial) et d'exécuter deux actions supplémentaires :
  1. systématique : la protection des lieux de l'accident (pré-balisage, éclairage,...),
  2. éventuelle : la désincarcération des victimes.

Ces missions représentent 9% de l'activité du Sdis.

Les moyens de base du Sdis adaptés à ces missions sont les Engins de Secours Routiers.

- l'aide à la personne : les missions entrant dans ce champ sont les relevages de personnes et les recherches de personnes.
- les missions de lutte contre l'**incendie** (INC) : elles visent à prendre en charge les actions d'urgence au regard d'un risque d'incendie ou d'un incendie d'un local (habitation, commercial, artisanal, industriel, agricole,...), d'un véhicule (terrestre, aérien, fluvial), ou de végétation (récolte, broussailles, talus,...). Ces missions représentent 9% de l'activité du Sdis.

Les engins pompe-tonne sont les véhicules adaptés aux missions de lutte contre l'incendie. Ces véhicules permettent de réaliser des missions de sauvetage, de lutte contre la propagation, d'extinction et de déblais. Ils peuvent être complétés par un moyen aérien pour assurer des sauvetages, des reconnaissances en hauteur, une attaque dominante des foyers.

- les missions d'**opérations diverses** (OD) : elles s'inscrivent dans le cadre de la protection des biens (fuites d'eau, inondations, ouvertures de portes) et comprennent diverses opérations d'urgence ne relevant ni de l'incendie, ni du SUAP (fausses alertes, faits d'animaux, éboulements, effondrements, engins explosifs).  
Ces missions représentent 14% de l'activité du Sdis.  
Le moyen de base du Sdis adapté à ces missions est le VTU (Véhicule Tout Usage).
- les missions de **risques technologiques** (RT) sont composées des fuites et odeurs de gaz, des autres odeurs que le gaz, des faits dus à l'électricité, des pollutions et contaminations.

#### *Méthode d'analyse des risques courants*

L'étude des risques courants par nature se base essentiellement sur une analyse statistique de l'activité opérationnelle du Sdis. En pratique, on distingue deux concepts : les interventions et les sorties de secours :

- une intervention : c'est l'action conduite par le Sdis, avec un ou plusieurs engins d'un ou plusieurs centres, pour prendre en charge une demande de secours,
- une sortie : c'est l'action d'un engin d'un centre de secours dans le cadre d'une intervention.

Le nombre d'interventions est un indicateur d'activité sur un territoire.

En revanche, le nombre de sorties de secours est, lui, un indicateur d'activité d'un centre de secours.

## **2. Analyse de l'activité opérationnelle**

### *Evolution générale*

L'évolution de l'activité opérationnelle globale laisse apparaître un changement en 2011 avec :

- une baisse d'activité de 18% obtenue grâce à l'efficacité du recentrage de l'activité du Sdis sur ses missions,
- une progression annuelle ralentie : 6,5% en moyenne avant 2011, 4,4% en moyenne après 2011.

Si l'ensemble des catégories incendies, opérations diverses, risques technologiques enregistre une certaine stabilité voire une diminution, le secours à victimes, quant à lui, est en constante augmentation depuis 2007.

### *Répartition par famille de sinistres*

Depuis 2009, la répartition des interventions a évolué de façon globale.

En effet, la part des incendies a diminué de 3% et rejoint ainsi le niveau moyen national, alors que la part globale du secours aux personnes a, quant à lui, augmenté de 11% pour atteindre 77% de l'activité opérationnelle du Sdis. La part des opérations diverses, elle, a chuté de 22% à 14% de l'activité opérationnelle globale.

Le recentrage du Sdis sur ses activités réglementaires, engagé en 2009 a permis de réduire considérablement la part des missions pour carence (elle représentait 29% des missions en 2009 contre 10% en 2013). Leur poids actuel semble désormais peu compressible.

### *Répartition temporelle*

La répartition mensuelle des interventions présente un profil identique quelle que soit la famille de sinistres considérée. Des pointes d'activités sont observées durant les mois de juillet et de décembre.

L'activité globale du Sdis durant le week-end est supérieure à la semaine et est principalement due à une activité dans le domaine du secours à victimes plus soutenue durant cette période.

Deux tiers des interventions ont lieu la journée entre 7h00 et 19h00. Ce constat illustre la nécessité d'adapter les EOJ pour les faire coïncider avec les périodes durant lesquelles la sollicitation des CIS augmente.

L'activité dans le domaine du secours aux personnes est très réduite entre 0h00 et 7h00 (moins de 3 interventions par heure), elle est, en revanche, très élevée entre 10h00 et 19h00 (près de 7 interventions par heure).

Les incendies, quant à eux, semblent se produire en plus grand nombre entre 15h00 et 3h00 avec un maximum à minuit et un minimum de 6h00 à 10h00.

D'une manière générale, l'activité globale du Sdis est très réduite de 23h00 à 07h00.

### *Répartition géographique*

Plus de 75% des sorties de secours sont assurées par 22 centres d'incendie et de secours. Leur activité est supérieure à 2 sorties par jour. Seuls 2 CIS assurent moins d'une sortie par semaine. Le reste des CIS assure 25% des sorties.

## **2. Organisation territoriale et couverture des risques courants**


Partant de l'analyse de la réponse opérationnelle, ce paragraphe détaille les nouveaux critères de zonage des communes et de computation des délais nécessaires à la formulation des objectifs de couverture.

La stratégie permettant l'atteinte de ces objectifs dans le respect du concept d'accès équitable au service public d'incendie et de secours (défini dans le paragraphe traitant des enjeux et objectifs du Sdacr), se base sur l'actualisation du maillage, du fonctionnement, de la classification et de l'armement (en engins et personnels) des centres d'incendie et de secours.

### **1. Evolution du zonage territorial**

#### *Garantir un accès équitable aux secours*

En gardant en toile de fond les objectifs globaux, le travail de refonte du Sdacr a mis en exergue des éléments d'orientation de l'évolution de l'organisation territoriale :

 Objectifs globaux	Éléments d'évolution territoriale
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>Priorité à l'intérêt de la victime</b></li> <li>✓ <b>Garantie d'un accès équitable aux secours</b></li> <li>✓ <b>Anticipation de l'évolution des risques et de l'activité opérationnelle</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Redéfinir le zonage territorial</li> <li>- Redéfinir les objectifs de couverture</li> <li>- Adapter le maillage territorial</li> <li>- Adapter la classification et le fonctionnement des centres</li> <li>- Analyser les taux de couverture</li> <li>- Analyser les zones non couvertes</li> <li>- Mettre en cohérence le plan de déploiement</li> <li>- Utiliser la complémentarité des départements limitrophes</li> <li>- Proposer une nouvelle sectorisation opérationnelle</li> <li>- Faire évoluer l'organisation et les modes de permanence de la chaîne de commandement</li> </ul>

Pour cela, plusieurs critères ont été retenus afin de respecter le concept équitable d'accès au secours :

- se rapprocher au mieux des critères nationaux de classement des communes (nombre d'habitants, densité...),
- intégrer les réflexions de l'INSEE sur la limite urbain/rural,
- augmenter le nombre de communes classées en zone B,
- prendre les délais de couverture correspondant à la couverture A, B, C des Sdis de première catégorie,
- adapter la formulation des objectifs de couverture pour encadrer davantage la dispersion des délais observés (remplacement des moyennes par des percentiles),
- prendre en compte l'évolution du territoire notamment la création de nouvelles communes en considérant les anciennes municipalités en tant que quartiers de la nouvelle commune d'appartenance. Suivant ce principe, s'appliquent aux quartiers les critères de population et de densité déterminant le classement des communes en zone A, B ou C permettant de rester en adéquation avec les classements antérieurs. Cette segmentation en quartiers autorise une couverture multi-centres des nouvelles communes dont le territoire est pour certaines très étendu.

#### *Définition ajustée du zonage territorial*

Les nouveaux critères retenus pour établir le classement des communes et quartiers ainsi que l'évolution concomitante du zonage sont présentés dans le tableau suivant :

	Zone A	Zone B	Zone C
<b>Critères / seuils</b>	pop > 20 000 hab & densité > 600 hab/km <sup>2</sup>	20 000 hab ≥ pop > 2 000 hab & 600 hab/km <sup>2</sup> ≥ densité > 200 hab/km <sup>2</sup>	pop ≤ 2 000 hab & densité ≤ 200 hab/km <sup>2</sup>
<b>Répartition des communes et quartiers</b>	9	64	673
<b>Ecart / Sdacr 2009</b>	+1	+32	-32

Tableau 6 : Evolution du zonage des communes

Projet



L'évolution de la classification des communes entre le Sdacr 2009 et le Sdacr 2015 V0.2 est représentée sur la carte ci-après :

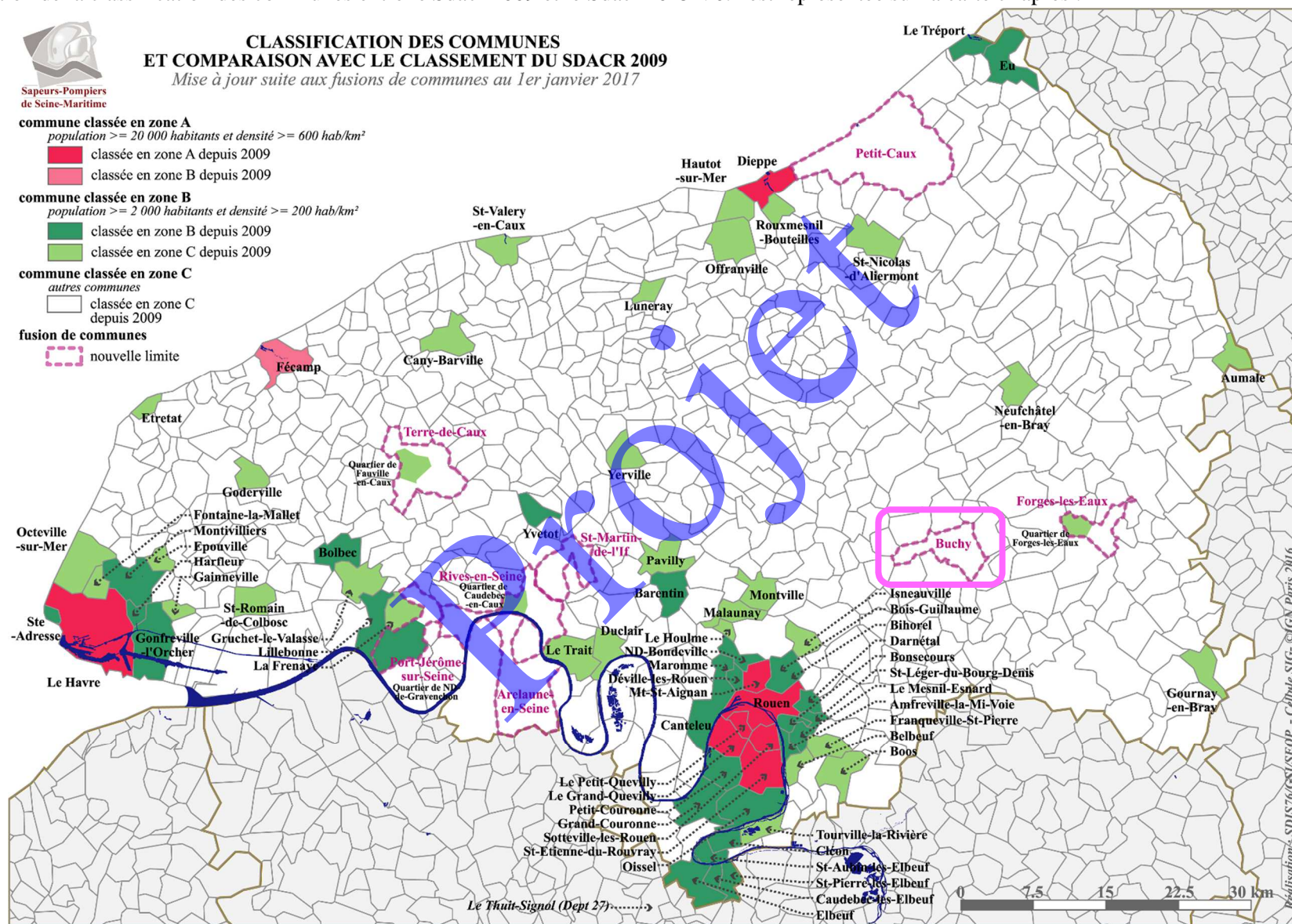


Figure 19 : Évolution de la classification des communes entre les Sdacr 2009 et le Sdacr 2015 V0.2



Le tableau suivant précise la répartition démographique et la superficie des zones urbaines, périurbaines et rurales du département de la Seine-Maritime :

Zone	Nombre de communes ou quartiers	Superficie (km <sup>2</sup> )	Population (nombre d'hab)	Population (%)
<b>A</b>	<b>9</b>	<b>154</b>	<b>435 820</b>	<b>36%</b>
<b>B</b>	<b>64</b>	<b>633</b>	<b>393 315</b>	<b>32%</b>
<b>C</b>	<b>673</b>	<b>5548</b>	<b>394 477</b>	<b>32%</b>
<b>Département</b>	<b>745</b>	<b>6 335</b>	<b>1 223 612</b>	<b>100 %</b>

Tableau 7 : Caractéristiques territoriales résultant du classement des communes et quartiers

La liste détaillée du classement des communes et quartiers de la Seine-Maritime est jointe en annexe (cf. chapitre IX – Annexe – Classement des communes et quartiers).

Projet

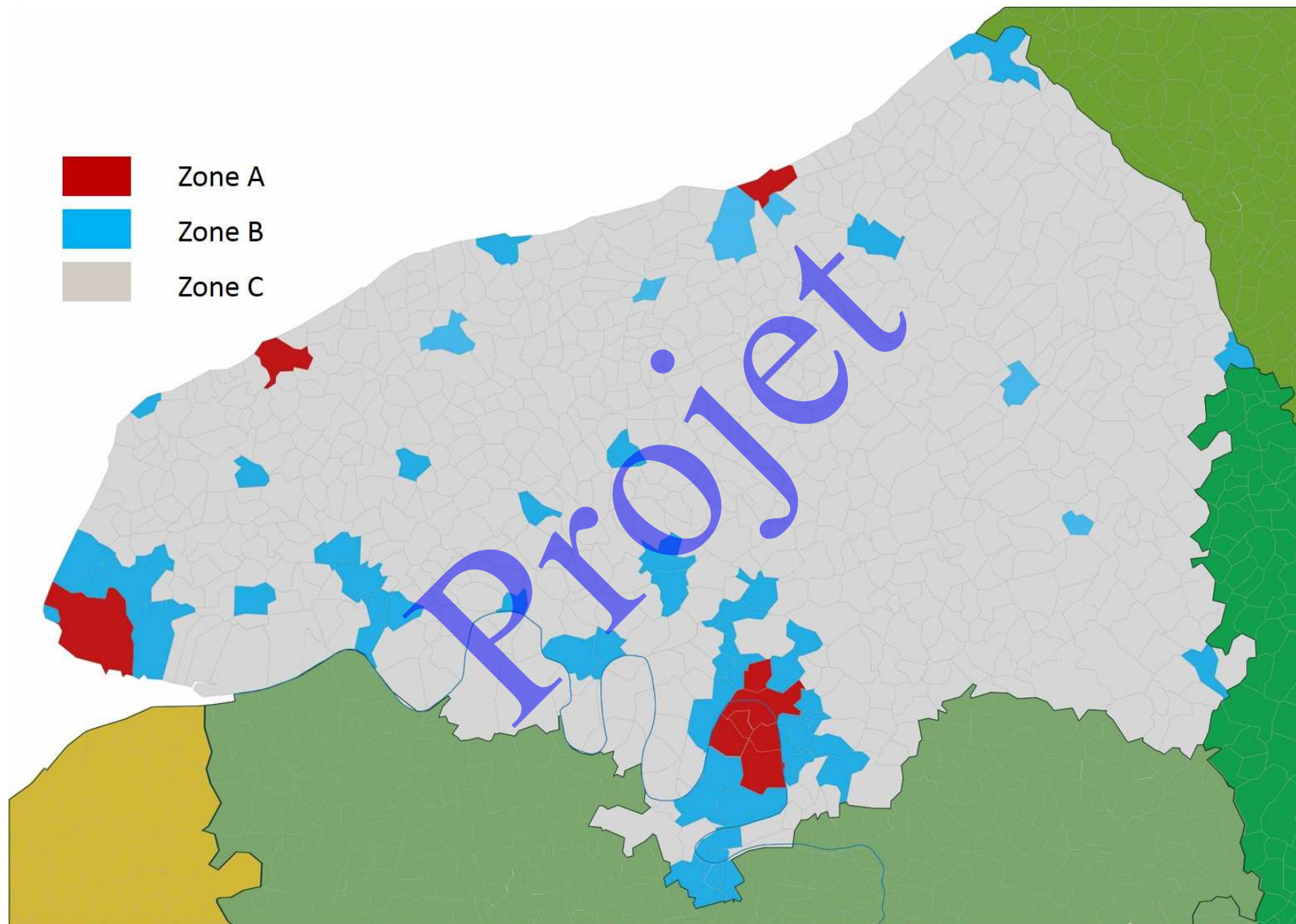


Figure 20 : La classification des communes de la Seine-Maritime

### Nouveaux objectifs globaux de couverture

Les objectifs de couverture retenus permettront d'apporter un **premier geste de secours** dans un délai de **vingt minutes au plus**.

Zone A	Zone B	Zone C
Zone urbaine	Zone périurbaine	Zone rurale
10 min	15 min	20 min

Tableau 8 : Nouveaux objectifs de couverture

Ces délais, en accord avec la tendance nationale, devront être assurés dans un objectif global, pour toutes les missions entrant dans le cadre du risque courant :

- dans 90 % du temps,
- sur 90 % du territoire.

### Evolution des critères de délais de couverture

La durée de traitement des alertes ne pouvant être de la responsabilité exclusive du Sdis, puisqu'au-delà du temps dédié à la prise d'informations par les opérateurs CTA-CODIS, elle dépend également :

- du temps de prise en compte des informations des appelants par les services partenaires (régulation médicale, interconnexion des services 18-15-17, CROSS, CTA limitrophes),
- des difficultés de localisation des appelants (appel à partir de téléphone portable),
- du stress des requérants.

Ainsi, les délais retenus concernant les objectifs globaux de couverture retenus par le Sdis de la Seine-Maritime sont repris dans le schéma suivant :

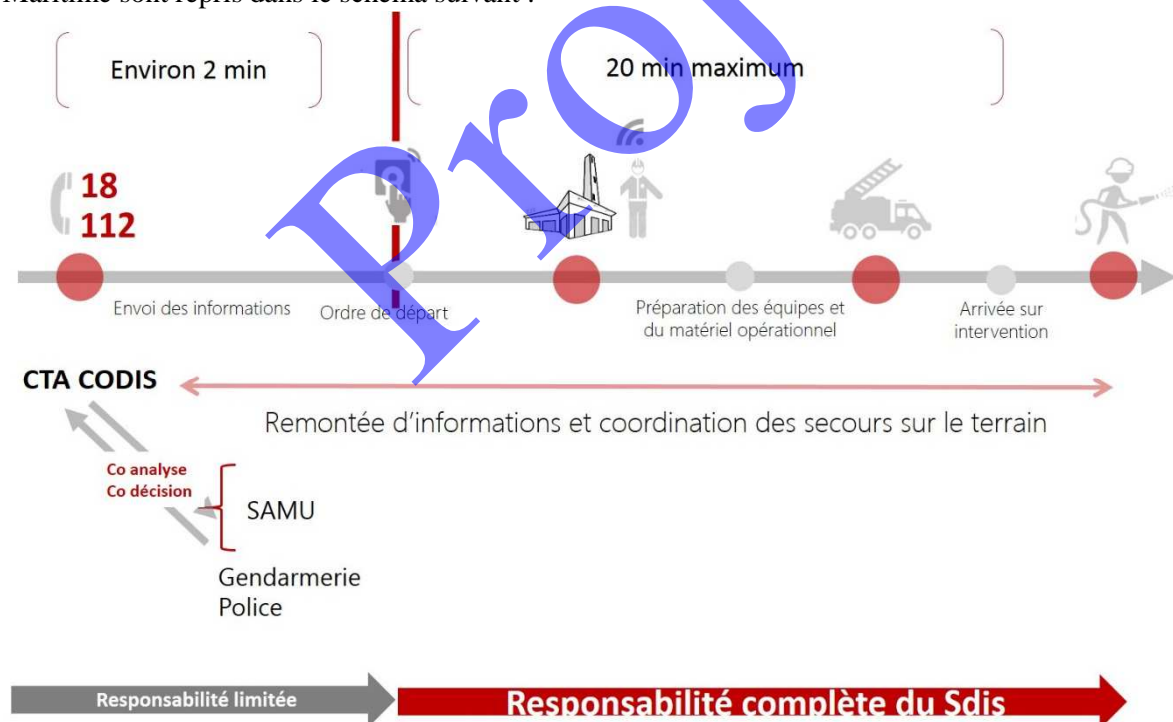


Figure 21 : Les nouveaux paramètres de computation des délais

Les **délais de mobilisation** dépendent aussi du mode d'organisation du centre de secours. Ils comprennent :

- le **délai de trajet** pour qu'un personnel en astreinte puisse se rendre au centre de secours,
- le **délai de préparation** du personnel au centre de secours pour prendre en compte l'alerte, s'équiper, rejoindre l'engin et partir.

Ainsi considérant que le **délai de préparation** est de **3 min**, de jour comme de nuit, et que le **délai de trajet** pour les personnels en astreinte ne peut excéder **8 min**, il en ressort que le mode d'organisation des centres dans les différentes zones dépend des objectifs de couverture précédemment exposés.

Le schéma suivant exprime les possibilités d'organisation des centres de secours et les délais qui sont associés à chaque étape en fonction des zones :

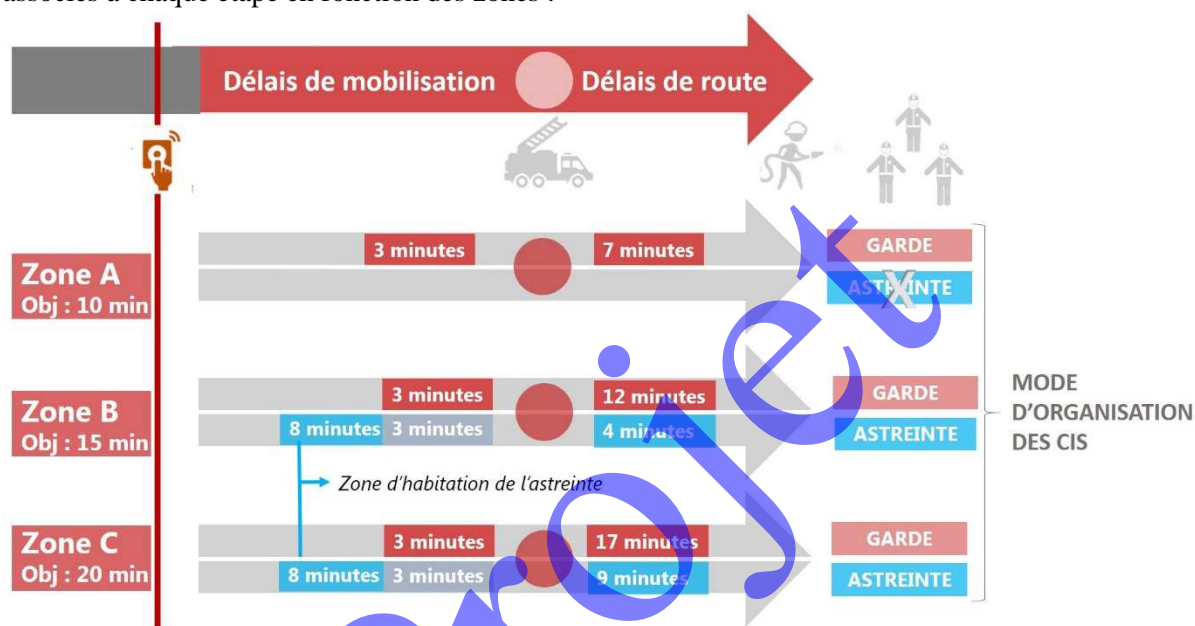


Figure 22 : Nouveaux critères de computation des délais-Mode d'organisation des Cis

Ces nouveaux objectifs de couverture imposent de revoir le maillage territorial des centres de secours et leurs modes d'organisation.

## 2. Le mode d'organisation des CIS

L'attribution d'un mode d'organisation à un centre de secours a été réalisée sur la base d'une étude multiparamétrique sur les périodes « jour en semaine » et « nuit et week-end ». Les critères examinés pour chaque centre de secours sont les suivants :

- la classification des communes de son secteur,
- la possibilité pour son secteur d'être intégralement recouvert par au moins un autre centre en respectant les objectifs de couverture,
- l'activité opérationnelle potentielle du secteur (par analyse de la demande du territoire indépendamment des anciens secteurs),
- les risques et enjeux présents sur le territoire,
- les paramètres organisationnels du centre de secours.

La combinaison de ces différents critères permet d'aboutir au choix du mode d'organisation le plus adapté pour le centre de secours étudié.

Les différents modes d'organisation possibles pour un centre de secours en Seine-Maritime sont les suivants :

- centre en garde et/ou en astreinte  
Il s'agit d'un centre dans lequel la disponibilité des personnels est programmée sous l'autorité du chef de centre qui doit veiller au respect des effectifs opérationnels journaliers (EOJ) à satisfaire.
- centre en disponibilité  
Il s'agit d'un centre dans lequel la disponibilité des personnels est à leur propre initiative, sans objectif d'EOJ à satisfaire.

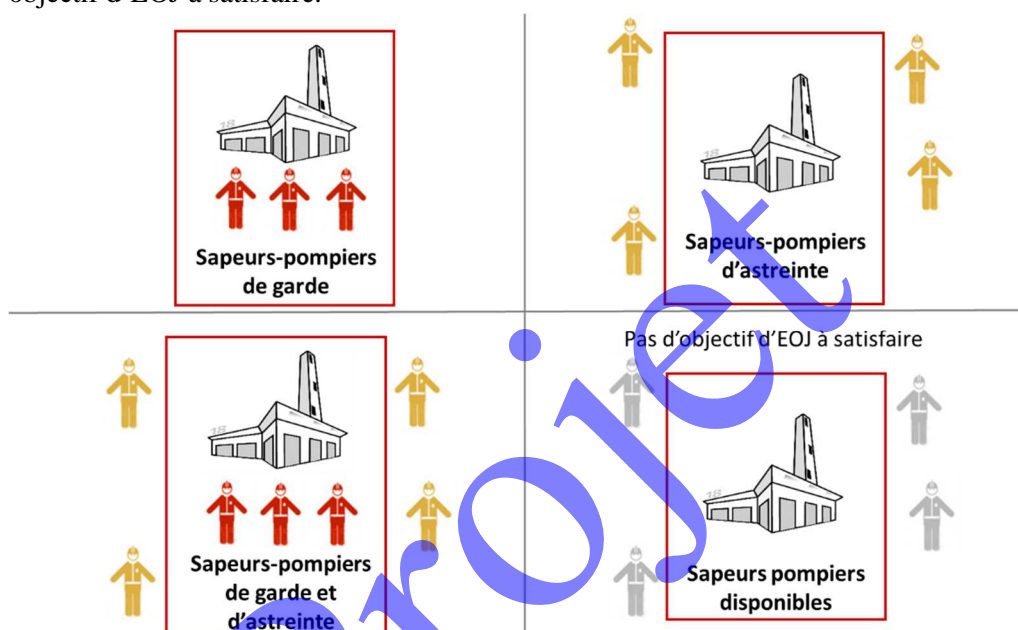


Figure 23 : Organisation des centres d'incendie et de secours

### 3. Les plans de défense

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime dispose d'un système de gestion opérationnel permettant une gestion dynamique des moyens de secours en fonction de la localisation précise des interventions et de la disponibilité opérationnelle à l'instant t des ressources du Sdis 76.

Le principe de recommandations opérationnelles est précisé dans le règlement opérationnel.

### 4. Les évolutions de l'organisation territoriale

Après avoir défini le mode d'organisation des centres de secours, une analyse théorique du respect des objectifs de couverture sur le territoire a été réalisée. La présence de zones pour lesquelles les délais cibles sont dépassés conduit à envisager des modifications qui peuvent impacter :

- le maillage territorial des centres de secours par la création d'un nouveau centre, si les enjeux le justifient,
- le mode d'organisation initialement proposé en passant en garde un centre de secours à proximité d'une zone mal couverte.

Projet

Ces analyses successives aboutissent aux évolutions, dans le mode d'organisation des centres de secours et dans le maillage territorial, présentées dans les tableaux et sur la carte ci-après.

CIS	Évolutions cibles du maillage
Barentin	Regroupement des CIS
Pavilly	
Malaunay	Regroupement des CIS
Montville	
Cany-Barville	Transfert de la garde de Saint-Valery-en-Caux à Cany-Barville
Saint-Valery-en-Caux	
Rouen Zénith	Regroupement des CIS Sotteville-lès-Rouen et Le Grand-Quevilly sur un CIS situé entre Oissel et le Grand-Quevilly
Le Grand-Quevilly	
Sotteville-lès-Rouen	
Etalondes	Regroupement des CIS sur le centre de Eu
Eu	
Le Tréport	
Rouen Nord	Création
Bolbec	Transfert de la garde de Bolbec à Lillebonne
Lillebonne	

Tableau 9 : Évolutions cibles du maillage

Ces évolutions n'excluent pas d'autres évolutions consécutives à des opportunités organisationnelles et/ou immobilières qui se présenteraient, permettant une amélioration du service rendu à la population.

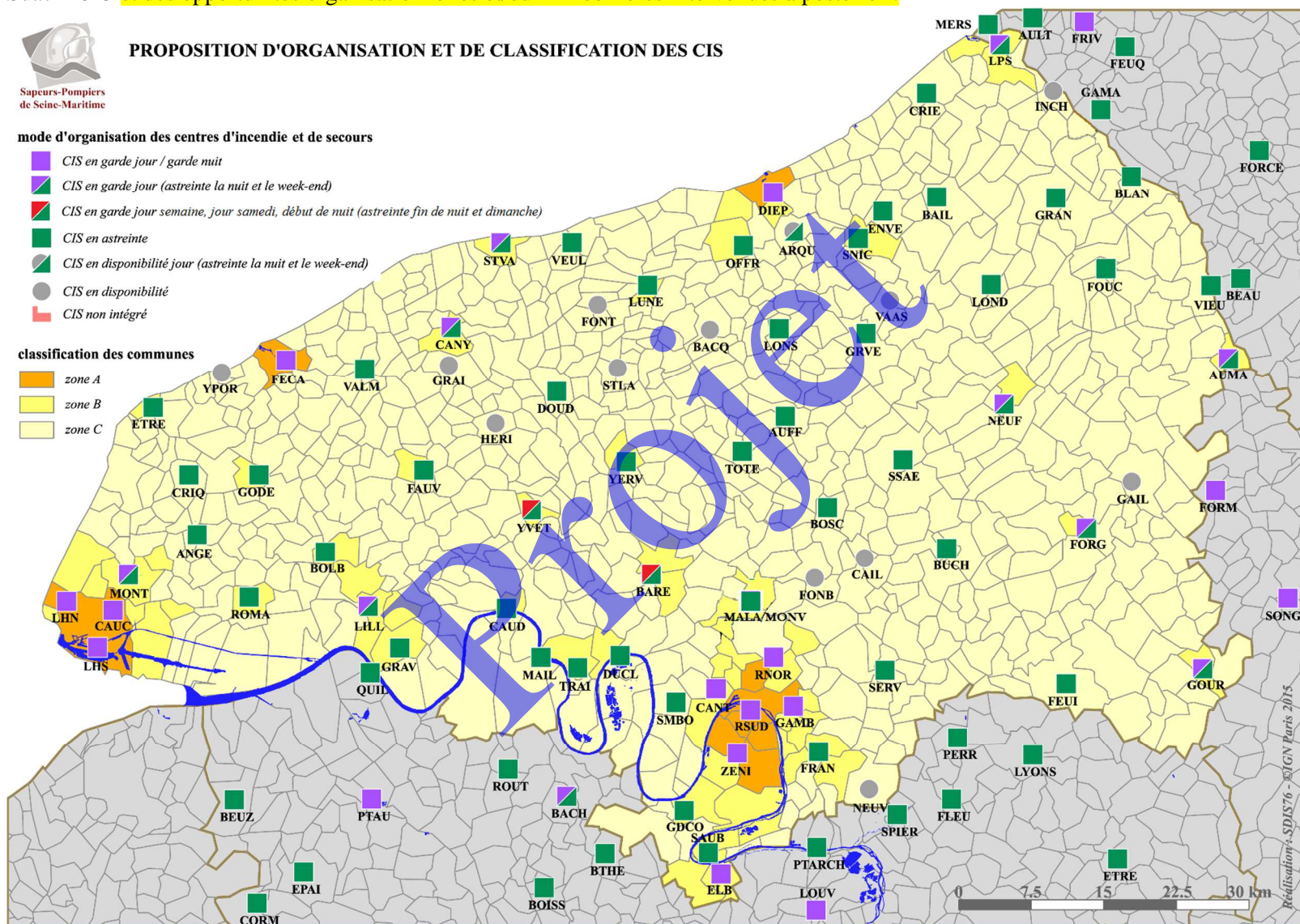
La mise en service des nouveaux centres (Rouen Nord, Rouen Zénith, Barentin-Pavilly) conduira à un réexamen de la distribution des secours de toutes les zones limitrophes.

	Aujourd'hui	Cible
Garde J/N	9	12
Garde J/ Astreinte N	6	10
Astreinte J/N	66	41
Disponibilité J/ Astreinte N	0	1
Disponibilité J/N	0	12
Total	81	76

Figure 24 : Evolution de la répartition du nombre de centres d'incendie et de secours en fonction de leur organisation



La carte ci-dessous représente le maillage territorial actuel des CIS en prenant en compte les changements de modes d'organisation induits par l'application des critères du Sdacr 2015 **et des opportunités organisationnelles et/ou immobilières intervenues à postériori.**



### 3. Analyse et limites de l'organisation

#### 1. Analyse du taux de couverture des communes du département

Les données relatives au zonage des communes et aux objectifs de couverture associés, ainsi que le mode d'organisation des centres permettent d'évaluer le taux de couverture théorique du département.

Zone	La journée en semaine					
	Défaut de couverture (km²)	Superficie couverte dans les délais (km²)	Taux de couverture du territoire dans les délais	Population non défendue dans les délais (hab)	Population défendue dans les délais (hab)	Taux de couverture de la population dans les délais
A	36	118	76,6%	45916	389904	89,5%
B	77	556	87,8%	8134	385181	97,9%
C	658	4890	88,1%	14239	380238	96,4%
<b>Couverture du département en 20 min</b>	<b>694</b>	<b>5641</b>	<b>89,0%</b>	<b>15403</b>	<b>1208209</b>	<b>98,7%</b>

Tableau 10 - Analyse des taux de couverture des communes du département en fonction du zonage en période journée semaine

Zone	La nuit et la journée en week-end					
	Défaut de couverture (km²)	Superficie couverte dans les délais (km²)	Taux de couverture du territoire dans les délais	Population non défendue dans les délais (hab)	Population défendue dans les délais (hab)	Taux de couverture de la population dans les délais
A	36	118	76,6%	45916	389904	89,5%
B	84	549	86,7%	8433	384882	97,9%
C	951	4597	82,9%	20767	373710	94,7%
<b>Couverture du département en 20 min</b>	<b>978</b>	<b>5357</b>	<b>84,6%</b>	<b>21705</b>	<b>1201907</b>	<b>98,2%</b>

Tableau 11 - Analyse des taux de couverture des communes du département en fonction du zonage la nuit et la journée en week-end

La comparaison des taux de couverture théoriques du département avec les objectifs de couverture est la suivante :

Objectif de couverture		Taux de couverture du territoire dans les délais	Taux de couverture de la population dans les délais
Couverture théorique du territoire départemental		90 %	90 %
Couverture théorique du territoire départemental	Période journée semaine	87,8 %	94,1 %
	Période nuit + week-end	83,1 %	93,9 %

Tableau 12 - Comparaison des taux de couverture théoriques du département et des objectifs de couverture

Avec les choix de maillage et de mode de fonctionnement des centres explicités précédemment, le taux de couverture théorique de la population dans les délais est conforme à l'objectif formulé (même sensiblement supérieur). En revanche, le taux de couverture théorique du territoire dans les délais est inférieur à l'objectif.

La formulation des objectifs de couverture prévoyait également que les objectifs de couverture soient atteints pendant 90% du temps. Cette analyse ne peut être estimée théoriquement en amont de la mise en œuvre du Sdacr. Le suivi des interventions permettra, a posteriori, de vérifier si cet objectif est atteint.

## **2. Complément de couverture**

Le détail des communes pour lesquels les objectifs de couverture, prévus dans le Sdacr, ne sont théoriquement pas atteints est représenté sur la carte suivante :

Projet



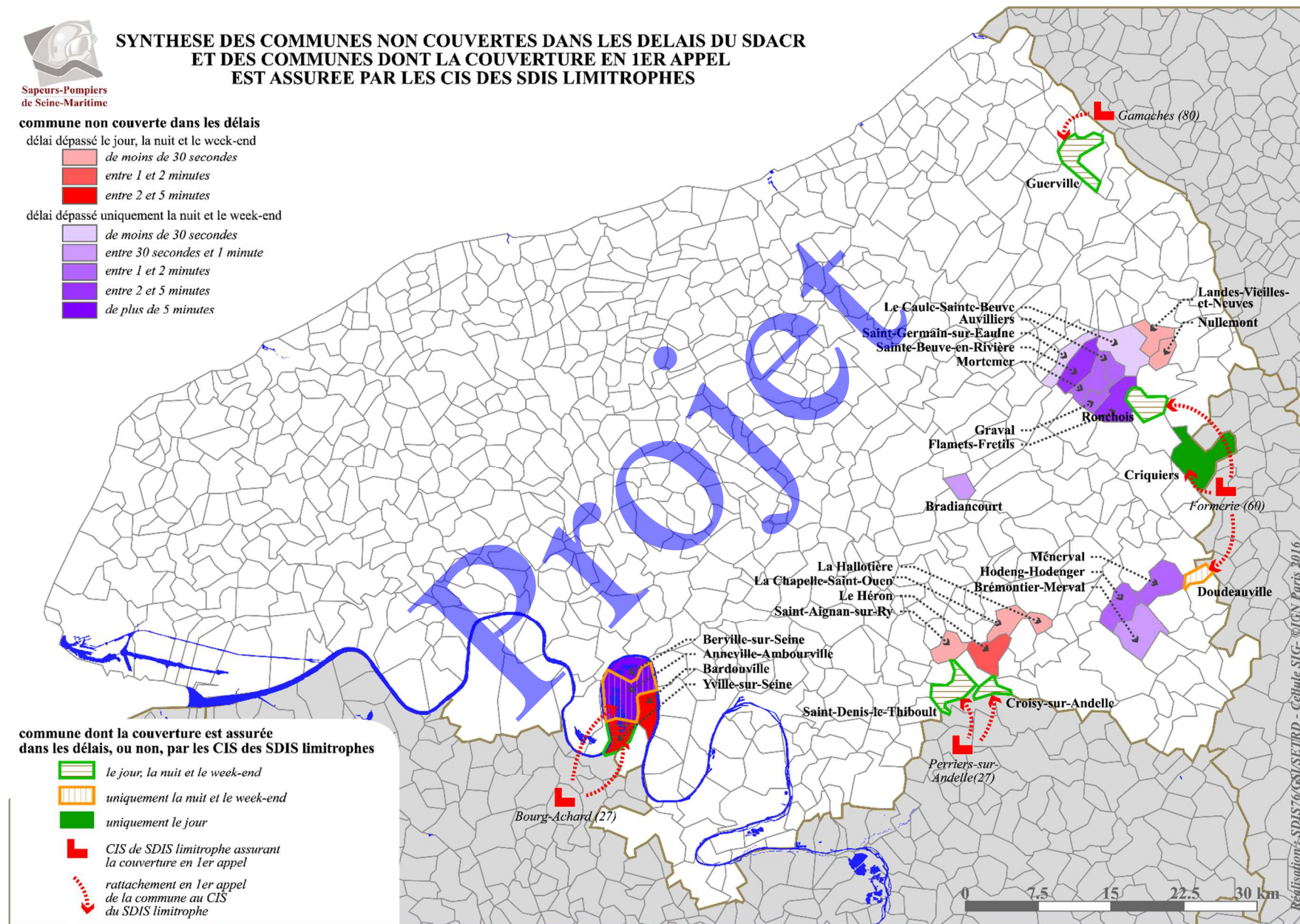


Figure 26 - Les communes non couvertes par le Sdis dans les délais prévus par le Sdac

Toutefois, afin de s'approcher au plus près de ces objectifs de couverture, le Sdis 76 élabore des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle permettant aux Sdis limitrophes de couvrir en premier appel certaines communes de la Seine-Maritime.

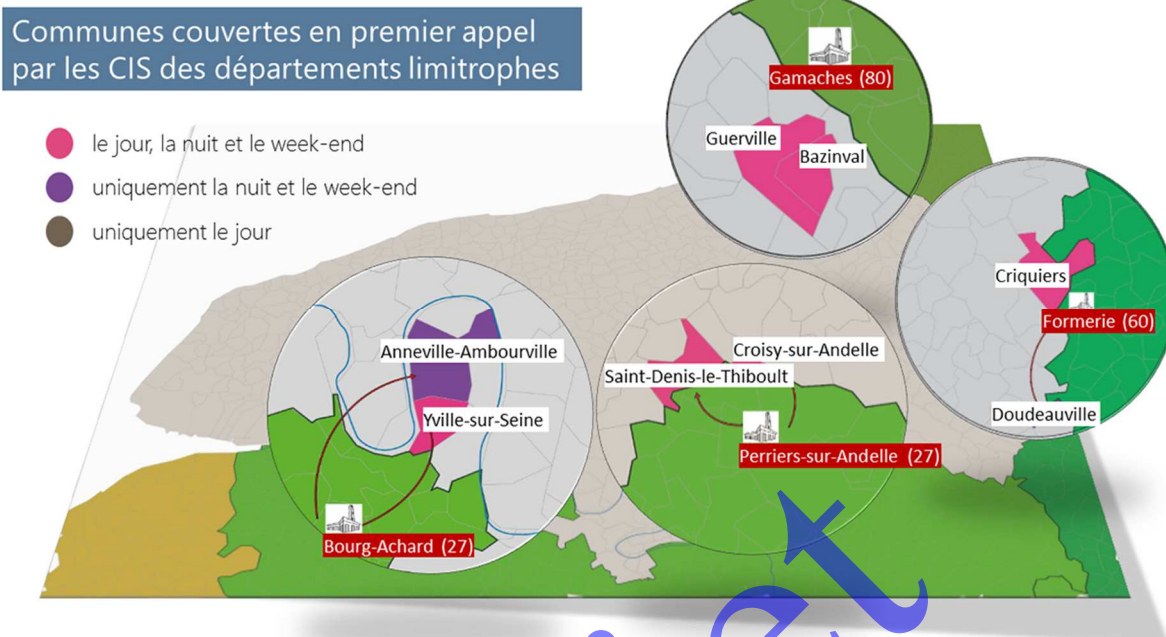


Figure 27 : Communes faisant l'objet de conventions interdépartementales d'assistance mutuelle

### 3. Limites prévisibles de l'organisation

#### Délais supérieurs à 20 minutes

Malgré les mesures mises en place dans l'organisation, les objectifs de délai de couverture seront parfois dépassés. Ces dépassements, allant de quelques secondes à plus de cinq minutes, ont été identifiés, et dimensionnés en fonction de la période de la semaine et de la journée.

Ces dépassements sont représentés dans le graphique ci-dessous :

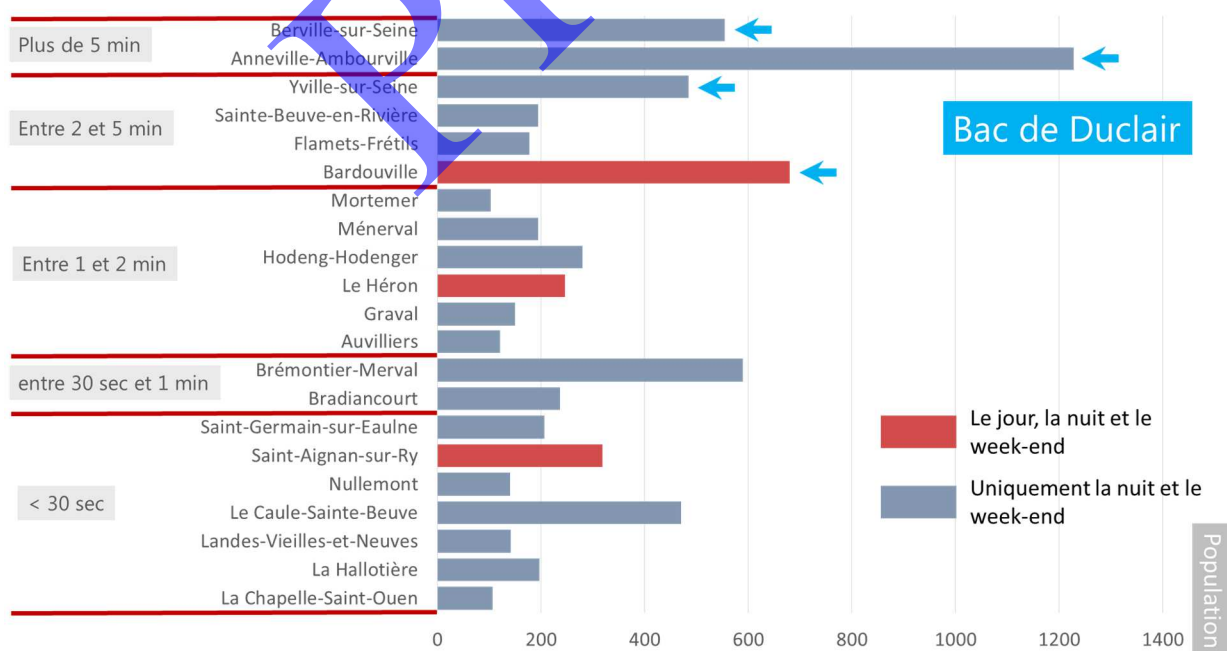


Figure 28 : Identification des dépassements des délais de couverture

### Communes hors délais

De la même manière, certaines communes seraient couvertes hors délais, notamment en fonction du moment de la journée et de la semaine.

Ces communes sont identifiées sur la carte suivante :

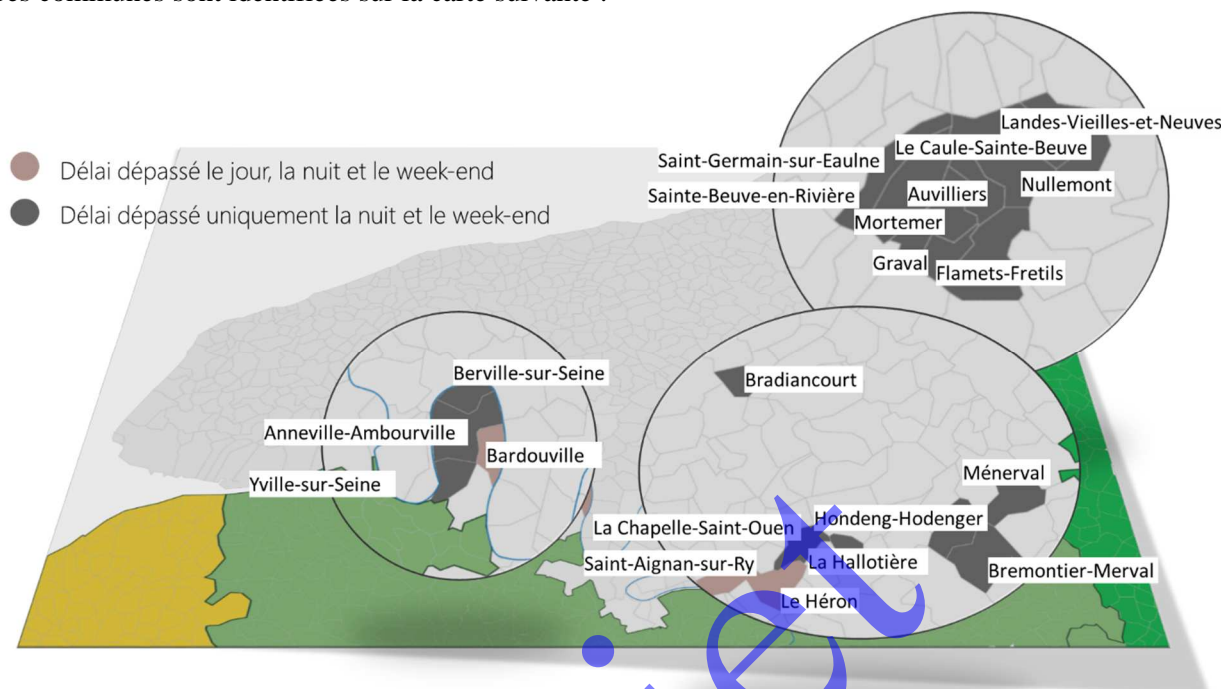


Figure 29 : Communes hors délais

## 4. Engins et engagement

### 1. Objectifs d'ajustement des moyens courants

Les moyens courants sont définis comme étant les moyens de secours d'urgence aux personnes (SUAP), incendie (INC), secours routier (SR), opérations diverses (OD).

#### Démarche

Les évolutions dans le mode d'organisation des centres de secours présentées précédemment conduisent à adapter l'attribution des véhicules.

Une étude visant à établir des règles d'attribution des moyens a été réalisée. Elle se base sur les principes suivants :

- tous les CIS assurent des missions de lutte contre l'incendie,
- tous les CIS assurent des missions de secours d'urgence aux personnes,
- tous les CIS assurent des opérations diverses,
- la réponse opérationnelle du service utilise des moyens qualifiés d'adaptés, ou d'adaptables et peut intervenir dans un mode dégradé.

#### Définitions

- **moyens de secours adaptés** : la couverture des risques courants est assurée par des moyens de secours adaptés qui répondent aux dispositions de l'article R1424-42 du code général des collectivités territoriales, dans des délais conformes aux objectifs du Sdacr.



- **moyens de secours adaptables** : la couverture des risques courants peut également être assurée par un moyen de secours adaptable. Celui-ci est pourvu des équipements et des personnels en nombre et qualité lui permettant de réaliser les premières actions de secours. Il ne peut assurer seul certaines missions.
- le **mode dégradé** est envisagé lorsque :
  - la couverture des risques courants ne peut plus être assurée par des moyens adaptés ou adaptables dans les délais de couvertures cibles,
  - la situation revêt une extrême urgence : une action de secours est de nature à préserver la vie d'une ou plusieurs victimes.

Lorsqu'un moyen est engagé en première intention en mode dégradé, la couverture est, elle-même, dite «dégradée». Cet engagement est systématiquement complété par l'engagement d'un moyen de secours adapté issu d'un autre CIS pouvant intervenir hors délai Sdacr.

#### Attribution des moyens

Le tableau ci-dessous précise l'équipement de base des centres d'incendie et de secours en fonction du mode d'organisation retenu (astreinte, garde, disponibilité).

TYPES DE CIS	Moyens de secours d'urgence aux personnes	Opérations Diverses	Moyens incendie	Moyens aériens	Moyens de secours routiers
CIS en disponibilité	Adaptable/Adapté*	Adapté	Adaptable/Adapté*		
CIS en astreinte	Adaptable/Adapté*	Adapté	Adaptable/Adapté*	Selon les risques du secteur	Selon les risques du secteur
CIS en garde	Adapté	Adapté	Adapté	Selon les risques du secteur	Selon les risques du secteur

Tableau 13 - Dotation en moyens adaptés ou adaptables en fonction du mode d'organisation des CIS

\* Selon les règles d'allocation spécifiques de la mission.

## 2. Démarche de travail

La quantité et la nature (adapté ou adaptable) des engins alloués à un CIS est déterminée sur la base de l'analyse de paramètres spécifiques aux différentes missions assurées par les CIS.

Les paramètres pris en compte dans les règles d'attribution des véhicules sont les suivants :

Indice de recouvrement : capacité d'un CIS à être aidé par les CIS voisins dans les délais du Sdacr
Durée moyenne des sorties de secours par type de mission
Classification de communes du secteur
Etudes spécifiques du territoire
Simultanéité des événements

L'étude de ces paramètres a été complétée par une étude statistique visant le potentiel d'évènements sur les territoires établi grâce à la moyenne triennale des interventions [2011-2013].

Au-delà de deux engins adaptés attribués, une étude spécifique sera réalisée pour répondre au mieux au besoin.

### 3. Règles d'attribution des engins par mission

#### Moyens incendie (INC)

La mission incendie étant la mission exclusive des sapeurs-pompiers, tous les centres d'incendie et de secours assurent les missions de lutte contre les incendies.



Figure 30 : Règles d'attribution des engins de lutte contre l'incendie

#### Moyens de secours d'urgence aux personnes (SUAP)

Les interventions pour secours d'urgence à la personne étant la mission première des sapeurs-pompiers, tous les centres d'incendie et de secours assureront cette mission. A ce titre, tous les CIS seront équipés d'un sac de premiers secours permettant de faire une autre mission SUAP simultanément.



Figure 31 : Règle d'attribution des engins de secours d'urgence aux personnes



### Moyens de secours routiers

Les engins de secours routiers nécessitent également une politique d'attribution. Les critères d'affectation prennent en compte une intervention en deux temps :

- un premier abordage des victimes par un VSAV,
- puis le complément de réponse opérationnelle par des moyens de désincarcération.

Les moyens de désincarcération seront affectés de façon privilégiée dans les CIS organisés en garde et proches de grands axes routiers ou d'établissements industriels importants pour pouvoir garantir un premier moyen de désincarcération en 30 minutes.

## Règles d'attribution des véhicules de désincarcération

1<sup>er</sup> temps : Prise en charge des victimes avec un VSAV

2<sup>ème</sup> temps : les moyens de désincarcération viennent compléter la réponse opérationnelle

1<sup>er</sup> moyen de désincarcération à 30 minutes

Maillage des VSRM à 40 minutes



Figure 32 : Règles d'attribution des moyens de désincarcération

### Moyens de balisage

En ce qui concerne le balisage, la nécessité de conserver les véhicules de secours routiers pour la réalisation du balisage dans le département a été mise en exergue.

En effet, si le balisage est systématique pour une intervention avec désincarcération, il est nécessaire sur les grands axes routiers et selon l'importance du flux de circulation ou la configuration géographique. Aussi, le Sdis de la Seine-Maritime a choisi de développer la fonction balisage sur tous ses véhicules tout usage (VTU).

Intervention avec désincarcération

Balisage systématique

Intervention sans désincarcération

Balisage non systématique

mais nécessaire sur les grands axes et selon l'importance du flux de circulation ou la configuration géographique

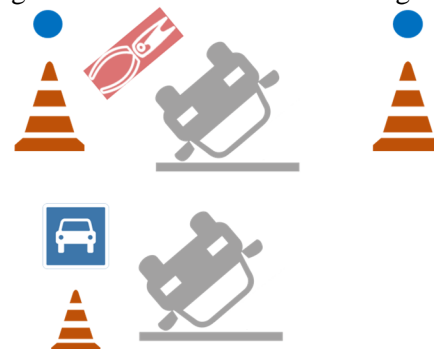
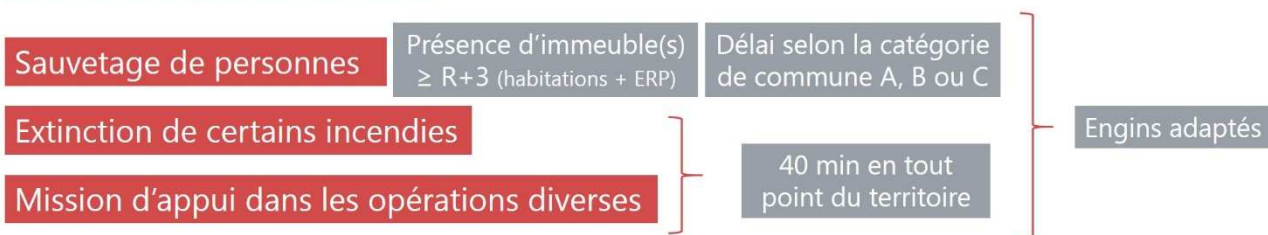


Figure 33 : Règles opérationnelles relatives aux véhicules de balisage

### Moyens aériens

Les moyens aériens disposent également de règles d'attribution basées sur l'analyse des risques en termes de besoin de ce type de véhicules.

## Missions opérationnelles



**+** échelles supplémentaires pour les secteurs présentant des restrictions d'accès

Figure 34 : Règles d'attribution des échelles et bras élévateurs aériens

### 4. Les évolutions des moyens

L'application de ces règles conduit aux évolutions cibles du parc de véhicules opérationnels.

Les nouvelles règles d'allocation permettent d'apporter une première réponse en tout point du territoire dans les délais proposés par ce schéma. Ce premier niveau de réponse peut être apporté par un moyen adapté à l'intégralité des missions auxquelles il est dévolu (SUAP ou INC) ou par un moyen adaptable capable d'en assurer une partie.

Les engins adaptables viendront ainsi compléter le parc des engins adaptés de façon à assurer un premier niveau de réponse en tout point du département.

De cette manière, les règles d'allocation des moyens ont conduit à une évolution des moyens adaptés et adaptables telle que suit :

Le nombre d'engins

	Nombre d'engins SUAP			Nombre d'engins INC			Nombre d'engins de Secours Routier		Nombre d'engins aériens		
	Adaptés	Adaptables	Total	Adaptés	Adaptables	Total	Adaptés	Total	18 m 42 m	15 m	Total
Aujourd'hui	90	12	102	92	2	94	31	31	25	10	35
Évolution proposée	- 6	+ 2		- 15	+ 11		+ 1		+ 2	+ 6	
Cible visée	84	14	98	77	13	90	32	32	27	16	43

SUAP= Secours d'Urgence aux personnes  
INC = Incendie

Tableau 14 – Evolution des moyens opérationnels du Sdis 76 dédiés à la couverture des risques courants

La répartition des engins de secours courants est représentée sur les cartes ci-après. Le détail à l'échelle du centre d'incendie et de secours est précisé dans le règlement opérationnel.



## SDACR

Moyens de lutte contre l'incendie

- ◆ FPT
- ◆ Moyen adaptable

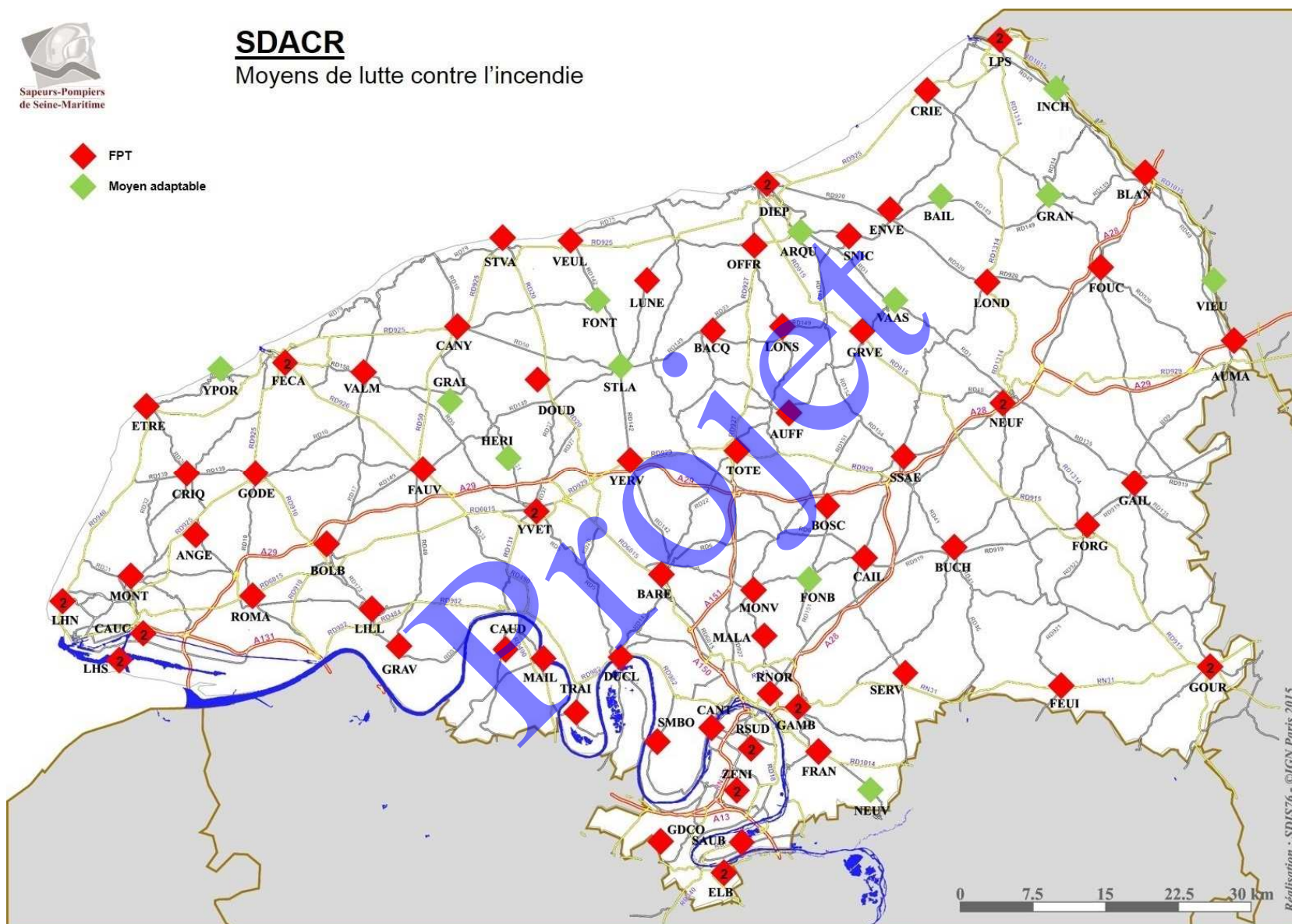


Figure 35 : Répartition des moyens incendie





## SDACR

### Moyens de Secours d'Urgence aux Personnes



Figure 36 : Répartition des moyens de secours d'urgence aux personnes (SUAP)

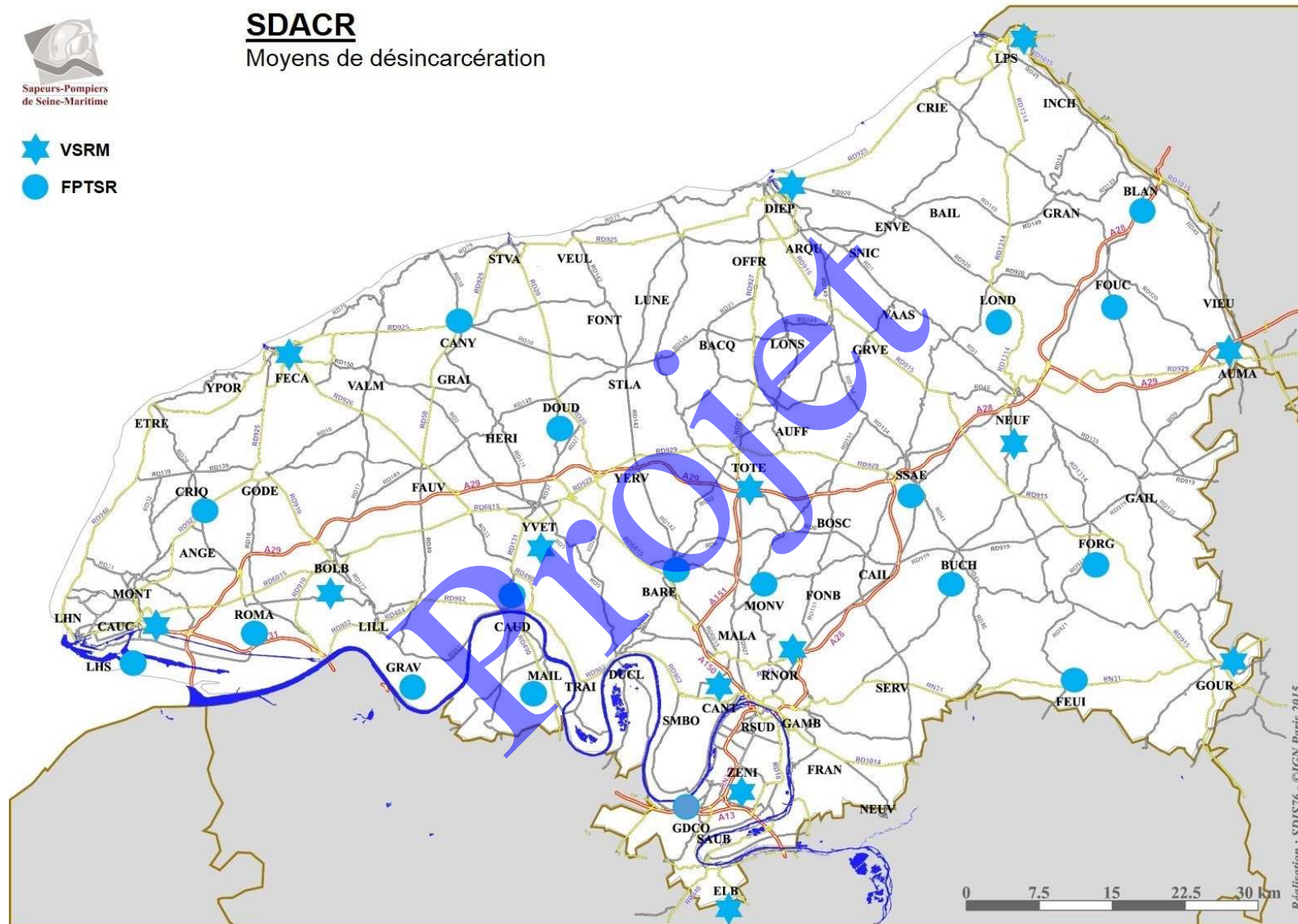


Figure 37 : Répartition des moyens de désincarcération



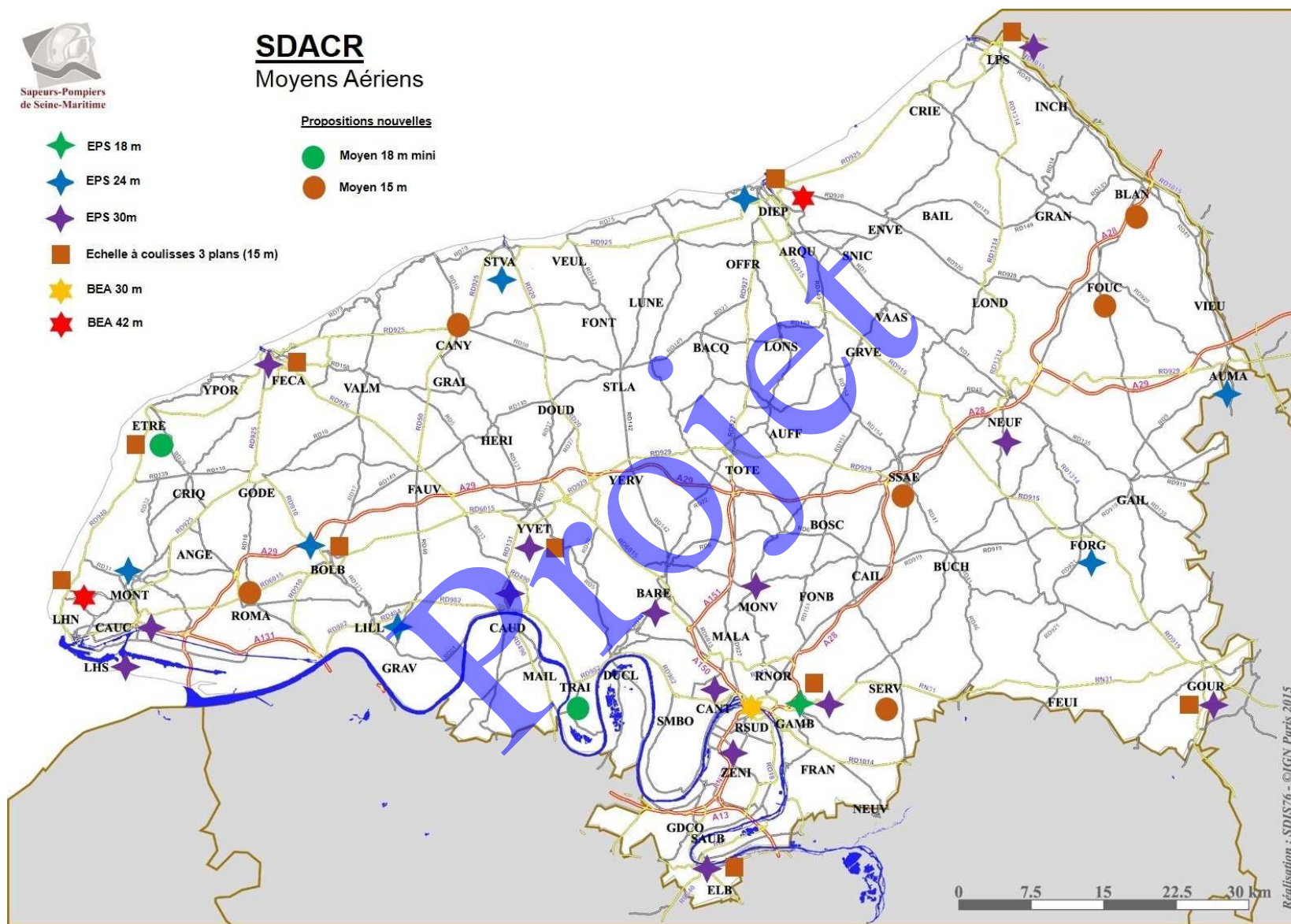


Figure 38 : Répartition des moyens aériens

## 5. Personnels

### 1. Potentiel opérationnel journalier (POJ), effectifs et compétences – la méthode de travail

Les analyses menées en termes d'effectifs (analyse par créneau horaire, jour, semaine/week-end, et par mois, étude de la simultanéité des sollicitations, calcul des seuils de rupture à l'effectif opérationnel journalier actuel jour/nuit - week-end) ont permis de définir un **seuil de rupture** pour déterminer le **potentiel opérationnel journalier** nécessaire à l'accomplissement des différentes missions de chaque centre dans les délais prévus par le Sdacr.

Le potentiel opérationnel journalier est constitué des effectifs opérationnels journaliers (EOJ) (personnel SPP ou SPV de garde) ainsi que des effectifs opérationnels d'astreinte.

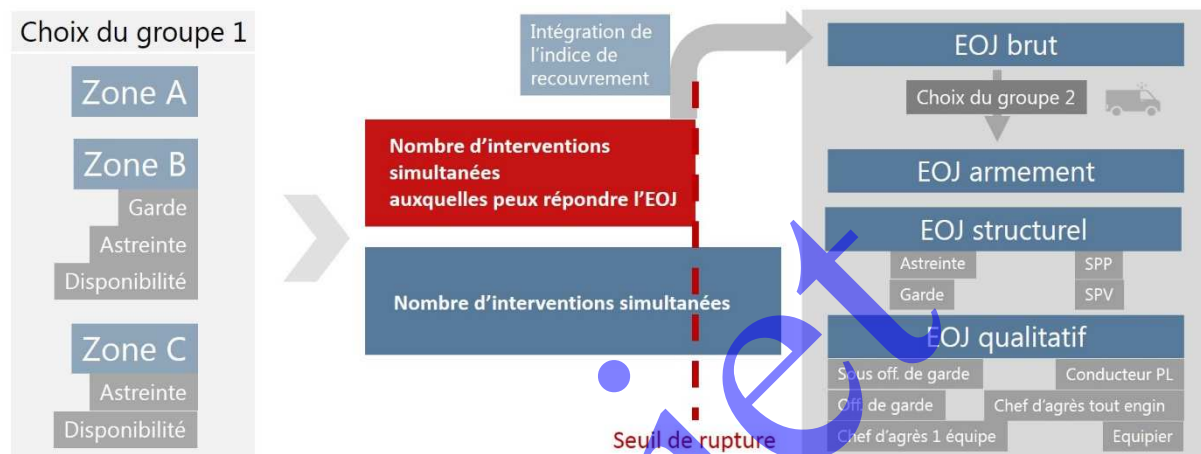


Figure 39 : Méthode de détermination du POJ

### 2. Des objectifs multiples

Les objectifs de cette évolution sont multiples :

- adapter les ressources aux besoins au regard de l'analyse du territoire,
- trouver des leviers de flexibilité organisationnelle,
- utiliser toutes les compétences, qu'elles soient SPP ou SPV.

### 3. Les évolutions des effectifs

L'évolution des effectifs, en fonction du mode d'organisation, obtenue par la démarche de travail est représentée par les schémas suivants.

L'évolution des effectifs va se faire de façon progressive à compter du 1<sup>er</sup> février 2016 jusqu'à la réalisation de toutes les préconisations du Sdacr (fusions, constructions, création, ...).

Potentiel opérationnel journalier au 1<sup>er</sup> janvier 2020



	POJ Jour		POJ Nuit (début de nuit)
Lundi au vendredi	<b>508</b>	<b>231</b> de garde <b>277</b> d'astreinte	<b>514</b>
			<b>141</b> de garde <b>373</b> d'astreinte
Samedi	<b>508</b>	<b>153</b> de garde <b>355</b> d'astreinte	<b>514</b>
			<b>141</b> de garde <b>373</b> d'astreinte
Dimanche	<b>502</b>	<b>132</b> de garde <b>370</b> d'astreinte	<b>502</b>
			<b>132</b> de garde <b>370</b> d'astreinte

\* Regroupement des Cis Eu-le Tréport- Etalondes

Figure 40 : Evolution du potentiel opérationnel journalier



Tableau 15 : Potentiel Opérationnel Journalier au 1<sup>er</sup> janvier 2020

Tableau bilan :

	POJ JOUR			POJ début de nuit			POJ fin de nuit		
	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total
Lundi au Vendredi	231	277	508	141	373	514	132	370	502
Samedi	153	355	508	141	373	514	132	370	502
Dimanche	132	370	502	132	370	502	132	370	502

Tableau de détail :

Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
79 CIS hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
	Angerville-l'Orcher											
	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Arques-la-Bataille	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6

**Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS hors CTA/CODIS</b>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Aumale	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Auffay	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Bacqueville-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bailly-en-Rivière	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Barentin	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Blangy-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7

**Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS</b> hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Bolbec	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Bosc-le-Hard	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Buchy	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Cailly	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canteleu	Lundi au Vendredi	12	9	3	4	9	9	6	3	3	4	4
	Samedi	9	6	3	4	9	9	6	3	3	4	4
	Dimanche	9	6	3	4	9	9	6	3	3	4	4

**Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS hors CTA/CODIS</b>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Cany-Barville	Lundi au Vendredi	9	2	7	3	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Caucriauville	Lundi au Vendredi	15	15	0	3	15	15	12	3	3	3	3
	Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
Caudebec-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Criel-sur-Mer	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Criquetot-l'Esneval	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

## Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
79 CIS hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
	Deville-lès Rouen	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dieppe	Lundi au Vendredi	15	15	0	3	15	15	12	3	3	3
		Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3
		Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3
	Doudeville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	4	4
	Duclair	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	6	6
		Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	6	6
		Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	6	6
	Elbeuf	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3
		Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3
		Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3

**Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
79 CIS hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Envermeu	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Etretat	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Les Prés salés	Lundi au Vendredi	6	2	4	6	0	0	0	0	0	9	9
		Samedi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	9	9
		Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Fauville-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Fécamp	Lundi au Vendredi	9	6	3	3	6	6	0	6	6	6	6	
	Samedi	6	0	6	6	6	6	0	6	6	6	6	
	Dimanche	6	0	6	6	6	6	0	6	6	6	6	
La Feuillie	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	

**Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS</b> hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
	Fontaine-le-Bourg	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fontaine-le-Dun	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Forges-les-Eaux	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	7	7
	Foucarmont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	7	7
	Franqueville-Saint-Pierre	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	6	6
		Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	6	6
		Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	6	6
	Gaillefontaine	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS</b> hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Gambetta	Lundi au Vendredi	30	30	0	0	24	24	24	0	0	0	0
	Samedi	27	27	0	0	24	24	24	0	0	0	0
	Dimanche	24	24	0	0	24	24	24	0	0	0	0
Grand-Couronne	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Goderville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Gournay-en-Bray	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Grainville-la-Teinturière	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grandcourt	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4



## Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS hors CTA/CODIS</b>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Grand-Quevilly	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Notre-Dame-de-Gravenchon	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Les Grandes-Ventes	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Le Havre Nord	Lundi au Vendredi	15	15	0	3	15	15	12	3	3	3	3
	Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
Le Havre Sud	Lundi au Vendredi	15	15	0	3	15	15	12	3	3	3	3
	Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
Héricourt-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS</b> hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Incheville	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lillebonne	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Londinières	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Longueville-sur-Scie	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Luneray	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
La Mailleraye-sur-Seine	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

## Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
79 CIS hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Malaunay	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Montivilliers	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	9	9
		Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
		Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Montville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
		Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
		Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Neufchâtel-en-Bray	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	0	0	0	0	0	9	9
		Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
		Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	La Neuville-Chant-d'Oisel	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Offranville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
		Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
		Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6

**Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS</b> hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Pavilly	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Romain-de-Colbosc	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Rouen-Sud	Lundi au Vendredi	24	21	3	0	21	21	18	3	3	0	0
	Samedi	21	18	3	0	21	21	18	3	3	0	0
	Dimanche	21	18	3	0	21	21	18	3	3	0	0
Saint-Aubin-lès-Elbeuf	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Servaville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Saint-Martin-de-Boscherville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

**Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS</b> hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Saint-Nicolas-d'Aliermont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Sotteville-lès-Rouen	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	6	6
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Saint-Saëns	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Saint-Laurent-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Valery-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Tôtes	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6

**Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS hors CTA/CODIS</b>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Le Trait	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Saint-Vaast-d'Equieville	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Valmont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Veules-les-Roses	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Vieux-Rouen-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Yerville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6

**Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>79 CIS hors CTA/CODIS</b>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Yport	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yvetot	Lundi au Vendredi	9	5	4	6	0	0	0	3	0	12	9
	Samedi	6	0	6	3	0	0	0	3	0	12	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9

Tableau 16 : Effectif opérationnel journalier CTA-CODIS

Période	Emplois	Lundi au jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche et jours fériés
<b>Jour</b>	Chefs de salle et opérateurs	12			10
	Officier superviseur		1 (+1 astreinte)		
<b>Nuit</b>	Chefs de salle et opérateurs	8	9		8
	Officier superviseur		1 (+1 astreinte)		

Projet



Projet

Tableau 17 : Projection du potentiel opérationnel journalier cible

Tableau bilan :

	POJ JOUR			POJ début de nuit			POJ fin de nuit		
	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total
Lundi au Vendredi	237	282	519	147	369	516	144	366	510
Samedi	156	354	510	147	369	516	144	366	510
Dimanche	144	366	510	144	366	510	144	366	510

Tableau de détail :

Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
76 CIS hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Angerville-l’Orcher	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Arques-la-Bataille	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6	
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
<div>76 CIS</div> <div>hors CTA/CODIS</div>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Aumale	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Auffay	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Bacqueville-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bailly-en-Rivière	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	(Barentin/Pavilly) *	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	9	9
		Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
		Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
<div>76 CIS</div> <div>hors</div> <div>CTA/CODIS</div>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Blangy-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Bolbec	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	9	9
		Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
		Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Bosc-le-Hard	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Buchy	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Cailly	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>76 CIS</b> hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Canteleu	Lundi au Vendredi	12	9	3	3	9	9	6	3	3	3	3
	Samedi	9	6	3	3	9	9	6	3	3	3	3
	Dimanche	9	6	3	3	9	9	6	3	3	3	3
Cany-Barville	Lundi au Vendredi	9	2	7	3	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Caucriauville	Lundi au Vendredi	18	15	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
Caudebec-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Criel-sur-Mer	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
<div>76 CIS</div> <div>hors</div> <div>CTA/CODIS</div>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Criquetot-l'Esneval	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dieppe	Lundi au Vendredi	15	15	0	3	15	15	12	3	3	3	3
		Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
		Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Doudeville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Duclair	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
		Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
		Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Elbeuf	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3
		Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
		Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
<div>76 CIS</div> <div>hors CTA/CODIS</div>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Envermeu	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Etretat	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Les Prés Salés	Lundi au Vendredi	6	2	4	6	0	0	0	0	0	9	9
		Samedi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	9	9
		Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Fauville-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Fécamp	Lundi au Vendredi	9	6	3	3	6	6	0	6	6	6	6
		Samedi	6	0	6	6	6	6	0	6	6	6	6
		Dimanche	6	0	6	6	6	6	0	6	6	6	6

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>76 CIS</b> hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
La Feuillie	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Fontaine-le-Bourg	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fontaine-le-Dun	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Forges-les-Eaux	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Foucarmont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7



### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
<div>76 CIS</div> <div>hors CTA/CODIS</div>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Franqueville-Saint-Pierre	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
		Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
		Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Gaillefontaine	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Gambetta	Lundi au Vendredi	21	18	3	3	18	18	15	3	3	3	3
		Samedi	18	15	3	3	18	18	15	3	3	3	3
		Dimanche	18	15	3	3	18	18	15	3	3	3	3
	Grand-Couronne	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
		Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
		Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Goderville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
<div>76 CIS</div> <div>hors CTA/CODIS</div>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Gournay-en-Bray	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	9	9
		Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
		Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Grainville-la-Teinturière	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Grandcourt	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Notre-Dame-de-Gravenchon	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Les Grandes-Ventes	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
76 CIS hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Le Havre Nord	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3
		Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
		Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
Le Havre Sud *	Lundi au Vendredi	21	18	3	3	18	18	15	3	3	3	3	
	Samedi	18	15	3	3	18	18	15	3	3	3	3	
	Dimanche	18	15	3	3	18	18	15	3	3	3	3	
Héricourt-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Incheville	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Lillebonne	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
76 CIS hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Londinières	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Longueville-sur-Scie	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Luneray	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	La Mailleraye-sur-Seine	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Montivilliers	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	9	9
		Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
		Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
76 CIS hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
	Malaunay/Montville **	Lundi au Vendredi	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0
	Neufchâtel-en-Bray	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	0	0	0	0	9	9
		Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	9	9
		Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	9	9
	La Neuville-Chant- d'Oisel	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Offranville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	6	6
		Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	6	6
		Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	6	6
	Saint-Romain-de- Colbosc	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	7	7

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
<div>76 CIS</div> <div>hors</div> <div>CTA/CODIS</div>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Rouen-Nord *	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3
		Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
		Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Rouen-Sud	Lundi au Vendredi	18	15	3	3	15	15	12	3	3	3	3
		Samedi	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
		Dimanche	15	12	3	3	15	15	12	3	3	3	3
	Saint-Aubin-lès- Elbeuf	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
		Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
		Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Servaville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Saint-Martin-de- Boscherville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
76 CIS hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Saint-Nicolas- d'Aliermont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
		Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
		Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Saint-Saëns	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
Saint-Laurent-en- Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Saint-Valery-en- Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
Tôtes	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6	

### Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)							
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures	
<div>76 CIS</div> <div>hors CTA/CODIS</div>		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
	Le Trait	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
		Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Saint-Vaast-d'Equieville	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Valmont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Veules-les-Roses	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Vieux-Rouen-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
		Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4



**Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>76 CIS</b> hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Yport	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yvetot	Lundi au Vendredi	9	5	4	6	0	0	0	3	0	12	9
	Samedi	6	0	6	3	0	0	0	3	0	12	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9

**Détail de la projection du potentiel opérationnel journalier cible**

		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
<b>76 CIS</b> hors CTA/CODIS		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3

\* Construction nouvelle

\*\* Construction nouvelle - POJ et EOJ susceptibles d'être modifié après le regroupement futur

Tableau 18 : Répartition qualitative prévisionnelle des effectifs opérationnels journaliers

Répartition qualitative des potentiels opérationnels journaliers						
POJ	Départs	CA TE	CA IE	Chef d'équipe	Conducteur PL	Equipier
3	1 Sortie « SUAP »	0	1	0	0	2
4	1 Sortie « Incendie adaptable »	1	0	1	1	1
6	1 Sortie « Incendie »	1	1	2	1	1
7	1 Sortie « SUAP » + 1 Sortie « Incendie adaptable »	1	1	2	1	2
9	1 Sortie combinée « Incendie + SUAP »	1	2	2	1	3
12	2 Sorties « Incendie », ou 2 Sorties «SUAP » + 1 Sortie « Incendie »	2	2	4	2	2
15	2 Sorties « Incendie » + 1 Sortie « SUAP »	2	2	4	2	5
18	2 Sorties « Incendie » + 2 Sorties « SUAP »	2	3	4	2	7
21	3 Sorties « Incendie » + 1 Sortie « SUAP »	3	3	6	3	6
24	3 Sorties « Incendie » + 2 Sorties « SUAP »	3	4	6	3	8
27	3 Sorties « Incendie » + 3 Sorties « SUAP »	3	5	6	4	9
30	4 Sorties « Incendie » + 2 Sorties « SUAP »	4	5	8	4	9

CA TE : Chef d'agrès tout engin

CA I E : Chef d'agrès une équipe

Nota : les données de ce tableau sont des minimums qui peuvent être adaptés en fonction de l'armement des Cis

## 6. Evolution des actions du service de santé et de secours médical (SSSM)

Tenant compte des évolutions réglementaires du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente du 25 juin 2008, le Sdis 76 intégrera les évolutions identifiées en matière d'offres de soins d'urgence. Dans ce sens, le Sdis s'attachera à intégrer les axes de progression de la circulaire interministérielle relatifs à l'amélioration du service dont les premiers objectifs sont :

- améliorer la qualité du service rendu aux usagers en clarifiant les missions et en favorisant la coopération des acteurs mobilisables dans le cadre des secours et soins d'urgence,
- renforcer les outils permettant d'assurer la complémentarité des moyens humains et matériels, tant terrestres qu'hélicoptérés.

### 1. Objectifs d'évolution des actions du service de santé et de secours médical (SSSM)

Les objectifs envisagés entrant dans le cadre des actions menées par le SSSM concernent les points suivants :

- faire évoluer le soutien sanitaire opérationnel (SSO) en introduisant une astreinte pour les personnels SSSM de proximité (infirmiers sapeurs-pompiers - ISP ou médecins sapeurs-pompiers - MSP),
- faire évoluer les règles de déclenchement du SSO (engagement systématique des officiers santé pour un niveau de commandement de colonne, sur des critères de cotation établis à partir des caractéristiques de l'intervention pour un niveau de commandement inférieur),
- compléter le dispositif opérationnel par la mise en place d'une astreinte DSM (directeur des services médicaux) accessible aux médecins titulaires de la formation dispensée par le ministère de l'intérieur.

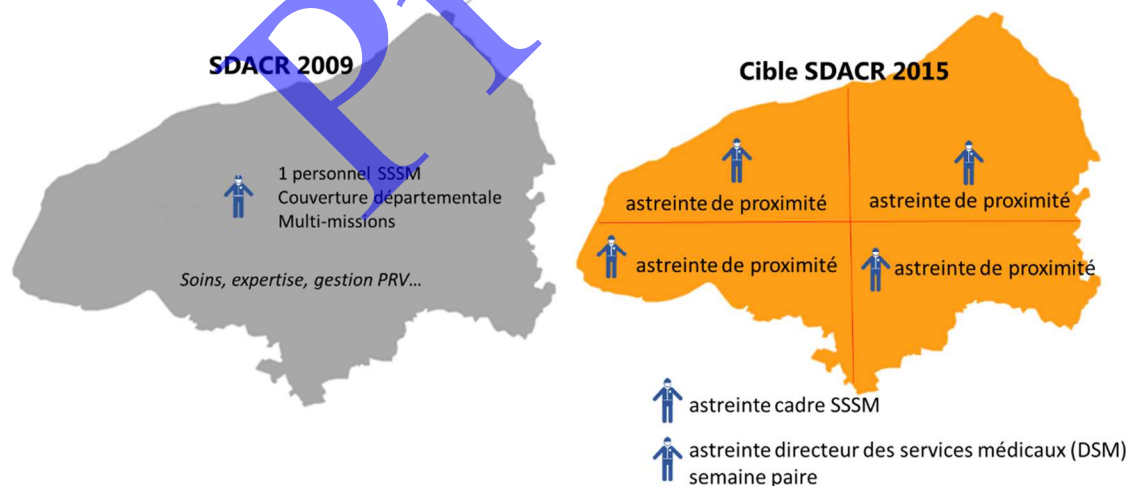


Figure 41 : Objectifs d'évolution des actions du SSSM

De façon globale, l'amélioration de la continuité de la couverture opérationnelle et du service rendu aux victimes par la simplification et l'adaptation des procédures et des moyens, a guidé les travaux du SSSM en vue de l'évolution du service.

## 2. Réflexions par thématique

Ces travaux ont conduit à des réflexions et des objectifs d'évolution sur plusieurs thèmes.

### Gestion des appels

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
<b>Problématique</b>	/	
<b>Solution</b>	Schéma de régulation complexe lié à la pathologie, à l'environnement...	Départ réflexe (prévu par le référentiel commun) Sinon, régulation SAMU systématique
<b>Mise en œuvre</b>	<p><i>L'envoi des moyens est lié soit au caractère urgent de la situation &gt; « prompt secours » soit à l'environnement :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Voie publique</li> <li>- ERP avec ou sans infirmerie</li> <li>- Milieu scolaire</li> <li>- Stade</li> <li>- Lieu de travail</li> <li>- Domicile ....</li> </ul>	<p><i>L'envoi des moyens relève du départ réflexe sur les situations identifiées dans le référentiel commun. Toutes les autres demandes sont systématiquement régulées. (ACR, Détresse respiratoire, pendaison, accident de circulation avec victime).</i></p>

En effet, les motifs de départ réflexe des moyens des services d'incendie et de secours (SIS) ont été clarifiés et déclinés réglementairement dans le référentiel commun par l'arrêté du 5 juin 2015 portant modification de l'annexe I et de l'annexe VI du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente du 25 juin 2008.

Ces motifs sont fonction de :

- situations cliniques particulières (arrêt cardiaque, détresse respiratoire ou de conscience, hémorragies),
- circonstances particulières (noyade, pendaison, électrisation, nombreuses victimes),
- l'environnement et du lieu de survenue de la détresse notamment sur la voie publique.

### Interopérabilité des systèmes

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
<b>Problématique</b>	/	
<b>Solution</b>	Interconnexion téléphonique uniquement	Interopérabilité des systèmes

A l'occasion de la sortie de cette circulaire interministérielle, la nécessité de l'interconnexion des moyens radiotéléphoniques et informatiques a été réaffirmée. L'interopérabilité permettra d'optimiser la qualité et la sécurité des informations et surtout simplifiera le traitement de l'appel pour l'appelant. Les orientations choisies pour mettre en œuvre ce dispositif sont :

- l'enregistrement systématique des conversations grâce à :
  - la systématisation de l'utilisation des bandes ANTARES dédiées au sanitaire (SSU A et SSU B),
  - la mise en place de conférences à trois, si l'utilisation du téléphone est indispensable,
  - l'échange de données (data) relatives à l'appelant.

- le développement des nouvelles technologies, notamment dans la mise à disposition de matériel informatique embarqué (de type tablette).

#### *Diversification de l'orientation de la victime*

De la même manière, le Sdis sera amené à accompagner la démarche du SAMU dans la diversification de l'orientation de la victime en termes de destination (exemple des maisons médicales), de moyens (par exemple les moyens hélicoptérés), de méthode (par exemple mise en place de relais avec des ambulances privées pour transporter une victime sur de grandes distances).

Cela se traduira aussi pour le Sdis, par l'intégration des nouveaux lieux d'accueil déterminés dans le système d'information géographique (SIG), la formation et l'information auprès des équipes, etc.

#### *Carences d'ambulances*

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
<b>Problématique</b>	Réponse systématique et	Adaptation à l'urgence de la demande
<b>Solution</b>	immédiate	Hors délais Sdacr
<b>Mise en œuvre</b>	<i>La sollicitation du SAMU pour les carences entraîne une prise en charge identique aux interventions à caractère urgent, alors que ces missions ne sont pas du ressort du service.</i>	<i>Elles seront réalisées dans le cadre de la continuité du service public en adaptant le délai de réponse afin de :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- maintenir le potentiel opérationnel local,</li> <li>- préserver la sécurité des intervenants,</li> </ul>

#### *Relevages*

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
<b>Problématique</b>	Sollicitation importante du Sdis	Limiter les interventions de relevage
<b>Solution</b>	dans ce cadre	
<b>Mise en œuvre</b>		<i>Limiter les prises en charge dans les institutions avec présence de personnels soignants, ceux-ci étant compétents pour assurer le bilan et le relevage.</i> <i>Prise en charge par des services identifiés : associations, CCAS, ...</i>

*Ivresses*

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
<b>Problématique Solution</b>	/ Impasse sur la prise en charge	Convention interservices ARS/Forces de l'ordre
<b>Mise en œuvre</b>	<i>Délai d'attente des forces de l'ordre qui sont longuement immobilisées aux urgences entre chaque prise en charge dans l'attente de la rédaction des certificats médicaux de non-hospitalisation.</i>	<i>Faciliter le passage des forces de l'ordre aux urgences.</i> - Équipes plus disponibles, - Interventions plus rapides, - Immobilisation des moyens Sdis diminuée.

*Bariatrie*

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
<b>Problématique Solution</b>	/ Matériel inadapté	Prise en charge adaptée
<b>Mise en œuvre</b>	<i>Importante sollicitation pour les prises en charge de victime souffrant de grand surpoids. La Haute Normandie est la 4<sup>ème</sup> région de France dans ce domaine.</i>	<i>Dotation de matériel spécifique (VSAV renforcé, lève-malade, brancard grande taille, brassard de TA....). Formation des personnels.</i>

*Hospitalisation sous contrainte*

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
<b>Problématique Solution</b>	/ Complexe / Carences de la PDS	Simplifié / Responsabilité du médecin régulateur
<b>Mise en œuvre</b>	<i>Nécessité d'un certificat médical établi par un médecin présent sur place.</i>	<i>Une convention multipartite visant à l'organisation dans chaque territoire de santé de la région Haute-Normandie d'un dispositif de réponse aux urgences psychiatriques (santé, justice, Sdis, forces de l'ordre, représentant de malades) sous l'égide de la préfecture a été rédigée.</i>

*Aide médicale urgente (AMU)*

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
<b>Problématique</b> / <b>Solution</b>	Gestion aléatoire	Intégration dans l'aide médicale urgente des MSP et ISP en complément des SMUR et médecins correspondants SAMU (cohérence Sros/Sdacr).

L'arrêté du 5 juin 2015 portant modification de l'annexe I et de l'annexe VI du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente de 25 juin 2008, marque la complémentarité SAMU – sapeurs-pompiers. Ainsi, le rôle des infirmiers sapeurs-pompiers est pleinement intégré dans le cadre de protocole infirmier de soins d'urgence (PISU), jusqu'à l'intervention d'un médecin.

Les situations cliniques le permettant ont été clarifiées, il s'agit des cas de :

- arrêt cardiaque, mort subite,
- hémorragie sévère,
- choc anaphylactique,
- hypoglycémie,
- état de mal convulsif,
- brûlures,
- asthme aigu grave de la personne asthmatique connue et traitée,
- intoxication aux fumées d'incendie,
- douleur aiguë.

Le Sdis de la Seine-Maritime participe à cet objectif dans le cadre de la convention Sdis – ARS.

*Directeur des secours médicaux (DSM)*

	Sdacr 2009	Cible Sdacr 2015
<b>Problématique</b> / <b>Solution</b>	Compétence exclusive SAMU	Compétence partagée

### 3. Conclusion générale sur les évolutions du SSSM

Compte tenu des évolutions prévues, il apparaît nécessaire, dans un accord commun entre le Sdis et les directeurs d'hôpitaux sièges des SAMU, de réécrire la convention bipartite qui englobe ces thématiques, sous l'égide de l'ARS.



## 7. Chaîne de commandement – Chefs de groupe

En ce qui concerne les objectifs d'évolution de la chaîne de commandement au niveau des chefs de groupe, les travaux de refonte du présent document ont mis en exergue plusieurs principes à respecter :

- respect de la doctrine nationale « GOC »,
- mixité professionnels/volontaires,
- conformité aux objectifs du présent document,
- flexibilité du mode d'organisation (jour/nuit – garde/astreinte – séquençage semaine),
- cohérence des secteurs opérationnels,
- présence physique de la chaîne de commandement sur le secteur d'intervention,
- parcours d'intégration pour chaque niveau,
- maintien des compétences,
- liste opérationnelle préfectorale.

Afin de respecter ces précédents principes, mais aussi de rééquilibrer la sollicitation opérationnelle sur le territoire, le Sdis 76 a engagé une réorganisation opérationnelle pour les chefs de groupe. Ainsi les chefs de groupe de premier départ en agglomération (Rouen, Le Havre, Dieppe) sont placés en garde et soutenu par des chefs de groupe de deuxième départ placés en astreinte.

Le détail de l'organisation de la chaîne de commandement est précisé dans le règlement opérationnel.

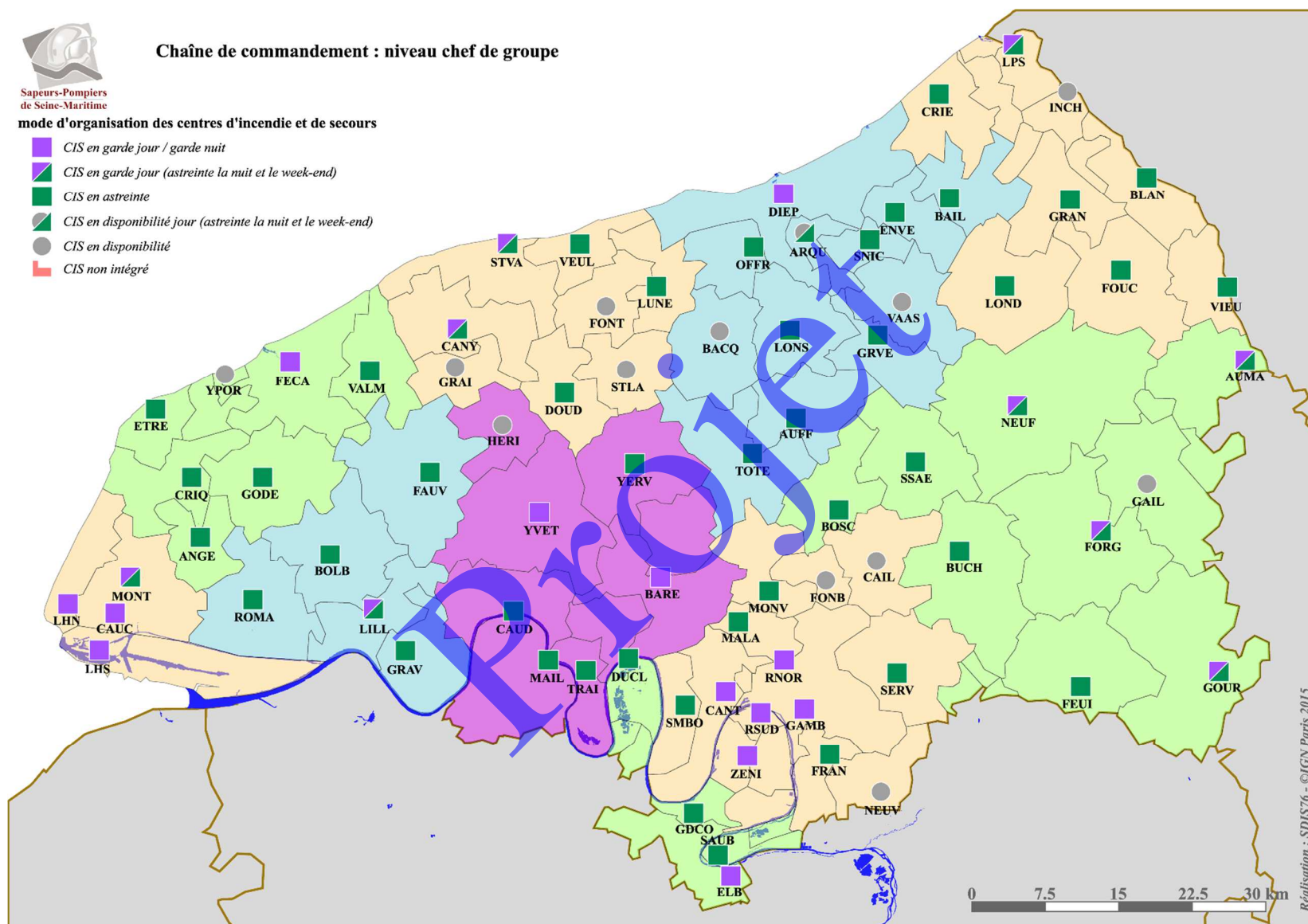


Figure 42 : Chaîne de commandement - Chefs de groupe

## 8. Evolution du CTA-CODIS

L'évolution de l'activité opérationnelle, de l'organisation du travail au sein du CTA-CODIS ainsi que des outils de gestion des opérations conduisent à engager une mutation du CTA-CODIS. A ce titre, un projet de refonte du CTA-CODIS est lancé, il traitera les thèmes suivants :

- organisation opérationnelle et outils afférents :  
cette thématique inclura notamment la mixité professionnels/volontaires au sein même du centre.
- refonte du système d'alerte et de gestion opérationnelle (SGO) :  
ce sujet devra intégrer les évolutions technologiques, opérationnelles et organisationnelles en mettant en concurrence les acteurs du marché des SGO. Le système devra être en mesure de s'adapter, par le paramétrage de masse, aux modifications de l'organisation opérationnelle générées par le caractère dynamique du Sdacr :
- aménagement spatial des salles opérationnelles et des locaux de vie :  
ce point permettra de mettre à niveau les installations et de prendre en compte l'évolution de la sollicitation des agents ainsi que leur espace de travail.

Projet

## Chapitre V : Analyse et couverture des risques particuliers

### 1. Définition, typologie des risques particuliers, méthode d'analyse

#### 1. Définition du risque particulier

Si le terme « risque » peut être défini par la probabilité de survenue d'un événement dommageable et la gravité de ses effets, le risque particulier, quant à lui, est caractérisé par une faible probabilité d'occurrence mais des effets importants.

De ce fait, la sollicitation opérationnelle induite est elle-même particulière et spécifique de par :

- le volume des moyens engagés,
- la spécificité des moyens engagés (moyens spéciaux ou spécialisés),
- l'origine des moyens engagés (moyens du Sdis 76, de la zone de défense, nationaux, moyens privés identifiés et le cas échéant avec lesquels une convention ou un accord cadre ont été établis).

Cette notion de sollicitation opérationnelle induite introduit deux niveaux différents de risques particuliers :

- les risques particuliers de proximité, complexes et de courte ou de moyenne durée, qui nécessitent une coordination, une mobilisation, des formations et des équipements adaptés. Ils restent néanmoins gérés sur un plan strictement départemental,
- les risques particuliers dits moyens ou majeurs, spéciaux et de moyenne ou longue durée qui nécessitent des moyens particuliers, une organisation de réflexion et de commandement, et des transmissions. Ils font appel à des moyens zonaux ou nationaux en complément d'un premier niveau de réponse apporté par le Sdis. Ils créent une perturbation importante de la vie sociale et ont une importante répercussion médiatique.

#### 2. Typologie des risques particuliers de la Seine-Maritime

La Seine-Maritime est confrontée à l'ensemble des risques particuliers suivants :

- risques naturels,
- risques sanitaires,
- risques de défaillance des systèmes,
- risques sociaux,
- risques liés aux bâtiments et aux infrastructures,
- risques liés aux transports en commun,
- risques liés aux transports de matières dangereuses,
- risques technologiques.

Chaque risque est détaillé dans la partie analyse des risques particuliers.

#### 3. Méthode d'analyse des risques particuliers

Le tableau suivant exprime les choix d'analyse qui ont été faits en fonction du type de risque étudié.

Classification des risques	Risque courant	Risque particulier DE PROXIMITE	Risque particulier dit MOYEN ou MAJEUR
<i>Probabilité</i>	Élevée	Faible à modérée	Faible
<i>Gravité des effets</i>	Faible	Modérée à élevée	Élevée
<i>Méthode d'analyse</i>	Approche statistique	Approche déterministe + « Sites à risques »	Approche déterministe

Tableau 19 : Tableau récapitulatif des méthodes d'analyse des risques

L'approche déterministe choisie a permis d'inventorier dans un premier temps, l'ensemble des risques particuliers du département de la manière la plus exhaustive possible. A la suite de cet inventaire, chacun des risques particuliers a été étudié indépendamment de façon à exposer :

- une définition du risque considéré,
- une évaluation du risque,
- la localisation du risque en Seine-Maritime,
- les retours d'expérience sur ce risque de niveau international, national ou départemental,
- les scénarii majorants (de proximité et/ou moyen ou majeur) du département,
- la grille de couverture et de montée en puissance.

Au-delà de l'analyse des risques particuliers du département, un travail a été mené pour identifier et définir les limites d'intervention des moyens du Sdis 76, les limites opérationnelles, et ainsi mettre en évidence les impossibles opérationnels et les risques moyens ou majeurs.

Un impossible opérationnel fait référence aux situations pour lesquelles :

- le Sdis 76 ne pourrait pas mettre en œuvre ses moyens (exemple : le Sdis pourrait lui-même être touché par un événement de type scénario majorant).

A la différence d'un impossible opérationnel, une limite opérationnelle serait atteinte lorsque la complexité de l'intervention :

- nécessiterait d'autres moyens en complément de ceux mis en œuvre par le Sdis 76 pour en assurer la réponse (exemple : intervention nécessitant des moyens cynophiles, des moyens privés, ...),
- ne permettrait plus de respecter les délais de réponse du présent document (exemple : accessibilité difficile voire impossible au lieu de l'intervention).

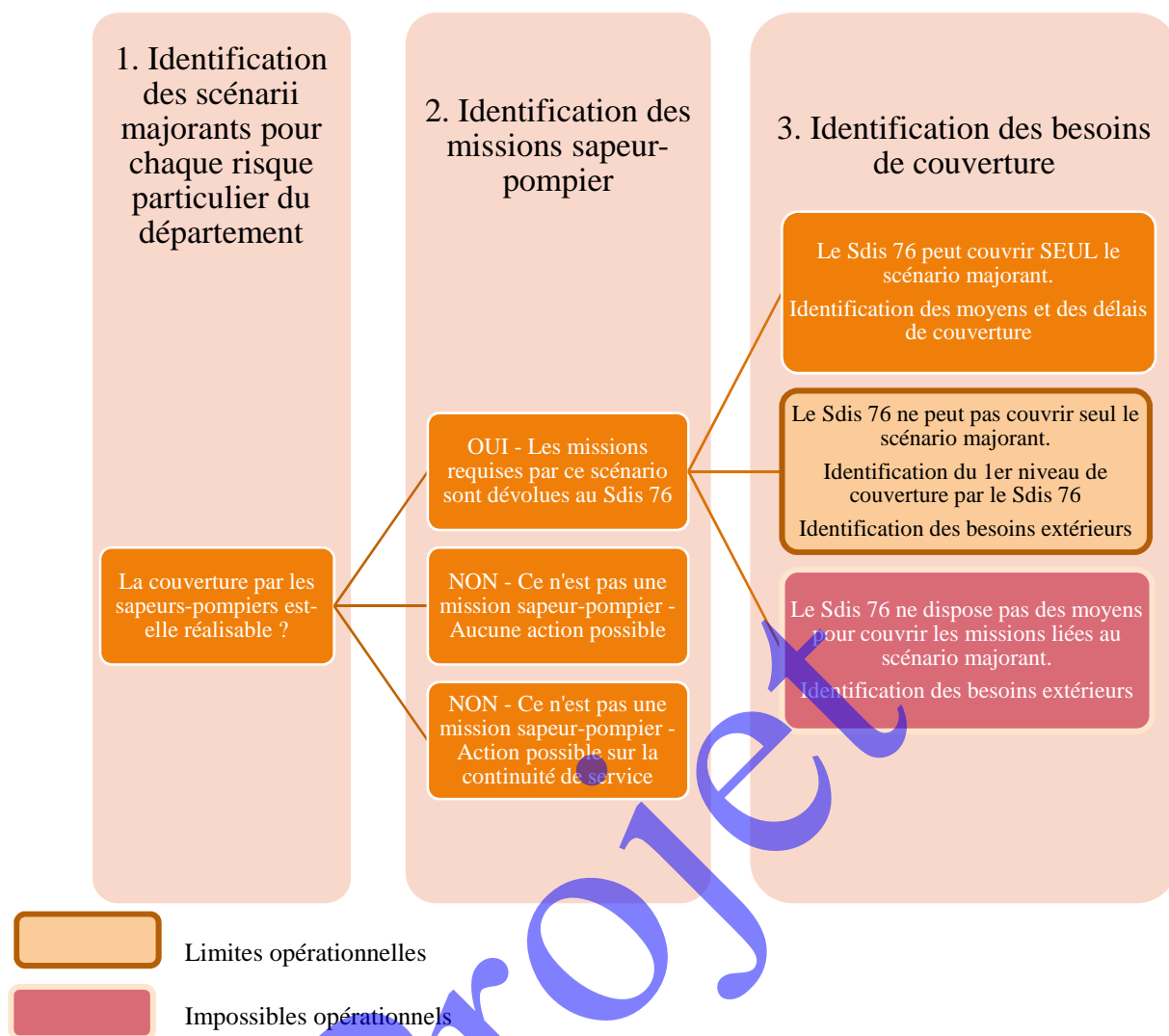


Figure 43: Méthode de définition des limites d'intervention des moyens du Sdis 76 et des impossibles opérationnels

## 2. Principe d'inventaire des risques particuliers

L'étude des risques particuliers est disponible dans son intégralité dans le catalogue des risques particuliers.

L'inventaire des risques particuliers de la Seine-Maritime fait ressortir 72 risques particuliers dont 25 risques identifiés pour la première fois dans cette version. Ces 72 risques ont fait l'objet de 44 analyses de risques.

Risques naturels  
Risques sanitaires  
Risques de défaillance des systèmes  
Risques sociaux  
Risques liés aux bâtiments et aux infrastructures  
Risques liés aux transports en commun  
Risques liés aux transports de matières dangereuses  
Risques technologiques

72 risques  
identifiés  
dont  
25 risques  
« émergents »<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Risques qui n'avaient pas fait l'objet d'une étude spécifique

## 1. Inventaire des risques particuliers de la Seine-Maritime

Tableau 20 : Inventaire des risques particuliers de la Seine-Maritime

Type de risque	Catégories de risques	Sous-catégories de risques	Couverture spécifique proposée par le Sdis	Localisation diffuse ou ponctuelle	Limites opérationnelles / Impossibles opérationnels
Les risques naturels	Le risque feu de végétation/feu en espace naturel	Le risque feu de végétation/feu en espace naturel	oui	localisé	Plusieurs GIFF en œuvre
	Le risque mouvement de terrain	Les cavités souterraines	oui	diffus	Pas d'unité cynotechnique dans le Sdis 76
		Mouvement de terrain		diffus	
		Les falaises		localisé	
	Le risque inondation	Ruissellement pluvial et coulées de boue	oui	localisé	En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, plusieurs chantiers simultanés de : - mise en sécurité (10 familles) - assèchement - retour à la normale
		Débordement de cours d'eau et remontée de nappe phréatique		localisé	
	Le risque phénomènes météorologiques paroxysmiques/exceptionnels	Abondantes chutes de neige	oui	diffus	En fonction de l'accessibilité et de la praticabilité des axes routiers
		Pluies diluviennes/Orages violents			
		Pluies verglaçantes			
		Tempêtes			
	Le risque de submersion marine	Le risque de submersion marine	oui	localisé	En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, plusieurs de chantiers simultanés de : - mise en sécurité (10 familles) - assèchement - retour à la normale
Les risques sanitaires	Les températures extrêmes	Grand froid	non	diffus	
		Canicule			


	Les épizooties	Les épizooties	non	diffus	
	Les épidémies/ Les risques infectieux et les pandémies	Les épidémies/ Les risques infectieux et les pandémies	non	diffus	
	Les impacts de pollutions sur la santé	Pollution de l'eau (au niveau d'un cours d'eau, d'une nappe phréatique, d'une zone de captage)	non	diffus	
		Pollution de l'air (particulièrement aux abords de sites industriels)			
		Pollution des sols (aux abords des sites industriels et agricoles)			
	Les nuisances olfactives	Les nuisances olfactives	non	localisé	
	Intoxication de masse	Toxi-infection alimentaire collective (TIAC)	oui	diffus	En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, intoxication de plusieurs dizaines de personnes
		Intoxication collective au CO			
	Pénurie médicamenteuse	Pénurie médicamenteuse	non	diffus	
	Pénurie alimentaire	Pénurie alimentaire			
	Pénurie en eau potable	Pénurie en eau potable			
Les risques de défaillance des systèmes	Réseaux informatiques	Défaillance sur le réseau informatique	non	diffus	
	Réseaux radioélectriques et téléphonie	Réseaux radioélectriques et téléphonie			
	Réseaux de transport d'énergie	Hydrocarbures	non	diffus	
		Electricité			
Les risques sociaux/sociétaux /de société	Grands rassemblements/ Rassemblements de foule	Grands rassemblements/Rassemblements de foule	oui	localisé	
	Mouvements sociaux spontanés, phénomènes festifs et émeutes/Grèves et mouvements sociaux	Mouvements sociaux spontanés, phénomènes festifs et émeutes/Grèves et mouvements sociaux	non (courant)	diffus	



Les risques liés aux bâtiments et aux infrastructures	Menaces terroristes conventionnelles ou NRBC	Menaces terroristes conventionnelles ou NRBC	oui	localisé	- menace biologique - simultanéité de plusieurs actions en même temps et/ou en plusieurs endroits
	Incivilités et violences urbaines	Incivilités et violences urbaines	non (courant)	localisé	
	Le risque animalier/Les NAC	Le risque animalier/Les NAC	non	diffus	
	Les arrivées massives de réfugiés/migrants	Les arrivées massives de réfugiés/migrants	non (courant)	localisé	
	Bâtiments collectifs	Les bâtiments collectifs d'habitation	oui	diffus	En fonction de l'activité opérationnelle à l'instant t, prise en charge de plusieurs dizaines de personnes
		Les IGH et ITGH	oui	localisé	Idem secours aux personnes
		Les ERP de type U - J	oui	localisé	Idem secours aux personnes
		Les ERP	oui	localisé	Idem secours aux personnes
	Ouvrages d'art	Les ponts et viaducs	oui	localisé	Beaucoup de spécialités sollicitées => besoin de recouvrement pour le courant dans les CIS sièges de spécialités
		Les barrages, digues, et bassins de rétention	oui	localisé	cf. inondations
		Les écluses	oui	localisé	cf. submersion marine
		Les tunnels	oui	localisé	Accident de train de voyageurs dans un tunnel ou sur un viaduc
	Patrimoine historique et culturel	Patrimoine historique et culturel (vieux centres urbains)	oui	localisé	
	Bâtiments administratifs ou techniques sensibles	Bâtiments administratifs ou techniques sensibles	oui	localisé	
	Les parcs de stationnement	Les parcs de stationnement	oui	localisé	Unité d'investigation longue durée externe au Sdis 76
	Sites névralgiques	Sites névralgiques (points d'intérêt vitaux)	non	localisé	

	Les énergies renouvelables	Les énergies renouvelables (sites éoliens onshore/offshore, champs de panneaux photovoltaïques,...)	non (courant)	diffus	
Les risques liés aux transports collectifs	Transport en commun routier	Transport en commun routier	oui	diffus	2 autocars pleins ensemble (plusieurs dizaines de victimes) 1 autocar plein contre 1 TMD
	Transport collectif aérien	Transport collectif aérien	oui	localisé	Accident à l'atterrissage d'un vol charter, avec un départ de feu, impliquant 235 passagers dont une centaine de blessés graves et une centaine de blessés légers
	Transport collectif fluvial	Transport collectif fluvial	oui	localisé	Collision entre un navire de croisière et un pétrolier sur la Seine (cf. Perte de manœuvre du pétrolier) impliquant 600 passagers à bord d'un navire au milieu de la Seine, présentant une voie d'eau et ayant subi l'effet d'une explosion partielle du pétrolier
	Transport collectif maritime	Transport collectif maritime	oui	localisé	Collision entre un ferry et un pétrolier en entrée du port du Havre (dans le cas par exemple de la perte de manœuvre du pétrolier) impliquant 600 passagers à bord du ferry, présentant une voie d'eau et un incendie avec explosion partielle du pétrolier, devant la plage du Havre.
	Transport collectif ferroviaire	Transport collectif ferroviaire	oui	localisé	Déraillement de train à cinétique assez élevée, impliquant 300 passagers dont un tiers de blessés graves et deux tiers de blessés légers, avec une très forte déformation de 3 wagons (nécessitant des opérations de désincarcération importantes).
	Transport collectif guidé	Transport collectif guidé (tramway, funiculaire et projets de téléphériques)			
	Transport par canalisations	Transport par canalisations	oui	localisé	

Les risques liés au transport de matières dangereuses	Transport maritime	Transport maritime	oui	localisé	
	Transport routier	Transport routier	oui	localisé	
	Transport fluvial	Transport fluvial	oui	localisé	
	Transport ferroviaire	Transport ferroviaire	oui	localisé	
Les risques technologiques	Le risque industriel et agricole	Grands entrepôts de matières combustibles	oui	localisé	PPI
		Installations de réfrigération à l'ammoniac	oui	localisé	PPI
		Silos ou installations de stockage de céréales ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables	oui	localisé	PPI
		Raffinage et dépôt d'hydrocarbures	oui	localisé	Incendie d'un compartiment de 6000 m²
		Industries utilisant ou stockant des produits toxiques	oui	localisé	Scénario PPI mettant en œuvre du chlore ou de l'ammoniac (rupture franche de l'enveloppe). Scénario PPI mettant en œuvre du chlore ou de l'ammoniac
		Installations de production d'énergie électrique	oui	localisé	PPI
		Installations agricoles	oui	localisé	PPI
		Installations de traitement de déchets	oui	localisé	PPI
	Le risque radiologique /nucléaire	Les sources présentes sur les sites industriels	oui	localisé	
		Les CNPE	oui	localisé	PPI
		Les établissements de santé	oui	localisé	
	Explosifs et munitions	Découvertes d'engins explosifs	oui	localisé	

 Risques particuliers émergents

## 2. La répartition des réponses opérationnelles

Le graphique suivant exprime la répartition des réponses opérationnelles face aux risques particuliers identifiés, en fonction du niveau de réponse, apporté par le Sdis ou non.

Il met ainsi en évidence que :

- 75% des risques particuliers identifiés relèvent d'une couverture opérationnelle sapeur-pompier pour laquelle le Sdis pourra apporter à minima un premier niveau de réponse,
- 19% des risques particuliers identifiés ne relèvent pas des missions du Sdis mais peuvent avoir un impact sur le fonctionnement du service et sa continuité (par exemple, le dysfonctionnement des réseaux de télécommunication),
- 6% des risques particuliers identifiés ne relèvent pas des missions du Sdis et n'ont pas d'impact prévisible sur le service (par exemple, les épisodes de grand froid).

## 3. Les risques majeurs et risques débordants

Parmi les risques particuliers, certains sont répertoriés dans le dossier départemental des risques majeurs (DDRM). Ils présentent par définition une gravité très élevée et une probabilité d'occurrence très faible. Ils pourraient avoir des conséquences à l'extérieur du département, sur les populations, les biens ou sur l'environnement. Ils peuvent être d'origine naturelle ou anthropique.

Les risques majeurs répertoriés dans le DDRM sont :

- le risque inondation,
- le risque submersion marine,
- le risque de cavités souterraines,
- les falaises,
- le risque nucléaire,
- le transport de matières dangereuses,
- le risque industriel.

Sans correspondre strictement aux risques majeurs, de par leur gravité pas forcément très élevée ni par leur probabilité d'occurrence très faible, des risques particuliers, qualifiés de « débordant », peuvent avoir un impact sur l'un des départements limitrophes. Ces risques et leur couverture sont pris en compte dans les conventions interdépartementales d'assistance mutuelle et le protocole interdépartemental d'information.

## 3. Principes de couverture des risques particuliers

Pour faire face aux risques particuliers, les moyens de secours courants peuvent ne pas être suffisants. C'est pourquoi la réponse opérationnelle du Sdis pour couvrir ces situations particulières, se base sur l'engagement de groupes opérationnels départementaux.

Il peut s'agir de groupes standardisés (constitués de moyens courants) ou de groupes plus spécifiques (comprenant un ou plusieurs moyens particuliers).

Le tableau ci-après énonce les groupes départementaux, qu'ils soient standardisés ou spécifiques, et précise pour chacun d'entre eux :

- l'objectif de couverture du département,
- la capacité opérationnelle d'un groupe,
- la composition d'un groupe.

Groupes/entités polyvalent(e)s ou standardisé(e)s
Groupes spécifiques

Les délais de couverture annoncés dans le tableau tiennent compte des éléments suivants :

- le  $t_0$  correspond à l'heure de la demande des moyens,
- le délai inscrit dans le tableau correspond pour chaque groupe au délai d'**acheminement** du **dernier moyen** du groupe,
- le délai s'applique à la couverture du risque,
- dans le cas de l'identification d'un scénario majorant par le CTA-CODIS, le premier moyen adapté à la mission du premier groupe engagé devra être acheminé dans les délais compatibles avec la réponse courante (par exemple : dans le cas de l'engagement d'un groupe SAP, le premier VSAV devra être sur les lieux en 10, 15 ou 20 min en fonction de la zone).

Les moyens identifiés comme limitants, c'est-à-dire dont les délais de couverture sont les plus pénalisants, sont les :

- fourgons mousse grande puissance (FMOGP),
- fourgons pompe tonne grande puissance (FPTGP),
- cellules d'assistance respiratoire (CEAR),
- cellules électro ventilation épuisement (CEEVEP),
- cellules dévidoir grande puissance (CEDGP),
- moyens aériens (EPSA et BEA),
- cellules de sauvetage (CESA),
- cellules émulseur (CEEM),
- dévidoirs automobiles (DA),
- moyens du SSSM,
- ainsi que les moyens de spécialités.

Tableau 21 : Groupes départementaux

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Moyens limitants
Commandement de colonne	1	45	Mise en œuvre d'un PC de colonne	1 VPC
Commandement de site	1	60	Mise en œuvre d'un PC de site	2 VPC
Soutien sanitaire opérationnel	1	fonction du niveau de comman- dement engagé	Assurer le soutien sanitaire en opération	Moyens SSSM
Incendie	4	1 <sup>er</sup> en 45 2 <sup>e</sup> en 60 3 <sup>e</sup> en 90 4 <sup>e</sup> en 90	Fournir 4000 L/min à 1000 m du point d'eau	1 DA-MPR <sub>120</sub> 1 Moyen aérien
SAP	2	1 <sup>er</sup> 30 2 <sup>e</sup> 45	Prise en charge d'environ 10 victimes	aucun
Sauvetage / extraction	2	1 <sup>er</sup> 60 2 <sup>e</sup> 90	Mission de sauvetage avec : - mise en œuvre de 8 équipes de sauvetage à pied ou Missions au niveau de la chaîne médicale des secours du NOVI avec : - constitution de 8 équipes de ramassage à pied et un parc matériel - animation d'un PRV pouvant accueillir environ 40 victimes	Moyens SSSM 1 CESA
Évacuation	2	1 <sup>er</sup> 60 2 <sup>e</sup> 90	Prise en charge d'environ 15 victimes	aucun
Epuisement léger	3	30	Capacité d'épuisement : 3 x 120 m <sup>3</sup> /h soit 360 m <sup>3</sup> /h Épuisement d'environ 10 pavillons	aucun
Protection	1	45	300 m <sup>2</sup> de protection des locaux	aucun

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Moyens limitants
Feux de végétation <sup>2</sup>	1	45	Extinction d'un front de flammes de 100 m de large	Moyens en eau >9000L
LIF	2	1 <sup>er</sup> 60 2 <sup>e</sup> 90	Fournir 4000 L/min (2 canons à mousse de 2000L/min) à 1000 m du point d'eau Autonomie de 50 min	1 DA-MPR <sub>120</sub> 1 CEEM
Feux de dépôts ZIP (Zones industrialo portuaires)	1	90	8000 L/min (RLC480 ou 2*4000) à 500 m du point d'eau Autonomie de 40 min <b>OU</b> 6000L/min (LCT6000) à 500 m du point d'eau Autonomie 50 min	1 FMOGP <sup>3</sup> (RLC480 facultatif)) 1 DA-MPR <sub>120</sub> 1 CEEM 1 CEDGP
Alimentation	1	60	Alimentation de deux groupes incendie <b>OU</b> Alimentation d'un LIF à 1000 m (4000L/min en 1 * Ø 152 ou 2 * Ø 110) <b>OU</b> Alimentation d'un feu de dépôts ZIP à 500m (8000L/min en 2 * Ø 152 + 2 * Ø110)	2 DA-MPR <sub>120</sub> CEDGP
Epuisement très grande capacité	1	60	Capacité d'épuisement : 2 x 140m <sup>3</sup> /h + 480 m <sup>3</sup> /h soit 760 m <sup>3</sup> /h  Épuisement de grands sites	1 (DA+ MPE 140) 1 CEDGP ou CEEVEP
Feux routiers	1	60	Mise en œuvre en autonomie d'eau d'1 LM8 ou 2 LM4 avec une autonomie mini de 5 min correspondant à l'objectif d'extinction (opération qui consommerait 4000L d'eau)  ou de 12 min (10000L d'eau) <b>OU</b> Mise en œuvre pendant 5 min d'un canon d'un débit de solution moussante de 2000 L/min, puis après alimentation (en eau) de	1 FMOGP ou FPTGP Moyens en eau >9000L 1 CEEM

<sup>2</sup> Le libellé « feux de végétation » a été préféré à « feux de forêt » en raison de l'absence du risque majeur feux de forêt sur le territoire de la Seine-Maritime.

<sup>3</sup> 1 FMOGP = 2 FPTGP en termes de capacité

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Moyens limitants
			l'engin, autonomie en émulseur de 55 min à 2000L/min avec FMOGP ou FPTGP (3600 L d'émulseur) ou CEEM (6000L)	
Sauvetage intempéries	1	45	Mise en sécurité de 15 personnes en moins d'une heure	aucun
Désincarcération	1	45	Prise en charge jusqu'à 4 chantiers de désincarcération simultanés. Réalisation de 3 à 4 désincarcérations successives. Soit environ 10 chantiers de désincarcération.	aucun
Sauvetage NRBC	2	1 <sup>er</sup> 60 2 <sup>e</sup> 90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour environ 20 à 40 victimes	Moyens SSSM CESA
Décontamination NRBC	1	90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour armer le PRV chimique (capacité de traitement = 60 à 100 victimes/h)	Moyens SSSM FPT_DEC KDEC CEMD
CMIC	1	60	Mesures conservatoires. Qualification de l'accident Suppression ou réduction du risque en agissant sur la source, le flux et les cibles avec le matériel dont la CMIC dispose	FRT
CMIR	1	60	Mesures conservatoires. Qualification de l'accident Suppression ou réduction du risque en agissant sur la source, le flux et les cibles avec le matériel dont la CMIR dispose	FRT
Equipe d'intervention RCH/RAD	1	45	Mesures conservatoires. Qualification de l'accident Suppression ou réduction du risque en agissant sur la source, le flux et les cibles avec le matériel dont l'équipe dispose	FRT
Unité SDE	1	90	Missions SDE simultanées ou de longue durée ou sur un espace étendu	CESD
Demi-unité SDE	1	60	Une seule mission, de courte durée, sur un espace réduit (ex : un étalement ou un sauvetage ou une recherche de victime)	CESD



Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Moyens limitants
Equipe de reconnaissance SDE	1	60	Reconnaissance et/ou conseil technique	aucun
Unité cynotechnique	0	-	Recherche de victimes dans les décombres	tous
Groupe IBN	0,5	1 <sup>ère</sup> Unité d'attaque IBN 60  2 <sup>ème</sup> Unité d'attaque IBN 90	Intervention, reconnaissance, évaluation, sauvetage et extinction, sur un bateau ou un navire, en eaux intérieures ou en zones portuaires Sécurité des intervenants	1 CEAR 1 Moyen aérien VTU + KIBN
Unité d'attaque IBN	1	60	Intervention, reconnaissance, évaluation, sauvetage et extinction, sur un bateau ou un navire, en eaux intérieures ou en zones portuaires	aucun
Unité SAL	1	60	<ul style="list-style-type: none"> <li>salvage et assistance,</li> <li>prompts secours en milieu hyperbare,</li> <li>reconnaissances,</li> <li>sécurité des interventions en site aquatique,</li> <li>dispositif prévisionnel de secours aquatique ou subaquatique et hyperbare,</li> <li>travaux subaquatiques et hyperbares d'urgence,</li> <li>assistance pour la lutte contre les pollutions et la protection de l'environnement,</li> <li>recherches diverses.</li> </ul>	embarcation + matériel adapté
Unité SAV eaux intérieures	1	45	Sauvetage de personnes en difficulté en surface, en eaux intérieures. Activités complémentaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sauvetage en eaux intérieures vives</li> <li>- Conduite d'une embarcation</li> </ul> Réalisation d'un sauvetage par hélicoptère	Embarcation + matériel adapté
Unité SAV mer	1	45	Sauvetage de personnes en difficulté en surface en mer.	Embarcation + matériel adapté

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Moyens limitants
Unité GRIMP	1	60	Intervenir en matière de reconnaissance et de sauvetage dans les milieux naturels et artificiels où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison de la hauteur ou de la profondeur et des risques divers liés au cheminement.	VGRIMP
Unité investigation longue durée	0		En cours de réflexion	

Projet

## 4. Catalogue d'analyse des risques particuliers

### 1. Le contenu du catalogue des risques particuliers

Le catalogue des risques particuliers développe donc la méthode déterministe et propose pour chacun des risques particuliers identifiés :

- une définition du risque,
- une évaluation du risque,
- une localisation du risque.

Ce catalogue aborde également les retours d'expérience marquants.

De même, il met en évidence le ou les scénario(s) majorant(s) retenu(s) et propose une couverture opérationnelle lorsque le Sdis peut en être acteur.

Ce document met aussi en exergue les limites et impossibles opérationnels auxquels le Sdis de la Seine-Maritime pourrait avoir à faire face.

(cf. annexe catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime)

### 2. Un exemple, le risque particulier des mouvements de terrain

(cf. annexe catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime)

#### Définition du risque

Les mouvements de terrain = ensemble des déplacements du sol et du sous-sol. Origine naturelle ou anthropique.

On distingue :

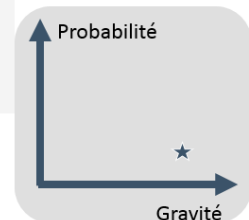
- affaissements et effondrements de cavités ou d'anciennes mines
- chutes de pierre et éboulement de type falaise
- glissements de terrain
- modifications des berges de cours d'eau
- tassements de terrain (venant des alternances de sécheresse / réhydratation des sols)

Cinétique lente ou rapide → fonction de : mécanisme initiateur, matériaux considérés, structure de ces matériaux

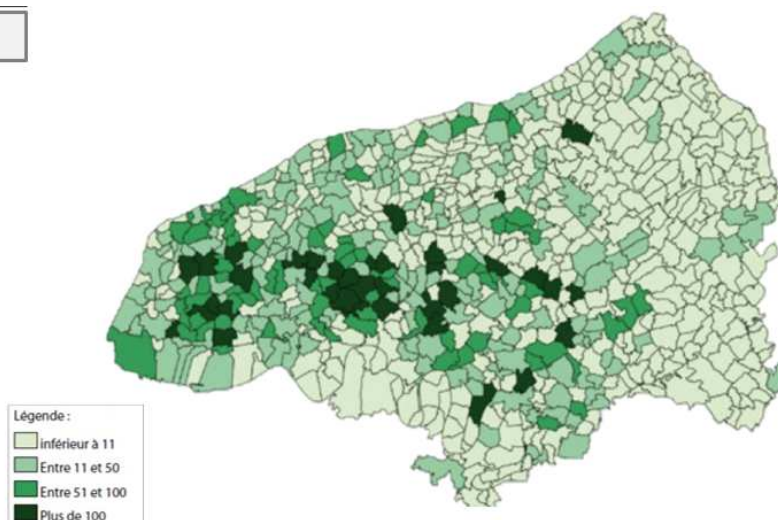
#### Evaluation du risque

Mouvements ponctuels, MAIS risque majeur en raison des conséquences possibles :

- chutes de blocs de rochers et d'éboulis sur des zones urbanisées ou des voies de communication
- habitations endommagées, voire effondrées avec des victimes à l'intérieur
- interruptions sensibles de distribution d'énergie ou de fluides et des réseaux de communication
- éboulements d'édifices
- ensevelissements de personnes et de biens
- accidents de moyens de transport
- chômages techniques
- dégâts sur les sites industriels



## Localisation du risque



## Retour d'expérience

Départemental			
Mesnil Panneville	11 février 1995	Après que des centaines d'effondrements se soient produits dans le département de la Seine-Maritime, une maison est engloutie dans un cratère de 140 mètres	
Neuville sur Authon (27)	31 mars 2001	Ouverture d'une marnière devant une chaumière ; un homme de 24 ans sort et tombe ; il n'a jamais été retrouvé	
Maromme	20 mai 2012	Etat de catastrophe naturelle, cavité ouverte à proximité d'une route et d'une habitation	
Flocques	9 octobre 2012	6 maisons d'un lotissement évacuées suite à l'affaissement d'une marnière	

## Couverture opérationnelle

Quel risque particulier ?		Mouvement de terrain et cavités souterraines					
Scénario majorant		Glissement de terrain/ouverture de marnière/éboulement/coulée de boue en zone habitée provoquant l'ensevelissement de bâtiments et la disparition de personnes					
	Moyens	Délais (T0 = heure de la demande)					
		20'	30'	45'	60'	90'	180'
Moyens du SDIS	Groupe SAP		1				
	Groupe Commandement de colonne			1			
	Unité SDE				0,5	0,5	
	Unité GRIMP (en renfort si nécessaire)				1		
Autres moyens	Unité CYN						
	Engins TP, ...						

## 5. Synthèse des besoins et limites de simultanités

Le catalogue des risques particuliers met en évidence les limites opérationnelles liées à la couverture des scénarios majorants par le Sdis 76 dans la mesure où des moyens seraient engagés en nombre. Deux cas peuvent être généralisés pour la réponse aux scénarios majorants :

- engagement d'un très grand nombre d'engins courants et de personnels non spécialistes, formés au tronc commun (ex. NOVI),
- engagement d'un nombre moins conséquent d'engins spéciaux ou de spécialités et de leurs équipages, nécessitant un niveau de formation et une préparation particulière (ex. feu de dépôt de liquide inflammable).

De manière plus générale, ces limites sont intimement liées à plusieurs facteurs :

- prise en compte du « bruit de fond » de l'activité opérationnelle à l'instant t,
- gestion simultanée de la couverture du courant à garantir,
- capacité du Sdis à pouvoir répondre simultanément à plusieurs événements dimensionnant ou mettant en œuvre du matériel spécialisé ou spécifique.

Globalement, ces limites peuvent être :

- matérielles
  - matériel indisponible (hors service, utilisé pour la formation, sous l'objet d'un contrôle),
  - défaillance de matériel en cours d'utilisation,
  - matériel insuffisant.
- techniques ou opérationnelles
  - accessibilité au lieu du sinistre,
  - action sur la source impossible,
  - qualification non détenue par le Sdis 76 (ex. équipes cynotechnique).
- liées aux moyens humains
  - en termes de compétences,
  - en termes de quantité.

## 6. Approche par les sites à risques

L'approche par sites à risques a été nécessaire afin d'identifier des zones de risques par thématique en fonction des moyens et équipes spécialisés susceptibles d'y intervenir.

### 1. Sites à risque pouvant impliquer l'intervention des spécialistes en milieu périlleux

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) sont :

- les falaises,
- les zones portuaires (compte tenu du matériel spécifique de manutention utilisé),
- les silos verticaux,
- les immeubles de grande hauteur,
- les parcs éoliens,
- ...

Cependant, le milieu périlleux peut par définition se retrouver partout, sur le secteur public comme privé, en hauteur comme en excavation ou en suspension. Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus de ce risque.

Projet



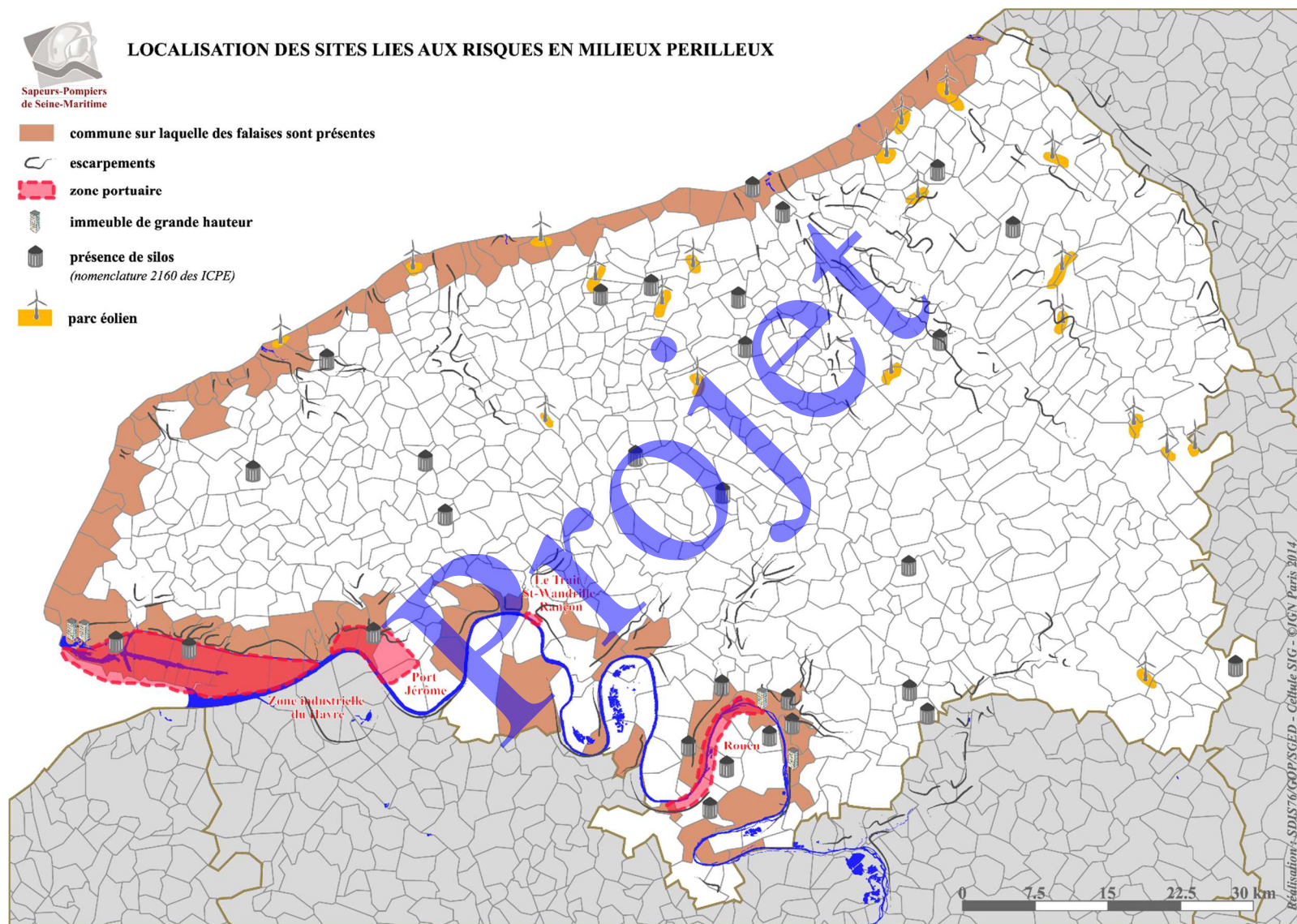


Figure 44 : Localisation de certains sites liés aux risques en milieux périlleux

## 2. Sites à risques pouvant impliquer l'intervention des spécialistes nautiques

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter la sollicitation des spécialistes nautiques (plongeurs ou sauveteurs aquatiques) sont :

- le littoral seino-marin,
- les plages,
- les zones de lacs et d'étangs,
- les sites d'activités nautiques,
- les zones inondables,
- ...

En ce qui concerne la spécialité des scaphandriers autonomes légers, quelques particularités que peuvent présenter certains types de plongée ont été identifiées. Elles sont recensées dans le tableau suivant :

Tableau 22 : Tableau récapitulatif des particularités de plongée en Seine-Maritime

Type d'interventions possibles	Localisation	Profondeur approximative
Missions de plongée	Port du Havre	16 m à 25 m
	Port 2000	16 m à 25 m
	Antifer	> 30 m
	Chenal de Seine	11 m
	Seine – Rouen, Pont Guillaume Le Conquérant	15 m
Surface non libre (bateaux)	Rouen	-
	Le Havre	-
	Dieppe	-
	Fécamp	-
	Le Tréport	-
Surface non libre (quais)	Saint-Valery-en-Caux	-
	Rouen	-
	Le Havre	-
	Dieppe	-





### 3. Sites à risques pouvant impliquer l'intervention des spécialistes de sauvetage-déblaiement

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes de sauvetage et déblaiement sont :

- les axes de transport routier et ferroviaire (cas des manœuvres de force sur de lourds accidents impliquant poids-lourds ou sécurisations de site),
- les sites de marnières,
- ...

Cependant, au même titre que les marnières ont, en Seine-Maritime, un caractère omniprésent, le risque d'explosion et de fragilisation des structures peut se retrouver sur tout le territoire, il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus de ce risque.

Projet



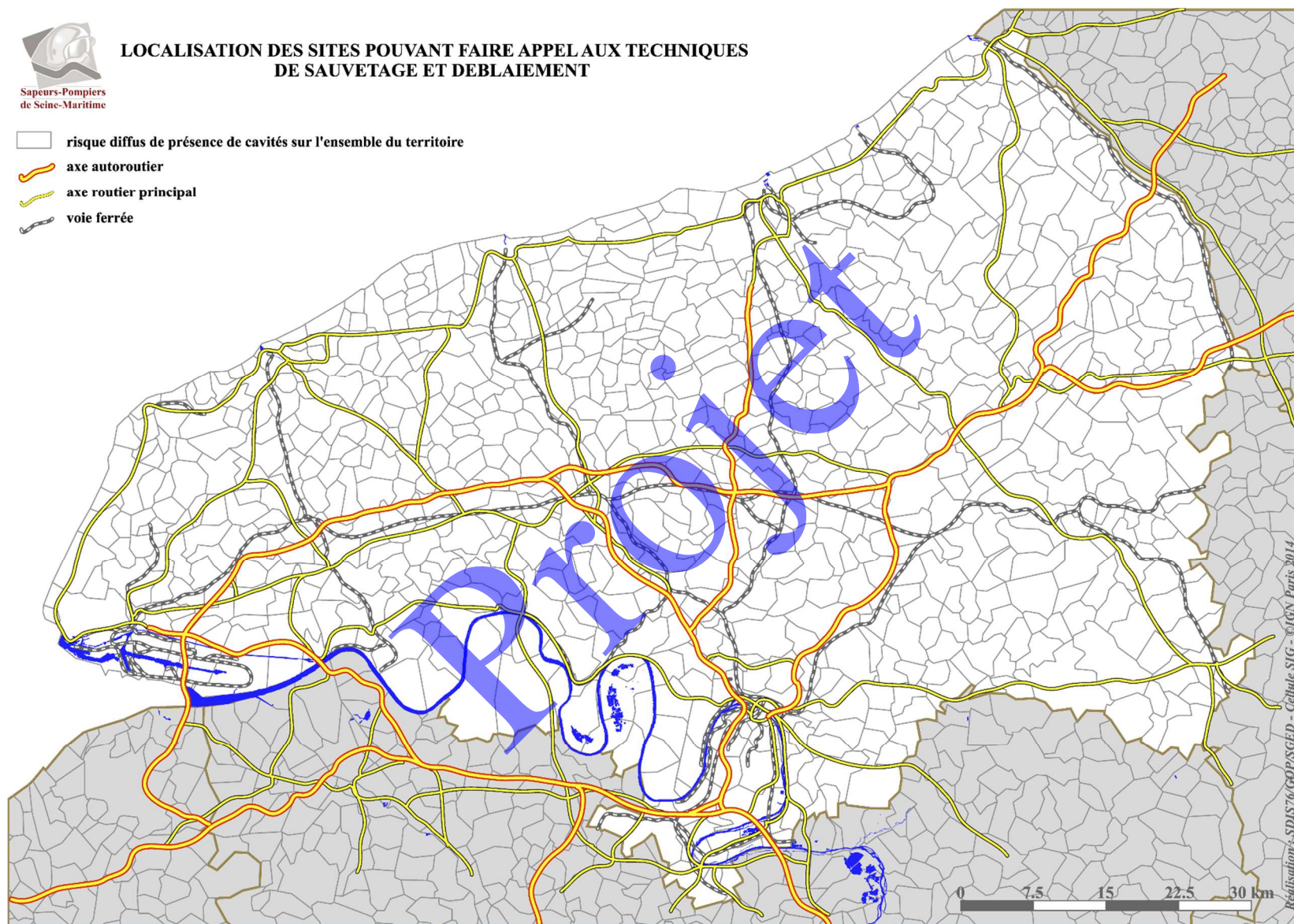


Figure 46 : Localisation des sites pouvant nécessiter l'intervention des spécialistes sauvetage et déblaiement

#### **4. Sites à risque pouvant impliquer l'intervention des spécialistes en risque chimique et risque radiologique**

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes en risque technologique sont :

- les communes concernées par un plan particulier d'intervention établi ou prescrit (PPI),
- les communes traversées par une ou des canalisations de transport de matières dangereuses,
- les communes impactées par le transport ferroviaire de matières dangereuses.

Toutefois, il faut également prendre en compte

- le transport de matières dangereuses par voie routière qui concerne l'ensemble des communes du département,
- les nombreux établissements industriels isolés, non concernés par un PPI, et dont les activités nécessitent tout de même l'utilisation de produits à risques.

Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus à ce risque.

Projet



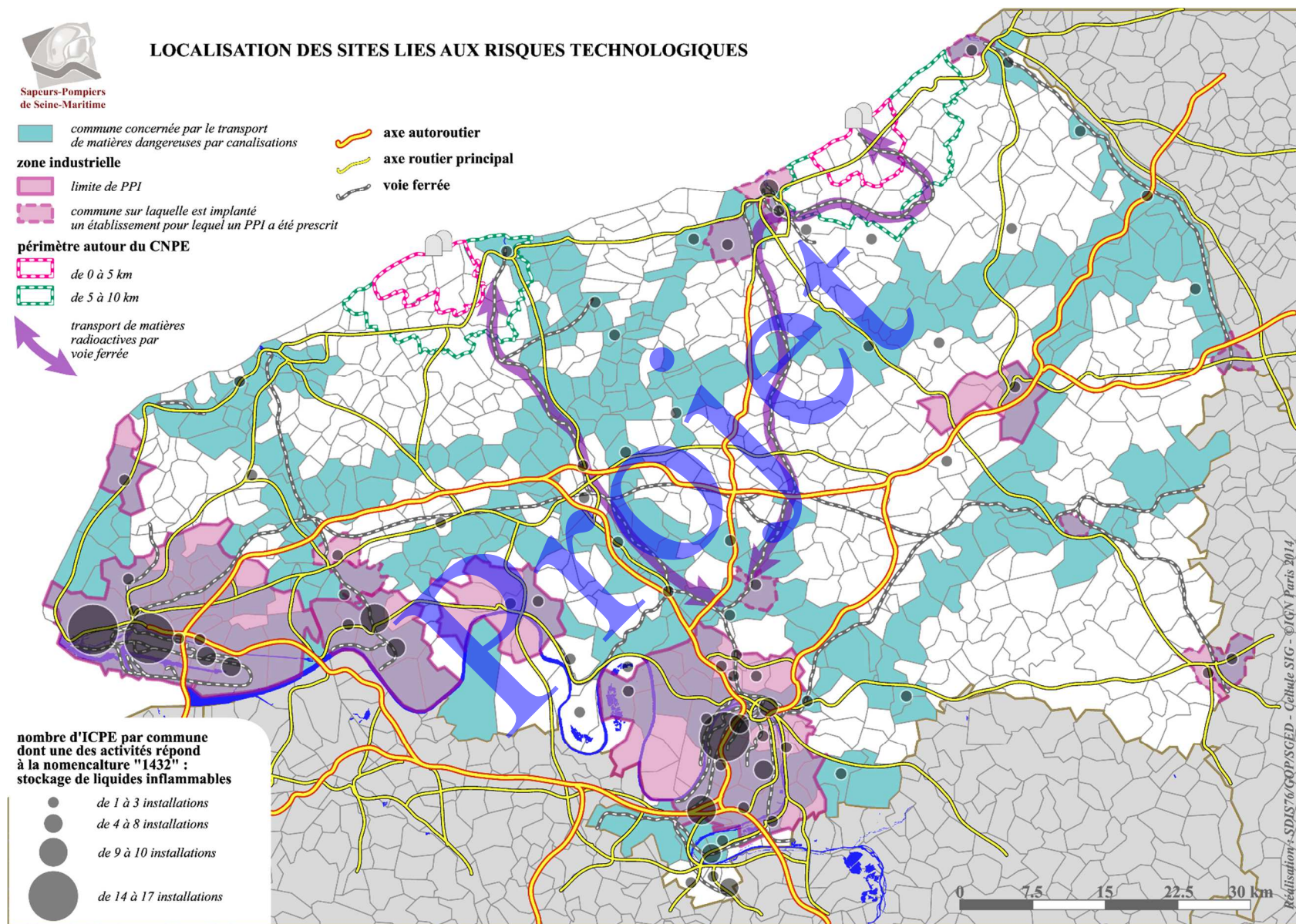


Figure 47 : Localisation des sites liés aux risques technologiques

## 5. Sites à risque pouvant impliquer l'intervention des spécialistes intervention à bord de navires

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes intervention à bord des navires sont :

- les zones portuaires,
- la frange littorale,
- la Seine.

## 7. Objectifs d'évolution de l'organisation des équipes spécialisées

En réponse à l'existence des sites à risques, le Sdis de la Seine-Maritime est doté d'équipes spécialisées. Dans le but d'améliorer la couverture opérationnelle tout en optimisant ses ressources et en respectant les préconisations nationales, le Sdis de la Seine-Maritime a mené une étude technique sur chaque spécialité afin d'en déceler les besoins d'évolution, que ce soit en termes d'organisation ou d'effectifs.

### 1. Cadre de l'évolution

Afin de clarifier la terminologie utilisée, une distinction entre équipe spécialisée et « unité opérationnelle spécifique » doit être faite :

- une équipe spécialisée est régie par un référentiel national (guide national de référence, référentiel emploi, activité, compétences) qui en définit les règles générales et orientations en termes d'aptitudes, de formation, etc. Ces règles générales sont adaptées localement au travers du règlement opérationnel.

Comme abordé dans le chapitre V. 2. Sites à risques, la présence importante de risques pouvant faire intervenir chacune des équipes spécialisées en justifie la présence au niveau départemental.

Le Sdis de la Seine-Maritime dispose, pour assurer la couverture de ses sites à risques, des équipes spécialisées suivantes :

Sites à risques	Thématique à couvrir	Spécialité
Littoral, eaux intérieures	Risque subaquatique	Scaphandriers autonomes légers – SAL
Eaux intérieures (plans d'eau, rivières), littoral	Risque aquatique (nautisme, inondations, ...)	Sauveteurs aquatiques – SAV
Industries isolées, zones industrielles, zones industrialo-portuaires, transport de matières dangereuses.	Risque chimique	Risques « chimique » - RCH
CNPE, transport de matières radioactives, activités de gammagraphie.	Risque radiologique	Risques « radiologique » - RAD
Milieus périlleux : falaises, zones industrielles.	Risque milieux périlleux	Groupe d'intervention en milieu périlleux – GRIMP
Cavités souterraines, structures instables, ...	Risque d'instabilité des structures	Sauveteurs / Déblayeurs – SDE

Tableau 23 : Couverture des sites à risques par les équipes spécialisées

- une unité opérationnelle spécifique n'est pas définie par des règles nationales, mais correspond à un besoin local (en termes de formation, d'entraînements, de suivi médical, etc.) lié à la présence de risques particuliers.

En Seine-Maritime, les unités opérationnelles spécifiques identifiées sont :

Sites à risques	Unités opérationnelles spécifiques
Ports, façade littorale, activités portuaires, maritimes et fluviales.	Intervention à bord des navires – IBN
Parkings souterrains, grottes, tunnels.	Investigation de longue durée – ILD

## 2. La démarche de l'étude

Cette étude fait intervenir à la fois des critères communs à toutes les spécialités ainsi que des critères propres à chacune. Elle permet ainsi de faire évoluer les spécialités du Sdis 76 en ajustant l'organisation et les effectifs aux besoins réels du département.

### *Détermination de la localisation et distribution de l'équipe spécialisée*

Critères propres à chaque spécialité selon :

- la localisation des risques - risque diffus sur tout le territoire (ex. cavités souterraines) ou risque localisé (ex. falaises),
- les objectifs de couverture de ceux-ci - objectifs attribués dans le tableau des groupes opérationnels départementaux,
- le type de réponse - réponse unique (toute l'équipe doit être sur place en même temps), ou premier niveau de réponse possible en attendant l'équipe au complet.

### *Détermination de l'effectif des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques*

La méthode utilisée pour déterminer les effectifs de spécialistes se base sur la démarche générale, également utilisée pour calibrer les besoins en effectifs de tronc commun. Elle permet, en partant des objectifs de couverture identifiés dans le Sdac, de déterminer des besoins en effectifs opérationnels journaliers bruts.

Cette démarche préliminaire est ensuite complétée par une approche spécifique aux spécialités. Celle-ci identifie selon des critères assortis de coefficients les besoins propres aux spécialités en termes d'organisation, de localisation et de spécialité propre.

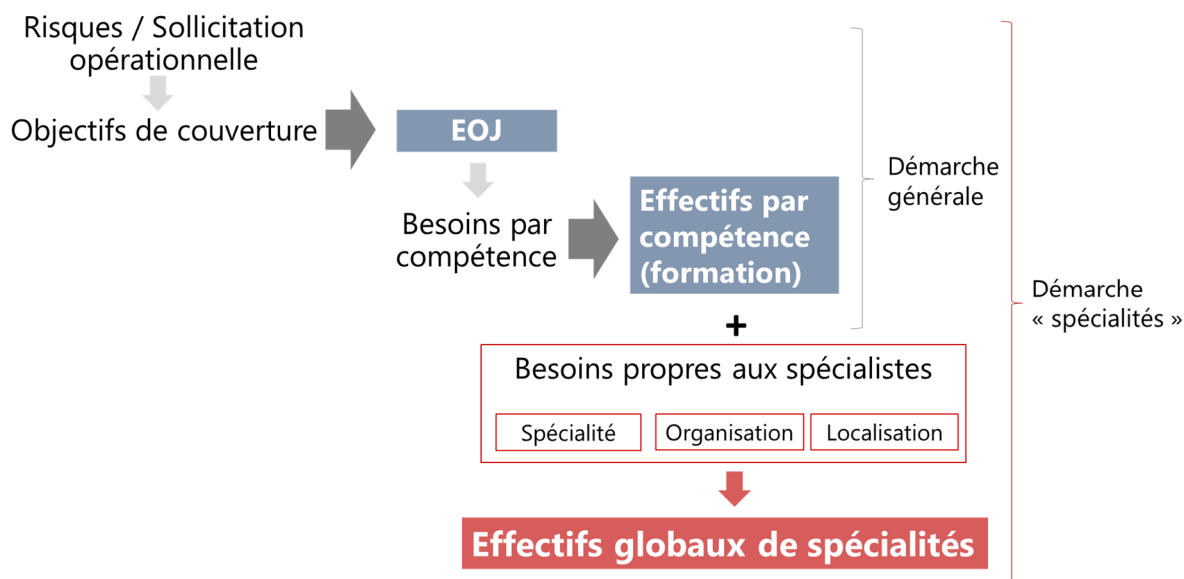


Figure 48 : Démarche de calcul des effectifs de spécialité

Ces critères, identifiés dans le tableau suivant, apportent des coefficients de majoration ou de non-majoration en fonction de chaque spécialité, de leur organisation et de leur localisation.

Critères liés à la spécialité	Critères de localisation	Critère d'organisation du CIS siège de la spécialité
Délai de recouvrement des autres spécialistes	Secteur d'intervention	Répartition des spécialistes dans les EOJ
Contrainte FMPPA	Présence / Importance du risque	
Notion de sauvetage	Présence d'un hélicoptère	
Dangerosité intrinsèque de la spécialité	Azimut de recouvrement	
Contrainte médicale	Enjeux économiques et sociétaux	

Tableau 24 : Critères de coefficient des effectifs de spécialité



### 3. Résultat des évolutions

Tableau 25 : Evolution des spécialistes

Spécialité ou unité opérationnelle spécifique	Associée à un risque localisé ?	Mode d'organisation	Organisation de la réponse
SAV	Risque localisable	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
SAL	Risque localisable	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
RCH	Risque localisable	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
RAD	Risque localisable	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
SDE	Risque diffus	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
GRIMP	Risque localisable	Gestion par bassin possible	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
DEC	Risque diffus	CIS détenant les moyens spécialisés	Personnel minimum pour la sauvegarde de vies humaines puis équipe complétée sur place
IBN	Risque localisable	Gestion par bassin possible	en cours de réflexion
ILD	Risque diffus	Gestion par bassin envisagée	en cours de réflexion

## **8. Objectifs d'évolution de la chaîne de commandement – Chefs de colonne/site**

En ce qui concerne les objectifs d'évolution de la chaîne de commandement aux niveaux des chefs de colonne et chefs de site, les travaux de refonte du présent document ont mis en exergue plusieurs principes à respecter :

- respect de la doctrine nationale « GOC »,
- mixité professionnels / volontaires,
- conformité aux objectifs du présent document,
- flexibilité du mode d'organisation (jour/nuit – garde/astreinte – séquençage semaine),
- cohérence des secteurs opérationnels,
- présence physique de la chaîne de commandement sur le secteur d'intervention,
- parcours d'intégration pour chaque niveau,
- maintien des compétences,
- liste opérationnelle préfectorale.

Afin de respecter ces précédents principes, mais aussi de rééquilibrer l'activité opérationnelle des agents et de ramener une certaine cohérence dans la répartition des risques au niveau territorial, le Sdis 76 a engagé un redécoupage opérationnel pour les chefs de colonne et chefs de site.

Le détail de l'organisation de la chaîne de commandement est précisé dans le règlement opérationnel.

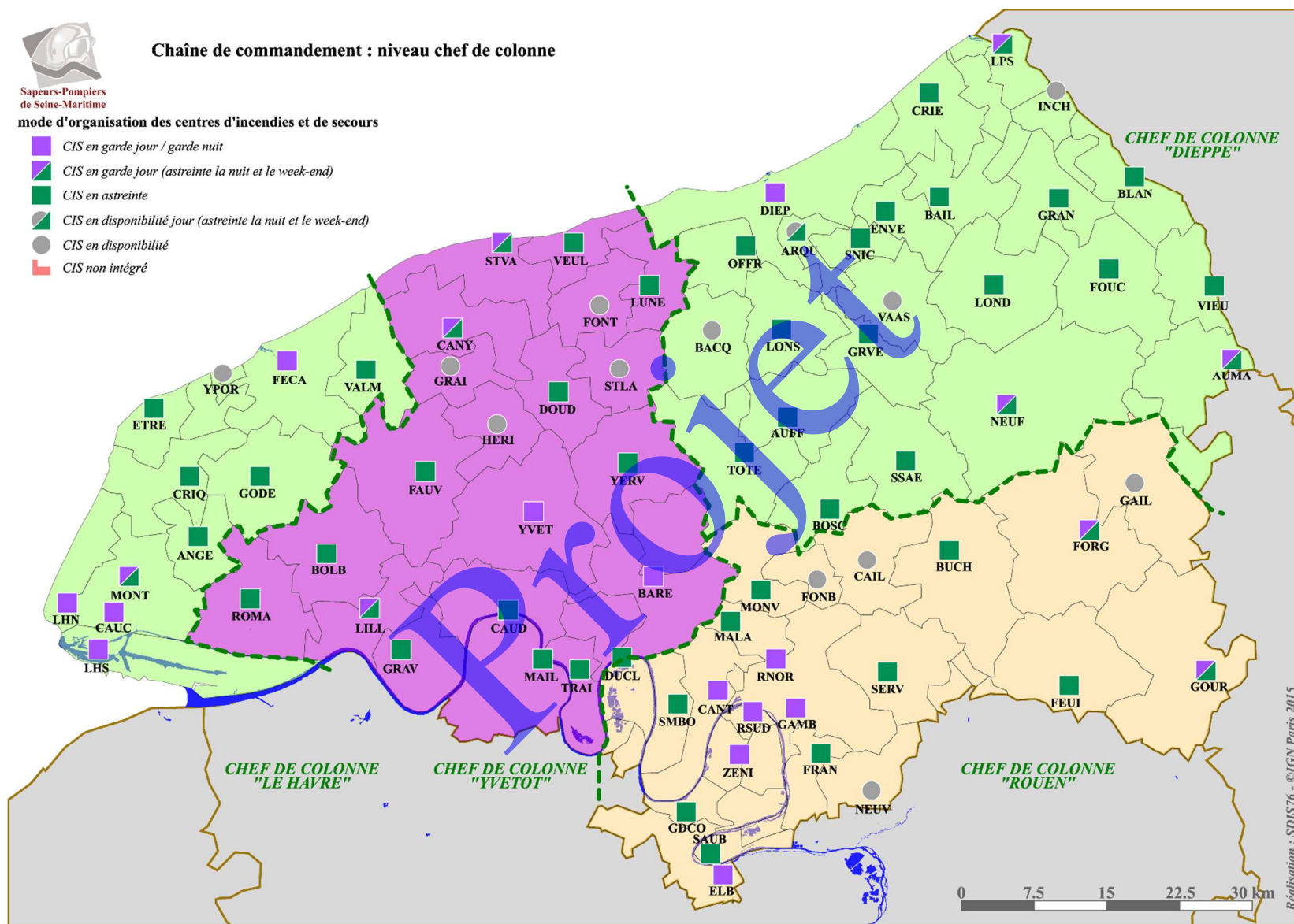


Figure 49 : Chaîne de commandement - Chefs de colonne

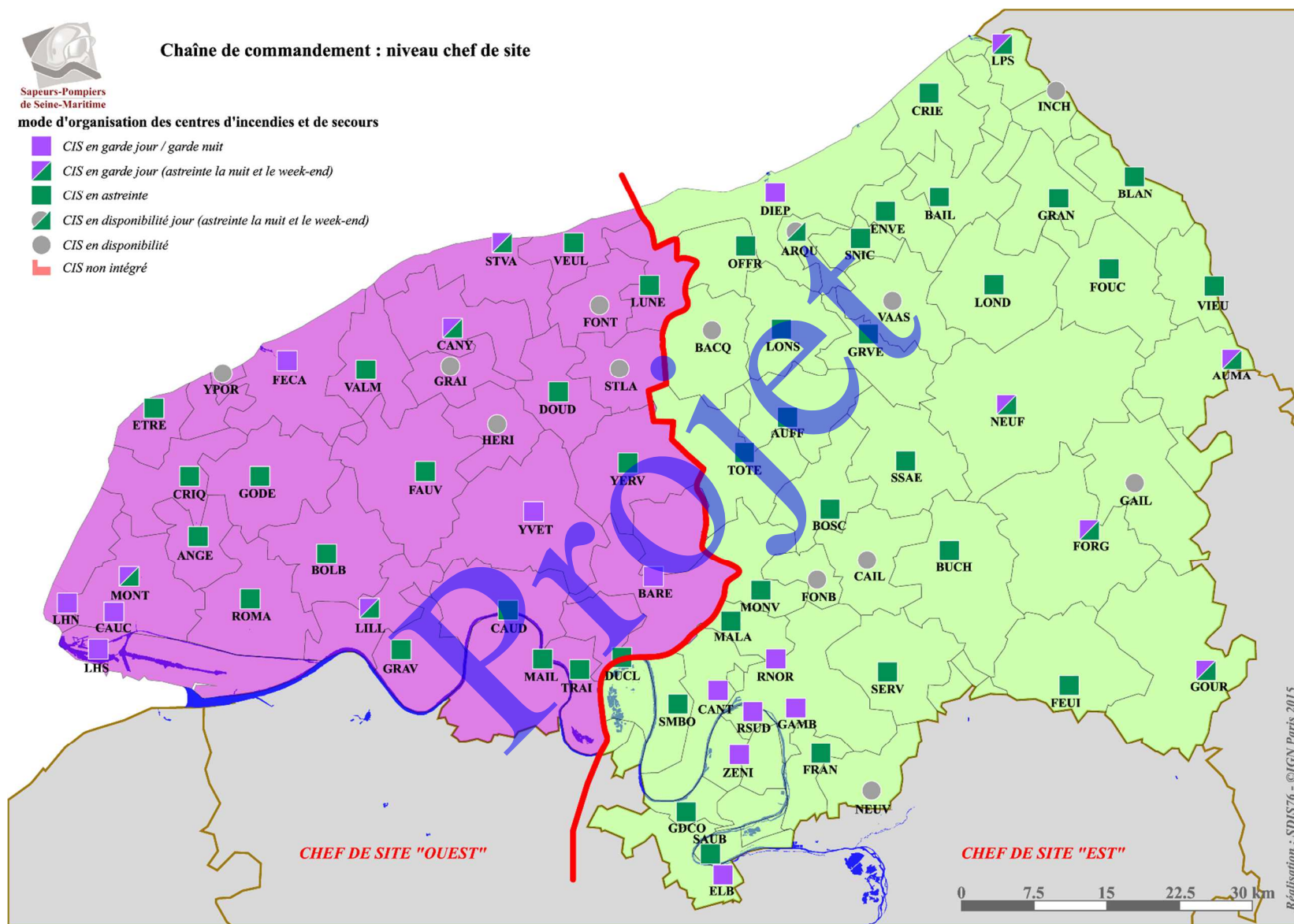


Figure 50 : Chaîne de commandement - Chefs de site



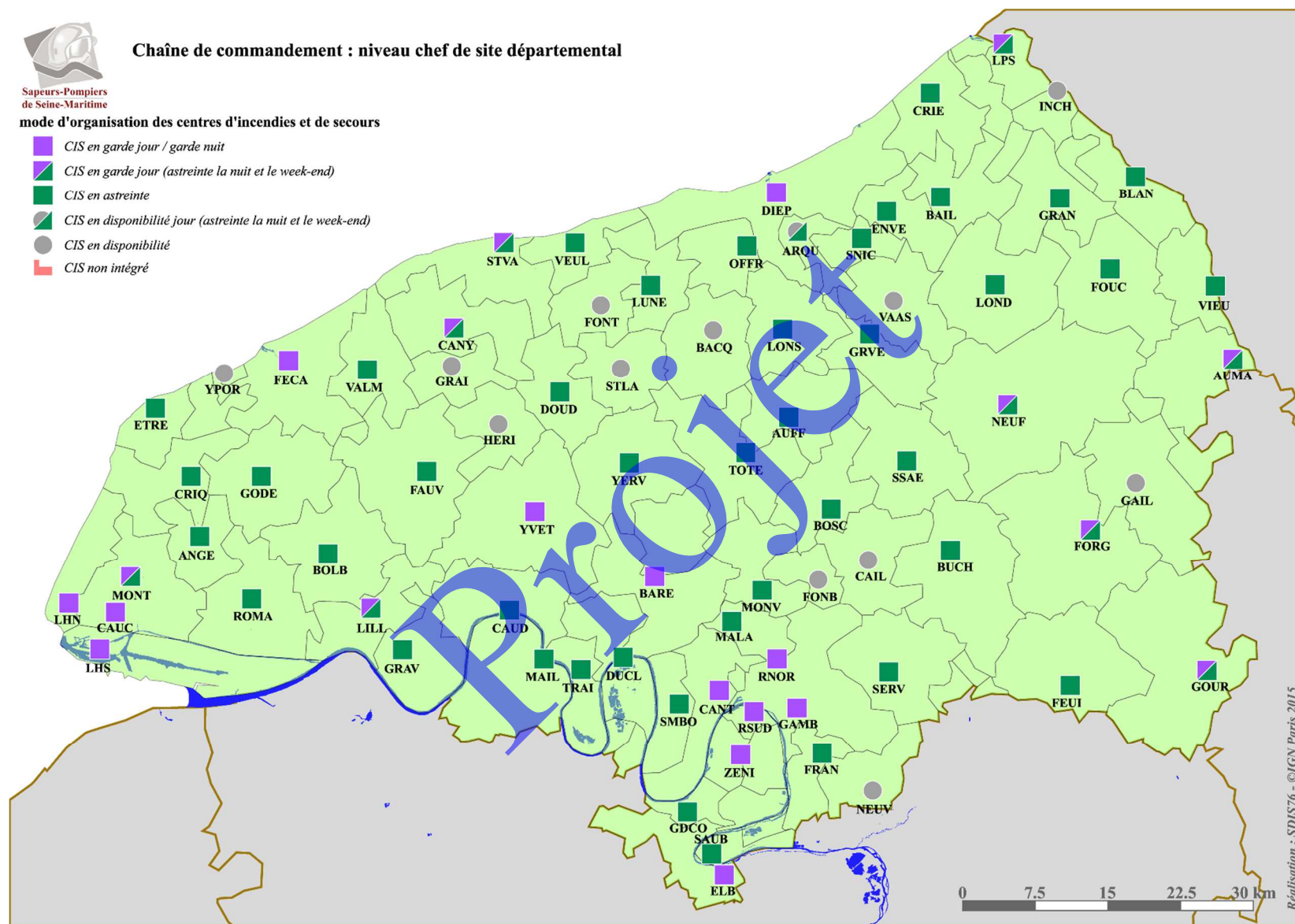


Figure 51 : Chaîne de commandement - Chef de site départemental



**Chaîne de commandement : Astreintes SSSM**

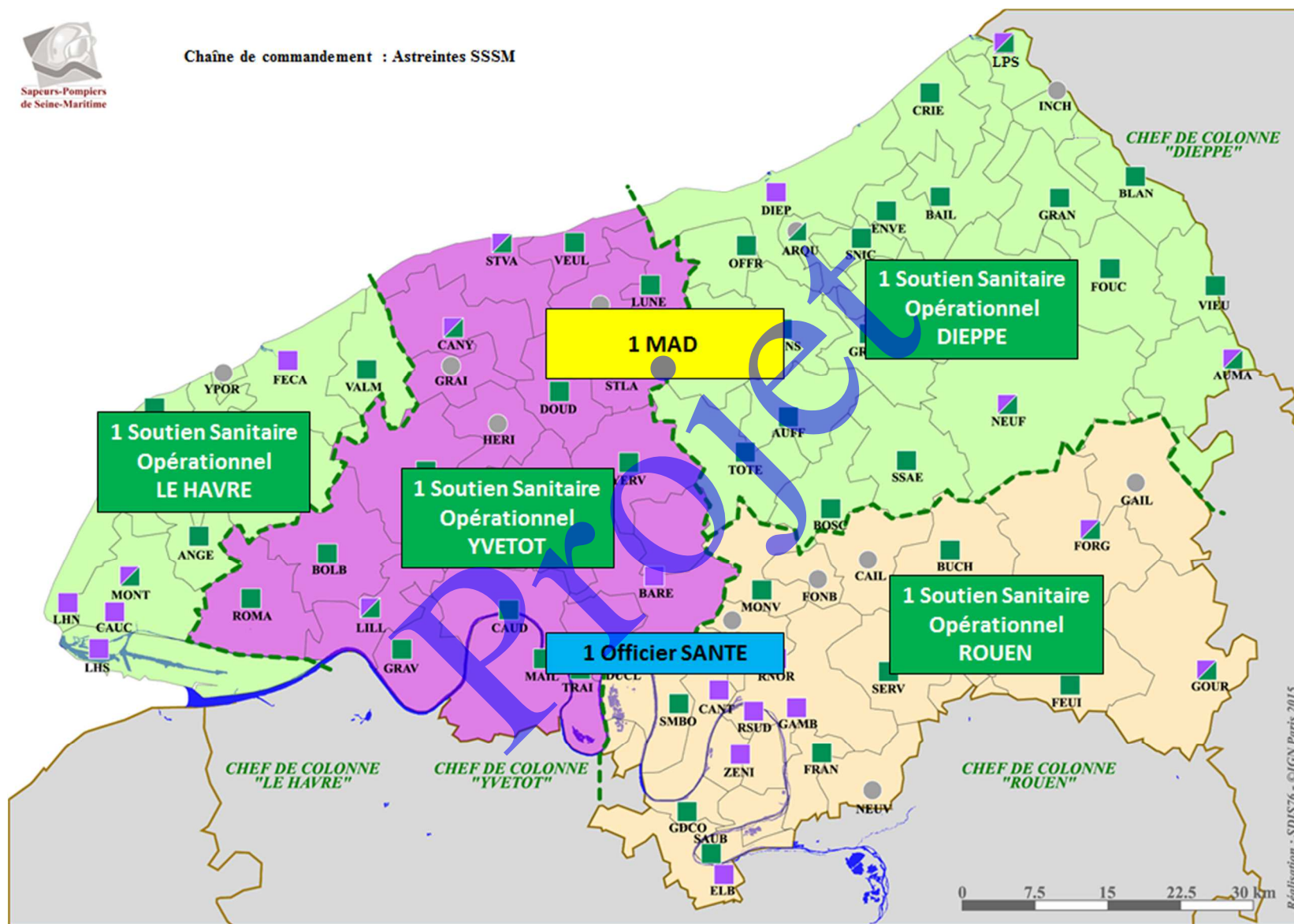


Figure 52 : Chaîne de commandement - Soutien sanitaire opérationnel

## Chapitre VI : La défense extérieure contre l'incendie en Seine-Maritime

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) a pour objet d'assurer, en fonction des besoins issus des analyses de risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin.

Conformément à l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le Référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie (RNDECI), la défense extérieure contre l'incendie ne peut être constituée que de dispositifs fixes, les dispositifs mobiles, tels que les engins des sapeurs-pompiers ou autres réserves privées mobiles, ne pouvant couvrir que des indisponibilités temporaires ou des événements particuliers et ponctuels.

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011, relative à la simplification et à l'amélioration de la qualité du droit, créé un pouvoir de police administrative spéciale de la défense extérieure contre l'incendie placée sous l'autorité du maire.

De même, est également prévue la mise en place d'un service public de la DECI, distinct du service public de l'eau potable, chargé de la mise en œuvre de la politique de maintien en condition des points d'eau d'incendie.

Cette loi permet de transférer tout ou partie de cette compétence au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

En application du décret n°2105-235 relatif à la défense extérieure contre l'incendie, Madame la préfète de la Seine-Maritime a approuvé le 26 octobre 2017 le nouveau Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Seine-Maritime.

Ce document, élaboré par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et en concordance avec le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et avec le règlement opérationnel, permet de dimensionner les besoins en eau nécessaires à la lutte contre l'incendie, à partir d'une analyse des risques réellement observés sur le terrain.

Le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie définit en particulier :

- le rôle et les missions des différents acteurs,
- le dimensionnement des besoins en eau associés à l'analyse des risques réels,
- les modalités de réalisation des contrôles de la performance hydraulique et du maintien en condition des points d'eau d'incendie,
- les règles d'échanges et de gestion partagée des données relatives à la DECI,

Les Centres d'incendie et de secours du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime assurent annuellement une reconnaissance opérationnelle de l'ensemble des points d'eau d'incendie, afin de vérifier l'état général, l'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages.

Le Sdis de la Seine-Maritime assure par ailleurs un rôle de conseil et d'expertise auprès des collectivités et des EPCI dans le domaine de la Défense extérieure contre l'incendie et il assure le contrôle de la cohérence des schémas communaux ou intercommunaux avec le Règlement départemental de la DECI.

## Chapitre VII : Couverture des besoins de prévention et de prévision

### 1. La prévention

Dans le cadre de ses compétences (article L 1424-2 du CGCT), le Sdis exerce des missions de prévention.

Différents domaines sont concernés :

#### 1. Le contrôle de la réglementation de sécurité incendie dans les établissements recevant du public (ERP) et l'animation des commissions de sécurité

Le rôle et les missions du Sdis sont fixés par le Code de la construction et de l'habitation, le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à l'organisation des commissions de sécurité et la circulaire d'application afférente du 22 juin 1995.

Les principales actions menées sont :

- la tenue à jour du fichier départemental des ERP assujettis à visite périodique,
- être rapporteur auprès des 11 commissions de sécurité du département des études de projets et des visites,
- la participation au suivi des avis défavorables en lien avec les autorités de police administrative,
- le secrétariat de la Sous-commission départementale de sécurité,
- le secrétariat partiel des Commissions d'arrondissement de Dieppe et du Havre.

#### Activité de contrôle des ERP

La Seine-Maritime dénombre 4 045 ERP soumis à visite périodique.

#### 2. Le contrôle d'habitations collectives

Les maires et les services d'urbanisme qui le souhaitent consultent le Sdis, sur la base de l'article R 423-50 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, le groupement prévention étudie les projets de construction, d'extension ou de réhabilitation qui lui sont soumis.

Ces études, qui constatent si la réglementation en matière de sécurité incendie est respectée, peuvent comporter des prescriptions, des recommandations et si nécessaire une analyse de risque.

#### 3. Les industries

Le groupement prévention est consulté par les services préfectoraux, dans le cadre de l'article R512-21 du Code de l'environnement, pour les demandes d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il peut être également saisi, de manière facultative, par les maires et les services instructeurs dans le cadre des permis de construire industriels et tertiaires.

L'étude réalisée dans ces différentes situations porte à minima sur les accès du site, les moyens de secours internes et externes et les mesures facilitant l'intervention des secours publics.

Dans certains cas, des prescriptions ou recommandations peuvent être émises en complément, en rapport avec les autres aspects des réglementations liées à la sécurité incendie applicables aux projets.



En partenariat avec la DREAL de la Haute-Normandie, le Sdis de la Seine-Maritime exerce des contrôles inopinés en industrie dans le cadre de mesures de vérification de la maîtrise des outils de planification de l'urgence des industriels.

## 2. La prévision

### 1. Rôle de la prévision au sein du Sdis

La prévision permet au Sdis de s'intégrer à la réponse opérationnelle en tant qu'acteur du dispositif d'organisation de la réponse de sécurité civile (ORSEC).

Elle permet de développer les connaissances du service sur l'ensemble des risques auxquels il doit faire face et ainsi d'élaborer une réponse à l'occurrence éventuelle d'événements non souhaités (tels que perturbations de la vie sociale et économique, accidents, sinistres, catastrophes).

Cette action de planification nécessite la prise en compte des ressources mais aussi des contraintes liées à l'aspect opérationnel.

### 2. Activités et missions de prévision

Soutenue par ses services déconcentrés, le service prévision du Sdis de la Seine-Maritime aborde diverses thématiques.

#### *Défense extérieure contre l'incendie*

Une des activités clé de la prévision est la défense extérieure contre l'incendie. A ce titre, les 16 000 points d'eau incendie assurant la défense contre l'incendie des communes ainsi que des établissements industriels sont répertoriés par le Sdis. Ceux qualifiés de publics font annuellement l'objet d'une vérification opérationnelle.

Cette activité est développée dans le chapitre VI.

#### *Gestion des manifestations*

La présence de manifestations ou de grands rassemblements peut générer des risques nouveaux ou est susceptible d'altérer le niveau de sécurité dans l'environnement au sein duquel ils prennent place (présence de foule, accessibilité diminuée, etc.). Chaque année en Seine-Maritime, une centaine de manifestations sportives et de grands rassemblements de personnes nécessitent un avis technique à la demande du préfet ou des maires. Cet avis est rédigé par le service prévision.

Ainsi, près de 800 événements programmés font annuellement l'objet d'une information formalisée auprès du CTA-CODIS et des CIS.

#### *Plans d'établissements répertoriés*

Afin de mettre en évidence les données essentielles à la gestion d'incidents au sein d'établissements ou de lieux particuliers, des plans d'établissements répertoriés sont rédigés. Ils constituent un niveau essentiel du dispositif ORSEC pour les premiers intervenants du Sdis. La doctrine départementale intègre un processus de rédaction et de mise à jour qui permet une homogénéité de ces documents d'intervention.

Environ 550 plans d'établissements répertoriés ont été élaborés à ce jour.

#### *Représentation du service*

Le service prévision assure également la représentation du Sdis au sein de réunions et commissions techniques à la demande des exploitants d'établissements, d'organismes de manifestations, des maires et du préfet.

#### *Avis du Service départemental d'incendie et de secours*

Le service prévision prépare également les avis du directeur départemental du Service d'incendie et de secours sur les projets des dispositions, schémas ou protocoles d'intervention, intégrés dans les dispositions générales et spécifiques de l'ORSEC départemental (plans particuliers d'intervention) ainsi que sur d'autres sujets pour lesquels il est spécifiquement missionné.

De même, le service prévision peut être amené à porter conseil sur l'accessibilité aux moyens de secours publics des sites, bâtiments et structures.

#### *Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr)*

Le service prévision est aussi chargé d'établir l'inventaire et l'analyse des risques du département. Ainsi, il concourt, avec les autres composantes du Sdis, à l'élaboration du Sdacr.

### **3. Organisation de la prévision**

Les missions de prévision se trouvent déconcentrées jusqu'au niveau des CIS.

#### *Service prévision de la direction départementale des services d'incendie et de secours*

Le service prévision de la direction départementale a en charge le pilotage, l'élaboration de la doctrine, l'appui, le suivi et le contrôle des missions déconcentrées dans les groupements territoriaux. Il assure également l'interface avec la direction des services déconcentrés de l'Etat.

#### *Services opérations-prévision territoriaux*

Les services opérations-prévision des groupements organisent, coordonnent et contrôlent l'action des bureaux opérations-prévision des CIS et suppléent si besoin. Ils sont amenés à effectuer le suivi de certains dossiers particuliers. Ils assurent la représentation du Sdis auprès des services et élus de leur arrondissement de compétence.

#### *Bureaux opérations-prévision*

Les bureaux opérations-prévision dans les CIS assurent l'exécution des missions de prévision en liaison avec les services de groupement et les acteurs extérieurs locaux (services techniques des communes).

## Chapitre VIII : Evaluation du Sdacr

Le processus d'évaluation est construit autour de trois axes d'analyse. Chaque axe est matérialisé par un tableau de bord, ayant pour objectif de suivre différents indicateurs afin d'évaluer des éléments d'activité ou à enjeux.

Ce qui se traduira par une périodicité et des destinataires différents.

### 1. Suivi de l'activité des CIS

De périodicité mensuelle, ce tableau de bord est destiné aux chefs de centre d'incendie et de secours, aux chefs de groupements territoriaux et au groupement Opérations-Prévisions.

Ce document a vocation à suivre l'activité quotidienne et spécifique de chaque centre. Il doit également permettre d'identifier rapidement des pistes de réflexion concernant l'organisation au niveau du centre.

### 2. Evaluation de la qualité de la réponse opérationnelle

Ce tableau de bord a vocation à être trimestriel et distribué au comité de direction.

Son objectif est de suivre l'efficacité et l'efficience de nos moyens de façon plus globale. Cette vision stratégique doit permettre de nous assurer que nous tenons les grands objectifs fixés dans ce Sdacr. Ces données concerneront donc l'ensemble du territoire, éventuellement une répartition entre les groupements territoriaux, mais pas de niveau de détail plus fin.

Pour cela, la liste d'indicateurs résulte de l'expérience acquise des Sdacr précédents, des recommandations formulées dans des audits (Direction générale de la sécurité civile, Chambre régionale des comptes), des conseils issus des rapports nationaux relatifs à l'organisation et à l'activité des Sdis et des indicateurs nationaux des services d'incendie et de secours (INSIS).

### 3. Suivi de la couverture opérationnelle.

Le public cible est à nouveau le comité de direction, mais la périodicité annuelle.

La finalité de ce document est de suivre les éléments déterminants de la disposition prévisionnelle, c'est-à-dire visant à positionner les moyens humains et matériels sur le territoire.

Autrement dit, il s'agit de mesurer l'évolution des critères structurant le Sdacr. Par exemple, suivre la densité des populations communales afin de déterminer si celles-ci se situent en zone A, B ou C ; déterminant le délai maximal d'intervention des secours.

Néanmoins, cet outil est également l'occasion de produire des indicateurs pertinents sur de longues périodes et de concentrer des éléments de bilan d'activité annuelle.

## 4. Les indicateurs de suivi

Légende :

Indicateurs à destination du tableau de bord de suivi de l'activité des CIS

Indicateurs à destination du tableau de bord de suivi de la réponse opérationnelle

Indicateurs à destination du tableau de bord de suivi de la couverture opérationnelle

### 1. Indicateur de suivi des mises à jour

Nombre de mises à jour du Sdacr

### 2. Indicateurs de suivi de l'évolution du département

Nombre de communes et EPCI (par strate de population) + zoom sur les EPCI qui détiennent la compétence incendie

Vérification des critères de classement des communes en zone A, B ou C

### 3. Indicateurs de suivi de l'évolution du Sdis de la Seine-Maritime

*Suivi des moyens techniques*

Nombre de pannes des terminaux d'alerte des CIS

Nombre de pannes du système d'alerte

Nombre de coupures de l'auto commutateur au CTA

Taux de réalisation des contrôles périodiques équipements de protection individuelle (EPI), matériels et installations techniques des bâtiments + les résultats des contrôles

### 4. Indicateurs de suivi d'analyse et de couverture des risques courants

*Analyse des risques courants*

Nombre d'interventions et de sorties par type + Nombre global

Répartition des interventions par commune (et par quartier pour les agglomérations)

Durée calculée en hommes-heures des interventions par commune [+ détail par grade (vacations)]

Nombre d'appels reçus (et répartition par appelant)

Nombre de victimes prises en charge

Taux de victimes prises en charge suite à l'intervention des sapeurs-pompiers

*Organisation territoriale et couverture des risques courants*

Durée moyenne des sorties par type d'intervention + Durée globale

Taux (et/ou nombre) de départs sans chef d'agrès + Taux global

Taux de respect des délais de départ (distinction jour/nuit et par engin)

Taux de réponse de la disponibilité du CIS sur les créneaux semaine - jour / nuit et week-end - jour / nuit

Répartition des départs en 1er appel / renfort

Temps de traitement moyen d'un appel SUAP

Nombre d'alarmes provenant de système de détection automatique d'incendie (répartition vraies/fausses alertes pour ERP / industries / habitations)

Délai moyen de décroché

Temps de traitement moyen d'un appel

Délai moyen de traitement de l'alerte

Délai de mobilisation des personnels

Délai de départ engins

Délai de trajet engins (depuis le CIS jusqu'au lieu d'intervention)

Délai moyen d'intervention sur zone

Taux de délai d'arrivée sur les lieux supérieur au seuil d'acceptabilité

Taux / Nombre de départs hors délai

Répartition des interventions des CIS

Taux de départ avec chef d'agrès sous-officier ou officier (distinction entre une équipe / tout engin avec un zoom sur les VTU / VSAV / FPT)

Nombre d'interventions pour 1 000 habitants

Nombre d'interventions de longue durée (supérieure à 8h)

Nombre d'interventions payantes

Taux de facturation des interventions payantes

Nombre d'interventions pour carence (+ évaluation de la recette correspondante)

Nombre de carences pour 1 000 habitants

Délai d'évacuation de l'hôpital

Taux (ou nombre) d'interventions avec moyen hélicopté (répartition Dragon / Viking)

Moyen hélicopté : nombre de réponses favorables / défavorables à nos sollicitations

Vérification des critères de classement des CIS (en CSP, CS et CPI)

Répartition des CIS en gardes 24 heures, gardes 12 heures, astreintes et disponibles

Taux de suppléance de couverture (départ non réalisé par le CIS de 1<sup>er</sup> appel) et distinction des causes

#### *Analyse et limites de l'organisation*

Taux de sorties sur / hors secteur (détail jour/nuit et semaine/week-end et nombre global + par type d'engin) + Taux global

Activité extra départementale (suivi des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle)

Suivi du taux de couverture du territoire et de la population

#### *Engins et engagement*

Nombre de départs par engin

Fréquence de sorties par engin

Taux (et/ou Nombre) de départs non assurés et dégradés (par engin) + Taux global

Nombre d'engins en panne ou en maintenance

Suivi du contrôle technique des véhicules

Répartition des interventions : moyens de secours adaptés / adaptables

#### *Personnels*

Répartition de l'effectif (gardes et astreintes) : absence, inférieur, égal ou supérieur au seuil du potentiel opérationnel journalier fixé

Nombre d'astreintes de recouvrement (nombre de rappels dans le CIS)

Nombre d'engagements opérationnels des personnels d'astreinte rappelés au CIS dans le cadre des recouvrements

Nombre moyen d'interventions par sapeurs-pompiers

Taux du temps passé en intervention

Nombre de conventions de mise à disposition pour les sapeurs-pompiers volontaires

Sollicitation opérationnelle des sapeurs-pompiers volontaires conventionnés

Taux d'engagement des sapeurs-pompiers volontaires sur intervention

Nombre d'heures pendant lesquelles le potentiel opérationnel journalier n'est pas atteint

Répartition de l'effectif de garde : absence, inférieure, égale ou supérieure au seuil du potentiel opérationnel journalier (POJ) fixé

Taux d'absence dans les effectifs de garde (SPP et/ou SPV)

Taux d'absentéisme

Reprise des indicateurs sur les risques psychosociaux

Nombre d'instructions de dossiers de changement de chef de CIS

Durée moyenne de fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires

#### *Evolution des actions du SSSM*

Répartition des interventions secours d'urgence aux personnes (SUAP) : carence, ivresse, bariatrie, relevage, hospitalisation sous contrainte, aide médicale urgente (AMU)

Nombre de protocole infirmier déclenché pour 1 000 interventions

Taux de sollicitation opérationnelle du service de santé et de secours médical (SSSM) (aide médicale urgente (AMU) : infirmiers et médecins sapeurs-pompiers)

Nombre d'utilisation de défibrillateurs semi-automatiques

Nombre d'interventions du véhicule de liaison infirmier (VLI)

Nombre de déclenchement du soutien sanitaire opérationnel (SSO) par secteur

Répartition du SSO : départ réflexe (prompt secours) / départ régulé (lié à l'environnement)

Suivi des visites médicales : taux d'atteinte des objectifs réglementaires

Taux d'inaptitude suite aux visites médicales (répartition définitives / temporaires / partielles)

Taux de visite sur demande au médecin de prévention

Taux de l'effectif de garde dont la visite médicale n'est pas à jour (répartition : 1-2, 3-4, 5-6 et > 6 mois)

Nombre de sollicitations du médecin sapeur-pompier dans le cadre des astreintes de médecin d'astreinte départementale (MAD)

Taux de participation du SSO aux interventions

#### *Evolution de la chaîne de commandement*

Nombre de sollicitations de la chaîne de commandement (par secteur et niveau)

Taux d'intervention avec niveau d'encadrement insuffisant

#### *Suivi de la couverture des risques courants*

Durée calculée en hommes-heures par type d'intervention

Taux d'erreur sur les lieux d'intervention (fiabilité des adresses enregistrées)

Taux de suppléance de couverture

Taux de modification d'engin au départ (modification des engins prévus initialement à l'alerte)

Taux de renfort (évaluation de l'engagement insuffisant des moyens)

Nombre de pré contentieux opérationnels en cours

Nombre de contentieux opérationnels en cours

Nombre de contentieux démarrés sur la période

Nombre de retours d'expérience réalisés dans l'année

Nombre de retours d'expérience pour 1 000 interventions

Nombre d'Anatechs réalisés dans l'année

Nombre d'Anatechs pour 1 000 interventions

## 5. Indicateur de suivi de l'analyse et de la couverture des risques particuliers

*Suivi des principes de couverture des risques particuliers*

Respect des délais pour les risques particuliers

*Suivi des objectifs d'évolution de l'organisation des équipes spécialisées*

Répartition du potentiel opérationnel journalier par spécialité : absence, inférieur, égal ou supérieur au seuil fixé

Répartition du nombre d'interventions : groupement, département et hors département

Répartition du nombre d'interventions en 1<sup>er</sup> appel / en renfort

Durée minimale, moyenne et maximale d'une intervention par équipe spécialisée

Nombre d'interventions par équipe spécialisée

Taux d'intervention avec équipes spécialisées

*Suivi de la couverture des risques particuliers*

Ratio sur le nombre de risques particuliers par rapport aux risques courants

Répartition des risques particuliers : de proximité (département), moyens (zone) et majeurs (hors zone)

## 6. Indicateurs de suivi de la défense extérieure contre l'incendie

Nombre d'hydrants à contrôler / contrôlés

Taux de réalisation des contrôles des points d'eau

Répartition du nombre de moyens disponibles et indisponibles

Durée moyenne de contrôle d'un hydrant

## 7. Indicateurs de suivi des travaux de prévention et de prévision

*Indicateurs de suivi des travaux de prévention*

Nombre de visites d'ERP et d'industries

Taux de visite de contrôle des ERP et industries

Nombre / Taux d'avis défavorables

Nombre / Taux d'ERP ouvert sous avis défavorable

Nombre d'études de permis de construire et autorisations de travaux

Nombre de participations aux réunions des commissions de sécurité départementale

Nombre d'équivalents temps plein préventionniste pour le service industries et ERP

Suivi des avis défavorables : nombre/taux d'établissements passent en avis favorable dans l'année

Nombre d'interventions avec départ renforcé suite à un avis défavorable ou à des éléments particuliers concernant l'établissement

*Indicateurs de suivi des travaux de prévision*

Nombre d'avis sur les manifestations publiques (y compris les grands rassemblements)

Nombre de manifestations recensées

Nombre de plans d'établissements répertoriés (création trimestrielle et cumulée)

## 8. Suivi des objectifs et orientations du Sdacr

Répartition des recommandations (à démarrer, en cours, réalisé) de l'inspection DGSCGC et du cabinet Actéis

## Chapitre IX : Annexe – Classement des communes et quartiers

Zone A

INSEE	Nom de la commune	Classement
76217	Dieppe	A
76259	Fécamp	A
76322	Le Grand-Quevilly	A
76351	Le Havre	A
76451	Mont-Saint-Aignan	A
76498	Le Petit-Quevilly	A
76540	Rouen	A
76575	Saint-Étienne-du-Rouvray	A
76681	Sotteville-lès-Rouen	A

Projet



Zone B

INSEE	Nom de la commune ( <i>quartier</i> )	Classement
76005	Amfreville-la-Mi-Voie	B
76035	Aumale	B
76057	Barentin	B
76069	Belbeuf	B
76095	Bihorel	B
76108	Bois-Guillaume	B
76114	Bolbec	B
76103	Bonsecours	B
76116	Boos	B
76157	Canteleu	B
76159	Cany-Barville	B
76165	Caudebec-lès-Elbeuf	B
76178	Cléon	B
76212	Darnétal	B
76216	Déville-lès-Rouen	B
76222	Duclair	B
76231	Elbeuf	B
76238	Épouville	B
76254	Étretat	B
76255	Eu	B
76258	Terres-de-Caux ( <i>Fauville-en-Caux</i> )	B
76270	Fontaine-la-Mallet	B
76276	Forges-les-Eaux ( <i>Forges-les-Eaux</i> )	B
76475	Franqueville-Saint-Pierre	B
76281	La Frénaye	B
76296	Gainneville	B
76302	Goderville	B
76305	Gonfreville-l'Orcher	B
76312	Gournay-en-Bray	B
76319	Grand-Couronne	B
76329	Gruchet-le-Valasse	B
76341	Harfleur	B
76349	Hautot-sur-Mer	B
76366	Le Houlme	B
76377	Isneauville	B
76384	Lillebonne	B
76400	Luneray	B
76402	Malaunay	B
76410	Maromme	B
76429	Le Mesnil-Esnard	B
76447	Montivilliers	B
76452	Montville	B

INSEE	Nom de la commune	Classement
76462	Neufchâtel-en-Bray	B
76474	Notre-Dame-de-Bondeville	B
76481	Octeville-sur-Mer	B
76482	Offranville	B
76484	Oissel	B
76495	Pavilly	B
76497	Petit-Couronne	B
76476	Port-Jérôme-sur-Seine ( <i>Notre-Dame-de-Gravenchon</i> )	B
76164	Rives-en-Seine ( <i>Caudebec-en-Caux</i> )	B
76545	Rouxmesnil-Bouteilles	B
76561	Saint-Aubin-lès-Elbeuf	B
76599	Saint-Léger-du-Bourg-Denis	B
76624	Saint-Nicolas-d'Alhiermont	B
76640	Saint-Pierre-lès-Elbeuf	B
76647	Saint-Romain-de-Colbosc	B
76655	Saint-Valery-en-Caux	B
76552	Sainte-Adresse	B
76705	Tourville-la-Rivière	B
76709	Le Trait	B
76711	Le Tréport	B
76752	Yerville	B
76758	Yvetot	B

Zone C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76001	Allouville-Bellefosse	C
76002	Alvimare	C
76004	Ambrumesnil	C
76006	Amfreville-les-Champs	C
76007	Anceaumeville	C
76008	Ancourt	C
76009	Ancourteville-sur-Héricourt	C
76010	Ancretiéville-Saint-Victor	C
76011	Ancretteville-sur-Mer	C
76012	Angerville-Bailleul	C
76014	Angerville-l'Orcher	C
76013	Angerville-la-Martel	C
76015	Angiens	C
76017	Anglesqueville-l'Esneval	C
76016	Anglesqueville-la-Bras-Long	C
76020	Anneville-Ambourville	C
76019	Anneville-sur-Scie	C
76021	Annouville-Vilmesnil	C
76022	Anquetierville	C
76023	Anvéville	C
76024	Ardouval	C
76401	Arelaune-en-Seine ( <i>La Mailleraye-sur-Seine</i> )	C
76401	Arelaune-en-Seine ( <i>Saint-Nicolas-de Bliquetuit</i> )	C
76025	Argueil	C
76026	Arques-la-Bataille	C
76028	Aubéguimont	C
76029	Aubermesnil-aux-Érables	C
76030	Aubermesnil-Beaumais	C
76032	Auberville-la-Manuel	C
76033	Auberville-la-Renault	C
76034	Auffay	C
76036	Auppegard	C
76038	Authieux-Ratiéville	C
76039	Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen	C
76040	Autigny	C
76041	Autretot	C
76042	Auvilliers	C
76043	Auzebosc	C
76045	Auzouville-l'Esneval	C
76046	Auzouville-sur-Ry	C
76047	Auzouville-sur-Saône	C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76048	Avesnes-en-Bray	C
76049	Avesnes-en-Val	C
76050	Avremesnil	C
76051	Bacqueville-en-Caux	C
76052	Bailleul-Neuville	C
76053	Baillolet	C
76054	Bailly-en-Rivière	C
76055	Baons-le-Comte	C
76056	Bardouville	C
76058	Baromesnil	C
76059	Bazinval	C
76060	Beaubec-la-Rosière	C
76062	Beaumont-le-Hareng	C
76064	Beaurepaire	C
76065	Beaussault	C
76066	Beautot	C
76063	Beauval-en-Caux	C
76067	Beauvoir-en-Lyons	C
76068	Bec-de-Mortagne	C
76070	Bellencombre	C
76071	Bellengreville	C
76072	Belleville-en-Caux	C
76074	La Bellière	C
76075	Belmesnil	C
76076	Bénarville	C
76077	Bénesville	C
76079	Bénouville	C
76082	Bernières	C
76083	Bertheauville	C
76084	Bertreville	C
76085	Bertreville-Saint-Ouen	C
76086	Bertrimont	C
76087	Berville	C
76088	Berville-sur-Seine	C
76090	Beuzeville-la-Grenier	C
76091	Beuzeville-la-Guéraud	C
76092	Beuzevillette	C
76093	Bézancourt	C
76094	Bierville	C

INSEE	Nom de la commune ( <i>quartier</i> )	Classement
76096	Biville-la-Baignarde	C
76097	Biville-la-Rivière	C
76099	Blacqueville	C
76100	Blainville-Crevon	C
76101	Blangy-sur-Bresle	C
76104	Blosseville	C
76105	Le Bocasse	C
76106	Bois-d'Ennebourg	C
76107	Bois-Guilbert	C
76109	Bois-Hérault	C
76110	Bois-Himont	C
76111	Bois-l'Évêque	C
76112	Le Bois-Robert	C
76113	Boissay	C
76115	Bolleville	C
76117	Bordeaux-Saint-Clair	C
76118	Bornambusc	C
76119	Bosc-Bérenger	C
76120	Bosc-Bordel	C
76121	Bosc-Édeline	C
76123	Bosc-Guérard-Saint-Adrien	C
76124	Bosc-Hyons	C
76125	Bosc-le-Hard	C
76126	Bosc-Mesnil	C
76128	Bosville	C
76129	Boudeville	C
76130	Bouelles	C
76131	La Bouille	C
76132	Bourdainville	C
76133	Le Bourg-Dun	C
76134	Bourville	C
76135	Bouville	C
76136	Brachy	C
76138	Bracquetuit	C
76139	Bradiancourt	C
76140	Brametot	C
76141	Bréauté	C
76142	Brémontier-Merval	C
76143	Bretteville-du-Grand-Caux	C
76144	Bretteville-Saint-Laurent	C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76146	Buchy ( <i>Buchy</i> )	C
76146	Buchy ( <i>Bosc-Roger-sur-Buchy</i> )	C
76146	Buchy ( <i>Estouteville-Écalles</i> )	C
76147	Bully	C
76148	Bures-en-Bray	C
76149	Butot	C
76732	Butot-Vénesville	C
76151	Cailleville	C
76152	Cailly	C
76122	Calengeville	C
76153	Calleville-les-Deux-Églises	C
76154	Campneuseville	C
76155	Canehan	C
76156	Canouville	C
76158	Canville-les-Deux-Églises	C
76160	Carville-la-Folletière	C
76161	Carville-Pot-de-Fer	C
76162	Le Catelier	C
76163	Catenay	C
76166	Le Caule-Sainte-Beuve	C
76167	Cauville-sur-Mer	C
76168	Les Cent-Acres	C
76169	La Cerlangue	C
76170	La Chapelle-du-Bourgay	C
76171	La Chapelle-Saint-Ouen	C
76172	La Chapelle-sur-Dun	C
76173	La Chaussée	C
76174	Cideville	C
76175	Clais	C
76176	Clasville	C
76177	Claville-Motteville	C
76179	Clères	C
76180	Cleuville	C
76181	Cléville	C
76182	Cliponville	C
76183	Colleville	C
76184	Colmesnil-Manneville	C
76185	Compainville	C
76186	Contevelle	C
76187	Contremoulins	C
76188	Cottévrard	C
76189	Crasville-la-Mallet	C
76190	Crasville-la-Rocquefort	C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76191	Cressy	C
76192	Criel-sur-Mer	C
76193	La Crique	C
76194	Criquebeuf-en-Caux	C
76196	Criquetot-l'Esneval	C
76195	Criquetot-le-Mauconduit	C
76197	Criquetot-sur-Longueville	C
76198	Criquetot-sur-Ouville	C
76199	Criquiers	C
76200	Critot	C
76201	Croisy-sur-Andelle	C
76203	Croix-Mare	C
76202	Croixdalle	C
76204	Cropus	C
76205	Crosville-sur-Scie	C
76206	Cuerville	C
76207	Cuerville-sur-Yères	C
76208	Cuy-Saint-Fiacre	C
76209	Dampierre-en-Bray	C
76210	Dampierre-Saint-Nicolas	C
76211	Dancourt	C
76213	Daubeuf-Serville	C
76214	Dénestanville	C
76218	Doudeauville	C
76219	Doudeville	C
76220	Douvrend	C
76221	Drosay	C
76223	Écalles-Alix	C
76224	Écrainville	C
76225	Écretteville-lès-Baons	C
76226	Écretteville-sur-Mer	C
76227	Ectot-l'Auber	C
76228	Ectot-lès-Baons	C
76229	Elbeuf-en-Bray	C
76230	Elbeuf-sur-Andelle	C
76232	Életot	C
76233	Ellecourt	C
76234	Émanville	C
76235	Envermeu	C
76236	Envronville	C
76237	Épinay-sur-Duclair	C
76239	Épretot	C
76240	Épreville	C
76241	Ermenouville	C

INSEE	Nom de la commune ( <i>quartier</i> )	Classement
76242	Ernemont-la-Villette	C
76243	Ernemont-sur-Buchy	C
76244	Esclavelles	C
76245	Eslettes	C
76247	Esteville	C
76249	Étaimpuis	C
76250	Étainhus	C
76251	Étalleville	C
76252	Étalondes	C
76253	Étoutteville	C
76257	Fallencourt	C
76260	Ferrières-en-Bray	C
76261	La Ferté-Saint-Samson	C
76262	Fesques	C
76263	La Feuillie	C
76264	Flamanville	C
76265	Flamets-Frétils	C
76266	Flocques	C
76268	Fongueusemare	C
76269	Fontaine-en-Bray	C
76271	Fontaine-le-Bourg	C
76272	Fontaine-le-Dun	C
76273	Fontaine-sous-Préaux	C
76274	La Fontelaye	C
76275	Fontenay	C
76276	Forges-les-Eaux ( <i>Le Fossé</i> )	C
76278	Foucarmont	C
76279	Foucart	C
76280	Fréauville	C
76282	Freneuse	C
76283	Fresles	C
76284	Fresnay-le-Long	C
76285	Fresne-le-Plan	C
76286	Fresnoy-Folny	C
76287	Fresquiennes	C
76288	Freulleville	C
76290	Frichemesnil	C
76291	Froberville	C
76292	Fry	C
76293	Fultot	C
76294	La Gaillarde	C
76295	Gaillefontaine	C
76297	Gancourt-Saint-Étienne	C



INSEE	Nom de la commune ( <i>quartier</i> )	Classement
76298	Ganzeville	C
76299	Gerponville	C
76300	Gerville	C
76303	Gommerville	C
76304	Gonfreville-Caillet	C
76306	Gonnetot	C
76307	Gonneville-la-Mallet	C
76308	Gonneville-sur-Scie	C
76309	Gonzeville	C
76311	Goupillières	C
76313	Gouy	C
76314	Graimbouville	C
76315	Grainville-la-Teinturière	C
76316	Grainville-sur-Ry	C
76317	Grainville-Ymauville	C
76318	Grand-Camp	C
76320	Grandcourt	C
76321	Les Grandes-Ventes	C
76323	Graval	C
76324	Grèges	C
76325	Grémonville	C
76327	Greuville	C
76328	Grigneuseville	C
76330	Gruchet-Saint-Siméon	C
76331	Grugny	C
76332	Grumesnil	C
76333	Guerville	C
76334	Gueures	C
76335	Gueutteville	C
76336	Gueutteville-les-Grès	C
76338	La Hallotière	
76339	Le Hanouard	C
76340	Harcanville	C
76342	Hattenville	C
76343	Haucourt	C
76344	Haudricourt	C
76345	Haussez	C
76346	Hautot-l'Auvray	C
76347	Hautot-le-Vatois	C
76348	Hautot-Saint-Sulpice	C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76350	Hautot-sur-Seine	C
76352	La Haye	C
76353	Héberville	C
76354	Hénouville	C
76355	Héricourt-en-Caux	C
76356	Hermanville	C
76357	Hermeville	C
76358	Le Héron	C
76359	Héronnelles	C
76360	Heugleville-sur-Scie	C
76361	Heuqueville	C
76362	Heurteauville	C
76363	Hodeng-au-Bosc	C
76364	Hodeng-Hodenger	C
76365	Houdetot	C
76367	Houpeville	C
76368	Houquetot	C
76369	La Houssaye-Béranger	C
76370	Hugleville-en-Caux	C
76371	Les Ifs	C
76372	Illois	C
76373	Imbleville	C
76374	Incheville	C
76375	Ingouville	C
76378	Jumièges	C
76379	Lamberville	C
76380	Lammerville	C
76381	Landes-Vieilles-et-Nouvelles	C
76382	Lanquetot	C
76383	Lestanville	C
76385	Limésy	C
76386	Limpville	C
76387	Lindebeuf	C
76388	Lintot	C
76389	Lintot-les-Bois	C
76390	Les Loges	C
76391	La Londe	C
76392	Londinières	C
76393	Longmesnil	C
76394	Longroy	C
76395	Longueil	C
76396	Longuerue	C
76397	Longueville-sur-Scie	C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76398	Louvetot	C
76399	Lucy	C
76403	Malleville-les-Grès	C
76404	Manéglise	C
76405	Manéhouville	C
76406	Maniquerville	C
76407	Manneville-ès-Plains	C
76408	Manneville-la-Goupil	C
76409	Mannevillette	C
76411	Marques	C
76412	Martainville-Épreville	C
76413	Martigny	C
76414	Martin-Église	C
76415	Massy	C
76416	Mathonville	C
76417	Maucombe	C
76418	Maulévrier-Sainte-Gertrude	C
76419	Mauny	C
76420	Mauquenchy	C
76421	Mélamare	C
76422	Melleville	C
76423	Ménerval	C
76424	Ménonval	C
76425	Mentheville	C
76426	Mésangueville	C
76427	Mesnières-en-Bray	C
76428	Le Mesnil-Durdent	C
76430	Mesnil-Follemprise	C
76431	Le Mesnil-Lieubray	C
76432	Mesnil-Mauger	C
76433	Mesnil-Panneville	C
76434	Mesnil-Raoul	C
76435	Le Mesnil-Réaume	C
76436	Le Mesnil-sous-Jumièges	C
76437	Meulers	C
76438	Millebosc	C
76439	Mirville	C
76440	Molagnies	C
76441	Monchaux-Soreng	C
76442	Monchy-sur-Eu	C
76443	Mont-Cauvaire	C
76445	Montérolier	C

INSEE	Nom de la commune ( <i>quartier</i> )	Classement
76446	Montigny	C
76448	Montmain	C
76449	Montreuil-en-Caux	C
76450	Montroty	C
76453	Morgny-la-Pommeraye	C
76606	Morienne	C
76454	Mortemer	C
76455	Morville-sur-Andelle	C
76456	Motteville	C
76457	Moulineaux	C
76458	Muchedent	C
76459	Nesle-Hodeng	C
76460	Nesle-Normandeuse	C
76463	Neuf-Marché	C
76461	Neufbosc	C
76464	La Neuville-Chant-d'Oisel	C
76465	Neuville-Ferrières	C
76467	Néville	C
76468	Nointot	C
76469	Nolléval	C
76470	Normanville	C
76471	Norville	C
76472	Notre-Dame-d'Aliermont	C
76473	Notre-Dame-de-Bliquetuit	C
76477	Notre-Dame-du-Bec	C
76478	Notre-Dame-du-Parc	C
76479	Nullemont	C
76480	Ocqueville	C
76483	Oherville	C
76485	Omonville	C
76486	Orival	C
76487	Osmoy-Saint-Valery	C
76488	Ouainville	C
76489	Oudalle	C
76490	Ourville-en-Caux	C
76491	Ouville-l'Abbaye	C
76492	Ouville-la-Rivière	C
76493	Paluel	C
76494	Parc-d'Anxtot	C
76618	Petit-Caux ( <i>Assigny</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Auquemesnil</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Belleville-sur-Mer</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Berneval-le-Grand</i> )	C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76618	Petit-Caux ( <i>Biville-sur-Mer</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Bracquemont</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Brunville</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Derchigny-Graincourt</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Glicourt</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Gouchaupre</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Greny</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Guilmécourt</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Intraville</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Penly</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Saint-Martin-en-Campagne</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Saint-Quentin-au-Bosc</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Tocqueville-sur-Eu</i> )	C
76618	Petit-Caux ( <i>Tourville-la-Chapelle</i> )	C
76499	Petiville	C
76500	Pierrecourt	C
76501	Pierrefiques	C
76502	Pierreval	C
76503	Pissy-Pôville	C
76504	Pleine-Sève	C
76505	Pommereux	C
76506	Pommeréval	C
76507	Ponts-et-Marais	C
76476	Port-Jérôme-sur-Seine ( <i>Auberville-la-Campagne</i> )	C
76476	Port-Jérôme-sur-Seine ( <i>Touffreville-la-Cable</i> )	C
76476	Port-Jérôme-sur-Seine ( <i>Triquerville</i> )	C
76508	La Poterie-Cap-d'Antifer	C
76509	Préaux	C
76510	Prétot-Vicquemare	C
76511	Preuseville	C
76512	Puisenval	C
76513	Quevillon	C
76514	Quévreville-la-Poterie	C
76515	Quiberville	C
76516	Quièvre-court	C
76517	Quincampoix	C
76518	Raffetot	C
76519	Rainfreville	C
76520	Réalcamp	C
76521	Rebets	C
76522	La Remuée	C
76523	Rétonval	C
76524	Reuville	C

INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76526	Ricarville-du-Val	C
76527	Richemont	C
76528	Rieux	C
76164	Rives-en-Seine (Saint-Wandrille-Rançon)	C
76164	Rives-en-Seine (Villequier)	C
76529	Riville	C
76530	Robertot	C
76531	Rocquefort	C
76532	Rocquemont	C
76533	Rogerville	C
76534	Rolleville	C
76535	Roncherolles-en-Bray	C
76536	Roncherolles-sur-le-Vivier	C
76537	Ronchois	C
76538	Rosay	C
76541	Roumare	C
76542	Routes	C
76543	Rouville	C
76544	Rouvray-Catillon	C
76546	Royville	C
76547	La Rue-Saint-Pierre	C
76548	Ry	C
76549	Saâne-Saint-Just	C
76550	Sahurs	C
76551	Sainneville	C
76554	Saint-Aignan-sur-Ry	C
76555	Saint-André-sur-Cailly	C
76556	Saint-Antoine-la-Forêt	C
76557	Saint-Arnoult	C
76558	Saint-Aubin-Celloville	C
76559	Saint-Aubin-de-Crétot	C
76560	Saint-Aubin-Épinay	C
76562	Saint-Aubin-le-Cauf	C
76563	Saint-Aubin-Routot	C
76564	Saint-Aubin-sur-Mer	C
76565	Saint-Aubin-sur-Scie	C
76568	Saint-Clair-sur-les-Monts	C
76570	Saint-Crespin	C
76572	Saint-Denis-d'Aclon	C
76573	Saint-Denis-le-Thiboult	C
76574	Saint-Denis-sur-Scie	C
76576	Saint-Eustache-la-Forêt	C
76580	Saint-Georges-sur-Fontaine	C
76582	Saint-Germain-d'Étables	C

INSEE	Nom de la commune ( <i>quartier</i> )	Classement
76581	Saint-Germain-des-Essourts	C
76583	Saint-Germain-sous-Cailly	C
76584	Saint-Germain-sur-Eaulne	C
76585	Saint-Gilles-de-Crétot	C
76586	Saint-Gilles-de-la-Neuville	C
76588	Saint-Hellier	C
76589	Saint-Honoré	C
76590	Saint-Jacques-d'Aliermont	C
76591	Saint-Jacques-sur-Darnétal	C
76592	Saint-Jean-de-Folleville	C
76593	Saint-Jean-de-la-Neuville	C
76594	Saint-Jean-du-Cardonnay	C
76595	Saint-Jouin-Bruneval	C
76596	Saint-Laurent-de-Brèvedent	C
76597	Saint-Laurent-en-Caux	C
76598	Saint-Léger-aux-Bois	C
76600	Saint-Léonard	C
76601	Saint-Lucien	C
76602	Saint-Maclou-de-Folleville	C
76603	Saint-Maclou-la-Brière	C
76604	Saint-Mards	C
76612	Saint-Martin-au-Bosc	C
76611	Saint-Martin-aux-Arbres	C
76613	Saint-Martin-aux-Buneaux	C
76614	Saint-Martin-de-Boscherville	C
76289	Saint-Martin-de-l'If ( <i>Betteville</i> )	C
76289	Saint-Martin-de-l'If ( <i>La Folletière</i> )	C
76289	Saint-Martin-de-l'If ( <i>Fréville</i> )	C
76289	Saint-Martin-de-l'If ( <i>Mont-de-l'If</i> )	C
76615	Saint-Martin-du-Bec	C
76616	Saint-Martin-du-Manoir	C
76617	Saint-Martin-du-Vivier	C
76620	Saint-Martin-l'Hortier	C
76619	Saint-Martin-le-Gaillard	C
76621	Saint-Martin-Osmonville	C
76622	Saint-Maurice-d'Ételan	C
76623	Saint-Michel-d'Halescourt	C
76626	Saint-Nicolas-de-la-Haie	C
76627	Saint-Nicolas-de-la-Taille	C
76628	Saint-Ouen-du-Breuil	C
76629	Saint-Ouen-le-Mauger	C
76630	Saint-Ouen-sous-Bailly	C
76631	Saint-Paër	C
76632	Saint-Pierre-Bénouville	C
76634	Saint-Pierre-de-Manneville	C

INSEE	Nom de la commune ( <i>quartier</i> )	Classement
76636	Saint-Pierre-de-Varengeville	C
76635	Saint-Pierre-des-Jonquières	C
76637	Saint-Pierre-en-Port	C
76638	Saint-Pierre-en-Val	C
76641	Saint-Pierre-le-Vieux	C
76642	Saint-Pierre-le-Viger	C
76644	Saint-Rémy-Boscrocourt	C
76645	Saint-Riquier-en-Rivière	C
76646	Saint-Riquier-ès-Plains	C
76648	Saint-Saëns	C
76649	Saint-Saire	C
76650	Saint-Sauveur-d'Émalleville	C
76651	Saint-Sylvain	C
76652	Saint-Vaast-d'Équieville	C
76653	Saint-Vaast-Dieppedalle	C
76654	Saint-Vaast-du-Val	C
76656	Saint-Victor-l'Abbaye	C
76657	Saint-Vigor-d'Ymonville	C
76658	Saint-Vincent-Cramesnil	C
76553	Sainte-Agathe-d'Aliermont	C
76566	Sainte-Austreberthe	C
76567	Sainte-Beuve-en-Rivière	C
76569	Sainte-Colombe	C
76571	Sainte-Croix-sur-Buchy	C
76577	Sainte-Foy	C
76578	Sainte-Geneviève	C
76587	Sainte-Hélène-Bondeville	C
76608	Sainte-Marguerite-sur-Duclair	C
76605	Sainte-Marguerite-sur-Mer	C
76609	Sainte-Marie-au-Bosc	C
76610	Sainte-Marie-des-Champs	C
76660	Sandouville	C
76662	Sassetot-le-Malgardé	C
76663	Sassetot-le-Mauconduit	C
76664	Sasseville	C
76665	Sauchay	C
76666	Saumont-la-Poterie	C
76667	Sauqueville	C
76668	Saussay	C
76669	Sausseuzemare-en-Caux	C
76670	Senneville-sur-Fécamp	C
76671	Sept-Meules	C



INSEE	Nom de la commune (quartier)	Classement
76672	Serqueux	C
76673	Servaville-Salmonville	C
76674	Sévis	C
76675	Sierville	C
76676	Sigy-en-Bray	C
76677	Smermesnil	C
76678	Sommery	C
76679	Sommesnil	C
76680	Sorquainville	C
76682	Sotteville-sous-le-Val	C
76683	Sotteville-sur-Mer	C
76684	Tancarville	C
76258	Terres-de-Caux (Auzouville-Auberbosc)	C
76258	Terres-de-Caux (Bennetot)	C
76258	Terres-de-Caux (Bermonville)	C
76258	Terres-de-Caux (Ricarville)	C
76258	Terres-de-Caux (Saint-Pierre-Lavis)	C
76258	Terres-de-Caux (Sainte-Marguerite-sur-Fauville)	C
76685	Thérouldeville	C
76686	Theuville-aux-Maillots	C
76688	Thiergeville	C
76689	Thiétreville	C
76690	Thil-Manneville	C
76691	Le Thil-Riberpré	C
76692	Thiouville	C
76693	Le Tilleul	C
76694	Tocqueville-en-Caux	C
76695	Tocqueville-les-Murs	C
76697	Torcy-le-Grand	C
76698	Torcy-le-Petit	C
76699	Le Torp-Mesnil	C
76700	Tôtes	C
76702	Touffreville-la-Corbeline	C
76703	Touffreville-sur-Eu	C
76706	Tourville-les-Ifs	C
76707	Tourville-sur-Arques	C
76708	Toussaint	C
76710	Trémauville	C
76712	La Trinité-du-Mont	C
76714	Les Trois-Pierres	C
76715	Trouville	C
76716	Turretot	C
76717	Val-de-la-Haye	C
76018	Val-de-Saône	C

INSEE	Nom de la commune ( <i>quartier</i> )	Classement
76718	Valliquerville	C
76719	Valmont	C
76720	Varengueville-sur-Mer	C
76721	Varneville-Bretteville	C
76723	Vassonville	C
76724	Vatierville	C
76725	Vattetot-sous-Beaumont	C
76726	Vattetot-sur-Mer	C
76727	Vatteville-la-Rue	C
76728	La Vaupalière	C
76729	Veauville-lès-Baons	C
76730	Veauville-lès-Quelles	C
76731	Vénestanville	C
76733	Ventes-Saint-Rémy	C
76734	Vergetot	C
76735	Veules-les-Roses	C
76736	Veulottes-sur-Mer	C
76737	Vibeuf	C
76738	Vieux-Manoir	C
76739	Vieux-Rouen-sur-Bresle	C
76740	La Vieux-Rue	C
76741	Villainville	C
76743	Villers-Écalles	C
76744	Villers-sous-Foucarmont	C
76745	Villy-sur-Yères	C
76746	Vinnemerville	C
76747	Virville	C
76748	Vittefleur	C
76749	Wanchy-Capval	C
76750	Yainville	C
76751	Yébleron	C
76753	Ymare	C
76754	Yport	C
76755	Ypreville-Biville	C
76756	Yquebeuf	C
76757	Yvecrique	C
76759	Yville-sur-Seine	C

## Chapitre X : Table des figures

Figure 1 : Principe de l'évaluation continue du Sdacr (Modèle de Gilbert 1980) .....	3
Figure 2 : Modèle de Sdacr dynamique .....	4
Figure 3 : Localisation géographique de la Seine-Maritime .....	5
Figure 4 : Géographie du département de la Seine-Maritime .....	6
Figure 5 : Densité de population basée sur les données INSEE (population légale en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2014, avec pour date de référence statistique le 1 <sup>er</sup> janvier 2011).....	8
Figure 6 : Densité de population basée sur les données INSEE (population légale en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2014, avec pour date de référence statistique le 1 <sup>er</sup> janvier 2011) .....	9
Figure 7 : Taux de croissance annuel moyen de la population (données Insee Janvier 2012).....	10
Figure 8 : Structure par âge de la population seino-marine comparée aux autres départements (données INSEE de 2007) .....	10
Figure 9 : Le réseau routier seino-marin de compétence partagée (Source : Conseil départemental de la Seine-Maritime) .....	17
Figure 10 : Le réseau TER de la Haute-Normandie .....	19
Figure 11 : Répartition des bacs de traversée de la Seine.....	21
Figure 12 : Localisation des ponts sur la Seine en Seine-Maritime .....	23
Figure 13 : Grandes infrastructures de transport de la Seine-Maritime (Source : DREAL).....	25
Figure 14 : Les établissements hospitaliers répartis par territoires de santé en Haute-Normandie prévues pour 2016 (Source : Sros 2012-2017) .....	28
Figure 15 - Accessibilité des SMUR en Haute-Normandie (2008) (Source : Sros 2012-2017).....	30
Figure 16 : Les limites des groupements territoriaux du Sdis de la Seine-Maritime après le Sdacr de 2009 .....	36
Figure 17 : Carte de l'organisation actuelle des centres d'incendie et de secours au 1 <sup>er</sup> août 2014.....	40
Figure 18 : Durée moyenne des interventions relevant du secours aux personnes représentée par secteurs de 1 <sup>er</sup> appel des centres d'incendie et de secours.....	42
Figure 19 : Évolution de la classification des communes entre les Sdacr 2009 et le Sdacr 2015 V0.1 .....	52
Figure 20 : La classification des communes de la Seine-Maritime.....	54
Figure 21 : Les nouveaux paramètres de computation des délais .....	55
Figure 22 : Nouveaux critères de computation des délais-Mode d'organisation des Cis.....	56
Figure 23 : Organisation des centres d'incendie et de secours.....	57
Figure 25 : Evolution de la répartition du nombre de centres d'incendie et de secours en fonction de leur organisation.....	60
Figure 26 – Proposition d'organisation et de classification des centres d'incendie et de secours du Sdis 76.....	61
Figure 27 - Les communes non couvertes par le Sdis dans les délais prévus par le Sdacr .....	64
Figure 28 : Communes faisant l'objet de conventions interdépartementales d'assistance mutuelle .....	65
Figure 29 : Identification des dépassements des délais de couverture .....	65
Figure 30 : Communes hors délais .....	66
Figure 31 : Règles d'attribution des engins de lutte contre l'incendie .....	68
Figure 32 : Règle d'attribution des engins de secours d'urgence aux personnes.....	68
Figure 33 : Règles d'attribution des moyens de désincarcération .....	69
Figure 34 : Règles opérationnelles relatives aux véhicules de balisage.....	69
Figure 35 : Règles d'attribution des échelles et bras élévateurs aériens .....	70
Figure 36 : Répartition des moyens incendie.....	71
Figure 37 : Répartition des moyens de secours d'urgence aux personnes (SUAP).....	72
Figure 38 : Répartition des moyens de désincarcération .....	73
Figure 39 : Répartition des moyens aériens .....	74
Figure 40 : Méthode de détermination du POJ .....	75
Figure 41 : Evolution du potentiel opérationnel journalier.....	76
Figure 42 : Objectifs d'évolution des actions du SSSM.....	112
Figure 43 : Chaîne de commandement - Chefs de groupe.....	118
Figure 44: Méthode de définition des limites d'intervention des moyens du Sdis 76 et des impossibles opérationnels .....	122
Figure 45 : Localisation de certains sites liés aux risques en milieux périlleux.....	139
Figure 46 : Localisation des sites liés aux risques nautiques .....	141
Figure 47 : Localisation des sites pouvant nécessiter l'intervention des spécialistes sauvetage et déblaiement.....	143
Figure 48 : Localisation des sites liés aux risques technologiques .....	145

Figure 49 : Démarche de calcul des effectifs de spécialité.....	148
Figure 50 : Chaîne de commandement - Chefs de colonne.....	151
Figure 51 : Chaîne de commandement - Chefs de site.....	152
Figure 52 : Chaîne de commandement - Chef de site départemental .....	153
Figure 53 : Chaîne de commandement - Soutien sanitaire opérationnel.....	154

Projet

## Chapitre XI : Table des tableaux

<i>Tableau 1 : Répartition des emplois par secteur d'activité de la Seine-Maritime vis-à-vis de la France Métropolitaine (Source : INSEE, CLAP) .....</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 2 : Trafic moyen quotidien sur les ponts .....</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 3 : Les établissements publics et privés de la Seine-Maritime (Sros 2012-2017) .....</i>	<i>29</i>
<i>Tableau 4 : Les caractéristiques des groupements territoriaux du Sdis de la Seine-Maritime (situation au 1<sup>er</sup> juin 2016) .....</i>	<i>37</i>
<i>Tableau 5 : Missions des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques .....</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 6 : Evolution du zonage des communes .....</i>	<i>51</i>
<i>Tableau 7 : Caractéristiques territoriales résultant du classement des communes et quartiers .....</i>	<i>53</i>
<i>Tableau 8 : Nouveaux objectifs de couverture .....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 9 : Évolutions cibles du maillage .....</i>	<i>59</i>
<i>Tableau 10 - Analyse des taux de couverture des communes du département en fonction du zonage en période journée semaine .....</i>	<i>62</i>
<i>Tableau 11 - Analyse des taux de couverture des communes du département en fonction du zonage la nuit et la journée en week-end .....</i>	<i>62</i>
<i>Tableau 12 - Comparaison des taux de couverture théoriques du département et des objectifs de couverture .....</i>	<i>62</i>
<i>Tableau 13 - Dotation en moyens adaptés ou adaptables en fonction du mode d'organisation des CIS .....</i>	<i>67</i>
<i>Tableau 14 – Evolution des moyens opérationnels du Sdis 76 dédiés à la couverture des risques courants .....</i>	<i>70</i>
<i>Tableau 15 : Potentiel Opérationnel Journalier au 1<sup>er</sup> juillet 2016 .....</i>	<i>77</i>
<i>Tableau 16 : Effectif opérationnel journalier CTA-CODIS .....</i>	<i>92</i>
<i>Tableau 17 : Projection du potentiel opérationnel journalier cible .....</i>	<i>94</i>
<i>Tableau 18 : Répartition qualitative prévisionnelle des effectifs opérationnels journaliers .....</i>	<i>111</i>
<i>Tableau 19 : Tableau récapitulatif des méthodes d'analyse des risques .....</i>	<i>121</i>
<i>Tableau 20 : Inventaire des risques particuliers de la Seine-Maritime .....</i>	<i>123</i>
<i>Tableau 21 : Groupes départementaux .....</i>	<i>130</i>
<i>Tableau 22 : Tableau récapitulatif des particularités de plongée en Seine-Maritime .....</i>	<i>140</i>
<i>Tableau 23 : Couverture des sites à risques par les équipes spécialisées .....</i>	<i>146</i>
<i>Tableau 24 : Critères de coefficient des effectifs de spécialité .....</i>	<i>148</i>
<i>Tableau 25 : Evolution des spécialistes .....</i>	<i>149</i>

## Chapitre XII : Table des acronymes

Acronyme utilisé	Signification
AST	Astreinte
BEA	Bras élévateur automatique
BSL / BIS	Bateau d'intervention et de sauvetage
CCF	Camion citerne feux de forêt
CCI	Camion citerne d'incendie
CCR	Camion citerne rural
CEAR	Cellule d'assistance respiratoire
CEDA	Cellule dévidoir automobile
CEDGP	Cellule dévidoir grande puissance
CEEM	Cellule émulseur
CEEVEP	Cellule électro ventilation épuisement
CELP	Cellule de lutte contre les pollutions
CEMD	Cellule mobile de décontamination
CESA	Cellule de sauvetage
CESD	Cellule sauvetage déblaiement
CESR	Cellule de secours routier
CMIC	Cellule mobile d'intervention chimique
CMIR	Cellule mobile d'intervention radiologique
Cyno	Cynophile
DA	Dévidoir automobile
DEC	Décontamination
EPSA	Echelle pivotante semi-automatique
FMOGP	Fourgon mousse grande puissance
FPT	Fourgon pompe tonne
FPTGP	Fourgon pompe tonne grande puissance
FPTL	Fourgon pompe tonne léger
FPTSR	Fourgon pompe tonne secours routier
FRT	Fourgon risques technologiques
IBN	Intervention à bord des navires
IMP	Intervention en milieu périlleux
ISP	Infirmier sapeur-pompier
KCRM	Kit "centre de regroupement des moyens"
KIBN	Kit "intervention à bord des navires"
KOXY	Kit "oxygène"
KRAM	Kit "ramassage"

Moyen aérien	Echelles aériennes, bras élévateurs
MPE	Motopompe d'épuisement
MPR	Motopompe remorquable
MPR 120	Motopompe remorquable 120 m <sup>3</sup> /h
MPR 60	Motopompe remorquable 60 m <sup>3</sup> /h
MSP	Médecin sapeur-pompier
RAD	Risques radiologiques
RCH	Risques chimiques
REEP	Remorque éclairage et épuisement
REP	Remorque épuisement
RT	Risques technologiques
SAL	Scaphandrier autonome léger, plongeur
SAV	Sauveteur aquatique (en surface)
SDE	Sauvetage déblaiement
SERV	Servitude
TLD	Tenue légère de décontamination
VATRA	Véhicule atelier transmission
VBS	Véhicule balisage
VGRIMP	Véhicule du Groupe d'intervention en milieu périlleux
VL	Véhicule de liaison
VLB	Véhicule de liaison blanc
VLHR	Véhicule léger hors route
VLOG	Véhicule logistique
VPC	Véhicule poste de commandement
VSAQ	véhicule de secours aquatique
VSAV	Véhicule de secours et d'assistance aux victimes
VSRM	Véhicule de secours routier moyen
VSS	Véhicule de soutien sanitaire
VTP	Véhicule de transport de personnes
VTU	Véhicule tout usage
VTU Pro	Véhicule tout usage option protection
VTUBS	Véhicule tout usage option balisage

N°DCA-2019-060

- Membres  
théoriques : 17  
- Membres en  
exercice : 17  
- Membres  
présents :  
10  
- Pouvoirs :  
5  
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**RAPPORT RELATIF A LA MISE A JOUR  
DU REGLEMENT OPERATIONNEL (RO)**

Le 05 décembre 2019, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE.  
MM. Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL, Nacéra VIEUBLE.  
M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, le Colonel Thierry SENEZ, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Pierre-André DURAND, Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Michel LEJEUNE à Monsieur André GAUTIER,  
Madame Blandine LEFEBVRE à Madame Sophie ALLAIS,  
Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,  
Monsieur Guillaume COUTEY à Madame Pierrette CANU,  
Monsieur Bastien CORITON à Monsieur Jean-Pierre THEVENOT.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT.  
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER – représenté, le Commandant Hervé TESNIERE, le Commandant Samuel PERDRIX, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Lieutenant André GUEROULT.



Vu :

- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1424-1, L.1424-4, R.1424-20-1, R.1424-39, R. 1424-42, R.1424-43,
- la délibération du Conseil d'administration en date du 7 février 2019 portant révision du règlement opérationnel du Sdis 76,
- l'arrêté préfectoral n°19-18 du 8 mars 2019 portant règlement opérationnel du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

\*

\* \*

L'organisation et la distribution des secours dans le département de la Seine-Maritime reposent sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et sur le Règlement opérationnel (Ro).

Le Règlement opérationnel (Ro) du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), référencé V0.6, a été arrêté par Madame la Préfète de la Seine-Maritime le 8 mars 2019.

Il vous est donc proposé de procéder à la révision du Ro concernant les chapitres suivants :

### **Les conventions opérationnelles**

- ***Convention entre le Sdis 76 et les exploitants d'infrastructures autoroutières relatives aux modalités de financement et d'intervention sur les infrastructures.***

Cette convention entre le Sdis 76 et la SAPN a été mise à jour le 8 février 2019. Il convient de modifier la date dans le Ro.

***L'annexe 1 est modifiée en conséquence.***

- ***Convention relative aux évacuations d'urgence de victimes dans le prolongement d'un Dispositif Prévisionnel de Secours (DPS)***

Une convention entre le l'ADPC76, le Sdis 76 et les établissements hospitaliers de Le Havre et de Rouen, ayant pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles l'association apporte son concours aux missions de secours d'urgence aux personnes dans le prolongement des DPS a été signée le 6 septembre 2019. Elle s'ajoute à quatre autres conventions du même type signées avec d'autres associations agréées de sécurité civile.

***L'annexe 1 est modifiée en conséquence.***

### **Les potentiels opérationnels journaliers (POJ)**

- ***Cis Dieppe***

Actuellement,

- le Ro prévoit :
- 15 sapeurs-pompiers en position de garde en jour-semaine dont 3 SPV.
- 12 sapeurs-pompiers en position de garde en jour samedi et dimanche dont 3 SPV.
- 12 sapeurs-pompiers en position de garde en nuit dont 3 SPV.

Début 2019, une étude sur la couverture opérationnelle du nord-est du département et plus spécifiquement de Dieppe a été réalisée par le service. Cette étude a mis en évidence notamment que le Cis Dieppe :

- est isolé de toute recouverture par un ou plusieurs autres centres disposant d'une garde de 24h/24h. A la différence des centres des agglomérations elbeuvienne, rouennaise et havraise, et est uniquement recouvert par des Cis SPV.
- doit dans son effectif de garde, disposer de 3 sapeurs-pompiers volontaires dont la disponibilité en jours semaine, voire en jours week-end, n'est pas toujours assurée.
- est le seul centre du département à cumuler autant de spécialités (risque chimique, risque radioactif, sauvetage aquatique, sauvetage subaquatique, interventions en milieu périlleux). En effet, en tant que seul Cis du Groupement Est disposant d'une garde 24h/24h à dominant SPP, il ne peut être transférer une ou plusieurs spécialités sur une autre unité mixte du secteur.

Il convient ainsi d'augmenter le POJ du Cis Dieppe, comme suit :

- 15 sapeurs-pompiers professionnels en position de garde en jour-semaine.
- 15 sapeurs-pompiers en position de garde en jour samedi et dimanche dont 3 SPV.
- 15 sapeurs-pompiers en position de garde en nuit dont 3 SPV.

De plus, afin d'alléger la contrainte en termes de spécialités et suite à une période d'expérimentation menée depuis juin 2019, les POJ de certaines spécialités sont modifiés comme suit :

- 2 sauveteurs GRIMP (IMP2) et 0 chef d'unité GRIMP (IMP3) (au lieu de 2 IMP2 et 1 IMP3).
- Aucun chef d'unité GRIMP (IMP 3) qualifié Sauveteur hélicopté (au lieu de 1).
- Aucun plongeur (au lieu de 1 plongeur SAL1 et 1 plongeur Chef d'Unité SAL 2).

Les objectifs en matière de spécialistes RCH, RAD et SAV ne sont pas modifiés.

Nota :

Les personnels du Cis Dieppe détenteurs de la spécialité IMP3 et inscrits sur liste opérationnelle sont conservés dans le niveau de spécialité afin d'animer l'équipe spécialisée au sein du centre, encadrer les FMPPA et participer à la couverture opérationnelle du secteur ou dans le cadre d'une réponse de bassin.

De même, les personnels du Cis Dieppe détenteurs de la spécialité SAL et inscrits sur liste opérationnelle sont conservés dans le niveau de spécialité afin de participer à la couverture opérationnelle du secteur ou dans le cadre d'une réponse de bassin.

***Sont donc modifiées les pages 4 et 17 de l'annexe 6 ainsi que les pages 14 et 19 de l'annexe 10.***

### **Règlement de doctrine du CTA-CODIS**

#### ***- L'officier de santé :***

La présence d'un officier de santé au CTA-CODIS, conseiller technique de l'officier superviseur, est expérimentée depuis plusieurs mois les après-midi en jours ouvrés afin de :

- conseiller les opérateurs du CTA-CODIS concernant les missions SUAP et assurer le soutien sanitaire au profit des personnels sapeurs-pompiers engagés sur intervention,
- apporter son concours à la gestion de tout accident de sapeur-pompier,
- assurer le lien avec les cadres de permanence au SAMU A et B, le Médecin d'Astreinte Départemental (MAD) sapeur-pompier et l'officier de santé de terrain.

Le bénéfice observé de sa présence au CTA-CODIS permet de clôturer la phase d'expérimentation et d'instituer sa présence sur la plage de 8h à 20h les jours ouvrés.

***Est donc mise à jour l'annexe 12.***

### **Les départs type**

Les compétences requises pour l'engagement d'un VTU dans le cadre des Assistances à Personne ne Répondant pas aux Appels (APRA) ont été modifiées le 6 juillet 2018 afin que tous les agents soient titulaires du module Opérations Diverses (capacité à mettre en œuvre le LSPCC, une échelle à coulisse, à crochets,...).

Le départ a priori doit donc être modifié pour prendre en compte cette évolution : Remplacement du « VTUSUAP » par « MOD » dont les compétences associées sont plus larges.

***Est donc modifiée l'annexe 15.***

### **Table des acronymes**

Une correction est apportée à l'un des acronymes.

***L'annexe n° 17 est modifiée en conséquence.***

\*  
\* \*

Les mises à jour présentées ci-dessus, seront intégrées dans la version référencée « V0.7 » du Règlement opérationnel du Sdis 76.

L'adoption de la mise à jour du Ro (version V0.7) conduira à abroger la version antérieure V0.6 ainsi que les délibérations et les actes en découlant.

\*  
\* \*

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, les avis suivants sont recueillis :

- le comité technique du Sdis a émis pour le collège des représentants de l'administration un avis favorable à l'unanimité et pour le collège des représentants du personnel un avis favorable à la majorité lors de sa séance du 10 octobre 2019,
- le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires a rendu un avis favorable à l'unanimité lors de sa séance du 14 novembre 2019,
- la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours a rendu un avis lors de sa séance du 03 décembre 2019.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191205-DCA-2019-060-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/12/2019

Affichage : 10/12/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Règlement opérationnel départemental

# ANNEXE 1

Les conventions opérationnelles

Projet



# REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL


Les conventions opérationnelles

Annexe n°1


1/6

V0.7

Convention		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Domaine				
Secours d'urgence aux personnes	SAMU(s)	Convention relative au rôle du SAMU, du Sdis 76 et des ambulanciers dans l'aide médicale urgente	La convention précise les missions et les compétences de chaque acteur. Elle définit également les relations entre les différents partenaires en matière de régulation des appels, d'engagement des moyens et de conduite de l'intervention.	23/05/2007
	Groupement hospitalier du Havre et Centre Hospitalier de Rouen	Conventions entre le Sdis 76 et d'une part le GHH et d'autre part le CHU de Rouen relatives aux carences constatées de transporteurs sanitaires privés	Les conventions précises les modalités de dénombrement des transferts sanitaires réalisées par les moyens du SDIS 76 dans le cadre de l'impossibilité des transporteurs privés à réaliser leur mission, ainsi que les modalités financières de cette prise en charge.	26/11/2014
	CHU de Rouen	Convention entre le Sdis 76 et le CHU de Rouen pour l'implantation et le fonctionnement d'une garde d'infirmier sapeurs-pompiers au CIS Forges les Eaux.	La convention précise les compétences et les modalités d'organisation, d'engagement de l'infirmier de garde, ainsi que les dispositions particulières relatives aux contributions financières.	10/03/2010
		Convention quadripartite entre le Sdis 76, la ville d'Eu et les CH de Dieppe et d'Eu définissant les formalités et les charges à supporter suite à la mise à disposition de personnel dans le cadre du fonctionnement de l'antenne SMUR de Dieppe à Eu.	La convention prévoit que le véhicule du SMUR (VML) de Dieppe affecté à Eu est conduit par un sapeur-pompier de garde.	10/03/2000
	ARS	Convention multipartite visant à l'organisation, dans chaque territoire de santé de la Région Haute-Normandie, d'un dispositif de réponse aux urgences psychiatriques.	L'objectif de cette convention est d'apporter des réponses aux difficultés rencontrées dans l'organisation de l'admission en soins psychiatriques sans consentement de la victime, tout en apportant la garantie d'une prise en charge dans un cadre légal.	23/08/2018
	Croix-Rouge Française Association des Dispositifs de Premiers Secours de l'Estuaire Comité Départemental de la Seine-Maritime de la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme Comité Départemental des Secouristes Français Croix Blanche de Seine-Maritime Association Départementale de Protection Civile de Seine Maritime	Convention relative aux évacuations d'urgence de victimes dans le prolongement d'un Dispositif Prévisionnel de Secours (DPS)	La convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles l'association apporte son concours aux missions de secours d'urgence aux personnes dans le prolongement des DPS	06/12/2016
				23/12/2016
				31/01/2017
				20/07/2017
				06/09/2019


	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Les conventions opérationnelles	<b>Annexe n°1</b>
		2/6
		<b>V0.7</b>

Convention		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Domaine				
Environnement Maritime et Nautique	<b>Bacs</b>	Convention établie entre le Sdis 76 et le Conseil Départemental et définissant les conditions d'utilisation des bacs départementaux lors de la traversée des secours	Le document précise les règles d'embarquement des moyens de secours en fonction de la localisation et de la manœuvre du bac	09/11/2004
	<b>BOLUDA</b>	Convention tripartite entre le Sdis 76, le Grand Port Maritime du Havre (GPMH) et la société BOLUDA relative à la mise en œuvre de moyens nautiques pour la défense incendie des ports du Havre et d'Antifer.	La convention prévoit le maintien à disposition de deux remorqueurs à la norme "FIFI One" dont un avec un débit minimal de 300 m³/h. Les moyens sont mobilisables dans un délai de 15 min.	18/02/2013
	<b>CROSS JOBOURG</b>	Convention cadre pluripartite relative aux contributions du Sdis 76 aux opérations de recherches et de sauvetage en mer sur le secteur de compétence du CROSS JOBOURG.	La convention définit les modalités d'échange d'informations ainsi que la participation éventuelle des moyens du SDIS 76 aux opérations de secours sur la façade littorale.	11/05/2014
	<b>CROSS GRIS NEZ</b>	Convention cadre pluripartite relative aux contributions du Sdis 76 aux opérations de recherches et de sauvetage en mer sur le secteur de compétence du CROSS GRIS NEZ.	La convention définit les modalités d'échange d'informations ainsi que la participation éventuelle des moyens du SDIS 76 aux opérations de secours sur la façade littorale.	11/05/2014
	<b>SNSM</b>	Convention établie entre le Sdis 76 et la SNSM relative au partenariat de prestation d'appui opérationnel dans le respect et limites de la convention Sdis76/CROSS	La convention définit et précise les modalités pratiques et opérationnelles relatives à l'engagement des personnels sapeurs-pompiers à bord de vedettes SNSM, les obligations d'exercices communs pour garantir une performance opérationnelle et le volet financier associé.	22/09/2016
	<b>GPMH</b>	Convention relative à la participation du GPMH au financement d'équipement et de fonctionnement des moyens de lutte contre les incendies et les pollutions.	Participation à l'entretien des véhicules du CIS Le Havre Sud, approvisionnement des remorqueurs en émulseur, formation des personnels à l'intervention à bord des navires.	09/01/2013
		Convention relative au financement des frais de personnels et d'entretien des locaux.	Prise en charge du financement de 16 postes de sapeurs-pompiers professionnels affectés au centre de secours de Le Havre Sud.	14/12/2000


	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Les conventions opérationnelles		<b>Annexe n°1</b>
			3/6
			<b>V0.7</b>

Convention		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Domaine				
Infrastructures Routières	<b>Autoroutes SANEF / SAPN / ALBEA</b>	Convention entre le Sdis 76 et les exploitants d'infrastructures autoroutières relatives aux modalités de financement et d'intervention sur les infrastructures.	Les présentes conventions précisent les modalités, la nature et les durées d'intervention prisent en compte pour la prise en charge financière des interventions sur les infrastructures autoroutières.	SANEF 06/04/2006 SAPN 08/02/2019 ALBEA 21/01/2015
	<b>DIRNO</b>	Protocole entre la DIR Nord-Ouest et les services de secours, pour les interventions courantes sur le réseau routier national non concédé, en dehors du déclenchement d'un plan de secours.	Le protocole précise le rôle et les missions des différents intervenants. Il précise également l'emplacement des moyens des différents services en fonction de la chronologie de présentation sur les lieux du sinistre.	02/2002
	<b>Ponts</b>	Convention opérationnelle entre le Sdis 76 et le Sdis 14 relatives aux interventions sur le pont de Normandie	La convention permet de définir les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime et du Calvados, sur le pont ou sur ses accès, en dehors des dispositions particulières de la planification ORSEC NOVI ou du PPI.	13/02/1995




	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Les conventions opérationnelles	<b>Annexe n°1</b>
		4/6
		V0.7

Convention		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Domaine				
Risques Technologiques et Industriels	<b>GDF / GrDF</b>	Convention départementale prise en application de la convention nationale établie entre l'Etat et les opérateurs "gaz naturel".	Cette convention décline au plan opérationnel les principes de la convention nationale sur la coordination des interventions impliquant un réseau de gaz naturel, la mise en œuvre des mesures de sécurité, l'organisation de la formation des différents intervenants ainsi que le partage des retours d'expérience.	22/04/2014
	<b>Distributeurs gaz propane</b>	Conventions d'organisation et de moyen établie entre le Sdis 76 et les opérateurs Primagaz et Totalgaz en cas d'évènement sur un réseau de distribution de gaz propane.	Ces conventions définissent les rôles des différents intervenants lors d'intervention sur les réseaux de distribution de gaz propane, afin de faciliter les mises en sécurité soit conjointement, soit de l'une ou l'autre partie.	Primagaz 02/03/2009
				Totalgaz 26/05/2011
	<b>CNPE de Paluel et Penly</b>	Convention tripartite de partenariat entre le Sdis 76 et les centres nucléaires de production d'électricité de Paluel et Penly.	La convention précise les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers dans l'enceinte des CNPE, en cohérence avec les plans d'urgence.	01/04/2015
		Convention de partenariat entre le Sdis 76 et les CNPE de Paluel et Penly pour la mise à disposition d'officiers de sapeurs-pompiers professionnels.	La convention précise la qualification des officiers de sapeurs-pompiers mis à disposition ainsi que le périmètre de leur prorogative en terme d'interface opérationnelle et développement de la connaissance de l'environnement des CNPE.	Penly 13/04/2017
		Convention de partenariat entre le Sdis 76 et les CNPE de Paluel et Penly pour la mise à disposition d'équipement hydraulique grande puissance.	La convention précise les conditions et les modalités de la mise à disposition par chaque CNPE, Paluel et Penly, au profit du Sdis76 d'un module hydraulique grande puissance.	Paluel 24/09/2018
	<b>INSA</b>	Convention cadre de partenariat d'analyse et de formation entre le Sdis 76 et l'Institut National de Sciences Appliquées (INSA)	La convention précise les modalités de mises à disposition de moyens afin de réaliser des analyses lors d'incidents technologiques. En contrepartie, le Sdis 76 assure la formation des étudiants de l'INSA dans le domaine de la culture de sécurité civile.	26/11/2010
	<b>ATMO NORMANDIE</b>	Convention de partenariat pour le prélèvement et l'analyse d'échantillons d'air ambiant lors de situations incidentelles ou accidentelles	La convention précise les modalités de mise à disposition du sdis de canisters, d'analyse chimique d'échantillons, de fourniture de retours d'expérience sur les bonnes pratiques et les évolutions technologiques en matière de prélèvement et d'analyse.	29/09/2017
	<b>RCU - ZIP - ORMES</b>	Convention pluripartite de recherche et de développement entre le Sdis 76, la CODAH, l'ORMES, la CCI et Air Normand	L'objectif de cette convention est l'expérimentation, la recherche et le développement de solutions améliorant la réponse collective aux situations d'urgence pouvant survenir sur la zone industrialoportuaire du Havre dans le cadre d'un accident technologique ou industriel.	14/02/2014

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Les conventions opérationnelles	<b>Annexe n°1</b>
		5/6
		V0.7

Convention		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Domaine				
Etat et Collectivités Territoriales	Conventions Inter - départ <sup>ale</sup>  Sdis 27 / 60 / 80	Convention bipartite entre le Sdis 76 d'une part et les Sdis de la Somme, de l'Eure, et de l'Oise, d'autre part.	Ces conventions, établies en application de l'article R.1424-47 du CGCT, fixent les conditions d'assistance mutuelle entre deux départements limitrophes, dans le domaine de la distribution des secours, de la prévention et de la prévision.	CIAM 27 27/08/2015
				CIAM 60 11/07/2016
				CIAM 80 11/07/2016
	Douanes	Convention entre le Sdis 76 et la division garde-côtes de la Manche - Mer du Nord.	L'objectif de cette convention est de préciser les conditions de participation aux entraînements et aux missions non-opérationnelles des spécialistes subaquatiques ainsi que l'engagement opérationnel des spécialistes hélicoptés (plongeur et GRIMP).	17/09/2001
	SDIS - Etat	Convention entre l'Etat, Ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration	La présente convention porte sur les modalités de mise à disposition, sur proposition du préfet de la zone de défense Ouest, de moyens de décontamination mobile du SDIS 76, en cas d'acte malveillant ou d'accident technologique mettant en cause des matières dangereuses.	09/12/2011
		Protocole de coordination opérationnelle, de prévention et de lutte contre les agressions visant les sapeurs-pompiers, entre la préfète de la Seine-Maritime, les Parquets du ressort de la Seine-Maritime, le Sdis76, la Direction Départementale de la Sécurité Publique et le Groupement de Gendarmerie Départementale de la Seine-Maritime	L'objectif de ce protocole est d'améliorer la coordination opérationnelle et fonctionnelle entre les différents services. Il traite notamment : * Des procédures visant à prévenir les agressions de sapeurs-pompiers, faciliter les dépôts de plainte et la constitution de partie civile, favoriser l'identification des auteurs. * Des cas d'ivresse sur la voie publique, d'admission en soins psychiatriques sans consentement, de prise en charge de personnes porteuses de bracelet électronique, d'intervention de secours consécutives d'actes criminels ou délinquants,...). * D'autres situations nécessitant leur intervention conjointe (Echanges d'informations, périmètres de sécurité, ...)	25/09/2018

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Les conventions opérationnelles	<b>Annexe n°1</b>
		6/6
		<b>V0.7</b>

Convention Domaine		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
<b>Autres</b>	<b>Association VISOV</b>	Convention entre le Sdis 76 et l'association « Volontaires internationaux en soutien virtuel (VISOV) »	La présente convention précise les conditions dans lesquelles les bénévoles de l'association apportent leur aide à la gestion de crise (remontée d'informations issue des médias sociaux, diffusion d'informations/conseils aux populations via les médias sociaux,...)	15/03/2016

Projet

Règlement opérationnel départemental

# ANNEXE 6

Potentiels opérationnels journaliers

Projet




## Annexe n°6


1/20

V0.7

[illegible]


 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020	<b>Annexe n°6</b>
		2/20
		V0.7

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Bailly-en-Rivière	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Barentin	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Blangy-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Bolbec	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Bosc-le-Hard	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020		Annexe n°6
			3/20
			V0.7

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Buchy	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Cailly	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canteleu	Lundi au Vendredi	12	9	3	4 (a)	9	9	6	3	3	4 (a)	4 (a)
	Samedi	9	6	3	4 (a)	9	9	6	3	3	4 (a)	4 (a)
	Dimanche	9	6	3	4 (a)	9	9	6	3	3	4 (a)	4 (a)
Cany-Barville	Lundi au Vendredi	9	2	7	3	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Caucriauville	Lundi au Vendredi	15	15	0	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Samedi	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Dimanche	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)

(a) Astreinte de recouvrement

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020		Annexe n°6
			4/20
			V0.7

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Caudebec-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Criel-sur-Mer	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Criqueotot-l'Esneval	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Deville-lès-Rouen	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dieppe	Lundi au Vendredi	15	15	0	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Samedi	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Dimanche	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)

(a) Astreinte de recouvrement





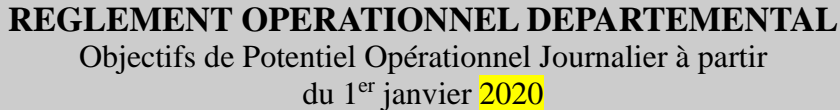
# **REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL** Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020

Annexe n°6

5/20

V0.7

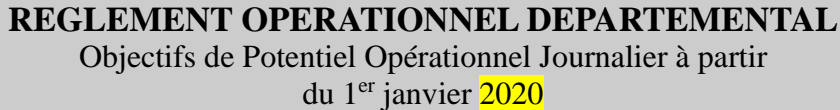
79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Doudeville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Duclair	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Elbeuf	Lundi au Vendredi	15	12	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Samedi	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
	Dimanche	12	9	3	3	12	12	9	3	3	3	3
Envermeu	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Etretat	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7



6/20

V0.7

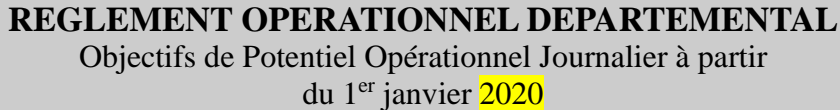
[illegible]



7/20

V0.7


[illegible]



8/20


V0.7

[illegible]

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020		<b>Annexe n°6</b>
			9/20
			V0.7


79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Grancourt	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Grand-Quevilly	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Notre-Dame-de-Gravenchon	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Les Grandes-Ventes	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Le Havre-Nord	Lundi au Vendredi	15	15	0	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Samedi	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Dimanche	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)

(a) Astreinte de recouvrement

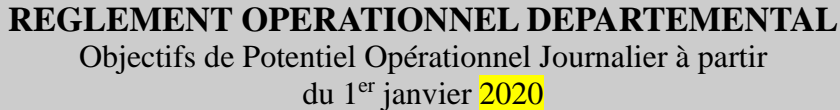
 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020		Annexe n°6
			10/20
			V0.7

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde							
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV	
Le Havre-Sud	Lundi au Vendredi	15	15	0	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)	
	Samedi	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)	
	Dimanche	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)	
Héricourt-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Incheville	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Lillebonne	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
Londinières	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7	
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7	

(a) Astreinte de recouvrement

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020		<b>Annexe n°6</b>
			11/20
			V0.7

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Longueville-sur-Scie	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Luneray	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
La Mailleraye-sur-Seine	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Malaunay	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Montivilliers	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9




12/20


V0.7

[illegible]




 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020	<b>Annexe n°6</b>
		13/20
		V0.7


79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Saint-Romain-de-Colbosc	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Rouen-Sud	Lundi au Vendredi	24	21	3	0	21	21	18	3	3	0	0
	Samedi	21	18	3	0	21	21	18	3	3	0	0
	Dimanche	21	18	3	0	21	21	18	3	3	0	0
Saint-Aubin-lès-Elbeuf	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Servaville-Salmonville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Saint-Martin-de-Boscherville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020	<b>Annexe n°6</b>
		14/20
		V0.7


79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Saint-Nicolas-d'Aliermont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Sotteville-lès-Rouen	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	6	6
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Saint-Saëns	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Saint-Laurent-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Valery-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020		<b>Annexe n°6</b>
			15/20
			V0.7


79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Tôtes	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Le Trait	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Saint-Vaast-d'Equiqueville	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Valmont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Veules-les-Roses	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020	<b>Annexe n°6</b>
		16/20
		V0.7

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures	SPV	SPV
Vieux-Rouen-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Yerville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Yport	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yvetot	Lundi au Vendredi	9	5	4	6	0	0	0	0	0	12	9
	Samedi	6	0	6	3	0	0	0	0	0	12	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020		<b>Annexe n°6</b>
			17/20
			V0.7

	POJ JOUR			POJ début de nuit			POJ fin de nuit		
	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total
<b>Lundi au vendredi</b>	231	277	508	141	373	514	132	370	502
<b>Samedi</b>	153	355	508	141	373	514	132	370	502
<b>Dimanche</b>	132	370	502	141	370	502	132	370	502

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020	Annexe n°6
		18/20
		V0.7


### Répartition qualitative des potentiels opérationnels journaliers

POJ	Départs	CA TE	CA 1E	Chef d'équipe	Conducteur PL	Equipier
3	1 sortie "SUAP"	0	1	0	0	2
4	1 sortie « Incendie adaptable »	1	0	1	1	1
6	1 sortie "Incendie"	1	1	2	1	1
7	1 sortie « SUAP » + 1 sortie « Incendie adaptable »	1	1	2	1	2
9	1 sortie combinée « Incendie + SUAP »	1	2	2	1	3
12	2 sorties « Incendie » ou 2 sorties « SUAP » + 1 sortie « Incendie »	2	2	4	2	2
15	2 sorties « Incendie » + 1 sortie « SUAP »	2	2	4	2	5
18	2 sorties « Incendie » + 2 sorties « SUAP »	2	3	4	2	7
21	3 sorties « Incendie » + 1 sortie « SUAP »	3	3	6	3	6
24	3 sorties « Incendie » + 2 sorties « SUAP »	3	4	6	3	8
27	3 sorties « Incendie » + 3 sorties « SUAP »	3	5	6	4	9
30	4 sorties « Incendie » + 2 sorties « SUAP »	4	5	8	4	9

CA TE : Chef d'agrès tout engin


CA 1E : Chef d'agrès une équipe

Nota : les données de ce tableau sont des minimums qui peuvent être adaptés en fonction de l'armement des Cis

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020	<b>Annexe n°6</b>
		19/20
		V0.7

## Effectif opérationnel journalier CTA-CODIS

<b>LUNDI - MARDI</b>					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	1	1	
Opérateurs - chef opérateurs	5	8	9	6	
Opérateurs PATS	3	3			
<b>EOJ CTA - CODIS</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	
<b>MERCREDI - JEUDI</b>					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	1	1	
Opérateurs - chef opérateurs	6	8	8	6	
Opérateurs PATS	2	3	1		
<b>EOJ CTA - CODIS</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	
<b>VENDREDI</b>					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	2	2	
Opérateurs - chef opérateurs	6	9	10	7	
Opérateurs PATS	2	3	1		
<b>EOJ CTA - CODIS</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020	<b>Annexe n°6</b>
		20/20
		V0.7

<b>SAMEDI</b>					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	2	2	
Opérateurs - chef opérateurs	6	9	10	7	
Opérateurs PATS	2	3	1		
<b>EOJ CTA - CODIS</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	
<b>DIMANCHE</b>					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	1	2	
Opérateurs - chef opérateurs	7	8	7	5	
<b>EOJ CTA - CODIS</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	




Règlement opérationnel départemental

# ANNEXE 10

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et  
unités opérationnelles spécifiques


Projet

 <p><b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b></p>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>		<b>Annexe n°10</b>
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques		1/50
			<b>V0.7</b>

# REGLEMENT DE DOCTRINE




## EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES SPECIFIQUES


	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		2/50
		<b>V0.7</b>

## Table des matières


<b>PREAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1 - ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 2 - OFFICIER COORDINATEUR DES EQUIPES SPECIALISEES ET DES UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 - LES CONSEILLERS TECHNIQUES DEPARTEMENTAUX- CTD.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 - LES CHEFS DE CIS DOTES D'UNE EQUIPE SPECIALISEE ET OU D'UNE UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 5 - LES CORRESPONDANTS CIS DE SPECIALITE OU DE L'UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 - LES CIS REFERENTS DE SPECIALITE OU DE L'UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 - LES RESSOURCES HUMAINES DE BASSIN .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8 - ACCES A UNE SPECIALITE OU UNE UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE ET CESSATION D'ACTIVITE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 - LES LISTES D'APTITUDE OPERATIONNELLE : .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 - LE PLAN DE FORMATION PLURIANNUEL .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11 - LES INVENTAIRES ET LE SUIVI DES MATERIELS.....</b>	<b>11</b>
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN INTERVENTION EN MILIEU PERILLEUX.....</b>	<b>12</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	12
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	13
<i>Documents cadres .....</i>	<i>13</i>
<i>Guide National de référence « GRIMP » .....</i>	<i>13</i>
<i>Règlement opérationnel.....</i>	<i>13</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	14
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	14
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ Cis Référents.....</i>	<i>14</i>
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES .....	15
<i>Organisation de bassin.....</i>	<i>15</i>
<i>Equipements individuels.....</i>	<i>15</i>
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	15
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN PLONGEE SUBAQUATIQUE .....</b>	<b>16</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	16
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	16
<i>Documents cadres .....</i>	<i>16</i>
<i>Le REAC « Interventions, Secours et Sécurité en Milieu Aquatique et Hyperbare » .....</i>	<i>17</i>
<i>Les FMPA.....</i>	<i>17</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	18
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	18

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		3/50
		<b>V0.7</b>

<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les Cis référents.....</i>	<i>18</i>
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES .....	19
<i>Organisation de bassin.....</i>	<i>19</i>
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	19
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN SAUVETAGE AQUATIQUE.....</b>	<b>20</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	20
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	20
<i>Documents cadres .....</i>	<i>20</i>
<i>Le GNR « Sauvetage Aquatique » .....</i>	<i>21</i>
<i>La FMPA.....</i>	<i>21</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	22
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	22
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les Cis référents.....</i>	<i>22</i>
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES .....	23
<i>Organisation de bassin.....</i>	<i>23</i>
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	23
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN SAUVETEURS-DEBLAYEURS.....</b>	<b>24</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	24
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	24
<i>Documents cadres .....</i>	<i>24</i>
<i>Guide National de référence « SDE » .....</i>	<i>25</i>
<i>LA FMPA .....</i>	<i>25</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	26
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	26
OBJECTIF ANTICIPE DE PLANIFICATION EOJ/POJ CIS REFERENTS .....	26
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES .....	27
<i>Organisation de bassin.....</i>	<i>27</i>
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	27
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES .....</b>	<b>28</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	28
<i>Cas des risques technologiques.....</i>	<i>28</i>
<i>Cas de la menace.....</i>	<i>29</i>
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	29
<i>Documents cadres .....</i>	<i>29</i>
<i>Guide National de référence « risques chimiques et biologique » .....</i>	<i>29</i>
<i>La FMPA.....</i>	<i>30</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	30
<i>Cas des risques chimiques et biologiques .....</i>	<i>30</i>
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	31
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ.....</i>	<i>31</i>
<i>Autres ressources complémentaires .....</i>	<i>32</i>
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	32
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN RISQUE RADIOLOGIQUE .....</b>	<b>33</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	33

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		4/50
		<b>V0.7</b>

<i>Cas des risques technologiques.....</i>	<i>33</i>
<i>Cas de la menace.....</i>	<i>34</i>
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	34
<i>Documents cadres .....</i>	<i>34</i>
<i>Guide National de référence « risque radiologique » .....</i>	<i>34</i>
<i>La FMPA.....</i>	<i>35</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	35
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	36
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ.....</i>	<i>36</i>
<i>Autres ressources complémentaires .....</i>	<i>36</i>
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	37
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN UNITE DE DECONTAMINATION NRBC ..38</b>	
LOCALISATION DES RISQUES .....	38
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	39
<i>Documents cadres .....</i>	<i>39</i>
<i>Référentiel Emplois activités et compétences.....</i>	<i>39</i>
<i>Règlement opérationnel.....</i>	<i>39</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	40
<i>Objectifs de couverture opérationnelle Menace NRBC et décontamination.....</i>	<i>40</i>
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	41
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ.....</i>	<i>41</i>
<i>Autres ressources complémentaires .....</i>	<i>41</i>
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	42
<b>INTERVENTIONS A BORD DES NAVIRES ET DES BATEAUX.....43</b>	
LOCALISATION DES RISQUES .....	43
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	44
<i>Documents cadres .....</i>	<i>44</i>
<i>Référentiel emplois activités et compétences.....</i>	<i>44</i>
<i>Guide de doctrine opérationnelle.....</i>	<i>45</i>
<i>La FMPA.....</i>	<i>45</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	46
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	46
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN « EXPLORATION DE LONGUE DUREE »..47</b>	
LOCALISATION DES RISQUES .....	47
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	48
<i>Documents cadres .....</i>	<i>48</i>
<i>Guide national de référence, Référentiel emplois activités et compétences.....</i>	<i>48</i>
<i>La FMPA.....</i>	<i>49</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	50
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	50
<i>Autres ressources complémentaires .....</i>	<i>50</i>

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		5/50
		<b>V0.7</b>

## Préambule

Afin de répondre à la couverture de certains risques particuliers, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime dispose de compétences et de moyens spécialisés et spécifiques qui se déclinent ainsi :

- le risque aquatique
  - l'équipe spécialisée « sauvetage aquatique de surface », nommée SAV,
  - l'équipe spécialisée « secours subaquatique », nommée SAL.
- le risque milieu périlleux
  - l'équipe spécialisée « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux » nommée GRIMP,
  - l'équipe spécialisée « sauvetage-déblaiement » nommée SDE,
  - l'équipe spécialisée « intervention à bord des navires et des bateaux » nommée IBNB,
  - l'unité opérationnelle spécifique « exploration de longue durée » nommée ELD.
- le risque nucléaire-radiologique-biologique-chimique
  - l'équipe spécialisée « risques chimiques et biologiques » nommée RCH,
  - l'équipe spécialisée « risque radiologique » nommée RAD,
  - l'unité opérationnelle spécifique « décontamination » nommée DEC.


L'organisation de chacune de ces équipes ou unités relève d'un référentiel « réglementaire » national, qui prend la forme de guides nationaux de référence (GNR) ou de référentiels emplois, activités et compétences (Reac).

Au-delà de ces bases, l'organisation départementale s'inscrit dans le cadre du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et se décline selon le présent Règlement opérationnel (Ro).

Au-delà des particularités de chaque entité, le présent règlement a pour objet de structurer l'organisation de chaque équipe ou unité selon un modèle unique permettant une homogénéité et une cohérence inter-équipes.

Les ressources présentées ici sont renforcées par les ressources issues de la chaîne de commandement, telles que décrites dans l'annexe dédiée.



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		6/50
		V0.7

### **Article 1 - Organisation générale**

Le groupement opérations-prévision coordonne l'activité des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques.

Chaque entité est plus spécialement dirigée par un conseiller technique départemental, dénommé CTD (suivi de l'acronyme de la spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique) ou un référent départemental.

Ce conseiller technique s'appuie sur différentes ressources humaines réparties dans les différents Cis au sein desquels évoluent les personnels de chaque entité.

A ce titre, les chefs des centres d'incendie et de secours restent garant de la réponse opérationnelle inhérente à ses effectifs assurant ces missions spécialisées ou spécifiques

### **Article 2 - Officier coordinateur des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques**

Placé sous l'autorité du chef de groupement opérations-prévision, un officier est chargé de coordonner et d'animer le groupe des conseillers techniques départementaux, en relations avec les différents groupements fonctionnels et les chefs de service du groupement opérations-prévision. Ensemble, ils élaborent :

- les doctrines d'emploi des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques,
- les plans d'équipement,
- les budgets et leur suivi annuel,
- les plans de formation et de maintien des compétences,
- les listes opérationnelles.

Cet officier coordinateur constitue, avec les conseillers techniques départementaux, un des interlocuteurs privilégiés des différents partenaires et services extérieurs au Sdis.

### **Article 3 - Les conseillers techniques départementaux- CTD ou référents départementaux**


Chaque équipe et unité est animée par un conseiller technique départemental, tel que défini dans le GNR ou le Reac relatif à l'équipe ou l'unité ou un référent départemental.

Chaque CTD ou référent départemental, du grade d'officier, est désigné par le préfet sur proposition du directeur départemental du Sdis 76.

Tout CTD ou référent départemental non officier est managé par **un officier désigné** (non nécessairement détenteur du niveau de conseiller technique.)

Fonctionnellement, chaque CTD ou référent départemental (associé ou non à un officier désigné) joue son rôle de conseiller technique départemental auprès du directeur départemental et par délégation auprès des différents chefs de groupements et du Sssm, conformément au cadre réglementaire du GNR ou du Reac correspondant.

Opérationnellement, au même titre que les autres conseillers techniques, il apporte son expertise auprès du Commandant des opérations de secours (COS) sur intervention et/ou du CODIS et de la chaîne de

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		7/50
		<b>V0.7</b>

commandement.

En termes de compétences, le CTD ou référent départemental :

- est le responsable pédagogique des différentes formations organisées dans le département, que ce soit les formations initiales ou les formations de maintien et de perfectionnement des acquis (FMPA). A ce titre il peut désigner des référents pour chacune de ces formations,
- vise les carnets individuels de suivi de l'activité opérationnelle et de formation de chaque agent concerné,
- propose, deux fois par an, l'actualisation de la liste d'aptitude opérationnelle,
- participe aux recrutements des nouveaux spécialistes,
- partage avec ses homologues des Sdis et plus particulièrement avec les Sdis de la région Normandie, dans une perspective de mutualisation des ressources,
- participe à la définition et à la programmation du plan de formation lié son activité.

En termes d'équipements et de matériels, le CTD ou référent départemental :

- s'assure de la réalisation des contrôles réglementaires et du bon état des matériels,
- veille à la dotation individuelle et collective en EPI,
- assure une veille technologique,
- partage avec ses homologues des Sdis et plus particulièrement avec les Sdis de la région Normandie, dans une perspective de mutualisation des ressources,
- propose des plans d'équipement et de dotation,
- participe activement à la rédaction des CCTP et aux analyses des offres dans le cadre des nouvelles acquisitions,
- assiste les personnels du magasin départemental dans la gestion des stocks des matériels et des consommables du domaine de son activité.


En termes budgétaires, le CTD ou référent départemental :

- exprime ses besoins sous la forme d'une expression budgétaire pluriannuelle et d'une planification pour l'exercice budgétaire à venir. A ce titre, il participe activement aux conférences budgétaires liées à son activité,
- suit l'exécution budgétaire de son activité et ajuste au besoin les dépenses, sous le contrôle du groupement opérations-prévision qui valide les commandes.

En termes opérationnels, le CTD ou référent départemental :

- suit avec précision l'activité opérationnelle de ses différentes équipes ou unités,
- procède aux différents retours d'expérience,
- suit les différents indicateurs mis en place dans le cadre du Sdac et du Ro,
- ajuste la doctrine opérationnelle selon les différentes évolutions humaines, techniques et



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		8/50
		<b>V0.7</b>

réglementaires.

En termes d'animation de son équipe ou unité, le CTD ou référent départemental :

- est secondé par un CTD adjoint ou référent départemental adjoint désigné,
- s'appuie, coordonne et anime les différents référents (formation, matériels, budget,...) et correspondants présents au sein des différents Cis, positionnés au sein de l'organigramme de la spécialité ou de l'unité spécifique,
- travaille en transversalité avec les chefs de Cis et les différents métiers du Sdis,
- établit un bilan d'activité et de gestion annuel et propose des objectifs à atteindre pour l'année à venir dans une perspective pluriannuelle,
- travaille en lien étroit avec le coordinateur des équipes spécialisées et unités spécifiques.

#### **Article 4 - Les chefs de Cis dotés d'une équipe spécialisée et ou d'une unité opérationnelle spécifique**

Conformément à l'article 3100-1 du Règlement intérieur, chaque chef de centre assure la responsabilité du fonctionnement de son unité et de sa performance opérationnelle.

A ce titre, au sein de son Cis, il veille, en liaison avec le correspondant de la spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique, au niveau de la performance opérationnelle dans ce cadre spécifique d'activité. Dans ce cadre, il s'assure :

- du maintien des compétences et de leur traçabilité (notamment du suivi des carnets individuels),
- du bon état de fonctionnement des matériels et des inventaires associés,
- des contrôles des matériels et de leur traçabilité.

Il est le garant de la validation des compétences sur le système de gestion opérationnelle.

#### **Article 5 - Les correspondants Cis de spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique**

Au sein du Cis et du bassin rattaché, est désigné un « correspondant Cis » de la spécialité ou de l'unité spécifique.

Cet agent aide et conseille le chef de Cis pour tout ce qui relève de l'organisation, du fonctionnement, de la formation continue, des entraînements, de l'entretien des EPI, de l'habillement, des matériels, des véhicules, des locaux affectés et de la gestion administrative.


Ce soutien s'effectue en lien avec le CTD ou référent départemental de référence.

Ce correspondant s'appuie sur les différents agents du Cis et des Cis du bassin affectés à la spécialité ou à l'unité spécifique.

#### **Article 6 - Les Cis référents de spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique**

Les Cis référents de spécialité sont :

- sièges des matériels ou des engins.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		9/50
		<b>V0.7</b>

- disposent d'un POJ de spécialistes.

Ces Cis sont dotés des moyens matériels (engin plus particulièrement) et des effectifs, lui permettant de mener de façon autonome ou en renfort, une mission opérationnelle conformément aux règles édictées dans le GNR ou Reac correspondant. Il peut s'agir d'une mission de reconnaissance, de sauvetage de vie humaine ou de préparation à l'intervention, réalisée en attente du renfort en personnels et en matériels spécialisés.

La liste des Cis référents est définie par spécialité et unité spécifique.

#### **Article 7 - Les ressources humaines de bassin**

Dans une approche efficiente, des agents affectés en dehors des Cis référents (décrits à l'article 6) peuvent être inscrits sur la liste opérationnelle de la spécialité ou de l'unité spécifique.

A ce titre, ils participent aux différentes activités de maintien des compétences et à l'activité opérationnelle.

Cette disposition permet de maintenir en activité opérationnelle des personnels formés, au-delà de leur mutation vers un autre Cis non référent et permet donc d'accroître le potentiel opérationnel humain, selon le principe de la disponibilité.

Cette disposition pose le principe d'une réponse opérationnelle de bassin.

#### **Article 8 - Accès à une spécialité ou une unité opérationnelle spécifique et cessation d'activité**

Les critères prépondérants permettant d'intégrer une équipe spécialisée ou une unité spécifique sont les suivants :

- besoins du service,
- motivation de l'agent,
- capacités du sapeur-pompier,
- ancienneté et expérience opérationnelle,
- expérience liée à une activité professionnelle précédente ou à une pratique « sportive » reconnue par des niveaux d'aptitude.

Cet accès n'est possible que si l'agent est affecté dans un Cis référent (tel que défini à l'article 6).


La durée minimale d'engagement est de 3 ans par niveau.

Chaque sapeur-pompier ne peut exercer plus de deux spécialités ou compétences spécifiques.

Les cumuls de 2 spécialités ou compétences spécifiques sont prioritairement les associations suivantes :

- RCH + RAD,
- SAV + SAL.

Hors situation d'inaptitude médicale, l'arrêt d'une spécialité ne peut s'effectuer qu'après validation du groupement opérations-prévision sur proposition du CTD ou référent départemental après avis du chef de centre ou du supérieur hiérarchique de l'agent et sur demande écrite motivée de l'intéressé.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		10/50
		<b>V0.7</b>

Toute cessation d'activité définitive ou temporaire de plus de 6 mois oblige l'agent concerné à restituer l'ensemble des équipements, effets d'habillement et EPI, mis à sa disposition, sous-couvert de son chef de Cis. Le CTD ou référent départemental, en lien avec le magasin départemental, valide la conformité de la restitution.

Toutes les spécialités ou compétences spécifiques restent accessibles aux sapeurs-pompiers volontaires comme intervenant ou expert, selon les mêmes conditions exposées précédemment.

A ce titre, ces agents doivent :

- détenir des compétences dans le cadre de leur activité professionnelle en relation avec la spécialité ou l'activité spécifique considérée,
- disposer d'une disponibilité en cohérence avec :
  - le volume horaire nécessaire au maintien des compétences tel que défini dans les GNR ou REAC et dispositions spécifiques au Sdis 76,
  - les durées de l'activité opérationnelle et des éventuelles périodes d'astreinte.

#### **Article 9 - Les listes d'aptitude opérationnelle :**

Seuls peuvent intervenir en opérations les agents inscrits sur la liste opérationnelle propre à chaque spécialité ou activité spécifique, signée par le préfet.

Les règles cumulatives d'inscription sur la liste opérationnelle sont :

- être titulaire d'une unité de valeur opérationnelle de la spécialité ou de l'unité spécifique,
- être apte physiquement (cf. tests de condition physique) et médicalement selon les critères spécifiques à chaque activité,
- être à jour de ses formations de maintien des compétences,
- avoir validé les éventuels tests annuels (selon la spécialité),
- avoir dûment renseigné son carnet individuel de suivi d'activité.


La proposition de liste est constituée par le conseiller technique départemental en concertation avec les chefs de Cis et correspondants concernés, avec le groupement emplois, activités et compétences et avec le Sssm. Cette proposition est transmise au groupement opérations-prévision pour agrégation et validation, puis au groupement emplois, activités et compétences chargé de la mise en signature au préfet.

Le préfet arrête une liste annuelle en début d'année au 1<sup>er</sup> février et procède à une révision au 1<sup>er</sup> août.

L'inscription ou le retrait de la liste d'aptitude opérationnelle départementale entraîne de droit l'ajustement du régime indemnitaire pour la spécialité éligible.

#### **Article 10 - Le plan de formation pluriannuel**

Le groupement emplois, activités et compétences élabore le plan de formation pluriannuel associé à chaque spécialité ou activité spécifique en fonction des besoins exprimés par les différents CTD ou

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		11/50
		<b>V0.7</b>

réfèrent départemental et validés par le groupement opérations-prévision.

Ce plan est tri annuel et concerne les formations initiales, les séquences de maintien des compétences et les éventuels tests d'aptitude.

### **Article 11 - Les inventaires et le suivi des matériels**

Chaque CTD ou réfèrent départemental arrête, en adéquation avec le GNR ou REAC correspondant, la liste des matériels et effets d'habillement constituant l'inventaire type de dotation (engin, collective, individuelle).

Il établit de plus un catalogue recensant les équipements affectés ou disponibles au magasin départemental. A ce titre, il fixe les volumes minimum et maximum de stockage et les seuils de commande.

Le processus de livraison des matériels demandés par les Cis s'effectue en concertation entre le CTD ou réfèrent départemental et le magasin départemental. Pour rappel, en ce qui concerne l'achat de nouveaux matériels ou de consommables, la commande est élaborée par le CTD ou réfèrent départemental (ou la personne désignée) et validée par le chef de groupement opérations-prévision ou son représentant.

Les chefs de Cis et plus précisément les correspondants Cis, sont responsables de l'entretien et de la bonne tenue des locaux de stockage, des matériels, des dotations collectives et individuelles (habillement, EPI) et des véhicules, propres à leur spécialité ou unité opérationnelle spécifique.

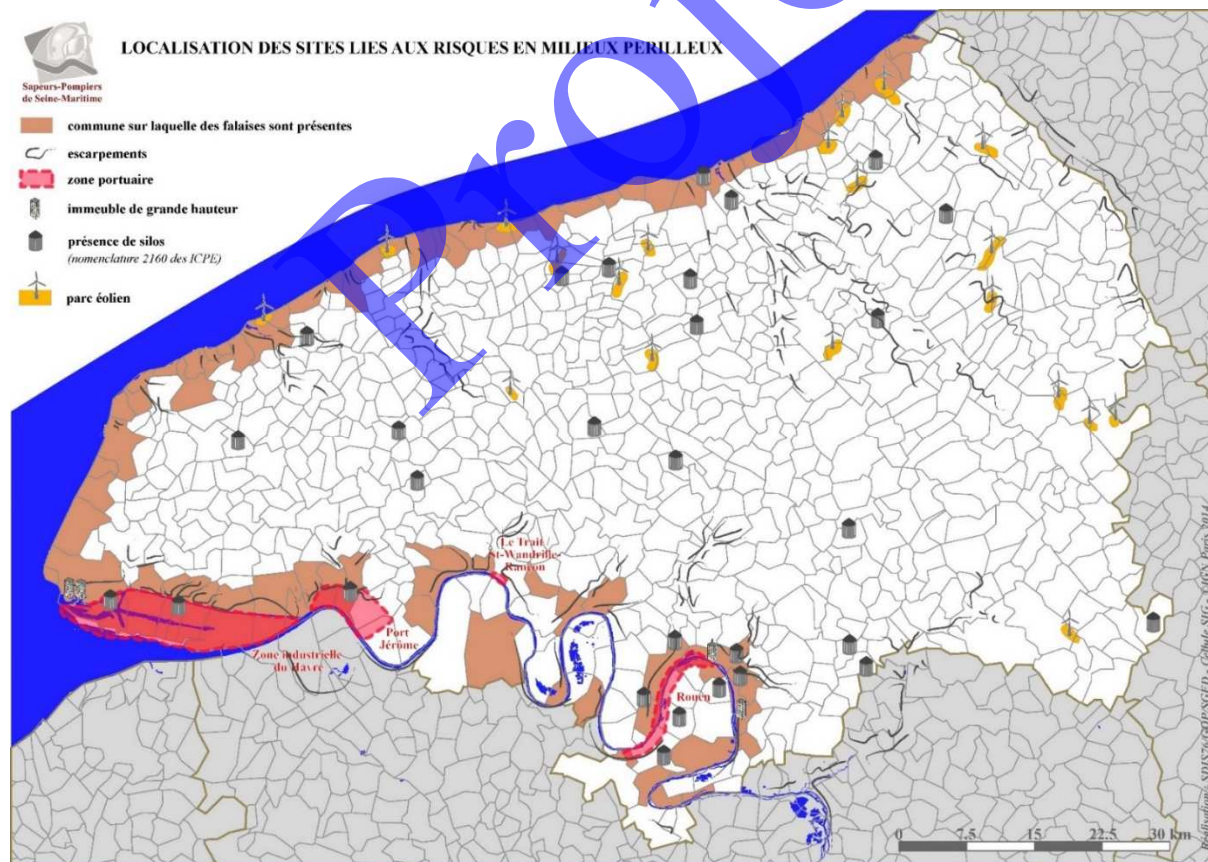
## Déclinaison de la réponse de bassin Intervention en milieu périlleux

### Localisation des risques


Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) sont :

- les falaises ;
- les zones portuaires (compte tenu du matériel spécifique de manutention utilisé) ;
- les silos verticaux ;
- les immeubles de grande hauteur ;
- les parcs éoliens ;
- ...

Cependant, le milieu périlleux peut par définition se retrouver partout, sur le secteur public comme privé, en hauteur comme en excavation ou en suspension, il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus de ce risque.





	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		13/50
		<b>V0.7</b>

## Références réglementaires

### **Documents cadres**

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

### **Guide National de référence « GRIMP »**

Les reconnaissances et interventions, quels que soient les moyens mis en œuvre, doivent être exécutées par une équipe de cinq spécialistes GRIMP au moins, composée d'un conseiller technique GRIMP ou d'un chef d'unité GRIMP (IMP 3) responsable de la mission dont la présence est obligatoire sur le lieu même de l'intervention, et de deux binômes de deux sauveteurs GRIMP (IMP2).

Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec deux sauveteurs GRIMP chargés de sécuriser le site d'intervention et d'apporter les premiers secours à la victime. Le conseiller technique GRIMP ou le chef d'unité GRIMP et les deux autres sauveteurs GRIMP rejoignent le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais.

En cas d'utilisation d'un hélicoptère pour rejoindre les lieux d'intervention, sont acheminés en priorité :


- le conseiller technique ou chef d'unité GRIMP ;
- un sauveteur et un médecin ou deux sauveteurs.

Le reste de l'unité GRIMP rejoint les lieux de l'intervention lors d'une seconde rotation ou par tout autre moyen dans les meilleurs délais.

### **Règlement opérationnel**

Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle, tout sauveteur, chef d'unité et conseiller technique qui a :

- suivi un entraînement annuel collectif minimal de 10 exercices dont 5 au moins sur site (dont 1 de nuit) au sein d'une unité GRIMP. Un entraînement ne peut en aucun cas avoir une durée effective inférieure à 4 heures (trajet exclu). Sont également comptabilisées dans ces exercices toutes les interventions opérationnelles d'une durée supérieure à 4 heures.
- satisfait au test annuel qui aura lieu lors d'un exercice.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		14/50
		<b>V0.7</b>

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	-	-	-
2	40 h	5 périodes de 4h	4 périodes de 8h dont un exercice nocturne
			1 période de 8h pour les tests annuels
3	48 h	5 périodes de 4h	4 périodes de 8h dont un exercice nocturne
			1 période de 8h pour les tests annuels
			1 période de 8h d'information

### Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par une Unité GRIMP (1 IMP3 + 4 IMP2) en 60 minutes en tous points du département.

Les sauveteurs GRIMP du Havre sont qualifiés sauveteurs hélicoptés.

Les matériels adaptés sont :

- pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- VGRIMP


### Mode d'organisation et de planification des spécialistes

#### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ Cis Référents**

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier avec les ressources propres du Cis référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	Cis	POJ		Matériels
		IMP2/IMP3	Sauveteurs hélicoptés	
Rouen	GAMB	4/1	1 IMP3	VGRIMP
Le Havre	LHN	4/1	TOUS	VGRIMP
Dieppe	DIEP	2/0	-	VGRIMP
Yvetot	-	-	-	-

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		15/50
		<b>V0.7</b>

## Autres ressources complémentaires

### **Organisation de bassin**

**Tous les sapeurs-pompiers « IMP3 »** inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité, ainsi que les **sapeurs-pompiers « IMP2 » en service hors rang.**

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leurs compétences IMP3 s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMIPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du Cis référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- chef de groupe Lillebonne rattaché au Cis référent LHN
- chef de groupe Cany rattaché au Cis référent de DIEP
- chef de groupe Yvetot rattaché au Cis référents de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers IMP concernés à suivre les FMIPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

### **Equipements individuels**

Les sauveteurs IMP3 disposent de l'équipement individuel suivant :

- un sac d'équipement de protection individuel GRIMP
- un lot de reconnaissance
- VLR/VLHR disponible sur son Cis respectif

## Modalité d'engagement opérationnel

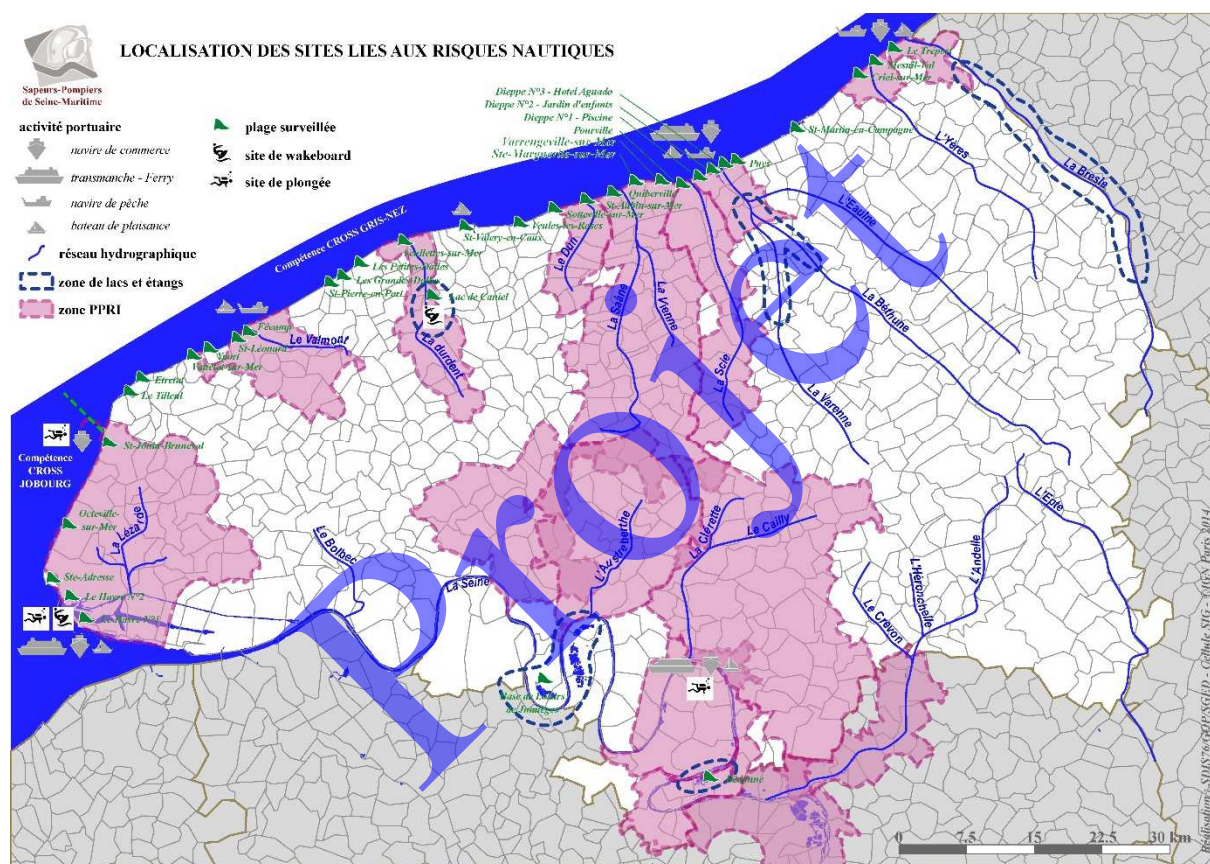
Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisé à partir des ressources en spécialiste du Cis référent, puis du secteur chef de colonne complété par les ressources du secteur chef de groupe rattaché. Les personnels disponibles du bassin seront alors déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du Cis (VL ou VTU).



## Déclinaison de la réponse de bassin Plongée subaquatique

### Localisation des risques

Les sites à risque pouvant conduire à des missions d'intervention subaquatique sont principalement situés sur la Seine et le littoral.




En dehors des missions subaquatiques d'urgence de protection des biens, les équipes d'intervention SAL intervienne en appui des équipes d'intervention en surface.

### Références réglementaires

#### Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

En particulier, les plongeurs sont qualifiés « sauveteur aquatique » de niveau 1 minimum.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		17/50
		<b>V0.7</b>

## **Le REAC « Interventions, Secours et Sécurité en Milieu Aquatique et Hyperbare »**

Les plongées, dans le cadre des opérations doivent être exécutées par une équipe de trois plongeurs minimum dont au moins un Chef d'Unité SAL 2 ou Conseiller Technique SAL 3.

Cette équipe de trois plongeurs constitue donc une unité opérationnelle.

L'ensemble des plongeurs constituant cette unité doit être obligatoirement en tenue de plongée, prêt à intervenir.

La présence du DP (directeur de plongée) désigné par le commandant des opérations de secours parmi les conseillers techniques ou les chefs d'unité SAL, est obligatoire sur le lieu même de l'intervention de plongée.


Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, et dans le cadre des réactions immédiates les opérations de plongée peuvent commencer en utilisant les méthodes suivantes :

- plongée avec un seul plongeur relié à la surface dans le cadre de réactions immédiates de prompt secours
- plongée avec un scaphandre léger dans le cadre d'un sauvetage hélicoptéré (inexistant au Sdis76)

## **Les FMPPA**

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout plongeur qui a :

- réalisé 20 plongées d'entraînement en milieu naturel (dont maximum 5 peuvent être réalisées en fosse de 10 m minimum ou 5 en intervention), judicieusement réparties sur l'année calendaire en cours (au moins 3 par trimestre), avec vérification du carnet de plongée.
- ces plongées, comme toutes celles mentionnées sur le carnet, doivent être réalisées dans le cadre du service commandé et validées par un chef d'unité SAL2 ou un conseiller technique SAL3 ;
- suivi 20 h de théorie sur les connaissances professionnelles de la plongée ;
- satisfait au contrôle médical ;
- satisfait au contrôle technique, défini ci-après, ou participé à l'encadrement d'un stage qualifiant, de manière pratique et effective (SAL, chef d'unité SAL2 ou conseiller technique SAL3) ;
- être à jour de la formation de maintien et de perfectionnement des acquis « secours à personne ».

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		18/50
		<b>V0.7</b>

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
SAL 1,2 et 3	88 h	20h de théorie	11 périodes de 8h dont la réalisation des tests annuels

### Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les Cis du département proches d'un plan d'eau sont équipés d'une bouée couronne.
- certains moyens hors chemin (VLHR et CCF) sont équipés d'équipements de protection individuelle (K\_Inondation) permettant une mise en sécurité de personnes en difficultés.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par les sauveteurs aquatiques ou côtiers. En cas d'intervention subaquatique, certains sauveteurs aquatiques ou côtiers disposent d'une compétence SAL.

L'objectif est de disposer d'une équipe en 60 min.

Les matériels adaptés sont :


- pour chaque plongeur, un équipement individuel,
- BSL
- VSAQ

### Mode d'organisation et de planification des spécialistes

#### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les Cis référents**

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier avec les ressources propres du Cis référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		19/50
		<b>V0.7</b>

Secteur CdC	Cis	POJ (SAL1/SAL2)
Rouen	RSUD	1/1
Le Havre	LHS	2/1
Dieppe	DIEP	-
Yvetot	-	-

Mise à part le Cis LHS, le POJ ne permet pas l'exécution d'une mission subaquatique en autonomie.

## Autres ressources complémentaires

### **Organisation de bassin**

En complément des effectifs SAL des Cis référents, en situation de carence et selon le principe de disponibilité, peuvent être engagés les personnels inscrits sur la liste opérationnelle préfectorale ad hoc, suivants : les SAL en Service hors rang et les personnels SAL de niveau 2 en garde, astreinte, disponibilité ou réserve dans un Cis non référent du bassin.

Les sapeurs-pompiers dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le REAC
- pour accroître le potentiel humain.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du Cis référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- chef de groupe Lillebonne rattaché au Cis référent LHS
- chef de groupe Cany rattaché au Cis référent de DIEP
- chef de groupe Yvetot rattaché au Cis référents de RSUD

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers SAL concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.


## Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du département.

Les personnels disponibles du Cis référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention en concertation avec le CTA-CODIS (VL, VSAQ, Dragon,...).



## REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		21/50
		<b>V0.7</b>

### Le GNR « Sauvetage Aquatique »

Dans le cadre d'un secours en dehors de la façade littorale, l'équipe est constituée de 2 nageurs sauveteurs aquatiques (SAV 1). Cette équipe intervient sous la responsabilité de son chef d'agrès. Elle est intégrée dans l'effectif de l'agrès qui peut être un véhicule de secours et d'assistance aux victimes, un engin pompe ou tout autre véhicule d'intervention.

Lors d'une opération de sauvetage en mer, selon l'embarcation utilisée, l'équipe est constituée de 2 ou 3 sauveteurs (3 pour la Seine-Maritime). L'un des sauveteurs est au moins chef de bord sauveteur côtier (SAV3).

En fonction du règlement opérationnel départemental, le chef de bord sauveteur côtier peut commander l'opération de secours ou être placé sous les ordres d'un commandant des opérations de secours.

Toutefois, en eaux intérieures ou en mer sur la frange côtière des 300 m et en cas de sauvetage de vie humaine, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec un sauveteur.

### La FMPA


Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle tout nageur sauveteur aquatique, nageur sauveteur côtier, chef de bord sauveteur côtier ou conseiller technique sauvetage aquatique qui a :

- suivi les entraînements annuels collectifs définis par le conseiller technique sauvetage aquatique départemental, en accord avec le chef de corps au sein d'une unité constituée. Les entraînements sont judicieusement répartis sur les 12 mois francs précédant la date de renouvellement de la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle. Un entraînement ne peut pas avoir une durée effective inférieure à 2 heures. Sont également comptabilisées dans ces entraînements toutes les interventions opérationnelles d'une durée supérieure ou égale à 2 heures
- satisfait aux tests annuels.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ.
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
SAV 1 & 2	8 h	6 périodes de 2 h	1 période de 8h (tests annuels SAV)
SAV 3	16 h	6 périodes de 2h	1 période de 8h (tests annuels SAV)
			1 période de 8h

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		22/50
		<b>V0.7</b>

## Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les Cis du département proches d'un plan d'eau sont équipés d'une bouée couronne.
- certains moyens hors chemin (VLHR et CCF) sont équipés d'équipements de protection individuelle (K\_Inondation) permettant une mise en sécurité de personnes en difficulté.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par les sauveteurs aquatiques ou côtiers.

Les matériels adaptés sont :

- pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- BSL/IRB

L'objectif est de pouvoir disposer d'un premier sauveteur dans les meilleurs délais et au plus dans les 45 minutes pour l'équipe nominale (cf. ci-dessus).

Les sauveteurs aquatiques du Havre sont qualifiés sauveteurs hélicoptérés.


## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les Cis référents**

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du Cis référent. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	Cis	POJ	
		(SAV1/SAV2/SAV3)	Sauveteurs hélicoptérés
Rouen	ELB	1/0/0	-
	RSUD	2/0/0	-
	GDCO	1/0/0	-
Yvetot	DUCL	1/0/0	-
	CAUD	1/0/0	-
	GRAV	1/0/0	-
	STVAL	0/1/1	-
Le Havre	LHS	0/2/1	TOUS
	ETRE	0/1/1	-
	FECA	0/2/1	-
Dieppe	DIEP	0/2/1	-
	LPS	0/2/1	-

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		23/50
		V0.7

## Autres ressources complémentaires

### **Organisation de bassin**

**Tous les sapeurs-pompiers « SAV »** inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leurs compétences SAV s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.


Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPSA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

### Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du département.

Les personnels disponibles du Cis référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention en concertation avec le CTA-CODIS (VL, Dragon,...).



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		24/50
		<b>V0.7</b>

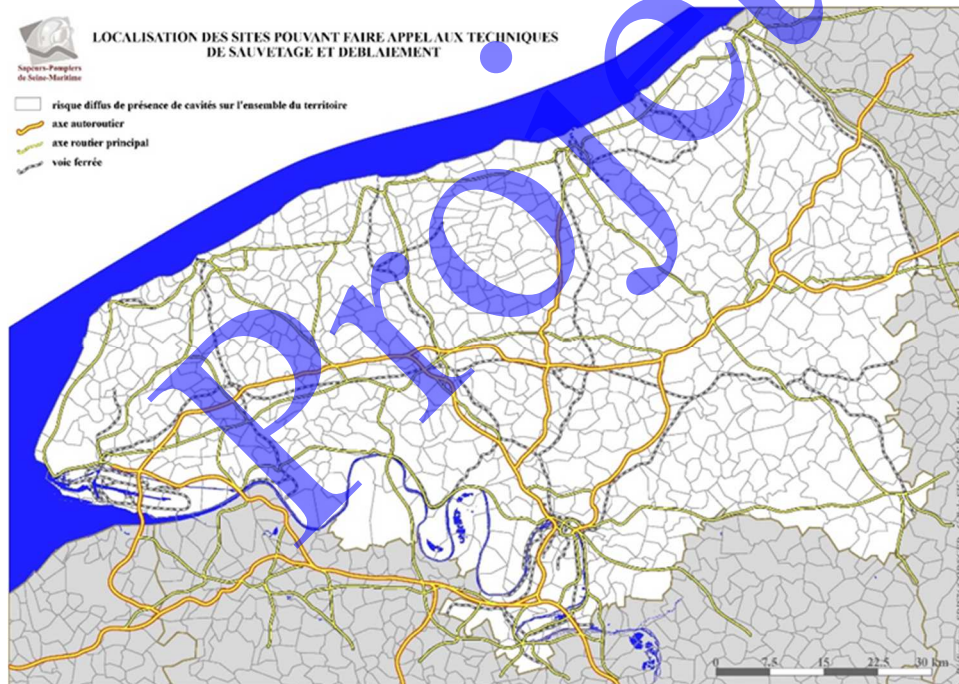
## Déclinaison de la réponse de bassin Sauveteurs-Déblayeurs

### Localisation des risques

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes Sauveteurs-Déblayeurs sont :

- les silos verticaux
- les zones portuaires (compte tenu du matériel spécifique de manutention utilisé)


Les risques de présence de cavités, risques bâtimentaires et manœuvre de force/levage sur intervention de secours routier sont diffus sur l'ensemble du territoire. Il existe un site à risque non représenté sur la carte : l'agglomération d'Elbeuf.



### Références réglementaires

#### **Documents cadres**

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		25/50
		<b>V0.7</b>

### Guide National de référence « SDE »

La spécialité sauvetage-déblaiement permet d'intervenir en matière de reconnaissance, de sauvetage et de sécurisation d'un site dans les milieux effondrés ou menaçant ruine, où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison des risques présentés.

Les reconnaissances et les interventions en milieu effondré ou menaçant ruine, quels que soient les moyens mis en œuvre, doivent être exécutées par au moins une unité sauvetage-déblaiement comprenant au minimum un conseiller technique ou un chef de section ou un chef d'unité sauvetage-déblaiement, responsable de la mission, dont la présence est obligatoire sur le lieu même de l'intervention.

En cas de sauvetage de vie humaine et en l'absence d'un responsable sauvetage déblaiement, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec des sauveteurs déblayeurs.

Un conseiller technique, un chef de section ou un chef d'unité sauveteur déblayeur et le reste de l'unité ou de la section rejoignent le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais. Le personnel non spécialisé sauvetage-déblaiement appelé à évoluer sur le site effondré ou menaçant ruine est pris en charge par l'unité ou la section sauvetage-déblaiement.

En cas d'intervention de faible ampleur (effondrement de tranchée, d'immeuble isolé, etc.), le commandant des opérations de secours, en liaison avec le responsable sauvetage-déblaiement, mettra en place un dispositif adapté aux opérations de secours nécessaires.

L'organisation opérationnelle mise en œuvre pour le Sdis 76 est la suivante :


- équipe de reconnaissance SDE : 1 SDE2, 3 SDE1 + K\_SDE
- équipe légère d'intervention SDE : 1 SDE2, 6 SDE1 + K\_SDE + CeSD
- unité SDE : 1 SDE3, 2 SDE2, 10 SDE1+2 K\_SDE+2 CeSD

Le 4<sup>ème</sup> niveau de réponse relève du renfort des moyens de la zone de défense et correspond à la demande d'une section SDE, soit 3 unités SDE commandées par un chef de section SDE3.

### LA FMPPA

Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle, le spécialiste en sauvetage déblaiement qui a participé aux activités de maintien des acquis (formation, exercices).

Sur avis du conseiller technique sauveteur déblayeur, la prise en compte de l'activité opérationnelle peut permettre de dispenser certains spécialistes en sauvetage déblaiement du suivi des activités de maintien des acquis.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		26/50
		<b>V0.7</b>

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	16 h	4 périodes de 2h	2 périodes de 8h
2	24 h	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h
3	Sans objet	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h

### Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de base.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- 2 SDE 1 en 45 minutes
- plus 4 SDE 1 + 1 SDE 2 en 60 minutes
- plus 4 SDE 1 + 1 SDE 2 en 90 minutes

Les matériels adaptés sont :


- pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- VLHR + K\_SDE
- CESD
- VMD

### Mode d'organisation et de planification des spécialistes

#### Objectif anticipé de planification EOJ/POJ Cis Référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du Cis référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		27/50
		<b>V0.7</b>

Secteur CdC	Cis	POJ	Matériels
		SDE 1 / SDE 2	
Rouen	CANT	4/1	K_SDE + CESD
Le Havre	FECA	4/1	K_SDE + CESD
Dieppe	NEUF	2/0	K_SDE
Yvetot	-	-	-

## Autres ressources complémentaires

### **Organisation de bassin**

**Tous les sapeurs-pompiers « SDE »** inscrits sur la liste d'aptitude opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leur compétence SDE s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du Cis référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- chef de groupe Lillebonne rattaché au Cis référent FECA
- chef de groupe Cany rattaché au Cis référent de NEUF
- chef de groupe Yvetot rattaché au Cis référent de CANT

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

## Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du Cis référent puis du secteur chef de colonne, complété par les ressources du secteur chef de groupe rattaché. Les personnels disponibles du bassin seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du Cis (VL, VTU, VTP, etc.).

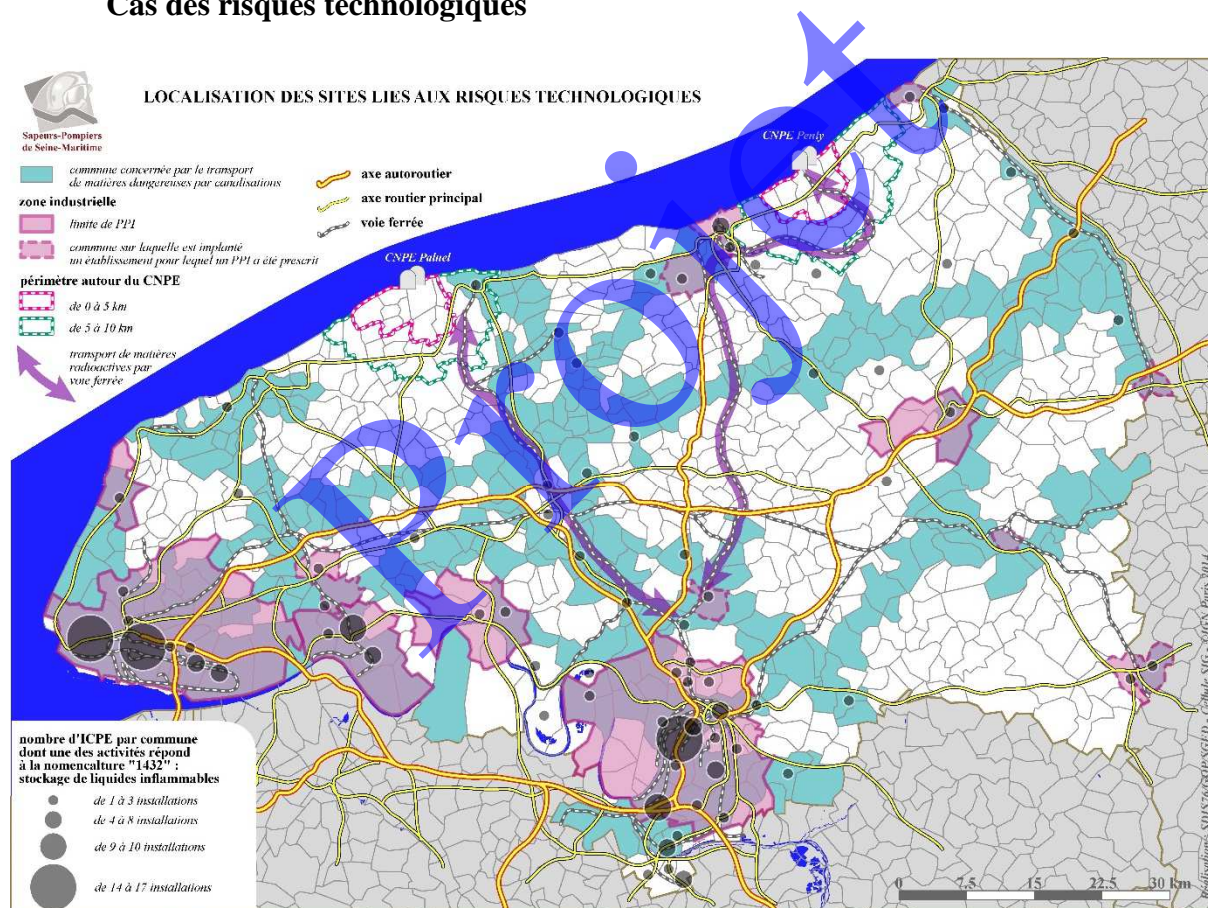


## Déclinaison de la réponse de bassin Risques chimiques et biologiques

### Localisation des risques


Les risques chimiques et biologiques sont à mettre en perspectives des risques technologiques du territoire et de la menace terroriste.

#### Cas des risques technologiques



Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes en risque technologique (chimique et/ou radiologique) et NRBCE sont :

- les communes concernées par un plan particulier d'intervention établi ou prescrit (PPI),
- les communes traversées par une ou des canalisations de transport de matières dangereuses,
- les communes impactées par le transport ferroviaire de matières dangereuses.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		29/50
		<b>V0.7</b>

Toutefois, il faut également prendre en compte :

- le transport de matières dangereuses par voie routière qui concerne l'ensemble des communes du département,
- les nombreux établissements industriels isolés, non concernés par un PPI, et dont les activités nécessitent tout de même l'utilisation de produits à risques,

Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus à ce risque.

### **Cas de la menace**

La menace terroriste est intimement liée soit à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines à atteindre.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- la zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- la zone industrialo-portuaire du Havre ;
- la zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Départemental, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)

### Références réglementaires

#### **Documents cadres**


Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

#### **Guide National de référence « risques chimiques et biologique »**

Les seules configurations opérationnelles inscrites dans les GNR sont :

- l'équipe de reconnaissance RCH (3 RCH1 dont 1 titulaire GOC 1)
- l'équipe d'intervention RCH (3 RCH2 dont 1 titulaire GOC 1)
- la cellule mobile d'intervention chimique (au minimum une équipe d'intervention RCH + une équipe de reconnaissance RCH + 1 RCH3)
- le conseiller technique (RCH4).

Il convient de noter que le GNR précise que les spécialistes RCH participent à la mise en œuvre des unités de décontamination.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		30/50
		<b>V0.7</b>

## La FMPA

La formation de maintien des acquis est réalisée aux cours d'entraînements, d'exercices ou d'un recyclage annuel réalisés au niveau départemental.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors EOJ	durée pédagogique FMPPA	
		FMPPA du centre	FMPPA départementale
		Précisions	Précisions
1	16 h	7 périodes de 2h	2 périodes de 8h (CMIC constituée)
2	16 h	7 périodes de 2h	2 périodes de 8h (CMIC constituée)
3	Sans objet	/	2 périodes de 8h (CMIC constituée)
			4h de théorie (en même temps que la théorie RAD 3)
			4 heures d'encadrement de stage
4	En conformité avec le GNR / participation libre aux FMPPA 123		

## Objectifs de couverture opérationnelle

### Cas des risques chimiques et biologiques


La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les sapeurs de Seine-Maritime sont sensibilisés aux risques technologiques et naturels du département,
- les véhicules de secours routier (FPTSR et VSRM) sont équipés de moyen de récupération et colmatage d'urgence,
- les VSAV du département sont équipés d'équipement de protection individuelle (KBio) permettant la prise en charge de patient contaminant « B » jusqu'au niveau 3 de la classification des maladies infectieuses.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- une équipe d'intervention RCH en 45 minutes en tous points du département,
- plus une CMIC (1 équipe reconnaissance + 1 équipe intervention + 1 RCH3) en 60 minutes,
- plus un conseiller technique RCH4 en 90 minutes.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		31/50
		<b>V0.7</b>

Les matériels adaptés sont :

- K\_RCH (mission de reconnaissance)
- K\_POL (mission d'appui à la CMIC)
- FRT (mission de reconnaissance, d'intervention et de CMIC)
- CeRT (mission d'appui à la CMIC)

## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ**

#### Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- sur le département : 1 RCH4/RAD4<sup>1</sup> non cumulable
- sur le secteur chef de site EST : RCH3/(RAD3)<sup>2</sup> non cumulable
- sur le secteur chef de site Ouest : RCH3/(RAD3)<sup>2</sup> non cumulable

#### Cis référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du Cis référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.


Secteur CdC	Cis	POJ (RCH1/RCH2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	GAMB	3/3	FRT K_RCH CeRT	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
	ELB	1/0	CeMD	DEC
Le Havre	CAUC	3/3	FRT K_RCH CeRT	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
Dieppe	DIEP	0/3	FRT K_RCH K_POL	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
Yvetot	-	-	-	-

Les RCH 1 formés à Dieppe viennent en plus des 3 RCH 2. Ces derniers pourront être engagés en complément, mais se sont pas pris en compte dans l'objectif du POJ.

<sup>1</sup> L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

<sup>2</sup> Si le RCH3 n'est pas RAD3, un officier de la chaîne de commandement assure l'astreinte RAD3



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		32/50
		V0.7

## **Autres ressources complémentaires**

### Organisation de bassin

**Tous les sapeurs-pompiers « RCH »** inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leurs compétences RCH s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du Cis référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :


- chef de groupe Lillebonne rattaché au Cis référent CAUC
- chef de groupe Cany rattaché au Cis référent de DIEP
- chef de groupe Yvetot rattaché au Cis référents de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

### Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisé. Les personnels disponibles du Cis référent seront choisis en première intention.

Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du Cis (VL ou VTU).

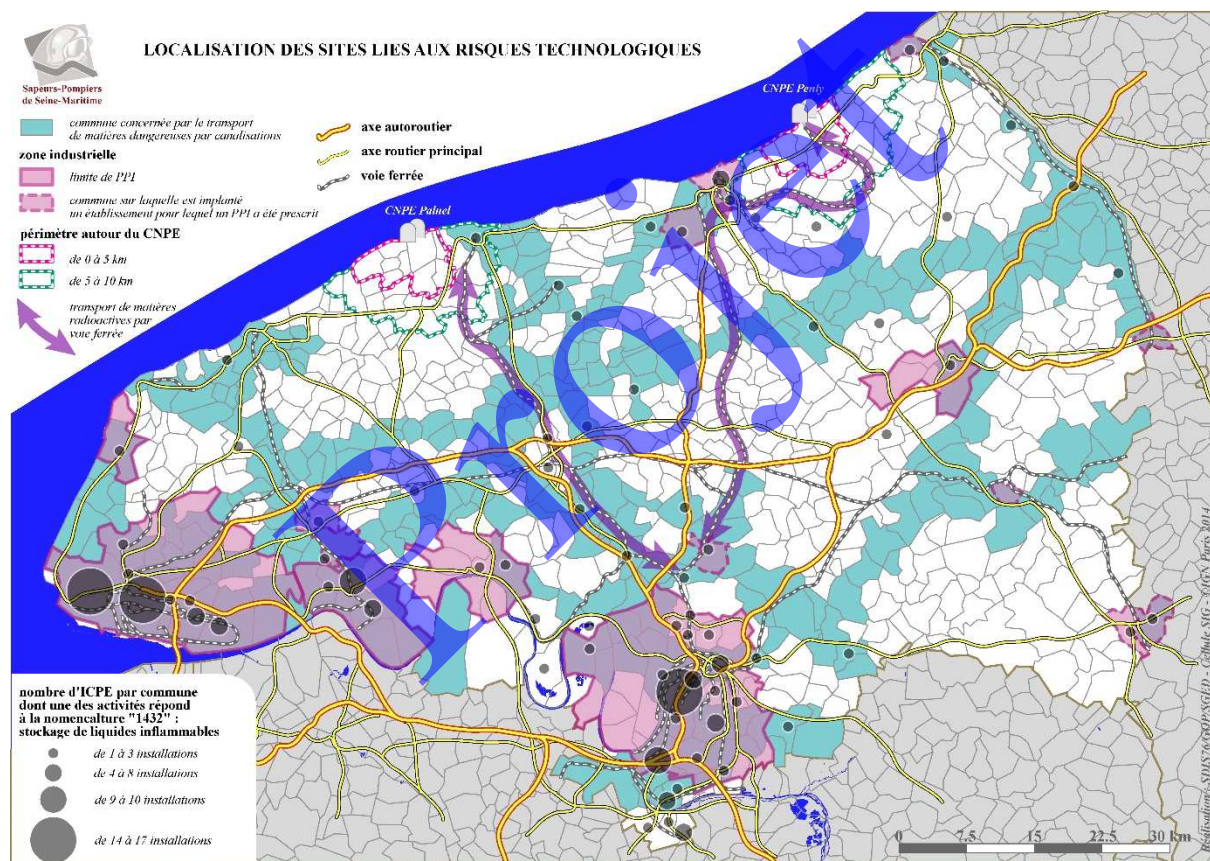
	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>		<b>Annexe n°10</b>
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques		33/50
			<b>V0.7</b>

## Déclinaison de la réponse de bassin Risque Radiologique

### Localisation des risques


Les risques radiologiques sont à mettre en perspectives des risques technologiques du territoire et de la menace terroriste.

#### Cas des risques technologiques



Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes en risque technologique (chimique et/ou radiologique) et NRBCE sont :

- les communes concernées par un plan particulier d'intervention établi ou prescrit (PPI),
- les communes traversées par une ou des canalisations de transport de matières dangereuses,
- les communes impactées par le transport ferroviaire de matières dangereuses.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		34/50
		<b>V0.7</b>

Toutefois, il faut également prendre en compte :

- le transport de matières dangereuses par voie routière qui concerne l'ensemble des communes du département,
- les nombreux établissements industriels isolés, non concernés par un PPI, et dont les activités nécessitent tout de même l'utilisation de produits à risques,

Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus à ce risque.

### Cas de la menace

La menace terroriste est intimement liée à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- la zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- la zone industrialo-portuaire du Havre ;
- la zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Départemental, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)

### Références réglementaires

#### Documents cadres


Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

#### Guide National de référence « risque radiologique »

Les seules configurations opérationnelles inscrites dans les GNR sont :

- l'équipe de reconnaissance RAD (3 RAD1 dont 1 titulaire GOC 1)
- l'équipe d'intervention RAD (3 RAD2 dont 1 titulaire GOC 1)
- la cellule mobile d'intervention radiologique (au minimum une équipe d'intervention RAD + une équipe de reconnaissance RAD + 1 RAD3)
- le conseiller technique (RAD4)

Il convient de noter que seul les personnels RAD2 sont habilités à intervenir en ambiance contaminée.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		35/50
		<b>V0.7</b>

De plus certaines missions imposent la présence du chef de CMIR sur l'intervention.

### La FMPA

La formation de maintien des acquis est réalisée aux cours d'entraînements, d'exercices ou d'un recyclage annuel réalisés au niveau départemental.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en travail hors EOJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	8 h	3 périodes 2h	1 période de 8h (CMIR constituée)
2	8 h	3 périodes 2h	1 période de 8h (CMIR constituée)
3	Sans objet		1 période de 8h (CMIR constituée)
			4h de théorie (en même temps que la théorie RCH 3)
			4h d'encadrement de stage
4	En conformité avec le GNR / participation libre aux FMPA 123		

### Objectifs de couverture opérationnelle


La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases. En particulier, les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime sont sensibilisés aux risques technologiques que présentent les CNPE (groupe 2 art. R. 1333-84 du CSP).

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- une équipe d'intervention RAD en 45 minutes en tous points du département,
- plus une CMIR (1 équipe reconnaissance + 1 équipe intervention + 1 RAD3) en 60 minutes,
- plus un conseiller technique RAD4 en 90 minutes.

Les matériels adaptés sont :

- FRT (mission de reconnaissance)
- K\_RAD (complément en matériel pour l'intervention et la CMIR en complément du FRT)
- CeRT (mission d'appui CMIR)

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		36/50
		<b>V0.7</b>

## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ**

#### Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- sur le département : 1 RCH4/RAD4<sup>3</sup> non cumulable
- sur le secteur chef de site EST : RAD3<sup>4</sup> cumulable
- sur le secteur chef de site Ouest : RAD3<sup>2</sup> cumulable

#### Cis référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du Cis référent. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	Cis	POJ (RAD1/RAD2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	GAMB	3/3	FRT K_RAD CeRT	CMIR
Le Havre	CAUC	0/3	FRT K_RAD CeRT	CMIR
Dieppe	DIEP	0/3	FRT K_RAD	CMIR
Yvetot	-	-	-	-

Les RAD 1 formés à Dieppe et Caucrauville viennent en plus des 3 RAD 2. Ces derniers pourront être engagés en complément, mais se sont pas pris en compte dans l'objectif du POJ.

### **Autres ressources complémentaires**


#### Organisation de bassin

**Tous les sapeurs-pompiers « RAD2 »** inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

<sup>3</sup> L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

<sup>4</sup> L'astreinte RAD3 est cumulable avec l'astreinte RCH3 ou chaîne de commandement



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		37/50
		<b>V0.7</b>

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leurs compétences RAD2 s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du Cis référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- chef de groupe Lillebonne rattaché au Cis référent CAUC
- chef de groupe Cany rattaché au Cis référent de DIEP
- chef de groupe Yvetot rattaché au Cis référent de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

### Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal de la CMIR. Les personnels disponibles du Cis référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du Cis (VL ou VTU).

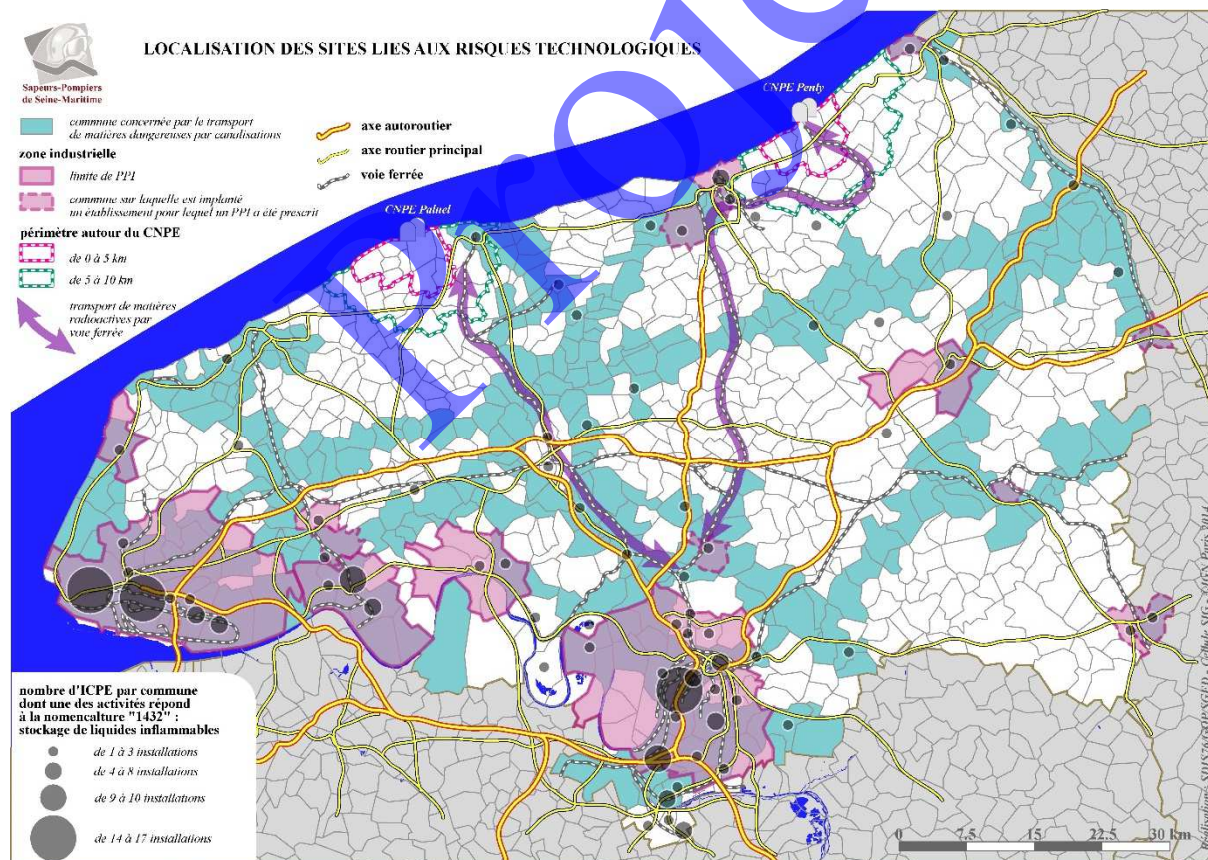
## Déclinaison de la réponse de bassin Unité de décontamination NRBC


### Localisation des risques

La menace terroriste NRBC est intimement liée à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- la zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- la zone industrialo-portuaire du Havre ;
- la zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Départemental, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		39/50
		<b>V0.7</b>

## Références réglementaires

### **Documents cadres**

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure.

La Zone de Défense et de Sécurité Ouest a élaboré un référentiel zonal emploi des Unités Mobiles de Décontamination.

Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse.

L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

### **Référentiel Emplois activités et compétences**

Le Sdis76 est en cours d'élaboration du REAC opérateur d'unité de décontamination et technicien d'unité de décontamination afin de prendre en compte les particularités de l'unité mobile de décontamination mise à disposition du Sdis76 par l'état.

La formation RCH1 est ouverte aux sapeurs-pompiers professionnels opérateurs et techniciens de décontamination.

### **Règlement opérationnel**

L'unité opérationnelle de décontamination fait l'objet d'une gestion spécifique dans la mesure où l'unité mobile de décontamination est mise à disposition par l'état.


Aussi, afin d'assurer le fonctionnement nominal de l'unité l'ensemble des sapeurs-pompiers d'Elbeuf, de Saint Aubin les Elbeuf et de Grand Couronne sont formés localement dans le cadre du tronc commun :

- DEC1 : opérateur de décontamination
- DEC2 : logisticien de décontamination

Une convention avec le SDIS 27 est imaginée pour disposer de 30 sapeurs-pompiers formés.

La FMPA est assurée par des mises en situation professionnelle annuelle.



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		40/50
		<b>V0.7</b>

## Objectifs de couverture opérationnelle

### **Objectifs de couverture opérationnelle Menace NRBC et décontamination**

L'organisation du SDIS par rapport à une situation de menaces NRBC est assuré d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les VLCG des agglomérations sont équipés d'un explosimètre et d'un contaminamètre,
- 54 FPT sont équipés de tenues de protection adaptées au risque de contamination RBC permettant d'assurer la protection des sapeurs-pompiers pour les missions de sauvetage/extraction et de décontamination d'urgence.
- le département dispose de 3 cellules de sauvetage (CESA) et de 2 modules d'appui logistique permettant la décontamination d'urgence de 50 victimes «invalides» , 250 victimes «valides» et la prise de comptes de 500 impliqués (250 dispositifs de rhabillage enfant et 250 dispositifs de rhabillage adulte).

L'objectif de couverture départementale en capacité de sauvetage et de décontamination d'urgence est d'un groupe de sauvetage NRBC<sup>5</sup> en 60 minutes renforcé par un second groupe en 90 minutes.

En plus de ses capacités de sauvetage et de décontamination d'urgence, le SDIS est doté par l'état d'une capacité de décontamination approfondie.

Le groupe de décontamination NRBC<sup>6</sup> doit être en mesure d'être projeté rapidement sur le territoire national dans les plus brefs délais.


L'objectif de couverture départemental est de 90 minutes.

Un groupe de renfort sera systématiquement demander afin d'atteindre l'objectif capacitaire de décontamination (50 victimes «invalides», 250 victimes «valides»).

Par ailleurs, au regard des contrainte physiologique de la mission de décontamination approfondie il est nécessaire d'une disposer d'une capacité de relève en moins de 90 minutes.

<sup>5</sup> Groupe de sauvetage NRBC : 1 chef de groupe, 1 officier santé, 4 FPT\_TLD, 1 K\_RAM, 1 CESA, K\_PRV

<sup>6</sup> Groupe DEC : 1 chef de groupe RCH3/RAD3, 1 officier santé, 2 FPT\_DEC, 1 K\_DEC, 1 CEMD, 1 CCI

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		41/50
		<b>V0.7</b>

## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ**

#### Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- sur le département : 1 RCH4/RAD4<sup>7</sup> non cumulable
- sur le secteur chef de site EST : RCH3/(RAD3)<sup>8</sup> non cumulable
- sur le secteur chef de site Ouest : RCH3/(RAD3)<sup>2</sup> non cumulable

#### Cis référents

Aucun potentiel opérationnel journalier DEC n'est imposé, dans la mesure où l'objectif est d'avoir 100% des personnels qualifiés DEC.

Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	Cis	POJ (DEC1/DEC2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	ELB	100 %	FPT_DEC CeMD K_DEC	Groupe DEC
	GDCO	100 %	FPT_DEC	
	STAU	100 %	FPT_DEC	
Le Havre	-	-	-	-
Dieppe	-	-	-	-
Yvetot	-	-	-	-

### **Autres ressources complémentaires**

#### Organisation de bassin


Tous les sapeurs-pompiers « DEC » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal de l'OZO
- pour accroître le potentiel humain.

<sup>7</sup> L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

<sup>8</sup> Si le RCH3 n'est pas RAD3, un officier de la chaîne de commandement assure l'astreinte RAD3

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		42/50
		<b>V0.7</b>

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leurs compétences DEC s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au Cis Elbeuf.

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

### Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal du groupe de décontamination à partir des ressources départementales. Les personnels disponibles des Cis référents seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention ou le Cis Elbeuf avec un moyen du Cis (VL ou VTU).

Projet

## Interventions à bord des navires et des bateaux


### Localisation des risques

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes en interventions à bord des navires et des bateaux (« IBNB ») sont :

- les navires de commerce en zones portuaires et en Seine,
- les navires à passagers en zones portuaires et en Seine,

Le risque, quoique diffus, est donc localisé sur les grandes agglomérations et ports de Rouen, Le Havre et Dieppe mais aussi le long de la façade maritime et de la Seine.



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		44/50
		<b>V0.7</b>

## Références réglementaires

### **Documents cadres**

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et le code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis 76.

### **Référentiel emplois activités et compétences**

L'arrêté du 31 juillet 2017 relatif aux formations des sapeurs-pompiers aux interventions à bord des navires et des bateaux (Référentiel Emplois Activités Compétences IBNB) définit la spécialité « Intervention à bord des navires et des bateaux ».

Ainsi les interventions à bord des navires et des bateaux correspondent aux missions opérationnelles menées à bord des navires ou des bateaux, respectivement dans les eaux maritimes ou intérieures, conformément aux textes applicables à chacun de ces milieux.

Les sapeurs-pompiers sont formés en lien avec le milieu concerné et sont donc qualifiés soit « eaux maritimes » et/ou « eaux intérieures ».

De plus est définie une activité optionnelle pour les eaux maritimes liées à la compétence pour participer aux actions spécifiques d'une unité IBNB dans le cadre d'une Equipe d'évaluation et d'intervention (EEI) lors d'un sinistre maritime de grande ampleur (SMGA) ou de l'Accueil d'un navire en difficulté.


En l'occurrence, les sapeurs-pompiers du Sdis 76 ne sont pas prévus intervenir à ce jour en mer, qualifiée « eaux maritimes » et notamment dans le cadre d'une EEI, mais exerce leurs compétences à quai en zone portuaire ou sur la Seine.

Le nouveau référentiel définit 4 niveaux d'emplois opérationnels ; équipier, chef d'unité, chef de groupe et conseiller technique. Pour chaque niveau, une formation spécifique est établie.

A titre dérogatoire, jusqu'au 1er janvier 2020, les sapeurs-pompiers titulaires d'un diplôme feux de navire niveau 1 et 2, peuvent obtenir respectivement le diplôme IBNB 1 ou IBNB 2 en fonction des activités et diplômes précédemment obtenus et après avoir validé un module de complément de formation portant sur la mise en œuvre des moyens de secours du bord, des matériels de ventilation, de désenfumage et d'épuisement.

De même à titre dérogatoire, jusqu'au 1er janvier 2020, les sapeurs-pompiers titulaires des diplômes de feux de navires de niveaux 3 et de chef de groupe, peuvent obtenir le diplôme IBNB3 après avoir validé un module de complément de formation spécifique.

Egalement, les conseillers techniques dans le domaine des interventions à bord des navires et des bateaux, titulaires des diplômes de feux de navire de niveau 3 et de chef de colonne à minima, peuvent obtenir le diplôme IBNB 4 sous réserve d'avoir suivi un parcours de perfectionnement comprenant notamment un séminaire national relatif à l'intervention à bord des navires et des bateaux et une formation sur l'action de l'état en mer.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		45/50
		<b>V0.7</b>

Le processus d'équivalence est en cours de mise en place, dans le cadre notamment de demandes spécifiques d'agrément auprès de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise.

### Guide de doctrine opérationnelle

En date du 22 décembre 2017, la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise a publié le guide de doctrine opérationnelle « intervention à bord des navires et des bateaux en milieu maritime ». Celui-ci présente les connaissances générales et la stratégie d'intervention à mettre en œuvre par les personnels des services d'incendie et de secours lorsqu'ils se trouvent confrontés à ce risque.

### La FMPA


Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle tout sapeur-pompier qui a participé aux FMPA.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ global du Cis.
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
IBNB 1 & 2	20 h	1 entraînement trimestriel de mise en situation en unité constituée (12h)	Une journée de mise en situation sur un navire et/ou sur le site feu réel de Vulcain (8h)
IBNB 3	16 h	Encadrements des formations initiales et des Fmpa, 1 FMPA annuelle de 4 demi-journées	
IBNB 4	16 h	Participation aux FMPA départementales et zonales de niveau 3 Participation aux FMPA nationales de niveau 4 (modalités en cours de définition)	



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		46/50
		<b>V0.7</b>

## Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

Groupe/Entité	Potentiel Sdis 76	Délais (min)	Capacités et objectifs	Moyens limitants
Groupe IBNB	1	1ère UA à 60 2ème UA à 90	Intervention ; reconnaissance, évaluation, sauvetage et extinction sur un navire en eaux intérieures ou en zones portuaires	1 CEAR 1 MEA VTU+Kit IBNB
Unité d'attaque IBNB	2	60	idem	Aucun
Unité ELD	Cf Chapitre dédié dans cette annexe			

## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

La réponse opérationnelle du Sdis 76 relative aux interventions à bord des navires à quai comprend :

- un objectif de Potentiel opérationnel journalier (POJ) de 2 unités d'attaque sur le bassin du Havre
- un objectif de POJ de 2 unités d'attaque sur le bassin de Rouen
- un POJ de 1 « IBNB 3 » d'astreinte sur le département

Secteur CdC	Cis	POJ	Matériels
		IBNB1/IBNB2/IBNB3	
Rouen	CANT	6/1/0	1 K_IBNB
	RSUD	6/1/0	1 K_IBNB
Le Havre	LHS	6/1/0	1 K_IBNB
	LHN	6/1/0	1 K_IBNB
Commandement	Département	0/0/1	-

Certains spécialistes qualifiés IBNB disposent de la compétence supplémentaire ELD.

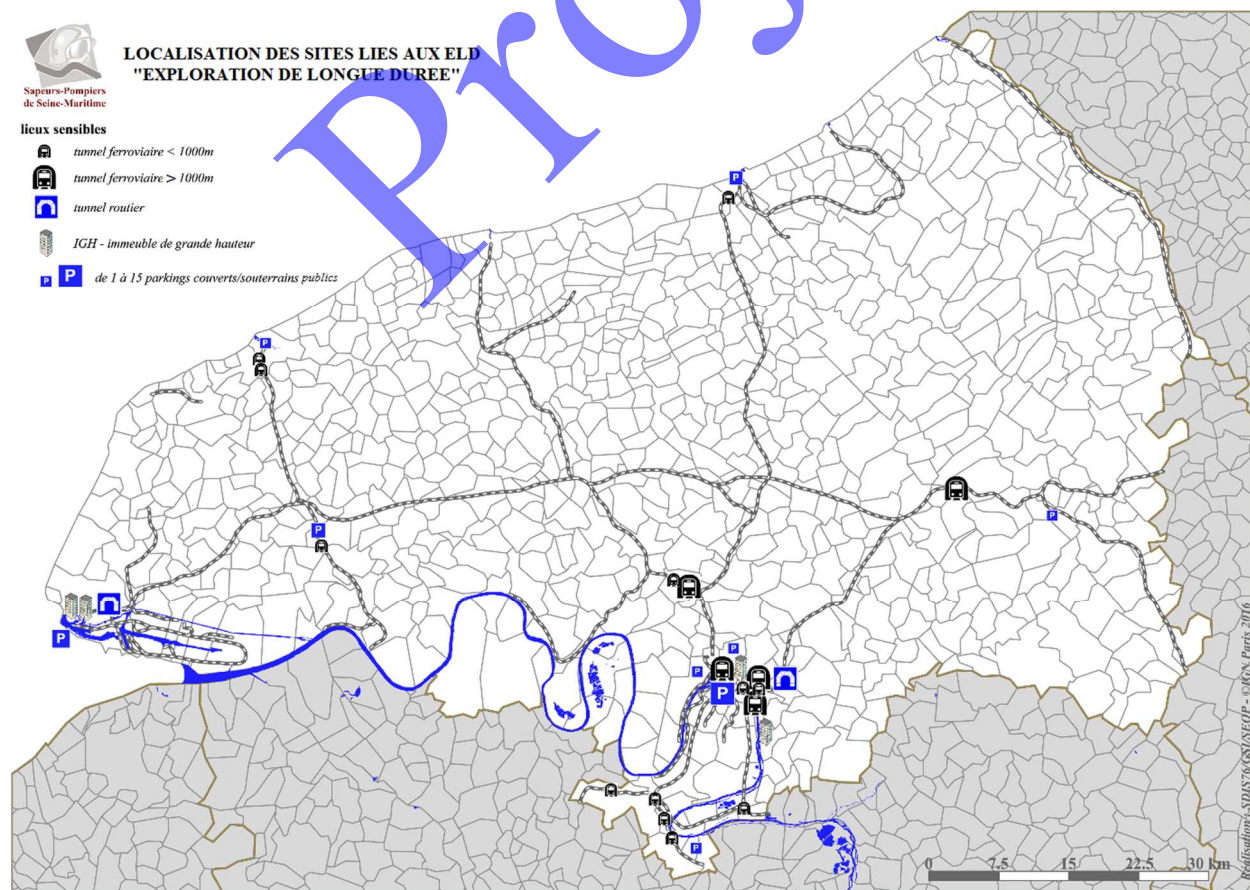
## Déclinaison de la réponse de bassin « exploration de longue durée »

### Localisation des risques


Les sites identifiés comme pouvant nécessiter la sollicitation de spécialistes en exploration de longue durée sont :

- les navires de commerce en zones portuaires et en Seine,
- les navires à passagers en zones portuaires et en Seine,
- les tunnels routiers et ferroviaires,
- les parcs de stationnement couverts en zones urbaines,
- les infrastructures portuaires (écluse François 1<sup>er</sup>, etc.),
- les galeries techniques de bâtiments industriels,
- les bâtiments de grandes dimensions des CNPE,
- les établissements recevant du public de grandes dimensions,
- les cavités naturelles et artificielles (carrières,...).

Le risque, quoique diffus, est donc localisé sur les grandes agglomérations et sur les zones industrialo-portuaires de Rouen, Le Havre et Dieppe mais aussi le long de la façade maritime et de la Seine.





	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		48/50
		<b>V0.7</b>

L'unité opérationnelle spécifique Exploration de Longue Durée « ELD » permet grâce à des équipements spécifiques (en particulier, des appareils respiratoires à circuit fermé qui offrent au porteur, une autonomie largement supérieure à celle des appareils respiratoires à circuit ouvert) et à des savoir-faire adaptés :

- d'appuyer les actions de lutte contre les effets d'un sinistre, des premiers intervenants (recherche et localisation de foyer(s), balisage du cheminement le plus adapté du point de pénétration jusqu'au(x) foyer(s), recherche et extraction de victimes, extinction de foyer(s), etc...),
- de sécuriser l'engagement des premiers intervenants sous appareils respiratoires à circuit ouvert en constituant une équipe de sécurité, capable d'intervenir sans délai en cas d'accident (extraction et sauvetage de victimes sapeurs-pompiers),
- de réaliser des investigations sous atmosphère viciée, dans des bâtiments ou infrastructures de grandes dimensions (tunnels routiers ou ferroviaires, galeries techniques, etc...) ou dans lesquels les cheminements sont particulièrement complexes (navires de commerce ou à passagers, etc...),
- de réaliser des reconnaissances dans des carrières.

## Références réglementaires

### **Documents cadres**

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et le code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et le catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis 76.

### **Guide national de référence, Référentiel emplois activités et compétences**


Concernant l'exploration longue durée, aucun cadre réglementaire national formalisé n'existe actuellement. La mise en œuvre de cette activité s'appuie actuellement sur les expériences de différents Services d'incendie et de secours compétents en la matière (Sdis 78, BSPP, Sdis 62,...).

Toutefois, un guide de doctrine opérationnelle « engagement des sapeurs-pompiers en milieux viciés » est en cours de rédaction au niveau national. Ce guide, destiné à remplacer l'actuel guide national de référence « Appareils respiratoires isolants » devrait aborder le domaine des reconnaissances et explorations de longue durée.

Le Sdis 76 organise les stages d'équipiers « ELD », dits ELD 1. La durée de la formation initiale est de 32 heures. Les conditions d'accès à la formation initiale ELD 1 sont les suivantes :

- être affecté dans un des 4 Cis référents IBNB à savoir : LHS, LHN, RSUD, CANT.
- être titulaire de l'unité de valeur IBNB 1,
- avoir satisfait aux épreuves de pré-sélection (parcours type en ARICO puis entretien de motivations).

L'unité de valeur chef d'unité ELD (C.U. ELD), dit ELD 2, est attribuée aux sous-officiers qui

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		49/50
		<b>V0.7</b>

remplissent les conditions minimales suivantes :

- avoir suivi la formation initiale d'équipiers ELD,
- être titulaire de l'unité de valeur « Incendie niveau 2 »,
- être titulaire de l'unité de valeur IBNB 2 (\*).

(\*) A titre dérogatoire, après avis du chef GOP, du Conseiller Technique Départemental IBNB, du référent départemental ELD, et après validation du Directeur départemental, un personnel non détenteur de l'unité de valeur IBNB 2 peut être intégré à la ressource.

Nota : à ce jour, il n'est pas défini de niveaux 3 ou 4 concernant cette unité opérationnelle spécifique. Toutefois, un référent départemental et un adjoint sont désignés par le Directeur départemental et inscrits sur une liste d'aptitude opérationnelle départementale.

Dans l'attente d'un cadre réglementaire national formalisé, la réponse opérationnelle du Sdis 76 relative aux interventions « Exploration longue durée » repose sur une unité ELD composée à minima de :

- 1 chef d'unité (C.U. ELD) qualifié ELD 2,
- 2 binômes qualifiés ELD 1 articulés en un binôme d'attaque et un binôme de sécurité.

Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, ou de nécessité de sécurisation d'un binôme d'attaque, l'opération peut commencer sous l'autorité du COS avec deux équipiers ELD chargés de sécuriser le site d'intervention et d'apporter les premiers secours à la victime.

### La FMPA


Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle tout sapeur-pompier qui a participé aux FMPA.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ global du Cis
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	Durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	32 h	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h (dont 1 x 8 h en feu réel)
2	32 h	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h (dont 1 x 8 h en feu réel)

Nota : Lorsque les agents qualifiés ELD effectuent des séquences de FMPA ELD à bord d'un navire, ces dernières sont également prises en compte dans le volume horaire annuel de la FMPA IBNB.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		50/50
		<b>V0.7</b>

## Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée en primo intervenants par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

Groupe/Entité	Potentiel Sdis 76	Délais (min)	Capacités et objectifs	Moyens limitants
Unité exploration longue durée	1	1 unité ELD en 60 min	Reconnaissance longue et/ou difficile en atmosphère viciée, sécurité des primo-intervenants, appui des actions de lutte des primo-intervenants contre les effets d'un sinistre.	VGELD

## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

La réponse opérationnelle du Sdis 76 relative aux interventions « Exploration longue durée » repose sur un potentiel opérationnel journalier d'une unité départementale ELD composée à minima :

- d'un chef d'unité (C.U. ELD 2),
- de deux binômes qualifiés ELD 1 articulés en un binôme d'attaque et un binôme de sécurité.

Secteur CdC	Cis	POJ	Matériels
		ELD1/ELD2	
Rouen	RSUD	2/0 ou 1/1	ARICF
	CANT	1/0 ou 0/1	ARICF
Le Havre	LHS	1/1	ARICF
	LHN	1/0 ou 0/1	ARICF

## **Autres ressources complémentaires**

### Organisation de bassin

**Tous les sapeurs-pompiers « ELD »** inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

### Ressource IBNB


**A la demande du COS ou à l'initiative du CTA CODIS**, la ressource IBNB peut être sollicitée pour compléter le personnel ELD. Cependant, l'utilisation des ARICF est strictement réservée aux agents qualifiés ELD.

Règlement opérationnel départemental

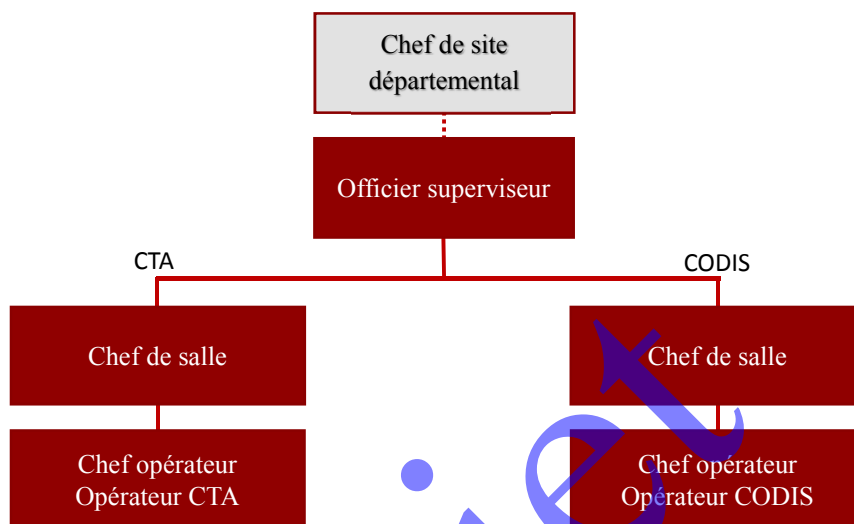
# ANNEXE 12

Modalités d'organisation du CTA-CODIS

Projet

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine du CTA-CODIS		Annexe n°12
			1/4
			V0.7

## 1- Organigramme opérationnel du CTA - CODIS




## 2- Rôles et missions du CTA-CODIS

Le CTA-CODIS est placé sous l'autorité du Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime. Il est l'organe de centralisation de l'alerte et de coordination de l'activité et des moyens opérationnels du Sdis 76. Le CTA-CODIS est unique dans le département de la Seine-Maritime et fonctionne 24 heures sur 24 tous les jours de l'année. Dans ce cadre, il assure le suivi des opérations. Autant que faire se peut, il met en œuvre l'anticipation nécessaire à la prise en compte des événements non planifiés mais anticipables.

### • Rôles et missions du CTA

Le Centre de traitement de l'alerte (CTA) est la structure chargée de la réception et du traitement de l'alerte. Il est destinataire des appels provenant du 18 ou du 112 et des demandes qui lui sont transférées par un autre service d'urgence. A ce titre, il doit :

- recevoir, traiter, authentifier et enregistrer les appels,
- s'il s'agit d'un secours aux personnes ou d'une demande d'aide médicale urgente, réaliser une conférence à 3 avec l'appelant et le Centre de Réception et de Régulation des Appels (CRRA 15) du SAMU pour une régulation médicale dans le respect des dispositions de la convention 15/18,
- informer le requérant ou réorienter les appels ne relevant pas de la compétence du CTA vers les services concernés, que cela soit en interne (par exemple : appel lié à la coordination des moyens de secours donc destiné au CODIS) ou en externe vers un autre service du Sdis ou un partenaire extérieur,
- localiser géographiquement les sinistres avec l'assistance des outils de base de données (base des lieux et systèmes d'informations géographiques) et/ou en sollicitant une géolocalisation à un opérateur de téléphonie,
- engager les moyens de secours conformément au règlement opérationnel départemental en les adaptant aux éléments de contexte relevés lors du traitement de(s) l'appel(s),

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine du CTA-CODIS		Annexe n°12
			2/4
			V0.7

- déclencher la chaîne de commandement lorsque son concours est prévu dans le premier train de départ,
- rendre compte au CODIS de l'engagement des moyens de secours et des éléments de contexte.


### • Rôles et missions du CODIS

Le CODIS est chargé d'assurer le suivi et la coordination de l'activité opérationnelle du Sdis. A ce titre, il doit :


- assurer la veille permanente des fréquences radios opérationnelles départementales, sécurité accueil et air-sol,
- assurer le suivi des opérations du déclenchement des secours à la fin de l'intervention,
- s'assurer du déclenchement des moyens de secours sollicités et alerter les personnels de la chaîne de commandement déclenchés par le CTA,
- transmettre toutes informations utiles aux moyens engagés, en transit ou sur les lieux (précision d'adresse, positionnement du centre de regroupement des moyens, aggravation de la situation...),
- eu égard des éléments de contexte et de la situation, renseigner et/ou engager la chaîne de commandement si son concours n'est pas prévu dans le départ déclenché par le CTA ou sur demande du COS,
- engager les moyens de secours demandés en renfort, renseigner et/ou au besoin alerter les autorités départementales et municipales ainsi que les autres organismes privés ou publics qui concourent ou sont impliqués dans les opérations de secours,
- assurer la permanence de la couverture opérationnelle du territoire,
- prendre en compte, répercuter et suivre les demandes d'engagement des moyens aériens de la sécurité civile sur le territoire couvert par le Sdis,
- assurer le lien avec le COZ Ouest, par contact téléphonique et/ou via le portail ORSEC.

### 3- Missions des personnels

- *l'officier superviseur*, qui supervise les deux salles opérationnelles, est en charge de :
  - animer la transmission des consignes opérationnelles,
  - vérifier la bonne application des procédures opérationnelles,
  - valider l'adaptation des moyens engagés,
  - anticiper sur les besoins liés aux opérations en cours,
  - valider les propositions des chefs de salle visant au maintien de la couverture opérationnelle,
  - alerter et informer la chaîne de commandement (à partir de chef de colonne),
  - informer les autorités sapeurs-pompiers et les autorités publiques,
  - ordonner la montée en puissance du CODIS, en cas de besoin et après avis du chef de site départemental,
  - décider de l'activation d'un ou plusieurs Postes de Commandement Avancés (PCA) pour faire face à un événement,
  - décider de l'activation de la salle débordement,
  - assurer la transmission des informations lors des points médias ou recourir au service communication en cas d'évènements particuliers,
  - vérifier et valider le bulletin de renseignement quotidien avant envoi.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine du CTA-CODIS	Annexe n°12
		3/4
		V0.7

- **le chef de salle CTA** est chargé de :
  - superviser l'activité et assurer le bon fonctionnement de la salle de traitement de l'alerte,
  - veiller à la transmission et à l'application des consignes,
  - adapter l'effectif de prise d'appel à l'activité,
  - vérifier et valider l'adéquation des moyens proposés par le système de gestion opérationnel (SGO) aux situations et aux éléments de contexte,
  - appeler l'attention de l'officier superviseur pour toute intervention, incident ou situation à caractère particulier,
  - participer au diagnostic des pannes et mettre en œuvre le mode dégradé « prise d'appel »,
  - signaler toute situation pouvant affecter la couverture opérationnelle du département au chef de salle CODIS,
  - proposer à l'officier superviseur l'activation de la salle de débordement avant que les capacités du CTA ne soient dépassées.
- **l'opérateur CTA** est chargé de :
  - réceptionner les demandes de secours,
  - analyser les situations (nature, gravité, localisation) et engager les moyens de secours conformément au Règlement opérationnel départemental. Si la situation et le contexte ne lui semblent pas conforme aux moyens proposés, appeler le chef de salle pour lui proposer une adaptation pour validation avant engagement,
  - rendre compte en permanence à leur chef de salle et appeler leur attention pour tout appel, incident ou intervention ayant un caractère particulier.
- **le chef de salle CODIS** est chargé de :
  - superviser l'activité du centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS),
  - mettre à jour les outils de gestion (tableau des astreintes, consignes opérationnelles...),
  - rédiger le bulletin de renseignement quotidien,
  - renseigner le portail ORSEC,
  - vérifier l'adéquation des moyens engagés et ceux demandés en renfort avec le contexte,
  - veiller en permanence à l'opérationnalité du réseau de transmission radio,
  - analyser les éléments de contenu de la documentation opérationnelle pour anticipation et information du terrain,
  - engager et informer les chefs de groupe,
  - rendre compte à l'officier superviseur des remontées d'information émanant du terrain,
  - veiller en permanence à la couverture opérationnelle départementale et si besoin proposer à l'officier superviseur des solutions de recouvrement,
  - assurer le suivi et l'évolution des événements météorologiques afin d'alerter l'officier superviseur de l'impact possible sur le territoire départemental (activation PCA, mobilisation de moyens et/ou de personnels),
  - renseigner les tableaux de suivi sur les dossiers en cours (SAMU, Ebola, HELISMUR...).
- **l'opérateur CODIS** est chargé de :
  - s'assurer du déclenchement, du départ et de l'arrivée sur les lieux des moyens engagés,
  - assurer en permanence l'écoute radio,
  - assurer le rôle de station directrice du CODIS,
  - transmettre aux véhicules en transit l'ensemble des informations utiles au déroulement de l'opération (CRM, météo, éléments de contexte...),

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine du CTA-CODIS		Annexe n°12
			4/4
			V0.7

- saisir les messages émanant du terrain dans le système de gestion opérationnelle (SGO),
  - engager les engins demandés en renfort après validation du chef de salle,
  - informer et/ou engager les services nécessaires au bon déroulement de l'opération ou ceux demandés en renfort, sur demande ou après validation du chef de salle pour les renforts,
  - rendre compte en permanence à leur chef de salle dès que la situation opérationnelle dépasse ou est susceptible de dépasser leur niveau de compétence.
- **l'officier santé** (de 08h à 20h les jours ouvrés), **conseiller technique de l'officier superviseur** est chargé de :
    - conseiller les opérateurs du CTA-CODIS concernant les missions SUAP et assurer le soutien sanitaire au profit des personnels sapeurs-pompiers engagés sur intervention,
    - apporter son concours à la gestion de tout accident de sapeur-pompier,
    - **assurer le lien avec les cadres de permanence au SAMU A et B, le Médecin d'Astreinte Départemental (MAD) sapeur-pompier et l'officier de santé de terrain.**

#### **4- Différents modes d'organisation**

Les différents modes d'organisation répondent aux trois situations suivantes :

- **Situation courante**

En situation courante, les agents assurent les fonctions traditionnellement dévolues au CTA (réception et traitement des appels et déclenchement des secours...) et celles du CODIS (gestion de la radio, coordination opérationnelle, envoi des renforts, information des services et autorités...). Cette organisation permet de gérer l'activité opérationnelle courante.

- **Situation de crise**

Dans le cadre d'un ou plusieurs évènement(s), il est procédé à un délestage de la gestion opérationnelle de cet évènement : le CODIS monte en puissance et la salle de gestion de crise est armée. Les éléments qui intéressent cet ou ces évènement(s) de grande ampleur sont pris en charge en dehors de la salle opérationnelle qui demeure disponible pour la gestion des interventions courantes.

- **Situation de débordement d'appels**

Cette situation correspond à un afflux massif d'appels pour des motifs urgents (émission de gaz provenant d'un site industriel...) ou non urgents (caves inondées, arbres tombés sur la voie publique...). Dans ce cas, les appels intéressant l'évènement sont réorientés afin de traiter l'activité courante dans de bonnes conditions (délai du décroché, stress des agents, qualité de réponse...).




Règlement opérationnel départemental


# ANNEXE 15

Liste des départs-types


Projet

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		1/8
		<b>V0.7</b>


Famille	Nature		Départ type
INCENDIE	SUSPICION FEU	ALARME INCENDIE SANS ODEUR/LUEUR/FUMEE	EP_1
		EXPLOSION/EFFONDREMENT DE BATIMENT	EP_1+MEA+ESR+SDE_RECO+VSUAP+CDG
		FEU D'ORIGINE INDETERMINEE	EP_1
	FEU EN CONTEXTE SIMPLE	FEU DE BROUSSAILLE/HAIE/TALUS PROCHE D'UNE ROUTE	EP_1
		FEU DE VEHICULE (VL, PL, BUS,...)	EP_1
		FEU DE VEHICULE SUR VOIE DE CIRCULATION	EP_1+EBS
		FEU DE VEHICULE EN PRESENCE DE MATIERES DANGEREUSES	EP_1+EBS+EPGP+EPEM+EPES+CEEM+RCH_INTER+RCH3+CDG
		FEU D'ENSEIGNE, CYCLO, POUBELLE	EP_1

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		2/8
		<b>V0.7</b>

Famille	Nature		Départ type
INCENDIE	FEU EN CONTEXTE DOMESTIQUE	FEU DANS DES LOCAUX ADMINISTRATIFS / ARTISANAUX	EP_1
		FEU DANS DES LOCAUX ADMINISTRATIFS / ARTISANAUX R+3 ET PLUS	EP_1+MEA+CDG
		FEU DANS UN ERP	EP_1
		FEU DANS UN ERP AVEC PRESENCE DE PUBLIC	EP_1+VSUAP+CDG
		FEU DANS UN ERP R+3 ET PLUS	EP_1+MEA+CDG
		FEU DANS UN ERP R+3 ET PLUS AVEC PRESENCE DE PUBLIC	EP_1+MEA+VSUAP+CDG
		FEU DANS UN IMMEUBLE COLLECTIF	EP_1+MEA+CDG
		FEU DE CHEMINEE	EP_1
		FEU DE CHEMINEE R+3 ET PLUS	EP_1+MEA
		FEU D'HABITATION INDIVIDUELLE	EP_1
		FEU D'HABITATION INDIVIDUELLE R+3 ET PLUS	EP_1+MEA+CDG


 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	Annexe n°15
		3/8
		V0.7

Famille	Nature		Départ type
INCENDIE	FEU EN CONTEXTE PARTICULIER	FEU D'AVION	EP_1+EPHR+CDG
		FEU DE BATEAU PLAISANCE / NAVIRE	EP_1+SAV_INT+CDG
		FEU DE BATIMENTS/LOCAUX AGRICOLES	EP_1+EPEM+MDA+CDG
		FEU DE CHATEAU	EP_1+MEA+EP+MDA+EPES+CDG
		FEU DE LOCAUX INDUSTRIELS / ENTREPOTS	EP_1+MEA+EP+MDA+CDG
		FEU DE SILO	EP_1+MEA+EP+MDA+CDG+RCH3
		FEU DE TRAIN	EP_1+EPHR+CDG
		FEU DE TRANSFORMATEUR	EP_1+RPO+ESRL+CDG
		FEU DE TRANSPORT DE MATIERE DANGEREUSE	EP_1+EPGP+EPEM+EPES+CEEM+RCH_INTER+RCH3+CDG
		FEU DE VEGETATION/RECOLTE DIFFICILEMENT ACCESSIBLE DEPUIS UNE ROUTE	EP_1+EPHR+VLHR+CDG
		FEU EN PARKING SOUTERRAIN	EP_1+MEA+EP+KARI+ELD_UNITE +CDG
		FEU EN CARRIERE OU EN CAVITE SOUTERRAINES	EP_1+EP+KARI +ELD_UNITE+CDG
		FEU DANS UN TUNNEL ROUTIER OU FERROVIAIRE	EP_1+EP+ EPHR+KARI +ELD_UNITE +RVGD+CDG

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		4/8
		<b>V0.7</b>


Famille	Nature		Départ type
ASSISTANCE A PERSONNES MILIEU NON HOSTILE (PAS DE RISQUE POUR LES SECOURISTES)	ASSISTANCE EN CONTEXTE PARTICULIER (DEPART REFLEXE "CONTEXTUEL")	ASSISTANCE POUR RELEVAGE DE PERSONNE A DOMICILE	<b>VSUAP</b>
		ASSISTANCE SUR L'ESPACE PUBLIC HORS URGENCE REFLEXE	<b>VSUAP_1</b>
		ASSISTANCE A PERSONNE NE REPONDANT PAS AUX APPELS	<b>MOD</b>
		ASSISTANCE A PERSONNE VULNERABLE DANS UN ASCENSEUR	<b>MOD</b>
		ASSISTANCE A PERSONNE MENACANT DE SE DEFENESTRER	<b>VSUAP_1+EPL+MEA+CDG</b>
		ASSISTANCE A PERSONNE DEFENESTREE	<b>VSUAP_1+EPL+AMU(*)</b>
	ASSISTANCE D'URGENCE (DEPART REFLEXE "CLINIQUE")	ASSISTANCE D'URGENCE REFLEXE (PROMPT SECOURS)	<b>VSUAP_1+AMU(*)</b>
		ASSISTANCE D'URGENCE REGULEE	<b>VSUAP_1</b>
		ASSISTANCE D'URGENCE VITALE REGULEE	<b>VSUAP_1+AMU(*)</b>

(\*) Ressource opérationnelle du SSSM (cf annexe 9)

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		5/8
		<b>V0.7</b>


Famille	Nature		Départ type
<b>ACCIDENT ET SECOURS D'URGENCE MILIEU HOSTILE (RISQUE IDENTIFIE POUR LES SECOURS)</b>	SECOURS EN CONTEXTE PARTICULIER (DEPART REFLEXE "CONTEXTUEL")	SECOURS A PERSONNE ELECTRISEE	<b>ESRL+VSUAP_1+AMU(*)</b>
		SECOURS A PERSONNE INCARCEREE	<b>ESRL+VSUAP_1+AMU(*)</b>
		SECOURS A PERSONNE EN CONTEXTE ATTENTAT/MENACE	<b>GSAP + GCC + CDS + RCH4-RAD4 + KEPB</b>
		SECOURS A PERSONNE EN MILIEU AQUATIQUE	<b>SAV_INT+VSUAP_1+CDG</b>
		SECOURS A PERSONNE EN MILIEU PERILLEUX	<b>EPL+VSUAP_1+CDG+GRIMP_UNITE</b>
		SECOURS A PERSONNE EN PRESENCE D'UNE SUBSTANCE NRBC	<b>EPL+VSUAP_1+RAD_INTER+RCH3+CDG</b>
		SECOURS A PERSONNE EN ZONE INONDEE	<b>EPHR+VSUAP_1</b>

(\*) Ressource opérationnelle du SSSM (cf annexe 9)

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		6/8
		<b>V0.7</b>


<b>Famille</b>	<b>Nature</b>		<b>Départ type</b>
<b>ACCIDENT ET SECOURS D'URGENCE MILIEU HOSTILE (RISQUE IDENTIFIE POUR LES SECOURS)</b>	<b>ACCIDENT EN CONTEXTE PARTICULIER (ACCIDENTS LIES AU TRANSPORT)</b>	ACCIDENT DE CIRCULATION	<b>VSUAP_1+EBS</b>
		ACCIDENT DE CIRCULATION AVEC BLESSE GRAVE	<b>VSUAP_1+EBS+AMU(*)</b>
		ACCIDENT DE CIRCULATION AVEC BLESSE INCARCERE	<b>VSUAP_1+ESR+EBS+AMU(*)+CDG</b>
		ACCIDENT DE CIRCULATION IMPLIQUANT DES MATIERES DANGEREUSES	<b>VSUAP_1+EBS+EPL+RCH_INTER+CDG</b>
		ACCIDENT D'AVION / AERONEF	<b>VSUAP_1+ESR+EBS+AMU(*)+CDG</b>
		ACCIDENT DE NAVIGATION	<b>EPL+SAV_INT+VSUAP_1+AMU(*)+CDG</b>
		ACCIDENT SUR VOIE FERREE	<b>VSUAP_1+ESR+EPL+CDG</b>
		ACCIDENT SUR VOIE FERREE INTERSECTION AVEC VOIE DE CIRCULATION	<b>VSUAP_1+ESR+EPL+EBS+CDG</b>
		ACCIDENT DE TRAIN DE VOYAGEUR	<b>VSUAP_1+ESR+EPL+EBS+AMU(*)+CDG</b>

(\*) Ressource opérationnelle du SSSM (cf annexe 9)

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		7/8
		<b>V0.7</b>

Famille	Nature		Départ type
RISQUES	RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS	FUITE DE CARBURANT SUR VEHICULE	EPL
		FUITE DE GAZ	EP_1
		FUITE/DEVERSEMENT DE PRODUIT OU MATIERE DANGEREUSE	EPL+RCH_INTER+CDG
		GLISSEMENT TERRAIN / MARNIERE	EPL+CDG
		INCIDENT RADIOLOGIQUE	EPL+CMIR+CDG
		ODEUR SUSPECTE	EP_1
		OPERATION DE RECONNAISSANCE ET D'EVALUATION	CDG+CDC+CDS (dont RCH3)
		POLLUTION AQUATIQUE	EPL+RCH_INTER+RCH3+CDG
		SUSPICION/DETECTION CO	EP_1+RCH_RECO
		SUSPICION/DETECTION CO AVEC VICTIME INTOXIQUEE	EP_1+RCH_RECO+VSUAP_1+CDG
		CALAMITE NATURELLE (INONDATION /TEMPETE..)	MOD
	PERTURBATION DE LA VIE COURANTE	ASSISTANCE AUX ANIMAUX	MOD
		DEGAGEMENT DE LA VOIE PUBLIQUE	MOD+EBS
		EPUISEMENT DE BATEAU / NAVIRE	MOD+REP
		RECONNAISSANCE	Chef de salle



 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		8/8
		<b>V0.7</b>


<b>Famille</b>	<b>Nature</b>		<b>Départ type</b>
PRESTATION DE SERVICE	A LA DEMANDE D'UN TIERS	DESTRUCTION D'INSECTES	<b>Chef de salle</b>
		SERVICE DE SECURITE	<b>Chef de salle</b>
		ASSECHEMENT DE LOCAUX/DEGATS DES EAUX	<b>Chef de salle</b>
		OUVERTURE DE PORTE A LA DEMANDE D'UN TIERS	<b>Chef de salle</b>
		DEGAGEMENT DE PERSONNE DANS UN ASCENSEUR	<b>Chef de salle</b>
	APPUI D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC	CROSS / ASSISTANCE A PERSONNE EN MER PAR HELICOPTERE	<b>Chef de salle</b>
		SAMU/ SECOURS MEDICAL D'URGENCE PAR HELICOPTERE	<b>Chef de salle</b>
		SAMU / APPUI D'UN MOYEN TECHNIQUE	<b>Chef de salle</b>
		CIC/CORG / DECOUVERTE DE MUNITION	<b>Chef de salle</b>
		CIC/CORG / ALERTE A LA BOMBE	<b>Chef de salle</b>
		CIC/CORG / LEVEE DE DOUTE SUR COLIS NRBC	<b>Chef de salle</b>
		SAMU / TRANSFERT INTERHOSPITALIER	<b>Chef de salle</b>
	CARENCE DE SERVICE	SAMU / CARENCE PARTIELLE DE LA PERMANENCE DES SOINS (AIDE AU BRANCARDAGE)	<b>Chef de salle</b>
		SAMU / AIDE AU RELEVAGE DE PERSONNE EN ETABLISSEMENT DE SOINS	<b>Chef de salle</b>
		SAMU / CARENCE DE LA PERMANENCE DES SOINS (AMBULANCIERE, MEDECIN,)	<b>Chef de salle</b>

Règlement opérationnel départemental


# ANNEXE 17

Table des acronymes


Projet

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		1/8
		V0.7


ACRONYMES	DEFINITION
AMU	Aide Médicale Urgente
ANTARES	Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours
APC	Approche par les compétences
ARICF	Appareil respiratoire isolant à circuit fermé
ARS	Agence régionale de la santé
BAN	Base d'adresse nationale
BEA	Bras élévateur articulé
BMPM	Bataillon des marins-pompiers de Marseille
BSL	Bateau de sauvetage léger
CA1E	Chef d'agrès 1 équipe
CATE	Chef d'agrès tout engin
CCGC	Camion-citerne grande capacité
CCF	Camion-citerne feux de forêt
CCFL	Camion-citerne feux de forêt léger
CCFM	Camion-citerne feux de forêt moyen
CCI	Camion-citerne d'incendie
CCR	Camion-citerne rural
CCRM	Camion-citerne rural moyen
CDC	Chef de colonne
CDF	Centre de formation départemental
CDG	Chef de groupe
CDS	Chef de site
CE	Chef d'équipe
CEAR	Cellule d'Assistance Respiratoire
CEDA	Cellule dévidoir automobile
CEDGP	Cellule dévidoir grande puissance
CEEM	Cellule EMulseur
CEEVEP	Cellule électro ventilation épuisement

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		2/8
		V0.7


CEMD	Cellule mobile de décontamination
CeRT	Cellule risques technologiques
CESA	Cellule de sauvetage
CESD	Cellule de sauvetage déblaiement
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CH	Centre hospitalier
CHU	Centre hospitalier universitaire
CIAM	Convention interdépartementale d'assistance mutuelle
CIS	Centre d'incendie et de secours
CMIC	Cellule mobile d'intervention chimique
CMIR	Cellule mobile d'intervention radiologique
CNIS	Conférence nationale des services d'incendie et de secours
CNPE	Centre nucléaire de production d'électricité
COD	Centre opérationnel départemental
CODIS	Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours
COS	Commandant des opérations de secours
COZ	Centre opérationnel de zone
CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage
CRRA	Centre de réception et de régulation des appels
CRSS	Compte rendu de sortie de secours
CTA	Centre de traitement de l'alerte
CTD	Conseiller technique départemental
DA	Dévidoir automobile
DAL	Dévidoir automobile Léger
DD SIS	Direction départemental des services d'incendie et de secours Directeur départemental des services d'incendie et de secours
DEC	Décontamination
DECI	Défense extérieure contre l'incendie
DGSCGC	Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		3/8
		V0.7


DIRNO	Direction interdépartementale des routes du nord ouest
DOI	Directeur des opérations internes
DOS	Directeur des opérations de secours
DPS	Dispositif prévisionnel de secours
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
EBS	Engin de balisage et de signalisation
EDF DPN	Electricité de France-Direction de la production nucléaire
ELD	Exploration de Longue Durée
ELD UNITE	Unité d'Exploration de Longue Durée
ENSOSP	Ecole nationale supérieure des officiers de sapeur-pompier
EMEA	Engin moyen élévateur aérien
EOJ	Effectif opérationnel journalier
EP	Engin pompe
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale
EPEM	Engin porteur d'eau moyen
EPES	Engin porteur d'eau super
EPGP	Engin pompe grande puissance
EPHR	Engin pompe hors route
EPI	Equipement de protection individuel
EP	Engin pompe
EPGP	Engin pompe grande puissance
EPL	Engin pompe léger
EPSA	Echelle pivotante semi-automatique
ERP	Etablissement recevant du public
ESR	Engin de secours routier
ESRL	Engin de secours routier léger
ESRM	Engin de secours routier moyen
ESRS	Engin de secours routier super
ETARE	Etablissement répertorié
FMOGP	Fourgon mousse grande puissance
FMPA	Formation de maintien et de perfectionnement des acquis
FPT	Fourgon pompe tonne
FPTGP	Fourgon pompe tonne grande puissance
FPTL	Fourgon pompe tonne léger

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		4/8
		V0.7

FPTSR	Fourgon pompe tonne secours routier
FRT	Fourgon risques technologiques
GCC	Groupe commandement de colonne
GCS	Groupe commandement de site
GHH	Groupement hospitalier du Havre
CHU	Centre hospitalier universitaire de Rouen
GEAC	Groupement emplois activités compétences
GNR	Guides national de référence
GOC	Gestion opérationnelle et au commandement
GOP	Groupement opérations prévision
GPMH	Grand port maritime du Havre
GPMR	Grand port maritime de Rouen
GRIMP	Groupe de reconnaissance d'intervention en milieu périlleux
GRIMP UNITE	Unité groupe d'intervention en milieu périlleux
GSI	Groupement systèmes informatisés
IBNB	Intervention à bord des navires et des bateaux
IBNUA	Unité d'attaque intervention à bord des navires
ICPE	Installation classée pour la protection de l'environnement
IMP SH	Intervention en milieu périlleux (Secours hélicoptère)
INPT	Infrastructure nationale partageable des transmissions
INSA	Institut national de sciences appliquées
IRB	Inshore rescue boat
ISP	Infirmier sapeur-pompier
K ARI	Kit appareils respiratoires isolants
KEMUL	Kit émulseur
K CRM	Kit centre de regroupement des moyens
K DEC	Kit décontamination
K IBN	Kit intervention à bord des navires
K LOLA	Kit lot opérationnel de logistique alimentaire
K OXY	Kit oxygène
K POL	Kit pollution
K SDE	Kit sauvetage déblaiement
K SUAP	Kit secours d'urgence à personne


	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		5/8
		V0.7

K RAD	Kit radioactivité
K RAM	Kit ramassage
K RCH	Kit risque chimique
K VET	Kit vétérinaire
LCT	Lance canon en tourelle
LIF	Liquide inflammable
LM	Lance mousse
MAD	Médecin d'astreinte départementale
MDAL	Moyen dévidoir automobile Léger
MDAM	Moyen dévidoir automobile moyen
MDAS	Moyen dévidoir automobile super
MEA	Moyen élévateur aérien
MEAL	Moyen élévateur aérien léger
MEAM	Moyen élévateur aérien moyen
MEAS	Moyen élévateur aérien super
MNT	Modélisation numérique du territoire
MOD	Moyen opérations diverses
MPR	Motopompe remorquable
MSP	Médecin sapeur-pompier
NAC	Nouveaux animaux de compagnie
NOVI	Nombreuses victimes
NRBCE	nucléaire, radiologique, biologique, chimique, explosive
OBDSIC	Ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication
OBNSIC	Ordre de base national des systèmes d'information et de communication
OBZSIC	Ordre de base zonal des systèmes d'information et de communication
OCT	Ordre complémentaire des transmissions
OPT	Ordre particulier des transmissions
ORSEC	Organisation de la réponse de sécurité civile
OZO	Ordre zonal d'opération
PCA	Poste de commandement avancé
PCC	Poste de commandement de colonne
PC Ex	Poste de commandement de l'exploitant
PCO	Poste de commandement opérationnel


	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		6/8
		V0.7

PCS	Poste de commandement de site
PISU	Protocole infirmiers de soins d'urgence
POI	Plan d'opération interne
POJ	Potentiel opérationnel journalier
PPI	Plan particulier d'intervention
PRO	Véhicule Protection
PRV	Point de regroupement des victimes
PUI	Plan d'urgence interne Pharmacie à usage intérieur
RAD	Risques radiologiques
RLC	Remorque lance canon
RAD_INTER	Equipe d'intervention radiologique
RCH	Risques chimiques et biologiques
RCH_INTER	Equipe d'intervention en risque chimique et biologiques
RCH_RECO	Equipe de reconnaissance en risque chimique et biologiques
RDDECI	Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie
REAC	Référentiel Emploi Activités Compétences
REP	Remorque épuisement
REX	Retour d'expérience
RO	Règlement opérationnel
RPO	Remorque poudre
RT	Risques technologiques
SAL	Scaphandrier autonome léger (Plongeurs)
SAMU	Service d'aide médicale urgente
SANEF	Société des Autoroutes du nord et de l'est de la France
SAP	Secours à personnes
SAPN	Société des autoroutes Paris Normandie
SAV	Sauvetage aquatique de surface Sauveteur aquatique de surface
SAV INT	Sauveteur aquatique de surface - eau intérieure
SAV LITT	Sauveteur aquatique de surface- Littoral



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		7/8
		V0.7

SAV SH	Sauveteur aquatique formé aux secours hélicoptérés
SDACR	Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques
SDE	Sauvetage déblaiement Sauveteur déblayeur
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
SGO	Système de gestion opérationnelle
SITAC	Situation tactique
SMUR	Service mobile d'urgence et de réanimation
SNSM	Société nationale de sauvetage en mer
SOP	Service opérationnel
SPP	Sapeur-pompier professionnel
SPV	Sapeur-pompier volontaire
SROS	Schéma régional d'organisation des soins
SSO	Soutien sanitaire opérationnel
SSSM	Service de santé et de secours médical
SUAP	Secours d'urgence à personne
TLD	Tenue légère de décontamination
TTE	Temps de transit estimé
UA_IBN	Unité d'attaque intervention à bord des navires
UMD	Unité mobile de décontamination
UV	Unité de valeur
VBS	Véhicule balisage et de signalisation
VGELD	Véhicule Groupe d'Exploration de Longue Durée
VISOV	Volontaires internationaux en soutien virtuel
VL	Véhicule léger
VLGG	Véhicule léger chef de groupe
VLHR	Véhicule léger hors route
VLI	Véhicule léger infirmier
VLR	Véhicule radio
VMD	Véhicule de manutention et de dégagement
VML	Véhicule médicalisé léger

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		8/8
		V0.7

VPC	Véhicule poste de commandement
VPCEM	Véhicule porte cellule moyen
VPCES	Véhicule porte cellule super
VPI	Véhicule de première intervention
VRM	Véhicule radio médicalisé
VSAV	Véhicule de secours et d'assistance aux victimes
VSAQ	Véhicule de sauvetage aquatique
VSM	Véhicule de secours médicalisé
VSRM	Véhicule de secours routier moyen
VSS	Véhicule de soutien sanitaire
VSUAP	Véhicule secours d'urgence à personne
VTP	Véhicule de transport de personnes
VTU	Véhicule tout usage
VTU Pro	Véhicule tout usage option protection
VTUBS	Véhicule tout usage option balisage et signalisation
ZEC	Zone élémentaire de compétence
ZIP	Zone industrialo portuaire